

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Les migrations internes au Viêtnam et leur impact sur l'environnement

par

Pham Thanh Hai

Département de géographie
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de docteur
en géographie

Avril 2009



© Pham Thanh Hai, 2009

✓
29
84
009
603



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Les migrations internes au Viêtnam et leur impact sur l'environnement

Présentée par :
Pham Thanh Hai

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Claude Comtois
président-rapporteur

Rodolphe De Koninck
directeur de recherche

Pierre Andé
membre du jury

Frédéric Fortunel
examineur externe

.....
représentant du doyen de la FES

Résumé en français

Les processus migratoires font partie intégrante de l'histoire du *Việt Nam* depuis plusieurs siècles. Par leur ampleur, leur dynamisme et leurs conséquences, les migrations constituent l'un des processus fondamentaux de la dynamique géographique du pays.

L'objectif de cette thèse consiste à examiner un cas de migration dans le contexte vietnamien contemporain et à clarifier sa relation avec les environnements physiques et sociaux. Plus spécifiquement, la thèse vise : (1) à analyser les flux de migrations internes, en particulier celles des *Kinh*, et à identifier les motivations des migrants; (2) à mettre en lumière le rôle des autorités dans l'organisation de ces migrations, la gestion du territoire et le développement du pays; et (3) à comprendre la part de responsabilité des acteurs en cause (États, migrants, autochtones, et autres) dans les changements environnementaux. Fondée sur des travaux de recherche de terrain, cette étude analyse des données tirées d'entrevues, de la littérature ainsi que de sources cartographiques et statistiques.

Ces analyses montrent que suite à la réunification du pays en 1975, le processus de la migration s'est accentué dans les hautes terres du Sud, dont fait partie la province de *Bình Phước*. Cette province aux sols rouges, jusqu'à récemment couverte majoritairement par des forêts et peuplée de minorités ethniques, a connu un boom démographique alimenté par l'arrivée massive de migrants. Cette migration était, au départ, organisée par l'État dans le cadre du programme d'établissement des Nouvelles zones économiques. Elle est cependant devenue incontrôlable suite à l'application de la politique de *Đổi mới* (innovation) vers la fin des années 1980. D'importantes vagues de migrations spontanées ont alors afflué vers la province de *Bình Phước*. Quoique certaines provenaient de districts (ou communes) au sein même de la province, la plupart venaient de régions aux prises avec des problèmes liés à une forte pression démographique et à la dégradation des sols, telles que le delta du fleuve Rouge et les Montagnes du Nord.

Provenant de l'extérieur de la province, ces migrants tant organisés que spontanés ont contribué à la mise en valeur de cette région à terre rouge ainsi qu'à l'intégration des ethnies minoritaires locales, tout particulièrement les *Stiêng*, dans l'État vietnamien. Cependant, leur présence est une source de nouveaux problèmes : l'expansion des terres consacrées aux plantations agricoles, notamment l'anacardier et l'hévéa, qui se fait aux dépens des ressources forestières, et les bouleversements sociaux et culturels au sein des communautés autochtones.

Mots-clés : migration, environnement, *Việt Nam*, *Bình Phước*, *Stiêng*

Résumé en anglais

For several centuries, the migratory process has been an essential component of *Việt Nam*'s history. By its scale, dynamism and consequences, migration constitutes a fundamental process contributing to the physical and human geographies of the country.

The objective of this thesis is to examine migration in the Vietnamese context and clarify its relationships towards physical and social environments. More specifically, the thesis aims to: (1) analyze internal migrations flows, especially among *Kinh*, and identify the migrants' motivations; (2) clarify the role of the authorities in the organization of migrations and the country's territorial management and development; (3) understand each actor's (States, migrants, indigenous people, and others) responsibilities in environmental change. Based on field research, this study analyzes data derived from interviews, literature as well as cartographic and statistical sources.

The study results indicate that after the reunification of the country in 1975, the migration process occurred primarily in the central highlands of Vietnam, including *Bình Phước* province. This red soil province, up until recently covered mainly by forests and populated by ethnic minorities, has undergone a demographic "boom" caused by massive arrivals of migrants. This migration was originally organized by the State with its New Economic Zones program. However, at the end of 1980s, it became uncontrollable following the application of the *Đổi mới* (innovation) policy. Important waves of spontaneous migration started to flow towards *Bình Phước* province. Although some came from different districts (or villages) within the province, the majority came from other regions where problems relating to high demographic pressure and soil degradation prevailed, such as the Red River Delta and the Northern Mountains

Migration, spontaneous and organized, contributed to both the development of this red soil area and the local ethnic groups' integration into the Vietnamese State, particularly the *Stiêng*. However, the presence of these migrants is a source of new problems: expansion of land devoted to agricultural plantations, notably cashew trees and rubber trees, at the expense of forest resources, and social and cultural upheavals in indigenous communities.

Key words: migration, environment, *Việt Nam*, *Bình Phước*, *Stiêng*

Table des matière

Résumé en français	iii
Résumé en anglais	iv
Table des matière	v
Liste des tableaux	ix
Liste des figures	xi
Liste des photos	xiii
Liste des abréviations	xiv
Remerciements	xv
Chapitre I Introduction	1
1. La nature du problème	1
2. Les études importantes de la migration rurale vers les hautes terres du Sud du <i>Việt Nam</i>	3
3. Les objectifs	6
4. La zone d'étude	7
5. La méthodologie	9
5.1. Les concepts	9
Migration.....	9
Environnement	12
5.2. Méthode d'analyse	14
5.3. Données : sources et techniques de saisie	15
Les données existantes	16
Les enquêtes de terrain.....	19
Chapitre II <i>Việt Nam</i> : genèse et étapes des grandes transformations	24
1. Le lieu	24
2. Population	27
3. Les hautes terres.....	31
Une grande diversité ethnique	31
... mais une région pauvre	35
4. La déforestation.....	36
4.1. Les causes.....	40
La guerre	41
La pratique abusive de l'agriculture itinérante.....	42
L'expansion agricole.....	43
L'exploitation forestière et la collecte de bois de chauffage.....	44
4.2. Les conséquences	45

5. La révolution	47
5.1. Régimes féodaux (avant 1858).....	47
5.2. Colonisation française (1858 – 1954)	48
5.3. L'intervention des États-Unis (1954 – 1975).....	49
5.4. La réunification (après 1975).....	50
6. Les réformes dans le milieu rural.....	51
6.1. La collectivisation de 1954 à 1986	51
6.2. La rénovation (<i>Đổi mới</i>) et les réajustements de la loi foncière après 1986....	56
6.3. La restructuration des entreprises agro-forestières étatiques	60
Chapitre III Migration : un phénomène de longue durée	62
1. Avant la colonisation française (1860)	62
2. Durant la colonisation française (1858-1954).....	68
3. L'intervention des États-Unis (1954-1975)	76
3.1. Le Nord du <i>Việt Nam</i>	76
3.2. Le Sud du <i>Việt Nam</i>	81
4. La réunification du pays depuis 1975	88
4.1. Continuation de la politique des Nouvelles zones économiques	88
Mise en pratique.....	89
Résultats	91
Lacunes de la politique des NZE	100
4.2. Nouveaux facteurs et nouvelles dynamiques du processus migratoire.....	103
Facteurs	103
Déplacements depuis le <i>Đổi mới</i>	106
L'État dépassé par les événements.....	116
Chapitre IV <i>Bình Phước</i> : une « terre promise »	121
1. Des facteurs écologiques à l'organisation de l'espace.....	121
1.1. Le climat et les saisons.....	121
1.2. La topographie	124
1.3. Le réseau hydrographique	126
1.4. Les sols.....	128
2. L'histoire du développement	129
2.1. La trace de la forêt dans le passé.....	129
2.2. Les <i>Stiêng</i> et les autres minorités ethniques présents depuis longtemps	132
Les <i>Stiêng</i>	132
Les autres groupes ethniques de la région.....	134
3. Les caractéristiques de la société traditionnelle des <i>Stiêng</i>	136
3.1. Habillement.....	136
3.2. La maison longue	138

3.3. Le <i>rẫy</i>	139
4. Habitations, occupation du sol et le système d'infrastructures	142
Chapitre V L'arrivée des migrants dans la région des terres rouges de <i>Binh Phước</i>	146
1. L'arrivée des colonies françaises	146
1.1. L'établissement des pouvoirs	146
1.2. Le développement des plantations	150
1.3. Une lutte intransigeante	153
2. L'arrivée des combattants	155
2.1. La base de résistance D	155
2.2. Les hameaux stratégiques	157
3. Après l'unification du pays en 1975	162
3.1. Les Nouvelles zones économiques	162
3.1.1. La mobilisation	162
3.1.2. Les migrants citadins et campagnards : les différences	164
3.1.3. Les actions pionnières des migrants dans les NZE	170
3.2. Le développement agricole – un outil de contrôle du territoire	178
3.2.1. L'expansion ininterrompue des entreprises d'hévéaculture étatiques	178
3.2.2. Encourager d'abord le développement de l'agriculture vivrière	185
3.2.3 ... ensuite l'anacardier	187
3.2.4. La sédentarisation	190
4. Les migrations spontanées	193
4.1. Échapper au contrôle de l'État	193
4.2. Les causes	197
4.2.1. La terre	197
4.2.2. Le travail	201
4.2.3. Les autres causes	203
4.3. Obstacles	206
4.3.1. La malaria	206
4.3.2. Le <i>hộ khẩu</i>	209
Chapitre VI Les bouleversements du milieu et de la société au <i>Binh Phước</i>	213
1. Population et travailleurs	213
1.1. Une population jeune	213
1.2. L'évolution de population	214
1.3. Le changement de structure de la population	217
2. Le développement des « régions éloignées »	222
2.1. Un réseau routier fort développé	222
2.2. Le réseau d'électricité	226
2.3. Unités administratives	228

3. Les transformations de l'utilisation du sol.....	233
3.1. L'évolution de l'occupation du sol de 1973 à 2000.....	233
3.2. Agriculture vs forêts.....	237
3.3. La dégradation du sol.....	240
3.4. La question de l'eau.....	241
4. Les nouveaux phénomènes sociaux.....	244
4.1. La possession de la terre cultivée.....	244
4.2. Le crédit rural.....	247
4.3. Les conflits fonciers.....	249
4.4. L'adaptation des <i>Stiêng</i>	255
Chapitre VII Conclusion.....	261
Bibliographie.....	270
En français et en anglais.....	270
En vietnamien.....	276
Annexes.....	xvi
Annexe 1. <i>Việt Nam</i> . Évolution du maillage administratif provincial, 1990-1997.....	xvi
Annexe 2. Questionnaire pour les autorités.....	xviii
Annexe 3. Questionnaire pour les paysans.....	xix
Annexe 4. Enquêtes de terrain, 2005.....	xxix
Annexe 5. Les personnes interviewées et leur histoire de migration.....	xxx
Annexe 6. <i>Bù Đãng</i> . Type de crédit.....	xli
Annexe 7. <i>Bình Phước</i> . Les délégués du Conseil populaire de la province, 1999-2004.....	xlii

Liste des tableaux

Tableau I.1 : Migrations dans la province de <i>Bình Phước</i> et celles des <i>Tây Nguyên</i> et du <i>Nam Bộ</i> oriental (1991-1995).	9
Tableau II.1 : <i>Việt Nam</i> . Évolution de la population (1901-2004).....	28
Tableau II.2 : <i>Việt Nam</i> . Taux de la pauvreté entre les régions	36
Tableau II.3 : Changement de la couverture forestière en Asie du Sud-Est	39
Tableau II.4 : <i>Việt Nam</i> . Utilisation d'herbicides et de munitions par les Américaines pendant la guerre, 1965-1975.....	41
Tableau II.5 : La production de bois commercial et de bois de combustion, 1930-2000	44
Tableau II.6 : L'impact de l'utilisation des terres sur l'érosion (types de pente : 15-25 degrés, régions montagnardes du Nord et <i>Tây Nguyên</i>).....	45
Tableau II.7 : <i>Việt Nam</i> . L'évolution de la collectivisation agricole au Nord, 1958-1960	52
Tableau III.1 : Indochine. Migration intérieure contrôlée, 1926-1927	71
Tableau III.2 : <i>Việt Nam</i> . Migrations plaines - hautes terres au Nord, 1960-1974	80
Tableau III.3 : Sud du <i>Việt Nam</i> . L'urbanisation, 1960-1970.....	85
Tableau III.4 : Sud du <i>Việt Nam</i> . Les raisons de la migration vers les villes, 1964-1971	86
Tableau III.5 : <i>Việt Nam</i> . Migration organisée intra- et inter-régionale, 1976-1998	92
Tableau III.6 : <i>Việt Nam</i> . L'évolution de la population par région administrative, 1979-2004.....	92
Tableau III.7 : <i>Việt Nam</i> . Indice de la concentration de la population, 1979-2004	93
Tableau III.8 : Montagnes du <i>Việt Nam</i> . La proportion des <i>Kinh</i> au sein de la population totale, 1960-1999	94
Tableau III.9 : <i>Việt Nam</i> . Expansion de la terre cultivée par le défrichement dans les NZE.....	95
Tableau III.10 : <i>Việt Nam</i> . Système d'infrastructures essentielles dans les NZE, 1976-1989	96
Tableau III.11 : <i>Việt Nam</i> . Ampleur de la migration, 1976-2000	96
Tableau III.12 : <i>Việt Nam</i> . Migration de la population de cinq ans et plus, 1984-1989, 1994-1999	107
Tableau III.13 : <i>Việt Nam</i> . Migration entre les régions, 1984-1989 et 1994-1999	109
Tableau III.14 : <i>Việt Nam</i> . Matrice des flux de migration inter-provinciale au niveau des deux métropoles et des régions, 1994-1999.....	112
Tableau III.15 : <i>Việt Nam</i> . Taux de migration inter-provinciale au niveau des deux métropoles et des régions, 1994-1999.....	112

Tableau III.16 : <i>Việt Nam</i> . Taux de migration nette des régions sur une période de 12 mois avant la date d'enquête, 2001-2005.....	115
Tableau III.17 : <i>Đắk Lắk</i> . Différence entre les chiffres officiels et les résultats d'une enquête spéciale	118
Tableau III.18 : <i>Việt Nam</i> . Indicateurs démographiques et socio-économiques régionaux, 1993-1994	119
Tableau IV.1 : <i>Bình Phước</i> . Les climats	123
Tableau IV.2 : <i>Bình Phước</i> . Dénivellation d'altitude	125
Tableau IV.3. <i>Bình Phước</i> . Les pentes.....	126
Tableau V.1. <i>Thái Bình, Hà Sơn Bình et Sông Bé</i> . Densité de population et rendement vivrier, 1977	170
Tableau V.2 : <i>Sông Bé</i> . Migration organisée intra-provinciale et inter-provinciale, 1981-1998.....	176
Tableau V.3 : <i>Việt Nam et Bình Phước</i> . Évolution de l'anacardier, 1991-2004.....	188
Tableau V.4 : Communes de <i>Thống Nhất</i> et <i>Đông Tâm</i> . Revenu de la culture de l'anacardier et du riz, 2005.....	189
Tableau V.5 : Communes de <i>Thống Nhất</i> et de <i>Đông Tâm</i> . Prix du riz et de la noix de cajou, 1991-2005.....	190
Tableau V.6 : <i>Bình Phước</i> . Migration spontanée, 1980-2004	195
Tableau V.7 : Lieux d'origine et de destination des migrants vers le <i>Bình Phước</i> . Superficie moyenne de la terre agricole (m ² par ménage), 1994 et 2001.....	198
Tableau V.8 : Différence de rémunération entre le lieu de départ dans le delta du fleuve Rouge et le lieu d'accueil de <i>Bình Phước</i> , 2000	202
Tableau V.9 : Les infrastructures entre les deux provinces de départ et de destination de <i>Bình Phước</i> , 2001.....	204
Tableau VI.1 : <i>Bình Phước</i> . L'évolution de la population, 1965-2005	214
Tableau VI.2 : Province de <i>Cao Bằng</i> , Nord du <i>Việt Nam</i> . L'impact du flux d'émigration spontanée sur la population	221
Tableau VI.3 : <i>Bình Phước</i> . Évolution de la population des <i>Stiêng</i>	221
Tableau VI.4 : <i>Bình Phước</i> . Évolution de la population des <i>Stiêng, Mông</i> et <i>Kơ me</i> dans quelques communes, 1979-2002.....	221
Tableau VI.5 : <i>Đông Nai</i> et <i>Bình Phước</i> . Prix de la terre permettant des cultures pluriannuelles, 2008	226
Tableau VI.6 : Frais de branchement au réseau de distribution d'électricité.....	227
Tableau VI.7 : Le territoire du <i>Bình Phước</i> depuis 1858.....	228
Tableau VI.8 : <i>Bình Phước</i> . Nombre des unités administratives, 1979-2004.....	229
Tableau VI.9 : <i>Bình Phước</i> . Évolution de l'occupation du sol par district, 1973-2000	235
Tableau VI.10 : <i>Bình Phước</i> . La transition des types d'occupation du sol, 1973-2000	238
Tableau VI.11 : Une étude de cas à <i>Đông Tâm</i> . Lessivage des nutriments importants	241

Liste des figures

Figure I.1 : Province de <i>Bình Phước</i> . Zone d'étude.....	8
Figure II.1 : <i>Việt Nam</i> et ses voisins	24
Figure II.2 : <i>Việt Nam</i> . Régions statistiques et provinces	26
Figure II.3 : <i>Việt Nam</i> . Population et taux annuel moyen de croissance (1901-2004) ...	28
Figure II.4 : <i>Việt Nam</i> . Densité de la population par province en 1999.....	30
Figure II.5 : <i>Việt Nam</i> . La répartition des principaux groupes ethniques dans les provinces, 1999	33
Figure II.6 : Le <i>Việt Nam</i> . L'évolution du couvert forestier, 1943-1970-1993	37
Figure II.7 : <i>Việt Nam</i> . La croissance de la superficie des principales cultures pérennes commerciales, 1961-2005	44
Figure II.8 : <i>Việt Nam</i> . Rendement vivrier par habitant, 1976-2000	55
Figure III.1 : <i>Việt Nam</i> . Itinéraires principaux de la migration pendant la période coloniale	70
Figure III.2 : Indochine. Migration intérieure contrôlée, 1926-1927.....	71
Figure III.3 : Cochinchine. Hévéaculture, vers 1931	75
Figure III.4 : Sud du <i>Việt Nam</i> . Emplacements des <i>dinh điền</i> , 1957-1962.....	83
Figure III.5 : <i>Việt Nam</i> . Flots migratoires annuels intra et inter-régionaux lors de migrations organisées, 1976-1998	91
Figure III.6 : Sud du <i>Việt Nam</i> . Repeuplement dans les provinces frontalières et dans celle de <i>Tây Ninh</i> , 1976.....	99
Figure III.7 : <i>Việt Nam</i> . Migration spontanée entre des provinces, 1976-1998.....	108
Figure III.8 : <i>Việt Nam</i> . Migration totale et organisée entre les régions, 1984-1989 et 1994-1999.....	110
Figure III.9 : <i>Việt Nam</i> . Taux de migration nette inter-provinciale, 1984-1989 et 1994-1999.....	111
Figure III.10 : <i>Việt Nam</i> . Dynamique de la population, 1989-1999	114
Figure IV.1 : <i>Bình Phước</i> . Diagrammes ombrothermiques, 1996-2004.....	122
Figure IV.2 : <i>Bình Phước</i> . La topographie, l'hydrographie, les stations météorologiques	124
Figure IV.3 : <i>Bình Phước</i> . Les pentes.....	126
Figure IV.4 : <i>Bình Phước</i> . Les types de sol	129
Figure IV.5 : <i>Bình Phước</i> . Le lieu de résidence des <i>Stiêng</i> dans le passé.....	133
Figure IV.6 : <i>An Lộc</i> . Habitat, plantation, réseau et occupation du sol, 1967-1973	143
Figure IV.7 : <i>Bù Đĩnh</i> . Habitat, plantation, réseau et occupation du sol, 1967-1973 ..	144
Figure IV.8 : L'habitat, l'occupation du sol et le système routier, 2000	145

Figure V.1 : <i>Bình Phước</i> . Mise en valeur du territoire des Français, 1898-1954	147
Figure V.2 : <i>Bình Phước</i> . La base de résistance D, les <i>dinh điền</i> et les missions d'épandage des défoliants	156
Figure V.3 : Modèle du hameau stratégique. Les timbres émis en octobre 1962	158
Figure V.4 : <i>Bình Phước</i> . Évolution de la pacification à l'échelle des hameaux par le pouvoir du Sud, 1968-1972.....	160
Figure V.5 : <i>Sông Bé</i> . Les Nouvelles zones économiques, 1976.....	165
Figure V.6 : <i>Sông Bé</i> . La superficie défrichée, 1976-1990.....	173
Figure V.7 : <i>Sông Bé</i> . Rendement vivrier par personne, 1976-1986	174
Figure V.8 : <i>Sông Bé</i> . Migration organisée intra provinciale et interprovinciale, 1981- 1998.....	177
Figure V.9 : <i>Việt Nam</i> . Évolution de quelques cultures pérennes, 1961-2005	178
Figure V.10 : <i>Bình Phước</i> . Évolution des plantations, de la fin des années 1960 à 1998	180
Figure V.11 : <i>Bình Phước</i> . Évolution de la superficie récoltable d'hévéa, 1991-2004	181
Figure V.12 : <i>Việt Nam</i> et <i>Bình Phước</i> . Évolution des superficies consacrées à l'anacardier, 1976-2004	188
Figure V.13 : Origine des migrants entrant à <i>Bình Phước</i> , 1994-1999	196
Figure V.14 : <i>Bình Phước</i> . La malaria, 1976-1996.....	208
Figure V.15 : <i>Bình Phước</i> . Présence du paludisme, 1984-1996	210
Figure VI.1 : <i>Bình Phước</i> . Pyramide des âges selon le sexe de la population, 2004....	213
Figure VI.2 : <i>Bình Phước</i> . La distribution de la population par commune, 1965-2002	216
Figure VI.3 : <i>Bình Phước</i> . Le déplacement des centres de gravité de population et l'évolution de l'occupation du sol, 1970-2000	217
Figure VI.4 : <i>Bình Phước</i> . Répartition des groupes ethniques par commune, 2002....	218
Figure VI.5 : <i>Bình Phước</i> . Évolution des <i>Kinh</i> , 1989-2002.....	219
Figure VI.6 : <i>Bình Phước</i> . Le réseau routier et les centres administratifs, 1994	223
Figure VI.7 : <i>Bù Đẳng</i> . L'évolution des réseaux routiers, 1965-1998.....	224
Figure VI.8 : <i>Bình Phước</i> . La limite des communes et les réseaux hydraulique et routier, 1994.....	230
Figure VI.9 : <i>Bình Phước</i> . Les changements du maillage administratif, 1970-2002....	232
Figure VI.10 : Évolution du maillage administratif, 1970-1999.....	233
Figure VI.11 : <i>Bình Phước</i> . L'évolution de l'occupation du sol, 1973-2000	234
Figure VI.12 : <i>Bình Phước</i> . La transition des types d'occupation du sol, 1973-1989- 2000.....	239

Liste des photos

Photo IV.1 : <i>Phước Long</i> . Les <i>Stiêng</i> et leur maison longue, vers 1930s	137
Photo IV.2 : <i>Đắk Ô</i> , <i>Phước Long</i> . Trouaison pour la plantation du paddy, 1977	140
Photo VI.1 : <i>Bình Phước</i> . Situation des routes	225
Photo VI.2 : <i>Đồng Tâm</i> . L'expansion des cultures aux dépens des forêts	244
Photo VI.3 : Commune de <i>Thống Nhất</i> . Un hameau des <i>Stiêng</i>	256

Liste des abréviations

BPSO :	.....	<i>Bình Phước Statistics Office</i>
BSEI :	.....	Bulletin de la Société des Études Indochinoises
CIAS :	.....	Centre Inter-ministeriel d'Applications Spatiales
EE :	.....	Entreprise Étatique
EEA :	.....	Entreprise Étatique Agricole
EEF :	.....	Entreprise Étatique Forestière
GSO :	.....	<i>General Statistics Office</i>
HCMV :	.....	Hồ Chí Minh-Ville
MADR :	.....	Ministère Agriculture et Développement Rural
MoLISA :	.....	<i>Ministry of Labor, Invalids and Social Affairs</i>
MSTE :	.....	<i>Ministry of Science, Technology and the Environment</i>
NIAPP :	.....	<i>National Institute for Agricultural Planning and Projection</i>
NXB :	.....	<i>Nhà Xuất Bản</i> (maison d'édition)
NZE :	.....	Nouvelles Zones Économiques
PC :	.....	Parti Communiste
PCV :	.....	Parti Communiste Vietnamien
RDV :	.....	République Démocratique du Vietnam
RV :	.....	République du Vietnam
SGGP :	.....	<i>Journal Sài Gòn Giải Phóng</i>
TCTK :	.....	<i>Tổng Cục Thống Kê</i> (<i>General Statistics Office</i>)
UBND :	.....	<i>Ủy Ban Nhân Dân</i> (comité populaire)
VTGEO :	.....	Centre de télédétection et géomatique, Institut de géologie

Remerciements

Plusieurs personnes ont contribué à la réalisation de cette thèse. Il m'apparaît très important de leur transmettre mes plus sincères remerciements.

Tout d'abord, je remercie vivement mon directeur québécois, le professeur Rodolphe De Konink, non seulement pour ses suggestions précieuses, ses commentaires efficaces et sa patience en dirigeant ma recherche, mais aussi pour sa générosité et sa gentillesse. Jamais je ne l'oublierai.

Échelonnés sur six années, mes travaux n'auraient pas été possibles sans l'appui financier provenant des organismes suivants : le Programme 322 du *Việt Nam (Vietnam Overseas Scholarship Program)*, la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques, le Département de géographie de l'Université de Montréal et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux personnes qui en sont responsables et qui en assurent le bon fonctionnement.

Je tiens à remercier infiniment les professeurs et le personnel du Département de géographie de l'Université de Montréal pour leur accueil et leur appui efficace dans un cadre de formation universitaire rigoureux.

Je tiens d'autre part à exprimer ma profonde gratitude à tous les membres de la Chaire, tout particulièrement Jean-Philippe Leblond, Bruno Thibert, Stéphane Bernard et Monia Poirier pour leur amitié, les discussions que nous avons eues, ainsi que pour leur aide enthousiaste et utile.

Mes plus profonds remerciements vont aux paysans tout comme aux autorités de la province de *Bình Phước* pour leur accueil très enthousiaste ainsi que leur collaboration irremplaçable.

Par leur aide et leur encouragement, tous mes amis et tout spécialement Đặng Vũ Khắc, Lương Anh Tuấn, Lê Xuân Thuyên, Lê Thanh Hòa, Laurent Fages et mes collègues-amis du Centre de télédétection et géomatique (VTGEO) ont également contribué à la maturation de ce travail. Je tiens à leur exprimer ici ma profonde gratitude.

J'adresse mes sincères remerciements à mon père Phạm Văn Hùng, ma mère Phạm Thị Hiền, ma femme Lại Thị Kim Hằng et mon fils Phạm Duy Anh pour leur joie de vivre, leur compréhension et leurs encouragements quotidiens.

Chapitre I

Introduction

1. La nature du problème

L'ampleur, le dynamisme et les conséquences de la migration constituent une caractéristique essentielle de la géographie du *Việt Nam*. La progression des processus migratoires fait partie intégrante de l'histoire du pays depuis plusieurs siècles; dès le X^e siècle, celui-ci a amorcé un développement du Nord vers le Sud, puis de la région des basses terres vers celle des hautes terres, caractérisé par le rôle dominant des colons-soldats et des *Kinh* du delta du fleuve Rouge (*sông Hồng*) (Lê Thành Khôi, 1981). Cette progression est connue sous l'expression *nam tiến* (la marche vers le sud), et sous l'appellation récente de *tây tiến* (la marche vers l'ouest) (De Koninck, 2005a).

Depuis plus de 25 ans, le processus migratoire s'est amplifié : « Profondément ancrée dans l'histoire du pays, la progression [...] a connu un regain d'énergie après l'unification de 1975 » (De Koninck et al., 1996, p. 395). En effet, « la migration est considérée comme une œuvre grandiose, caractérisée par l'ensemble des trois immensités : important, urgent et grand défi », a dit l'ex-premier ministre Phạm Văn Đồng (Đỗ Thịnh, 1988, p. 1). Comme dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est, surtout l'Indonésie et les Philippines, les objectifs du processus migratoire sont bien connus : 1) redistribution de la population et du travail pour l'ensemble du pays; 2) création de nouvelles unités administratives et de nouveaux noyaux d'habitation dans les aires stratégiques; 3) consolidation de la sécurité nationale; et 4) développement de l'agriculture et stimulation des activités économiques.

Ce processus repose généralement sur trois caractéristiques fondamentales : 1) le rôle de l'État dans la colonisation du territoire; 2) la zone faisant l'objet de cette colonisation est au départ peu développée et peu mise en valeur, mais se caractérise par sa richesse en ressources forestières et la présence de plusieurs minorités ethniques indigènes; 3) les cultures commerciales pérennes, telles l'hévéa, le caféier et l'anacardier dans les hautes terres du Sud, sont considérées comme des outils de la colonisation (Fortunel, 2003). Les régions des Plateaux centraux (*Tây Nguyên*) et du Sud oriental (*Nam Bộ* oriental) sont des exemples typiques de ce type de colonisation agricole (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992; Hardy, 2003).

Ainsi, la migration contribue à une redistribution massive de la population, ce qui apparaît comme une source de nouveaux problèmes (De Koninck, 2005b), en particulier après la mise en place de la politique de *Đổi mới* (innovation) en 1986. Le gouvernement vietnamien est tout à fait conscient de ces problèmes. Désirant apporter des solutions aux problèmes causés particulièrement par la migration spontanée qu'il désire enrayer d'ici 2010, le gouvernement a émis une directive importante, codée 660/TTg en 1995. Celle-ci comporte des éléments fondamentaux pour la compréhension de sa position face à ce phénomène :

« Dans le mouvement de progression du pays, il est inévitable d'avoir à redistribuer la population et la force de travail, mais la migration spontanée a des impacts négatifs sur l'état socio-économique et provoque des difficultés aux autorités à toute échelle dans la gestion de la population. Voilà, pourquoi l'État doit trouver des solutions actives et complètes afin de régler, au moins d'ici la fin de l'année 1998, les problèmes de la migration spontanée et régler la migration en sorte qu'elle concorde avec les plans de développement du niveau national au local [...] » (Directive 660/TTg, 1995)

Cependant, il semble que les problèmes soient encore bien présents. Ainsi, près de dix ans plus tard, à *Hà Nội* en septembre 2004, lors d'une conférence portant sur cette directive, le vice-premier ministre Nguyễn Tấn Dũng a souligné que :

« Après la libération nationale, un phénomène s'est enclenché : le départ massif de la population des provinces septentrionales vers celles des *Tây Nguyên* et certaines provinces du *Nam Bộ* oriental [...]. Ces déplacements de population, pourtant contrôlables par les autorités provinciales, occasionnent des effets négatifs : destruction des forêts, achat illicite de terres. Ce qui entraîne instabilité et désordres sociaux. » (Yên, 2004)

Plus précisément, au sujet des migrants spontanés (c'est-à-dire illégaux, lors de migrations non planifiées par l'État),

« ils détruisent souvent la forêt, pratiquent le défrichage pour cultiver la terre. Cela a des impacts négatifs sur l'environnement, provoque des difficultés dans la planification de la répartition de l'habitat et de l'utilisation du sol, la gestion de la population, la garantie de la sécurité et le contrôle des fléaux sociaux dans les lieux d'accueil. » (Directive 39/2004/CT-TTg)

Les problèmes de la migration non-planifiée et des désordres sociaux, environnementaux et économiques qu'elle engendre sont abordés constamment dans les quotidiens et les textes scientifiques et juridiques vietnamiens.

2. Les études importantes de la migration rurale vers les hautes terres du Sud du *Việt Nam*

La production scientifique concernant la migration et son impact sur l'ensemble des aspects naturels et socio-économiques est très riche. Au sujet des hautes terres du Sud du *Việt Nam*, on peut citer quelques grands travaux.

À l'échelle nationale, une étude de Andrew Hardy (2003), intitulée « *Red Hills: Migrants and the State in the Highlands of Vietnam* », s'attache à l'histoire de la migration des *Kinh* du delta du fleuve Rouge vers les régions montagnardes¹. L'étude met l'accent sur la migration vers les *Tây Nguyên* (précisément la province de *Đắk Lắk*) et sur la politique migratoire sous le régime colonial français et sous celui du Parti communiste. Le travail de Hardy, basé sur des documents d'archives, des publications et des entrevues avec des habitants de six provinces du *Việt Nam*, permet un large aperçu de la migration interne. Il démontre aussi les causes des succès et des échecs des politiques migratoires du *Việt Nam* pendant le dernier siècle.

Dans son ouvrage *La colonisation agricole au Việt Nam* (2004), Steve Déry se penche surtout sur l'impact de la colonisation agricole pratiquée par les *Việt* (ou *Kinh*), sur les *Tây Nguyên*, essentiellement dans la province de *Lâm Đồng*. Cet auteur examine, l'influence de la colonisation agricole sur la déforestation, de même que sur l'intégration des groupes ethniques locaux et la consolidation de l'État moderne. De son côté, en examinant le même cas provincial, mais plus spécifiquement celui de la commune de *Hoài Đức*, Trần Dac Dân (2003) permet de mieux comprendre l'impact de la politique migratoire sur le recul de la forêt. Dans son travail, on peut constater le revers de la politique des Nouvelles zones économiques (NZE) qui a engendré des flux de migration spontanée, devenus incontrôlables à compter de l'application de la politique du *Đổi mới* en 1986. Les deux travaux ont été réalisés dans le cadre du projet Défi forestier au *Việt Nam* (1994-2000), dirigé par Rodolphe De Koninck dont le livre

¹ Cette étude est fondée sur une thèse intitulée « *A history of migration to upland areas in 20th century Vietnam* » (Hardy, 1998).

« Le recul de la forêt au Viet Nam » (1997) établit la synthèse des principaux résultats d'une étude à laquelle ont participé près de 40 chercheurs vietnamiens et canadiens. Utilisant largement la méthode cartographique, ce travail analysait la relation entre l'évolution de l'utilisation du sol, notamment le couvert forestier, et celle des populations et de leurs caractéristiques socioéconomiques, démontrant que « l'expansion agricole *kinh* était, de loin, le principal facteur instrumental du recul forestier » (De Koninck, 1997, p. 85-86). Les deux provinces montagnardes de *Lâm Đông* au Sud et de *Tuyên Quang* au Nord, avaient été choisies pour ce travail.

La thèse doctorale de Frédéric Fortunel (2003) concerne quant à elle la province de *Đắk Lắk*. L'auteur y démontre les impacts contradictoires de l'évolution de la mise en valeur du territoire tant sur les immigrants que sur les autochtones et le rôle de l'État dans cette affaire. L'auteur conclut que l'expansion des cultures commerciales pérennes, particulièrement le caféier, développée et soutenue par les migrants et l'État, est un outil de conquête du territoire. Cette politique entraîne cependant des dégradations environnementales importantes et des problèmes socio-économiques.

Du côté de la littérature vietnamienne concernant la province de *Đắk Lắk*, Nguyễn Thị Bích Hà (2002) examine : les flux migratoires ruraux depuis l'unification du pays en 1975; les conditions favorables de la région basaltique ayant attiré les migrants paysans; et les impacts tant positifs que négatifs de la migration sur les aspects socio-économiques de la zone d'étude. L'auteur propose des solutions afin de stabiliser les migrants, surtout ceux spontanés, non seulement pour la province de *Đắk Lắk*, mais également pour le reste du pays.

Dans une étude un peu plus récente sur la migration spontanée des ethnies minoritaires, concrètement des *Tày, Nùng, H'mông* et *Dao*, Nguyễn Bá Thùy (2003) souligne les différences entre la région d'accueil située dans les *Tây Nguyên* et celle d'origine située dans le Nord montagneux, plus concrètement entre la province de *Đắk Lắk* et les deux provinces de *Cao Bằng* et *Lạng Sơn* respectivement; ces différences s'expriment surtout en termes de population et de caractéristiques socio-économiques. L'auteur décrit les impacts de la migration spontanée sur le développement de la province de *Đắk Lắk*.

Dans la province de *Bình Phước*, située au sud de la province de *Đắk Lắk*², Nguyễn Văn Sơn (1997) avait étudié la situation de la migration spontanée depuis 1986 et son impact sur la sécurité et l'organisation de la société dans l'ancienne province de *Sông Bé*³. Il proposait alors des mesures devant contribuer à stabiliser la vie et garantir la sécurité dans les lieux d'accueil des migrants.

Pendant mes propres enquêtes sur le terrain en 2005, le Département de science et technologie de la province de *Bình Phước* était en train de réaliser un projet d'étude de la migration spontanée vers la province du même nom, principalement dans les deux districts de *Bù Đẳng* et *Phước Long*. Utilisant des rapports, des données provenant des autorités locales et des centaines d'entrevues réalisées avec des migrants spontanés, ce projet comportait cinq principaux objectifs : 1) établir une relation entre la migration spontanée et l'utilisation des ressources naturelles; 2) recenser les informations sur lesquelles se basent les migrants spontanés avant leur décision de migrer; 3) analyser la distribution des migrants spontanés en fonction de leurs lieux d'origine; 4) recenser le type d'emploi des migrants et le temps consacré à la recherche d'un emploi; 5) évaluer le nombre de migrants spontanés. Bien que les résultats de cette étude ne soient pas encore publiés, j'ai pu y accéder.

Une étude sur l'érosion a été réalisée par Hà Quang Hải et al. (2001) dans deux districts orientaux de la province de *Bình Phước* : *Đông Phú* et *Bù Đẳng*. Ces districts se distinguent par leur relief fortement segmenté, de fortes pentes, l'utilisation inefficace du sol et, surtout, l'ampleur du problème d'érosion. Ce projet a examiné les questions concernant l'érosion, en particulier son état et ses impacts sur l'environnement naturel. Enfin, les auteurs ont proposé des solutions concrètes, afin de freiner l'érosion.

Cependant, établir une corrélation rigoureuse entre la migration et l'état de l'environnement n'est pas chose facile. Cette corrélation varie beaucoup dans le temps et l'espace. Elle est influencée par différents facteurs, comme les points de vue sur l'utilisation des ressources, les politiques de gestion démographique, l'orientation du développement, le niveau de la science et de la technologie, de même que par le type

² En 2004, la province de *Đắk Lắk* a été divisée en deux : *Đắk Nông* et *Đắk Lắk* (Figure II.2)

³ En 1997, la province de *Sông Bé* a été divisée en deux : *Bình Dương* et *Bình Phước* (Figure II.2)

d'activité économique. La mise à jour de nouvelles données et l'utilisation d'outils d'analyse adéquats dans un différent contexte spatio-temporel donné devraient tout de même permettre de dégager de nouvelles pistes d'explication.

3. Les objectifs

L'objectif général de cette recherche consiste donc à étudier d'abord un cas de migration dans le contexte particulier vietnamien et à clarifier ensuite sa relation avec les environnements physiques et sociaux.

Les objectifs spécifiques de ma recherche sont multiples :

1) décrire et analyser les principaux flux des migrations internes, notamment des *Kinh*, au *Việt Nam*, pour bien comprendre ce qui motive les gens à migrer;

2) interpréter le rôle que les autorités jouent à la fois dans l'organisation des migrations, la gestion du territoire et le développement du pays, ce qui découle de politiques parfois contradictoires; et

3) comprendre la limite et la responsabilité des acteurs (États, migrants, autochtones et autres) ayant des impacts sur l'environnement.

Trois questions principales sont posées.

1) Quel est le rôle des migrants dans la transformation du milieu? Mais deux autres questions sont nécessaires, car « *No single organization [...] can DO the whole development process* » (Bryant, 1995, p. 30). En effet, les migrants ne sont pas les seuls acteurs ayant des impacts sur l'environnement. Ils peuvent être un « outil » ou une « victime » ou un « partenaire » ou même tous les trois, dépendamment des autres acteurs - gouvernement, entreprises, autochtones, commerçants, etc. - impliqués dans le développement. Les deux autres questions sont donc :

2) Quels autres acteurs sont impliqués et comment le sont-ils?

3) Quelle est l'interaction entre tous les acteurs?

Mon travail s'organise autour d'un constat (1) et d'une hypothèse (2).

(1) La migration interne, qui existe depuis longtemps au *Việt Nam*, a provoqué, notamment après la politique de *Đổi mới*, des problèmes de dégradation des ressources naturelles, surtout de la forêt, ainsi que des bouleversements socio-économiques.

(2) En relation avec ce constat, je propose une hypothèse : Malgré l'implication indéniable de l'État dans le développement socio-économique, certaines de ses politiques migratoires sont inadéquates et participent à l'accroissement des problèmes.

4. La zone d'étude

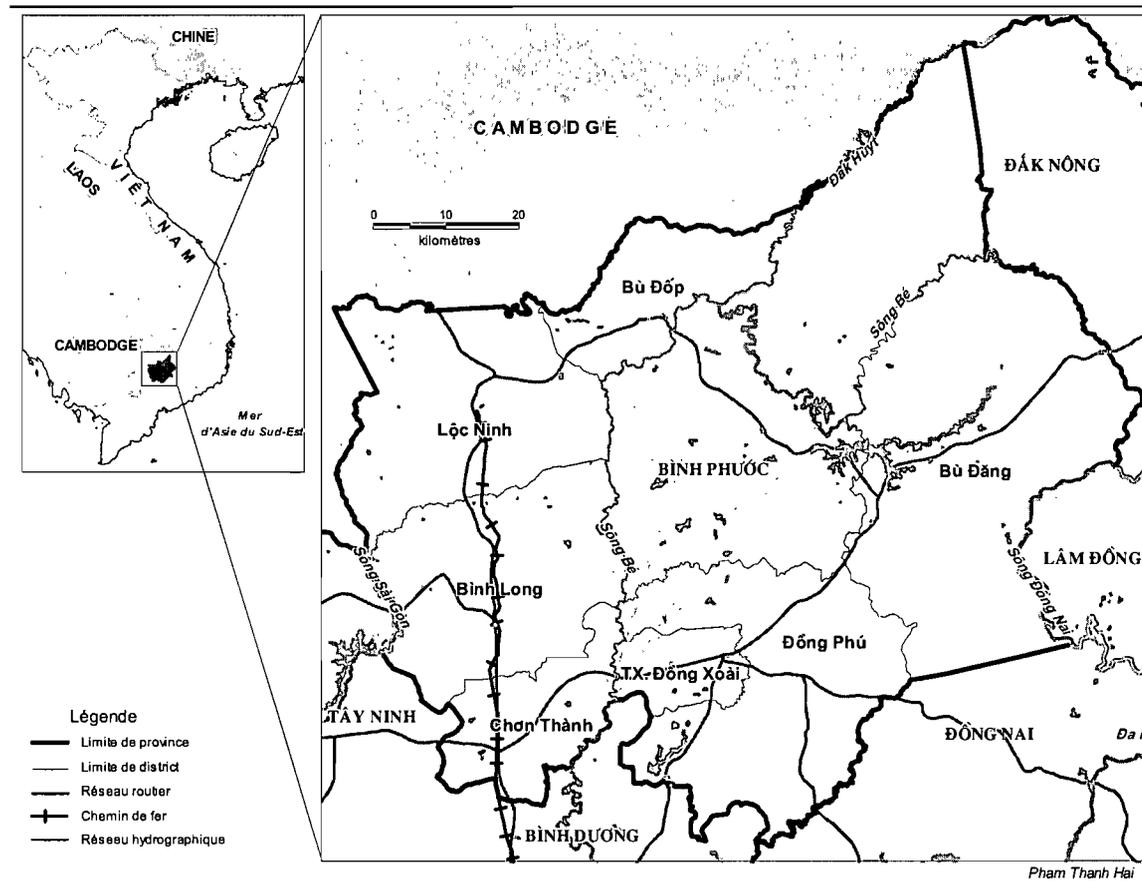
Je me suis concentré sur une seule zone d'étude afin d'approfondir l'étude des répercussions des processus migratoires. Idéalement, il aurait fallu choisir l'ensemble de la région des *Tây Nguyên* car, au cours des dernières décennies, cette région est devenue un véritable *điểm nóng* (point en feu) de la migration, où l'on peut observer son impact sur l'environnement. Pour cette raison, les *Tây Nguyên* sont devenus récemment une région très « sensible » au plan politique, théâtre de deux manifestations des ethnies minoritaires en février 2001 et ensuite en avril 2004. Il est certain que mon étude aurait alors été beaucoup plus difficile, puisque j'aurais affronté des difficultés majeures d'autorisation et d'accès aux données. De tels problèmes ont été évoqués dans de nombreuses études précédentes (De Koninck, 1997; Vo Thành Sơn, 2001; Trần Dac Dân, 2002; Fortunel, 2003; Déry, 2004).

Au-delà des *Tây Nguyên*, le problème des migrations et de leurs impacts mérite aussi d'être étudié pour le *Nam Bộ* oriental (Guest, 1998; Nguyễn Hữu Tiến et al., 1998; Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999), particulièrement dans les provinces de *Bình Thuận*, *Bà Rịa – Vũng Tàu*, *Đồng Nai* et *Bình Phước*. Pour que mon étude soit réalisable, j'ai donc choisi de me pencher sur le cas d'une province du *Nam Bộ* oriental, plus précisément celle du *Bình Phước*. Cette dernière (Figure I.1) est particulièrement marquée par le phénomène :

- 1) Les migrations y apparaissent comparables en importance à celles qui se réalisent dans les provinces des *Tây Nguyên*, tant pour leur ampleur que par leur variété (Tableau I.1).
- 2) La déforestation pour les cultures, surtout pour l'anacardier et l'hévéa, y est largement documentée (Nguyễn Hữu Tiến et al., 1998; Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999).
- 3) On y trouve des minorités ethniques, surtout les *Stiêng*.

Mon choix s'est également arrêté sur cette province puisqu'il devenait possible de : 1) comparer nos résultats au *Bình Phước* avec ceux obtenus par d'autres auteurs (De Koninck, 1997; Trần Dac Dân, 2002; Hardy, 2003; Fortunel, 2003; Déry, 2004; etc.); 2) combler la lacune des études migratoires pour la région au sud des *Tây Nguyên*.

Figure I.1 : Province de *Bình Phước*. Zone d'étude



Source : MSTE, VTGEO

Il faut fixer des limites temporelles à ce travail. L'année 1975, qui a vu la réunification du pays, constitue mon principal point de départ. Bien sûr, la période précédente sera abordée à des fins de comparaison, pour bien comprendre la nature de la migration et des nouveaux problèmes survenus après l'unification du pays, et surtout suite au *Đổi mới* au milieu des années 1980.

La province de *Bình Phước* se situe donc sur la marge méridionale des Plateaux centraux (*Tây Nguyên*), où sévit une forte migration et conséquemment, depuis plusieurs années, une dégradation environnementale considérable. La majorité de la population locale vit de l'agriculture et peut être considérée comme paysanne. Des

centaines de milliers de personnes, en provenance de tout le pays, ont migré vers cette région aux terres rouges basaltiques fertiles. L'arrivée massive de paysans a contribué à l'augmentation rapide de la population, qui a plus que triplé sur une période de 25 ans (1979-2004), passant de 237 589 à 794 838 personnes. Parallèlement, le nombre d'ethnies minoritaires représentées sur le territoire est passé de 5 à 40, soit plus des deux tiers de celles que l'on trouve dans le pays en 2004. Cette métamorphose explique pourquoi la proportion des autochtones *stiêng* a diminué de 27 % pendant la période 1965-70 à 9 % de la population totale en 2004.

Tableau I.1 : Migrations dans la province de *Bình Phước* et celles des *Tây Nguyên* et du *Nam Bộ* oriental (1991-1995).

Région / Provinces	Migration			
	organisée (per.)	spontanée (per.)	taux interne provinciale (%)	spontanée/organisée (fois)
<i>Nam Bộ</i> oriental				
<i>Sông Bé (Bình Phước et Bình Dương)*</i>	4 785	87 324	21	18,2
<i>Bình Thuận</i>	130 000	130 542	> 5	1,0
<i>Đồng Nai</i>	16 982	193 896	7,5	11,4
<i>Bà Rịa – Vũng Tàu</i>	5 029	37 505	n. d.	7,5
<i>Tây Nguyên</i>				
<i>Lâm Đồng</i>	15 750	144 422	n. d.	9,2
<i>Đắk Lắk</i>	14 343	50 443	n. d.	3,5
Total	186 889	644 132	n. d.	3,4

(*) En janvier 1997, la province de *Sông Bé* a été divisée en celles de *Bình Dương* et *Bình Phước*. Cette dernière, considérée comme une province montagnarde, se situe au nord, occupe près des trois quarts de la superficie totale et comptait seulement près de la moitié de la population de l'ancienne province de *Sông Bé*.

N. d. : non disponible

Source : Nguyễn Hữu Tiến et al., 1996 et mon calcul

5. La méthodologie

5.1. Les concepts

Migration

Les études consultées évoquent plusieurs définitions du concept de migration et il semble bien qu'il n'y ait aucune unanimité concernant sa signification. Évidemment, les résultats d'une étude migratoire dépendent de la façon dont celle-ci est définie et

mesurée (Plane & Rogerson, 1994, p. 92). Cette caractéristique « *is perceived as largely attributable to the complexity and multiple dimensions of population mobility* » (Standing, 1984, tiré de Zhang et al., 2001, p. 2).

Lee donne une définition très générale de la migration, qu'il considère comme « *a permanent or semi permanent change of residence* » (1966, p. 49); selon cette définition, un simple déplacement d'une maison à une autre est-il considéré comme une migration? De nombreux auteurs considèrent que le terme migration évoque une dimension territoriale, qui se retrouve sous la forme de subdivisions administratives (par exemple le territoire de la province, de l'arrondissement, du canton, de la commune). Par ailleurs, plusieurs définitions incorporent une dimension temporelle. Ainsi la migration peut être définie « *as a move from one place in order to go and live in another place for a continuous period of at least one year* » (www.nidi.nl - *Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute*).

Les sociologues et les anthropologues ajoutent :

« *Since migration involves a move to new social setting then migrants will experience a change in their interactional system [... et la migration est considérée comme] 'the physical transition of an individual or a group from one society to another. This transition usually involves abandoning one social setting and entering another and different one'* » (Lewis, 1982, p. 7).

La littérature vietnamienne présente également plusieurs définitions du concept de migration. Selon un texte étatique, la migration est le « déplacement de population d'un pays à un autre, d'une unité administrative à une autre » (l'Assemblée nationale du *Việt Nam*, 2003). Il semble que cette définition soit considérée comme une base juridique à laquelle se réfèrent les organismes sociaux au *Việt Nam*.

Dans les recensements de 1989 et de 1999, les données de la migration sont chiffrées à l'échelle de la province et du district; dans ce cas, les migrants sont considérés « *as persons who have changed their place of residence (based on their de jure place of usual registration) within the five years preceding the census date* » (Dang Nguyen Anh et al., 2003, p. 1).

Il semble que la définition de Nguyễn Hữu Tiên et al. est souvent utilisée dans les études des migrations au *Việt Nam* : « La migration est une forme de mouvement de

l'homme dans l'espace d'une unité géographique administrative à une autre, ayant pour effet de transférer la résidence permanente sur une distance déterminée » (1998, p. 9). Cette définition permet de distinguer la migration à titre permanent des autres formes de migration comme le nomadisme, les migrations saisonnières et les migrations pendulaires.

Tout comme les chercheurs étrangers, les chercheurs vietnamiens utilisent deux critères fondamentaux pour déterminer l'appartenance d'une personne à la catégorie des migrants : le temps et l'espace. Le critère temporel établit qu'une personne est migrante si elle reste au lieu d'accueil au moins cinq années. Cependant, il existe des cas exceptionnels dans lesquels le critère temporel est inférieur à cinq ans (TCTK, 2006). Tout cela dépend largement des objectifs originaux. Au sujet de l'espace, « *migration is almost always operationally defined to be a move across a political boundary of some sort* » (Plane & Rogerson, 1994, p. 93). En effet, dans l'étude de la migration au *Việt Nam* (les recensements de 1989 et de 1999; Guest, 1998; Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999; Nguyễn Thị Bích Hà, 2002), les limites administratives régionales, provinciales ou à l'échelle du district sont souvent considérées parmi les principaux critères spatiaux.

Par ailleurs, les directives émises par le gouvernement jouent un rôle très important à l'égard du processus de migration (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992; Plane & Rogerson, 1994; Nguyễn Thị Bích Hà, 2002; Trần Dac Dân, 2002). En effet, dans le cadre d'une politique migratoire contrôlée, comme c'est le cas au *Việt Nam*, en Indonésie et en Chine, on distingue deux types de migrations : la migration organisée ou forcée, et la migration spontanée. Dans le cas de mon étude, le terme « migration organisée » désigne les individus participant à un programme appuyé par l'État ou une organisation sociale. Ces migrants changent de lieu de résidence afin de réaliser les objectifs de développement socio-économique du pays. À l'opposé, l'appellation « migration spontanée » se rapporte aux migrations indépendantes des décisions étatiques ou d'organisations sociales. Dans ce contexte, les migrants sont responsables du coût de leurs déplacements et du choix de leur destination. Ils représentent souvent les personnes les plus motivées et les plus dynamiques, particulièrement si on les compare avec les migrants organisés (Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999; Nguyễn Thị Bích Hà, 2002). La migration illégale constitue un cas de migration spontanée.

Dans ce cas, le migrant n'informe ni les autorités de son lieu d'origine, ni les autorités du lieu de destination (Nguyễn Thị Bích Hà, 2002, p. 26).

On peut identifier différents flux migratoires : de la campagne vers la ville, de la ville vers la campagne, de la ville à la ville, et de la campagne à la campagne. Considérant les facteurs suivants, ce dernier type de trajectoire migratoire constitue le sujet principal de mon étude, car :

1) Le *Việt Nam* est encore considéré comme un pays largement rural. Selon les statistiques du gouvernement, plus de 75 % de la population totale réside en régions rurales où la grande majorité des pauvres et des minorités ethniques se trouvent.

2) En 2000, le secteur agro-sylvicole assure 24 % du PIB, occupe 66 % de la main d'œuvre et assure 33 % des exportations du pays (GSO, 2002).

3) Les problèmes de pauvreté et de dégradation environnementale persistent dans les régions rurales.

(4) « *Rural-to-rural population movements continue to be extremely important (particularly in countries where most of the population lives in rural areas [...]), albeit neglected in the literature* » (Bilsborrow & DeLargy, 1991, p. 126).

Environnement

Dans le cadre de mon étude, il me faut également définir le terme d'environnement. Comme pour la migration, il existe différentes conceptions du terme.

L'environnement est « l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) dans lesquelles les organismes vivants (en particulier l'homme) se développent » (Le Petit Robert, 2001).

L'environnement, « c'est le milieu dans lequel un être vivant fonctionne; le milieu incluant l'air, l'eau, le sol, les ressources naturelles, la flore, la faune et les êtres humains. L'environnement est aussi, à un moment donné, l'ensemble des facteurs physiques, chimiques, biologiques et sociaux susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat et futur sur les êtres vivants et les activités humaines » (http://www.notre-planete.info/ecologie/devdurable/devdurable_0.php).

Au *Viêt Nam*, l'environnement « *comprises closely inter-related natural factors and man-made material factors that surround human beings and affect life, production, the existence and development of man and nature* » (traduction de l'article 1 de la Loi sur la protection de l'environnement du *Viêt Nam* en 1993).

En réalité, ce terme tend à être perçu très différemment en fonction des catégories socio-professionnelles. Par exemple, un industriel verra dans le terme *environnement* une référence à « pollution », un cadre pensera plutôt « cadre de vie », un artisan ou commerçant « ville », un agriculteur « voisinage », un employé « nature », une administration « gestion des déchets, nuisances sonores »... (<http://encyclopaedic.net>). Dans une commune tampon du parc national de *Cát Tiên* qui est situé dans le sud-est de la province de *Bình Phước*, le gouvernement et les organisations nationales et internationales se sont alliés pour conserver et accroître la superficie du parc. Cette démarche visait l'atteinte de leurs objectifs environnementaux. Cependant, dans certain cas, cette approche ne faisait pas consensus chez les populations locales. Pour mieux comprendre, j'ai interrogé quelques paysans pauvres, particulièrement issus du groupe ethnique des *Stiêng*. À la question : « Êtes-vous d'accord si l'on alloue la terre du parc national de *Cát Tiên* à un usage autre que la conservation et si oui pour quel usage spécifique? » Ceux-ci ont répondu majoritairement qu'ils étaient « d'accord » et qu'ils désiraient pouvoir pratiquer la culture de l'anacardier (Enquête de terrain, 2005). Il semble bien que, parmi les populations locales, certaines personnes perçoivent d'abord l'environnement et la terre comme un moyen de subsistance.

Dans le cas plus précis de mon étude, j'utilise le terme environnement en référence : 1) aux caractéristiques signalées par la population, l'utilisation du sol, l'infrastructure et les structures sociales; et 2) à l'état des ressources naturelles (la forêt, l'eau et la terre) (Chopra & Gulati, 1997). L'évolution de ces indicateurs environnementaux, à travers le temps et l'espace, doit être examinée en rapport avec la migration qui, en plus des deux composantes qui affectent le changement de la population (naissances et décès), est souvent étudiée par des géographes (Bilsborrow & DeLargy, 1991; Plane & Rogerson, 1994).

5.2. Méthode d'analyse

Les chercheurs qui travaillent dans le domaine de la migration ont tenté de développer plusieurs modèles et théories afin de comprendre et d'expliquer les migrations et, récemment, d'en évaluer les impacts (Lee, 1966; Cadwallader, 1989; Massey et al., 1993). Le deuxième auteur a écrit :

« Most attempts to explain migration behavior have been formulated according to either a macro or micro level approach. The macro approach, with its roots in neo-classical economics, accounts for migration in terms of characteristics of the socio-economic and physical environments, such as wage rates, unemployment, and climate. The micro approach, on the other hand, is more concerned with the decision-making process involved in how people choose between alternatives, and thus borrows from the theories of choice behavior developed by psychologists » (Cadwallader, 1989, p. 85).

Ces approches sont généralement utilisées par des géographes afin de répondre aux questions migratoires : *« Is there a geographical pattern to movement? Do laws and theories govern movement? What are the characteristics of migrants? What are the causes and consequences of individual moves? » (Ogden, 1989, p. 13)*

Robinson a proposé une façon plus détaillée d'analyser les migrations dans le domaine démogéographique :

« There have been three main thrusts to geographical research into human migration. The first might be termed macro-level description. This can be further subdivided into 3 strands, namely 1) the identification of whether discernible flows of migration do actually exist in reality, 2) the search for regularities in these flows and 3) the parallel search for regularities in who participates in the flows. The second thrust has enquired into the factors which generate these flows and has sought these either at the micro-level – often through the study of individuals and their decision-making – or at the societal level. The third and most recent thrust has sought to assess the impact of migration, either upon the participants themselves, or upon the societies, groups and localities from which they were drawn or to which they have moved » (Robinson, 1996, p. xv).

Évidemment, l'augmentation du nombre d'études donne souvent de meilleurs résultats (Fontana & Frey, 1998). Dans mon étude, j'ai opté pour plusieurs étapes d'analyse, mettant à contribution les disciplines majeures des sciences humaines : la démographie, la géographie, l'économie, l'histoire et les études environnementales. La première étape consistait à produire des statistiques descriptives. La seconde consistait

dans l'analyse géographique de la migration; j'ai ainsi utilisé l'analyse spatiale et cartographique des SIG (Systèmes d'Information Géographique), de même que l'étude des aspects économiques et historiques des lieux de départ et, surtout, de destination. Ces deux premiers niveaux d'analyse m'ont permis de comprendre le phénomène de la migration à l'échelle macro. La troisième étape m'a permis une meilleure compréhension de l'échelle micro alors que je me suis penché sur un des aspects sociologiques de la migration : les raisons de la migration. La quatrième étape de la recherche a concerné l'environnement, lequel constitue un facteur nouveau dans l'analyse du phénomène migratoire, alors que j'ai identifié les changements dans l'état des ressources naturelles, ainsi que les bouleversements sociaux. Évidemment, l'interprétation du contexte socio-économique de ces changements représente une part importante de mon étude.

5.3. Données : sources et techniques de saisie

Pour atteindre les objectifs selon la méthode proposée, les données nécessaires à mon étude, concernant bien sûr les migrations internes et leur impact sur l'environnement, ont été saisies à partir de deux sources majeures : les données existantes et les enquêtes de terrain. Toutes les données spatiales indispensables ont été intégrées dans des cartes de référence (cartes topographiques) afin de les intégrer ensemble dans un SIG. À cette fin, les logiciels de MapInfo, de ArcGIS et de ILWIS ont principalement été utilisés pour analyser et cartographier des phénomènes socio-économiques et environnementaux.

Au départ, afin de pouvoir accéder aux deux sources de données, j'ai obtenu des lettres officielles de présentation de l'Institut de Géologie et/ou le Centre interministériel d'applications spatiales (CIAS) auquel j'étais rattaché avec le titre de chercheur. Ces lettres de présentation évoquaient le contenu de ma recherche, son calendrier et les objectifs en termes de données demandées, entrevues souhaitées et zones intéressantes pour la réalisation de l'étude. En fonction de l'organisme concerné, j'ai présenté une lettre appropriée (destination, temps de travail, type de données, lieu de travail,...). De temps en temps, il a fallu y joindre le texte décrivant le projet de recherche, bien sûr en langue vietnamienne. Le travail s'est déroulé beaucoup mieux dans les cas où j'avais eu des contacts personnels préalables.

Les données existantes

Les données proviennent d'organismes gouvernementaux, du central au local, des organismes non-gouvernementaux et internationaux, et de spécialistes du domaine de la migration et de l'environnement. En fait, à *Hà Nội* et *Hồ Chí Minh-Ville* (HCMV), j'ai fréquenté plusieurs institutions : la Bibliothèque nationale, le Département de sédentarisation et de nouvelles zones économiques du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), le *National Institute of Agricultural Projection and Planning* (NIAPP), le Département de géographie de l'Université des sciences sociales et humaines à HCMV, le *Sub-Institute of Geography*, le *Sub-Institute of physic*, le Centre national des archives n° 2. J'ai aussi consulté messieurs Andrew Hardy, Đỗ Văn Hòa, Đặng Nguyễn Anh, Phạm Văn Cự, Võ Thành Sơn, Trần Đắc Dân, Lê Xuân Thuỳên et plusieurs autres. Dans la province de *Bình Phước*, j'ai puisé mes données principalement auprès des institutions suivantes : le Département de sciences et de technologie, le Département de statistiques, le Département de l'agriculture et du développement rural, la Bibliothèque provinciale, le Service de statistiques du district de *Bù Đăng*, les Comités populaires des communes de *Tân Lập*, *Đông Tâm*, *Thống Nhất* et *Đăng Hà*. Ces données proviennent de rapports, d'ouvrages, de cartes, de communications personnelles et de journaux. Ces derniers se trouvent à la Bibliothèque nationale; ceux de *Sông Bé* de 1976 à 1997 et puis de *Bình Phước* de 1997 à 2005 ont fait l'objet d'une attention particulière. Ces journaux, d'abord hebdomadaires et puis quotidiens officiels du Comité populaire de la province du même nom⁴, représentent une source fiable et utile pour une recherche systématique sur le contrôle du territoire et la manière dont les acteurs locaux ont organisé les activités socio-économiques de la province.

J'ai porté une attention particulière au contexte de ces sources pour bien comprendre leurs caractéristiques et vérifier que celles-ci concordent avec mes objectifs. J'ai comparé les différentes sources et n'en ai retenu que ce qui m'est apparu fiable et utile. Quant aux données démographiques, notamment celles concernant la migration, j'ai rencontré certains problèmes. Par exemple, entre 1980 et 1993, les autorités de la province montagneuse du Nord, *Cao Bằng*, ont recensé 66 366 émigrants

⁴ Ces quotidiens, en tant qu'organe du Comité populaire et porte-parole du Parti communiste local, se retrouvent dans toutes les provinces du pays.

spontanés, comparativement à 102 204 personnes répertoriées par les provinces vers lesquelles ces migrants spontanés ont immigré (Nguyễn Thế Huệ, 2000, p. 136) (pour plus de détails sur le problème des statistiques démographiques du *Việt Nam* voir Hardy, 2003, pp. 291- 320).

Il semble que ceci soit un phénomène courant non seulement au *Việt Nam*, mais aussi dans d'autres pays :

« *Despite substantial progress in residential and migration data collection in censuses [...], levels of migration in the seven countries [Việt Nam, Chine, Indonésie, Malaysia, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande] can be estimated only crudely, and little is known about migrant characteristics, consequences of migration, and other information vital to the formulation of appropriate migration and spatial policies.* » (Brockerhoff, 1998, p. 23)

En fait, le déplacement de population peut être un phénomène très transitoire et difficile à répertorier ou mesurer (Plane & Rogerson, 1994; Robinson, 1996, p. xiv). C'est le cas, en particulier, des déplacements illégaux sur de courtes distances et de courts laps de temps (Brockerhoff, 1998, p. 7). Le problème est moindre dans les pays développés dont les ressources financières et techniques sont plus importantes, particulièrement pour les données démographiques géoréférencées (*geocoded* en anglais). Cependant, ces dernières sont seulement disponibles dans quelques pays développés comme l'Angleterre, les États-Unis, le Canada et la France (Clarke, 1995, p. 8).

Au *Việt Nam*, les sources de données les plus fiables et les plus détaillées sont les deux recensements complets, effectués en 1989 et 1999 pour l'ensemble du pays. Ces recensements fournissent des données sur l'historique de résidence et la démographie, notamment sur la migration, du niveau des districts à celui du pays (Nguyễn Hữu Tiên et al., 1998; Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999; Hardy, 2003). Cependant, dans ces recensements, la définition de la migration comporte certaines limites :

« *First, it does not account for previous movements (the previous place of residence may not always be the place of origin if migrants have moved more than once). Second, migrants who do not register at the destination are not counted as residents. Third, and most important, most short-term and circular movements are not reflected in census figures* » (Dang Nguyen Anh et al., 2003, p. 3).

Quant aux données spatiales, la difficulté majeure en géographie de la population provient, pour l'essentiel, de l'insuffisante spatialisation de la plupart des données démographiques. On ne peut jamais désagréger l'information à un niveau géographique plus fin que celui retenu par les statisticiens qui l'ont collectée (Noin & Thumerelle, 1995, p. 17). Nous savons d'ailleurs que l'analyse habituelle des données de population utilise souvent les limites administratives (Willis, 1974). Néanmoins, un constant réajustement du maillage administratif du *Việt Nam* (Vu Tu Lap & Taillard, 1994) pose des difficultés à l'analyse de l'évolution démographique, particulièrement par la méthode cartographique (De Koninck, 1997; Vo Thành Son, 2001).

Pour résoudre ce problème, la façon, la plus simple consiste à utiliser les cartes administratives à des dates différentes. Mais, en réalité, il est très difficile et compliqué d'accéder à tous les échelons administratifs, de la province à la commune, pour l'ensemble du pays. En fait, si l'on veut utiliser officiellement les cartes à un niveau administratif quelconque, il faut obtenir une permission des responsables respectifs ou de leurs supérieurs.

Il est également possible de consulter les journaux officiels (*Công báo* en vietnamien) et/ou d'autres sources récentes plus complètes couvrant la période 1945-2002, comme l'ouvrage de Nguyễn Quang Ân, 2003, titré « *Việt Nam. Những thay đổi địa danh và địa giới hành chính (1945-2002) – Vietnam. Les changements de toponyme et de maillage administratif de 1945 à 2002* ». Avec ces documents, il est toujours possible de savoir clairement quelle(s) commune(s), quel(s) district(s) et/ou quelles province(s) ont changé de nom⁵. Hélas, dans ces publications, on ne peut trouver de carte administrative. Toutefois, à partir des cartes et des documents appropriés, il est possible de reconstituer des cartes administratives chronologiques (L'annexe 1 fournit un exemple de l'évolution du maillage administratif).

La province de *Bình Phước*, qui fait l'objet de mon étude approfondie, n'a été créée que récemment (1997). Cela explique le faible nombre de données disponibles auprès des autorités locales. Il semble que les données statistiques officielles existent surtout depuis 1991 (six ans avant l'établissement de la province) et ne soient qu'au

⁵ Au niveau provincial, l'Assemblée nationale a le droit de rajuster le maillage administratif. Le reste (districts et communes) relève du gouvernement.

niveau minimal pour servir à des activités actuelles et futures des autorités locales. Comme me le disait un fonctionnaire provincial dans une attitude moitié sérieuse moitié badine : « Nous n'apportons que des choses nécessaires; apportons notre corps, cela suffit à la fatigue ». Lui, comme de nombreux autres fonctionnaires de la province, sont mobilisés par ordre du gouvernement. Ils laissent leur famille au chef-lieu de l'ancienne province de *Sông Bé* (*Bình Dương* actuellement) et deviennent des migrants circulaires entre la province de *Bình Phước* et *Bình Dương*, précisément entre les municipalités de *Đông Xoài* et *Thủ Dầu Một* respectivement.

Les enquêtes de terrain

Malgré les difficultés rencontrées dans la collecte des données existantes auprès des divers organismes de la province de *Bình Phước*, presque tous les dirigeants administratifs de cette province que j'ai contactés m'ont donné le feu vert pour les visites de terrain. Je n'ai essayé des refus que dans deux communes⁶.

Cette source de données a principalement contribué à mettre en évidence les décisions des migrants et les mécanismes de leurs activités ayant un impact sur l'environnement. La technique appliquée pour recueillir ce type de données était plutôt l'entrevue semi-structurée des notables et des paysans⁷. J'ai élaboré des questionnaires en préparant une série de questions ouvertes et de sujets, laissant ensuite toute la latitude nécessaire à mes répondants pour y répondre. Parfois, je suis intervenu lorsque les réponses n'étaient pas claires, ou que les répondants soulevaient de nouvelles informations.

Bien que l'entrevue semi-structurée ait été l'outil principal pour cette étude, des entrevues structurées et non structurées ont été également utilisées. L'entrevue structurée a été utilisée pour la cueillette de renseignements concernant le nombre des

⁶ La première commune se localise dans l'est du district de *Đông Phú*. Alors que j'y exposais au vice-président le sujet de mon étude touchant la migration, il a refusé de façon courtoise, en affirmant : « Monsieur, il n'y a pas de migration dans cette commune ». En réalité, selon un fonctionnaire du Service de la sédentarisation et des NZE de la province de *Bình Phước*, cette commune était une des communes ayant accueilli des Saigonnais dans le cadre de la politique de mise en place des NZE à la fin des années 1970. Dans la deuxième commune, le président, plus délicat, m'a dit : « Je suis occupé pour le moment. S'il vous plaît, revenez une autre fois » bien qu'il aurait pu demander à ses collègues de m'aider. Cette commune, se trouvant au nord du district de *Bù Đãng*, est caractérisée par une forte proportion d'indigènes et une forte dégradation environnementale.

⁷ Tous les noms des interviewés furent remplacés par des noms fictifs afin de protéger le droit à la vie privée.

membres de la famille, la superficie de la terre, le rendement des cultures, la distance entre la résidence et l'école, etc. Le recours aux entrevues non structurées s'est avéré utile pour obtenir auprès des répondants des informations additionnelles intéressantes ou à l'occasion de rencontres avec les paysans soit à l'heure des repas, soit sur la route ou dans les champs.

Parallèlement aux entrevues, j'ai consigné des observations sur l'attitude des répondants, leurs maisons, champs, équipements et activités. Cette combinaison (entrevue et observation) m'a évidemment permis de mieux comprendre ce que les répondants me révélaient de plein gré (Fontana & Frey, 1998; Marshall & Rossman, 1999).

J'utilise le terme de notable pour désigner les individus qui sont influents, éminents et/ou les personnes bien informées dans une organisation ou une communauté, bien qu'il soit souvent difficile de les rencontrer (Marshall & Rossman, 1999, p. 113). Concrètement, il s'agissait des autorités dans les domaines de la science et de la gestion à différents niveaux administratifs. Des entrevues m'ont permis d'avoir une vue générale, au niveau tant spatial que temporel, de l'évolution démographique, y compris migratoire, de la gestion du territoire et des interactions sociales. Ce type d'enquêtes a été réalisé sous la forme d'entretiens directs, portant sur un certain nombre de questions (Annexe 2). Par ailleurs, les notables disposent souvent de données dont j'avais besoin. Mais il n'était pas facile d'y accéder. Parfois, on ne m'autorisait qu'à les consulter sur place. En fait, il me fallait me rendre dans leur bureau chaque jour afin de filtrer et copier à la main le maximum de données.

Les entrevues les plus importantes, aussi sous la forme directe, ont été menées auprès des paysans, migrants et autochtones. Une partie de ces personnes (par exemple des chefs ou anciens chefs de hameaux et de communes) appartenait en réalité aux notables. Le questionnaire alors utilisé visait à recueillir des informations de base concernant l'expérience de la migration, le parcours pré- et post-migratoire, les raisons du départ, les relations avec le lieu d'origine et les compatriotes, les raisons du choix du lieu de destination, le stade d'intégration dans la société d'accueil, l'adaptation à la nouvelle vie, les conflits, les projets, etc. (Annexe 3).

Les paysans de toutes les ethnies sont en général très simples, hospitaliers et ouverts. Ils m'ont toujours avec plaisir invité à manger, à loger et en particulier à boire de l'alcool de riz. Au-delà des bonnes intentions, chacun portait, comme tout le monde, sa propre histoire sociale et sa perspective individuelle sur le monde (Fontana & Frey, 1998, p. 73). Cependant, la collecte des données n'était pas toujours facile alors que j'ai dû poser des questions sensibles concernant les relations communautaires et avec les autorités, en particulier concernant l'état et l'évolution de la propriété de la terre. Il est rare que j'aie eu la chance de recevoir des réponses adéquates au moment où la question était posée. Les réponses à de telles questions étaient fréquemment confuses, réservées ou même inexistantes. Ainsi, les paysans ont pu me répondre : « Comment puis-je vous répondre ? »; « C'est mon idée propre, n'écrivez pas, sinon mes voisins ne seront pas contents »; « Mes voisins, qu'ont-ils répondu à votre question ? Alors écrivez leurs réponses. » Ou plus simplement « je ne sais pas. » En particulier dans la région sensible comme l'Entreprise étatique forestière de *Đông Xoài* où les services compétents étaient en train d'enquêter sur la destruction de la forêt et des transactions illégales portant sur des terrains sylvicoles, les paysans étaient devenus plus prudents dans leurs réponses. Néanmoins, la vérité apparaissait parfois après de longs moments de rencontre, pendant la visite de leur terre et le partage d'alcool avec eux, ou provenant de membres de leur famille ou leur voisin. Ma stratégie était basée sur la patience; il m'a fallu bien souvent attendre le moment où les paysans comprenaient que je ne nourrissais pas de sombres desseins et que je n'étais qu'un chercheur.

Les entrevues ont été effectuées avec une personne de chaque foyer, normalement avec le chef du foyer. Cependant, il y avait fréquemment des interventions des autres membres du foyer, des voisins ou parfois de la part de mon guide. Quoi qu'il en soit, c'était une très bonne occasion non seulement pour recueillir plus d'informations, mais aussi pour réaliser une vérification croisée des réponses. Les informations personnelles concernant les répondants ont normalement été obtenues après qu'une certaine confiance ait été établie. Chaque entrevue a demandé en moyenne une à deux heures; les entrevues étaient cependant plus longues avec la plupart des autochtones *stiêng*. Évidemment, les entrevues étaient réalisées en vietnamien, mais il fallait utiliser les mots et les phrases les plus simples. Pendant les entrevues avec les *Stiêng*, j'ai parfois eu recours à quelques mots de leur langue. Cela a rendu les *Stiêng*

plus confiants, l'entrevue se déroulant alors dans une atmosphère plus agréable. Enfin, tout le contenu de chaque entrevue était revu dans la soirée du même jour ou le lendemain. Si les réponses n'étaient pas claires ou si de nouveaux problèmes étaient soulevés, je retournais voir les répondants.

Les longues entrevues autour des thèmes bien préparés m'ont permis de comprendre avec « *depth, rather than breadth* » la nature du processus de la migration et de son impact sur le territoire. C'était le but essentiel que je désirais atteindre.

Le choix des lieux d'investigation s'est articulé autour de phénomènes marquants et de la condition réelle sur place. Les premiers concernaient la croissance de la densité de population, la proportion des *Kinh*, les types de migration (organisée et spontanée) et l'évolution de l'occupation du sol. Représentés dans des séries statistiques et cartographiques, ces phénomènes me permettent d'avoir une vue préliminaire de l'évolution de l'exploitation du territoire (Figures VI.3). Quant à la condition réelle, j'ai choisi les lieux où l'accessibilité aux communes était possible et j'ai considéré les endroits où j'avais déjà établi des relations personnelles avec quelques-uns des habitants.

La sélection des paysans à interroger était basée sur deux critères : le moment de l'arrivée des migrants (ce moyen s'est avéré très efficace pour retracer les étapes et les contextes de l'évolution de la migration) et l'identification de personnes plus instruites ou plus âgées parmi les autochtones. Après une rencontre au sujet de ces critères avec les fonctionnaires locaux, j'ai délibérément choisi de n'interroger que des répondants capables de répondre complètement et avec précision à mes questions. Parfois, les fonctionnaires eux-mêmes étaient des répondants. Dans bien des cas, une entrevue avec un premier répondant permettait d'en identifier un second. La localisation de chaque répondant a pu être consignée sur la carte grâce au recours au système GPS (*Global Positioning System*) (Annexe 4).

Au total, j'ai effectué des entrevues auprès de sept notables, 48 paysans et six personnes considérées à la fois notables et paysans (Annexe 5). Les paysans interviewés étaient principalement concentrés dans les deux districts montagneux de *Đông Phú* et *Bù Đãng*. Dans le premier district, de nombreux migrants *kinh* sont arrivés dans le cadre des programmes de la migration organisée et des NZE dont la mise en place a débuté

après l'unification du pays en 1975. Le second district est bien connu tant par la présence d'une majorité de migrants spontanés, y compris des ethnies minoritaires du Nord, que par le poids de la population des autochtones *stiêng* et par, enfin, la dégradation des ressources naturelles au cours des années récentes.

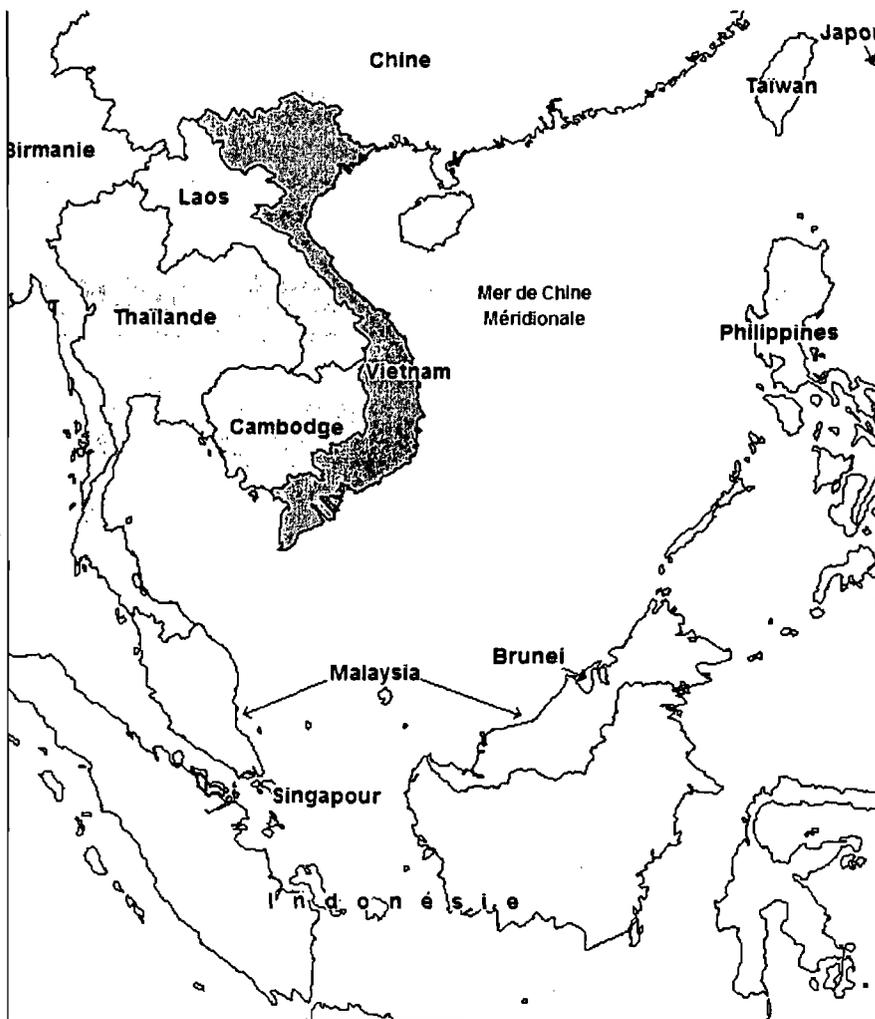
Chapitre II

Việt Nam : genèse et étapes des grandes transformations

1. Le lieu

Sur son flanc ouest, le *Việt Nam* est appuyé sur le Cambodge et le Laos. Au Nord, il avoisine la Chine. Son long littoral a pignon sur la mer de Chine méridionale, à laquelle accèdent également la Chine, Taiwan, le Cambodge, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, Brunei et, enfin, les Philippines. Le *Việt Nam* est un pays allongé (environ 15 degrés, entre les 8° et 23° degrés Nord) et étroit. Il s'étend de l'ouest vers l'est entre la chaîne annamitique et la mer de Chine méridionale, puis du hameau de *Lũng Cú* sur le plateau de *Đông Vãn* au nord jusqu'au hameau de *Rạch Tàu* de la pointe de *Cà Mau* à l'extrême sud (Figure II.1).

Figure II.1 : *Việt Nam* et ses voisins



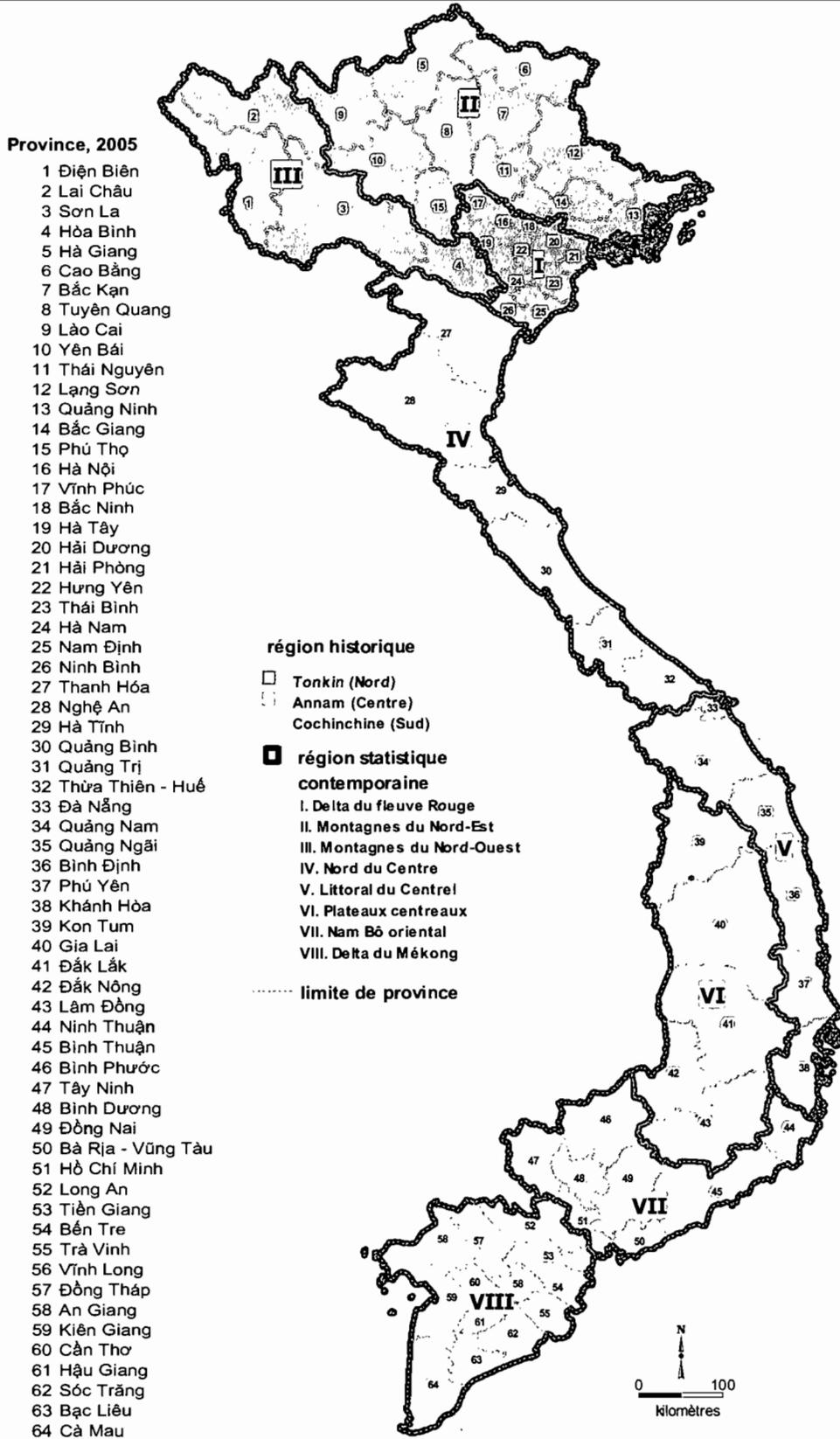
Source : VTGEO

Suite à la déclaration d'indépendance par Hồ Chí Minh le 2 septembre 1945, le nom *Việt Nam* est revenu et a remplacé celui d'Indochine française. Cette entité regroupait auparavant le Laos, le Cambodge, le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. Ces trois derniers territoires forment le *Việt Nam* qui compte actuellement (en 2007) 64 provinces ou huit régions statistiques qui sont dans plusieurs cas aussi considérées comme des régions agroécologiques (GSO et al., 2004) (Figure II.2).

Occupant un espace continental de 330 000 km² – ce qui le place au quatrième rang en Asie du Sud-Est (l'Indonésie en tête) ou au cinquante-huitième au monde (la Russie en tête) – le *Việt Nam* possède une longue côte prenant la forme d'un « S ». Bordée par le golfe du Tonkin, la mer de Chine méridionale et le golfe de Thaïlande, cette côte s'étire sur environ 3 000 km selon certains auteurs (par exemple 3 260 km selon Lê Bá Thảo (2004, p. 8), alors que plus précisément, cette distance atteindrait environ 4 248 km (Figure II.2) si on en mesure toutes les indentations à l'aide des SIG). Cette longue côte apporte un caractère péninsulaire au pays : chaque 77 km² de territoire étant desservi par un km de côte.

Les régions montagnardes, où la plupart des ethnies minoritaires résident, couvrent environ deux tiers du territoire vietnamien. Les montagnes de *Trường Sơn* (appelées jadis la cordillère Annamitique) forment une « épine dorsale » qui s'étend sur plus de mille kilomètres de la frontière chinoise jusqu'à la province de mon étude de *Bình Phước*. Ces régions sont depuis longtemps considérées comme un secteur sous-développé au plan socioéconomique. Elles occupent, d'une part, une position stratégique importante sur le plan de la sécurité et de la défense nationale et, d'autre part, présentent des potentialités au plan du développement économique notamment grâce à l'hydro-électricité, l'exploitation minière, la sylviculture, le tourisme et l'agriculture commerciale.

Figure II.2 : Việt Nam. Régions statistiques et provinces



Source : Vu Tu Lap & Taillard, 1994; Cartographic publishing house, 2002; GSO; MSTE

Un tiers de la superficie du territoire est constitué de plaines. On y retrouve deux grands deltas : celui du fleuve Rouge (*sông Hồng*) au Nord et le delta du Mékong (ou *Cửu Long*, c'est-à-dire neuf dragons) au Sud. Ces deux grands deltas sont reliés par une étroite plaine côtière. C'est pourquoi : « Pour décrire le Vietnam, il n'est pas rare que l'on évoque l'image de deux paniers de riz reliés par une planche » (De Koninck, 2005a, p. 306). Ces deltas sont des lieux où l'on retrouve les plus fortes densités de population, la majorité de la population *kinh*, ainsi que la plus large part des activités socio-économiques du pays. *Hà Nội*, la capitale, et *Hồ-Chí-Minh-Ville* (autrefois *Sài Gòn* ou Saigon) sont les deux plus grandes villes du pays et sont situées dans le delta du fleuve Rouge et le delta du Mékong respectivement.

2. Population

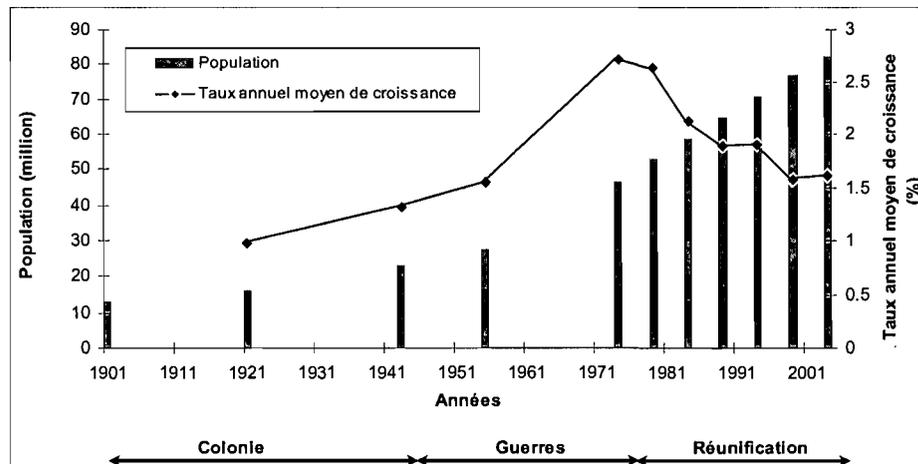
D'environ 13 millions de personnes en 1901, la population du *Việt Nam* a atteint 78,7 millions en 2001. C'est un poids démographique qui place le *Việt Nam* au 2^e rang des pays en Asie du Sud-Est (l'Indonésie en tête) et au 13^e rang mondial (la Chine en tête). Cette population continuera à augmenter pour atteindre 86,4 millions en 2010 et 98,9 millions en 2024 selon le *General Statistics Office* (GSO). Bien que le taux de croissance de la population soit toujours élevé, il est légèrement inférieur à celui de la population de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est (<http://canadianasianstudies.concordia.ca/pegase/popul/croisdemo.htm>). D'ailleurs, tout au cours du XX^e siècle, l'évolution démographique est loin d'avoir été régulière en raison du contexte historique et politique du pays (Barbieri et al., 1995) (Tableau II.1 et Figure II.3).

Malgré le caractère incomplet des données démographiques avant la réunification en 1975 (Gourou, 1965; Barbieri et al., 1995; Hardy, 2003), l'on sait que la population du *Việt Nam* s'est fortement accrue. En effet, elle a quadruplé entre 1901 et 1974, en dépit de catastrophes importantes comme : 1) la terrible famine de 1944 à 1945 qui a provoqué de 400 000 à 2 000 000 morts selon les estimations; 2) les deux guerres d'Indochine qui ont causé 2,5 millions de décès de civils et de combattants vietnamiens (Nguyễn Duc Nhuận, 1984; Barbieri et al., 1995).

Tableau II.1 : *Việt Nam*. Évolution de la population (1901-2004)

Population		Taux annuel moyen de croissance (*)	
Année	Millions	Périodes	%
1901	13 ^(a)	-	-
1943	22,6 ^(a)	1901-1943	1,32
1955	27,2 ^(a)	1943-1955	1,54
1974	46,2 ^(a)	1955-1974	2,71
1979	52,7 ^(b)	1974-1979	2,63
1984	58,6 ^(b)	1979-1984	2,12
1989	64,4 ^(b)	1984-1989	1,89
1994	70,8 ^(b)	1989-1994	1,89
1999	76,6 ^(b)	1994-1999	1,57
2004	82 ^(b)	1999-2004	1,60

(*) Le taux de croissance annuel moyen (r) est calculé par la formule : $r = \frac{\ln \frac{P_t}{P_0}}{t} 100\%$, où \ln est le logarithme de base e ; P_0 est la population initiale; P_t est la population dernière; t est la période de temps (Phạm Đại Đồng & Nguyễn Thị Thiêng, 2000),
Source : (a) Nguyễn Duc Nhuận, 1984; (b) GSO

Figure II.3 : *Việt Nam*. Population et taux annuel moyen de croissance (1901-2004)

Source : Tableau II.1

Dès la réunification, malgré une croissance démographique brute toujours impressionnante et l'attention portée par le gouvernement vietnamien à ce problème, le taux annuel moyen de la croissance était en diminution. Le gouvernement a étendu les campagnes de promotion de planification familiale partout dans le pays, considérant le contrôle démographique comme une priorité (Barbieri et al., 1995). Malheureusement, le taux de natalité a augmenté de nouveau dans les premières années du XXI^e siècle. La

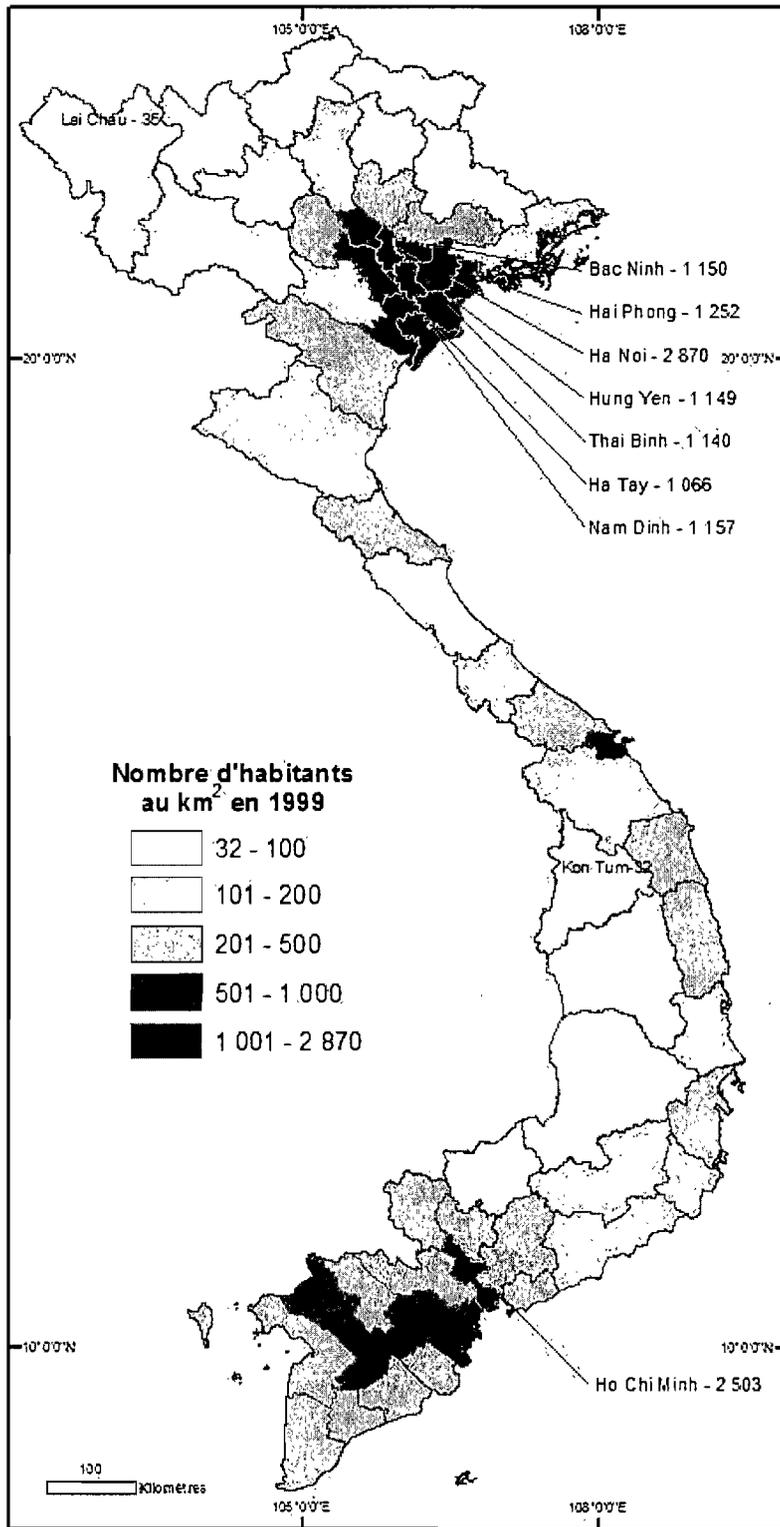
raison la plus importante semble être la confusion quant à l'interprétation de l'article 10 de l'Ordonnance de population de 2003 mentionnant l'élément suivant : « Les couples ont le droit de décider du nombre d'enfants et du temps des naissances ». Cette confusion a fait que plusieurs personnes ont plutôt compris que l'Ordonnance de population permettait « la liberté des naissances ». Par conséquent, beaucoup de couples ont décidé d'avoir de plus en plus d'enfants. De plus, il faut compter d'autres raisons telles que : 1) les changements de juridiction au sein de l'appareil administratif (le Comité de population et de planification familiale a été rattaché au Comité de protection et de soins des enfants du Vietnam); 2) la satisfaction devant les résultats de la diminution des naissances des années précédentes; 3) les valeurs locales traditionnelles favorisant une famille nombreuse; et 4) le besoin en main-d'œuvre dans les régions rurales (Lê Bá Thảo, 1998, p. 110; <http://www.dangcongsan.vn>).

En 2005, la population du *Việt Nam* atteignait 83,6 millions d'habitants, sur un territoire de quelque 330 000 km². Entre le Nord et le Sud, la population du *Việt Nam* est répartie de façon équivalente. Cependant, comme à peu près partout dans le Sud-Est asiatique, sa distribution n'est pas équilibrée entre les plaines et les régions montagnardes (Figure II.4). Ces dernières se caractérisent par une plus faible densité démographique.

Les provinces où la densité est inférieure à 50 habitants au km² se trouvent dans les Plateaux centraux du sud et la région montagnarde du nord. Elles comprennent *Kon Tum* (32 hab./km²) et *Lai Châu* (35 hab./km²), alors que la densité est de 25 habitants par km² au Laos voisin. Par contre, comme sur l'île de Java en Indonésie, la densité de population est extrêmement élevée dans les deux grands deltas, particulièrement le delta du fleuve Rouge. Cette densité peut même atteindre plus de 1 000 habitants au km² dans certaines provinces deltaïques tant au Nord qu'au Sud. Voilà une des raisons pour laquelle les différents régimes qui se sont succédé au *Việt Nam* ont toujours recherché une répartition plus harmonieuse de la population sur l'ensemble du pays (Gourou, 1965; Hardy, 2003). Leurs efforts ont contribué à réduire en partie le déséquilibre démographique entre les régions, particulièrement au cours de la deuxième moitié du siècle dernier. Ainsi, en 1960, selon Không Diẽn (1995), la densité de population de la province de *Thái Bình*, dans le delta du fleuve Rouge, était 23 fois et 31 fois supérieures à celles de *Lạng Sơn* et de *Cao Bằng* dans le Nord montagnard. En 2004, selon le GSO,

la densité de population de la province de *Thái Bình* n'était plus que de 2,5 et 3,6 fois supérieures à celles des mêmes provinces du Nord montagnard.

Figure II.4 : *Việt Nam*. Densité de la population par province en 1999



Source : Recensement de 1999

3. Les hautes terres

Une grande diversité ethnique ...

La population du *Việt Nam* rassemble de nombreuses ethnies : 53 ethnies minoritaires en plus de la majorité *kinh* selon le décret n° 121-TCTK/PPCD du GSO de 1979⁸.

À la différence du Laos voisin, où les minorités représentent plus de la moitié de la population, au *Việt Nam* les minorités ne constituent que 14 % de la population nationale. Pour certains de ces groupes minoritaires, comme les *Tày*, *Thái*, *Mường* et *Khơ me*⁹, le nombre d'individus se chiffre à un million ou plus, tandis que pour les plus petits groupes, comme les *Ơ Đu*, *Brâu*, *Rơ Măm*, *Pu Péo* et *Si La*, le nombre est de moins de mille personnes.

Comme dans les autres pays de l'Asie du Sud-Est, et ce bien que la distribution géographique des peuples soit très complexe, elle possède toujours un trait général. De Koninck (2005a) résume ce trait caractérisant de nos jours ces peuples de la façon suivante :

« Il s'agit de la distinction voire de l'opposition qui persiste entre d'un côté les peuples majoritaires et politiquement dominants, et les minorités. Les premiers occupent généralement sans partage les basses terres, plaines et bassins fluviaux centraux alors que les autres prédominent dans les régions plus élevées, beaucoup moins densément peuplées, marginales et périphériques de chacun des États. Alors que les premiers, soit pratiquent une agriculture sédentaire, souvent fondée sur l'irrigation, soit, et en de plus en plus, vivent dans les villes, les seconds pratiquent des formes d'agriculture moins intensives, souvent itinérantes. » (pp. 42-43)

⁸ Ce décret fut basé sur les résultats d'une étude visant à déterminer la composition ethnique du pays. L'étude fut menée par des ethnographes vietnamiens de l'Académie des sciences sociales du *Việt Nam* (le Comité national des sciences sociales d'autrefois). Ils utilisent trois critères pour identifier les groupes ethniques : langue commune, ensemble commun de traits culturels et conscience ethnique (Dang Nghiêm Van, 1998; Bùi Minh Đạo, 2003). Les recensements et les autres documents statistiques démographiques du *Việt Nam* suivent ce décret (Khổng Diễn, 1995).

⁹ Bien que le nom des différents groupes ethnolinguistiques soit orthographié de façon différente selon les auteurs, nous les gardons en *chữ quốc ngữ* (écriture romanisée du vietnamien) pour les groupes (ou sous-familles) représentés officiellement dans l'énumération des groupes ethniques du recensement du *Việt Nam* en 1999. Dans ce cas, les noms apparaissent en italique.

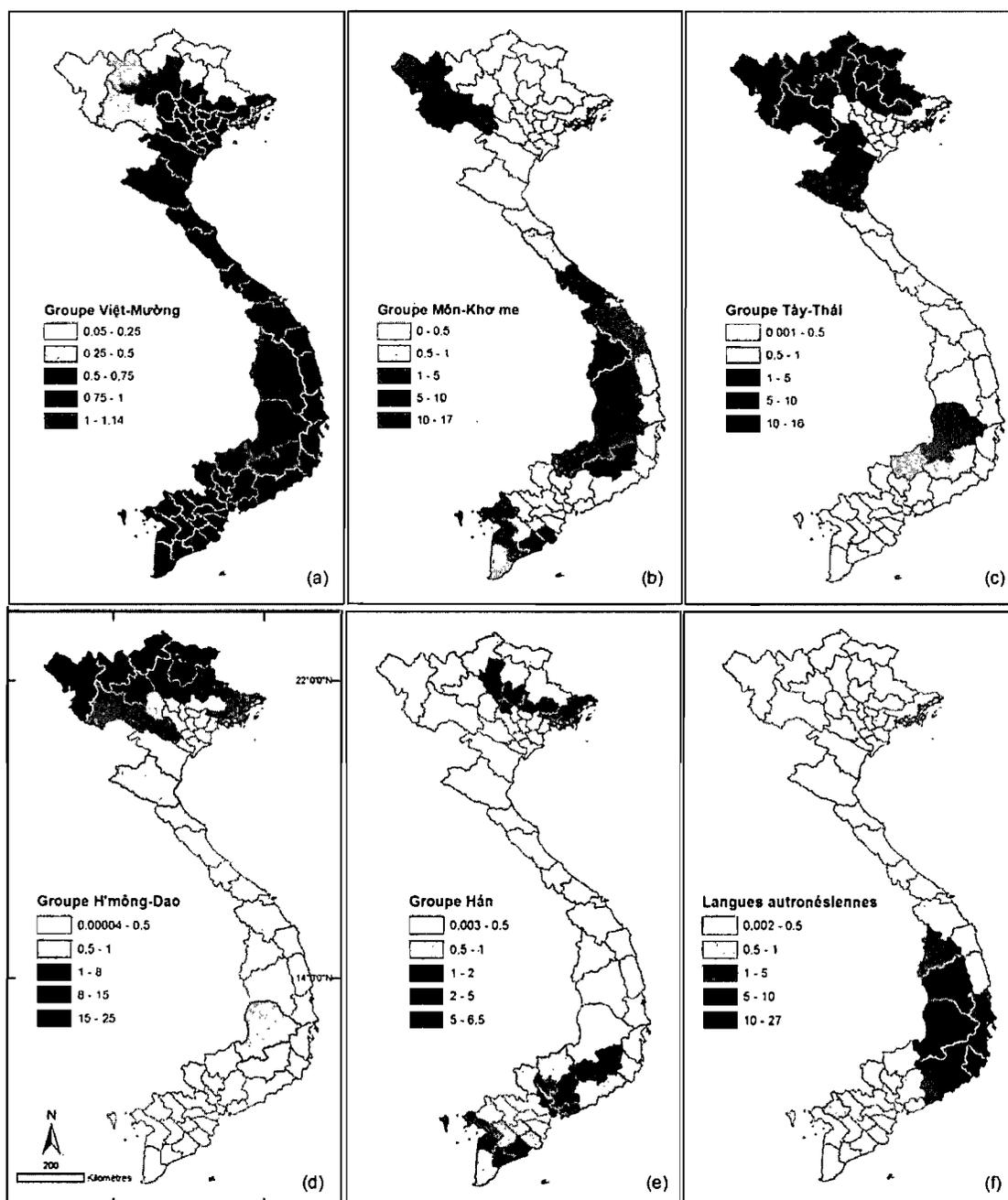
Cette distribution des principaux groupes ethniques sur le territoire vietnamien peut être examinée en détail (Figure II.5).

Classé au sein de la famille ethnolinguistique austro-asiatique – autochtone en Asie du Sud-Est continentale (Condominas, 1978, p. 295) – le groupe *Việt-Mường* qui est essentiellement représenté au *Việt Nam* par les *Việt* ou *Kinh* (habitants des agglomérations, car le mot *Kinh* veut dire capitale), domine numériquement (86 % selon le recensement de 1999) et politiquement. Les personnes associées à ce groupe se concentrent principalement dans les basses terres (Figure II.5a).

Dans la même famille que le groupe *Việt-Mường*, le groupe *Môn-Khơ me* compte plus de deux millions de personnes. Tandis que la majorité des ethnies minoritaires se concentre dans les hautes terres, seuls les *Khơ me*, dont le nombre dépasse le million (donc la moitié de la population du groupe dans son ensemble), sont concentrés dans les provinces du delta du Mékong, surtout celles de *Sóc Trăng* et *Trà Vinh* (Figure II.5b).

Le groupe *Tày-Thái* (famille *tai*) se trouvent essentiellement dans la région montagnarde du Nord (Figure II.5c). Il comprend près de quatre millions de personnes. Les *Tày* à eux seuls comportent pour plus du tiers de ce group. Les premiers immigrants *tày* venus sur le territoire vietnamien se sont installés notamment dans les provinces montagnardes de *Lạng Sơn*, et *Cao Bằng*, contiguës à la Chine. Les représentants de ce groupe dans les hautes terres du Sud ont commencé à augmenter fortement en nombre après la réunification du pays en 1975. Ce phénomène se poursuit et est alimenté par le flux migratoire en provenance des provinces septentrionales, dont *Cao Bằng* et *Lạng Sơn* entête (Nguyễn Bá Thùy, 2003).

Figure II.5 : *Việt Nam*. La répartition des principaux groupes ethniques dans les provinces, 1999



Source : Recensement de 1999

Note : Pour montrer la répartition des principaux groupes ethniques dans les provinces, j'ai utilisé l'indice QL (quotient de localisation). C'est un des indicateurs classiques permettant de « *compare the concentration of persons in a specific subgroup [Kinh par exemple] in each of a set of geographic subunits [provinces] to the concentration of such persons in the entire, broader area [le Việt Nam]* » (Plane & Rogerson, 1994, p. 48). Dans le cas de mon étude, leur définition opérationnelle est : $QL = x_i / x_j$, d'où : x_i présente le pourcentage du groupe ethnique x dans une province i ; x_j égale au pourcentage du groupe x dans l'ensemble du pays. Alors, si le QL est supérieur à 1, le groupe x est surreprésenté dans la province « i » et inversement s'il est inférieur à 1. Pour une valeur 1, le QL signifie que la concentration du groupe x dans la province i est exactement égale à celle de l'ensemble du pays; une valeur 0 signifie que la représentation du groupe x dans la province i est nulle.

À partir de la Chine, le groupe *H'mông-Dao* (famille sino-tibétaine), dont le nombre des membres présents au *Việt Nam* est évalué à près de 1,5 million, est concentré dans les provinces montagnardes du Nord de *Lai Châu*, *Lào Cai* et *Hà Giang* (Figure II.5d). Les *H'mông* ou Miao (près de 800 000 personnes en 1999) y ont pénétré récemment, c'est-à-dire à partir du XVII^e siècle. Cependant, la majorité des *H'mông* considère la région de *Mèo Vạc* située dans la province de *Hà Giang* du *Việt Nam* comme son berceau (Khổng Diễm, 1995, p. 123). Plus de 600 000 *Dao* ou Yao, sont arrivés au *Việt Nam* depuis le XI^e siècle, c'est-à-dire avant les *H'mông* mais après les *Tày* (Khổng Diễm, 1995; Lê Bá Thảo, 1998).

Les *Hán* (ou Chinois, appelés aussi *Hoa* au *Việt Nam*), comptant près de 900 000 personnes, sont comme ailleurs en Asie du Sud-Est établis principalement dans les grandes agglomérations urbaines, *Hồ Chí Minh-Ville* regroupant la plus grande communauté chinoise du *Việt Nam* (Figure II.5e). Ils ont immigré au *Việt Nam* parfois en vagues importantes, parfois en petits groupes à partir de la période de domination chinoise (du III^e siècle av. J.-C. à 939) jusqu'au début du XX^e siècle (Khổng Diễm, 1995).

Enfin, si la famille austronésienne (ou malayo-polynésienne) est la plus répandue et demeure majoritaire à l'échelle de l'Asie du Sud-Est, surtout dans les pays insulaires, au *Việt Nam*, elle se confine essentiellement à la région des Plateaux centraux du *Việt Nam* (Figure II.2f) et rassemble environ 833 000 personnes, soit près de 1,1 % de la population totale. Notons que quelque 133 000 *Chàm* vivent dans les provinces méridionales du centre, lequel constituait l'ancien royaume de Champa entre les II^e et XVII^e siècles, particulièrement celles de *Ninh Thuận* et *Bình Thuận*.

Notons que le groupe *Việt-Mường*, dont la majorité sont des *Kinh*, occupe les grands deltas et les zones côtières, mais qu'il est aussi présent partout dans le pays, des basses terres aux hautes terres (Figure II.5). Par contre, les peuples minoritaires sont principalement confinés aux hautes terres.

Dans les régions de montagne elles-mêmes, la distribution des ethnies minoritaires est très complexe. La limite de leur territoire est de plus en plus floue (Diệp Đình Hoa, 1995). Au Nord, le territoire des différentes ethnies est intercalé, chaque minorité étant présente dans plusieurs communes et districts, tandis qu'au Sud, les

groupes ethniques plus isolés vivent plus souvent dans leurs domaines propres (Rambo, 1995; Salemink, 2003). Tout cela s'explique principalement par le lourd impact de la Deuxième Guerre indochinoise et les besoins du développement du pays après sa réunification en 1975 (Diệp Đình Hoa, 1995; Lê Bá Thảo, 1998; Hardy, 2003).

... mais une région pauvre

Le *Việt Nam* demeure un pays pauvre. En effet, le revenu annuel moyen par habitant ne dépassait pas 520 \$US en 2004, ce qui le plaçait parmi les quatre plus pauvres pays de l'Asie du Sud-Est. Les efforts de réduction de la pauvreté au *Việt Nam* sont louables (ADB et al., 2003; Sunderlin & Huynh Thu Ba, 2005, p. 2). En fait, à l'échelle nationale, selon le GSO, le taux de pauvreté s'est continuellement réduit, passant de 58 % en 1993 à 37 % en 1998 et à 29 % en 2002¹⁰ (ADB et al., 2003). La réduction de la pauvreté s'est faite inégalement à travers le territoire (Tableau II.2). Ainsi, entre 1993 et 2002, tandis que le taux de la pauvreté des Montagnes du Nord et des *Tây Nguyên* n'a diminué respectivement que de 84 à 52 % et de 70 à 61 %, ceux du *Nam Bộ* oriental et du delta du fleuve Rouge ont chuté respectivement de 46 à 17 % et de 72 à 27 %. Au final, en 2002, les taux de pauvreté dans le delta du fleuve Rouge, le delta du Mékong et le *Nam Bộ* oriental étaient donc environ deux fois moins élevés que dans les Montagnes du Nord et les Plateaux centraux, où se concentrent les ethnies minoritaires.

De plus, dans la même région montagnarde, le revenu des minorités ethniques, à l'exclusion des Chinois, est largement inférieur à celui des *Kinh* (ADB et al., 2003). Ainsi, dans les Plateaux centraux, au cours des années 1996 et 1997, le revenu moyen des *Kinh* était égal à huit fois celui des autochtones (Bùi Minh Đạo, 2003, p. 48). La pauvreté des minorités ethniques semble donc sévère. Les conditions socioéconomiques des personnes habitant les hautes terres semblent ainsi plus précaires que celles de leurs

¹⁰ Notons que les critères utilisés pour définir la pauvreté varient d'un organisme à l'autre. Selon le MoLISA (*The Ministry of Labor, Invalids and Social Affairs*), des ménages sont considérés comme les pauvres si leur revenu (mesuré au plan vivrier ou monétaire) est inférieur à : 13 kg/hab./mois (1993) ou 15 kg (1998) ou, pour la période de 2001 à 2005, 150 000 *đồng* dans les régions urbaines, 100 000 *đồng* dans les régions rurales et 80 000 *đồng* dans les régions « montagnardes » (*Ủy ban Dân tộc*, 2002). Le *đồng* est l'unité monétaire vietnamienne. En 2005, un dollar canadien vaut environ 12 500 *đồng*.

compatriotes si l'on considère d'autres indicateurs de bien-être, indépendamment du critère reposant sur le niveau des dépenses du GSO (Jamieson et al., 1998, p. 4). En fait,

« [t]hough the indicators are improving, they are still way behind. Primary school enrolment rates for ethnic minority children have stabilized at about 80 percent, approximately 12 percentage points behind their non-ethnic counterparts [...] Gaps are larger for secondary education. Recent studies attribute those gaps to poor infrastructure and accessibility, language and cultural barriers, limited quality of teachers, low suitability of the curriculum, and the perception that returns to education are low » (World Bank, 2003, pp. 26-27).

Tableau II.2 : Việt Nam. Taux de la pauvreté entre les régions

(Taux de pauvreté en pourcentage)

Régions	Années		
	1993	1998	2002
Montagnes du Nord	84	65	52
Delta du fleuve Rouge	72	34	27
Nord du Centre	77	52	49
Littoral du Centre	59	42	31
Plateaux centraux (<i>Tây Nguyên</i>)	70	52	61
<i>Nam Bộ</i> oriental	46	13	17
Delta du Mékong	52	42	27

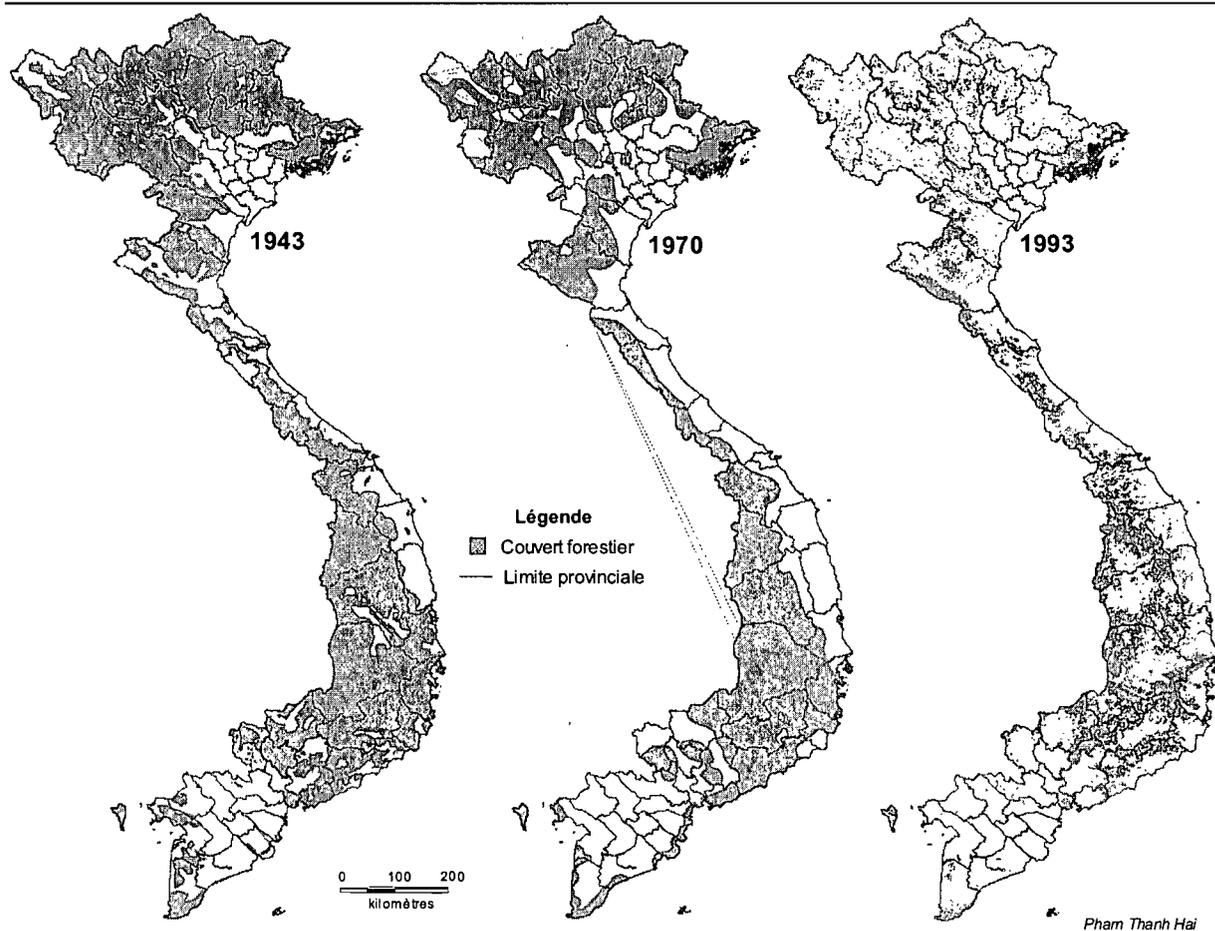
Source : GSO

4. La déforestation

Les régions montagneuses vietnamiennes, où se concentrent les ethnies minoritaires, sont également les régions les plus densément recouvertes par la forêt. Malheureusement, comme ce fut aussi le cas ailleurs en Asie du Sud-Est au cours des dernières décennies, tous les types de forêts ont reculé. Cette tendance a été particulièrement marquée au *Việt Nam* au cours des dernières décennies. Bien que les définitions de la forêt aient été de plus en plus élargies de façon à maximiser sur le plan statistique l'aire forestière totale (Lê Bá Thảo, 1998; De Koninck, 2005a), la superficie de la forêt a tout de même reculé avec le temps (Figure II.6). Selon les chiffres officiels du gouvernement, proclamés par l'ex-vice premier ministre Nguyễn Công Tấn (1999),

la part de la couverture forestière aurait diminué de 43 à 28 % du territoire entre 1943 et 1995¹¹.

Figure II.6 : Le Viêt Nam. L'évolution du couvert forestier, 1943-1970-1993



Source : FIPI; De Koninck, 1997

Notons que la dynamique du recul des forêts varie grandement selon les époques et les régions. Pour la période de 27 ans avant 1970, caractérisée par les deux affreuses guerres indochinoises, la perte de forêt fut relativement faible dans l'ensemble du pays bien que les défoliants fussent employés dans certaines régions. Elle fut cependant plus forte dans la région montagneuse de Nord. Cela peut être expliqué par : 1) le flux des immigrants du delta du fleuve Rouge dans le cadre des programmes de redistribution démographique du gouvernement et aussi en provenance des centres urbains afin d'éviter les bombardements de l'armée américaine; 2) la croissance démographique

¹¹ À l'échelle mondiale, de 1950 à 1990, la perte de la forêt a été de quelque 16 à 18 millions de km². Plus fâcheusement, ce taux de déforestation se serait accéléré depuis (Myers, 1991b, pp. 239-240; Lê Bá Thảo, 1998, p. 99).

naturelle dans les régions montagneuses du Nord, surtout après 1960. Au Sud, par contre, d'une part les hostilités dans les régions rurales y compris évidemment celles forestières, y ont empêché l'augmentation de la croissance de la population; d'autre part la pression démographique pré-existante¹² n'y a pas posé de problèmes comme au Nord. Pour une période plus courte de 20 ans après 1970, caractérisée par la reconstruction du pays après 1975, le recul forestier fut très marqué et évident (De Koninck, 1997; Lang, 2001). D'ailleurs, la plupart des superficies forestières résiduelles étaient de piètre qualité, et se caractérisaient par un faible volume de bois de construction (Jamieson et al., 1998). Même les importants efforts de reboisement n'ont pas suffi à contrebalancer le rythme d'exploitation depuis les années 1980. L'expansion agricole, pour répondre aux besoins de subsistance et du développement économique, était bel et bien le moteur central de ce recul (De Koninck, 1997).

La part que représente le secteur forestier dans le PIB a diminué de plus en plus, passant par exemple de 3 % en 1990 à 1,4 % en 1995 (MADR, 2001). Cette diminution du rôle économique de la forêt, ressource primordiale (sol, eau, produit minéral) pour ce pays agricole, en particulier après des dizaines d'années de guerre, est évidemment en grande partie liée à la perte de superficie forestière. Par ailleurs, les rôles les plus importants attribués au secteur forestier par le gouvernement sont la protection de l'environnement, la réduction des catastrophes naturelles et la conservation de la biodiversité (le décret 661/QĐ-TTg du gouvernement en 1998). Reconnaisant l'importance des forêts, l'État vietnamien a mis en place des programmes de reforestation. Ceci explique probablement l'accroissement de leur superficie depuis le début des années 1990. Le *Viêt Nam* semble en effet être le seul pays en Asie du Sud-Est dont la superficie forestière aurait augmenté de 1990 à 2000 (Tableau II.3).

¹² La pression démographique peut être définie comme « *a deteriorating ratio of cultivable land to population but it may also stem from specifically social and political factors: excessive exactions from landlords, agrarian crises (which may or may not be directly linked to population growth), or environmental disasters.* » (De Koninck, 2000, p. 9)

Tableau II.3 : Changement de la couverture forestière en Asie du Sud-Est

Pays	1990	2000	Changement du couvert forestier, 1990-2000	
	000 ha	000 ha	000 ha par an	% par an
Brunei	452	442	-1	-0,2
Cambodge	9 896	9 335	-56	-0,6
Timor Est	541	507	-3	-0,6
Indonésie	118 110	104 986	-1 312	-1,2
Laos	13 088	12 561	-53	-0,4
Malaysia	21 661	19 292	-237	-1,2
Birmanie	39 588	34 419	-517	-1,4
Philippines	6 676	5 789	-89	-1,4
Singapour	2	2	-	-
Thaïlande	15 886	14 762	-112	-0,7
Vietnam	9 303	9 819	52	0,5
Total	234 751	211 472	-2 327	-1,00

Source : Nguyễn Huy Phồn, 1998; FAO, 2001

Cependant, cette hausse des superficies peut être attribuée en grande partie à l'application de nouveaux critères pour déterminer ce qui peut être désigné comme un territoire forestier. Auparavant, un critère important pour désigner une superficie forestière était les quantités de bois qui devaient être supérieures à 25 m³ par hectare. Ce critère a maintenant été réduit avec pour conséquence que la superficie forestière comprend même des formations de buissons ainsi que les jeunes forêts artificielles (Lê Bá Thảo, 1998, p. 95). De plus, on considère parfois les espaces consacrés aux cultures pluriannuelles commerciales (tels l'hévéa, le caféier et les arbres fruitiers) comme de la forêt (le décret 661/QĐ-TTg du gouvernement en 1998; De Koninck, 2005a, p. 336). Il semble donc que les critères appliqués pour déterminer la présence de la forêt soient de plus en plus généreux. Quelques personnes qualifient même ceux-ci d'exorbitant « *có một cây là có rừng* » (avoir un arbre est avoir la forêt)¹³. Tout cela peut ainsi donner à première vue une impression optimiste à l'égard de la situation forestière actuelle si l'on ne consulte que des données statistiques concernant la forêt. Par contre, cela crée un

¹³ Extrait des paroles de la chanson « *một rừng cây một đời người* » (une forêt une vie) du musicien Trần Long Ẩn.

risque d'augmentation de la déforestation si la forêt n'est pas appréciée selon sa véritable nature.

4.1. Les causes

Les causes de la déforestation sont fréquemment rangées dans deux catégories : les causes fondamentales (ou indirectes ou profondes) et les causes instrumentales (ou directes) (De Koninck, 1997; Vo Thành Sơn, 2001; Geist & Lambin, 2001). La compréhension des premières sera la base qui nous permettra de comprendre plus clairement les secondes (Geist & Lambin, 2001; Carr, 2004).

Selon De Koninck (1997), la première catégorie, comprend les causes suivantes : « 1) la croissance démographique; 2) la demande de produits agricoles vivriers ou industriels; 3) la demande aussi de produits de la forêt » (p. 13). Plus largement, les causes fondamentales peuvent être vues comme un ensemble de conditions socio-économiques, politiques, technologiques et culturelles (Geist & Lambin, 2001). Il faut souligner qu'il est très compliqué d'établir des relations claires entre les causes fondamentales et la déforestation (De Koninck & Déry, 1997; Geist & Lambin, 2001). Par exemple :

« [L]'expansion de la culture de l'hévéa tout comme celle du caféier ou de l'anacardier ne résultent pas d'une demande liée à la seule croissance de la population du Vietnam. Cette expansion territoriale, réalisée essentiellement aux dépens du domaine forestier, résulte de la prise en considération de facteurs de nature économique, politique et géostratégique, dont certains peuvent apparaître impératifs, d'autres contingents. » (De Koninck, 1997, p. 13)

Les causes instrumentales quant à elles constituent des activités physiques de l'humain qui influent directement sur le couvert forestier. Il est également possible d'évaluer l'ampleur de chaque activité. Elles peuvent être regroupées dans les quatre catégories suivantes : 1) la guerre; 2) la pratique abusive de l'agriculture itinérante; 3) l'expansion agricole; et 4) l'exploitation forestière et la collecte de bois de feu (De Koninck, 1997 ; Vo Thành Sơn, 2001). Et la relation entre chacune de ces causes et la déforestation n'est pas facile à établir avec exactitude (De Koninck, 1997; Geist & Lambin, 2001). Il est tout aussi évident que ces causes agissent rarement de façon individuelle. Elles sont plutôt en interaction complexe (Vo Thành Sơn, 2001, p. 86).

La guerre

Pendant plus de 30 ans, les guerres ont sévi au *Viêt Nam*. Elles sont associées comme on le sait à des opérations de destruction des récoltes et, en particulier, à l'usage intensif de défoliants par l'armée américaine pendant la Deuxième Guerre indochinoise (1956-1975). En fait, l'aviation américaine a déversé plus de 72 millions de litres d'herbicide (comme le tristement célèbre Agent orange) et encore une douzaine de millions de tonnes d'explosifs (Arthur, 1976 ; MSTE, 1992; Roche & De Koninck, 2001). Ces opérations, plus particulièrement dans le Sud du pays (Tableau II.4), visaient les objectifs suivants :

« local forest destruction (primarily to deny the enemy freedom of movement, staging areas and cover in general); local crop destruction (primarily to deny the enemy local sources of food and other resources); forced relocation of indigenous civilians into the US controlled areas (primarily to deny the enemy local logistical and other support; and disruption of the supply lines from the three surrounding countries (again primarily to deny the enemy logistical, manpower and other support) » (Arthur, 1976, p. 9).

Tableau II.4 : *Viêt Nam*. Utilisation d'herbicides et de munitions par les Américaines pendant la guerre, 1965-1975

Régions	Par hectare		Par habitant	
	Munitions(*) (kg)	Herbicides (litre)	Munitions(*) (kg)	Herbicides (litre)
Nord	67	...	57	...
Sud	587	4,2	577	4,1

(*) Traduit de « *munitions* » dans la source.

Source : Arthur, 1976, p. 9

Il faut ajouter qu'afin de se nourrir, les soldats et les habitants ont transformé une partie importante de la surface forestière en terres agricoles (Lê Bá Thảo, 1998). Cela n'aurait normalement pas été nécessaire si ce n'avait été de la guerre. Dans ce cas-ci, donc la guerre a contribué à l'expansion agricole.

Au total, quelque deux millions d'hectares de forêt ont été directement détruits pendant la guerre (Lê Bá Thảo, 1998, p. 94).

Par ailleurs, l'utilisation des herbicides a pesé lourdement sur l'environnement et affecté sévèrement la santé des vétérans américains et vietnamiens, ainsi que celle de leurs descendants, sans bien sûr oublier celle des civils vietnamiens. On compte ainsi

plus de 150 000 enfants touchés par des problèmes tels les malformations ou des retards cognitifs (www.hanoitv.org.vn).

La pratique abusive de l'agriculture itinérante

L'agriculture itinérante consiste à planter des cultures agricoles sur les cendres forestières pour une période de quelques années (habituellement deux à trois ans). Il s'ensuit une phase régénératrice de jachère qui est par contre plus longue (10-15 ans traditionnellement) (Nair, 1993).

Au *Việt Nam*, cette pratique n'est plus efficace, même comme moyen de subsistance, car son rendement est très bas; « *yields in swidden fields have declined to as low as 400 to 600 kilograms of rice per hectare, as compared to six or seven tons per hectare in the Red River Delta* » (Jamieson et al., 1998, p. 10). Bien que cette pratique de la culture itinérante soit presque arrêtée dans les régions montagneuses, certains paysans pauvres persistent dans cette voie, particulièrement ceux aux prises avec de sérieuses difficultés économiques, telles la malnutrition et le manque de terres (Lang, 2001).

Dans des conditions de faible densité de population, la phase régénératrice n'est pas affectée et cette méthode peut être durable (Rambo, 1995). Néanmoins, la pression continue sur les ressources pour la satisfaction des besoins essentiels, causée principalement par la croissance élevée de la population, a entraîné une réduction du temps de jachère et l'augmentation de la culture intensive. C'est pourquoi, selon Trần An Phong et al. (1995), environ 24 000 ha¹⁴ par an de forêts ont été perdus par cette méthode entre 1970 et 1990, ce qui représente très peu en regard du recul général des forêts.

Malgré cela, la déforestation a souvent été imputée à la pratique de l'agriculture itinérante traditionnelle des ethnies minoritaires. Ce jugement est erroné (De Koninck, 1997; Lang, 2001) et, après quelques décennies, le MARD (2001) l'a finalement admis. En fait, la responsabilité de la destruction forestière est principalement attribuable aux entreprises étatiques (Diệp Đình Hoa, 1995, p. 35) et aux paysans *kinh* (De Koninck, 1997).

¹⁴ Đỗ Văn Hòa (2002) a donné un autre chiffre, 50 000 ha, deux fois celui de Trần An Phong et al. (1995).

L'expansion agricole

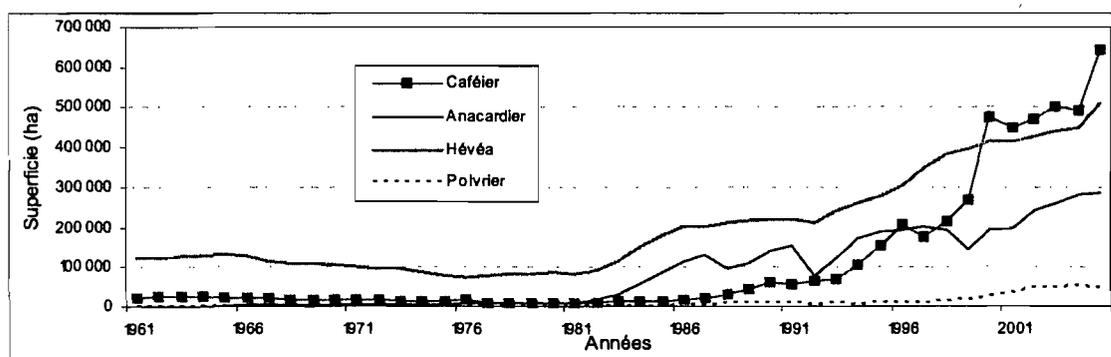
La conversion des forêts pour l'agriculture est la cause principale de la déforestation tant au *Việt Nam* que dans les autres pays du monde (Myers, 1991a; Lambin et al., 2003), et non seulement pour la culture temporaire comme l'itinérante, mais également et surtout pour la permanente. Une densité de population élevée et une faible superficie de terres agricoles disponibles a créé au *Việt Nam* une grande pression sur la forêt (Nair, 1993; De Koninck, 1994, 1997; Lê Bá Thảo, 1998; MADR, 2001; Không Diễn, 2002).

L'ouverture de nouvelles terres agricoles, survenue parfois en association avec la coupe commerciale, demeure le principal facteur de la déforestation non seulement dans les zones montagnardes, mais aussi dans les zones côtières du *Việt Nam* (De Koninck, 1997). En fait, la superficie cultivée a augmenté de 6,95 à 9,35 millions d'hectares entre 1978 et 2000 (TCTK & Bộ NN & CNTP, 1991; GSO, 2002).

Malheureusement, les données quantitatives ne sont pas complètes ni même claires si l'on veut savoir quelle serait la part de cette expansion agricole qui se serait opérée aux dépens des forêts. Quelques auteurs l'ont calculée dans leurs études de cas. Ainsi, Nguyễn Huy Phồn (1998) a conclu que, de 1991 à 1995, dans quatre provinces étudiées (*Lâm Đồng, Gia Lai, Sông Bé* et *Phú Yên*), 8,7 % des forêts ont été perdus, dont 5,9 % ont résulté en culture agricole et 2,8 % en sol nu.

De plus, l'intérêt économique de la forêt apparaît trop faible par rapport à celui du développement des cultures pérennes commerciales comme le poivrier, l'hévéa, l'anacardier et le caféier. Ce dernier figure en tête tant pour la quantité cultivée que pour le taux de croissance, particulièrement depuis le lancement de la politique de *Đổi mới* et d'intégration à l'économie mondiale des années 1980 (Figure II.7). Par ailleurs, l'augmentation subite du prix du café pendant la période 1994-1998 a été suivie d'un accroissement de la superficie cultivée tout aussi rapide. Quelque 45 % de cet accroissement se serait fait aux dépens du territoire forestier (Nguyễn Việt Tiến et al., 2001) et 80 % de l'expansion de la superficie consacrée à la culture du café se trouvent dans les provinces des Plateaux centraux (Lê Trọng Cúc, 2002). Le *Việt Nam* est ainsi devenu le deuxième principal exportateur de café du monde (par le volume) en 2000, mais loin derrière le Brésil.

Figure II.7 : Viêt Nam. La croissance de la superficie des principales cultures pérennes commerciales, 1961-2005



Source : FAOSTAT

L'exploitation forestière et la collecte de bois de chauffage

La coupe commerciale, réalisée par les entreprises de l'État, est une cause importante de la déforestation. Ce bois est souvent destiné aux industries de la construction, aux mines et aux papetières (Tableau II.5). Ces dernières, et principalement l'usine papetière de *Bãi Bàng*, exploitent une grande zone¹⁵ afin de satisfaire leurs besoins en matières premières. En effet, cette usine a eu un impact considérable sur l'ensemble du couvert forestier de la région puisque, de 1982 à 1992, elle a déboisé quelque 90 000 ha de forêt afin de s'approvisionner (De Koninck, 1997). Cette coupe commerciale n'est toutefois pas la première cause de la déforestation et elle pourrait même avoir des effets positifs en facilitant la régénération de la forêt, à condition que la coupe à blanc reste interdite partout. Le problème, c'est que la coupe commerciale vient généralement se greffer au principal facteur de déforestation, à savoir la colonisation agricole (Roche & De Koninck, 2001).

Tableau II.5 : La production de bois commercial et de bois de combustion, 1930-2000

	Bois commercial (1000 m ³)				Bois de combustion (1000 stères)			
	1930	1991	1995	2000	1930	1991	1995	2000
Tout le pays	585	3 210	2 793	2 570	1 557	30 237	29 828	24 842
Montagnes du Nord	-	1 253	826	865	-	16 818	13 356	12 229
<i>Tây Nguyên</i>	-	767	415	372	-	2 668	2 708	1 549

Source : Annuaire statistique de l'Indochine, 1930-1931, Hanoi, Imprimerie d'Extrême Orient; GSO.

¹⁵ Cette zone comprend cinq provinces du Nord du pays : *Phù Thọ*, *Yên Bái*, *Tuyên Quang*, *Hà Giang* et *Lào Cai*.

Le bois de combustion est d'une grande utilité pour plusieurs activités comme la cuisson et la production de briques, de chaux vive, de tabac et de sucre. Il est par contre relativement difficile d'estimer les quantités coupées (Roche & De Koninck, 2001). La production du bois de combustion comme celle du bois commercial a beaucoup augmenté entre les années 1930 et les années 1990. Celle du bois commercial a quintuplé alors que celle du bois de combustion a presque été multipliée par vingt (Tableau II.5). De 1991 à 2000, la production a diminué dans les deux cas. Cependant, l'exploitation illégale était répandue, quoique difficile à évaluer avec précision. En fait, chaque année, des milliers de mètres cubes de bois commercial ont été saisis par les gardes forestiers (MADR, 2001).

4.2. Les conséquences

La déforestation

« s'accompagne d'un processus tout aussi inquiétant, qui affecte non seulement le Viêt Nam mais aussi d'autres pays de la région [...] En effet, alors qu'une proportion non négligeable des forêts fait place aux cultures pérennes, une autre au moins tout aussi importante est laissée en friche, souvent après quelques années de culture; les terres sont ensuite abandonnées, ce qui mène souvent à l'érosion et au lessivage excessif des sols, qui deviennent littéralement dénudés » (De Koninck, 1997, p. 9).

Une étude portant sur l'érosion hydraulique affectant des terrains soumis au brûlis dans le Nord-Ouest du *Viêt Nam* a indiqué que la perte des sols de surface est, en fonction des conditions de topographie et de couvert végétal, de 1 à 1,5 cm par année tandis qu'on sait que pour créer une couche de terre de 1 cm, il faut de 100 ans à 400 ans (Trần An Phong et al., 1995). À l'échelle de la vie humaine, ce sol est perdu pour longtemps. En revanche, sous le couvert forestier, l'érosion reste plus faible, jusqu'à 50 fois moins importantes qu'avec d'autres types d'utilisation du sol (Tableau II.6).

Tableau II.6 : L'impact de l'utilisation des terres sur l'érosion (types de pente : 15-25 degrés, régions montagnardes du Nord et Tây Nguyên)

Type d'utilisation du sol	Érosion (tonnes par ha par an)
Couvert herbeux naturel (savane)	150 – 235
Manioc ou riziculture sur brûlis	175 – 260
Cultures commerciales arbustives : caféier, théier	22 – 70
Couvert forestier	3 – 12

Source : Trần An Phong et al., 1995

Bien que le sol se dégrade en permanence, le phénomène est difficile à observer à court terme. Quoi qu'il en soit, les sols sont lessivés, ce qui entraîne une diminution de leur teneur en matières nutritionnelles. En 1994, plus de 13 millions d'hectares (Lê Bá Thảo, 1998, p. 99), soit quelque 40 % de la superficie totale du Vietnam, étaient affectés par ce phénomène.

En plus de l'érosion et de la perte de qualité des sols, la déforestation au *Việt Nam* entraîne également une diminution de la biodiversité (Lê Bá Thảo, 1998).

« During this century [de 1990 à 1999], the Sumatran rhinoceros, sika deer, Eld's deer, kouprey, wild buffalo, Edwards' pheasant, and probably the Malayan tapir have already become locally extinct. Without urgent conservation action, the following fauna species are facing certain extinction in Vietnam: banting, Javan rhinoceros, tiger, Asian elephant, and the saola. Among the resident forest birds most prone to extinction are large waterbirds and Galliformes, including the white-shouldered ibis, imperial pheasant, Vietnamese pheasant, green peafowl, and orange-necked partridge. Many valuable plants are becoming scarce and some are in danger of extinction. Of endemic species, 28% of the mammals, 10% of the birds, and 21% of the amphibians and reptiles endemic to Vietnam are currently listed as endangered species » (MSTE, 1999, p. 2).

Ces conséquences négatives sont de plus en plus nombreuses et prennent maintenant la forme de catastrophes naturelles difficiles à prévoir, ce qui menace l'environnement et la vie humaine (Lê Bá Thảo, 1998, p. 100). On a aussi relevé, au cours des dernières années, une augmentation des eaux de crues dans les régions montagneuses et des inondations importantes dans les basses terres. La déforestation dans les *Tây Nguyên* est considérée comme l'une des principales causes des inondations et des glissements de terrain qui ont affecté en 1999 la région littorale du Centre du *Việt Nam* (De Koninck, 2000), et plus particulièrement les provinces de *Thừa Thiên - Huế* et *Đà Nẵng*. Ces événements ont provoqué la mort de plus de 600 personnes et des pertes évaluées à des centaines de millions de dollars américains. On estime aussi que la perte du couvert forestier du bassin de la rivière Noire (*sông Đà* en vietnamien) a accéléré l'envasement du réservoir de l'usine hydro-électrique de *Hòa Bình*, ce qui réduira probablement sa durée de vie de 250 à 100 ans (Sikor & O'Rourke, 1996, p. 613).

5. La révolution

La création, l'existence et l'expansion du *Việt Nam* sont étroitement liées à l'esprit de lutte opiniâtre des peuples vietnamiens contre des forces étrangères. « Rares sont les peuples ayant autant lutté pour leur indépendance que le peuple vietnamien » (De Koninck, 2005a, p. 304). Ils ont vaincu la domination très longue (plus de 1 000 ans) de la Chine des Han, la puissance coloniale française, l'intervention de l'armée américaine, et même résisté à une incursion des forces chinoises en 1979. La conséquence de ces faits historiques a été la transformation des institutions et de la culture même des Vietnamiens. Cette dernière a été irrémédiablement marquée, ces événements représentant autant de facteurs décisifs ayant notamment contribué à la dynamique migratoire au *Việt Nam* (Khổng Diễm, 1995; Dang Nguyen Anh, 2001; Hardy, 2003; De Koninck, 2005a).

5.1. Régimes féodaux (avant 1858)

Comme les autres ethnies montagnardes, les ancêtres des *Việt* (ou *Kinh*) actuels se trouvaient dans les régions montagnardes. La première Nation *Việt*, fut fondée par le roi Hùng, et portait le nom de *Văn Lang* (2879 - 258 av. J.-C.). On trouve la trace de la capitale de cette première Nation à *Phong Châu* dans la province montagnarde de *Phủ Thọ* (Phan Huy Lê et al., 1997). Le roi Thục An Dương Vương (De 257 – 258 av. J.-C.) succéda au roi Hùng et fonda le royaume *Âu Lạc* dont le capital était *Cổ Loa* (district de *Đông Anh, Hà Nội* actuellement). En 208 av. J.-C., Triệu Đà créa le royaume *Nam Việt* dans la région de *Phúc Kiến* (Guangdong de la Chine actuelle) et annexa le domaine *Âu Lạc*. Moins d'un siècle plus tard, en 111 av. J.-C., les Han de la Chine absorbèrent le royaume de Triệu Đà et commencèrent à dominer le royaume *Việt* pour une longue période qui dura plus d'un millénaire, malgré de fréquentes révoltes dont celles célèbres des Hai Bà Trưng (les Deux Sœurs Trưng) (40 – 43), de Bà Triệu (248), de Lý Bí (542 - 602). Ainsi, les institutions, la culture et la religion chinoises ont commencé à imbiber graduellement la société vietnamienne et l'ont évidemment influencée de plusieurs façons : 1) des mots chinois ont été adoptés dans la langue vietnamienne. 2) le taoïsme, le bouddhisme et particulièrement le confucianisme se sont mélangés avec la culture traditionnelle vietnamienne (Nguyễn Khắc Viện, 1999; Jamieson et al., 1998, p. 11; Saleminck, 2003, pp. 24-25; De Koninck, 2005a, p. 48).

La victoire de Ngô Quyền en 939 fut un point de repère important dans l'histoire du *Việt Nam*. Elle a mis le point final à plus de mille ans de domination des régimes impériaux chinois, le nom d'*An Nam* ayant été définitivement abandonné (ce nom avait été donné par la dynastie chinoise des Tang (618-907)) pour désigner les territoires des bassins versants du fleuve Rouge, des rivières *Mã, Lam*. Ces derniers territoires furent à ce moment restaurés en qualité de pays souverain. Cette période a ouvert une nouvelle ère : celle de l'indépendance et de l'autonomie. Cependant, jusqu'avant la période de domination européenne qui dura presque un siècle, l'évolution de ce pays fut très complexe. Quelques caractéristiques de cette période doivent être soulignées. 1) Les régimes féodaux ont changé plusieurs fois (Lê Thành Khôi, 1981). Accompagnant parfois ces changements des règnes, il y a aussi eu les déplacements de leur capitale afin d'arrimer l'administration et la défense du pays : de *Cổ Loa (Đông Anh, Hà Nội* actuellement) à *Hoa Lư (Hoa Lư, Ninh Bình)* en 968, à *Thăng Long (Hà Nội)* en 1010, à *Tây Giai (Vĩnh Lộc, Thanh Hóa)* en 1396, à *Thăng Long* en 1428, à *Phủ Xuân (Huế)* en 1687.¹⁶ 2) Les institutions de l'État ont été fortement influencées par le modèle de la société féodale chinoise. Cela a forgé la résistance du peuple vietnamien, mais à travers les luttes entre divers groupes féodaux, les guerres civiles et le spectacle douloureux de la dispersion des familles. 3) Cette force s'est manifestée par les victoires des *Việt* non seulement pour lutter contre les invasions chinoises, mais aussi pour élargir le territoire vers le sud aux dépens du royaumes *Chàm (Cham)* et ensuite des *Khơ me (Khmers)*. 4) Les États féodaux ont favorisé le développement des systèmes hydrauliques agricoles, impliquant parfois la construction d'immenses digues, le défrichement des terres, la création des nouveaux villages et des centres commerciaux et culturels dont *Thăng Long (Hà Nội* actuel). Cette dernière fut traditionnellement et demeure toujours au cœur du domaine *việt*.

5.2. Colonisation française (1858 – 1954)

En 1858, les Français s'emparèrent de Tourane (actuellement appelée *Đà Nẵng* – une ville du centre *Việt Nam*, au sud de *Huế*). Avant la fin du XIX^e siècle, ils avaient conquis la totalité de l'empire d'Annam sur lequel ils exercèrent leur

¹⁶ *Hà Nội* a été re-choisi comme la capitale de l'Indochine coloniale de 1902 à 1954. Elle devient capitale de la République démocratique du *Việt Nam* (Nord) de 1954 à 1975 et le demeure dans la République socialiste du *Việt Nam* après la réunification du pays en 1975.

domination jusqu'en 1954. Après plus de 200 ans, *Hà Nội* a été choisie à nouveau comme la capitale non seulement du *Việt Nam* mais aussi de l'Indochine.

Pendant la période coloniale, les Français ont établi des plantations, élargi des régions urbaines, particulièrement *Sài Gòn*, *Hà Nội* et *Hải Phòng*, développé le réseau de chemins de fer et l'industrie minière, etc. Cependant, l'arrivée des Français au *Việt Nam* n'avait signifié qu'un changement dans la façon de gouverner le pays; la structure de l'économie n'a pas été radicalement modifiée (Trần Dac Dân, 2002).

« Until the mid-1940s, Vietnam remained an extremely impoverished and backward agricultural country, Over 90 % of the Vietnamese population lived in the countryside, but nearly 60 % of peasant households did not own even "one inch of land", The indigenous landlord class, which comprised roughly 2-3 % of the population, owned over 52 % of the farmland in the whole country, This imbalance was in addition to the hundreds of thousands of hectares of fertile farmland in the hands of French plantation owners, Due to the lack of land, the poor peasants had to work for the landlords, or to lease land from them and pay a land rent equal to around 50-75 % of the total crop, In order to survive the lean months and the catastrophes of life they also had to burden themselves with loans from the rich people at exorbitant rates of interest » (Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000, p. 10),

Dans ce contexte et en profitant systématiquement du déclin des Français après la Deuxième Guerre mondiale, le parti *Việt Minh* (Ligue pour l'indépendance du *Việt Nam*, fondée et dirigée par le leader révolutionnaire HỒ Chí Minh), prédécesseur du Parti communiste vietnamien (PCV) actuel, a conduit une partie de la population à s'insurger, à arracher le pouvoir aux Français et à proclamer l'indépendance le 2 septembre 1945. En 1954, la puissance coloniale a totalement perdu sa domination sur l'Indochine après la victoire, la même année, des forces révolutionnaires et nationalistes à la bataille de *Điện Biên Phủ*, une forteresse située au Nord-Ouest du pays, à proximité de la frontière laotienne.

5.3. L'intervention des États-Unis (1954 – 1975)

Suite à la victoire du *Việt Nam* contre les forces françaises, le pays fut divisé en deux; le Nord est devenu la République démocratique du *Việt Nam* (RDV) et a été appuyé par des pays communistes, surtout l'Union soviétique et la Chine. En 1955, le Sud est devenu la République du *Việt Nam* (RV), fortement appuyée par les États-Unis.

Si le *Việt Minh* mena la lutte d'indépendance de 1945 à 1954, le Front national de libération (FNL) a été créé dans le but de réunifier le Sud (*Nam Bộ*) avec le Nord. Appuyé par la République démocratique du *Việt Nam* et l'idéologie de la *chiến tranh nhân dân* (la guerre populaire), le FNL s'est fortement développé, particulièrement dans les campagnes où il pouvait compter sur le soutien et l'aide logistique des paysans. Le FLN a également réalisé de nombreuses opérations militaires pour renverser le gouvernement de la RV.

Dès le début des années 1960, la RV faisait face au risque d'effondrement. Pour soutenir son allié et, plus largement, enrayer « le flot rouge » en Asie du Sud-Est, les États-Unis ont alors décidé d'y envoyer leurs troupes. Comme la guerre au *Việt Nam* en était une pour le contrôle de la population (Huntington, 1968, p. 650), les forces armées des États-Unis et de la RV ont mis en place des mesures visant le contrôle de la population. Il y eut notamment : le développement des centres urbains et la création des *ấp chiến lược* (hameaux stratégiques) qui visaient à isoler les paysans des combattants communistes. Les conséquences de ces mesures sont venues s'ajouter aux grands défis socioéconomiques auxquels ont été confrontés l'autorité et le peuple vietnamien après la fin de la guerre.

5.4. La réunification (après 1975)

Le 30 avril 1975, le *Việt Nam* a été réunifié. Cependant, la paix n'apparaissait pas facile. Le conflit avec les Khmers rouges a provoqué une situation où les Vietnamiens se sentaient toujours menacés, ce qui compromettait aussi les plans d'expansion agricole de quelque 1,2 millions de Vietnamiens dans la région frontière du Sud-Ouest (Donnell, 1980, p. 20). Pour en finir avec le régime des Khmers rouges, dont l'hostilité antivietnamienne atteignait un paroxysme au début de l'année 1979, l'armée du *Việt Nam* est entrée au Cambodge et a repoussé les forces khmères rouges vers les régions montagneuses du Nord et de l'Ouest. Un gouvernement provietnamien a ensuite été installé dans la capitale de Phnom Penh et l'armée vietnamienne est demeurée au Cambodge jusqu'en 1989 (Salemink, 2003, p. 261).

Le 17 février 1979, afin d'aider ses alliés cambodgiens, la Chine, autrefois alliée du *Việt Nam*, a effectué une courte mais ferme intrusion militaire au nord du *Việt Nam*. Il s'agissait de « donner une leçon au *Việt Nam* », selon le président chinois, Deng

Xiaoping. Ainsi, une nouvelle bataille a commencé dans les régions limitrophes du Nord du *Việt Nam*. Après un mois, le 18 mars de la même année 1979, la majorité des troupes chinoises s'est retirée, mais les hostilités se sont poursuivies dans quelques endroits. Il a fallu attendre l'année 1992 pour que les relations entre les deux pays se normalisent.

De plus, la résistance des ethnies minoritaires a freiné la progression des *Kinh* (ethnie majoritaire) venus des basses terres pour peupler et contrôler les Plateaux centraux. Le FULRO en particulier (le Front unifié de la lutte des races opprimées), une organisation politique et militaire composée de quelques minorités ethniques des *Tây Nguyên* - formée en 1964 afin de revendiquer leur autonomie - a offert une forte résistance. Après la chute de la République du *Việt Nam* et « *the Communist takeover, FULRO ranks soon swelled because of Montagnard dissatisfaction over the issues of autonomy, sedentarization, New Economic Zones and re-education* » (Saleminck, 2003, p. 262). Finalement, dû au manque d'appui d'éventuels alliés extérieurs et aux diverses pressions tant politiques que militaires, au mois d'août 1992 les derniers guerriers du FULRO ont remis leurs armes aux forces de l'Autorité transitoire de l'ONU au Cambodge. Cette reddition mit un point final à l'organisation.

6. Les réformes dans le milieu rural

6.1. La collectivisation de 1954 à 1986

« Depuis les années 50, on a appliqué une forme d'organisation basée sur la propriété publique, un système de planification centralisée assorti de fortes subventions du gouvernement, un système de distribution égalitaire fondé surtout sur la motivation morale combinée à une certaine dose d'intéressement matériel, enfin un système collectiviste dans l'agriculture » (Đào Thê Tuấn, 1998, p. 114).

Dès l'indépendance dans le Nord (1954), comme une récompense pour les efforts des paysans pendant la Première Guerre indochinoise (Pingali & Vo Tong Xuan, 1992, p. 701), la nouvelle RSV a mené une réforme importante de la terre. La politique « la terre aux cultivateurs » a été réalisée par la confiscation des terres auprès des colonialistes et des propriétaires terriens et ensuite par leur distribution aux paysans sans terres (Vuong Xuân Tinh, 2001, p. 266). Vers la fin de l'année 1957, 810 000 ha ou 37 % des terres cultivables du Nord ont été distribués à 2 104 000 foyers paysans

(Pingali & Vo Tong Xuan, 1992, p. 701). Cette politique a engendré une augmentation considérable de la productivité agricole (Nguyễn Sinh Cúc, 1995).

Cependant, cette réforme agraire a été modifiée. Vers la fin des années 1950, la terre que les paysans avaient reçue a été peu à peu collectivisée soi-disant pour améliorer davantage la production agricole et respecter les principes du socialisme dont la propriété collective des moyens de production, ce qui comprend particulièrement la terre (Vo Thành Sơn, 2001, p. 21).

De 1958 à 1960, la collectivisation fut menée très rapidement (Tableau II.7), le nombre de foyers ruraux concernés passant de 0,04 million à 2,4 millions. En 1960, cela représentait près de 85 % du total des foyers paysans qui occupaient 68 % du total des terres agricoles du Nord du *Việt Nam* (Nguyễn Sinh Cúc, 1995, p. 18). Malheureusement, la vitesse de la collectivisation n'a pas augmenté le rendement vivrier. Au contraire, la production a été réduite de plus d'un million de tonnes, soit de 5,7 millions de tonnes en 1959 à 4,69 en 1960 (Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000, p. 12).

Tableau II.7 : *Việt Nam*. L'évolution de la collectivisation agricole au Nord, 1958-1960

Proportion des foyers paysans intégrés aux coopératives agricoles	Année		
	1958	1959	1960
(%)	17,7	45,4	85,4

Note : Pour cette période, les coopératives agricoles ont été classifiées à « bas niveaux », caractérisées ainsi : 1) le foyer paysan a encore le droit de propriété des moyens de production; 2) tous les travaux sont effectués selon un plan commun de la coopérative; 3) la distribution des revenus aux membres de la coopérative est basée sur la proportion des moyens de production (terre, bétail, machines...) que les membres ont contribués à la coopérative, et sur des points de travail, calculés en fonction de la qualité du travail fourni par les membres lors de la production des produits agricoles (Pingali et Vo Tong Xuan, 1992, p. 702).

Source : Nguyễn Sinh Cúc, 1995

En dépit des déclins significatifs du rendement, l'investissement dans les infrastructures rurales (l'électricité, la machinerie, l'école et les services de santé) pour la période de 1961 à 1965 a crû presque quatre fois par rapport aux cinq années précédentes (Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000, p. 12). À la fin de l'année 1965, au Nord, plus de 90 % des foyers paysans adhéraient aux coopératives. Cependant, « *in none of these five years did the production of food and foodstuffs attain the levels of 1959* » (*ibid.*). Considérées comme des coopératives à « haut niveau », leurs

caractéristiques fondamentales étaient que les moyens de production avaient été collectivisés et que les membres recevaient uniquement des revenus issus des points de travail (Pingali & Vo Tong Xuan, 1992; Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000; Vo Thành Sơn, 2001).

Malheureusement, le déclin de l'agriculture coopérative s'est poursuivi pendant la période suivante, de 1966 à 1975, celle où la Deuxième Guerre indochinoise était plus intense, jusqu'à atteindre un niveau de crise. Le gouvernement a dû importer une quantité croissante de vivres : de 0,4 million de tonnes en 1966 à 1,5 million en 1974 pour combler le déficit en vivres (Vo Thành Sơn, 2001, p. 22).

Quelques chercheurs ont jugé que la cause fondamentale de l'échec de la collectivisation agricole était vraisemblablement cette guerre (Đào Thê Tuân, 1998, p. 116 ; Vo Thành Sơn, 2001, p. 22). Mais cet argument n'est pas convaincant. En fait, la collectivisation agricole a connu au Nord du *Việt Nam* les mêmes échecs que dans les autres pays socialistes, comme la Chine et les pays du Bloc de l'Est (Pingali & Vo Tong Xuan, 1992, p. 702).

« It is noteworthy that income from the collective economy, which was now conducted on 95 percent of the cooperative farmland, made up no more than 30-40 percent of the co-op members' total income [; en même temps,] the household subsidiary economy, conducted on only 5 percent of farmland with part-time labor, provided the peasants with 60-70 percent of their earnings » (Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000, p. 12).

Par ailleurs, il faut noter que la collectivisation agricole a été réalisée dans un contexte de guerre. Cette politique a créé des conditions favorables afin de mobiliser tant les forces humaines que les ressources matérielles pour le front par des slogans connus comme : « Tous pour le front, tous pour la victoire contre les envahisseurs américains » (*tất cả cho tiền tuyến, tất cả để đánh thắng giặc Mỹ xâm lược*). Ou : « Chaque personne travaille doublement pour le Sud parent » (*mỗi người làm việc bằng hai vì miền nam ruột thịt*). Ou encore : « Ne pas manquer un kg de paddy; ne pas manquer un soldat » (*thóc không thiếu một cân; quân không thiếu một người*)...

Dès la réunification du pays en 1975, bien que le modèle de la coopérative agricole ait été un échec dans le Nord en matière de rendement économique, les décideurs ont continué à développer ce modèle non seulement dans le Nord mais aussi lors de la « marche vers le Sud » (Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000). De plus, cette

décision de développer le modèle coopératif a été consolidée par une attitude subjective après les victoires contre les deux grands empires (France et États-Unis). Pour la période de 1976-1980, l'investissement de l'État dans l'agriculture a occupé une proportion considérable (19-23 %) du total des investissements dans la production matérielle. En 1980, la dimension d'une coopérative agricole quant aux nombres de foyers paysans et à la superficie cultivée a été multipliée de deux à 2,5 par rapport à l'année 1975 (*ibid.*)

Malgré ces efforts, en 1980, le processus de collectivisation agricole entre dans un cul-de-sac et fait face à un grand nombre de problèmes, puisque la plupart des coopératives du pays sont en faillite et existent seulement sur papier (Dào Thê Tuân, 1998, p. 113; Vo Thành Sơn, 2001, p. 27). Dans le Sud,

« during the years immediately preceding reunification, the southern provinces were producing around 7 million tons of paddy per year. For the years immediately after reunification, southern rice output dropped to around 6 million tons, returning to 7 million tons only toward 1980 » (Pingali & Vo Tong Xuan, 1992, p. 706).

Les causes principales de la faillite des coopératives agricoles sont : 1) la rapidité des transformations des coopératives d'une échelle villageoise à une échelle multivillageoise, ainsi que la collectivisation totale des terres et des autres moyens de production des paysans; 2) les principes égalitaires de répartition des produits agricoles au sein des coopératives, incluant les vivres; 3) le caractère arbitraire et l'inefficacité des investissements dans le domaine des infrastructures agricoles (Vo Thành Sơn, 2001); 4) le non-respect du principe de l'adhésion volontaire des paysans aux coopératives.

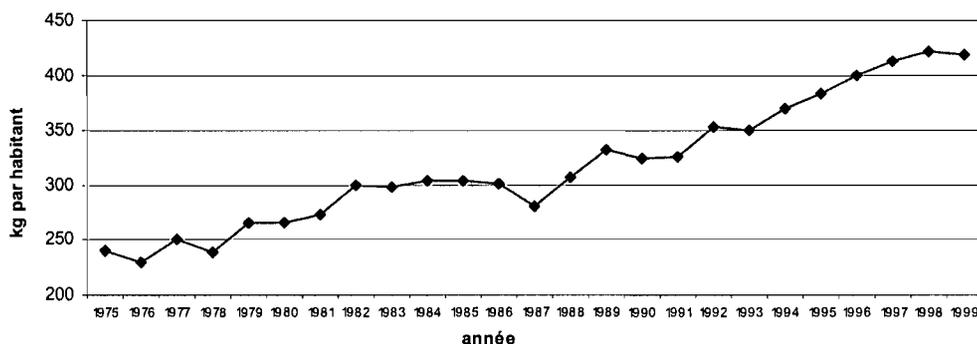
Devant la situation sans issue du modèle de la coopérative agricole et le manque sérieux de vivres, le Comité central du Parti émet, en avril 1981, la Directive n° 100 CT/TW, ou le « contrat de produit aux groupes et aux personnes de travail », ou bien le « forfait de production 100 » (*khoán 100* en vietnamien). Désormais, les paysans bénéficient de droits de gestion dans quelques étapes du processus de production (la plantation, les soins et les récoltes¹⁷). Les produits agricoles sont encore distribués en

¹⁷ Les cinq autres étapes (la préparation de terres, l'ensemencement, l'irrigation, le contrôle d'insectes nuisibles et la protection végétale) sont encore confiées à la coopérative.

fonction de points de travail accumulés, mais les paysans peuvent garder, faire circuler et échanger des produits en surplus qu'ils ont produits selon un contrat signé précédemment avec la coopérative (Vo Thành Sơn, 2001, Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000).

L'introduction du système du « forfait de production 100 » a eu un impact significatif sur la production vivrière de 1981 à 1985 : 16,9 millions de tonnes par an, contre 13,4 millions pour la période quinquennale précédente. Malgré la croissance démographique, la sécurité des approvisionnements a commencé à être garantie alors que le seuil de rendement alimentaire par habitant était supérieur à 300 kg (Figure II.8). Toutefois, dès 1984, la production agricole a recommencé à stagner, puis a diminué. Une telle réforme ne fut pas durable. Pourquoi ? Parce que 1) l'administration des coopératives était encore lourde et bureaucratifiée; 2) les investissements auprès des paysans n'étaient pas adéquats alors que leur droit à la propriété de la terre ne fut pas garanti à long terme (Pingali & Vo Tong Xuan, 1992, p, 707); 3) le non-respect du gouvernement vis-à-vis de ses obligations contractuelles envers les paysans, car il « *was always extracting more surplus from farmers.* » (Dô Quy Toàn & Iyer, 2004, p. 5).

Figure II.8 : Việt Nam. Rendement vivrier par habitant, 1976-2000



Source : GSO; Lê Ngọc Vĩnh, 200?

Les conflits armés donc, mais également l'embargo imposé par les États-Unis après l'intervention vietnamienne au Cambodge à la fin des années 1970, le déclin du bloc socialiste et particulièrement le démantèlement de l'URSS, ainsi que la politique économique de planification centralisée ont placé le *Việt Nam* dans une situation très difficile. Bien que l'ambition des autorités ait été de « conduire le pays vers un futur plus lumineux », il était clair que plusieurs des objectifs n'ont pas été atteints (Jones, 1982). À la fin des années 1970, le *Việt Nam* était un pays pauvre, caractérisé par la

pénurie en vivres, la réduction du niveau de vie et le déclin de la production industrielle et agricole (Vo Thành Sơn, 2001, p. 18; Sunderlin & Huynh Thu Ba, 2005, p. 1). Ainsi, en 1978, le revenu moyen *per capita* n'était que de 170 \$É.-U.; la disponibilité moyenne en vivres se situait en dessous de 300 kg par habitant par an¹⁸ (Figure II.8). L'objectif de 21 millions de tonnes pour la production de nourriture en 1980, adoptée par l'Assemblée nationale le 28 décembre 1977, « *was drastically revised downward to 13,3 million tons after 1978, and [in] 1979 food production failed to reach 12 million tons* » (Jones, 1982, p. 788). Durant la première période des années 1980, quelques modifications à l'égard de la politique agricole ont mené des réussites modestes et de courte durée dans le secteur agricole. Hélas, cette période extrêmement difficile a été marquée par le départ de centaines de milliers de personnes qui ont quitté leur pays, les fameux « *boat people* ».

C'est dans un tel contexte que, lors du VI^e Congrès national en décembre 1986, le Parti a présenté sa nouvelle politique de *Đổi mới* (généralement traduit par « rénovation »), caractérisée par une libéralisation du commerce et une décollectivatisation progressive des terres cultivées. Notons que le *Đổi mới* venait confirmer un certain nombre d'échecs de la politique de planification centralisée (Barbieri et al., 1995, p. 627; Marsh & MacAulay, 2002).

6.2. La rénovation (*Đổi mới*) et les réajustements de la loi foncière après 1986

La politique de planification centralisée a étouffé le dynamisme et le développement de l'économie et avait aussi placé le gouvernement vietnamien dans une situation précaire après la réunification du pays en 1975.

C'est pour surmonter ces difficultés que les leaders communistes ont décidé en 1986 de lancer le *Đổi mới*. Cette politique se caractérise principalement par : 1) l'adoption d'une économie à plusieurs composantes égales en droit (État, coopératives et secteur privé); 2) l'institutionnalisation des droits de propriété de l'entreprise privée; 3) la réduction progressive du monopole de l'État dans le domaine commercial et,

¹⁸ Le seuil de 300 kg en vivres par habitant par an sert de référence puisqu'il correspond aux besoins en calories pour qu'une personne puisse vivre normalement (Lê Ngọc Vinh, 2007, p. 65). Cependant, ce seuil peut être plus élevé. Ainsi, l'économiste français Kherian propose un seuil de 350 kg, soit 337 kg de riz selon la norme de la WHO (Jones, 1982)

parallèlement, l'autonomisation des entreprises étatiques; et 4), particulièrement dans le secteur agricole, l'élimination du système des coopératives et la reconnaissance du foyer paysan comme une unité de production autonome (Résolution n° 10 du Parti communiste vietnamien (PCV) en avril 1988) (Lê Van Cuong et al., 1998, p. 37; Đào Thê Tuân, 1998; Boothroyd & Pham Xuân Nam, 2000).

La Résolution n° 10

« change radicalement l'organisation des coopératives agricoles en accordant la propriété des moyens de production aux membres de la collectivité et en reconnaissant les intérêts des paysans par une répartition rationnelle des produits agricoles. Concernant la propriété des moyens de production, et plus particulièrement les terres agricoles, les paysans ont le droit d'usage. Quant à la répartition des produits, ils possèdent tous les produits en provenance des rizières à forfait, après paiement de la taxe agricole et des impôts à la coopérative » (Vo Thành Sơn, 2001, pp. 25-26).

Toutefois, les paysans avaient seulement à ce moment obtenu le droit d'utilisation de la terre, sans possibilité de commercialiser ce droit (Dô Quy Toàn & Iyer, 2004).

Lorsque les paysans n'ont pas la propriété du sol ou une garantie raisonnable d'un accès à long terme pour l'exploitation de la terre, ils sont évidemment hésitants à investir leurs ressources et cette réalité concerne à la fois le domaine forestier et agricole. La Loi foncière de 1993 fut un grand pas vers l'accès à la propriété de la terre alors qu'elle accorda des droits d'utilisation plus longs. Selon cette loi, la terre est toujours détenue par le peuple vietnamien sous la surveillance et la responsabilité de l'État, mais les droits d'utilisation de la terre donnés aux paysans couvrent maintenant jusqu'à 20 ans pour les terres en cultures annuelles et de 30 à 50 ans pour les cultures pluriannuelles. Particulièrement, les utilisateurs ont cinq droits d'utilisation du sol : transmission, aliénation, location, succession et hypothèque. De cette façon, le *Việt Nam* est presque revenu au modèle de propriété des terres traditionnel après trois décades de collectivisation agricole.

La politique du *Đổi mới*, qui culmine en 1993 avec l'adoption par l'Assemblée nationale de cette nouvelle loi foncière, a créé un nouveau moteur de développement pour l'agriculture (Đào Thê Tuân, 1998). Tout à coup, entre 1989 à 1999, la production vivrière annuelle a augmenté d'environ cinq pour cent tandis que la croissance de la population a été de seulement deux pour cent par an. Anciennement un pays où la

population avait souvent peine à se nourrir, le *Việt Nam* est soudain devenu un exportateur net de riz se classant au deuxième ou troisième rang des exportateurs mondiaux. De plus, Đỗ Long & Vũ Dũng (2002) ont confirmé, dans une étude portant sur sept provinces rurales (*Yên Bái, Nam Định, Nghệ An, Bình Định, Lâm Đồng, Tây Ninh* et *Tiền Giang*), que plus de 85 % des paysans étaient heureux que ces droits concernant la propriété de la terre aient été mis en place.

Cependant, la régularisation des droits d'utilisation des terres, obtenue par l'émission des certificats de droit d'utilisation, se réalise trop lentement pour la terre forestière. En fait, cinq ans après la promulgation de la Loi foncière de 1993, en 1998, la directive n° 10-1998/CT-TTg du Gouvernement

« claims that 60 % of households with rights to 65 % of agricultural land have been issued certificates of title [...] Only 9,8 % of forest land (of which only one % is natural forest) has been allocated. Local authorities are having to grapple with the complex issues involved in marrying the terms of the 1993 Land Law with customary land-use patterns and rights. » (World Bank, 1998, pp. 35-36)

Jusqu'au milieu des années 2000, selon le vice-ministre Đặng Hùng Võ du ministère des Ressources et de l'Environnement, la délivrance des certificats du droit d'utilisation de la terre (CDUT) n'a atteint qu'environ 50 % pour les terres forestières et résidentielles, 60 % pour les terres à fonction commerciale ou industrielle et 80 % pour les terres vouées à la production agricole (Khiết Hưng, 2006).

Les raisons principales de la lenteur des progrès sont le manque d'informations sur l'utilisation des terres (Qui est le propriétaire? Quel est le but de l'utilisation? Sous quelle forme se présente la valeur des biens et de la terre?), le manque d'appui financier, de capacité et de volonté des fonctionnaires, de surveillance et, finalement, les conflits entre les différentes factions dirigeantes,... (Dô Quy Toàn & Iyer, 2004; Khiết Hưng, 2006). Concernant la forêt et la terre forestière où se concentrent des minorités ethniques, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR, 2001) a donné les raisons suivantes pour expliquer la situation : 1) l'utilisation d'une classification inadéquate rend fort ardue la distinction sur le terrain entre les terres agricoles et les terres forestières ainsi qu'entre les types de forêts; 2) au *Việt Nam*, la régularisation se base sur des cartes de planification d'utilisation du sol à l'échelle

communale. Toutefois, il n'y a que 25 % du total des communes qui possèdent de telles cartes; 3) les rôles des communautés et des femmes sont peu pris en considération.

Effectivement, la faible considération de ces rôles a réduit les possibilités de gestion de la forêt à long terme (MADR, 2001; Trần Đức Viên, 2002; Zingerli et al., 2002). Plusieurs groupes ethniques avaient des traditions de gestion communautaire de la forêt, mais ces techniques ne sont pas encore reconnues juridiquement. Pourtant, la forme de propriété communautaire existe toujours et il semble que la forêt s'en trouve mieux protégée que sous les autres formes de gestion (Trần Đức Viên, 2002). Dans plusieurs cas donc, les montagnards se réunissent après la réception du certificat du droit d'utilisation de la terre (CDUT), discutent, établissent le plan et gèrent ensemble la forêt et/ou la terre forestière. Cette forme de gestion est aussi appliquée par certains groupes de *Kinh*. Par exemple, les foyers *kinh* qui habitent au pied des montagnes du district de *Hạ Hòa* dans la province de *Phú Thọ* gèrent ensemble la forêt sur la montagne, car ils constatent que la perte de cette forêt s'accompagnera de celle de l'eau qui est essentielle à leur vie quotidienne et qui alimente les lacs dont ils se servent pour irriguer leurs rizières (Pham Thanh Hai, 2000).

À l'égard du rôle de la femme, le CDUT n'est remis qu'aux foyers dont l'homme est le chef (MADR, 2001). Mais, dans les milieux ruraux, la plupart des femmes font des travaux de toutes sortes et dans des champs d'activité de production très diversifiés comme la plantation, la récolte et le transport. De cette manière, les femmes sont dépouillées de leur droit de propriété de même que de leur droit à l'égalité. Inévitablement, cette situation a contribué à maintenir plusieurs femmes dans une situation précaire (Nguyen Van San & Gilmour, 2000). De plus, cette condition est contradictoire avec le droit marital et familial dans lequel l'égalité de la femme et de l'homme est reconnue. Heureusement, les amendements à la Loi foncière de 2003¹⁹ sont venus rectifier cette disposition absurde indiquant que dorénavant, « il faut mettre à la fois le nom de l'époux et celui de l'épouse dans le certificat du droit d'utilisation de la terre » (article 48).

¹⁹ Lors de la rédaction de ma thèse (2005-2008), les actes directifs de la loi foncière de 2003 étaient en train d'être déployés et la loi a vraiment commencé à être appliquée dans la société civile. Pour cette raison, le manque de données observables ne m'a pas permis d'évaluer l'impact de la loi sur la production agro-forestière dans cette étude.

6.3. La restructuration des entreprises agro-forestières étatiques

Jusqu'à présent, les impacts de la Résolution n° 10 se font sentir surtout dans les basses terres où prédominent les terres agricoles. Dans les hautes terres, les droits de propriété foncière des paysans ne sont pas encore reconnus adéquatement. Le modèle de propriété foncière étatique, représenté par les *Nông, Lâm trường Quốc doanh* (les entreprises étatiques agro-forestières - EEAF), domine toujours sur la plupart des superficies où se concentrent les paysans pauvres (<http://www.mpi.gov.vn>) et les ethnies minoritaires.

Les EEAF ont été créées au milieu des années 1950 dans la RDV au Nord, puis furent généralisées dans l'ensemble du pays après la réunification en 1975. En plus de 50 ans d'existence, les EEAF ont contribué grandement au développement des aires rurales et montagneuses. Elles continuent d'ailleurs à le faire par l'extension des terres cultivées dans les régions dites de terre « neuve », par la stimulation de l'établissement des zones de production agro-forestière marchande, par leur rôle central dans le progrès scientifique et technologique, et finalement par une consolidation de la sécurité et de la défense nationale (Résolution n° 28 du Bureau politique en 2003).

Toutefois, même si les EEAF sont privilégiées par le gouvernement pour l'attribution des droits d'exploitation des ressources, de l'obtention de crédit et qu'elles se retrouvent donc avec les terres de meilleure qualité et les mieux adaptées pour le développement agro-forestier, il n'en demeure pas moins que leur efficacité dans l'utilisation du sol est encore faible (Anonyme, 2006). De la même façon, bien que les entreprises étatiques agricoles (EEA) occupent une grande proportion des terres agricoles du pays (25 %), elles ne contribuent que pour une valeur très modeste au PIB (produit intérieur brut; soit pour seulement 1 %) (Tân Đức, 2006). Parmi les EEA, il n'y en a que quelques-unes dont les activités de production et de commerce soient efficaces. C'est le cas de celles de *Sông Hậu* et de la Compagnie générale du caoutchouc dans le Sud du pays (<http://www.mpi.gov.vn>).

Enfin, les problèmes concernant l'envahissement du territoire et les litiges concernant la terre sont nombreux et touchent à une diversité des droits d'exploitation des acteurs privés, coutumiers et étatiques sur une même parcelle : Quelque 300 000 ha font aujourd'hui l'objet des litiges dans l'ensemble du pays (Quôc Khanh, 2005).

Les EEAF gèrent encore la plus grande partie de la superficie totale du territoire dans les hautes terres de sorte que les projets de développement sont réalisés majoritairement sur leur territoire. Ces entreprises seront donc presque toujours les intermédiaires administratifs entre l'État et les paysans. Si les politiques nationales ne sont pas satisfaisantes pour les paysans, alors le développement socio-économique et la protection des ressources naturelles, notamment la forêt, ne seront pas efficaces et des conflits surgiront entre les entreprises d'État et les paysans. Cette situation survient fréquemment. Les conflits sont souvent reliés à l'attribution de contrats d'utilisation de la terre à court terme et à une approche de gestion par le haut, inadaptée aux réalités locales (MADR, 2001). Le programme 327, qui vise à reboiser les terres en friche, en est un exemple typique, regroupant toutes à la fois les caractéristiques suivantes : une mauvaise utilisation d'environ 50 % des crédits, des fonds insuffisants, des réglementations confuses et des conflits entre les populations et les organisations d'État locales (Trần Đức Viêt, 2002).

Toutefois, la structure des EEAF a été considérablement modifiée depuis le *Đổi mới*, et tout particulièrement depuis le début des années 1990. Selon cette politique, le gouvernement délègue la responsabilité de la plupart des EEAF aux autorités provinciales et change les principes d'organisation et de gestion de ces entreprises (Artemiev, 2003). Afin de les rendre plus efficaces et plus compétitives, le gouvernement a récemment adopté des décrets (187/1999/QĐ-TTg, 170/2004/NĐ-CP, 200/2004/NĐ-CP, etc.) concernant la modernisation et le développement des EEAF. Il expérimente également la privatisation du capital des EEAF, qui gèrent les forêts de protection et les terres agricoles. Le gouvernement prévoit aussi la disparition de celles parmi les EEAF dont le chiffre d'affaires a été en baisse pendant trois années consécutives et qui gèrent des terrains forestiers peu importants. La terre ainsi libérée sera attribuée aux paysans ou à des groupes. Néanmoins, la mise en œuvre des décisions du gouvernement n'est pas rapide. Au 15 novembre 2006, le vice-premier ministre Nguyễn Sinh Hùng continuait de demander à ses subordonnés de recenser, de réviser et d'indiquer tant la superficie que l'état d'utilisation du sol des EEAF (Anonyme, 2006).

Chapitre III

Migration : un phénomène de longue durée

Au *Việt Nam*, comme ailleurs en Asie du Sud-Est, la migration est un processus intimement associé à l'histoire et au développement. Tout autant, les caractéristiques du processus de la migration ont varié et varient toujours selon le contexte social et géographique. Bien que cette étude porte principalement sur la période post-1975, il est nécessaire de résumer l'histoire du processus migratoire vietnamien.

1. Avant la colonisation française (1860)

La migration au *Việt Nam* est évoquée par une légende traditionnelle du couple de *Âu Cơ* et *Lạc Long Quân*. Cette légende est très connue dans la société vietnamienne et est rattachée au processus de création du pays de *Văn Lang – Âu Lạc* dont *Phong Châu* était le chef-lieu, à la confluence des trois fleuves de *Lô*, *Đà* et *Hồng*. À partir de la moyenne région de *Phong Châu*, déjà considérée comme leur terre ancestrale, les peuples *Việt* (ou *Kinh*) se sont déplacés, suivant le fleuve Rouge (*sông Hồng*) et le fleuve Noir (*sông Đà*), vers *Cổ Loa*²⁰ en direction sud-est et ont essaimé sur la surface du delta du fleuve Rouge. Ils se sont peu à peu et continuellement intégrés avec des populations originaires de la région de *Nghệ An – Thanh Hóa* (Nguyễn Danh Phiệt, 1994b, p. 28). Ainsi, dès le III^e siècle av. J.-C., le territoire du pays occupait toute la plaine, avec une population d'environ un million de personnes (Lê Thành Khôi, 1981, p. 90; Trương Lai, 1998). Cette période historique a été marquée par les civilisations de *Phùng Nguyên* (vers ~ 2000), de *Đông Dâu* (~ 1500), de *Gò Mun* (~ 1000) et *Đông Sơn*. Cette dernière a été interrompue par une première invasion chinoise, vers le troisième siècle avant notre ère. La domination chinoise dura plus de mille ans, du III^e siècle av. J.-C. jusqu'à la victoire célèbre de Ngô Quyền en 939. À ce moment-là, selon les différents auteurs, le pays comptait quelques millions de foyers : entre 1 million, selon Hoàng Dong (2001, p. 13), à 3,1 millions selon Nguyễn Danh Phiệt (1994b, p. 27).

Tout au long de plus de mille ans d'histoire, lesquels sont encore bien mal connus (Papin, 2003, p. 16), de nombreux migrants sont venus en provenance du pays chinois féodal. Ils appartenaient à plusieurs catégories sociales : mandarins,

²⁰ *Cổ Loa* se trouve dans le district de *Đông Anh*, ville de *Hà Nội*.

commerçants, paysans, soldats, missionnaires, prisonniers, réfugiés, etc. Le poids démographique de ces migrants était cependant faible. Mais, au plan socioculturel, la société vietnamienne a assimilé un grand nombre d'éléments de la civilisation han (Condominas, 1978), tel que l'institution d'État, la religion, la croyance, la science, la technologie (Lê Thành Khôi, 1981).

Depuis le X^e siècle, la migration hors du pays *Đại Việt* indépendant a commencé à être organisée et encouragée par l'État vers les régions « sauvages », surtout forestières et marécageuses, lesquelles ont été progressivement intégrées à son territoire. En fait, la forêt était présente même à côté de la capitale du pays, *Thăng Long* (*Hà Nội* actuellement). On y trouvait encore des éléphants dans la zone de *Dâm Đàm* (l'actuel lac Ouest de *Hà Nội*). En 1044, le roi Lý Thái Tông y a organisé des chasses (Nguyễn Danh Phiệt, 1994a, p. 32). Dans de telles régions, surtout alluviales, riveraines et littorales, de nombreux villages et champs ont alors été établis (Nguyễn Thị Bích Hà, 2002, p. 43); pensons ici à la région de *Cửa Bồ* (cité municipale de *Thái Bình* actuellement), de *Nghĩa Hưng* (*Nam Định*), de *Bát Xá - Tam Nông* (district de *Hưng Hà*, province de *Thái Bình*) (Nguyễn Danh Phiệt, 1994a, p. 40).

Pour parvenir à de tels résultats, il fallut compter sur les efforts des paysans et de l'État, qui ont développé ensemble le système des ouvrages hydrauliques, en particulier la construction des digues. Ce système était très important non seulement pour protéger les villages et les champs, fruit du travail des paysans, mais aussi pour être un point d'appui d'où ils continuaient à défricher de nouvelles terres. Bel et bien construite pour ce rôle, la digue de *Hồng Đức*, dont le remblaiement a commencé en 1472, a permis la création de nombreux villages dans les régions des provinces actuelles de *Hà Nam*, de *Nam Định* et de *Ninh Bình* (Phan Đại Doãn, 1994, p. 68; Phan Đại Doãn & Cao Văn Biền, 1994, p. 110).

Depuis le XI^e siècle, la migration des *Việt* a commencé à franchir le chaînon de *Hoành Sơn* (ou « chaînon transversal »), ce qui contribua alors à étendre leur territoire vers le Sud (Lê Thành Khôi, 1981, p. 167). Cette *nam tiến* ou la marche vers le Sud « constitue la trame de leur histoire, c'est essentiellement la conquête de nouvelles terres par un peuple d'agriculteurs qui ne trouvèrent devant eux qu'une population semi-sédentaire de chasseurs et de marins. » (*ibid.*, p. 163).

Par la suite, parfois l'extension se faisait grâce à une politique d'alliances (*ibid.*); la migration a été fréquemment réalisée suite aux activités militaires de l'État des *Việt*. Par exemple, en 1402, après la conquête des régions de *Chiêm Động* (*Quảng Nam* actuellement) et de *Cố Lũy* (*Quảng Ngãi*) du pays champa, le roi Hồ Quý Ly a nommé des mandarins pour ce nouveau territoire, y a ensuite fait envoyer des paysans sans terre et leur a distribué des terres (*Đại Việt sử ký toàn thư*, Vol. II, p. 205, cité de Nguyễn Danh Phiệt, 1994a, p. 44).

Depuis le XV^e siècle, sous la dynastie *Lê*, le type de déplacement de population sous forme des colonies militaires (*đồn điền*), « *involving soldier-peasants, became more and more frequent* » (De Koninck, 1996, p. 243). Cette forme de migration a aidé les *Việt* à conquérir le territoire méridional d'une façon rapide et efficace (*ibid.*). Cela a contribué non seulement à mettre en valeur des espaces vierges pour répondre à l'accroissement démographique (Lê Thành Khôi, 1981, p. 178), mais, chose plus importante encore, à élargir le territoire des *Kinh*.

À partir du XVI^e siècle, l'État de *Lê* se mit à décliner. Il eut à affronter de nombreuses insurrections de paysans dans le Nord, telles que Trần Cao (1516-1521) et particulièrement Mạc Đăng Dung (1527-1592). Cette situation a poussé des paysans des deltas du Nord à se déplacer spontanément vers la région de *Thuận Hóa* (la région actuelle allant de la province de *Quảng Bình* à celle de *Quảng Ngãi*) où ne sévissait pas la guerre (Phan Đại Doãn & Cao Văn Biên, 1994, p. 86).

« Pendant les guerres des *Trinh* et des *Nguyễn* (1620-1802)²¹, beaucoup d'habitants, chassés par la misère et la famine, sont venus se fixer dans [le Sud] dont ils mirent en valeur les terres laissées à l'abandon par une population khmère clairsemée » (Lê Thành Khôi, 1981, p. 266). Parfois, les mouvements des Vietnamiens vers le Sud ont été ordonnés par les *Nguyễn* lorsqu'ils ont contraint un grand nombre de soldats des *Trịnh* ainsi que des paysans à se fixer dans le Sud. Ainsi, en 1648, après la capture de quelque 30 000 prisonniers de guerre du seigneur *Trịnh*, le seigneur *Nguyễn* les utilisa comme outil pour défricher des « terres neuves » dans son territoire du Sud (Khổng Diễm, 1995, p. 157). À la fin du XVII^e siècle, les *Việt* représentaient la majorité de la

²¹ À partir de 1620, le pays se scinde pratiquement en deux fiefs séparés par le rivièrre de *Gianh* : les *Trịnh* au Nord, les *Nguyễn* au Sud. « *Finally, in 1802, the former Nguyen emperor, Nguyen Anh, after having regained control of the south, was able to reunify the country* » (De Koninck, 1996, p. 245)

population dans la région de *Đông Nai* et *Cửu Long* (Phan Đại Doãn & Cao Văn Biền, 1994, p. 105). Ils y sont essentiellement venus d'abord sans l'intervention de l'État et ont transformé cette région inculte en terre fertile (Nguyễn Đình Đầu, 1992, p. 30). Puis « la Cour de Nguyễn a déclenché une campagne pour cette région afin de donner un statut politique vietnamien aux terrains déjà cultivés depuis longtemps par ses ressortissants » (Hardy, 1993 p. 10). À ce moment-là,

« la population [du Sud] était moins abondante que celle du Nord et le territoire s'étendait progressivement par la conquête jusqu'aux bouches du Mékong. La mise en valeur de ce delta fut favorisée par le régime régulier de ce fleuve qui permet la culture par le simple jeu des marées et qui n'exige aucune défense contre l'inondation. » (Lê Thành Khôi, 1981, p. 272)

Connu comme une grande superficie de terre « neuve » avec de nombreuses forêts de palétuviers et d'innombrables arroyos (*ibid.*, p. 266), le delta du Sud devint dès le tout début du XIX^e siècle un lieu crucial où furent appliquées des politiques migratoires. Ces politiques ont favorisé le défrichement de nouvelles terres ainsi que l'établissement de nouveaux villages. En fait, de 1802 à 1885, la Cour de Nguyễn a promulgué 25 décisions de défrichement, dont 16, ont eu lieu au Sud, deux au Nord, une au Centre et six concernant l'ensemble du pays (Không Diễn, 1991, p. 39). Les colonies agricoles (*dinh điền*) et les colonies militaires (*đồn điền*) ont été encouragées pour le défrichement et la création des nouveaux villages (Lê Thành Khôi, 1981, p. 373; Nguyễn Đình Đầu, 1992, p. 156; De Koninck, 1996, p. 245). Les unes étaient composées de pauvres, d'errants et de vagabonds; les autres comprenaient des soldats, des prisonniers de guerre ou des bannis, des paysans pauvres, des vagabonds; les deux types ont été dirigés par des fonctionnaires spéciaux (Lê Thành Khôi, 1981, p. 373; Nguyễn Thế Huệ, 1994, p. 147). L'État fournissait du bétail, des semences et des instruments de production (Nguyễn Thế Huệ, 1994, p. 146). Par cette mesure, l'État a pu : 1) développer la production et diminuer les dépenses militaires (Lê Thành Khôi, 1981, pp. 146-147); 2) réduire les difficultés sociales et répondre aux revendications paysannes (Nguyễn Thế Huệ, 1994; Nguyễn Thị Bích Hà, 2002) au moment où « *peasants were fleeing from the land and had to find work on large estates* » (De Koninck, 1996, p. 245); à cette époque, une bonne partie de la population rurale était écrasée d'impôts, subissant fréquemment des catastrophes naturelles (épidémies,

sécheresses, inondations); 3) redistribuer la population, surtout dans les régions de frontière (Nguyễn Thế Huệ, 1994, pp. 139, 145); 4) rééduquer les criminels par le travail (Nguyễn Đình Đầu, 1992).

Le développement des colonies militaires fut particulièrement réussi dans la région du delta du Mékong. Les cas les plus typiques étaient sous la direction de Nguyễn Văn Thoại et Nguyễn Tri Phương. Le premier, Nguyễn Văn Thoại, a organisé le creusement de nouveaux canaux, tels que *Tam Khê* en 1817, *Đông Xuyên* en 1818 et, tout particulièrement, en 1819, celui de *Vĩnh Tế* (nom de sa femme). Ce dernier s'étend sur plus de 100 km et est situé tout près du Cambodge actuel. Le système des canaux a joué un rôle important pour les communications, le développement économique, la sécurité, l'enlèvement de l'alun et la fourniture d'eaux dans une grande superficie de la région de *Rạch Giá, Hà Tiên* (Nguyễn Thế Huệ, 1994, pp. 150-151). Marchant sur les pas du premier, Nguyễn Tri Phương a en 1853 continué à appliquer la politique des colonies militaires dans les zones autour du canal de *Vĩnh Tế* des provinces de *Gia Định, Vĩnh Long, An Giang* et *Định Tường* (*ibid.*, p. 152). De telles politiques de la dynastie des *Nguyễn* (non plus seigneurie depuis 1802) constituèrent des conditions favorables à l'établissement des maisons, villages et champs des *Việt* (*ibid.*, pp. 150-151). Autrement dit le territoire des *Nguyễn* fut sans cesse étendu et consolidé par les migrants *việt*.

Limité par le golfe de Thaïlande, le mouvement de migration a alors changé de direction, passant de l'axe nord-sud, le long du littoral, à celui est-ouest, ou selon l'expression vietnamienne de *tây tiến* (la marche vers l'Ouest). La ville de Phnom Penh fut occupée par les soldats de l'empereur Minh Mạng en 1834. Mais cette *tây tiến* fut soudainement bloquée par les troupes françaises à compter du milieu du XIX^e siècle (Papin, 2003, p. 23).

Si la politique de la colonie militaire (*đồn điền*) fut réussie sous la direction de Nguyễn Văn Thoại et Nguyễn Tri Phương dans le delta du Mékong, c'est celle de la colonie agricole (*dinh điền*) qui fut particulièrement couronné de succès dans le delta du fleuve Rouge sous la direction de Nguyễn Công Trứ (Nguyễn Đình Đầu, 1992, p. 156). En 1828, sous le titre de mandarin-chef de la province de *An Hải*, il a pris l'initiative de recruter des paysans pauvres, sans terres ainsi que des vagabonds des régions du delta

du fleuve Rouge pour le défrichage et la création des nouveaux villages et champs. Pendant deux ans, de 1828 à 1829, lui et les paysans ont assuré la formation des deux nouveaux districts de *Kim Sơn* et *Tiền Hải* (appartenant respectivement aux provinces actuelles de *Ninh Bình* et de *Thái Bình*) (Nguyễn Thế Huệ, 1994, p. 154).

Malgré leur impressionnante expansion vers les basses terres jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les *Việt* s'étaient toutefois peu avancés vers les hautes terres.

« Le relief, peu propice à la pratique de la riziculture inondée, et donc à la présence de fortes densités de population, la plus faible qualité des sols en comparaison avec le delta, et la présence d'anophèles, vecteurs de la malaria, particulièrement dangereux, contribuaient à garder les *Việt* dans la plaine » (Gourou, 1965, tiré de Déry, 2004, pp. 28-29).

Certains ont dû s'y rendre, pour des raisons politiques principalement. C'est le cas de la famille *Mạc* et de ses mandarins qui ont dû se rendre dans la province montagneuse *Cao Bằng*, dans le Nord, afin d'éviter la poursuite du roi Lê après que, à l'aide des *Trịnh*, celui-ci ait repris son trône de *Mạc Đăng Dung* à la fin du XVI^e siècle (Phan Đại Doãn & Cao Văn Biền, 1994, p. 113). Un autre exemple concerne les Plateaux centraux (*Tây Nguyên*), lorsque les *Việt*, sous la direction des frères de *Tây Sơn*, y ont créé une base de résistance contre la Cour des *Nguyễn* à compter de la fin du XVIII^e siècle (Đặng Nghiêm Vạn, 1989, p. 83).

Donc, la migration de cette période est caractérisée par quatre éléments. Le premier consiste en une poursuite presque continue d'une politique dirigée, particulièrement le développement des ouvrages d'hydraulique : remblayage des digues au Nord et creusage des canaux au Sud. Le second correspond au rôle essentiel des colons-soldats (Trần Dac Dân, 2002; Nguyễn Thị Bích Hà, 2002). Le troisième consiste en un flux migratoire tant spontané qu'organisé principalement à partir du delta du fleuve Rouge et des bassins des rivières *Mã* et *Lam* vers le delta du Mékong, à plus de 2 000 km au sud, l'abondance en terre et en eau ayant été deux facteurs décisifs d'attraction pour les paysans (Phan Đại Doãn, 1994, p. 79). Autrement dit, le déplacement des paysans s'effectuait en général vers des nouvelles zones disposant de ressources en terre et en eau suffisantes pour « *permit paddy farming on a scale suited to the Vietnamese.* » (Hickey, 1982b, p. 146). Car « la vie du Vietnam, c'est la rizière. La civilisation est une civilisation du riz » (Masson, 1972, p. 87). La quatrième

caractéristique est la lenteur extrême de l'avancée des colons dans les hautes terres servant de refuge aux ethnies minoritaires (Hall, 1961, p. 11; De Koninck, 2005a, p. 49).

2. Durant la colonisation française (1858-1954)

Avec l'arrivée des Français, les caractéristiques de la migration au *Việt Nam* ont commencé à changer. La migration et l'expansion du territoire vers l'Ouest furent soudainement coincées par la construction frontalière politique des autorités coloniales françaises dans la péninsule (Papin, 2003, p. 23). Les déplacements des Vietnamiens étaient marqués par « le système économique colonial qui accélérât l'exploitation économique du pays au profit des compagnies capitalistes françaises » (Nguyễn Khắc Viêt, 1999, p. 178), notamment la production de matières premières (caoutchouc et charbon) destinées à l'exportation (Murray, 1980, p. 213). Ces matières premières étaient surtout réparties dans les régions peu densément peuplées, voire vides, pendant la période précoloniale. C'était le cas :

« Des grands charbonnages du Nord du Tonkin (Hông-gai et Đông-triêu) avec leur port charbonnier de Câm-pha [...], les plantations de caoutchouc des terres Rouges, dans [la Cochinchine], les plantations de la 'Moyenne région' du Tonkin » (Chesneaux, 1971, p. 75).

Alors, l'exploitation des ressources de ces régions nécessita le transfert d'une main-d'œuvre abondante, se chiffrant par milliers d'ouvriers.

Depuis longtemps déjà, les réserves de population de l'Indochine, et en particulier des deltas populeux du Tonkin et du Nord Annam, où la densité de la population rurale dépassait souvent 400 et même 500 habitants au km², sont apparues de bonne heure comme un réservoir de main-d'œuvre utilisable pour les régions peu densément occupées (Smolsky, 1928, p. 11; Gourou, 1965, pp. 216-217). « Dès 1878 on avait pensé à organiser l'envoi de coolies tonkinois sur les terres désertes de Cochinchine; les Espagnols avaient même eu l'idée de faire venir des coolies tonkinois aux Philippines » (Gourou, 1965, p. 217).

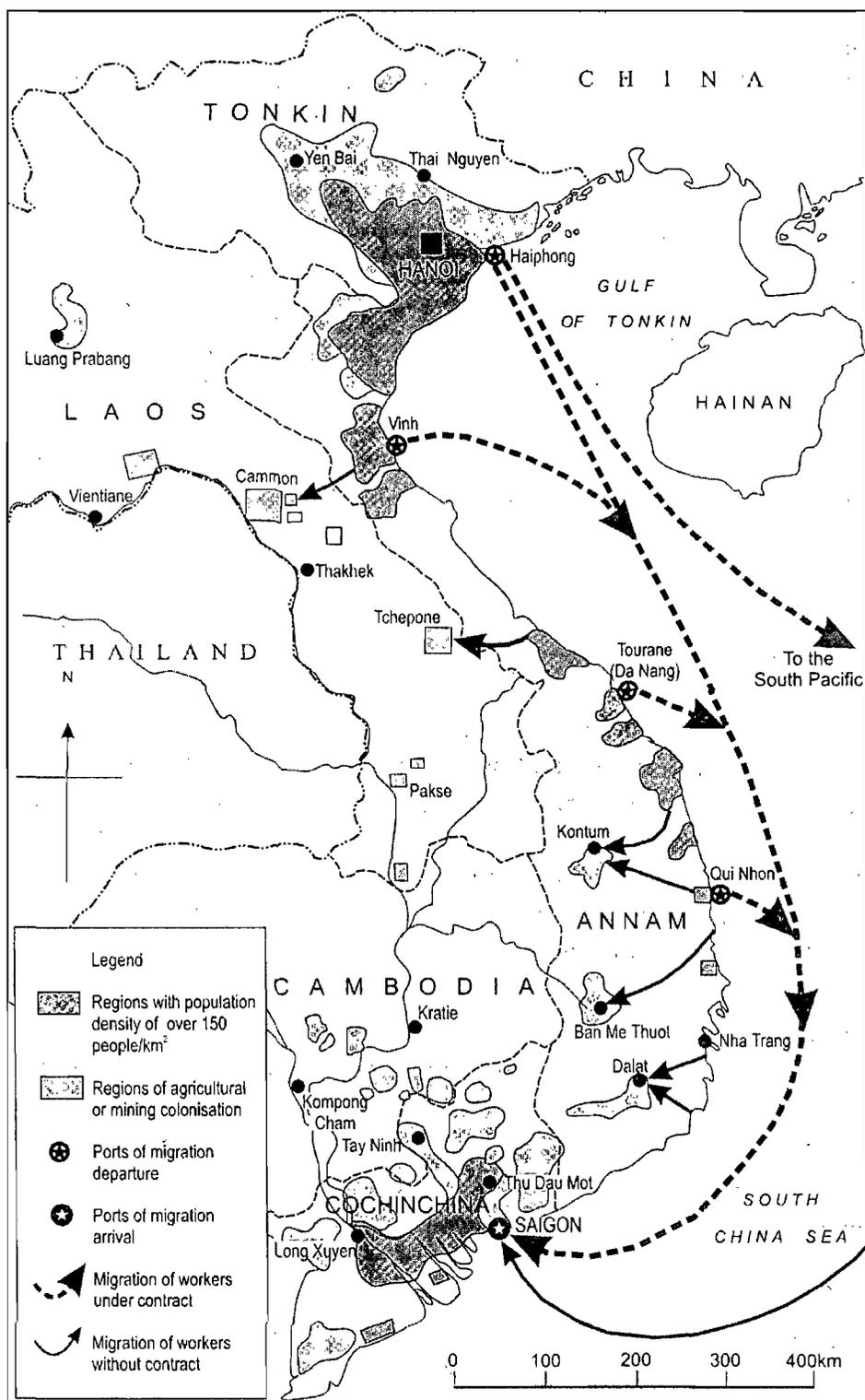
D'ailleurs, étant intensivement cultivé depuis des siècles, le delta tonkinois est caractérisé tant par une pression démographique persistante sur la terre cultivée que par la vie misérable des paysans (Masson, 1972) et un « *limited or unprofitable*

opportunities for alternative sources of income other than subsistence cultivation » (Murray, 1980, p. 227). La politique d'exploitation des colonialistes français, particulièrement celle de confiscation des terres des paysans pour établir des plantations, a conduit les paysans à la misère (Nguyễn Khắc Viện, 1999). Ainsi, vers la fin des années 1930, parmi plus de 1,9 million de *suất đình* (homme taillable et corvéable) dans le delta du Tonkin, près d'un million d'entre eux étaient sans terre cultivable et beaucoup d'autres ne disposaient pas de superficies suffisantes pour assurer leur survie (Không Diễn, 1995, p. 163).

Les seules possibilités pour ces paysans « sans terres » étaient de se faire engager dans les plantations, les usines et les mines (Masson, 1972, p. 92). Sous le contrôle des services de l'Inspection du travail et dans les limites de contingents assez rigides (Smolsky, 1928, p. 11), chaque année, le déplacement sur de longues distances de milliers de paysans tonkinois était organisé, non seulement vers d'autres composantes de l'Indochine, mais aussi vers d'autres colonies françaises (Figure III.1), telles que Madagascar, la Nouvelle Calédonie et les Nouvelles-Hébrides (Masson, 1972, p. 92).

Les plantations de la Cochinchine orientale étaient la plus importante destination pour les bras du delta surpeuplé tonkinois. Au cours des dernières années du XIX^e siècle et celles du début du XX^e siècle, chaque année, la Cochinchine a attiré de 4 000 à 5 000 travailleurs du delta tonkinois et de 1 000 à 2 000 de l'Annam (Không Diễn, 1995, p. 165). Le nombre des migrants vers la Cochinchine, dont la majorité des hommes, surtout originaires du Tonkin, s'est par la suite accru, au point d'atteindre plus de 30 000 personnes au cours des années 1926 et 1927 (Tableau III.1 et Figure III.2).

Figure III.1 : *Việt Nam*. Itinéraires principaux de la migration pendant la période coloniale

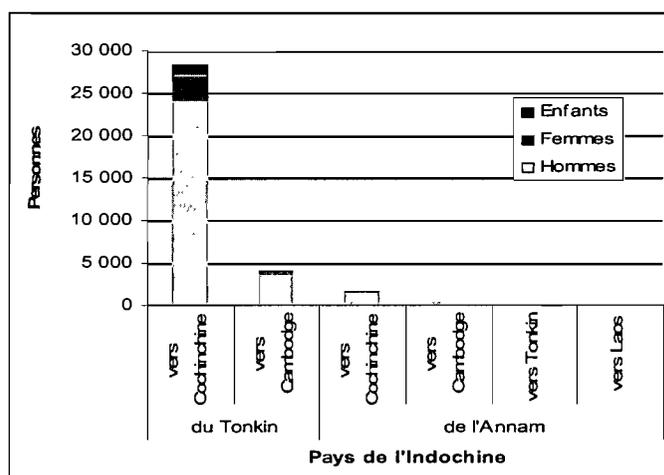


Source : Hardy, 2003, p. 103

Tableau III.1 : Indochine. Migration intérieure contrôlée, 1926-1927

Départs pour	Hommes	Femmes	Enfants	Total
	Originaires du Tonkin			
Cochinchine	24 100	3 100	1 300	28 500
Cambodge	3 700	260	120	4 080
Total	27 800	3 360	1 420	32 580
Originaires de l'Annam				
Cochinchine	1 578	157	48	1 783
Cambodge	277	8	3	288
Tonkin	28			28
Laos	45	9		54
Total	1 928	174	51	2 153

Source : Smolsky, 1928, p. 12

Figure III.2 : Indochine. Migration intérieure contrôlée, 1926-1927

Source : Tableau III.1

Évidemment, ce nombre apparaît négligeable si l'on considère qu'au Tonkin : 1) l'état de surpeuplement était d'environ 7,5 millions de personnes en 1926 (Nguyễn Duc Nhuân, 1987a, p. 196); 2) « l'excédent annuel des naissances sur les décès [qui] est au moins de 65 000 et se tient très probablement aux alentours de 100 000 » (Gourou, 1965, p. 219); 3) la majorité des migrants de travail sont retournés vers leurs lieux d'origine une fois leurs contrats terminés (Hardy, 2003). Ce retour peut être expliqué : en général,

« pour beaucoup la vie hors du village a été un exil, auquel ils mettent fin avec plaisir, et qu'ils ont employé à réunir les moyens de se faire au

village une place plus importante : ils n'ont pas cessé de penser au village, et d'y concevoir sous l'angle traditionnel leur place et leur rôle » (Gourou, 1965, p. 219).

De plus, en émigrant, les paysans n'ont pas réussi à échapper à la misère. Ils étaient toujours sans terre en Cochinchine comme au Tonkin, « coolies » affamés dans les Hauts Plateaux, tout comme dans les plantations françaises du Pacifique (Nguyễn Khắc Viêt, 1999), comme l'a précisé le journaliste Viollis, après son séjour en Indochine en 1932 :

« À Kratié, là-bas, au Cambodge, à Thudaumot, à Phu-Quoc [...] Au bout de trois ou quatre ans, ce ne sont plus que des loques : la malaria, le bériberi! [...] Le matin, à l'aube, quand la fatigue les tient collés à leur bat-flanc, où ils ont essayé de dormir malgré les moustiques qui tuent, on vient les chasser des tanières où ils sont entassés, comme on ne chasse pas des troupeaux de l'étable. À midi comme au soir, quand on leur distribue leur ration de riz souvent allégée d'une centaine de grammes, ils doivent d'abord préparer le repas des *cais* et, la dernière bouchée avalée, se remettre à la corvée, même couverts de plaies à mouches, même grelottants de fièvre. Tout cela pour 1 fr. 20 à 2 francs par jour qu'ils ne touchent jamais entièrement à cause des retenues, des amendes, des achats. [...] Leur correspondance est lue, traduite et souvent supprimée. Peu de nouvelles de leurs familles [...] » (Viollis, 1949, p. 115-116).

Pourtant, quelques « coolies » ne sont pas retournés à leurs lieux d'origine après que leurs contrats se soient terminés. Ils ont décidé de rester de façon permanente sur cette nouvelle terre, voire à l'étranger, particulièrement au Cambodge. C'est pourquoi « *the French were also responsible for the growth of the Vietnamese minority in Cambodia. For work in administration and on rubber plantations, the French called in Vietnamese laborers* » (Pouvatchy, 1986, p. 441). Les « coolies » sont demeurés sur la longue durée lorsque leur vie matérielle et spirituelle était agréable, particulièrement quand leur famille les accompagnait sur ces nouvelles terres. Comme une répondante, M^{me} K, me l'a dit : « Là-bas [une plantation d'hévéa dans la province de Kompon Cham du Cambodge], j'étais très heureuse ». Son fils, qui pouvait même communiquer en français avec moi, me l'a confirmé. Elle a ajouté : « Je ne devais pas travailler le samedi et le dimanche. Là-bas, la vie était très amusante. Par exemple, il y avait *hát chèo* (théâtre populaire du Nord du *Việt Nam*), *cờ người* (jeu d'échecs traditionnel dont chaque pièce est représentée par une personne en chair et en os). Les services de santé étaient gratuits. Dans ma famille, le salaire d'une personne couvrait les dépenses de

cinq à six personnes [...] Penser à cette époque-là, quelle chance ! » (Enquête de terrain en 2005).

Pour l'administration coloniale, les provinces montagneuses du Nord étaient plus importantes pour la protection contre la Chine que pour l'établissement de plantations et l'accueil des colons. Ce furent donc surtout les soldats qui y furent placés (Hardy, 2003). Par contre, dans la région des terres rouges de *Tây Nguyên*, favorables au développement des cultures industrielles, l'administration coloniale y avait transféré à compter de 1916 des milliers de paysans tonkinois afin d'implanter et exploiter des plantations de café, de thé et surtout d'hévéa (Nguyễn Duc Nhuận, 1987b, p. 25). Par conséquent, étant peuplée presque uniquement par des ethnies montagnardes non *kinh* avant 1914, cette région abritait environ 40 000 *Kinh* dès le début des années 1940. Cependant, ceux-ci ne s'installaient que pour des travaux de courte durée dans les plantations et aspiraient à retourner dans leur région d'origine une fois leur contrat terminé (Hardy, 2003).

Outre la migration dans le cadre de contrats de quelques années, l'administration coloniale française a essayé de stimuler la migration de façon permanente du delta du fleuve Rouge tant vers les régions montagneuses environnantes (Hardy, 2003) que vers le Sud. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les Français avaient lancé des projets migratoires, par exemple vers *Điện Biên Phủ*, *Tuyên Quang* (dans le Nord montagneux), à *Cần Thơ* (dans le delta du Mékong). Mais, seul un petit nombre a été couronné de succès, tels ceux de *Hà Giang* et de *Thái Nguyên*. Ce dernier, en 1919, « *was only slightly more successful* » (*ibid.*, p. 70). Mais en général, les migrations organisées par les Français se sont révélées un échec (Trần Dac Dân, 2002, p. 46). En fait, à *Hà Giang*, les migrants *kinh* ne furent que quelques centaines et à *Thái Nguyên*, quelques milliers : mais « *in the Red River Delta, [...], overpopulation was measured in hundreds of thousands.* » (Hardy, 2003, p. 112). Pendant la période coloniale française, le manque de moyens de subsistance, la malaria, l'éloignement et la faiblesse des services de santé représentaient les principaux obstacles à la migration nombreuse de colons vers ces provinces montagneuses (*ibid.*).

Cela dit, les migrants ont contribué à la conquête des régions forestières, où aucune culture pérenne n'avait jamais été tentée, à les transformer en plantations de

haut rendement. « La plus belle réussite fut la culture de l'hévéa. C'est en 1897 que le pharmacien de la marine Raoul, envoyé en mission en Malaisie, rapporta à Saïgon 2 000 plants d'*Hevea Brasiliensis*. » (Masson, 1972, pp. 89-90). Le planteur Berland a commencé à les planter en 1898 et a réalisé sa première récolte dès 1905. Du fait de la demande mondiale, cette nouvelle culture connaîtra un essor très rapide au cours des années 1920. Au début des années 30, la culture de l'hévéa s'est répandue dans plusieurs localités de la Cochinchine, d'abord dans les « terres grises », situées à proximité des centres habités, puis dans les « terres rouges », plus riches mais plus lointaines, dans les régions forestières du pays des « Moï » [*Stiêng*] (Figure III.3), moins peuplées et posant le problème du recrutement de la main-d'œuvre (Masson, 1972). En 1943, la superficie consacrée à la culture de l'hévéa atteignait environ 138 000 ha, pour une production de 75 000 tonnes (*ibid.*, p. 90).

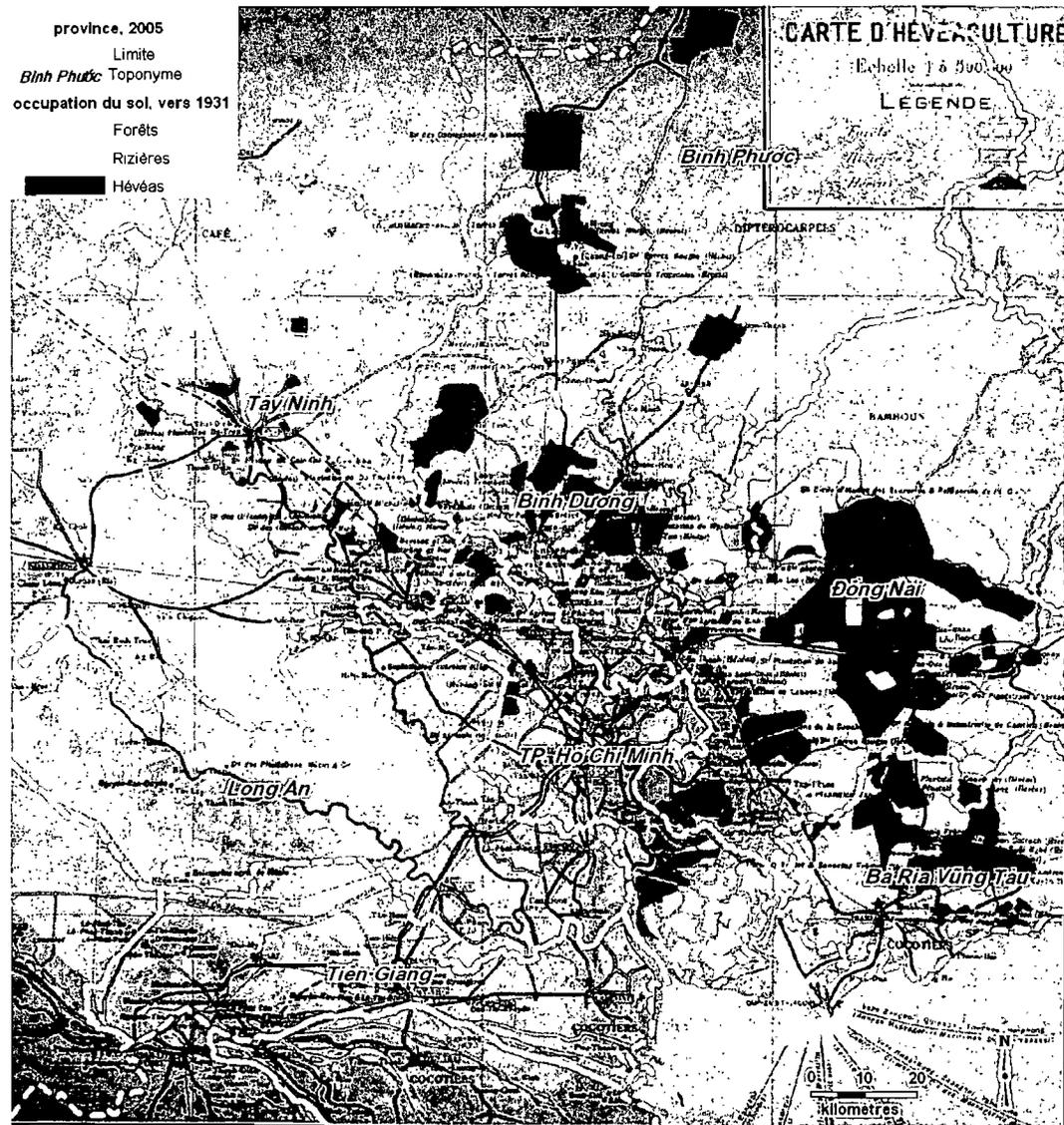
En parallèle à la migration organisée, de nombreux paysans se sont déplacés vers les régions de mines/plantations, de centres urbains et vers des lieux à proximité de leur village (Không Diễn, 1995, p. 166). Cette forme de migration spontanée était un phénomène dominant à l'intérieur du delta du fleuve Rouge, favorisée par « la coexistence de fortes demandes de main-d'œuvre à l'époque des principaux travaux agricoles et des disponibilités de main-d'œuvre au même moment dans d'autres régions » (Gourou, 1965, p. 220). Vers le milieu des années 1930,

« at least two-thirds of the peasants in Northern Vietnam moved around to be employed as paid laborers for part of the year. [...] seasonal migrations were the rule in overpopulated provinces in the Red River delta of Vietnam » (Dang Nguyen Anh, 2001, p. 24).

Peu de temps après la révolution d'août 1945, en 1946, les Vietnamiens ont continué la résistance contre les colonialistes français. Selon un appel de Hồ Chí Minh : « Plutôt mourir que de vivre en esclaves, compatriotes ! Soulevons-nous », des millions de Vietnamiens se sont déplacés des régions urbaines, contrôlées par les Français, vers les Montagnes du Nord, contrôlées par les forces révolutionnaires. Par conséquent, beaucoup de nouveaux centres urbains, de nouveaux lieux d'habitation ont été créés (Không Diễn, 1995, p. 167). Cette région de montagnes et de forêts est devenue non seulement une soupape de sécurité pour le surpeuplement dans le delta, mais aussi une base de résistance importante de *Việt Bắc*. Cette base, connue sous le nom vietnamien

de *vùng tự do* (régions libérées), était répartie dans les provinces de *Cao Bằng*, *Lạng Sơn*, *Bắc Kạn*, *Thái Nguyên*, *Tuyên Quang* et *Hà Giang*. La migration n'était ainsi pas liée uniquement à des facteurs économiques (intérêts économiques des Français et quête de subsistance des paysans vietnamiens) ni aux flux traditionnels (*nam tiến*). Elle s'était adaptée aux besoins de la révolution et de la guerre (*ibid.*).

Figure III.3 : Cochinchine. Hévéaculture, vers 1931



Source : VTGEO; <http://belleindochine.free.fr/Caoutchouc.htm>

Au sujet de cette migration vers les montagnes, on peut ajouter trois remarques. 1) Dans le contexte d'une société colonisée par la France, il n'y avait pas d'État vietnamien. La politique migratoire était basée sur l'exploitation coloniale, coupant court avec la politique vietnamienne de la période historique précédente; l'objectif de

cette politique ne répondait qu'aux besoins de l'économie capitaliste plutôt qu'à ceux liés à l'extension du territoire habité et au problème de la surpopulation des deltas du Nord (Gourou, 1965, p. 219; Trần Dac Dân, 2002, p. 47). 2) Les paysans ont été paupérisés et ont subi des « *temporary displacements of labor, not of people*. [...] *The migrant labor system operated as a condition of existence of the organization of colonial production* » (Murray, 1980, pp. 230-231). 3) Même si les régions montagneuses, où habitaient des ethnies minoritaires, demeuraient essentiellement marginales, elles ont été « réveillées » par l'arrivée des *Kinh*, tantôt engagés par contrat à titre de « coolies » par les coloniaux français, tantôt à titre des colons-soldats patriotes afin de combattre pour l'indépendance nationale devant ces mêmes coloniaux français.

3. L'intervention des États-Unis (1954-1975)

Après les Accords de Genève en 1954, le pays fut divisé en deux à la hauteur du 17^e parallèle: les procommunistes au Nord et les autres au Sud. À cette époque, la migration a été considérablement influencée par la guerre²² aussi bien que par les différentes orientations politiques et idéologiques des deux régimes. Elle l'a aussi été tout particulièrement par l'intervention des États-Unis au début des années 1960 : présence de plus d'un demi-million de soldats américains; déversement d'une grande masse de munitions (plus de 12 millions de tonnes au *Việt Nam* versus 1,5 million environ en Europe pendant la Deuxième Guerre mondiale (Moïse, 1998; Zhang et al., 2001). En effet, la guerre a provoqué des mouvements massifs de population entre régions urbaines et rurales. Comme nous le verrons, ces mouvements ont pris une direction opposée de part et d'autre de la frontière entre le Nord et le Sud.

3.1. Le Nord du *Việt Nam*

Dès que la paix a été ré-établie au Nord en 1954, une phase que l'on nomme la « migration du siècle » s'est amorcée. Celle-ci fut caractérisée à la fois par le nombre de migrants, la direction et la rapidité de la migration. Elle comprenait aussi le retour des cadres, des ouvriers, des paysans, des étudiants... des régions « libérées » vers les basses

²² Cette guerre est connue sous le nom de la guerre du *Việt Nam* ou de Deuxième guerre d'Indochine ou bien encore de *Cuộc kháng chiến chống Mỹ* (La guerre de résistance contre les États-Unis). Le dernier nom est utilisé par la majorité des Vietnamiens afin de distinguer avec les autres résistances précédentes contre les Français, les Japonais, les Chinois et les Mongols.

terres et les villes; le regroupement des cadres, des soldats et des parents des familles de communistes du Sud vers le Nord. Ainsi, environ un million de résidents du Nord, essentiellement des catholiques et/ou des collaborateurs du pouvoir français ont émigré vers le Sud.

Après l'achèvement de la réorganisation de la propriété des terres et les premières formes de collectivisation agricole, le gouvernement du Nord a initié la politique de la redistribution de la population. « *The policy with regard to the overcrowded delta provinces appears to have been to resettle numbers equivalent to the entire estimated natural increase of the population* » (Jones, 1982, p. 798). Dans le premier plan quinquennal du Nord (1961-1965), l'État a lancé une politique de colonisation agricole organisée. Celle-ci était fondée principalement sur des coopératives locales (l'État n'aide que partiellement) et la mobilisation politique (Nguyễn Văn Thanh, 2001, p. 138; Trần Đình Hoan, 2001, p. 104). Elle entraîna également le déplacement de paysans des provinces deltaïques vers les Nouvelles zones économiques (NZE) des moyennes et hautes terres. Ainsi étaient visés non seulement la réduction de la pression démographique des deltas, mais aussi le développement tant économique que culturel des hautes terres.

C'est le président Hồ Chi Minh qui, dès la première année du premier plan (1961), a déclenché cette politique de migration. L'événement fut le point de départ historique de la migration, du défrichement et de l'établissement des NZE du *Việt Nam* après la révolution d'Août en 1945 (Hoàng Dong, 2001, p. 31). Des textes importants de l'État ont mis l'accent sur le fait qu'il fallait « répartir de façon rationnelle les forces de production dans la plaine et dans les montagnes, équilibrer les ressources humaines entre les différentes régions » (*Đảng Cộng sản Việt Nam, 1961*). Il fallait aussi « renforcer les orientations qui permettent le déplacement d'une partie de la main-d'œuvre des plaines vers les montagnes, étendre les superficies cultivées, construire des zones nouvelles de production » (*Đảng Cộng sản Việt Nam, 1963*). Ainsi les régions montagneuses pouvaient devenir un territoire dont l'économie, la politique et la défense étaient plus fortes (Trần Đình Hoan, 2001). À ce moment-là, ces régions ont présenté des conditions favorables pour la mise en action de la migration. Ces conditions comprenaient « une faible densité de population, une grande superficie de forêts, un sol riche [...] Les immigrants peuvent se joindre aux coopératives existantes, défricher de

bonnes terres forestières pour établir de nouvelles entreprises et de nouvelles coopératives » (Nguyễn Văn Thanh, 2001, p. 139).

Les incidents du golfe du Tonkin en août 1964 menèrent à l'escalade de la guerre du *Việt Nam*, alors que l'armée américaine a commencé à larguer des bombes dans le Nord. Dès 1965, la fonction migratoire a dû être ajustée. La résolution du Parti numéro 161/NQ-TW indiqua que :

« il est nécessaire de continuer à mobiliser des habitants des plaines à participer au développement de l'économie et de la culture dans les régions montagneuses [...] Pour les provinces de la 4^e Zone [contiguë à l'ancienne République du *Việt Nam* (RVN)] et les lieux stratégiques, il faut garantir d'avoir des forces de secours [matériels et hommes] afin d'être prêt à combattre et servir la guerre » (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992, p. 44).

Au fur et à mesure de la consolidation des points d'accueil établis dans les hautes terres au cours des années précédentes (Gendreau et al., 2000, p. 198), le programme de migration « *was linked with the partial evacuation of cities due to the threat of US bombings.* » (Jones, 1982, p. 798)

Les autorités vietnamiennes du Nord se sont ainsi rendu compte de la nécessité de déplacer des habitants de *Hà Nội*, *Hải Phòng* et des autres centres urbains des plaines vers les campagnes et les montagnes. Plusieurs objectifs étaient visés. Il fallait : 1) fuir les bombardements (Dang Nguyen Anh et al., 1997; Khổng Diễm, 1995); 2) renforcer la défense et vaincre l'armée américaine, tout en dotant les régions industrielles, agricoles et forestières de la main-d'œuvre nécessaire (Nguyễn Duc Nhuận, 1984); et 3) résoudre le problème éternel de la surpopulation du delta et assurer la sécurité nationale (Trần Dac Dân, 2002; Hardy, 2003). En conséquence, dans le Nord, la part de la population urbaine s'est réduite progressivement pour atteindre son point le plus bas en 1975 (12,3 %) (Barbieri et al., 1995, p. 640). En même temps, l'État a envoyé des millions de jeunes ruraux et urbains, dont la majorité était les hommes, vers le Sud pour participer à la résistance aboutissant à la victoire du printemps 1975. Il en résulte que la population au Nord a été féminisée. Le taux des femmes y est passé de 51,7 % de la population totale en 1960 à 53,4 % en 1974 (Khổng Diễm, 1995, p. 228).

L'ambition de l'État à l'endroit de la migration était très grande dès la mise en application du plan du 1^{er} quinquennat (1961 à 1965) : déplacer chaque année environ

un million d'habitants, chiffre équivalent à celui de l'accroissement naturel annuel (Nguyễn Duc Nhuân, 1984, p. 321; Gendreau et al., 2000, p. 198), défricher et mettre en culture 550 000 ha de terre dont 200 000 ha appartenant aux entreprises étatiques agricoles (Phạm Đổ Nhật Tân, 1992, p. 43). Dans les faits, le résultat atteint est demeuré assez modeste.

Premièrement, selon les sources officielles, seules 1 050 000²³ personnes, dont la majorité était venue du delta du fleuve Rouge, se sont déplacées vers les hautes terres entre 1960 et 1975. Selon Khổng Diễm (1995), le nombre total des personnes déplacées entre 1960 et 1974 était encore plus modeste : 384 000²⁴ personnes (2,4 % de la population totale du Nord de 1960). Plus des deux tiers étaient originaires du delta du fleuve Rouge. Le reste correspond au déplacement de population à l'intérieur des régions (Tableau III.2). Signalons que tous ces chiffres apparaissent nettement moins élevés que ceux de l'accroissement de la population totale du Nord : 7,7 millions de personnes entre 1960 et 1974 (Nguyễn Duc Nhuân, 1984, p. 315). « *[T]his scheme did not affect a large proportion of the total population, [mais] it affected a significant number of urban dwellers, particularly in Hanoi and Haiphong* » (Desbarats, 1987, p. 44). D'ailleurs, le départ d'une partie de la population a contribué à l'augmentation de la superficie moyenne de terre cultivée par personne : de 2,5 à 2,8 *sào*, soit de 900 à 1 008 m², dans la plaine. Plus important encore, ces nouvelles habitations, qui ont été implantées dans les régions frontalières, dans des positions stratégiques côtières, sur les lignes de communication importantes, ont contribué non seulement à augmenter la capacité de défense du pays, mais aussi à fournir des effectifs à l'armée (Phạm Đổ Nhật Tân, 1992, pp. 44-45).

Deuxièmement, de 1960 à 1975 (15 ans), les nouveaux arrivants n'ont que défriché et mis en culture près de 350 000 ha de terre, contre 550 000 ha pendant le 1^{er} quinquennat de 1961 à 1965 (cinq ans). L'utilisation des terres défrichées était

²³ Ce chiffre d'environ un million de personnes est officiellement utilisé par le gouvernement vietnamien pour la période de 1961 à 1975. Plusieurs auteurs l'ont cité, ainsi : Desbarats (1987), Phạm Đổ Nhật Tân (1992), Hoàng Dong (2001), Đỗ Văn Hòa (1999). Quelques autres auteurs ont évoqué le même chiffre, l'exagérant même pour la seule période 1960-65, tels Jones (1982, p. 798), Gendreau (2000, p. 200).

²⁴ Ce chiffre est sans doute plus exact, car il a été assemblé à partir des données des deux recensements de la population au Nord durant la période 1960-1974 et était conforme au taux d'abandon, estimé à plus de 50 % pour cette période (Phạm Đổ Nhật Tân, 1992, p. 45).

inefficace (seulement 170 000 ha, soit 48,6 % de la superficie totale de la terre défrichée) (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992, pp. 44-45).

Tableau III.2 : *Việt Nam*. Migrations plaines - hautes terres au Nord, 1960-1974

(En personne)

Localités d'origine	Nombre total de migrants	Fonctionnaires mutés	Colons pour les hautes terres	Autres
<i>Hà Nội</i>	14 000	9 000	4 000	1 000
<i>Hải Phòng</i>	16 000	6 000	7 000	3 000
<i>Hà Sơn Bình</i> (ancien)	28 000	12 000	14 000	2 000
<i>Hải Hưng</i> (ancien)	65 000	31 000	29 000	5 000
<i>Thái Bình</i>	67 000	31 000	28 000	8 000
<i>Hà Nam Ninh</i> (ancien)	85 000	35 000	43 000	7 000
Total delta du fleuve Rouge	275 000	124 000	125 000	26 000
Total du Nord	384 000	188 000	164 000	32 000

Source : Không Diễn, 1995, p. 172

Troisièmement, le taux d'abandon était encore fort : plus de la moitié des immigrants a quitté les NZE, quoique le rapport officiel ait évoqué un chiffre plus optimiste de 20 % (*ibid.*, p. 45).

Quatrièmement, les ratés du système d'infrastructures et des services de santé, d'éducation, etc. ont mis les nouveaux arrivants en difficulté dans des zones qui étaient par nature difficiles (*ibid.*, p. 46).

Cinquièmement, selon Hoàng Dong, l'ancien directeur du Département de la sédentarisation et des NZE, chaque année environ 100 000 ha de forêt, y compris celle de protection des bassins-versants, ont été abattus non seulement par des personnes indigènes pratiquant une vie nomade, mais également par les immigrants et les entreprises étatiques (Hoàng Dong, 2001, p. 69).

Quoi qu'il en soit, la politique de migration de la RDV (République démocratique du *Việt Nam*) a représenté un succès relatif pour cette période 1960 à 1975, particulièrement si l'on la compare à la politique migratoire de la période coloniale précédente. « [...] *under the French many policies were published and little in practice was realized, under the DRV [RDV] few policy statements were made and much was achieved.* » (Hardy, 2003, p. 148)

3.2. Le Sud du *Việt Nam*

Suite à l'accord de Genève de 1954 a eu lieu une autre *nam tiến* remarquable : la migration intérieure la plus importante au *Việt Nam* du XX^e siècle et, en fait, de toute l'histoire de ce pays (Trần Dac Dân, 2002, p. 51). Celle-ci a été caractérisée par un déplacement de population particulièrement rapide. En fait,

« *more than a million people²⁵ moved south in the years 1954–56. Their numbers included nearly 800 000 Roman Catholics, an estimated two-thirds of the total Roman Catholic population in the north. There was a smaller movement in the opposite direction, as some 130 000 supporters of the communist Viet Minh movement were transported north by Polish and Soviet ships.* » (Cutts & Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, 2000, pp. 80-81)

Ce phénomène est attribuable à des motifs religieux appuyés par de la propagande comme : « *'Christ has gone to the south' and to warnings that their lives would be in danger if they remained under communism* » (Herring, 2002, p. 62), et par la volonté des Américains d'appuyer le jeune régime « démocratique » du Sud (Trần Dac Dân, 2002, p. 52).

Un afflux de réfugiés a contribué à la construction territoriale du *Việt Nam* (Déry, 2004, p. 81). « En octobre 1955[...], quelque 537 000 réfugiés avaient été réinstallés dans plus de 200 nouveaux villages [...], mais surtout dans la région *Nam Bộ* (Sud), mais aussi quelques-uns sur les Plateaux centraux » (*ibid.*). Dans les Plateaux centraux, cet afflux de migrants a entraîné un véritable bouleversement tant des ressources que de la structure démographique (Lê Duy Đại, 1991; Trần Dac Dân, 2002; Déry, 2004).

De 1954 à 1955, les réfugiés sont venus dans les centres d'accueil, situés principalement à *Sài Gòn* et à *Vũng Tàu*, et ont dû y rester jusqu'à ce que le gouvernement Diệm ait trouvé des lieux appropriés pour leur installation permanente (Goodman & Franks, 1974, p. 3). En voulant les déplacer vers des régions défendables militairement (*ibid.*), le gouvernement Diệm a réinstallé près d'un million de réfugiés du Nord. En fait,

²⁵ Ce chiffre varie selon les auteurs. Par exemple : 800 000 personnes (Trần Dac Dân, 2002, p. 51), 860 206 selon les chiffres officiels du gouvernement du Sud (Déry, 2004, p. 81), 715 000 (Lê Duy Đại, 1991, p. 59); 900 000 (Herring, 2002, p. 62); 928 152 civils et 120 000 militaires (Wiesner, 1988, p. 8).

« 319 villages with 605 000 inhabitants were formed [...]. Two hundred eighty-eight of these were agricultural, 26 were fishing communities, and 5 were devoted mainly to artisanry. Two hundred seven of the villages were in Mekong Delta, 50 in the central coastal lowlands, and 62 in the Highlands. The remaining 300 000 refugees had resettled themselves in the cities or the countryside » (Wiesner, 1988, p. 16).

En 1956, le gouvernement de la République du *Việt Nam* (RVN) du Sud a lancé le programme de développement des terres ou, selon l'expression vietnamienne bien connue sous les régimes féodaux, le *dinh điền* dans les zones marginales stratégiques du delta du Mékong et des *Tây Nguyên* (Figure III.4). Selon les proclamations officielles du gouvernement de Diệm, le *dinh điền* était une mesure très efficace pour contrôler la population et gérer les terres cultivées. Cela favorisait le développement socio-économique (Nguyễn Công Thục, 2002, p. 29). Concrètement, un peu comme le programme des NZE du Nord, le *dinh điền* visait

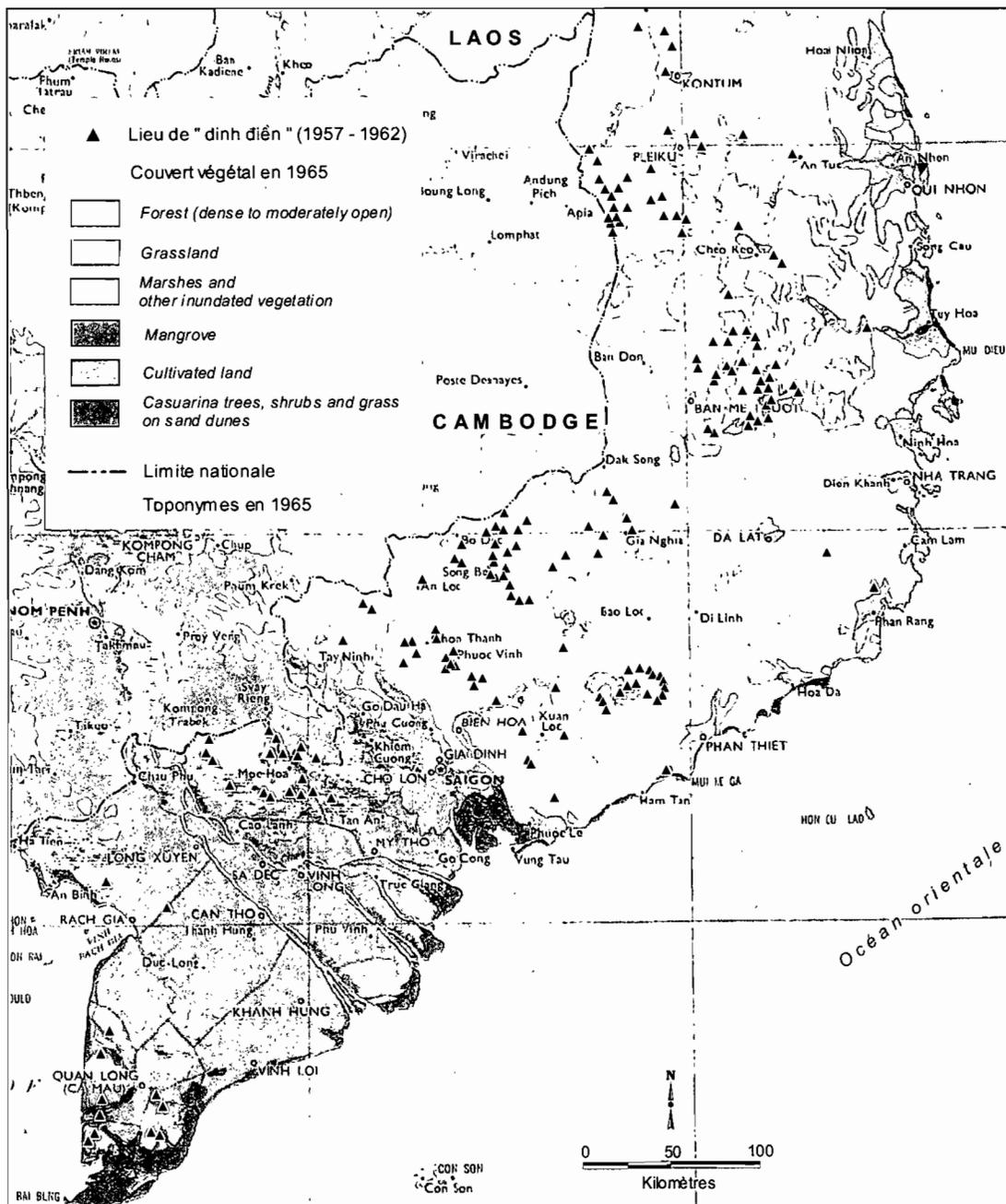
« to move surplus populations, including troublesome elements (who in the North were private traders, vagrants, and petty thieves) from the coastal plains [vers les zones marginales stratégiques]; strengthen control in areas that were inhabited by the less patriotic ethnic minorities, ultimately producing a Vietnamese majority; increase security in the very regions that had been used by Viet-Minh as sanctuaries during the French war; and open up previously uncultivated land » (Wiesner, 1988, p. 301).

De plus, les autorités du Sud ont fait attention d'y masser les familles procommunistes en alternance avec celles pro-Diệm (des familles catholiques réfugiées par exemple) afin de rendre plus aisé leur contrôle (Nguyễn Công Thục, 2002, pp. 29-30).

Pour renforcer davantage le contrôle des populations, Diệm a lancé deux autres programmes importants : la relocalisation des montagnards en 1955 et les Agrovilles en 1959. Le premier, aussi connu comme la politique de sédentarisation des minorités itinérantes, a également aidé le gouvernement à : 1) mieux maîtriser les questions de sécurité; 2) éviter de disséminer et de gaspiller son budget d'investissements; et 3) accumuler des fonds de terre et ensuite les redistribuer aux paysans *kinh* (A2-FBPMGRVNS-29073, 1975). Le deuxième programme, celui des Agrovilles (ou *khu trù mật*), visait également à regrouper les populations dans les lieux jouissant de bons moyens de communication et d'une situation sécuritaire favorable. Les Agrovilles ont été déployées dans les régions rurales éloignées avec pour objectif d'améliorer les

conditions de vie des paysans et surtout pour séparer la population des communistes. L'objectif consistait à isoler les communistes et à réduire leur capacité d'action (Nguyễn Công Thục, 2002, p. 30; Fortunel, 2003, p. 197).

Figure III.4 : Sud du Việt Nam. Emplacements des *dinh điền*, 1957-1962



Source : *Phủ tổng ủy dinh điền và nông vụ* (Commissariat de la colonie agricole et de l'agriculture)

Très connu, le programme des hameaux stratégiques (*ấp chiến lược*, 1961-1964) a eu un important impact sur la distribution de la population du Sud du *Việt Nam*. Hérité des programmes précédents, il avait pour but essentiel de « renforcer le maintien de l'ordre dans l'espace rural et pour cela ces structures doivent aider à pacifier le territoire » (Fortunel, 2003, p. 197), et de « *not only protect the people against NLF [Front National de Libération ou Việt Cộng] terror but also provide the means to carry out a social and economic revolution based on local self-rule and self-sufficiency* » (Herring, 2002, p. 103). La différence fondamentale entre les hameaux stratégiques et les autres (le *dinh điền*, la *trù mật* et la relocalisation des montagnards) se trouve dans le fait que les hameaux stratégiques sont utilisés lorsque la région est marquée par les activités des communistes. Servant de base armée de défense (Fortunel, 2003, p. 198), le hameau stratégique « *is designed to increase physical security in areas harassed by the Viet Cong, and ultimately to win peasant support for the government.* » (Zasloff, 1962, p. 340). L'idée du hameau stratégique n'était pas nouvelle; elle avait été appliquée au Kenya et en Malaisie (Fall, 1967, p. 375; De Koninck, 1981; Herring, 2002, p. 107).

Aucun de ces quatre programmes n'a atteint son objectif principal : la pacification du Sud (Wiesner, 1988; Herring, 2002). Au contraire, « *their legacy furnished an impetus to the burgeoning guerrilla movement in the subsequent years* » (Wiesner, 1988, p. 348).

Quoi qu'il en soit, ils ont entraîné le déplacement d'environ 1,3 million de personnes pendant dix ans (1955-1964), soit plus de 8 % de la population totale du Sud en 1964. À lui seul, celui des hameaux stratégiques a nécessité le déplacement de quelque 873 700 personnes, soit près des trois quarts du total de personnes déplacées (*ibid.*, p. 346).

À compter de 1965, lors de l'intervention directe des Américains, la guerre est devenue de plus en plus violente dans les régions rurales tant deltaïques que montagneuses, de sorte que les mouvements de population y ont été considérables. De 1965 à 1967, plus de deux millions de personnes ont été déplacées. À la fin de 1972, quelque 4,8 millions de personnes, soit un tiers de la population du Sud, avaient quitté leur maison (Không Diễm, 1995, p. 168).

En réalité, les populations rurales devaient subir en même temps deux régimes politiques, celui du gouvernement du Sud, le jour, celui des *Việt Cộng*, la nuit. Dans ces régions, la guerre menaçait constamment la sécurité des paysans (Trần Dac Dân, 2002). D'ailleurs, la croissance de l'économie urbaine artificiellement incitée par la présence des Américains dans *Sài Gòn* et d'autres grandes villes ainsi que l'aide financière de 700 millions dollars É.-U. par année versée au gouvernement du Sud, y a créé beaucoup d'occasions d'emploi. Ce sont là les raisons importantes pour lesquelles les paysans ont quitté les régions rurales vers les régions urbaines pour assurer leur sécurité et chercher de nouveaux moyens de subsistance (Zhang et al., 2001).

Pendant qu'avait lieu le redéploiement de la population des centres urbains vers les campagnes dans le Nord, le Sud a par contre fait l'objet d'une accélération de l'urbanisation, causée par l'arrivée massive de gens de la campagne. Entre 1960 et 1970, la croissance de la population urbaine a été extraordinaire (Tableau III.3). La vitesse de l'accroissement démographique était même plus dramatique dans les petites et moyennes villes que dans la métropole de *Sài Gòn* (168 et 307 % contre 45 %); mais en chiffres absolus, *Sài Gòn* était en tête (plus d'un million de personnes). Cela engendra un problème additionnel à résoudre pour les autorités du *Việt Nam* unifié après la guerre en 1975.

Tableau III.3 : Sud du *Việt Nam*. L'urbanisation, 1960-1970

Taille de ville (personnes)	1960		1970		Croissance (1960-1970)	
	Nombre de villes	Population (personnes)	Nombre de villes	Population (personnes)	Personnes	%
Plus 1 million	1 (<i>Sài Gòn</i>)	2 296 000	1	3 320 000	1 024 000	45
500 000 – 999 999	0	-	0	-	-	-
300 000 – 499 999	0	-	1	385 000	-	-
100 000 – 299 999	2	207 000	6	842 000	635 000	307
20 000 – 99 999	15	582 000	28	1 559 000	977 000	168

Source : adapté de Goodman & Franks, 1974, p. 26

La guerre était une cause décisive pour la migration au cours de cette période. Elle a dominé les causes classiques de la migration, telles que la quête d'opportunités de travail et la famille. Parmi les raisons des migrants venus dans les villes du Sud, l'importance de la guerre a varié de 36 à 63 % entre les périodes (Tableau III.4).

Tableau III.4 : Sud du *Việt Nam*. Les raisons de la migration vers les villes, 1964-1971

Raison (en %)	1964-1966	1967-1968	1969-1971
Guerre	55	63	36
Opportunités de travail	27	24	31
Famille	13	11	12
Autres	5	2	21
Total	100	100	100

Source : Goodman & Franks, 1974, p. 31

En mars 1970, un fait important a provoqué un afflux des Vietnamiens qui sont venus du Cambodge voisin. En effet, le gouvernement des États-Unis a aidé Lon Nol à renverser le roi Sihanouk, accusé de ne pas lutter contre les soldats vietnamiens du Nord utilisant son territoire. Depuis lors, Lon Non

« tried to present all Vietnamese living in Cambodia as communists or sympathizers and therefore enemies of the Khmer people. It was the turn of the Vietnamese civilian population in Cambodia, and their houses, churches, etc., were destroyed [...] the authorities in Phnom Penh set out to arrest Vietnamese civilians and to put them in camps before deporting them to South Vietnam. It was in this climate also that massacres of Vietnamese (for the most part innocent victims) took place » (Pouvatchy, 1986, pp. 444-445).

M^{me} K et sa famille se sont retrouvées dans une telle situation. Elle m'a dit : « il [le gouvernement Lon Nol] a commis un grand nombre d'assassinats de sorte que j'ai dû revenir au *Việt Nam*, bien que j'aurais voulu rester. Les Français ont dépensé beaucoup pour nous ramener au *Việt Nam* [!?!]. Les premiers jours au *Việt Nam*, nous étions misérablement logés dans une tente à *Tây Ninh*. En 1971 nous sommes allés à *Lộc Ninh* » (Enquête de terrain, 2005). En 1970, environ 200 000 Vietnamiens ont été rapatriés du Cambodge (Wiesner, 1998, p. 346). Parmi eux, quelque 60 000 personnes se sont déplacées dans les provinces de *Lâm Đồng*, *Tây Ninh*, *Long Khánh*, *Kiến Phong*, *Bình Tuy* et *Phước Tuy* (A2-FBPMGRVNS-29071, 1973). Les deux dernières forment l'actuelle province de *Bình Phước*.

À la fin de mars 1972, après trois années « tranquilles », le Nord a lancé une offensive générale contre le Sud. La guerre est redevenue atroce, de sorte que le nombre de réfugiés était élevé. En 1972, il y avait quelque 700 000 réfugiés originaires des

provinces de *Quảng Trị, Kon Tum, Bình Định et Bình Long (ibid.)* où étaient également situées les positions stratégiques des soldats du Nord pendant l'offensive de 1972.

Le gouvernement du Sud a dû continuer à exécuter le programme, déjà connu, de *dinh điền* afin de réinstaller non seulement les réfugiés de guerre et les rapatriés, mais aussi les chômeurs, les fonctionnaires, les soldats démobilisés, des habitants de *Sài Gòn – Chợ Lớn*, etc. Cette fois-ci, le gouvernement du RV a reconnu l'échec de *dinh điền* qui avait précédemment été réalisé et y a identifié des problèmes: 1) le programme reposait sur l'utilisation de la force, ce qui créait du mécontentement dans la société; 2) trop de *dinh điền* avaient été créés et leur distribution était trop dispersée; 3) le programme était irréaliste, plusieurs *dinh điền* étant concentrés dans des plantations d'hévéas alors que ces cultures demandent une longue attente avant la première récolte et que l'aide du gouvernement ne dure qu'un an au maximum; 4) le gouvernement gérât de façon très lâche le programme, de sorte que de nombreux *dinh điền* n'existaient que sur papier; 5) il y avait des manques quant à la coordination entre les régions. 6) Le programme ne respectait pas le droit d'utilisation des terres des montagnards, ce qui créait par conséquent des revendications dangereuses en faveur de leur sécession (A2-FBPMGRVNS-29071, 1973). Cette dernière erreur avait été abordée par Gerald Hickey et Price Gittinger en 1957, mais « *Diem was very upset by Hickey's report [...] The American mission quietly agreed that land development would proceed without regard to highlander land claims* » (Wiesner, 1988, p. 23). Selon le plan du gouvernement, pendant quatre ans, de 1972 à 1975, le programme aura installé 300 000 familles (quelque 1,5 million de personnes) et aura défriché un million de *mẫu* (un million de ha) de terre (A2-FBPMGRVNS-29071, 1973). Les lieux d'implantation ont satisfait quelques conditions fondamentales : absence de menace du Viet Cong, terres cultivables abondantes, disponibilité de l'eau et facilité d'accès (*ibid.*). Cependant, un bilan du programme n'a pu être réalisé en raison de l'effondrement du régime du Sud après 1975.

En somme, pendant la guerre américaine, la migration a revêtu les caractéristiques suivantes: 1) les raisons de la migration étaient surtout liées à la guerre; 2) le flux de la migration traditionnelle du nord vers le sud a été arrêté, à l'exception de la marche des réfugiés et des soldats du Nord; 3) il existait des flux migratoires entre les régions urbaines et rurales, mais de direction inverse entre le Nord et le Sud : au Nord,

les citoyens se déplaçaient vers les campagnes afin d'éviter les bombardements de l'armée américaine; au Sud, les paysans fuyaient les opérations militaires dans les campagnes et se réfugiaient en ville; 4) sous la direction des autorités du Sud, les immigrants *kinh* ont commencé à bouleverser certaines régions montagneuses du Sud.

4. La réunification du pays depuis 1975

4.1. Continuation de la politique des Nouvelles zones économiques

Les autorités du *Việt Nam* portent toujours une attention particulière à la redistribution de la population et de la main-d'œuvre entre les différentes régions. En particulier, la densité de la population trop élevée dans le delta du fleuve Rouge a souvent posé des problèmes aux différents régimes politiques. Leurs principales solutions furent : 1) la construction de digues autour de l'embouchure du fleuve Rouge pour gagner du terrain sur la mer; 2) le transport du riz du Sud au Nord fut mis en place pour combler l'insuffisance alimentaire au Nord; et 3) la transmigration des paysans des deltas vers les régions montagnardes. Cette dernière est actuellement la plus importante depuis la réunification du *Việt Nam*.

Très peu de temps après l'unification du pays en 1975, les déplacements de population se sont effectués sur l'ensemble du territoire et ce en fonction d'une politique stratégique comportant trois principaux objectifs : 1) diminuer la pression démographique²⁶, toujours forte, dans le delta du fleuve Rouge et les plaines côtières du Centre; 2) maîtriser le taux de croissance de la population dans les zones urbaines, surtout les villes de *Hà Nội* et *Hồ Chí Minh*; 3) bien gérer la distribution de la population entre les régions pour le développement économique et la consolidation de la sécurité nationale (Dang Nguyen Anh et al., 1997; Trương Lai, 1998; Hardy, 2003) ainsi qu'internationale. Comme l'a proclamé le Parti communiste vietnamien (PCV) : « Dans la solide position stratégique liant étroitement les trois pays, le *Việt Nam*, le Laos et le Cambodge, il faut coordonner l'implantation des zones militaires avec celles des zones de développement économique » (*Tạp chí Cộng sản*, n° 8, 1979, pp. 18-19, cité de Nguyễn Duc Nhuận, 1984, p. 321). Tous ces objectifs ne sont pas nouveaux dans le

²⁶ La pression démographique peut être définie comme : « *A deteriorating ratio of cultivable land to population but it may also stem from specifically social and political factors: excessive exactions from landlords, agrarian crises (which may or may not be directly linked to population growth), or environment disasters linked to agrarian crises, leading to civil unrest, war or famine.* » (De Koninck, 2000, p. 9)

monde. Ainsi, le programme de transfert de populations du centre vers les périphéries de l'archipel en Indonésie représente à ce titre un des exemples classiques (De Koninck, 2005a, p. 151).

Commune à plusieurs régions du monde et déjà appliquée dans l'histoire vietnamienne (Locke et al., 2000; De Koninck, 2000), cette politique est connue sous l'expression vietnamienne *vùng kinh tế mới* (Nouvelle zone économique - NZE) comme lors de la période précédente dans le Nord. Son importance est confirmée par un décret du gouvernement :

« L'expansion de la superficie agro-forestière et l'établissement des NZE sont une mission très importante pour développer la production, redistribuer la main-d'œuvre, contribuer à renforcer la défense et créer des conditions favorables à la collaboration avec des étrangers » (Décret n° 95-CP de 1980).

À cette époque, les NZE étaient considérées comme une nouvelle partie du territoire du pays sur laquelle l'organisation de la production agro-forestière (sous la forme des entreprises étatiques, des coopératives et des groupements de production) ainsi que l'établissement d'habitats ruraux furent exécutés par l'organisme de migration de l'État. La création des NZE fut non seulement un outil de redistribution des populations et de la main-d'œuvre grâce à la migration organisée, mais a aussi contribué à créer à long terme une nouvelle structure sociale dans les terres « neuves » (Phạm Đổ Nhật Tân, 1992, p. 21). Comme dans plusieurs États du monde, ce fait est également autant un processus d'intégration des territoires marginaux et celui des peuples qui y habitent que, selon le point de vue officiel du gouvernement vietnamien, une stratégie fondamentale pour y favoriser le développement socio-économique et culturel (Đỗ Thịnh, 1988, p. 7)

Mise en pratique

La question démographique, comme toujours, représente une dimension stratégique pour l'administration de la nation sous différents régimes politiques. Après la victoire de 1975, le gouvernement de Hà Nội, « *has been to set ambitious targets [...]: the aim is to lower the rate of population growth to 1.7 percent per annum by 1985, to move 10 million people [...] by the year 2000, and to hold constant the size of cities in the South* » (Jones, 1982, p. 783). Ces ambitions étaient liées « à des objectifs

visant à l'extension des terres mises en valeur : à un horizon de 10 à 15 ans [1976-1990], on envisageait de gagner cinq millions d'hectares de terres cultivables et de reboiser sept millions d'hectares de collines dénudées » (Gendreau et al., 2000, p. 199).

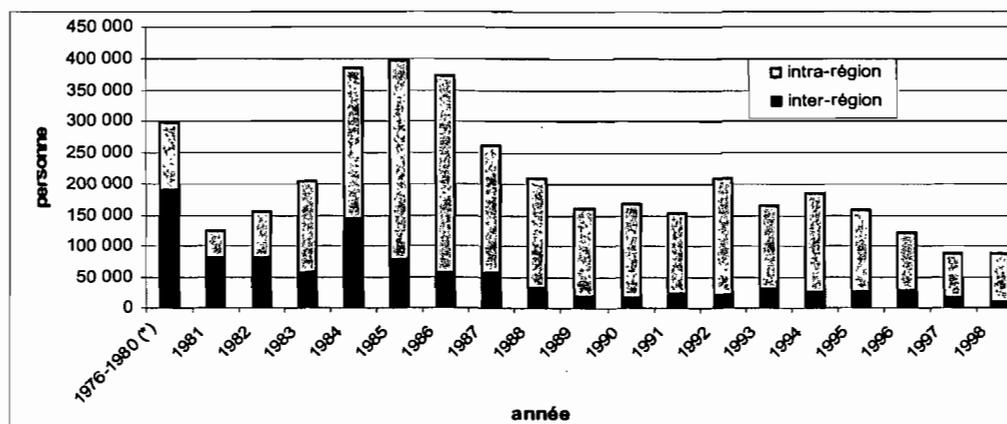
Les migrants étaient recrutés dans le cadre de programmes de l'État et s'installaient principalement dans les NZE établies le long de la frontière cambodgienne à l'ouest de HCMV et, de façon plus importante, dans les *Tây Nguyên* (De Koninck, 1996, p. 248). Provenant surtout de communautés pauvres du delta du fleuve Rouge, les migrants bénéficiaient, pour se lancer dans l'agriculture, de l'appui de l'État tant sous forme directe (les frais de transport, les vivres, les outils de production, les médicaments, les ustensiles de cuisine, l'allocation, etc.) que sous forme indirecte (la construction du système d'infrastructures (écoles, routes, marchés, cliniques, canaux), le crédit, l'exonération d'une partie des obligations de citoyen, etc.)

Pendant la période de 1976 à 1998, pour l'ensemble du pays et sous la tutelle du gouvernement²⁷, plus de cinq millions de personnes (ou près de 222 000 personnes par année) furent déplacées. À vrai dire le nombre moyen annuel des migrants variait (Figure III.5). La première période fut caractérisée par la dominance du flux migratoire inter-régional²⁸, particulièrement des migrations de longue distance du Nord vers le Sud : 63 % des migrants du Nord ont transmigré vers le Sud entre 1976 et 1980. En revanche, de 1981 à 1990, c'est la migration intra-régionale qui occupa un rôle primordial alors que plus de 74 % des migrants totaux se sont déplacés dans les mêmes régions (MADR, 1999), sous prétexte que la demande d'investissements par hectare dans les NZE était trop élevée et que l'économie du pays était en situation difficile (Hoàng Dong, 2001, p. 51; Trần Đình Hoan, 2001, p. 105).

²⁷ Notons ici des décrets importants du gouvernement et leurs objectifs centraux pour la migration organisée : 82-CP du 12 mars 1980 (mobilisation et recrutement de la main-d'œuvre pour les entreprises agro-forestières étatiques dans les NZEs); 95-CP du 27 mars 1980 (expansion de la superficie agro-forestière et création des NZEs); 327/HĐBT du 15 septembre 1992 (développement rural et de l'afforestation); 773-TTg du 21 décembre 1994 (exploitation, usage des terres en friche, des lais et de la surface de l'eau dans les deltas); 133/1998/QĐ-TTg (élimination de la faim et réduction de la pauvreté); 661/QĐ-TTg du 27 juillet 1998 (replantation de cinq millions d'hectares de forêt); 135/1998/QĐ-TTg du 31 juillet 1998 (développement socio-économique des communes en situation particulièrement difficile); 190/2003/QĐ-TTg du 16 septembre 2003 (migration et réalisation du plan de localisation de la population de 2003 à 2010).

²⁸ Les données ici discutées distinguent sept régions, soit les Montagnes du Nord, le delta du fleuve Rouge, le Nord du Centre, le Littoral du Centre, Plateaux centraux, Nam Bô oriental et delta du Mékong. Tel qu'illustré à la Figure II.2, certains subdivisent les Montagnes du Nord en deux régions (Montagnes du Nord-Est et Montagnes du Nord-Ouest).

Figure III.5 : *Viêt Nam*. Flots migratoires annuels intra et inter-régionaux lors de migrations organisées, 1976-1998



(*) Nombre moyen annuel de migrants, 1976-1980

Source : MADR, 1999

À l'échelle régionale, la région stratégique des Plateaux centraux détient le plus important solde migratoire positif, avec 719 000 personnes ou 51 % du total des immigrants (Tableau III.5 et Figure II.2). Elle apparaît comme la destination principale pour les migrants *kinh* venus du delta du fleuve Rouge et des plaines côtières du Centre du *Viêt Nam* (Hardy, 2003). Par contre, toujours trop peuplées, la région du delta du fleuve Rouge et celle du Centre (Nord du Centre et Littoral du Centre) ont les soldes migratoires négatifs les plus marqués : 726 000 personnes (52 % des émigrants totaux) et 451 600 (32 %) respectivement.

Résultats

Concernant la redistribution de population, si on retourne encore plus loin dans le passé, l'impact de la migration sur la région surpeuplée du delta du fleuve Rouge fut encore plus remarquable (Tableau III.6). Le poids relatif de la population a diminué de 33,7 % en 1926 à 21,7 % en 2004. Par contre, la population des régions des Plateaux centraux et du *Nam Bô* oriental a été multipliée par un facteur de dix pendant la même période, de sorte que leurs poids ont augmenté considérablement, de 2,5 % à 5,7 % pour les Plateaux centraux et de 7,9 % à 16,1 % pour le *Nam Bô* oriental.

Depuis la réunification du *Viêt Nam* en 1975, la migration organisée a certainement exercé une influence sur la redistribution démographique entre des régions du pays, mais à un niveau négligeable (Tableau III.6). Pour la période 1979-1989, durant laquelle le courant migratoire organisé dominait, l'impact de la migration fut

relativement faible pour toutes les régions, excepté pour celle des Plateaux centraux (de 2,8 à 3,9 %).

Tableau III.5 : *Việt Nam*. Migration organisée intra- et inter-régionale, 1976-1998

Région	Migration intra-régionale		Migration inter-régionale			
			départ		arrivée	
	personne	%	personne	%	personne	%
Montagnes du Nord	435 000	12	24 700	2	217 500	15
Delta du fleuve Rouge	185 000	5	726 000	52	-	
Nord du Centre	566 400	16	250 600	18	-	
Littoral du Centre	465 000	13	201 000	14	33 900	2
Plateaux centraux (<i>Tây Nguyên</i>)	343 000	9	-		719 000	51
<i>Nam Bộ</i> oriental	685 000	19	204 500	15	178 300	13
Delta du Mékong	947 000	26	-		258 100	18
Total	3 626 400	100	1 406 800	100	1 406 800	100

Source : MADR, 1999

Tableau III.6 : *Việt Nam*. L'évolution de la population par région administrative, 1979-2004

Région	1926		1979		1989		2004	
	Milliers de personnes	% du total	Milliers de personnes	% du total	Milliers de personnes	% du total	Milliers de personnes	% du total
Montagnes du Nord	1 591	9,1	7 017	13,3	7 915	12,5	11 768	14,35
Delta du fleuve Rouge	5 713	33,7	12 854	24,4	15 730	24,8	17 836	21,7
Nord du Centre	2 843	16,8	7 546	14,3	8 573	13,5	10 504	12,8
Littoral du Centre	2 325	13,7	5 752	10,9	5 873	9,3	6 981	8,5
Plateaux centraux	423	2,5	1 483	2,8	2 490	3,9	4 674	5,7
<i>Nam Bộ</i> oriental	1 340	7,9	6 159	11,7	8 577	13,5	13 192	16,1
Delta du Mékong	2 706	16	11 930	22,6	14 172	22,4	17 076	20,8
TOTAL	16 941	100	52 742	100	63 331	100	82 032	100

Source: Adapté selon De Koninck (2005b, p. 40) et compilé d'après les données du GSO

De 1989 à 2004, c'est-à-dire depuis le *Đổi mới*, amorcé par le « boom » de la migration spontanée, le poids démographique du delta du fleuve Rouge a régressé (Tableau III.6) : de 24,8 à 21,7 %, alors qu'il avait légèrement augmenté, 24,4 à 24,8 % pendant la période précédente (1979-1989). Cela fut réalisé essentiellement au profit de

la progression du poids démographique relatif des Plateaux centraux et du *Nam Bô* oriental (de 3,9 à 5,7 % et de 13,5 à 16,1 % respectivement).

Quoi qu'il en soit, depuis 1975, si l'on considère l'indice de la concentration²⁹ de la population au niveau provincial, l'évolution de la distribution de population pour l'ensemble du pays peut donner raison aux autorités. En effet, cette distribution a eu tendance à s'uniformiser. Cela dit, cette uniformisation demeure toute relative, même si elle apparaît un peu plus prononcée au sein de la population agricole (Tableau III.7).

Tableau III.7 : *Viêt Nam*. Indice de la concentration de la population, 1979-2004

Indice de concentration	Année			
	1979	1989	1999	2004
Population totale	38,9	38,2	37,6	37,3
Population agricole	38,0	n. d.	36,2	35,3

n. d. : non disponible

Source : compilé d'après les recensements 1979, 1989 et 1999 et le GSO

À l'égard de la structure ethnique, la migration a transformé les proportions dans les provinces montagneuses où furent développées les NZE. Dans la région montagneuse du Nord, de 1960 (ouverture du programme des NZE) à 1979 (début de la guerre frontalière entre le *Viêt Nam* et la Chine), l'arrivée des *Kinh* des basses terres a fait augmenter rapidement leur proportion dans toutes les provinces (Tableau III.8), surtout celle de *Lai Châu* (de 9,2 % de la population totale en 1960 à 22,3 % en 1979). Cette dernière est localisée au carrefour de trois pays : le *Viêt Nam*, la Chine et le Laos (Figure II.2).

²⁹ L'indice de concentration ou l'indice de Hoover est un indice d'équirépartition. Dans cette étude, il permet de mesurer la régularité avec laquelle la population est distribuée à travers les unités territoriales.

Cet indice est obtenu par le calcul suivant : $H_t = 50 \sum_{i=1}^n |p_{it} - s_i|$ où H_t est l'indice de Hoover ou l'indice de

concentration à date t ; p_{it} est la proportion de la population de la province i par rapport à celle totale du pays à la date t ; s_i est la proportion de la superficie de la province i au sein du pays. L'indice sera égal à 0 si la densité de population des provinces était parfaitement uniforme; il approchera 100 si toute la population trouve dans une seule province (Plane & Rogerson, 1994, p. 28).

Tableau III.8 : Montagnes du *Việt Nam*. La proportion des *Kinh* au sein de la population totale, 1960-1999

(En pourcentage)

Région et province	Année			
	1960	1976	1979	1999
Montagnes du Nord				
<i>Hà Tuyên</i>	18,2	n.d.	33,0	31,2
<i>Cao Bằng</i>	3,4	n.d.	6,0	4,7
<i>Lạng Sơn</i>	10,0	n.d.	15,6	16,5
<i>Lai Châu</i>	9,2	n.d.	22,3	16,9
<i>Hoàng Liên Sơn</i>	27,8	n.d.	46,0	41,9
<i>Bắc Thái</i>	58,9	n.d.	69,8	62,3
<i>Sơn La</i>	12,0	n.d.	20,1	17,4
<i>Quảng Ninh</i>	63,9	n.d.	91,1	88,9
<i>Hòa Bình</i>	13,7	n.d.	32,4	27,7
Plateaux centraux				
<i>Gia Lai–Kon Tum</i>	n. d.	36,9	43,8	53,9
<i>Đắk Lắk</i>	n.d.	51,4	60,9	70,2
<i>Lâm Đồng</i>	n.d.	66,6	70,0	77,1

n. d. : non disponible

Source : Không Diễn (1995, p. 178); compilé d'après des données du recensement général de population en 1999

Cependant, depuis 1979, à cause de la guerre avec la Chine, de la dégradation environnementale (Rambo, 1995) et de l'impact du *Đổi mới* (Castella et al., 2002), un grand nombre des paysans *kinh*, surtout des migrants spontanés, ont quitté les Montagnes du Nord pour retourner vers leur région natale et vers le Sud dont principalement les Plateaux centraux. Par conséquent, depuis 1979, la proportion des *Kinh* a diminué dans la quasi-totalité des provinces des Montagnes du Nord, tandis que cette proportion s'est élevée dans toutes les provinces des Plateaux centraux (Tableau III.8). Cette augmentation a contribué à intégrer plus efficacement les montagnards et leur territoire, et à consolider la sécurité et la défense nationale. On peut citer à cet effet la fin des activités du FULRO en 1992 dans les Plateaux centraux (*Tây Nguyên*) (De Koninck, 1997).

Concernant la pression démographique sur le territoire, le déplacement des paysans entre des régions du pays dans le cadre du programme des NZE a contribué à diminuer la densité agraire grâce à l'expansion des terres cultivées dans les lieux d'accueil. Pendant 15 ans (1976-1990), les pionniers y ont défriché 1,36 million d'hectares. Toutefois, le taux d'utilisation des terres défrichées est demeuré faible : 71,4 % des quelque 1,4 million d'hectares des terres défrichées (Tableau III.9). Malgré cette inefficacité, cela a grandement contribué à l'augmentation de la superficie agricole du pays qui est passée de 5,81 millions d'hectares en 1976 à 6,99 millions en 1990 (TCTK, 1980, p. 129; GSO, 1999, p. 21), contribuant à faire régresser les difficultés alimentaires pour la période précédant le *Đổi mới*.

Tableau III.9 : Việt Nam. Expansion de la terre cultivée par le défrichement dans les NZE

Superficie (1 000 ha)	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1976-1990 (Total)
Terres défrichées	708,6	275,8	374,6	1 359
Terres cultivées	560	172,3	238,1 (*)	970,4
Taux d'utilisation (%)	79	62,3	63,6	71,4

Source: Phạm Đổ Nhật Tân (1992, p. 62); (*) MADR (1999, p. 106)

Par ailleurs, avant de partir, les émigrants ont cédé leur terre cultivée à leurs compatriotes qui restaient encore dans le lieu de départ. De 1976 à 1990, près de 1,4 million d'émigrants du delta du fleuve Rouge et du Nord du Centre ont laissé 97 958 ha des terres cultivées, soit 6,5 % de la superficie agricole totale de ces deux régions (Phạm Đổ Nhật Tân, 1992, p. 61).

Pour le développement économique, la création des NZE dans les terres « neuves » a évidemment été accompagnée par le développement d'un système d'infrastructures indispensable aux besoins essentiels des immigrants. Ce système était une « condition sine qua non » pour que les NZE puissent être stabilisées et pour développer les régions pauvres et sous-développées. Toutefois, l'investissement de l'État fut habituellement inadéquat en regard aux demandes et besoins des NZE, surtout après 1980 alors que le pays vivait une crise financière importante. Pour cette raison, au cours des années 1980, l'investissement de l'État a été réduit par rapport aux années 1976-1980 (Tableau III.10), même si le nombre des migrants organisés des années 1980

était plus élevé que celui de la période précédente (1976-1980) : 2,4 millions de personnes contre 1,5 million (Tableau III.11).

Tableau III.10 : *Việt Nam*. Système d'infrastructures essentielles dans les NZE, 1976-1989

Infrastructures essentielles	1976-1980 (par année)	1981-1989 (par année)
Route (km)	300	293
Canal (km)	76	20
Pont	44	15
Barrage	26	5
École (salle de classe)	140	47
Clinique	72	42

Source : Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992, p. 60

Tableau III.11 : *Việt Nam*. Ampleur de la migration, 1976-2000

Période	Objectif (personne)	Réalisation (personne)	Réalisation/Objectif (%)	Nombre annuel moyen (personne)
1976-1980	4 000 000	1 491 816	37	298 363
1981-1985	1 000 000	1 265 309	127	253 062
1986-1990	1 600 000	1 172 325	73	234 465
1991-1995	1 000 000	871 488	87	174 298
1996-2000	1 000 000	300 688 (*)		100 229 (*)
Total	8 600 000	5 101 626(*)		221 810 (*)

(*) Données pour 1996-1998

Source : MADR, 1999 et notre calcul

Au plan de la sécurité et de la défense nationale, dès la réunification du *Việt Nam* en 1975, le rétablissement du flux migratoire traditionnel nord-sud représenta une mission importante des autorités visant à déplacer vers le Sud des gens du Nord. Ceux-ci étaient évidemment souvent les fidèles du régime et possédaient l'expérience de la construction socialiste depuis la fin des années 1950. Une partie de la main-d'œuvre qui « était des cadres [du Nord] fut déplacée vers les entreprises étatiques des Plateaux centraux et de certaines provinces au Sud » (Trần Đình Hoan, 2001, p. 105). Leur présence tout comme la présence des paysans du Nord dans les nouvelles terres du Sud était un facteur pour encourager le développement du mouvement coopératif selon le modèle socialiste et ainsi résoudre des problèmes socio-économiques (Đỗ Văn Hòa, 2002; Trần Dac Dân, 2002). D'autre part, ces colons ont aidé l'État à maintenir la

sécurité dans les régions sensibles, tels les Plateaux centraux où « *the Montagnard tribes continued to pose a security problem* » (Desbarats, 1987, p. 49). Si on « ne [les] avait pas déplacés rapidement dans les zones stratégiques, même si les conditions de vie initiales n'étaient pas parfaites [...], les *Tây Nguyên* ne seraient pas aujourd'hui assez sûrs pour le développement » (Đặng Nghiệm Vạn, 1989, pp. 114-115)

Bien que la réunification du pays au printemps 1975 fût une très bonne occasion pour réactiver le flux migratoire traditionnel, la chute soudaine de la République du *Việt Nam* pro-américaine

« *transferred to the communist government the massive problems of refugee population in the cities, desertion of land in some areas, and integration of large numbers of civil servants, police, soldiers, and sympathizers with the former regime into very different systems of government and economic management* » (Jones, 1982, p. 798).

En 1976, la grande métropole de *Sài Gòn* comptait quelque 3,5 millions de personnes, dont plus d'un million travaillant alors pour l'ancien régime. Avant la réunification du pays, le Sud devait importer chaque année des milliers de tonnes de riz. En 1974, *Sài Gòn* à elle seule en a importé 445 000 tonnes. Il s'agissait par ailleurs d'une ville dont la base industrielle était très faible; l'énergie, les matières premières et les équipements dépendaient fortement de l'étranger (Anh Xuân, 1976a). C'est pourquoi,

« le déplacement de la population vers les NZE prend une signification décisive au plan de la redistribution des actifs. Cela est nécessaire non seulement pour stabiliser durablement la vie de la population, mais pour reconstruire le pays après la guerre [...] C'est le moyen le plus correct [...] C'est une nouvelle lutte qui exprime le sentiment patriotique, le sens de l'indépendance, contribuant à la construction d'un pays plus beau et plus riche » (extrait de la Résolution du premier congrès du Parti communiste de HCMV, 19-30 avril 1977, ma traduction).

La dé-urbanisation dans le Sud aura alors fourni au régime un moyen convenable d'écarter des personnes représentant potentiellement une menace pour le nouveau régime. En fait, la migration a aidé les « jeunes » autorités à instaurer un nouvel ordre dans les centres urbains (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992, pp. 56-61, Nguyễn Hữu Tiến et al., 1996, p. 16), particulièrement à HCMV - la plus grande ville du Sud – dont 61 000 foyers ont été déplacés vers les NZE durant la période 1975-1983 (Trần Dac Dân, 2002, p. 61). Plus important encore, les transferts des « citadins » vers les régions rurales, y

compris les NZE, ont simultanément atteint d'autres buts soit de : 1) diminuer le surpeuplement dans les centres urbains; 2) fournir la main-d'œuvre pour les régions rurales visant à résoudre rapidement le grand problème alimentaire et à renforcer la sécurité et la défense nationale (Desbarats, 1987; Nguyễn Hữu Tiến et al., 1996). L'action énergique des autorités peut être observée dans le cas de l'arrondissement de *Gò Vấp*, alors que les autorités locales ont dès 1975 mis à exécution le transfert des « *sympathizers with the former régime* » vers des NZE situées dans la province frontalière de *Tây Ninh* dont la frontière s'étend sur une très longue distance (Figure III.6).

L'ex-directeur adjoint du Comité du mouvement de l'établissement des NZE, monsieur Nguyễn Văn Nhập a remarqué :

« Le déplacement de la population hors de la ville est un processus difficile et important; c'est pourquoi nous [...] considérons le mouvement de construction des NZE comme une lutte et sommes décidés à mener jusqu'au bout la mission que le Parti nous a confiée [...] Jusqu'à maintenant, nous avons déplacé 39 280 personnes dont 17 colonels ou capitaines [et leur famille], 1 642 sous-officiers et soldats, 71 policiers, 2 456 catholiques, 8 938 bouddhistes, 99 bourgeois et petits patrons, et le reste qui était des ouvriers, des chômeurs [...] Cette fois-ci, nous avons désengorgé les quartiers et les résidences militaires. » (Nguyễn Văn Nhập, 1976, ma traduction)

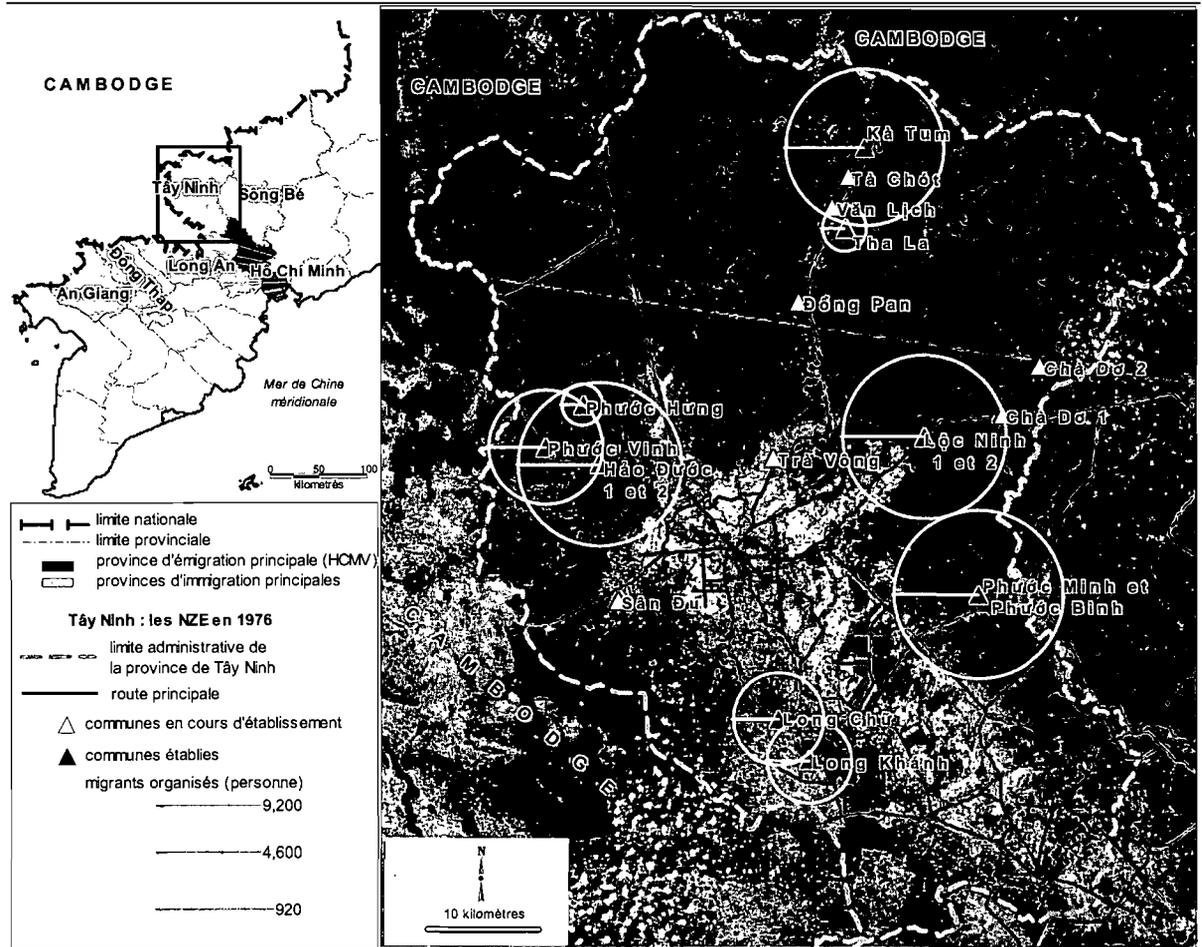
En répondant à la fois à la demande de l'établissement des NZE, l'ancien secrétaire du Comité provincial du Parti de la province d'accueil de *Tây Ninh*, monsieur Nguyễn Văn Tót a mis en relief des potentialités et l'infrastructure essentielle du lieu d'accueil :

« Composée d'une multiple variété d'essences de bois précieux, la forêt dont le rendement est assez élevé se trouve sur un terrain plat; son exploitation est facile [...] Elle a la potentialité de permettre l'expansion de l'hévéaculture, des superficies rizicoles [...] Nous avons construit 12 540 logis, creusé 1 376 puits et défriché 1 270 ha de terre cultivée... » (Nguyễn Văn Tót, 1976).

En conséquence, après seulement une année de réunification, environ 40 000 personnes avaient été déplacées dans plus de 10 NZE se trouvant dans les zones marginales stratégiques de la province frontalière de *Tây Ninh* (Figure III.6).

Cependant, comme ailleurs, les difficultés rencontrées dans les NZE ont provoqué le retour hâtif à HCMV d'une majorité des nouveaux immigrants.

Figure III.6 : Sud du Việt Nam. Repeuplement dans les provinces frontalières et dans celle de Tây Ninh, 1976



Note : La position des communes établies et en cours d'établissement dans les NZE superposée sur l'image Landsat MSS (composé des canaux 1, 2 et 3, et prise en 1973). Cette technique nous permet d'avoir une vision plus réelle de l'état naturel du lieu d'accueil avant l'arrivée des Saïgonnais suivant la réunification du Việt Nam en 1975.

Source : SGGP, 1976a; De Koninck, 1996, p. 250; VTGEO

Le critère de sécurité nationale était de forte importance lors du choix des lieux de défrichement et de la création des NZE (Nguyễn Trần Trọng & Nguyễn Đăng Kiêu, 1982, p. 74). La migration accompagnant l'établissement des NZE a répondu aux demandes essentielles du renforcement de la sécurité nationale par la création des milliers de nouvelles agglomérations rurales dans les aires principales d'implantation. Celles-ci ont contribué à stabiliser puis à consolider la sécurité ainsi que la défense nationale, particulièrement dans les régions stratégiques, telles que les îles, les vùng sâu,

vùng xa (régions périphériques et éloignées), les régions frontalières dans les Montagnes du Nord, les *Tây Nguyên* et le *Nam Bộ* oriental (Hoàng Dong, 2001). En réalité, le transfert des populations vers les régions stratégiques est en tout temps un des composants indispensables des grands programmes du pays dans lesquels le ministère de la Défense³⁰ est toujours un acteur central. Dans l'important programme 135 (développement socio-économique des communes en situation particulièrement difficile), uniquement pour la période comprise entre juillet 1998 et juillet 2000, le ministère de la Défense nationale a sédentarisé environ 50 000 foyers pauvres dans les régions frontière et établi un plan plus élaboré de repopulation dans les zones frontières et les îles (Chu Hữu Quý, 2002).

Lacunes de la politique des NZE

Les programmes de migration organisée n'ont permis d'atteindre que 37 % des objectifs fixés dans le premier plan quinquennal (1976-1980). En outre, le nombre des migrants dans les plans quinquennaux suivants a été réajusté à la baisse (Tableau III.11) afin de pallier la situation difficile du pays. Pour cette raison, l'objectif initial de transfert de dix millions de personnes fixé pour la période de 1976 à 2000 (Jones, 1982, p. 783) n'a jamais été réalisé.

Bien que le nombre des migrants ait été ajusté à la baisse (de 10 à 8,6 millions de personnes), seulement quelque 5,1 millions de personnes se sont déplacées entre 1976 et 1998 en vertu du programme de migration organisée, ce qui représente seulement les deux tiers du nombre réajusté du plan la période de 1976 à 2000 (Tableau III.11). Ces résultats modestes n'ont pas permis de générer des changements appréciables dans la distribution de la population du pays. En effet, ces 5,1 millions de migrants ne représentent que 6,8 % de la population totale du pays en 1998 (75,5 millions d'habitants) et sont cinq fois moins importants que la croissance démographique au cours de la même période (26,3 millions de personnes).

³⁰ Le rôle de l'armée dans les activités socio-économiques est confirmé par le Bureau politique du Comité central vietnamien depuis 1976, un an après la réunification du *Việt Nam* : « Être prêt à combattre et combattre pour protéger la patrie sont les missions stratégiques les plus importantes de toute l'armée. En même temps, le travail pour développer l'économie, pour édifier le pays est une mission commune, une mission stratégique importante de toute l'armée » (Nguyễn Anh Dũng, 1981, pp. 5-6)

Pire encore, parmi les quelque 5,1 millions de migrants organisés (1976-1998), un grand nombre ont abandonné les NZE. La proportion moyenne d'abandons varie fortement selon la période et les régions concernées, allant de 20 % à 50 % (Desbarats, 1987; Gendreau et al., 2000; Trần Dac Dân, 2002) et même jusqu'à 70 % des départs (Đỗ Thịnh, 1988; Trương Lai, 1998). Ceux qui ont abandonné leur lot se sont par la suite déplacés vers leur lieu d'origine, vers des centres urbains ou vers d'autres zones rurales (Desbarats, 1987; Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992; Gendreau et al., 2000).

Une minorité de citadins ayant décidé de faire leur vie dans les NZE ne possédaient malheureusement pas d'expérience en agriculture. Ils ont alors dû choisir d'autres métiers non agricoles ou devenir des paysans alors que leur expérience en agriculture était quasi nulle. Leur adaptation à la nouvelle vie rurale dans les NZE fut pour cette raison énormément difficile. Nous en reparlerons en présentant quelques cas dans la section 3.1 du chapitre V.

La situation semblait être plus facile pour les immigrants paysans venus des basses terres. Toutefois, bien qu'ils se consacraient à la riziculture inondée (Salemink, 2003), leur expérience n'a pas pu être réellement mise à contribution dans les NZE à cause du manque de terres adéquates, c'est-à-dire essentiellement de zones de plaines ou de vallées planes. Plusieurs nouveaux arrivants, dont la grande majorité des *Kinh*, ont dû pratiquer et adopter, sans expérience, la culture traditionnelle locale qui était la culture itinérante sur pente ou le *rẫy*. Ils ont par conséquent provoqué la dégradation de l'environnement en raison, d'une part, de l'expansion des terres agricoles aux dépens de la forêt, et d'autre part, de méthodes de culture inefficaces. Le ministre du *Ministry of Labour, Invalids and Social Affairs* (MoLISA) a constaté :

« Les résultats obtenus par la politique de migration organisée n'étaient pas proportionnels aux efforts [...] Une partie de la terre a été dégradée et érodée [...] Une grande superficie des forêts a été dévastée [...] Tout cela a soulevé des problèmes environnementaux qui actuellement et pour les années prochaines doivent être résolus. » (Trần Đình Hoan, 2001, p. 105)

Malgré les coûts de la détérioration environnementale, les cultures vivrières comme le riz, le maïs ou le manioc n'ont pas offert une vie meilleure aux migrants. Ces derniers tout comme la majorité des Vietnamiens ont, pendant près de 15 ans, de la

réunification jusqu'au *Đổi mới*, dû subir des difficultés économiques, surtout le manque de vivres.³¹

La mise en place des NZE peut être considérée comme un échec, au moins partiel. Elle n'a pas répondu aux objectifs stratégiques, surtout celui de la dés-urbanisation au cours des années après 1975 (Trần Dac Dân, 2002, p. 61). Les raisons profondes découlant des erreurs des autorités sont les suivantes: 1) l'obsession des résultats; 2) la politique migratoire trop associée à la campagne de propagande; 3) la mauvaise gestion de la migration, c'est-à-dire que « la migration organisée pour l'établissement des NZE a simplement été considérée comme un déplacement physique de population dans l'espace » (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992, p. 68). Dans un tel contexte, les investissements de l'État ne dépendaient que du volume de migrants ainsi que de la distance géographique entre les lieux d'accueil et ceux d'origine et ne tenaient pas compte de la situation particulière des NZE montagneuses.

« [D]es infrastructures comme les communications, l'eau et l'électricité, les écoles, les centres de santé communaux, ne répondaient pas en temps utile à l'ampleur de la vague des arrivants [de sorte que] les conditions de vie des nouveaux arrivants étaient souvent difficiles » (Gendreau et al., 2000, p. 205).

À compter de 1990, afin de régler les problèmes, la migration organisée vers les NZE a été effectuée dans le cadre de projets de développement (Hoàng Dong, 2001). Ces derniers ont intégré les anciens objectifs de la migration avec ceux de l'utilisation efficace des ressources naturelles et du développement socio-économique des NZE. Depuis lors, les conditions de vie des migrants organisés se sont améliorées et le taux d'abandon s'est réduit (Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999, p. 12).

³¹ Il apparaît qu'au *Việt Nam* l'insuffisance alimentaire n'est pas tout à fait causée par la pression de la population. Dans le delta du fleuve Rouge, la densité démographique demeure la plus élevée et, malgré la prédiction de Gourou (1965), les Tonkinois n'ont pas connu de problèmes d'autosuffisance alimentaire vers la fin du XX^e siècle. En réalité, ce delta non seulement satisfait les besoins alimentaires de sa population, mais contribue aussi quoique faiblement à l'exportation nationale du riz. La réforme politique ainsi que l'application des progrès techniques sont les explications essentielles de ce succès (Đào Thế Tuấn, 2003).

4.2. Nouveaux facteurs et nouvelles dynamiques du processus migratoire

Le *Đổi mới*, l'application du *giao khoán* (contrats du régime forfaitaire) et la dissolution de la coopérative agricole ont sans doute créé un résultat spectaculaire pour la production agricole (Section 6 du Chapitre II).

Après l'instauration du *Đổi mới*, les flux de migrations organisées ont continué, principalement des plaines du Nord vers les *Tây Nguyên* et le *Nam Bộ* oriental. Néanmoins, son ampleur a eu tendance à diminuer (Tableau III.11). En contrepartie de cette diminution, mais à un degré plus élevé particulièrement après la nouvelle loi foncière de 1993, les flots de migrants spontanés ont rapidement été augmentés.

Facteurs

La pression de la population est un facteur classique qui se transforme dans le temps et l'espace et qui conditionne la migration (De Koninck, 2000; Locke et al., 2000). Ajoutons que, depuis le *Đổi mới* en 1986, l'accroissement des migrations spontanées est notable et peut être attribué aux facteurs essentiels suivants.

Il s'agit, premièrement, de l'élimination du système de *ché đò bao cấp* (subvention), caractérisé par les bénéfices accordés pour l'achat de riz et d'autres biens de première nécessité. Cela prend également la forme de l'adhésion à la coopérative et à l'obtention de titres de propriété des terres. Cela diminue fortement le rôle de l'État à l'égard du contrôle de la migration. Ainsi, les gens peuvent se déplacer partout pour rechercher un emploi et un lieu de résidence puisque ces mêmes articles de première nécessité et les titres de propriété des terres peuvent être achetés sur le marché libre (Trần Dac Dân, 2002, pp. 65-66).

Il s'agit, deuxièmement, du manque de travail dans de nombreuses zones, notamment dans le delta du fleuve Rouge. En 1998, au Viêt Nam, plus de 8,2 millions de personnes (ou 28,2 % de l'ensemble de la population active rurale) manquaient régulièrement de travail. Parmi ces paysans en chômage partiel, une grande partie se concentrait dans les régions du delta du fleuve Rouge (37,8 %) et des Montagnes du Nord (33,6 %) (Nguyễn Thị Bích Hà, 2002, p. 37).

Troisièmement, la croissance des prix des cultures pérennes, surtout le prix du café au milieu des années 1980 (Fortunel, 2003), permet de « *diversifying and securing*

livelihoods through seeking opportunities away from home villages in an attempt to spread risks or increase income... of rural households in migration decision-making » (Zhang et al., 2001, p. 22).

Il faut aussi mentionner d'autres facteurs comme : 1) les opportunités d'emplois dans les villes et les centres industriels; 2) l'expansion des services personnels de communication, de commerce et d'information; 3) l'apparition et le développement d'un marché foncier (Guest, 1998; Trần Dac Dân, 2002); et 4) l'encouragement du gouvernement pour le développement des cultures pérennes ayant une grande valeur sur les marchés d'exportation comme le caféier, l'hévéa et l'anacardier (Nguyễn Hữu Tiến et al., 1998, p. 115).

Dans un tel contexte, selon la ministre du MoLISA, madame Nguyễn Thị Hằng, la pauvreté des paysans, le manque des terres et le pouvoir d'attraction des zones de colonisation agricole sont des causes fondamentales du « boom » de la migration spontanée depuis le *Đổi mới*.

Pour les migrants spontanés ruraux, le manque de terre cultivable dans leur lieu de départ est souvent le moteur central qui les pousse vers les nouvelles terres (Gendreau et al., 2000). Évidemment, « *people do not tend to move some place at random – they tend to go where they believe opportunity exists* » (Weeks, 2002, p. 253). Les zones de destination sont alors les régions où existent des terres cultivables. Les *Tây Nguyên* et le *Nam Bộ* oriental sont, jusqu'à aujourd'hui au moins, considérés comme *miền đất hứa* (région de terre promise) et les régions *đất rộng - người thưa* (terre large – faible densité) où la terre cultivable pourra être trouvée en défrichant la forêt. D'après une enquête menée auprès de 753 foyers d'immigration spontanée dans la province de *Đồng Nai* (*Nam Bộ* oriental), Doãn Mậu Diệp & Trịnh Khắc Thâm (1996, p. 46) ont montré que les migrants disposent depuis 1990 de plus de terre cultivée (0,66 ha par ménage) que dans leur lieu de départ (0,24 ha).

Il y a encore d'autres raisons nées de la mise en pratique de la politique des NZE. En fait, il est largement connu que, très peu de temps après le *Đổi mới*, dans les lieux où avait été réalisé la *di dân xen ghép* (migration en intercalation³²), une vague

³² Un type de migration dans lequel les migrants s'installent sur un territoire déjà occupé. Il en résulte une mosaïque où anciens et nouveaux occupants vivent côte à côte et sont donc « intercalés »

renouvelée de demande pour la terre cultivée des autochtones se soit manifestée. Cela est vrai dans la mesure où leurs ancêtres avaient contribué au développement des coopératives. Ce phénomène s'est manifesté dans les provinces montagnardes du Nord-Est (Castella et al., 2002; Vương Xuân Tình 2002) et le *Nam Bộ* occidental (Nguyễn Hồng Minh, 1993, p. 20). En février 1989, le gouvernement a émis le décret n° 13-HĐBT dont le but était la résolution de quelques urgents problèmes fonciers, ce qui comprenait de nombreux cas de disputes entre immigrants et autochtones. Malheureusement, dans les provinces montagneuses Nord-Est de *Bắc Thái* (*Thái Nguyên* et *Bắc Kạn* actuellement) et de *Cao Bằng*, plusieurs immigrants de *di dân xen ghép* dans le cadre des NZE depuis 1963-1964 ont perdu leurs terres (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992, p. 95). Les « victimes » étaient non seulement les *Kinh* venus auparavant des basses terres, mais également les peuples montagnards des ethnies *Dao* et *H'mông* sédentarisés dans le cadre du programme de sédentarisation. Ces nouvelles personnes sans terres ont alors dû transmigrer vers des régions forestières locales ou encore retourner vers leur lieu de naissance et, dans les cas plus dramatiques, vers le Sud où les NZE furent développées pour leurs besoins de subsistance (Castella et al., 2002). Notons que l'exécution des politiques nationales change de région en région (*ibid.*; Zingerli et al., 2002). Il est heureux que dans un certain nombre de provinces où les autorités locales étaient puissantes ce problème a pu être solutionné, tel que dans la province montagneuse du Nord de *Son La* (Nguyễn Tiến Mạnh & Ngô Văn Hải, 1998, p. 6).

Pendant plusieurs années avant le *Đổi mới*, les NZE ont été établies selon la ligne directrice des *gần làm trước, khó làm sau* (priorité pour les plus proches; les plus difficiles et les plus éloignées au second rang). En réalité, les zones les plus éloignées et celles aux prises avec les plus mauvaises conditions de subsistance ont d'abord été choisies pour la création des NZE. Les migrants organisés ont ensuite découvert que les conditions de production et de vie des régions à proximité étaient plus favorables, de sorte qu'ils ont, sans l'accord des autorités et à titre de migrants spontanés, continué à y migrer. Par exemple, dans la province de *Lâm Đồng* dans les *Tây Nguyên*, les immigrants organisés ont librement quitté des NZE des districts éloignés de *Đạ Tẻh* et de *Đạ Hoai* vers la lisière du centre urbain de *Bảo Lộc* de la même province (Nguyễn Hồng Minh, 1993, p. 12).

Plus les NZE se développaient, plus l'arrivée des migrants spontanés s'accélérait. Ceci parce que les migrants organisés rendaient compte auprès de leurs compatriotes restés dans leur région d'origine des conditions de vie intéressantes régnant dans ces NZE. Ces nouveaux migrants spontanés ne recevaient évidemment pas d'aide directe de l'État, mais ils ont profité indirectement de l'appui de l'État dans le cadre des programmes de création des NZE, tels le système d'infrastructure, les services de santé et d'école, etc. (Hardy, 2003). L'État a pu économiser son budget en n'ayant pas à défrayer les coûts de transfert des populations. Cependant, la présence de ces nombreux migrants spontanés a mené à l'échec des plans initiaux des NZE dans lesquels leur présence et ses impacts n'avaient pas été prévus.

En outre, de nombreux programmes de repeuplement réalisés dans le cadre des projets de développement du pays, par exemple le barrage hydroélectrique de *Hòa Bình* (Diệp Đình Hoa, 1995), n'ont pas permis de combler les demandes tant économiques que sociales de dizaines de milliers de foyers. Donc, beaucoup de personnes ont dû se déplacer à titre de migrants spontanés pour chercher une vie meilleure (Nguyễn Hồng Minh, 1993, p. 22).

Déplacements depuis le *Đổi mới*

Comme pour l'ensemble de la paysannerie dans le monde, la décision de se déplacer est très difficile. C'est particulièrement le cas pour les *Kinh* lorsqu'ils doivent quitter leur village, la tombe de leurs ancêtres et leur terre pour se déplacer vers les régions montagneuses où ils rencontrent beaucoup de difficultés et sont soumis à des privations. Comme a dit un *Kinh* : « *to go was miserable, to stay was miserable.* » (Hardy, 2003, p. 151)

Prêts à faire face à toutes ces difficultés et aux privations, de nombreux paysans ont migré afin de devenir plus riches et/ou moins pauvres (Gendreau et al., 2000; Hardy, 2003). Il s'agit de personnes ayant déjà combattu ou travaillé dans le lieu d'accueil et/ou y possédant des contacts particuliers (avec des amis et/ou des parents). Ces contacts de divers types et parfois soutenus par la politique de l'État permettent aux membres d'une même famille de se regrouper. Grâce à de telles relations, les migrants spontanés se rendent dans les hautes terres pour y implanter les infrastructures de première nécessité. Une fois la vie acceptable, ils peuvent y déplacer progressivement

leur famille ou quelques membres de leur famille (Hardy, 2003). Ce processus se déroule sur une période de deux à trois ans et suivant l'image : « Gonflement au lieu de destination, dégonflement à celui de départ » (Nguyễn Hồng Minh, 1993, p. 11).

Selon les recensements de 1989 et 1999 du GSO, le nombre des migrants tant organisés que spontanés est demeuré faible. En fait, si l'on prend la population âgée de cinq ans ou plus au 1^{er} avril 1989, 95,5 % résidaient déjà dans le même district en 1984, 1,8 % résidaient dans un autre district de la même province, 2,6 % dans une autre province et 0,1 % à l'étranger. Dix ans plus tard, au 1 avril 1999, ces chiffres sont de 95,2 %, 1,6 %, 3,1 % et 0,1 % respectivement (Tableau III.12). Donc, au niveau du district, la grande majorité de la population (plus 95 %) n'a pas migré durant les deux périodes 1984-1989 et 1994-1999. La tendance de la migration à longue distance (entre des provinces) a un peu augmenté : 1,43 million de migrants, soit 2,6 % de la population du pays pour la période 1984-1989, contre 2,12 millions, soit 3,1 % pour la période 1994-1999.

Tableau III.12 : Việt Nam. Migration de la population de cinq ans et plus, 1984-1989, 1994-1999

Période	Population totale (pers.)	Migration									
		Même district ^b , même province		Autre district, même province		Autre province		Étrangère		Indétermination	
		Personnes	%	Personnes	%	Personnes	%	Personnes	%	Personnes	%
1984-1989	54 247 014 ^a	51 789 341	95,5	972 426	1,8	1 429 338	2,6	55 909	0,1	-	-
1994-1999	69 150 931	65 83 7190	95,2	1 136 207	1,6	2 116 364 ^c	3,1	50 459	0,1	10 711	0

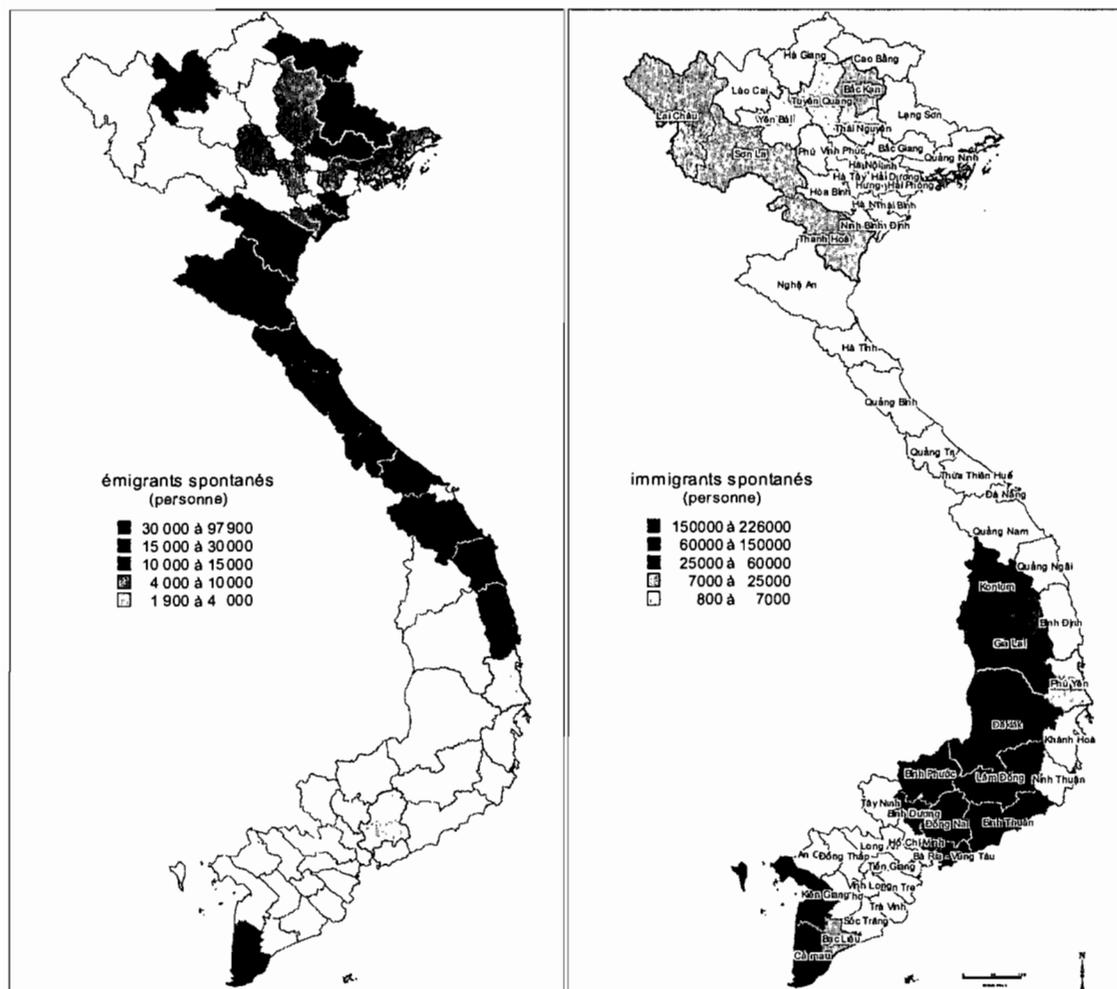
Notes : a) n'inclut pas les groupes « spéciaux », par exemple les soldats; b) en 1999, le GSO recense les personnes qui se sont déplacées entre des communes d'un district et le total est de 1 284 675 personnes. c) Parmi 2 116 364 migrants inter-provinciaux, 4 425 personnes sont comprises dans la catégorie « lieu de départ indéterminé ».

Source : Recensements généraux de population en 1989 et 1999 du GSO

Quant aux migrants spontanés, il est certain que depuis le *Đôi mõi* leur nombre est plus grand que les effectifs des migrants organisés (Guest, 1998; Đỗ Văn Hòa & Trịnh Khắc Thâm, 1999). Ainsi, dans la province rurale de *Đắk Lắk* des Plateaux centraux, pour la période de 1986 à 1995, on compte quelque 131 000 immigrants spontanés contre seulement environ 87 500 immigrants organisés (Guest, 1998). Notons que « les chiffres réels sont certainement beaucoup plus élevés que les chiffres publiés » (Gendreau et al., 2000, p. 207). Néanmoins, à partir des données disponibles,

on peut décrire de façon générale la tendance du phénomène de la migration spontanée au cours de la période de 1976 à 1998³³(Figure III.7).

Figure III.7 : Viêt Nam. Migration spontanée entre des provinces, 1976-1998



Notes : Les deux cartes ont été élaborées à partir de données recensées par les provinces de départ (gauche) et celles d'accueil (droite) et par la suite synthétisées par le MADR. Notons qu'il y a un écart entre la somme des immigrants et celle des émigrants : Les provinces d'accueil ont recensé quelque 1,33 million de migrants de 1976 à 1998, contre seulement 0,46 million selon le recensement des provinces de départ de la même période. La raison de cet écart est que la gestion des migrants dans les provinces de départ est toujours difficile et inefficace (Nguyễn Thế Huệ, 2000; Nông Thế Cừ, vice-président du Conseil populaire de la province de Cao Bằng, 1998). Donc, le nombre d'émigrants spontanés sur la carte à gauche n'est pas exact et nous permet uniquement d'apprécier la tendance du phénomène de l'émigration spontanée.

Source : MADR, 1999

³³ Malheureusement, les données qui ne prennent en compte les migrants spontanés que pour l'ensemble de la période de 1976 à 1998.

On observe donc que les lieux de départ les plus importants se trouvent dans les provinces du Nord et du Centre côtier comme *Thái Bình, Nam Định* (delta du fleuve Rouge), *Cao Bằng, Lạng Sơn, Lai Châu* et *Lào Cai* (Montagnes du Nord), *Thanh Hóa, Nghệ An, Thừa Thiên Huế, Quảng Nam, Quảng Ngãi* et *Bình Định* (Centre côtier) et *Cà Mau* (delta du Mékong). Les principaux centres d'attraction pour les migrants spontanés se trouvent dans les provinces de *Đắk Lắk* et *Lâm Đồng (Tây Nguyên)* et *Đồng Nai, Bình Thuận* et *Bình Phước (Nam Bộ oriental)*.

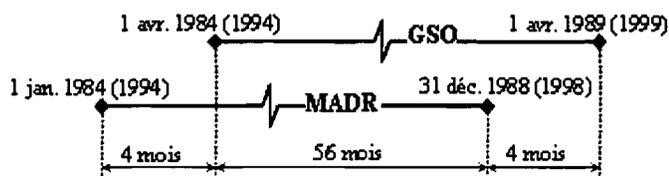
L'intégration des données du MADR et du GSO nous permet de connaître avec plus de détail le phénomène de la migration spontanée et de pouvoir faire une comparaison entre la migration spontanée et celle organisée (Tableau III.13 et Figure III.8).

Tableau III.13 : Việt Nam. Migration entre les régions, 1984-1989 et 1994-1999

Période	Migrant	Intra-région		Inter-région		Ensemble du pays	
		1 000 pers.	%	1 000 pers.	%	1 000 pers.	%
1984-1989	Total ^(a) dont	1 363	43	1 039	57	2 402	100
	organisé ^(b)	1 256	23	370	77	1 626	68
1994-1999	Total ^(a) dont	1 873	42	1 375	58	3 248	100
	organisé ^(b)	535	17	109	83	643	20

Notes :

1) Le MADR énumère les migrants organisés presque pour la même période que le GSO recense les migrants totaux. Il y a un léger écart du temps de saisie des données entre le GSO et le MADR, comme le présente le schéma ci-dessous :



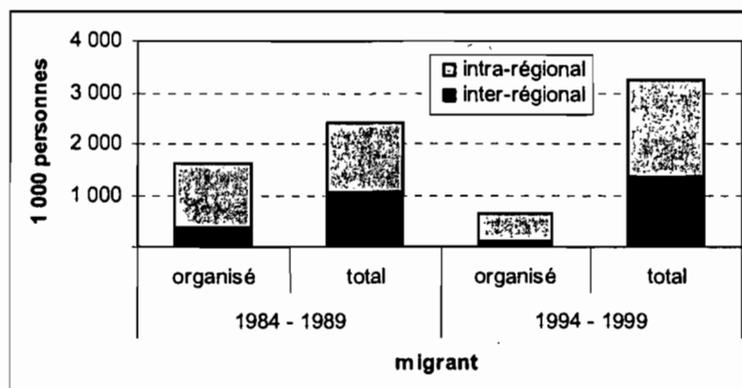
Malgré cela, la comparaison entre ces sources de données est acceptable, étant donné qu'il y a une coïncidence de 56 mois au sein de 64 mois, soit 88 %, du 1^{er} janvier 1984 (ou 1994) au 1^{er} avril 1989 (ou 1999), entre les énumérations du GSO et du MADR.

2) Le recensement de 1989 du GSO n'énumère pas un groupe spécial qui y est dénommé « autre recensement » (GSO, 1991). Ce groupe se compose probablement d'une grande partie des soldats.

3) Je n'ai pas compté les migrants qui sont identifiés comme ceux de « l'extérieur du pays » et de « non-déterminants » dans les recensements de 1989 et 1999.

Source : Compilé d'après les données du GSO (a) et du MADR, 1999 (b)

Figure III.8 : *Viêt Nam*. Migration totale et organisée entre les régions, 1984–1989 et 1994–1999



Source : Tableau III.13

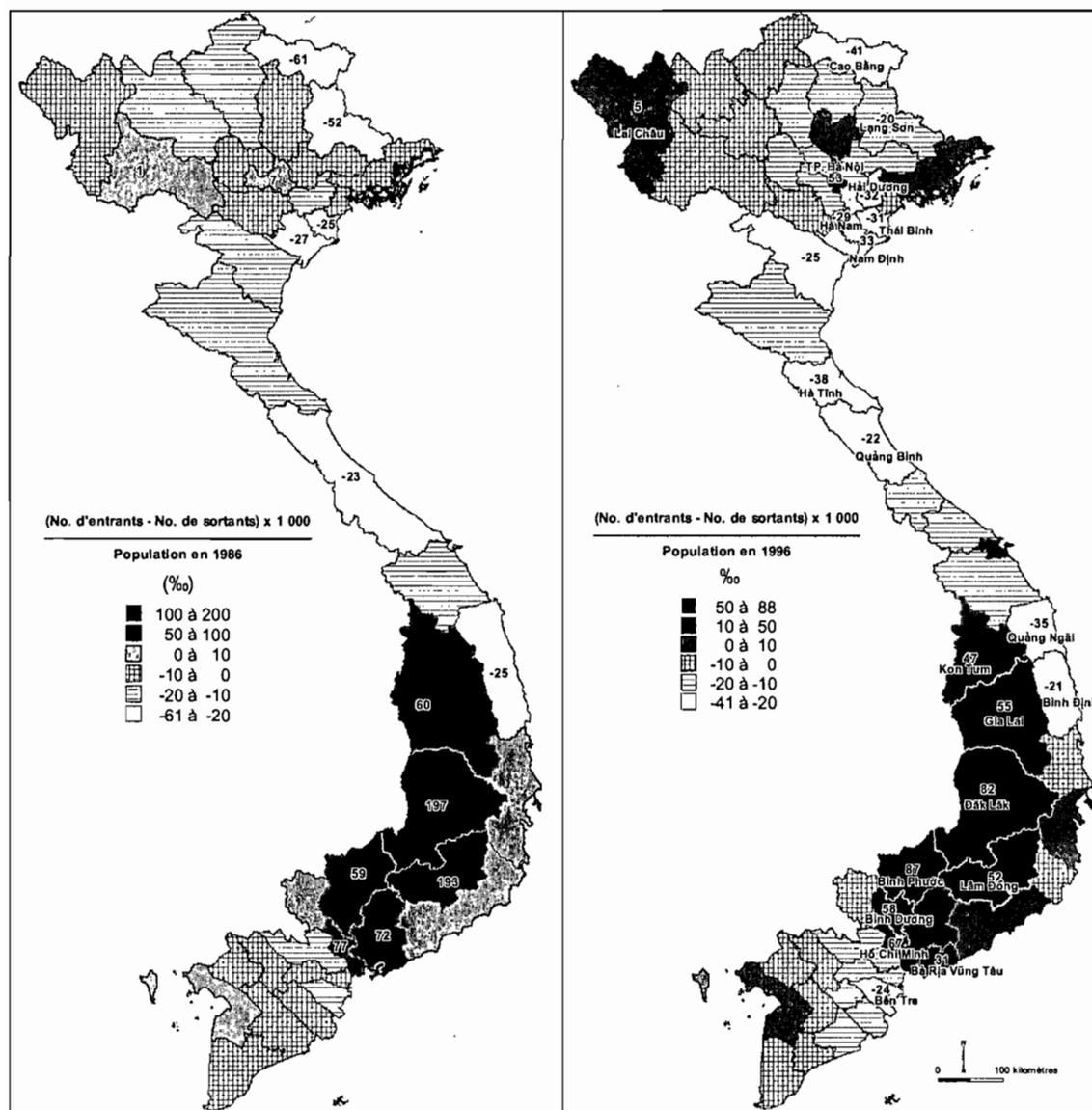
En fait, pour la période de 1984 à 1989, alors qu'elle avait à peine commencé le *Đổi mới*, la migration organisée était encore dominante avec 1,6 million de migrants organisés au sein de 2,4 millions de migrants totaux (soit 68 %). Dix ans plus tard, de 1994 à 1999, bien que le nombre des migrants organisés se soit abaissé à seulement 0,6 million, le nombre des migrants totaux a augmenté de plus de 0,8 million par rapport à la période 1984-1989 et a représenté plus de 3,2 millions de personnes. Cela s'explique en raison du « boom » subséquent de la migration spontanée.

Il faut souligner que les migrants spontanés se sont déplacés moins loin que les migrants organisés étant donné qu'ils étaient eux-mêmes responsables des frais de déplacement tout comme des risques. En effet, les proportions des migrants organisés inter-régionaux étaient de 77 % de l'ensemble du pays (1984-89) et de 83 % (1994-1999), pendant que les migrants totaux inter-régionaux (composés par les migrants organisés et largement par ceux spontanés) occupent des proportions de 57 % (1984-1989) et de 58 % (1994-1999) (Tableau III.13).

Entre des provinces du pays, le nombre d'immigrants et d'émigrants est nettement différent. En général, *Đắk Lắk*, *Lâm Đồng*, *Gia Lai* (aux *Tây Nguyên*), *Bình Phước*, *Bình Dương* (au *Nam Bộ* oriental) sont les provinces d'immigration les plus importantes. Le reste du pays est constitué de provinces d'émigration, en particulier *Cao Bằng*, *Lạng Sơn* (Montagnes du Nord-Est), *Thái Bình*, *Nam Định*, *Hà Nam*, *Hải Hưng* (delta du fleuve Rouge), *Hà Tĩnh*, *Quảng Bình*, *Quảng Ngãi*, *Bình Định* (Centre littoral) et *Bến Tre* (delta du Mékong) (Figure III.9). Il se peut qu'il y ait un petit

changement à l'égard du taux de migration nette. Pour la période 1984-1989, alors que la migration organisée est dominante, le taux de migration nette des provinces de *Lâm Đông* et de *Đắk Lắk* des *Tây Nguyên* est remarquable (près de 200 ‰). De 1994 à 1999 - la période pendant laquelle la migration spontanée s'est accélérée - le bilan migratoire est partagé avec les provinces du *Nam Bộ* oriental, surtout celle de *Bình Phước* dont le bilan est alors le plus élevé au *Việt Nam* (87 ‰).

Figure III.9 : *Việt Nam*. Taux de migration nette inter-provinciale, 1984-1989 et 1994-1999



Source : d'après les données des recensements de 1989 et de 1999

L'analyse de la matrice migratoire du recensement de 1999 (Tableaux III.14 et III.15) nous permettra de constater la nature des flux de migration entre des régions du pays.

Tableau III.14 : Việt Nam. Matrice des flux de migration inter-provinciale au niveau des deux métropoles et des régions, 1994-1999

(En 1 000 personnes)

1 avril 1999 \ 1 avril 1994	Hà Nội	Hồ Chí Minh Ville	Delta du fleuve Rouge	Montagnes du Nord-Est	Montagnes du Nord-Ouest	Nord du Centre	Littoral du Centre	Plateaux centraux	Nam Bo oriental	Delta du Mékong	Total
Hà Nội		3 393	117997	35 641	6 359	26 995	2 655	1 453	1 185	965	196 643
Hồ Chí Minh Ville	8 709		53 678	7 631	685	48 199	60 202	16 247	85 019	153 292	433 662
Delta du fleuve Rouge	21 982	6 054		64 050	44 733	10 901	14 412	3 262	6 703	5 472	180 225
Montagnes du Nord-Est	8 548	1 119	65 096		51 261	4 093	6 466	966	1 858	1 433	141 761
Montagnes du Nord-Ouest	1 423	103	16 551	6 507		2 043	1 971	148	375	189	29 388
Nord du Centre	6 977	5 480	9 431	6 196	1 782		30 301	8 143	8 458	6 767	85 800
Littoral du Centre	1 824	8 825	12 219	2 838	447	23 090		39 638	12 782	6 954	110 969
Plateaux centraux	1 661	6 535	78 551	52 494	4 772	88 410	53 814		17 016	30 284	342 907
Nam Bo oriental	2 961	35 302	68 041	20 173	1 059	72 313	22 618	10 925		63 095	353 755
Delta du Mékong	1 241	30 588	12 189	1 005	287	7 756	2 670	1 283	12 393		236 829
Total	55 326	97 399	497 803	228 479	32 428	319 913	194 116	77 100	212 791	396 584	2 111 939

Remarque : ces données ne prennent pas en compte les migrants qui sont identifiés dans les groupes : « origine étrangère », « indéterminé » et « immigrants qui ne connaissent pas leur lieu de départ »

Source : compilé d'après le recensement 1999

Tableau III.15 : Việt Nam. Taux de migration inter-provinciale au niveau des deux métropoles et des régions, 1994-1999

(En pourcentage)

1 avril 1999 \ 1 avril 1994	Hà Nội	Hồ Chí Minh Ville	Delta du fleuve Rouge	Montagnes du Nord-Est	Montagnes du Nord-Ouest	Nord du Centre	Littoral du Centre	Plateaux centraux	Nam Bo oriental	Delta du Mékong	Total
Hà Nội		2	60	18	3	14	1	1	1	0	100
		3,5	23,7	15,6	19,6	8,4	1,4	1,9	0,6	0,2	
Hồ Chí Minh Ville	2		12	2	0	11	14	4	20	35	100
	15,7		10,8	3,3	2,1	15,1	31,0	21,1	40,0	38,7	
Delta du fleuve Rouge	12	3		36	25	6	8	2	4	3	100
	39,7	6,2		12,9	19,6	33,6	4,5	1,7	8,7	2,6	0,7
Montagnes du Nord-Est	6	1	46		36	3	5	1	1	1	100
	15,5	1,1	13,1	22,4	12,6	2,0	0,5	2,4	0,7	0,2	
Montagnes du Nord-Ouest	5	0	56	22		7	7	1	1	0	100
	2,6	0,1	3,3	2,8	6,3	0,6	0,1	0,5	0,1	0,0	
Nord du Centre	8	6	11	7	2		35	9	10	8	100
	12,6	5,6	1,9	2,7	5,5	9,5	4,2	11,0	3,2	0,6	
Littoral du Centre	2	8	11	3	0	21		36	12	6	100
	3,3	9,1	2,5	1,2	1,4	7,2	20,4	16,6	3,3	0,6	
Plateaux centraux	0	2	23	15	1	26	16		5	9	100
	3,0	6,7	15,8	23,0	14,7	27,6	27,7	22,1	14,2	2,4	
Nam Bo oriental	1	10	19	6	0	20	6	3		18	100
	5,4	36,2	13,7	8,8	3,3	22,6	11,7	14,2	29,7	14,4	
Delta du Mékong	1	13	5	0	0	3	1	1		5	100
	2,2	31,4	2,4	0,4	0,9	2,4	1,4	1,7	5,8	42,2	
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	

Source : Tableau III.14

Afin de mettre encore plus en relief les flux de migration rurale, on peut en citer les deux cas typiques, mais qui sont aussi contradictoires : la région du delta du fleuve Rouge et celle des *Tây Nguyên*.

Pour la première région, les flux de migrations comprennent plus de 64 050 personnes qui se sont déplacées entre des provinces de la région (cette proportion est présentée par le patron en lignes horizontales  dans la Figure III.10a); 116 175 personnes sont considérées comme des immigrants provenant des autres régions dont surtout les Montagnes du Nord (patrons en lignes obliques  et ). À l'inverse, 431 743 personnes (soit près de quatre fois le nombre des immigrants) ont quitté : 1) vers, à proximité, *Hà Nội* (23,7 %); 2) vers les Montagnes du Nord (16,4 %); et 3) à plus longue distance, vers les *Tây Nguyên* (15,8 %) et vers le *Nam Bô* oriental (13,7 %). Ainsi, cette région envoie de nombreux émigrants, mais accueille une faible quantité d'immigrants.

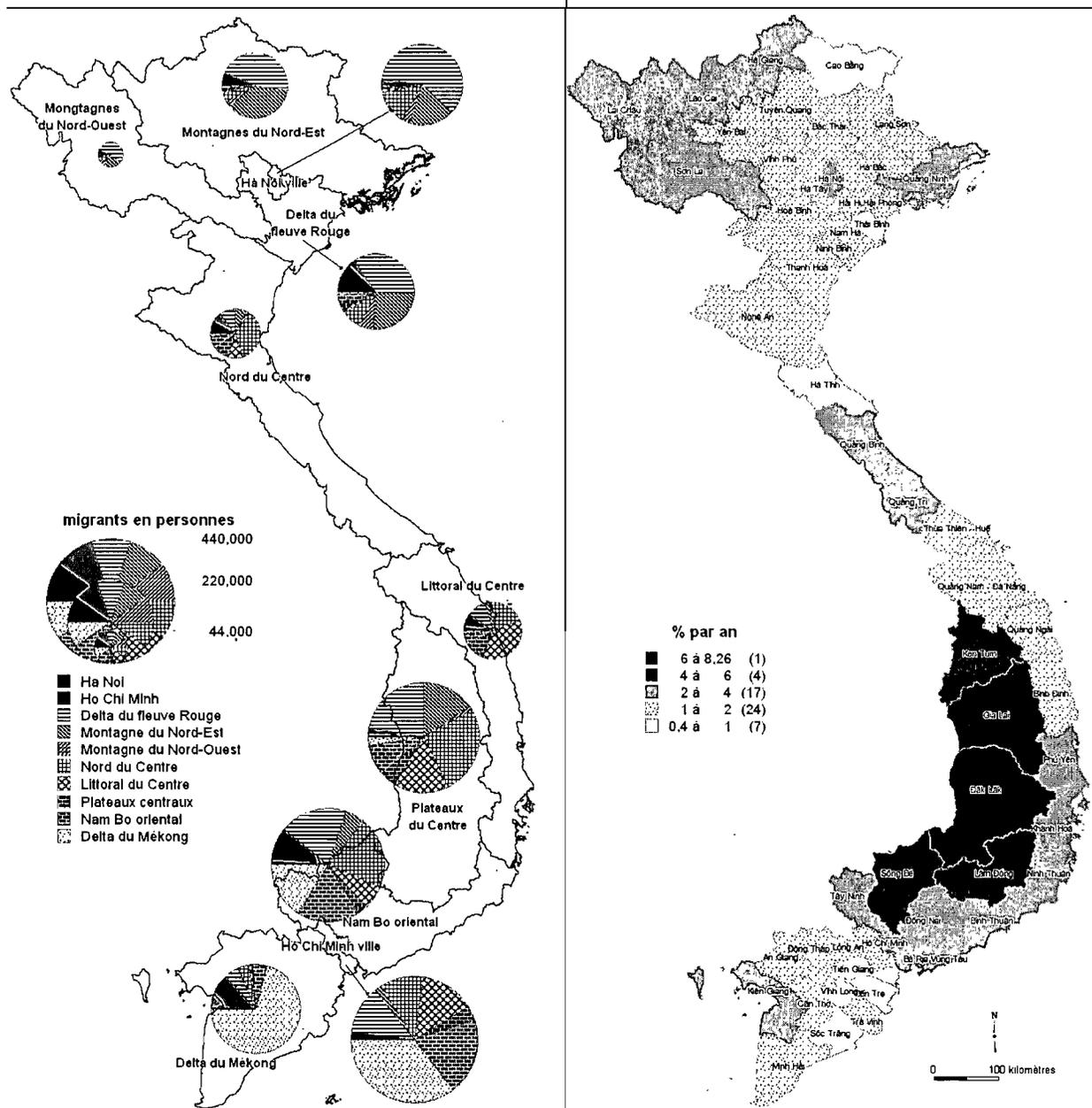
Concernant la région des *Tây Nguyên*, ses flux de migrations se composent ainsi : 17 016 personnes des *Tây Nguyên* (patron en brique noire  dans la Figure III.10a) qui se sont déplacées entre des provinces de la même région; 325 891 personnes sont venues des autres régions, dont 42 % du Centre (patrons en grille  et ) , 23 % du delta du fleuve Rouge (patron en lignes horizontales ) et 16 % des Montagnes du Nord (patrons en lignes obliques  et ). À l'inverse, seulement 60 084 personnes ont quitté les *Tây Nguyên* se dirigeant surtout vers *Hồ Chí Minh* ville (21,1 %), vers le Littoral du Centre (16,6 %) et vers le *Nam Bô* oriental (14,2 %). Donc, il est évident que les *Tây Nguyên* reçoivent beaucoup d'immigrants et fournissent peu d'émigrants.

Les courants migratoires fortement différenciés entre les régions du pays, tels les deux cas typiques, expliquent la forte croissance démographique des régions de hautes terres du Sud. Ainsi, entre 1989 et 1999, les taux de croissance démographique annuelle de toutes les provinces des *Tây Nguyên* et de la province de *Sông Bé* du *Nam Bô* oriental se sont établis entre 4 % et 8 % par an entre 1989 et 1999 (Figure III.10b), tandis que celui du pays était de seulement 2 %.

Figure III.10 : *Việt Nam*. Dynamique de la population, 1989-1999

a. Mouvements migratoires inter-provinciaux au niveau des deux métropoles et des régions, 1994-1999

b. Évolution de la population, 1989-1999



Source : Recensements 1989 et 1999 du GSO

Depuis 2000, la tendance dominante quant à la migration était que les paysans continuaient encore à quitter les régions stériles et/ou surpeuplées pour se diriger vers les régions riches en ressources naturelles et/ou sous-peuplées, sauf pour les *Tây Nguyên*. De 2002 à 2005, au lieu d'être une région d'accueil, les *Tây Nguyên* sont

devenus une région de départ avec des taux de migration nette négatifs (Tableau III.16). À titre d'explication préliminaire, mentionnons notamment l'instabilité des prix du café, du cacao et de quelques autres produits agricoles, mais aussi des problèmes de sécurité dans les *Tây Nguyên*. Il y a eu en effet deux épisodes de violence en 2001 et 2004 dans ce secteur, liés à des problèmes de propriété foncière, de religion et de relations interethniques (Đặng Vỹ, 2004).

Tableau III.16 : *Việt Nam*. Taux de migration nette des régions sur une période de 12 mois avant la date d'enquête, 2001-2005

Régions	Date d'enquête				
	1 avril 2001	1 avril 2002	1 avril 2003	1 avril 2004	1 avril 2005
Delta du fleuve Rouge	-0,48	1,09	-1,36	-0,25	-0,59
Montagnes du Nord-Est	-2,48	-1,75	0,05	-1,30	-1,12
Montagnes du Nord-Ouest	-1,53	-0,98	0,24	-0,15	0,34
Nord du Centre	-4,25	-0,99	-1,45	-2,80	-2,38
Littoral du Centre	-3,35	-1,05	-3,47	-1,17	-2,77
Plateaux du Centre	3,93	-1,97	-0,52	-0,33	-0,18
<i>Nam Bộ</i> oriental	10,37	3,71	7,37	7,22	7,21
Delta du Mékong	-2,73	-1,30	-1,77	-2,27	-1,78

Source : GSO

Le *Nam Bộ* oriental, comprenant le plus grand centre économique du pays qu'est HCMV, est encore la région de destination privilégiée des migrants. Cela est corroboré par les valeurs positives du taux de migration nette (Tableau III.16). De concert avec l'extension des zones industrielles, le développement de la production des cultures commerciales ayant une valeur marchande élevée comme l'hévéa, l'anacardier et le poivrier a ouvert des opportunités de travail et a fait reculer la misère pour les gens des autres régions du pays. Notons par ailleurs que le *Nam Bộ* oriental impressionne par l'attraction qu'il génère au plan de l'investissement direct étranger. En effet, entre 1988-2002, la région a reçu un capital enregistré total de 21,5 milliards de dollars américains, soit 53,5 % de l'ensemble des investissements directs étrangers du pays alors que sa proportion de la superficie et son poids démographique représentent respectivement environ 11 % et 16 % du pays (GSO, 2003).

L'État dépassé par les événements

Très limité jusqu'au début des années 1990, le développement des flux de migrations spontanées vers les métropoles des basses terres et vers les lieux « inexplores » des hautes terres provenant de plusieurs régions peuplées du pays dépasse la capacité de contrôle de l'État (Guest, 1998; Hardy, 2003). Si l'on tient compte des éléments positifs, la migration spontanée contribue globalement : 1) à réduire la pression démographique dans les lieux de départ; 2) à répondre à des besoins de travail en plus de multiplier les activités socio-économiques dans les lieux d'accueil; et 3) à économiser les frais migratoires pour le budget de l'État. Cependant, ces bons points deviennent moins probants si l'on considère les impacts négatifs de la migration spontanée que l'on peut formuler comme suit. Premièrement, le grand nombre des émigrants des Montagnes du Nord préoccupe les autorités en ce qui concerne la sécurité nationale, particulièrement dans les zones frontalières. Deuxièmement, la masse des immigrants non prévue nuit à la planification étatique dans les lieux d'accueil. De surcroît, l'augmentation de la population y exerce une pression sur les infrastructures, les services sociaux, l'emploi et la gestion tant des droits que des obligations des nouveaux immigrants. Troisièmement, la forte présence des immigrants spontanés provoque souvent des bouleversements sociaux dans les régions d'accueil : l'augmentation des problèmes sociaux, les oppositions entre immigrants, habitants locaux et les autorités au sujet de l'utilisation des ressources naturelles (les oppositions se transforment parfois en conflits violents), ce qui représente un risque pour la sécurité tant locale que nationale. Enfin, les immigrants importent leur expérience de production de leur lieu d'origine dont l'environnement physique n'est pas le même que dans le lieu d'accueil. Alors, leurs pratiques y sont souvent inadéquates et provoquent la dégradation du milieu (Salemink, 2000). Plus important encore, plusieurs immigrants entrent dans les régions forestières « pour lieu d'installation [...], ils la transforment sans discernement en terres cultivables et en terres d'habitation, et contribuent à la déforestation » (Gendreau et al., 2000, p. 209). De plus, au fur et à mesure que le recul de la forêt se poursuit, non seulement les activités socio-économiques traditionnelles liées à la forêt se perdent, mais aussi la capacité de défense nationale est en déclin en raison de la perte de « *rừng che bộ đội, rừng vây quân thù* » (la forêt qui protège le soldat et encercle l'ennemi).

Afin de résoudre provisoirement les impacts négatifs de la migration spontanée au moyen de la « stabilisation » de la vie des nouveaux arrivants, les autorités centrales comme locales ont dû re-réguler des ressources, telles la distribution de la terre et une augmentation du budget pour la repopulation. Par exemple, plus de huit milliards de *đồng* ont été dépensés en 1992 pour les six provinces méridionales qui ont enregistré un grand nombre d'arrivées (Nguyễn Hồng Minh, 1993, p. 24). Cependant, la migration spontanée a continué à s'accroître. Selon les données incomplètes, de 1989 à 1994, quelque 542 000 personnes (ou 90 000 personnes par an) sont spontanément arrivées dans les provinces du Sud, particulièrement celles des *Tây Nguyên* (décret n° 660-TTg du gouvernement). En publiant le décret n° 660 au 17 octobre 1995, le gouvernement a décidé de « stopper définitivement en 1996 le flot d'émigrants spontanés » (*ibid.*). Malgré la publication de ce décret et le budget massif dégagé pour régler ce problème (30 milliards de *đồng* en 1996 et le double, soit 68 milliards en 1998), il semble que le gouvernement soit encore incapable de régler le problème de la migration spontanée. Pour une période de trois ans, soit de 1996 à 1998 (après le décret n° 660-TTg), le nombre moyen annuel des migrants spontanés atteignait tout de même près de 100 000 personnes (MADR, 1999, p. 134), soit 10 000 personnes de plus par an que pendant la période 1989-1994 (avant la mise en application de la directive n° 660). Selon le MADR, les autorités n'ont régularisé la situation que d'un peu plus de la moitié (52 %) des migrants spontanés totaux pour la période de 1976 à 1998 (*ibid.*, p. 138). Bien que la régularisation du statut des migrants par l'émission de *Hộ khẩu* contribue à faire progresser les conditions de vie des immigrants et à diminuer leur pression tant sur l'environnement que sur la société déjà présente dans les lieux d'accueil, elle pose d'autres problèmes.

Premièrement, elle risque de créer une mauvaise perception en laissant croire que la migration spontanée sera de toute façon légitimée, particulièrement dans plusieurs cas où elle est considérée comme un fait illégal (De Koninck et al., 1996, Nguyễn Thị Bích Hà, 2002). Deuxièmement, elle encourage l'arrivée des migrants spontanés. Un fait demeure : « Des lieux mieux stabilisés représentent des destinations plus attrayantes pour des migrants spontanés » (Hoàng Oanh, 2004). Troisièmement, elle provoque l'accroissement de la migration intra-provinciale et aggrave les problèmes environnementaux et sociaux. Une fois que les lieux d'installation des nouveaux

arrivants se stabilisent, les immigrants spontanés continuent de se « déplacer tranquillement vers la forêt » (Nguyễn Thịnh, 2003). Par exemple, dans la province de *Đắk Lắk* qui connaît les plus graves problèmes d'immigration spontanée du pays, Bá Tiển et al. (2003) ont écrit :

« Il reste encore 5 500 foyers [d'immigrants spontanés] dispersés à l'intérieur de la forêt [...] En 2002, pour en déplacer seulement 20 vers leur lieu d'origine [les autorités de la province de] *Đắk Lắk* ont dû mobiliser des ressources importantes, y compris l'armée et la police, mais [quelques jours après le déplacement] ils y sont retournés. Les phénomènes du défrichement de la forêt, les transactions illégales de terre et les disputes s'y rattachant ainsi que la propagation des fléaux sociaux y sont constants. »

L'absence de contrôle effectif de l'État dans ces secteurs est de plus en plus démontrée par l'incapacité à dénombrer efficacement tant les migrants spontanés que la superficie déforestée. Tout comme dans la province de *Đắk Lắk*, une enquête des inspecteurs du gouvernement a été réalisée en 2002. Cette dernière a démontré qu'il y avait de grandes différences entre les statistiques officielles et la réalité (Tableau III.17). Les erreurs apparaissent d'autant plus grandes que la période d'inspection allait de 1996 à 2000, tandis que le rapport statistique couvrait une période plus longue, de 1996 au deuxième trimestre de 2002.

Tableau III.17 : *Đắk Lắk*. Différence entre les chiffres officiels et les résultats d'une enquête spéciale

District	Immigration spontanée (personnes)		Erreur
	Rapport statistique	Réalité	
	1996 – 2 ^{ème} trimestre 2002	1996 – 2000	
<i>Đắk Mil</i>	1 828	-	Au moins 9 711, soit quelque 531 %
<i>Ea Kar</i>	-	42 421	Au moins 27 579, soit près de 65 %

Source : *Đầu Tư*, 2002

Quant à la forêt, l'inspection a conclu :

« La situation de la coupe forestière à *Đắk Lắk* est grave, caractérisée par une superficie réelle de déforestation qui dépasse énormément celle des statistiques des rapports. Cela veut dire que les autorités locales à qui on a confié la gestion de la forêt ne contrôlent ni ne recensent complètement la situation de la déforestation dans leur territoire » (*Đầu Tư*, 2002).

Par exemple l'entreprise forestière de *Đắk Gản*, sur sa carte de l'allocation des terres forestières, montre beaucoup de parcelles qui sont codées en forêt, alors que sur le terrain, elles ont été transformées vers l'agriculture. En terme statistique, 57 % de la superficie forestière a été remplacée par celle agricole (*ibid.*).

En résumé, depuis la réunification du pays en 1975, la migration est caractérisée par les éléments suivants. Tout d'abord, le flux migratoire traditionnel de la *nam tiến* (la marche vers le Sud) continue toujours. Il est appuyé par l'État qui voit au développement socioéconomique des populations et surtout à la consolidation de la sécurité nationale qui demeure un enjeu primordial dont le coût économique ne représente pas un critère limitatif (Phạm Đỗ Nhật Tân, 1992; Nguyễn Hữu Tiến et al., 1996). En second lieu, les régions dépeuplées et fertiles des *Tây Nguyên* et du *Nam Bộ* oriental sont les destinations principales pour la majorité des colons provenant des deltas peuplés et des régions montagnardes du Nord dont l'environnement est en déclin. En troisième lieu, dans le contexte du *Đổi mới*, la migration spontanée a explosé et a malheureusement dépassé la capacité de contrôle de l'État. Finalement, tandis que d'une part l'impact de la migration est négligeable en termes de redistribution « harmonieuse » de la population et des besoins de la mise en valeur des différentes régions du pays (Tableau III.18), elle provoque d'autre part des problèmes environnementaux tels que la déforestation et les perturbations sociales.

Tableau III.18 : Viêt Nam. Indicateurs démographiques et socio-économiques régionaux, 1993-1994

Région	Densité de la population (hab./km ²) en 1994	Terres agricoles (m ² /hab.) en 1993	Forêt naturelle (m ² /hab.) en 1993	Terres friche (m ² /hab.) en 1993	Revenu (1000 đồng/hab./mois) en 1994
Montagnes du Nord	120	1 043	1 436	5 057	86
Delta du fleuve Rouge	1 124	512	16	67	109
Nord du Centre	190	712	1 533	1 868	82
Littoral du Centre	167	706	2 167	2 231	110
Plateaux centraux	53	1 908	12 114	4 839	96
Nam Bo oriental	378	1 056	541	420	226
Delta du Mékong	401	1 637	52	216	126

Source : d'après Gendreau *et al.*, 2000, p. 196

Pour continuer à décortiquer comment la migration se déroule, se recompose et s'exerce dans les zones « marginales », particulièrement du point de vue des immigrants et des autochtones, nous proposons dans la partie suivante une analyse plus locale, portant sur la province de *Bình Phước*.

Chapitre IV

***Bình Phước* : une « terre promise »**

Établie en 1997, la province de *Bình Phước* est située à la lisière du massif sud annamitique et au nord-ouest de *Hồ Chí Minh-Ville* (HCMV) et du delta du Mékong. Elle couvre une superficie de près de 700 000 ha. La route la reliant à HCMV peut être parcourue en trois heures environ. *Bình Phước* se distingue de la « moyenne région », zone de contact entre le delta du Mékong et le massif du Sud-Annam, adjacente aux provinces vietnamiennes de *Đắk Nông*, *Lâm Đồng*, *Đồng Nai*, *Bình Dương* et *Tây Ninh*, et le Cambodge. La plupart des limites administratives de la province de *Bình Phước* se base pour l'essentiel sur les aspects naturels du paysage et tout particulièrement l'hydrologie (Figure IV.2).

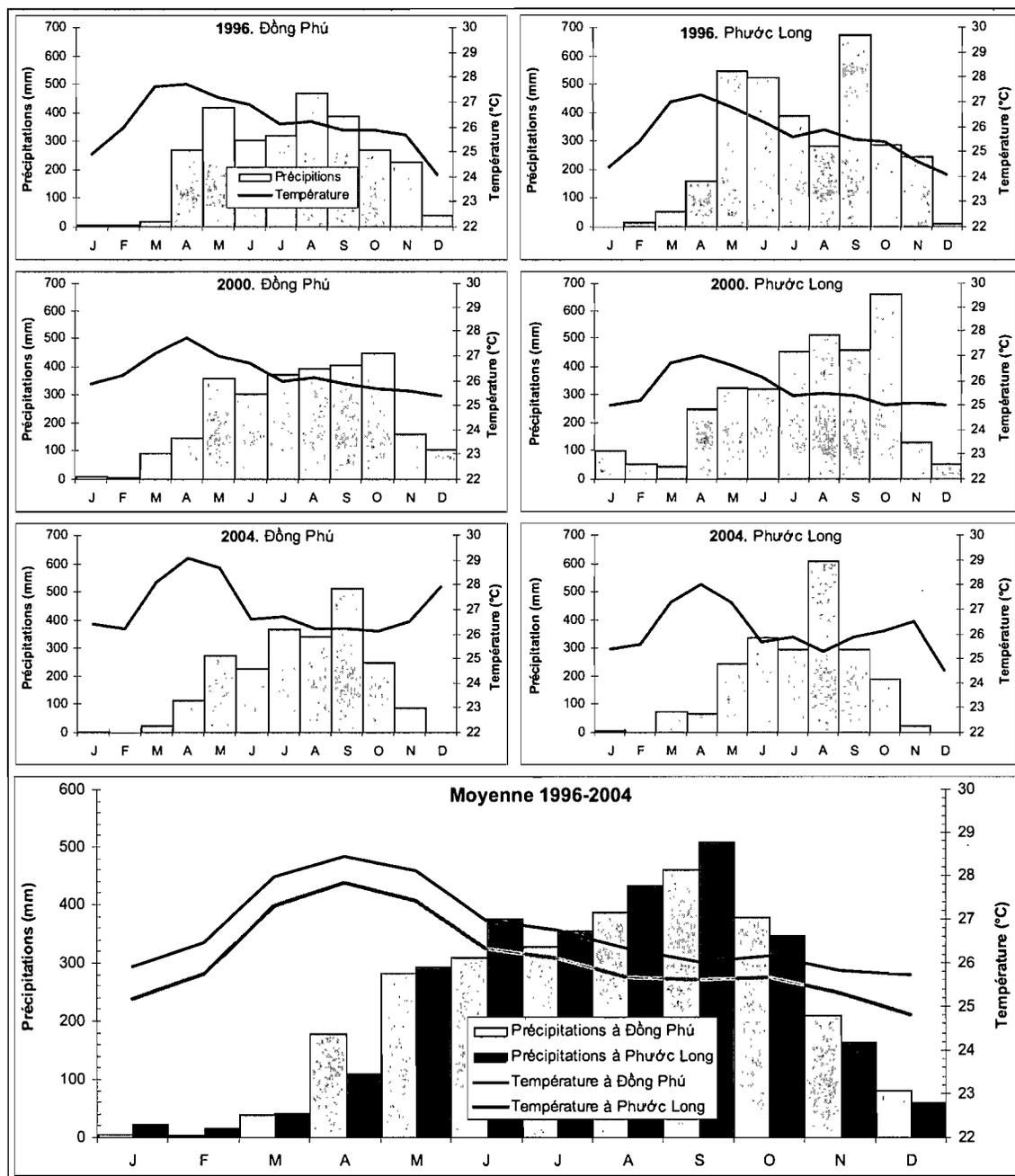
1. Des facteurs écologiques à l'organisation de l'espace

1.1. Le climat et les saisons

La province se situe à l'intérieur de l'ensemble climatique de type tropical de mousson. Il se caractérise par deux saisons alternées : une saison des pluies et une saison sèche. Les courbes ombrothermiques établies grâce aux données fournies par les deux stations météorologiques de *Đồng Phú* et *Phước Long* (Figure IV.1) me permettent de déterminer les caractéristiques climatiques et les rythmes saisonniers de la province. Ces données sont d'une importance cruciale, aussi bien pour la flore que pour la faune.

La température moyenne annuelle est relativement élevée et varie de 25 °C à 27 °C (Tableau IV.1). La moyenne la plus chaude est de 29 °C pour le mois d'avril et de 28 °C pour ceux de mars et de mai, ces trois mois étant les plus chauds de l'année. Contrairement au Nord où la température peut chuter de façon brutale, ce qui peut nuire aux cultures, le climat de la province d'étude est plus favorable au développement agricole (Lê Bá Thảo, 2004). Pour autant, tout n'y est pas idéal et ce sont les précipitations qui ont un impact considérable pour les cultures à *Bình Phước*. La pratique des cultures tant traditionnelles (le *rẫy* ou essart) que contemporaines (l'anacardier, l'hévéa, le poivrier et le caféier) dépend fortement des caractéristiques pluviométriques.

Figure IV.1 : Bình Phước. Diagrammes ombrothermiques, 1996-2004



Source : Nguyễn Việt Phở et al., 1988; UBND tỉnh Bình Phước (comité populaire de la province de Bình Phước)

Tout comme pour les autres provinces montagneuses environnantes, par exemple Lâm Đồng (De Koninck, 1997), les précipitations annuelles de la province de Bình Phước sont fortes, dépassant souvent les 2 000 mm. Les différences saisonnières peuvent néanmoins être considérables. Plus de 90 % des précipitations ont lieu au cours de la saison des pluies, soit de mai à novembre (Figure IV.1), avec un pic pour les mois

de juillet, août et septembre; nous pouvons calculer la moyenne mensuelle des jours de pluie qui est comprise entre 15 à 20 jours. Cependant, la répartition des pluies dans la journée n'est pas égale. Souvent, à *Bình Phước*, les pluies fortes et soudaines se concentrent dans l'après-midi ou à la tombée de la nuit, sur des périodes de 15 à 30 minutes. Les gouttes de pluie sont souvent grosses et lourdes, et favorisent l'accélération des phénomènes d'érosion des sols, notamment les terrains en pente et les sols nus. La saison sèche s'étend de décembre à avril et les plus faibles précipitations ont lieu en janvier et février (Figure IV.1).

La province s'étale sur 111 km du nord au sud et sur 110 km de l'est à l'ouest. Les altitudes varient de 16 m au sud-ouest à 736 m au nord-est (mont de *Bà Rá*), ce dénivelé étant le principal élément qui contribue à diversifier les conditions climatiques locales, surtout la température. Avec l'altitude, les moyennes de température s'abaissent et les amplitudes mensuelles s'élèvent (De Koninck, 2005a), phénomène relevé par les deux stations météorologiques de *Đông Phú* et de *Phước Long*. La première station se situe à près de 80 m d'altitude. La seconde est implantée à près de 190 m d'altitude (Figure IV.2), à quelque 37 km à vol d'oiseau au nord de la première. Ainsi, la température moyenne mensuelle à *Đông Phú* est toujours supérieure d'environ 0,7 °C (Figure IV.1) à celle relevée à *Phước Long*. Malheureusement, en se basant essentiellement sur ces deux stations, nous ne pouvons clairement analyser la variation des pluies en fonction de l'altitude.

Tableau IV.1 : *Bình Phước*. Les climats

Année	Station de <i>Đông Phú</i>		Station de <i>Phước Long</i>	
	Températures (°C)	Précipitations (mm)	Températures (°C)	Précipitations (mm)
Moyenne 1979-1985	26,2	n. d.	25,2(*)	n. d.
1996	26,2	2762	25,7	3 206
1998	27,3	2785	26,7	2 305
2000	26,3	2820	25,7	3 383
2002	26,9	2777	26,4	2 611
2004	27,1	2212	26,1	2 159

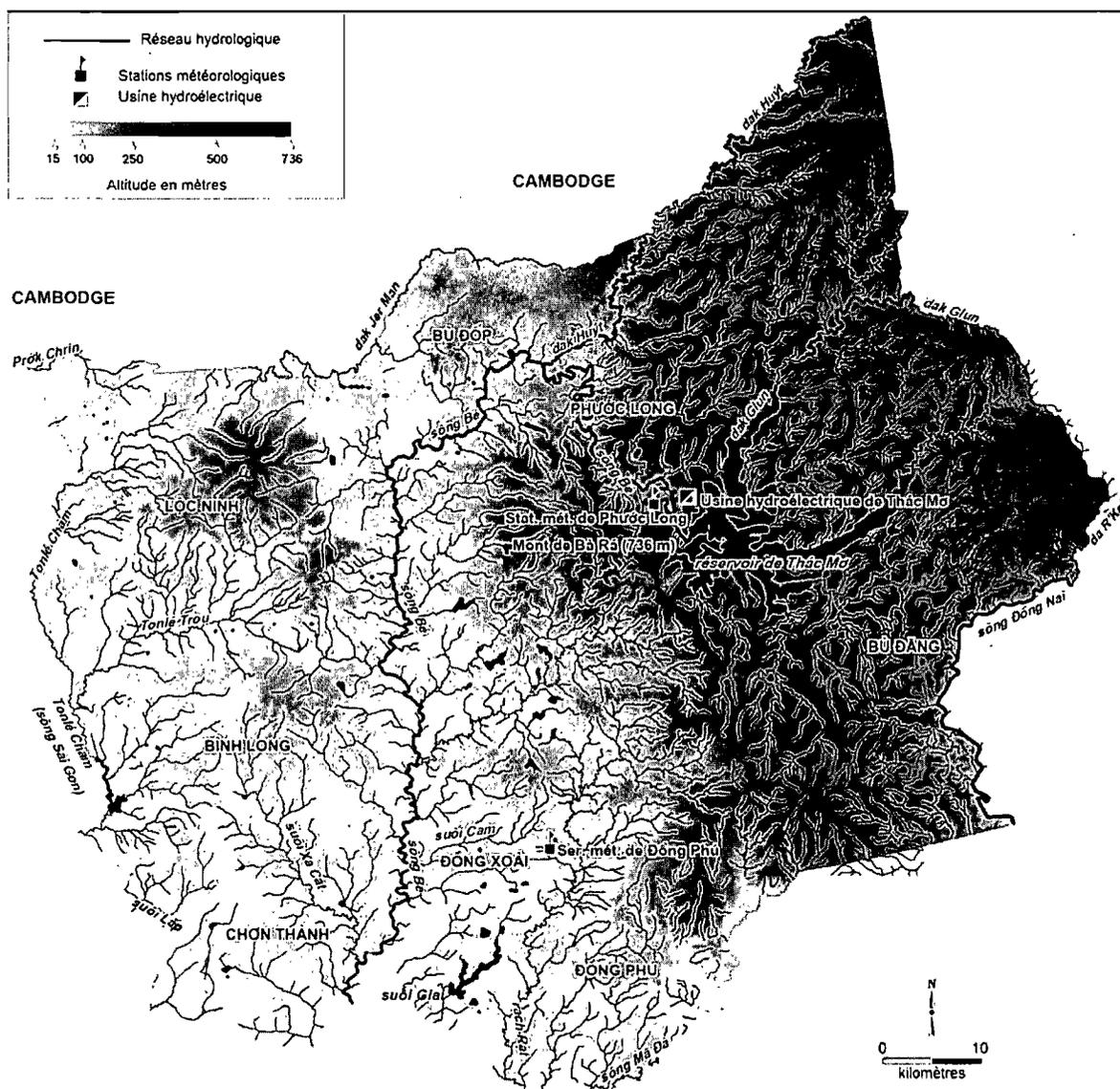
(*) Moyenne pour les périodes : 1931-1944, 1959-1974 et 1978-1985

Source : Nguyễn Việt Phô et al., 1988; *UBND tỉnh Bình Phước*.

1.2. La topographie

La topographie de *Bình Phước* (Figure IV.2) est moins complexe que celle des provinces montagneuses adjacentes, comme *Lâm Đồng* (De Koninck, 1997). Elle reste néanmoins une région qui, loin d'être uniformément plate, montre un aspect fortement ondulé avec des sols principalement basaltiques. Entre les éperons, il existe des cuvettes planes, autrefois marécageuses, actuellement aménagées en rizières. Près des deux tiers de la superficie du territoire dépassent 100 m d'altitude (Tableau IV.2). Du sud-ouest au nord-est, nous pouvons distinguer deux niveaux principaux.

Figure IV.2 : *Bình Phước*. La topographie, l'hydrographie, les stations météorologiques



Source : Cartes topographiques 1 : 50 000 du *Tổng cục Địa chính*, 1995; VTGEO; *Sub-Institute of Geography*.

Tableau IV.2 : Bình Phước. Dénivellation d'altitude

Altitude (m)	16-100	100-200	200-500	500-736
Proportion (%)	38	27	34	1

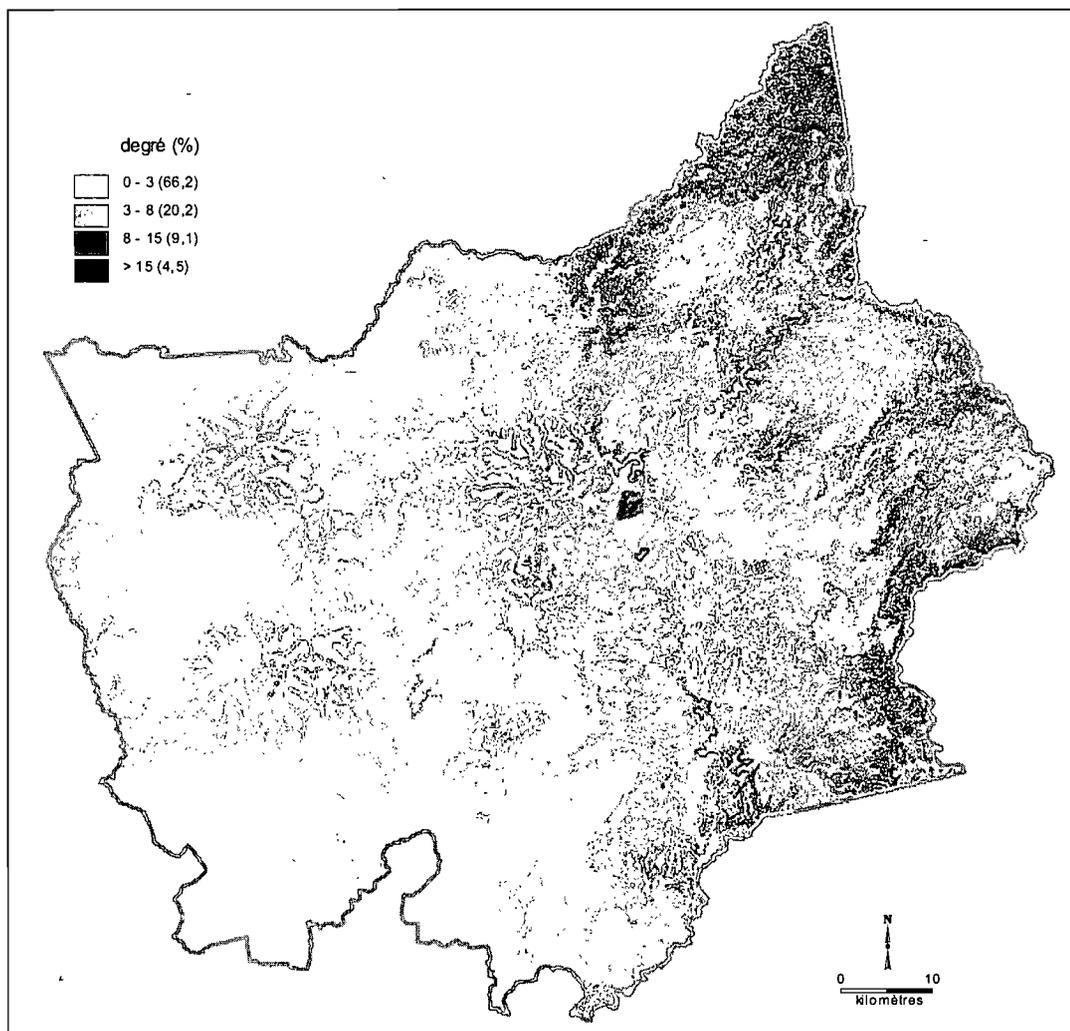
Source : Figure IV.2

Le premier, qui comprend les districts occidentaux de *Bù Đốp*, *Lộc Ninh*, *Bình Long Chon Thành*, *Đồng Xoài*, *Đồng Phú* et une partie sud-ouest du district de *Phước Long*, les altitudes s'élèvent de 16 m à quelque 200 m. Cette région est caractérisée par des collines, de basse altitude et des pentes faibles. Vers le sud-ouest, des mamelons se succèdent, serrés les uns contre les autres, tous de faible altitude (100 à 200 m).

Pour le deuxième, il peut être qualifié de montagneux. Le relief y est assez vigoureux mais la dénivellation n'est pas très marquée à cause de l'altitude qui reste assez basse (720 m)³⁴. Le relief s'élève de plus en plus dans la partie nord-est, précisément dans l'ensemble du district oriental de *Bù Đãng* et la partie nord-est du *Phước Long* où un tiers des terres émergées est couvert de reliefs compris entre 200 et 736 m. Le plus haut sommet de la province est un pic dénommé *Bà Rá*. Selon Baudrit, (1936, p. 16), les autochtones l'appellent Yok Nam-Préah; Patté le nomme Yumbre; Barthélémy, Djambra; les Cambodgiens, Phnom Choeung-Préas; les *Kinh* et les Européens, *núi Bà Rá*.

La carte des pentes (Figure IV.3) révèle qu'il n'existe qu'une très petite proportion de pentes fortes (plus de 15 degrés) dans la partie nord-est et au mont de *Bà Rá*. Occupant seulement 4,5 % de la superficie totale de la province (Tableau IV.3), cette partie est toujours conseillée dans les différents projets comme zone consacrée au secteur forestier (Phạm Quang Khánh, 1995). Il existe aussi de nombreuses zones plates qui alternent avec des zones de pentes parfois supérieures à 15 degrés. Le reste de la province (66,2 %) est dominé par les zones plates (0-3 degrés) qui se concentrent majoritairement dans la région sud-ouest. Comme partout au Vietnam, ces zones sont favorables à la production agricole.

³⁴ Notons que la proportion de la superficie du territoire dont les altitudes dépassent 500 m est vraiment négligeable, d'un pour cent seulement.

Figure IV.3 : *Bình Phước*. Les pentes

Source : Figure IV.2

Tableau IV.3. *Bình Phước*. Les pentes

Pentes (degré)	0-3	3-8	8-15	15-25	> 25
Proportion (%)	66	18	12	3	1

Source : Figure IV.3

1.3. Le réseau hydrographique

Il existe trois grandes rivières qui, de direction nord-sud, traversent la province de *Bình Phước* : *sông Sài Gòn*, *sông Đồng Nai* et *sông Bé* (Figure IV.2). Parmi ces trois principaux cours d'eau de régime permanent, le dernier est le plus important (Baudrit, 1936).

Le *sông Bé* prend sa source près de la région des Trois-Frontières (Cochinchine, Cambodge et Annam) au cœur des *Tây Nguyên*. Appartenant entièrement au réseau hydrographique de la rivière de *Đông Nai*, il a lui-même une longueur approximative de 300 km. Au nord-est où il traverse le territoire des *Stiêng*, il porte le nom vernaculaire de Dak Glun (Dak glung, Dak Lung ou Dare-Glun); il est nommé Tonlé Trou (les *Kinh* l'appellent *Cần Lê*) par les *Khơ-me* (ou Khmers), ethnie qui se concentre dans la région de *Nha Bích* au sud de la province. Au sud, les *Kinh* l'appellent le *sông Bé* (Mạc Đường, 1991, p. 260). Cette dernière appellation, officielle, est la plus fréquemment utilisée. De nombreux bras secondaires alimentent également le *sông Bé*, tels que : *Đắk Huyt, suối Rát, suối Xa Cát, suối Cam, rạch Rát, sông Mã Đà,...* (Figure IV.2). Ces différents cours d'eau constituent le grand bassin du *sông Bé*, couvrant quasi totalement la province de *Bình Phước*. Après avoir quitté la province de *Bình Phước* et avoir parcouru quelque 40 km vers le sud-est, ces fleuves s'unissent pour former le cours du *Đông Nai* au carrefour des trois communes de *Lạc An, Trị An* et *Tân An*. La première commune se trouve dans le district de *Tân Uyên*, province de *Bình Dương*. Les deux dernières se situent dans le district de *Vĩnh Cửu*, province de *Đông Nai*.

Selon les *Kinh*, *sông Bé* signifie « petite rivière »³⁵. Même pour une petite rivière, son « courant est encore fort, augmenté de violence par les rochers qui émergent ou les troncs d'arbres échoués qui canalisent l'eau en des passages étroits » (Baudrit, 1936, p. 20). La navigation y est assez difficile et particulièrement dangereuse en barque indigène (*ibid.*, pp. 20-21). Cependant, pour les Français qui possédaient des embarcations plus robustes, le *sông Bé* et ses bras leur ont servi de voies de pénétration naturelle à des fins d'exploitation des ressources naturelles et de « pacification » de l'ancien pays des *Stiêng*. Ces axes de navigation et de pénétration ont été progressivement abandonnés au profit du réseau routier. Par ailleurs, la force des courants du *sông Bé* est un atout supplémentaire dans la construction de stations hydroélectriques. En fait, en 1995, la première usine hydro-électrique de *Thác Mơ* (Figure IV.2) a commencé à produire de l'électricité; en 2003, c'est au tour de l'usine hydro-électrique de *Cần Đơn*; en 2006, celle de *Srok Phu Miêng*.

³⁵ Baudrit (1936) écrit : « '*sông*' signifie 'rivière' et 'Bé', 'petite'. Les Annamites l'ont d'abord vu à son embouchure où il est trois fois moins large qu'à Nui-Bara [mont *Bà Rá*] et ils l'ont sans doute comparé aux bouches du Mékong, dont chaque branche étale ses eaux troubles sur plusieurs kilomètres et à toutes les rivières de la plaine cochinchinoise, dont la largeur varie de 400 à 800m. » (p. 17)

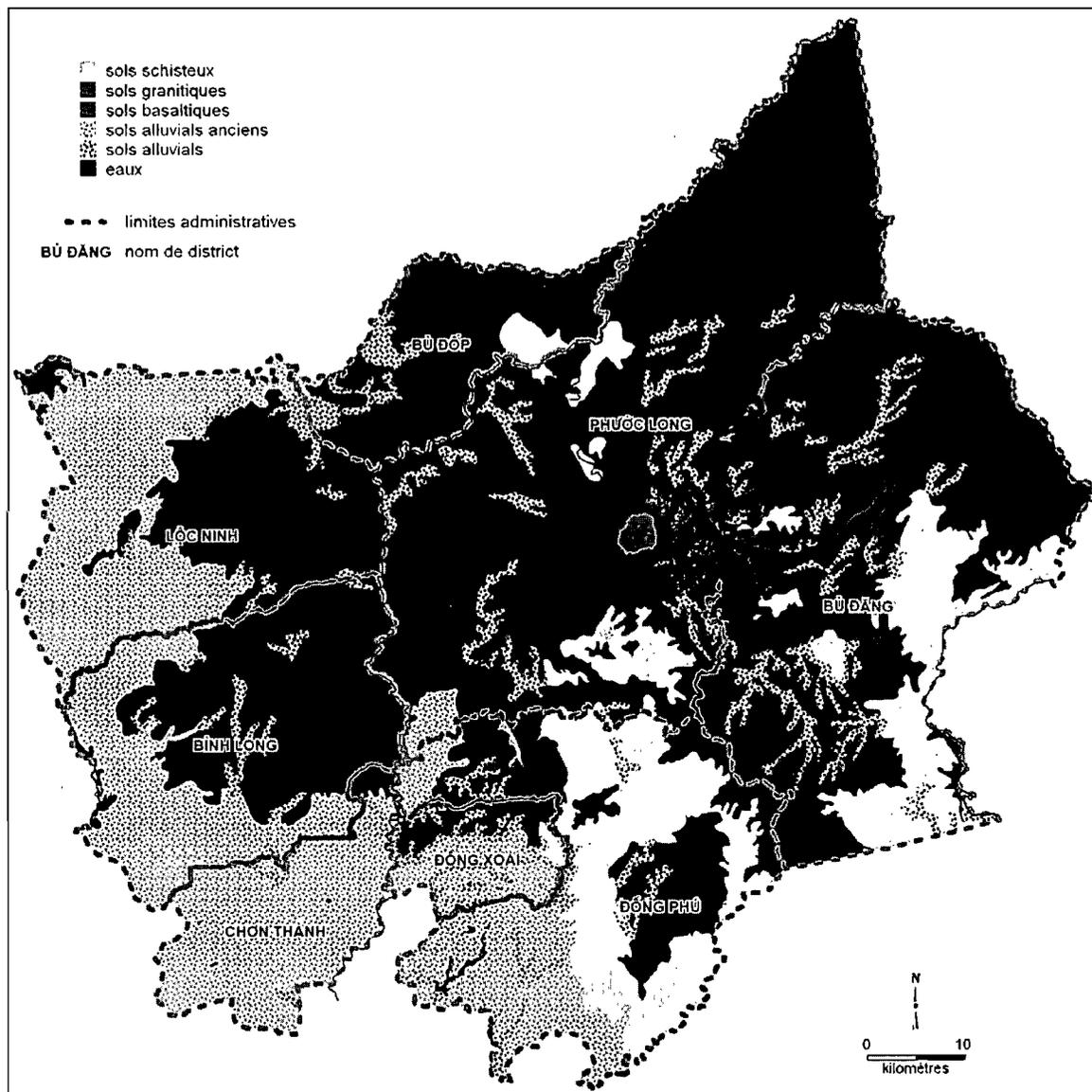
Outre le *sông Bé*, il existe deux autres rivières secondaires pour la province de *Bình Phước*, qui passent aux marges de la province : à l'est, c'est la rivière de *Đông Nai*; à l'ouest, celle de *Sài Gòn*. Cette dernière sert aussi de frontière naturelle entre la province vietnamienne de *Bình Phước* et celles cambodgiennes de Karatié et Kompong Cham. Ici, les indigènes khmers l'appellent : *Tonlé Chàm*. Les autorités l'ont baptisé *Sài Gòn* car c'est un bras de la rivière de *Sài Gòn* (DADRBP, 1999, p. 4)

En outre, la province de *Bình Phước* abrite un réseau secondaire et tertiaire qui est assez dense. Il est aussi intéressant de signaler la présence de nombreux cours d'eaux de courte longueur, caractérisées par un régime permanent, saisonnier ou de type torrentiel lors des fortes pluies et autres accidents climatiques (Lê Bá Thảo, 2004).

1.4. Les sols

Selon la carte du sol (Figure IV.4) faite au début des années 1990, la province de *Bình Phước* comprend des sols granitiques (0,2 % de la superficie totale de la province), des sols alluviaux (8,6 %), des sols schisteux (11 %), des sols alluviaux anciens (20,6 %) et des sols basaltiques (59,6 %). Développés sur un socle basaltique, ces derniers sont aussi caractéristiques d'une grande partie du *Việt Nam* méridional et notamment des Plateaux centraux. C'est un sol riche, particulièrement favorable aux végétations les plus épaisses et les plus luxuriantes (Maître, 1912, p. 380), mais aussi propice aux plantes arbustives commerciales. Dans la province de *Bình Phước*, nous en retrouvons dans tous les districts, plus particulièrement dans ceux de *Bù Đốp*, *Phước Long* et *Bù Đẳng*, aux altitudes les plus élevées du Nord-Est de la province. Ces sols basaltiques sont un des facteurs importants qui attire, depuis longtemps, l'attention des paysans provenant des quatre coins du pays.

À côté de ces sols basaltiques, les sols alluviaux anciens sont aussi largement présents dans les districts sud-ouest, surtout celui de *Chơn Thành*, à des altitudes plus basses. Ils sont certes un peu moins fertiles que les sols basaltiques, mais favorables quand même aux cultures pérennes (Phạm Quang Khánh, 1995; Lê Bá Thảo, 2004). Au bord des rivières, nous retrouvons les sols alluviaux où se développe fréquemment la riziculture.

Figure IV.4 : *Bình Phước*. Les types de sol

Source: NIAPP

2. L'histoire du développement

2.1. La trace de la forêt dans le passé

Avec de telles conditions écologiques, la biodiversité de la région est exceptionnelle. Celle-ci se manifeste par l'abondance et la bonne qualité des espèces végétales qui se développent sur une bonne partie des sols basaltiques. Elle est cependant moins marquée dans les forêts qui colonisaient les autres types de sols (Trần Kim Thạch et al., 1991, p. 69).

Avant la colonisation française, en dehors des espaces mis en rizière par les Vietnamiens, les forêts de l'Indochine constituaient un espace quasiment vierge. L'impact des humains sur la forêt était négligeable (Thomas, 2000, p. 50). C'était donc aussi le cas pour la forêt de la région de *Bình Phước*. Au XVII^e siècle, cette région « était encore déserte [...] il n'y avait que la forêt vierge sempervirente » (Mạc Đường, 1985b, p. 14). L'ampleur de l'exploitation était insignifiante, et la plupart des aires forestières à *Bình Phước* étaient encore naturelles et gérées de façon communautaire par les populations autochtones. Ils ont « mangé » la forêt afin de : 1) compléter les autres besoins nutritionnels par la chasse et la cueillette; 2) traiter les maladies par l'usage des plantes médicinales; 3) construire des maisons par la coupe du bois; 4) fournir des matériaux de construction ou d'artisanat par l'abattage des bambous et des rotins; 5) troquer des marchandises contre des produits forestiers; et le plus important 6) satisfaire les besoins alimentaires grâce à la pratique du *rẫy* (Đặng Nghiệm Vạ̣n, 1989, p. 93).

Jusqu'au début du XX^e siècle, ce territoire est demeuré recouvert entièrement par des forêts épaisses, bien que les ressources forestières aient déjà été exploitées depuis longtemps par les bûcherons annamites de la région de Hon-Quan (actuel *An Lộc*) pour alimenter la presque totalité des régions en aval du *sông Bé* en bois (Maître, 1912, pp. 86, 103). Les forêts étaient encore très riches³⁶ et se caractérisaient par des essences originaires de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Inde, de Birmanie, du Nord du *Việt Nam* (*Bộ Lâm nghiệp*, 1983, pp. 13-14). On pouvait y trouver de nombreuses variétés de bois précieux, telles que le *trắc* (*Dalbergia cochinchinensis*), le *câm lai* (*Dalbergia oliveri*), le *huỳnh* (*Tarrietia*), le *giáng hương* (*Pterocarpus macrocarpus*), le *gơ đò* (*Pahudia ochinchinensis*), le *trai* (*Shorea obtusa*), le *sao* (*Hopea*), le *bời lời* (*Machilus odoratissima* ou *Litsea glutinosa*), le *gạo* (*Bombaxmalabaricum*), le *lim* (*Baryxylon*), le *dầu rái* (*Dipterocarpus alatus*) et la *vên vên* (*Anisoptera costata*) (BSEI, 1910, p. 22; Maître, 1912, p. 389; Nguyễn Đình Đầu, 1991, p. 163). Les bois étaient

« grands, élevés [...]; l'on n'aperçoit alors que des fûts droits, bien alignés, dressés sur la splendide nappe verte de l'herbe bambou et l'on croirait cheminer dans un parc rare, dans un jardin merveilleux où, de toute part, jaillissent, dans leur vasque de rocailles, les ruisseaux d'eau vive » (Maître, 1912, p. 389).

³⁶ Selon le résultat d'inventaire de la forêt de l'ancien ministère de la Foresterie de 1981 à 1983, la forêt de cette région comprenait 801 essences (*Bộ Lâm nghiệp*, 1983, p. 14).

Comme pour les autres types de ressources naturelles comme la houille au Nord, les Français s'intéressaient également à la forêt en termes de potentialité marchande (Cleary, 2005, p. 261). Ils ont tiré

« de l'exploitation des forêts une grande source de richesses; non seulement la vente des bois est l'objet d'un gros mouvement commercial, mais l'extraction des sous-produits du bois tels que : huiles, résines, gomme, est d'un excellent rapport pour ceux qui se livrent à ce genre d'exportation » (BSEI, 1910, p. 22).

Il faut aussi noter que, dès la période coloniale, la forêt de bambous géants a été dégradée par l'impact incessant des humains (coupe du bois, brûlis, création des plantations) (Baudrit, 1936; Trần Kim Thạch et al., 1991). Elle est toujours signalée comme une forme dégradée des différents types de forêt (*ibid.*; De Koninck, 1997).

La faune de la région était aussi abondante. On pouvait y trouver encore à l'époque des espèces typiques telles que la tortue d'eau, le crocodile, le paon, le cerf, le chevreuil, l'ours, le sanglier, le porc-épic, le singe, l'éléphant, la panthère, le tigre (De Barthélemy, 1904, p. 237), le taureau, et particulièrement le rhinocéros (*Rhinoceras sondaicus*) à l'est de la région (*Bộ Lâm nghiệp*, 1983, p. 16; Trần Kim Thạch et al., 1991, p. 75). Malheureusement, depuis l'époque française,

« la panthère et le tigre autrefois très nombreux ont considérablement diminué grâce à la prime et aux routes nombreuses qui sillonnent la province. Le taureau et le buffle sauvage, l'éléphant et le rhinocéros ont presque complètement disparu ou sont de plus en plus rares depuis que les voies de communication deviennent plus nombreuses » (BSEI, 1910, pp. 22-23)

Au cours des années 1930, les forêts ont été vigoureusement défrichées et consacrées au développement des plantations, à l'exploitation des bois et à l'extension des terres agricoles. Alors que l'intensité et l'ampleur du défrichement forestier devenaient difficiles à contrôler, le pouvoir français, conscient de la valeur écologique de la forêt (Cleary, 2005), a décidé de créer quelques aires protégées, telles que *Cần Lê (Lộc Ninh)*, *Bù Đốp*, *Long Hưng*, *Rạch Rạt (Đồng Xoài)* (Trần Kim Thạch et al., 1991, pp. 70-74). Actuellement, ces aires n'existent plus. La richesse forestière de l'ensemble de la région est en déclin. Le recul des forêts est de plus en plus inquiétant. Seuls encore demeurent quelques lambeaux de forêts primaires éloignés aux extrémités du nord et du

sud-est de la province de *Bình Phước*, et qui forment actuellement les parcs nationaux de *Bù Gia Mập* et *Cát Tiên*.

2.2. Les *Stiêng* et les autres minorités ethniques présents depuis longtemps

Dans cette région à la riche biodiversité vient se superposer une palette diversifiée de populations humaines et de groupes ethniques (Maître, 1912, p. 379). Nous pouvons citer les communautés *Stiêng*, *Mnông*, *Khơ me* et *Chàm* qui colonisaient ces espaces depuis fort longtemps³⁷. Tout comme les autres ethnies du Sud, chaque groupe vivait de façon cohérente sur un territoire propre et bien défini (Salemink, 2003, p. 139).

Les *Stiêng*

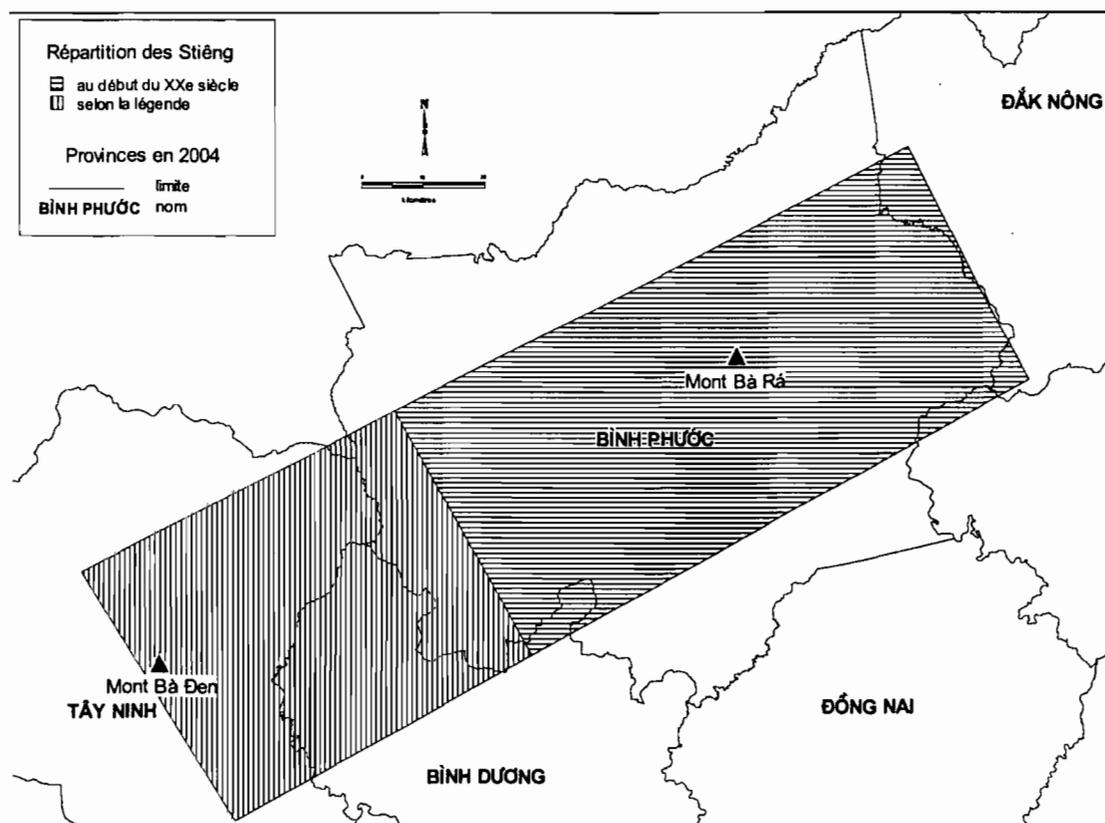
Depuis longtemps³⁸, différentes tribus locales *stiêng* habitaient dans la région forestière touffue de la partie méridionale des *Tây Nguyên* (Mạc Đường, 1985b, p. 14). Actuellement, les *Stiêng*, eux-mêmes, sont souvent fiers de le déclarer. Comme un homme de *Stiêng*, Dieu D, m'a exposé : « Mon village natal est ici ». Originaire de la région, contrairement à d'autres groupes ethniques et aux *Kinh* qui y ont migré, il a continué à souligner : « On est l'ethnie locale; mes ancêtres habitaient ici » (Enquête de terrain, 2005). Les ancêtres des *Stiêng* ont vécu dans une région assez étendue, du mont de *Bà Đen* de la province de *Tây Ninh* à celui de *Bà Rá* (Cửu Long Giang & Toan Ánh, 1974) (Figure IV.5). Ce dernier est aussi le coeur sacré du territoire *stiêng*.

Vers 1875, en étendant son territoire, la Cour des *Nguyễn* a remplacé les appellations locales par des toponymes sino-vietnamiens afin de mieux administrer les villages des *Stiêng* et des autres ethnies à *Hón Quán* (actuel *An Lộc*) (Mạc Đường, 1985b, p. 16). Elle a également donné aux *Stiêng* le nom de famille *Điêu* (Diệp Đình Hoa, 1995, p. 39).

³⁷ Les trois premiers groupes appartiennent à la famille ethnolinguistique des *Môn-Khơ me*, langues austro asiatiques; le dernier, *Chàm*, à la famille ethnolinguistique malayo-polynésienne, langues austronésiennes.

³⁸ En 1765, les *Stiêng* ont pour la première fois été mentionnés par Monsignor Pigues, le curé apostolique de la Cochinchine (Hickey, 1993, p. 77).

Figure IV.5 : *Bình Phước*. Le lieu de résidence des *Stiêng* dans le passé



Source : adapté de Mạc Đường, 1985b, p. 14

Il est difficile de connaître le nombre exact de *Stiêng*, tout comme celui des autres groupes ethniques des *Tây Nguyên* d'ailleurs. Avant 1975, le dénombrement était difficile à cause du caractère limité de la gestion administrative et surtout des guerres. Les premières statistiques que nous avons pu trouver pour 1950 dénombrent quelque 60 000 *Stiêng* au *Việt Nam* et au Cambodge (Gerber, 1951, p. 227). En 1967, au *Việt Nam*, 30 000 *Stiêng* environ sont dénombrés (Hickey, 1993, p. 78). Après 1975, le GSO du *Việt Nam* réunifié a recensé 40 763 *Stiêng* en 1979, 50 194 en 1989 et 66 788 (dont 95,4 % à *Bình Phước*) en 1999. Selon les différentes campagnes menées depuis 1975, et comparativement aux autres groupes ethniques, les *Stiêng* sont le cinquième groupe le plus important dans la région des *Tây Nguyên* et le premier dans la province de *Bình Phước*.

Les *Stiêng* sont connus sous d'autres noms, tels que : *Ba Ra*, *Xtiêng*, *Xa-điêng*, *Tà-mun*, « *Mọi* ». Ils se divisent en deux sous groupes principaux : le *Bù đek* (c'est-à-dire, selon la langue des *Stiêng*, les personnes habitant dans les régions basses) et le *Bù*

lố (les personnes habitant les régions élevées) (Mạc Đường, 1985b; Hickey, 1993, p. 78). Le premier groupe se trouve dans les zones basses de la province, autrement dit les districts occidentaux de *Lộc Ninh* et *Bình Long*. Le terrain moins accidenté par rapport aux zones élevées y a facilité les contacts et les échanges avec les *Kinh* (Cừu Long Giang & Toan Ánh, 1974, p. 394). Au début du XIX^e siècle, « les Moï de Honquan [*An Lộc* actuellement] sont déjà quelque peu « annamitisés » [...] La pénétration annamite est rendue facile grâce à des moyens de communications telles que la route de Kratié » (BSEI, 1910, pp. 28-29). Les communautés *stiêng bủ đek*, *kinh* et *khơ me* vivaient dans une relative cohabitation pacifique. Entre eux, il y avait des relations : langue, mariage, commerce et technique, par exemple (Đình Văn Liên, 1985, p. 47).

Le deuxième groupe, celui des *Bủ Lố* se concentre dans les régions élevées des districts orientaux de *Phước Long* et de *Bủ Đãng*. Jusqu'au début du XX^e siècle, alors que les *Stiêng bủ đek* cohabitaient sur un même territoire avec les *Kinh* et les *Khơ me* (Khmers), les *Stiêng bủ lố* restaient encore isolés et presque complètement insensibles à la « civilisation » vietnamienne (*ibid.*; BSEI, 1910, p. 29). Au lieu de se tourner vers les *Việt* comme leurs « cousins » *bủ đek*, ils préféraient cohabiter et partager leurs cultures avec d'autres groupes comme les *Mnông* et les *Mạ* (Đình Văn Liên, 1985, p. 47).

Les autres groupes ethniques de la région

Dans le nord de la province de *Bình Phước*, nous nous trouvons dans une région montagneuse méridionale des *Tây Nguyên*. C'est là que commence « le territoire » des *Mnông* (Mnong, Mnon, Pnong, Bnam ou Phnong), c'est-à-dire « les gens des régions montagneuses » (Mạc Đường, 1985b, p. 39). Leur proportion est très petite au sein de la population totale de la province. Ainsi, en 1999, ils ne représentent que 7 136 personnes³⁹, soit 1,1 % de la population totale. Comme les *Stiêng*, les *Mnông* sont assez bien identifiés par les ethnographes (Hickey, 1982b, p. 16). Ils pourraient avoir une même origine que les *Stiêng* (Dang Nghiễm Van et al., 2000, p. 72). Dans le groupe ethnolinguistique *môn-khmer*, la langue des *Mnông* est très proche de celle des *Stiêng*. Dans la région frontalière Vietnam-Cambodge, le distinguo entre les deux groupes est difficile, comme l'a expliqué un cadre de la commune frontalière de *Bủ Gia Mập*

³⁹ À l'échelle nationale, les *Mnông* représentent 92 451 personnes dont deux tiers se trouvent dans l'ancienne province de *Đắk Lắk*, au nord de la province de *Bình Phước*.

(Enquête de terrain, 2005). Les *Stiêng* et les *Mnông* eux-mêmes ne peuvent pas se distinguer les uns des autres. Ainsi, tous les deux considèrent le héros national N'Trang Lon (Nơ Trang Long, N'Trang Long, ou bien Pou Trang Long) et son village comme l'origine de leur tribu. Le lien entre ces deux groupes est très étroit. Le mariage et les échanges socioculturels existent depuis longtemps, surtout dans la région septentrionale de la province de Bình Phước (Mạc Đường, 1985b, pp. 39-40).

Les *Chàm* ont immigré dans la province du XIV^e au XV^e siècle. À l'époque, ils considéraient le territoire des *Stiêng* comme une zone « tampon » pour protéger leur royaume de Champa⁴⁰ contre l'expansion des Khmers (Phan An, 1985, p. 95). La présence des *Chàm* est négligeable dans la province de *Bình Phước*. En 1999, il n'y avait que 336 *Chàm* (soit 0,05 % de la population totale de la province) qui se sont rassemblés surtout dans les communes de *Phú Riềng* et *Thuận Phú*.

Les Khmers qui habitent dans la province de *Bình Phước* en 1999 représentent 1,1 % de l'ensemble du groupe sur le territoire national et 1,7 % de la population totale de la province. On les trouve essentiellement dans les districts occidentaux de la partie basse du *Bình Phước*. Après les *Chàm* mais bien avant les *Kinh*, les premiers groupes de Khmers sont arrivés avant le XVIII^e siècle (Mạc Đường, 1991, pp. 256, 272). Comme la société khmère du delta du Mékong, celle des Khmers de la province de *Bình Phước* est dotée des caractéristiques principales suivantes : bouddhisme, regroupement et mode de vie en villages, pratique de la riziculture. La riziculture est d'ailleurs la source principale de leur revenu (Mạc Đường, 1985b). Dans le passé, une petite partie des Khmers possédait des éléphants et les utilisait pour le commerce (De Barthélemy, 1904, p. 221). Avant la présence des *Kinh*, la circulation et la distribution des marchandises étaient certainement faites par les Khmers (Mạc Đường, 1985b).

La première communauté des *Kinh*⁴¹ n'était présente dans la région qu'au début le XVIII^e siècle (Mạc Đường, 1991, p. 256), et s'est concentrée dans la partie méridionale de la province. Jusqu'à la « fin du XIX^e siècle, *Nha Bích* [sud de la province de *Bình Phước*] a marqué la limite nette entre deux races : la race annamite

⁴⁰ Champa, c'est un État de culture hindouiste qui existait entre les II^e et XVII^e siècles dans la région côtière centrale du Vietnam contemporain.

⁴¹ Ces immigrants *kinh* étaient principalement des paysans pauvres ou bien des opposants à la Cour féodale et aux hobereaux ruraux (Mạc Đường, 1985b, p. 18).

venant du Sud, attirée par les entreprises agricoles et les exploitations sylvoles européennes, et la race *moï* qui en occupe le Nord » (Baudrit, 1936, p. 24). Tout fait penser que la dernière a été peu à peu refoulée « dans les forêts et les hautes vallées par la marche et le développement de la domination et de la civilisation annamites » (BSEI, 1910, p. 28). De plus, il est fortement probable que la migration des *Chàm* et surtout des Khmers vers le territoire des *Stiêng* est liée à la période du début du déclin des royaumes *chàm* et khmer et à « la marche vers le Sud » des *Kinh*.

3. Les caractéristiques de la société traditionnelle des *Stiêng*

Dès le début du XX^e siècle, de nombreux documents ont permis de décrire les caractéristiques de la société *stiêng*, « encore si près de la nature » (Baudrit, 1936, p. 24). Raulin (1947) écrivait :

« Au moment où notre civilisation est industrialisée à l'extrême, certaines populations de la terre en sont encore partiellement à l'âge de la pierre : les populations primitives ou demi-primitives qui ne connaissent pas l'emploi de la machine peuvent être comparées à celles dont les outils ont servi de base à l'établissement des grands cadres de la préhistoire » (p. 111).

C'était une population timide, mais de suite mise en confiance (De Barthélemy, 1904, p. 220) : « Il est loyal en affaires, revient rarement sur la parole donnée, rend à l'époque convenue les animaux ou objets empruntés » (BSEI, 1910, p. 30). Malgré leur apparente soumission, les *Stiêng* aiment la liberté et sont prêts à se sacrifier pour celle-ci. À l'époque de la colonisation, ils luttent toujours contre l'administration des Français. Les conflits sanglants avaient souvent lieu alors que les Français ont essayé de pacifier le territoire des *Stiêng*. Ainsi, Henri Maître, administrateur français et auteur de l'ouvrage connu « Les jungles *moï* » (1912), fut tué à Bou-Pou-Sra le 5 août 1914 (Baudrit, 1936, p. 28); *N'Trang Lon*, un héros célèbre, a été assassiné par les Français en mai 1935.

3.1. Habillement

Chez les *Stiêng*, les hommes comme les femmes portent le langouti: « Une simple bande d'étoffe grossièrement tissée mesurant environ 30 cm de largeur, passe entre les jambes, en faisant deux fois le tour des reins. C'est là le seul costume porté par [les *Stiêng*] » (BSEI, 1910, p. 30) (Photo IV.1). Ils vont toujours jambes et torse nus, et alors qu'il fait froid les *Stiêng* s'entourent d'une couverture (Dang Nghiêm Van et al.,

2000, p. 73). Les femmes portent aux chevilles et aux poignés des bracelets en cuivre ou en fer forgé pour indiquer la richesse (Hickey, 1982b, p. 447). Elles portent également au cou des colliers de cuivre ou de perles de la couleur des dents de sanglier et de panthère (BSEI, 1910, p. 30). Leur lobe de l'oreille est percé d'un trou mesurant un centimètre dans lequel elles mettent un morceau d'os, de bambou ou d'ivoire (*ibid.*, p. 29; Hickey, 1982b, p. 447). Tous les *Stiêng* font limer leurs dents, car :

« Le limage des dents [tout comme] la distension des lobes d'oreille sont des coutumes répandues chez les *Stiêng*. Les dents limées au ras des gencives et les lobes distendus au point de toucher les épaules sont l'apanage des personnes « nobles » jouissant du respect de leurs congénères » (Dang Nghiêm Van et al., 2000, p. 73).

Cependant, cette coutume ainsi que la mode vestimentaire perdent du terrain dans les communautés des *Stiêng* suite aux contacts fréquents et répétés avec les autres ethnies, surtout les *Kinh* et les *Khơ me* (*ibid.*, p. 73; BSEI, 1910, p. 29).

Photo IV.1 : Phước Long. Les *Stiêng* et leur maison longue, vers 1930s



Source : Baudrit, 1936, p. 45

3.2. La maison longue

Comme d'autres groupes ethniques des *Tây Nguyên* ou d'ailleurs dans le monde⁴², les *Stiêng* demeuraient dans une maison longue traditionnelle ou *giâu* selon leur langue. Il fallait des mois de travail collectif pour construire une maison longue, composée de différents matériaux : bois de fer pour les piliers, feuilles de sagoutier pour la toiture, rotin et bambou pour la cloison. Une telle maison mesure 10 m environ de largeur et de 30 à 40 m de longueur⁴³ (Dang Nghiêm Van et al., 2000, p. 73). Le nombre de portes d'entrée dépend de la longueur de la maison et elles sont souvent basses et étroites.

« [...] Le milieu [de la maison] est toujours réservé pour le magasin à paddy [...]; de chaque côté du magasin sont installés des lits de camp en bambous servant de table et de lit de repos; la cuisine est faite dans l'espace restant libre; chaque ménage a son feu et son magasin à paddy, mais aucune cloison ne le sépare de son voisin » (BSEI, 1910, p. 34).

La majorité des maisons longues est construite sur pilotis. « *Lifting the house off the ground protects residents from incursions by wild animals, snakes, and scorpions. It also permits air to circulate and keeps floors dry in the rainy season.* » (Hickey, 1993, p. xxi)

Dans chaque maison longue, il y a trois ou quatre familles nucléaires (ou *nak* en langue *stiêng*). Chaque famille est indépendante des autres tant quant à la propriété des biens (outils, riz) que des parcelles (Phan An & Nguyễn Thị Hòa, 1985, p. 137; Dang Nghiêm Van et al., 2000, p. 73). Cependant, les liens de solidarité dans le tissu social restent forts, que ce soit lors de difficultés ou durant les fêtes. Nous pouvons évoquer : le défrichement de la forêt, la construction de la maison, la culture du riz, l'organisation des festivités, la lutte contre les ennemis, etc. (Phan An, 1985, p. 141; Mạc Đường, 1991, p. 308). Dans chaque maison longue, il y a une personne âgée (fréquemment un homme), ou un *tom giâu* en langue *stiêng* qui dirige (Phan An & Nguyễn Thị Hòa, 1985, p. 140). Son rôle est très important dans la vie des *Stiêng* lors de l'organisation des cérémonies (mariage, obsèques, cultes), la transmission de l'histoire et de la connaissance en général, des chansons folkloriques et le jeu de gongs, la diffusion des

⁴² Par exemple les Wendat qui sont surtout concentrés sur une étroite bande de terre à l'extrême Sud-Est de la baie Georgienne du lac Huron de l'Ontario.

⁴³ La maison longue des *Stiêng* est devenue une maison « courte » si l'on fait des comparaisons avec celles des autres ethnies d'alentour (Mạc Đường, 1991, p. 306)

expériences de pratique du *rẫy*, de la chasse et de la cueillette, la stabilisation des relations amicales entre les *nak* et les maisons longues voisines... L'existence tant de la conscience ethnique que des caractéristiques culturelles des *Stiêng* dépend fortement du rôle des *tom giâu* (Mạc Đường, 1991, pp. 306-307).

Plusieurs maisons longues (jamais plus de dix) comme telles composent une agglomération rurale, avec une population de quelques dizaines à une centaine de personnes (Dang Nghiêm Van et al., 2000, p. 74). Les *Stiêng* tout comme les *Mnông* l'appellent *bon*, *port* ou bien *wang*. Le nom propre des *bon* débute par un mot *Bù* ou *Đák*, c'est-à-dire l'homme ou l'eau respectivement. Chaque période de 8 à 12 ans, un *bon* se déplace vers un nouvel endroit; et les nouvelles maisons longues doivent être alors reconstruites et changées (Phan An & Nguyễn Thị Hòa, 1985, p. 138). Les *bon* s'installent régulièrement sur les terres fertiles, à proximité des sources d'eau et des aires forestières desquelles les *Stiêng* peuvent facilement prendre de l'eau, exploiter des produits forestiers et pratiquer le *rẫy* (Phan An, 1985, p. 98; Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 13).

3.3. Le *rẫy*

L'économie des *Stiêng* est basée surtout sur le *rẫy* (ou essart) (Mạc Đường, 1991; Dang Nghiêm Van et al., 2000). Ce dernier fait partie de la forêt ou plutôt une partie de la forêt. Après le déboisement, les *Stiêng* brûlent l'herbe et le petit bois puis commencent à mettre en cultures. Les cendres obtenues sont la source principale de fertilisation des sols pour les cultures au cours des premières années (Burbridge et al., 1988, p. 5). Ici, le *rẫy* est mis en pratique pendant une période de trois ans, mais si les sols sont fertiles, la période peut être plus longue (Hickey, 1993, p. xix). Après quelques années de culture, la qualité du sol se dégrade rapidement, de sorte que le rendement sur *rẫy* diminue d'année après année. À partir du moment où la famille décide l'abandon du terrain, la terre est laissée en jachère pour une période de 9 à 15 ans (Cửu Long Giang & Toan Ánh, 1974, pp. 392-393; Mạc Đường, 1991, p. 294). La forêt trouve là un temps nécessaire à sa régénération. Ce processus fournit « un bon volume de matières ligneuses transformables en cendres et apporte ainsi un appoint irremplaçable en bases potassiques » (Boulbet, 1975, p. 12) pour les prochains cycles culturels.

La culture du *rãy* commence à partir de mars/avril et se termine entre octobre et novembre de la même année. Les *Stiêng* n'y cultivent prioritairement que le maïs et particulièrement le riz; les autres cultures (tubercules comestibles, cucurbitacées, tabac, cotonnier, etc.) ne sont faites qu'accessoirement et dans une proportion très restreinte. Cette caractéristique donne à penser que le *rãy* peut être considéré comme un jardin de case⁴⁴ (Phan Ngọc Chiên, 1985, p. 68). Le processus du *rãy* se passe de la façon suivante: rechercher un terrain (*joimir* en « stiengais »), couper les petits arbres (*muih*), couper les grands arbres (*kal*), brûler les bois et les herbes (*chu*), planter le riz (*tuyt*) (Photo IV.2), détacher les grains de riz (*kach*) (Mạc Đường, 1991, pp. 297-301).

Photo IV.2 : Đăk Ô, Phước Long. Trouaison pour la plantation du paddy, 1977



Source : Journal *Sông Bé*, n° 29 du 22 octobre 1977

Le choix d'un terrain (*joimir*) est le moment le plus important et est un pas décisif qui influe sur le rendement du *rãy* (Mạc Đường, 1991, p. 290). En recherchant

⁴⁴ C'est un système agro-forestier traditionnel qui peut se trouver dans toutes les régions de l'Asie du Sud-Est, même dans les zones urbaines (Manap, 1989). Au Vietnam, la superficie relativement petite autour de la maison (souvent seulement 0,5 ha, mais aussi jusqu'à 5 ha) est utilisée de manière la plus efficace possible afin d'obtenir une très large variété de produits. On peut retrouver de tout dans ce jardin de case: fruits, légumes, épices, tubercules, poissons, volailles, bétail, plantes à fibres, bois de feu, plantes médicinales (Pham Thành Hai, 2000).

un nouveau terrain pour le *rạ̃y*, les *Stiêng* examinent la terre, la végétation, le sol, la source d'eau, l'insecte ennemi, etc. Les dimensions du terrain sont basées sur les besoins des *Stiêng* en termes de consommation de nourriture et de force de travail (Hickey, 1993). Ils apprécient hautement des pratiques rituelles lors du choix d'un terrain. Par exemple, « si on veut défricher une certaine parcelle forestière pour le *rạ̃y*; on plante un couteau dans un bambou; cinq jours après, si le couteau est tombé, on doit abandonner la parcelle pour une autre, car cela signifie pour eux que les ancêtres ne sont pas d'accord », ou bien « à la fin de la journée de défrichage, si quelqu'un brise la lame de son couteau avant la fin des travaux, les *Stiêng* quittent cette parcelle pour une autre », a dit M. Cho (Enquête de terrain, 2005). Ainsi, le choix d'un terrain pour la pratique du *rạ̃y* est une tâche très importante et complexe qui demande de l'expérience, la connaissance du milieu et l'acceptation par les ancêtres du choix des vivants. Le rôle des patriarches est à ce moment-là déterminant (Mạc Đường, 1991, p. 298).

Après le choix du terrain, les *nak* dans la même maison longue commencent à défricher ensemble les parcelles périphériques. Cela leur permet par la suite de coopérer et de regrouper la force de travail en même temps lors de la mise en culture du *rạ̃y* car la production agricole dépend totalement des conditions naturelles (l'isolement d'une famille n'est alors pas permis). De plus les techniques sur *rạ̃y* (procédés de culture, cycle de production, outils) sont encore rudimentaires (Phan An & Nguyễn Thị Hòa, 1985, p. 139; Mạc Đường, 1991, pp. 295-296). Depuis cent ans et la première description du *rạ̃y* par le Père Henry Azémar en 1886 jusqu'à la période de *Đổi mới* en 1986, ces techniques n'ont presque pas changé (Phan Ngọc Chiên, 1985, p. 71). Par conséquent, le rendement moyen du *rạ̃y* n'est pas élevé, de un à 1,2 tonne par hectare (*ibid.*, p. 70). Plus important encore, les *Stiêng* semblent favoriser la défriche de nouveaux *rạ̃y* dans les forêts de bambous parce que la coupe y est plus facile (Hickey, 1993, p. 99). Ici, le rendement des *rạ̃y* est encore plus faible, inférieur de quelque 30 % par rapport à ceux pratiqués sur les parcelles forestières (Enquête de terrain, 2005). Malgré tout, ce rendement est fiable avec une densité de population minimale, il en résulte peu de dégradation environnementale (Mạc Đường, 1991, p. 294; Hickey, 1993, pp. xviii-xix).

Dans la région des *Stiêng Bù đək*, où des *Khơ me* et les *Kinh* sont présents depuis fort longtemps, certains groupes *Stiêng* ne pratiquent plus le *rạ̃y*. Ils cultivent la rizière

inondée avec des techniques agricoles équivalentes à celles pratiquées par les *Kinh* et les *Kho-me* (travail de la terre à l'aide du gros bétail, par exemple). Ce type de culture a commencé à se développer il y a plus de 100 ans et perdure principalement dans certaines communes du district de *Binh Long* où se trouvaient les marécages (Phan Ngọc Chiên, 1985, pp. 72-73, Đinh Văn Liên, 1985, p. 47). Le régime de la propriété foncière privée a été établi dès que les *Stiêng* ont commencé à mettre les marécages en riziculture, tandis que la propriété foncière communautaire était toujours appliquée pour les essarts (Mạc Đường, 1991, p. 301).

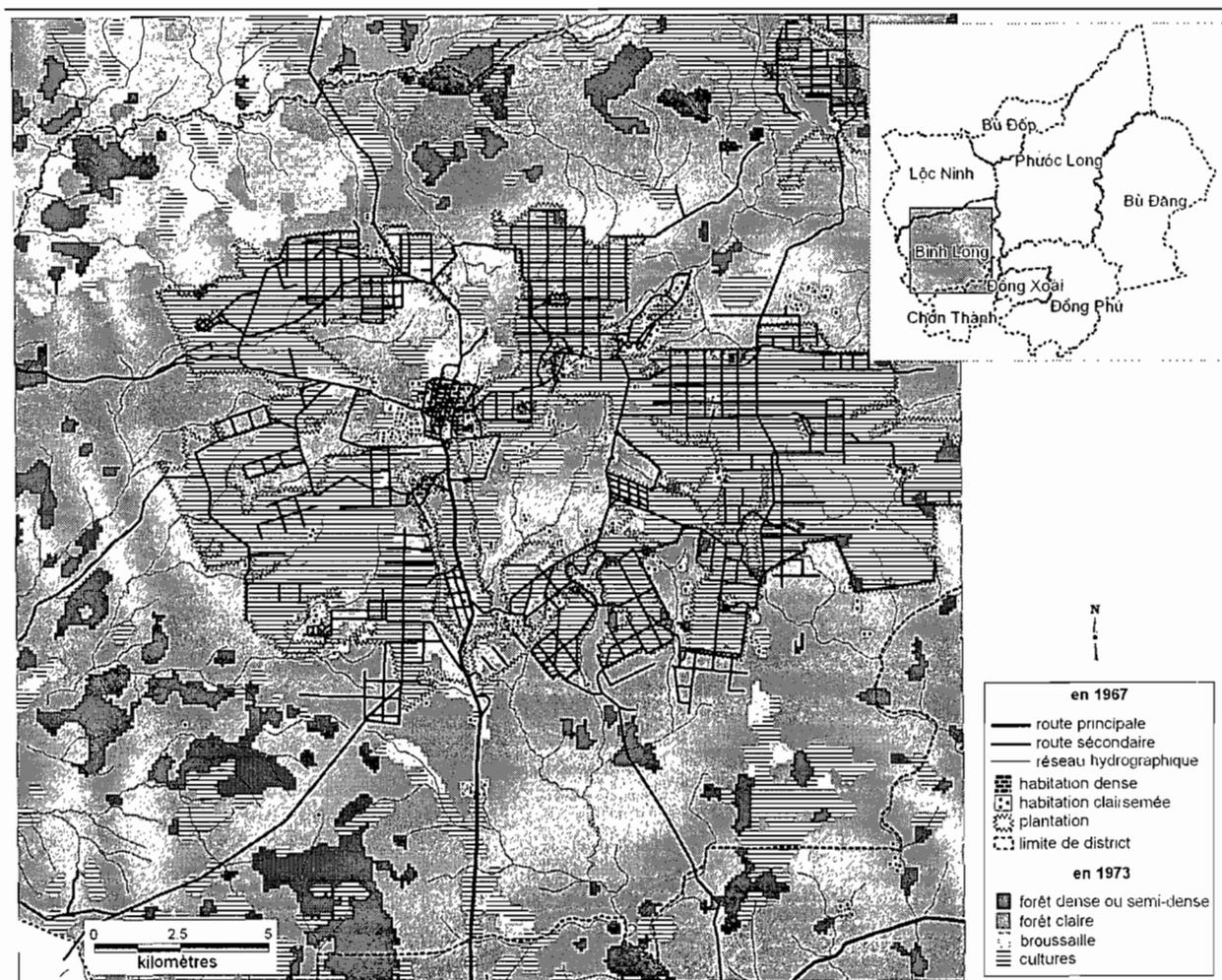
4. Habitations, occupation du sol et le système d'infrastructures

Les Figures IV.6 et IV.7 montrent une relation entre la présence humaine, le développement du système d'infrastructures et la différence d'occupation du sol. Cette relation appelle plusieurs remarques.

Premièrement, au cours des années 1967-1973, période durant laquelle cette région a subi la guerre intensive, quelque 130 000 habitants ont été dispersés dans la province. Les zones habitées se trouvaient principalement à proximité du réseau hydrographique et surtout du réseau routier. D'ailleurs, ce dernier était bien structuré et parcourait les plantations, les hameaux stratégiques et les chefs-lieux. Par contre, dans les zones forestières (Figure IV.7), plus difficiles d'accès, la population était beaucoup plus dispersée et par le fait ces zones étaient moins touchées par les facteurs anthropiques. Il existe ainsi une différence considérable entre l'ouest et l'est de la province. Dans la partie ouest (rive droite du *sông Bé*), où le poids démographique est plus important (Figure VI.2), les habitants se concentrent dans les plantations qui ont été développées depuis le début du XIX^e siècle. La densité du système routier y est forte, ce qui permet principalement de planter, entretenir et exploiter l'hévéa. La superficie des cultures est plus étendue. Quelques zones forestières se distribuent aléatoirement loin des plantations et des routes (Figure IV.6). Dans la partie est (rive gauche du *sông Bé*), l'habitat est plus dispersé. La proportion des forêts présente autour de l'habitat est bien plus importante que dans la partie ouest. Parfois, dans les zones plus montagneuses où la couverture de forêts est absolue, on trouve des zones sans habitat ni culture ou encore de broussailles. Cependant, l'habitat se trouve fréquemment

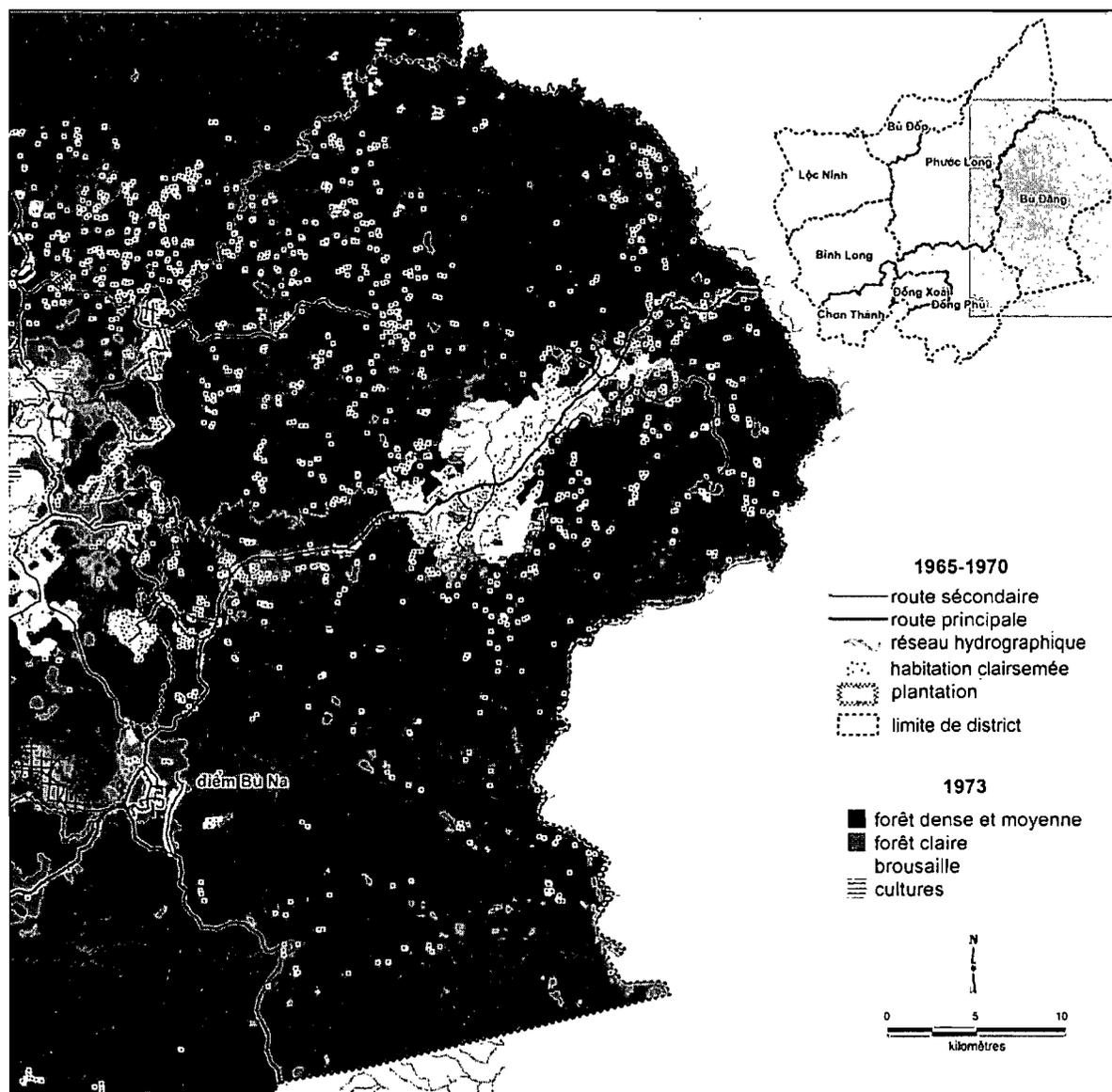
le long de la route nationale n° 14, dans les plantations, dans les hameaux stratégiques (*điểm Bù Na* par exemple) et dans le chef-lieu (Figure IV.7)

Figure IV.6 : An Lộc. Habitat, plantation, réseau et occupation du sol, 1967-1973



Source : Feuille 6332 III (1 : 50 000) du *Nha Địa dư*, 1975; *Sub-Institute of Physics*

Deuxièmement, la présence de l'occupation humaine a entraîné l'expansion des cultures. On constate que la présence de l'habitat est fortement liée à l'accroissement des cultures de 1967 à 1973. Différents types de cultures entouraient les zones d'habitation. A proximité, on y trouvait le jardin de case, plus loin les plantations d'hévéas, rizières et *rây*.

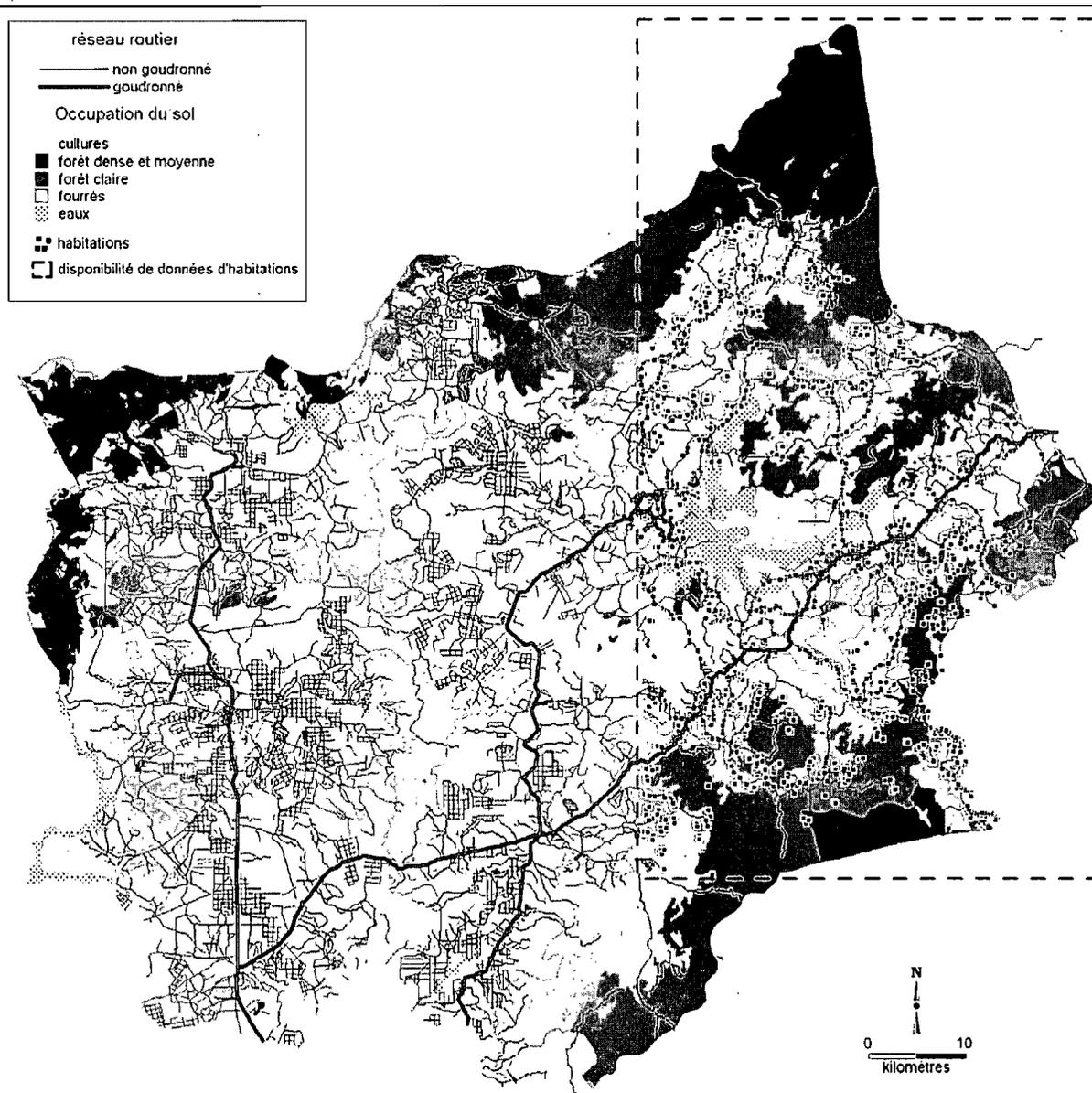
Figure IV.7 : *Bù Đãng*. Habitat, plantation, réseau et occupation du sol, 1967-1973

Source : Feuilles 6432 I, 6432 II, 6432 III, 6432 IV (1 :50 000) du *Nha Địa dư*, 1975; *Sub-Institute of Physics*

Troisièmement, quelque 25 années après la guerre, soit à la fin des années 1990, le réseau routier s'est beaucoup développé, quantitativement et qualitativement. La terre recouverte par la forêt est désormais souvent recouverte de broussailles ou de cultures. C'est de part et d'autre de la route qui traverse le territoire, que se rassemble la plus forte densité d'habitations. En fait, dans la seule zone où les données nécessaires étaient disponibles (Figure IV.8), j'ai calculé que 94 % des habitations sont situées dans un rayon de 500 mètres des routes. Il est très rare que l'habitat se trouve dans les forêts

comme durant la période précédente. Cette distribution est influencée par les politiques du gouvernement, telles que la migration et la sédentarisation.

Figure IV.8 : L'habitat, l'occupation du sol et le système routier, 2000



Source : NIAPP, Tổng cục Địa chính

Bref, les facteurs biophysiques (topographie et réseau hydrographique) et anthropiques (réseau routier et plantations) sont des facteurs importants de la localisation des habitats et d'autres types d'occupation du sol dans des différentes zones de la province. Des éléments d'explication plus fondamentaux seront abordés dans les chapitres suivants, la migration y étant considérée comme un élément central.

Chapitre V

L'arrivée des migrants dans la région des terres rouges de *Bình Phước*

1. L'arrivée des colonies françaises

1.1. L'établissement des pouvoirs

Bien avant la présence officielle de la France en Cochinchine (1862), le plus grand grenier à riz du *Việt Nam*, les paysans et les commerçants vietnamiens avaient déjà commencé à pénétrer les régions forestières où résidaient alors des « tribus indigènes ». La cour des *Nguyễn* encourageait ces explorations en établissant des postes militaires afin de sécuriser ces nouveaux territoires et contrôler l'ensemble des contacts entre les *Việt* et les populations indigènes (Hickey, 1982b). À *Bình Phước*, deux postes frontières furent ainsi créés, un à *An Lộc*, l'autre à *Đông Xoài*⁴⁵ (Mạc Đường, 1985b, pp. 15-16) constitués de soldats vietnamiens. Grâce à ces postes et à la présence de militaires, des familles ainsi que des commerçants et artisans se sont peu à peu installés. Ceci a contribué à accroître les échanges entre la communauté vietnamienne et la population indigène tout en développant de nouveaux centres administratifs et commerciaux.

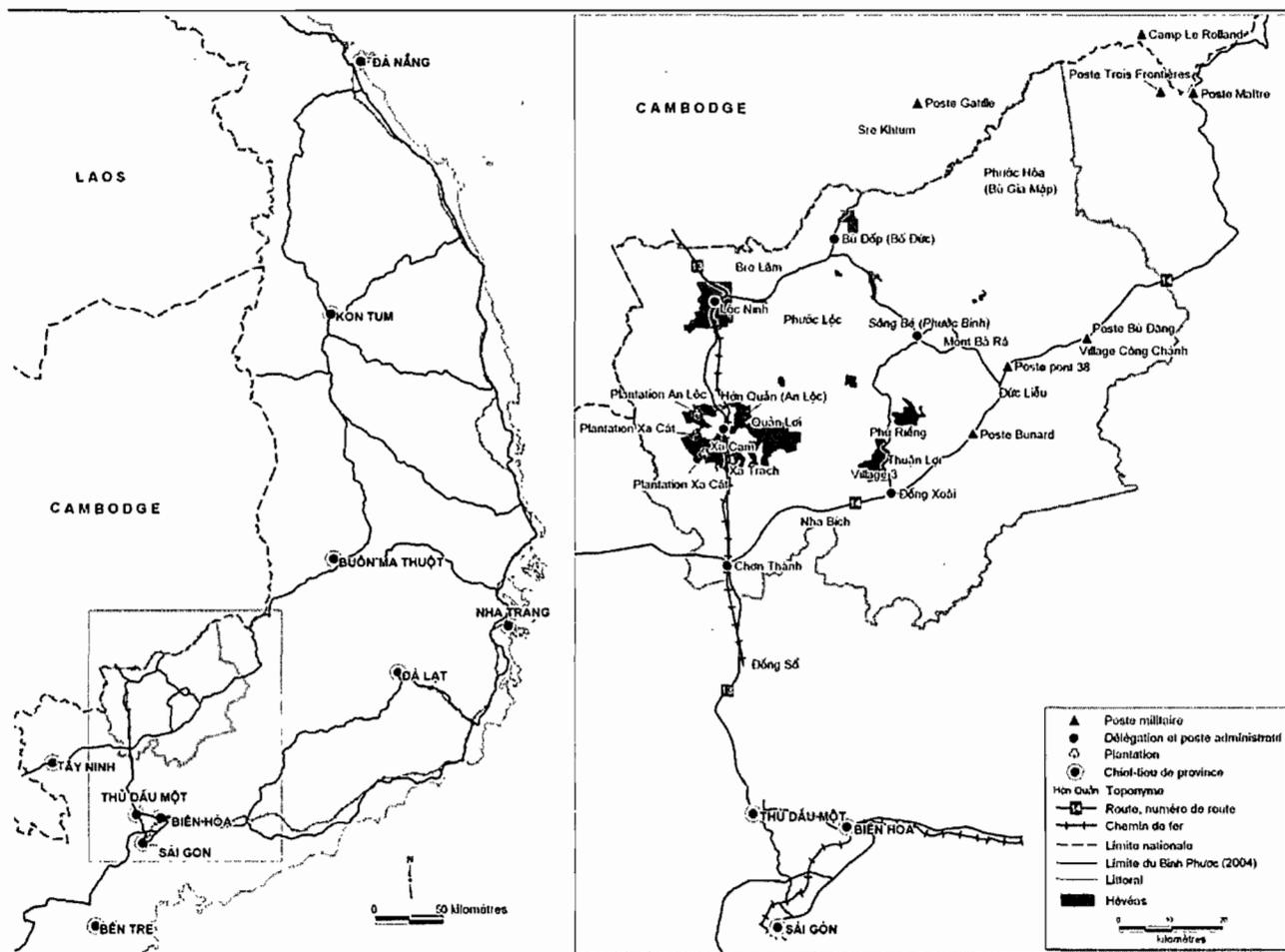
Vers la fin du XIX^e siècle, l'administration française a commencé à s'établir dans les hautes terres. Cependant, les missionnaires français y étaient déjà présents depuis longtemps. Vers les années 1770, une première mission française s'est déroulée chez les *Stiêng* (Hickey, 1982b). À *Bình Phước*, en 1861, le Père Azéma s'est installé à Brélam (Brolam) dans l'actuel district de *Bù Đốp*, dans l'extrême Nord de la province (Figure V.1). Le but de cette mission était avant tout l'évangélisation des populations locales (Baudrit, 1936, p. 37) et, plus important encore, la préparation de la pacification de l'ensemble de la région (Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 17). Comme partout en Indochine, ces missions catholiques étaient

« the perfect scout, the ears and the eyes of the system on the margins of the empire where the colonial machine could reach only with

⁴⁵ *Đông Xoài* a été autrefois baptisé *Đồn Xoài*; *Đồn* (le poste) *Xoài* (la mangue), c'est-à-dire le poste militaire qui s'établit dans la forêt de mangue. *Đông Xoài* est actuellement le chef-lieu de *Bình Phước*.

appreciable difficulty. He was one of the state's cheapest, most effective and efficient assistants, informers, and political spearheads. » (Michaud, 2004, pp. 308-309)

Figure V.1 : *Bình Phước*. Mise en valeur du territoire des Français, 1898-1954



Source : Baudrit, 1936; *Army Map Service (AM), U. S. Army, 1954*; Hickey, 1982b; Hồ Việt Nam et al., 2004; *Nhà Địa dư Quốc gia; Cục Bản đồ; VTGEO*; Enquête de terrain, 2005

À la suite de ces missions, exploration, pacification et exploitation ont été menées par les militaires et les administrateurs français dans la province de *Bình Phước* (Figure V.1) dont voici une liste :

- En 1898, la délégation de *Hòn Quán* (ou Honquan) a été fondée dans le but de conquérir et contrôler les tribus encore primitives (BSEI, 1910, p. 28). On a alors posé les premiers jalons d'une administration directe des Français à *Bình Phước*. À l'époque, « au point de vue ethnographique, la circonscription de *Hòn Quán* est une véritable mosaïque; Annamites [et indigènes] s'enchevêtrent dans le plus extraordinaire

mélange » (Maître, 1912, p. 104). Le choix de *Hòn Quàn* était probablement basé sur les critères suivants. 1) Le terrain était fertile et propice aux cultures commerciales. 2) Le site était situé sur la voie stratégique reliant Saigon et Kratié (Cambodge). 3) Les habitants locaux n'étaient pas opposés à la « civilisation », particulièrement dans les endroits régulièrement visités par les *lái*⁴⁶ (les commerçants) annamites. 4) Le troc était assez actif entre les Annamites et les indigènes. 5) La main-d'œuvre corvéable était disponible pour assurer l'exécution des travaux des routes. 6) Les riches forêts de la région représentaient une ressource importante à contrôler et à gérer (BSEI, 1910, p. 39).

- En 1904, Paul Patté a exploré la région autour du mont de *Bà Rá*. Il a essayé de convaincre des *Stiêng* d'accepter l'autorité française (Hickey, 1982b, p. 287; Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 19). En même temps, le poste administratif de *Chon Thành* (rive gauche) a été créé.

- En 1906, le poste de *Bù Đốp* a été fondé (Maître, 1912, p. 90).

- En 1909, Henry Maître a commencé à explorer la région pour des objectifs scientifiques et administratifs.

- En 1911, la délégation de *Bù Đốp* a été établie alors que le poste de *Chon Thành* a été transféré à *An Bình* (ou Anh-Binh) (rive gauche)

- Après 1915, après le début de la Première Guerre mondiale (1914-1918) et les décès de Henry Maître (1914) et de Truffot (1915, un dirigeant français dans la région de Chi de Sre au Cambodge), les activités de pacification des Français étaient interrompues, laissant les régions des *Stiêng* et des *Mnông* sans présence française (Hickey, 1982b, p. 290).

- En 1920, les Français ont installé la délégation de *Sông Bé* dans la région de *Bà Rá* (Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 21).

- En 1925, les Français ont établi la délégation de *Phú Riêng*

- En 1927, le commandant Carrier a pacifié l'est du mont de *Bà Rá*.

⁴⁶ Certains auteurs, par exemple Condominas (1971, p. 138), utilisent « les ou des *các lái* » au lieu de *lái*. Selon le dictionnaire vietnamien français en version électronique du Lac Viet Corp., *các* signifie certains, les, des, etc.; et *lái* signifie le commerçant, négociant ou marchand.

- En 1928, Théophile Gerber a poursuivi la pénétration de *Bù Đốp* en direction des Trois Frontières et est devenu ensuite l'administrateur du poste de *Bù Đốp*. Il a commencé à étudier la langue et les coutumes des *Stiêng* (Hickey, 1982b, p. 338; Hickey, 1993, pp. 77-78).
- En 1930, la délégation de *Phú Riềng* a été transférée au mont de *Bà Rá* (Baudrit, 1936 p. 37).
- En 1933, le poste de Maître a été établi aux Trois Frontières.
- En 1936, la pénétration militaire s'est poursuivie par le Haut-Chhlong, en direction des Trois Frontières (*ibid.*).
- 1938. Une nouvelle route a été ouverte, de *Đông Xoài* à *Buôn Ma Thuột*, passant par le poste de Maître et le camp de Le Rolland (Hickey, 1982b, p. 329).
- Au cours de la période 1939-1945, la région est demeurée assez calme à cause de la Deuxième Guerre mondiale et la chute de la France en 1940.
- Au cours de la période 1946-1954, les Français sont revenus et ont réoccupé leurs anciens territoires. Ils ont élargi leurs contrôles dans la partie orientale de la zone. Plusieurs nouveaux postes militaires y sont établis, par exemple ceux de *Bù Nard*, de *Bù Đãng* et de *cầu 38* (pont 38).
- En 1954, les Français ont quitté la province après la défaite de la bataille de *Điện Biên Phủ*.

Toutes les activités, tant les missions que les explorations et les pacifications sont des indicateurs du nouvel intérêt des Français pour la région des terres rouges. Ils y ont développé des infrastructures afin de mieux en administrer et exploiter les richesses. Ainsi, après l'établissement de la délégation de *Hón Quàn*, un service de transport postal et de voyageurs a été ouvert de *Hón Quàn* à *Thủ Dầu Một* (ou Thudaumot) (Maître, 1912, p. 105). L'Administration a établi un dépôt de sel à *Hón Quàn*⁴⁷ (BSEI, 1910, p. 31). Vers le milieu des années 1930, les Français ont construit une école pour autochtones dans le but de « recruter un élève dans chacun des principaux villages *stiêng*; plus tard, devenus adultes, ces anciens 'étudiants' pourront, sans doute, servir

⁴⁷ À l'époque, le sel était une denrée fort rare pour les *Stiêng* (BSEI, 1910, p. 31)

d'interprètes et encourager leurs congénères à goûter aux bienfaits de l'instruction » (Baudrit, 1936, p. 34).

Il semble bien que la construction de voies de communication était une des principales priorités. L'état des routes coloniales n° 13 et 14⁴⁸ s'est amélioré de plus en plus. Traversant le territoire de *Bình Phước*, elles permettaient de lier *Sài Gòn* aux provinces de *Tây Nguyên* et de *Đà Nẵng* (Tourane), et au Cambodge et au Laos. En 1933, le chemin de fer entre *Lộc Ninh* et *Đồng Sở* a été inauguré (Figure V.1) (Robequain et al., 1944, p. 94; Lư Huỳnh Thống, 1991, p. 483).

Entre 1938 et 1941, des corvéables *kinh* ont été acheminés afin de travailler sur le chantier de la route n° 14, dans la partie orientale de la région, plus exactement dans le district actuel de *Bù Đăng*. Ils étaient pour la plupart originaires des régions basses des provinces de *Biên Hòa*, de *Bến Tre* et de *Thủ Dầu Một*. Après l'ouverture de la route, les dix premiers foyers⁴⁹ ayant résidé dans le quartier de *Công Chánh* (Figure V.1) étaient issus de ces travailleurs et formèrent le premier noyau d'immigrants *kinh* dans le district actuel de *Bù Đăng* (Hồ Việt Nam et al., 2004, pp. 14-15)

1.2. Le développement des plantations

Le renforcement de la présence française devient un atout stabilisateur qui permet alors l'exploitation économique de la région, notamment par le biais de la culture de *Hevea brasiliensis*. L'exploitation de l'hévéa est souvent considérée comme l'un des principaux succès de la présence française en Cochinchine (Robequain et al., 1944, p. 201).

Jusqu'à la fin des années 1910, les parcelles de caoutchouc se situaient essentiellement sur les terres grises à proximité des villages importants établis autour de *Nha Trang*, *Thủ Dầu Một* et *Sài Gòn*. Leur exploitation était facilitée par la présence d'infrastructures et de main-d'œuvre (Murray, 1980, p. 270). Les planteurs français savaient bien que les meilleurs sols étaient localisés plus loin, dans la région basaltique

⁴⁸ La construction de la route n° 14 a fréquemment été arrêtée par l'hostilité des combattants autochtones, dirigés par *Nơ Trang Long*. Après la mort de *Nơ Trang Long* en 1935, la construction de cette route a progressé et elle a été finie au début des années 1940 (Hickey, 1993, p. 78).

⁴⁹ Les dix foyers *Kinh* sont les familles des messieurs *Năm Chúc*, *Tư Dụng*, *Chín Hậu*, *Mười Quòn*, *Chín Chúc*, *Ba Bôi*, *Ba Râu*, *Chinh*, *Hai Tay* et *Hai Thâu* (Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 15)

au nord de *Sài Gòn*. Cependant, il existait encore des obstacles : la communication difficile, la couverture forestière dense, la malaria, le travail et des autochtones encore dangereux (Robequain et al., 1944, p. 204).

En 1905, il est probable que la première plantation d'hévéas a été réalisée dans le territoire de *Bình Phước*. C'était la Plantation de *An Lộc* (ou *Xa Trạch*), localisée à quelque six kilomètres au sud de *Hòn Quán*. Au fur et à mesure de la pacification de la région, plusieurs nouvelles plantations d'hévéas ont vu le jour à *Hòn Quán*, *Xa Cam*, *An Lộc*, *Quản Lợi* et *Xa Trạch* – la partie occidentale de *Bình Phước* (Figure V.1).

Après la Première Guerre mondiale, le besoin en latex en raison de la forte croissance de l'industrie automobile en Occident, a poussé à l'expansion rapide des plantations d'hévéas (Murray, 1980, p. 260). En 1925,

« the New York price for rubber had reached 73 cents per pound. This sharp rebound in world price created the biggest expansion of Indochina's rubber plantations in history and generated record profit levels. [Pour l'ensemble de la Cochinchine, entre] 1925 and 1929, the area of rubber plantations increased from 15 000 to 90 225⁵⁰ ha with a capital investment at 700 million francs. » (ibid., p. 262)

En même temps, les plantations ont progressé vers la partie orientale de la province, comme celle de Michelin à *Phú Riềng* en 1928 (Baudrit, 1936, p. 37). À partir de 1929, cette dynamique a commencé à s'affaiblir du fait de la baisse du prix du latex et des mouvements de contestation des ouvriers agricoles devant les Français. La superficie des plantations d'hévéas pour l'ensemble de la Cochinchine n'a progressé que de 90 225 à 138 000 ha entre 1929 et 1943 (Masson, 1972, p. 90).

Après la Première Guerre mondiale, les problèmes de main-d'oeuvre ont commencé à se faire sentir, non seulement pour les tâches simples (défrichage et désherbage par exemple), mais également pour celles plus complexes (soin des hévéas, récolte de latex). Dans le cas des premières, les planteurs ont enrôlé les autochtones *stiêng* qui possédaient une très bonne expérience de défrichage et leur résistance naturelle au milieu forestier en faisait une force de travail très appréciée (Son Nam, 1991, p. 367). Cependant, « il [était] très rare de pouvoir compter sur eux comme source

⁵⁰ Selon Lưu Huỳnh Thống (1991, p. 401), ce chiffre est un peu moins faible : 84 100 ha dont plus d'un tiers se trouvent à *Bình Phước*.

sûre de main-d'oeuvre; ils [étaient] très irréguliers, donc difficiles à instruire » (Henry, 1932, p. 41), tandis que le latex, en plantation industrielle, nécessitait une technique très précise. Dans le cas des tâches plus complexes, les planteurs ont tenté de recruter des ouvriers qualifiés javanais. Cependant, ce plan a été abandonné en raison de : 1) la limitation des déplacements des ouvriers qualifiés par les colons hollandais qui comptaient ainsi protéger leur place sur les marchés ; 2) des coûts de transport trop élevés; et 3) un milieu tant physique que social étranger pour les Javanais (Murray, 1980, p. 271; Son Nam, 1991, p. 367).

Pour combler les effectifs des plantations, outre le recrutement local et javanais, les planteurs ont fait appel à des *Kinh* des provinces deltaïques du Tonkin (surtout *Hà Nam*, *Nam Định*, *Thái Bình*, *Ninh Bình* et *Hải Dương*) et de l'Annam (*Thanh Hóa*, *Nghệ An*). Ces provinces se caractérisaient depuis longtemps par une surcharge démographique sur les terres cultivées, un bas revenu par habitant et un peu d'occasions d'amélioration du revenu (Gourou, 1965; Murray, 1980). Le recrutement des Tonkinois et des Annamites a évidemment contribué, d'une part, à diminuer la pression de population dans les deltas du Tonkin et de l'Annam, d'autre part, à minimiser les frais de production et donc maximiser les bénéfices.

En 1921, on a répertorié 1 150 coolies dont une majorité de Tonkinois contractuels qui travaillaient dans les plantations de *Xà Cam*, *An Lộc* et *Quản Lợi* (compagnie de Terres rouges). La plus grande plantation européenne à *Lộc Ninh*, propriété de la Société des Caoutchoucs de l'Indochine, employait 1 700 coolies originaires du Tonkin, de l'Annam et de Java (Robequain et al., 1944, p. 214).

Près de 20 ans plus tard, en 1938, la compagnie de Terres rouges recrutait 5 280 ouvriers tonkinois et annamites (non javanais) contre 2 152 pour la plantation de *Lộc Ninh*. Parmi les 17 022 ouvriers *kinh* que comptait l'ensemble des plantations d'hévéas en Cochinchine, 7 452 ouvriers (soit 44 % du total) travaillaient pour les plantations à *Bình Phước* (*ibid.*, pp. 214-215). Le besoin en main-d'œuvre était important, mais le recrutement des *Kinh* était confronté à de multiples obstacles. Pour les *Kinh*, quitter le village natal était un choix toujours très difficile. De plus, les régions éloignées forestières de *Bình Phước* étaient considérées comme malsaines, notamment à cause de la malaria. À la fin de leurs contrats (couramment trois ans), la majorité des ouvriers

demandait à retourner vers leurs villages d'origine (Robequain et al., 1944, p. 70). Ainsi, en 1938, près de 70 % des « coolies » sont repartis chez eux après la fin de leur contrat (Murray, 1980, p. 273). À l'époque, le poids démographique des *Kinh* était certainement négligeable. La région de *Nha Bích* (au sud du *Bình Phước*) marquait encore la limite évidente entre deux groupes, les *Kinh* et les autochtones (Baudrit, 1936, p. 24). Les derniers occupaient l'actuel territoire du *Bình Phước*.

Entre 1939 et 1954, les mouvements migratoires des *Kinh* étaient quasiment nuls, car cette période s'inscrivait dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) et de la Première Guerre indochinoise (1945-1954). Comme pour presque toutes les régions rurales au *Việt Nam*, l'insécurité était fort grande dans le territoire de *Bình Phước* du fait des activités de guérilla du *Việt Minh*.

1.3. Une lutte intransigeante

La lutte contre la colonisation française était loin d'être finie. La pacification menée par les Français n'était pas chose facile.

Dès l'arrivée des Français en Cochinchine dans des années 1860, les autochtones (*Stiêng, Mông, Khor me*) ont participé à la révolte contre l'administration française, dirigée par le mandarin Trương Công Định et ensuite par son fils Trương Quyền. Les présumées caractéristiques « indomptables » des autochtones se sont fait clairement sentir dès la pénétration de leur territoire montagneux de *Sông Bé* et *Tây Ninh* par les Français (Baudrit, 1936, p. 200; Nguyễn Văn Diệu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 153)

Au début des années 1900, la mission conduite par Marquis de Barthélemy dont le but était d'étudier le tracé d'une route entre *Tây Ninh* et *Đắk Lắk*, a été fortement compromise par les indigènes (Nguyễn Văn Diệu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 287). Durant cette année-là, le capitaine Génin a exécuté un relevé topographique de la région, mais sa mission a également été interrompue par les *Stiêng*. En 1912, Maître Henry a ordonné à ses soldats d'attaquer le village de Nơ Trang Long, à l'origine de l'insurrection du même nom (1912-1935) (Hồ Việt Nam et al., 2004, pp. 24-26). Le 29 octobre 1933,⁵¹ Auguste Morère, délégué administratif du mont de *Bà Rá*, fut tué par Dieu Son, Diêu Môt, Diêu Môn et leurs compatriotes au carrefour de *Đức Liễu* durant

⁵¹ Selon Baudrit (1936, p. 28), Morère fut assailli le 25 octobre 1933.

une mission d'inspection pour la construction de la route (Hickey, 1982b, p. 327; Mạc Đường, 1985a, p. 183; Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 28). Cette hostilité pouvait s'expliquer du fait d'une imposition très lourde et d'un système de corvée contraignant, tant pour la construction des voies de communication que pour le développement des plantations (Baudrit, 1936, p. 28; Hickey, 1982b, p. 324).

Tout comme les autochtones, les coolies immigrés *kinh* se sont aussi réunis pour mener la lutte anticapitaliste et anticoloniale française. Le 28 octobre 1929, au village forestier n° 3 dans la plantation de *Phú Riềng* (Figure V.1), la première cellule du Parti communiste a été formée. Quelques mois plus tard, cette cellule a fomenté la rébellion de milliers d'ouvriers contre le propriétaire français de la plantation, du 30 janvier au 6 février 1930 (Tran Tu Binh⁵² et al., 1985). Cet événement, très connu sous le nom *Phú Riềng đỏ* (*Phú Riềng* rouge), est devenu l'un des premiers mouvements ouvriers dirigés par les communistes vietnamiens. À cette occasion, les autochtones ont secondé les coolies (Nguyễn Văn Diệu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 158). Cette « union » contre l'adversaire commun a marqué la première collaboration entre des *Kinh* et des autochtones. Depuis le *Phú Riềng* rouge, ce type de mouvement a été reproduit sur d'autres plantations, en Cochinchine et au Cambodge. M^{me} K m'a fait savoir : « Là-bas [la plantation d'hévéa de Chup (au Cambodge) dont environ 60 % des coolies étaient *Kinh* au cours de la période coloniale française (Zweers et al., 2001)], nous avons suivi et appuyé la révolution. Nous avons ravitaillé les *Việt Minh* en riz ». En répondant à ma question : « Mais, pourquoi avez-vous travaillé pour les Français? », elle expliquait qu'elle n'avait fait que travailler pour les Européens commerçants, non pour le pouvoir colonial, comme tous les Vietnamiens qui travaillaient à cette époque pour les investisseurs étrangers (Enquête de terrain, 2005).

Ainsi, le recrutement de nombreux coolies du Nord sur les plantations d'hévéas a contribué d'une part à enrichir les capitalistes français, mais d'autre part, à former le premier mouvement communiste de *Bình Phước*. Les communistes ont considéré les plantations comme « *a primary factor of nationalist integration [et] as schools for the maturation of the first workers' militants and Communists* » (Murray, 1980, p. 311). Par

⁵² Trần Tu Binh était aussi le plus important dirigeant du mouvement de *Phú Riềng* rouge. En 1927, il a quitté son lieu d'origine de *Hà Nam* - une province peuplée du delta du Fleuve rouge - pour devenir un ouvrier dans la plantation de *Phú Riềng*.

ailleurs, avec ce premier mouvement, la population indigène commençait à se trouver de facto prise entre deux feux : le *Việt Minh* et les colons français. Le territoire des autochtones a été divisé selon deux tendances : les pro-*Việt Minh* et les pro-Français. Ce choix crucial d'un groupe ethnique local à la province de *Bình Phước* se retrouvait aussi au niveau des familles elles-mêmes. Ainsi, Bla (pro-*Việt Minh*) s'est opposé à son frère, chef de canton Trôm (pro-Français), et a dû quitter son village pour rejoindre la guérilla communiste (Nguyễn Văn Diệu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 162).

2. L'arrivée des combattants

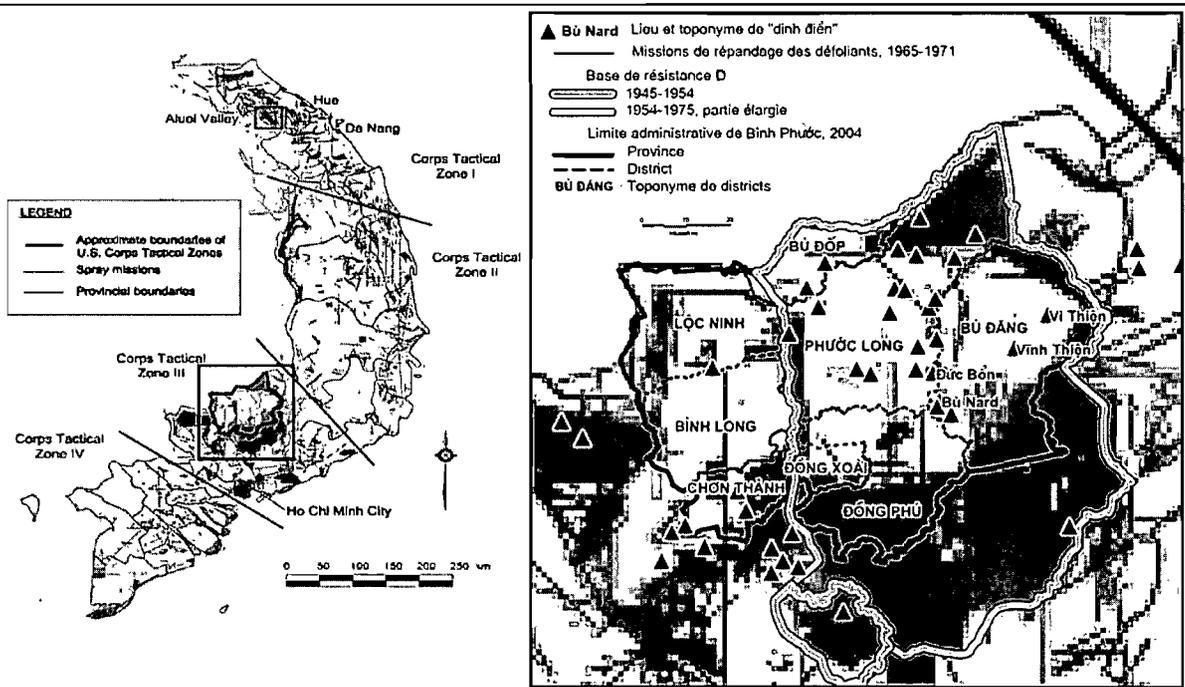
2.1. La base de résistance D

Au *Việt Nam*, durant les périodes de guerre contre les Français et les Américains, de nombreuses bases de résistance ont été créées. Elles accueillèrent les communistes qui venaient se rallier aux forces militaires. Les communistes, devenus soldats, se concentraient au sein des organes dirigeants importants. Ces bases étaient aussi des points d'appui d'où de nombreuses missions étaient portées vers les régions occupées. Les bases de résistance portaient fréquemment le nom des zones où elles étaient installées (par exemple la base de résistance de *Cao-Bắc-Lạng* dans les trois provinces de *Cao Bằng*, *Bắc Kạn* et *Lạng Sơn*), ou le nom d'hommes célèbres (*Quang Trung* au carrefour des trois provinces de *Hòa Bình*, *Ninh Bình* et *Thanh Hóa*), ou encore étaient définies par un code. Au début des années 1946, le *Việt Minh* a créé des bases de résistance codées selon les lettres A, B, C, D. Cette dernière était localisée dans la commune de *Lạc An* dans le district actuel de *Tân Uyên*, province de *Bình Dương*. La lettre D renvoie aux mots *Đỏ* (rouge) – emblème de la révolution, du communiste, *Đầu tiên* (première base) et *miền Đông* (région orientale). Pendant des épisodes extrêmement pénibles de la guerre, plusieurs personnes l'ont baptisé – ironiquement base de résistance des affamés ou des malades (*đói* ou *đau*) (Son Nam, 1991, p. 389; Hồ Sĩ Thành, 2003).

Durant la Première Guerre indochinoise (1946-1954), la base de résistance D se limitait dans sa partie orientale forestière au district actuel de *Tân Uyên*. Plus des deux tiers du pourtour de la base se délimitaient par les rivières *Sông Bé* et *Đông Nai*. Depuis le début de la Deuxième Guerre indochinoise, cette base s'est élargie peu à peu vers le nord. À la fin de cette guerre, la base de résistance D englobait tout le territoire des

districts de *Bù Đốp*, *Phước Long*, *Đồng Xoài* et *Đồng Phú* du *Bình Phước* et une partie des provinces voisines de *Bình Dương* et *Đồng Nai* (Figure V.2). Elle possédait les quelques caractéristiques principales suivantes. 1) Elle était située sur un terrain accidenté et couvert par des forêts denses. 2) Elle était à proximité des villes et notamment de *Sài Gòn* (environ 30 km à vol d'oiseau). 3) Elle se trouvait à limite sud de la route *Hồ Chí Minh*, axe logistique pour le champ de bataille du Sud. 4) Elle constituait une position stratégique d'où les soldats communistes pouvaient attaquer le gouvernement de *Sài Gòn*. En 1974, Lê Duẩn, le secrétaire général du PC vietnamien, a confirmé que cette base de résistance D et les autres régions forestières du *Nam Bộ* oriental présentaient « une position stratégique pour *Sài Gòn* et le delta du Mékong, tout comme la base de résistance *Việt Bắc* pour *Hà Nội* et le delta du fleuve Rouge pendant la période précédente contre les Français » (Lê Văn Tâm, 2006).

Figure V.2 : *Bình Phước*. La base de résistance D, les *dinh điền* et les missions d'épandage des défoliants



Source : Commissariat de la colonie agricole et de l'agriculture, 1962; US Dept. of the Army; *Bộ tư lệnh quân khu VII* et al., 1997; VTGEO/CIAS

En 1956, le Comité territorial du parti du Sud a décidé de mettre en place des forces armées ainsi que leurs bases dans la région montagneuse (Hô Việt Nam et al., 2004, p. 45). Dans des plantations ainsi que dans quelques *dinh điền* du *Bình Phước*, des cellules du parti et des agences pro-communistes se sont établis et se sont multipliés

(*ibid.* pp. 47-48). Vers le début des années 1960, les communistes ont, dans un rapport traduit en anglais et marqué « confidentiel », jugé :

« *The ethnic minority is less [numerous] than the Vietnamese, but they occupy a very important position [...] Motivating the ethnic minority in Region VI [anciennes provinces Phước Long et Lâm Đồng] is of great concern to the Party Committee echelon.* » (CDEC, 1970, p. 1)

Pour faire face aux activités des communistes et pacifier le territoire rural, la séduction et le contrôle de la population par la politique des hameaux stratégiques était considérée comme des moyens stratégiques de la part des gouvernements du Sud et de leur allié américain pendant toute la durée de la guerre.

2.2. Les hameaux stratégiques

Dès leur établissement en 1956, les représentants du premier président du Sud Ngô Đình Diệm ont envoyé des équipes de travail vers les hameaux du *Bình Phước* avec comme but officiel d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants (éradication des moustiques) et de recenser la population. Cependant, ces équipes s'appliquaient beaucoup plus soigneusement à étudier la situation politique et à déloger les communistes; c'était en fait la mission la plus importante qui leur était attribuée (Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 44). De plus, dans le cadre de la politique du développement économique des hautes terres, lancée dès 1957 (Hickey, 1982a, p. xviii), le réseau de routes a été étudié afin de desservir les régions forestières des montagnards. Ainsi la route de *Dak Nhai* à *Đức Hạnh* traversait le territoire des *Stiêng*. Nommée Trần Lê Xuân (femme de Ngô Đình Nhu, petit frère et chef du conseil politique de Ngô Đình Diệm), cette route a servi à exploiter le bois, à diviser la base de résistance et à construire les *dinh điền*. Ces derniers étaient « la base qui permet de cerner efficacement le *Việt Cộng*, de fournir les renseignements capitaux, de servir de point d'où l'armée s'appuie pour contrer les forces de révolution [*Việt Cộng*] » (Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 45). Entre 1958 et 1962, quelque 15 % *dinh điền* du Sud se situaient dans le territoire actuel de *Bình Phước* (Figure III.4), surtout dans les deux districts nord-est : *Phước Long* et *Bù Đăng*. À *Bù Đăng*, le gouvernement Diệm a regroupé des milliers d'habitants *kinh* de deux provinces côtières de *Quảng Nam* et *Quảng Ngãi* dans les *dinh điền* *Dak War* (*Vĩnh Thiện*), *Bù Nard* (*Nghĩa Trung*), *Vi Thiện* (*Thọ Sơn*), *Đức Bôn*

(Figure V.2). Cette période y a marqué la plus importante concentration de *Kinh* (Hò Việt Nam et al., 2004, pp. 15, 45).

À compter de 1962, la plupart des *dinh điền* ont été reconvertis en hameaux stratégiques (Hickey, 1982a, p. 82; Fortunel, 2003, p. 197). En même temps s'y rassemblaient les autochtones sous la conduite de la propagande :

« *During the Resistance period [contre les Français], the Communists urged Montagnards to die for them. Now as peace is restored, the Communists, who still hide in the mountains, force the people to protect and feed them. Later on, the Communists will rule the Montagnards [...] to protect the people; the government must gather them together* » (CDEC, 1970, p. 3).

Autour du hameau stratégique étaient construits des postes de garde et des tranchées-abris pour la défense contre les troupes communistes. Les jeunes étaient forcés de le garder et le protéger (Figure V.3). Les foyers, regroupés, devaient se protéger mutuellement. Les autorités contrôlaient la population qui devait recevoir des autorisations avant tout déplacement. Les paysans ne pouvaient cultiver les champs loin du hameau stratégique ni passer toute la nuit dans les zones cultivées (CDEC, 1970, p. 10; Hickey, 1993, p. 103; Nguyễn Công Thục, 2002, p. 27). Les hameaux stratégiques étaient disposés à proximité des positions importantes, tels les centres urbains, les bases militaires, les routes (Đình Văn Liên, 1985, p. 49; Trương Lai, 1989, p. 165). Caractérisés alors comme position de défense, ils répondaient « en effet directement au souci de gérer les intrusions communistes sur le territoire du Sud Vietnam. » (Fortunel, 2003, p. 197)

Figure V.3 : Modèle du hameau stratégique. Les timbres émis en octobre 1962



Source : <http://truclamientu.tripod.com/apchienluoc.htm> (accès au 10 octobre 2006)

Les populations vivaient néanmoins dans une atmosphère de contrainte, bien que quelques personnes « *did note that one advantage in making the move was that the Viet Cong could not come to take their rice and chicken* » (Hickey, 1993, p. 103). Au total, cette stratégie a terni l'image d'une société « libérale » du Sud et a affaibli la foi de la

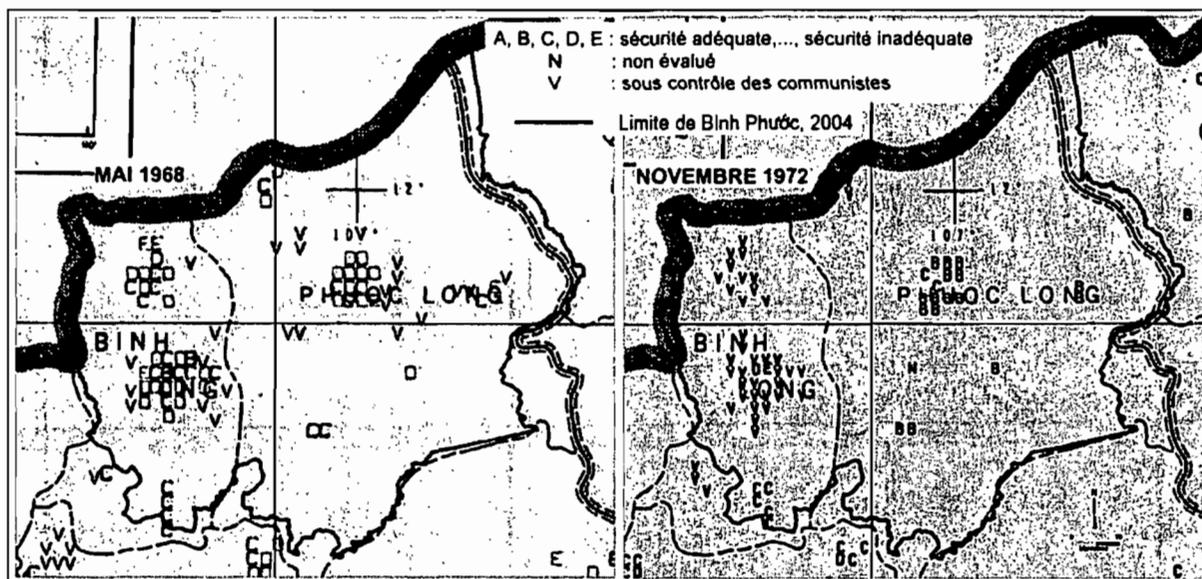
population dans le régime Diệm. Par ailleurs, enrôlés sous le drapeau contre l'invasion américaine, les communistes ont pu pénétrer dans les hameaux stratégiques afin d'exhorter la population à les quitter, de sorte que plusieurs personnes sont retournées dans leurs anciens villages (CDEC, 1970, pp. 10-12; Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 62).

Aussitôt après le coup d'État du 1^{er} novembre 1963 ayant renversé Diệm, une grande partie des hameaux stratégiques a été démantelée (Hoang Ngoc Lung, 1980, p. 29). Dans l'ancienne province de *Phước Long* (les districts actuels de *Bù Đăng*, *Bù Đốp*, *Đông Phú*, *Đông Xoài* et *Phước Long*), les forces armées communistes ont ainsi détruit l'ensemble des hameaux stratégiques. En 1965, 90 % du territoire de cette ancienne province et quelque 56 000 personnes, soit 84 % de la population totale, étaient sous contrôle des communistes (Nguyễn Văn Diệu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 169; Hồ Sĩ Thành, 2003).

Il s'agissait pourtant pour les Américains et le gouvernement du Sud de considérer les hameaux stratégiques comme le fer de lance de la pacification des régions rurales du Sud (Fall, 1967; Hoang Ngoc Lung, 1980; Nguyễn Công Thục, 2002). Ainsi, juste après que les troupes américaines aient commencé à prendre part à la guerre (1965), le gouvernement du Sud et son allié ont augmenté les opérations de ratisage dans la région rurale de *Bình Phước*. Ils y ont rétabli les hameaux stratégiques qui avaient été détruits (Nguyễn Văn Diệu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 169)

En 1972, les communistes ont capturé les deux districts nord-ouest (*Bù Đốp* et *Lộc Ninh*) et ont intensivement attaqué *An Lộc*. La quasi-totalité des hameaux stratégiques de la province de *Bình Long* était ainsi sous le contrôle des soldats du Nord (Figure V.4). Au cours des combats entre les soldats du Nord et du Sud, des milliers de personnes se retrouvèrent pris en étau, tels des réfugiés. « *Around ten thousand desperate Vietnamese and Stieng, caked with red dirt, emerged from their bunkers and, making their way through rubble and burned vehicles, moved in a mass down the road* [n° 13] » (Hickey, 1993, p. 105). Un large groupe de *Stiêng* se sont réfugiés dans le centre de *Sài Gòn*. C'est probable qu'ils « *were the first highland refugees to enter the capital [...] some ten thousand Stiêng were resettled in Lam Dong province east of their traditional territory.* » (*ibid.*, p. 106)

Figure V.4 : Binh Phước. Évolution de la pacification à l'échelle des hameaux par le pouvoir du Sud, 1968-1972



Source : Research and Analysis Division, CORDS

Le 6 janvier 1975, les communistes se sont emparés de tout le territoire de *Phước Long*; les hameaux stratégiques ont par conséquent été éliminés. Ce fut la première province du Sud à avoir été complètement sous contrôle des communistes. La victoire de *Phước Long* a eu un effet domino et a signé la fin des autres hameaux stratégiques situés dans les autres provinces jusqu'à la réunification du pays le 30 avril 1975.

De manière générale, la guerre a fortement influencé le territoire de *Binh Phước*. Pour l'ensemble du territoire des *Tây Nguyên*, y compris celui de *Binh Phước*, selon Hickey :

« With the Vietnam war the highlanders again were "a people in between." With its modern weaponry, however, this had a fury much greater than that of the Indochina War, and much of the fighting took place in the uplands. Highland villagers became the targets of both sides, and whole ethnic groups were swept from their traditional territories as they were enveloped in the violence [...] An estimated 200 000 highlanders died during the Vietnam War, and an estimated 85 % of the villagers were forced, one way or another, to flee as refugees. » (Hickey, 1982a, p. 290)

Malheureusement, nous n'avons pas encore les données statistiques spécifiques permettant de préciser l'influence de la guerre sur le seul territoire de *Binh Phước*. Cependant, il est fortement probable que cette province rurale ait été un des lieux au

sein des *Tây Nguyên* à avoir été lourdement touché par la guerre. Quelques témoignages peuvent le justifier : extension de la base de résistance D, concentration des *dinh điền*, épandage des défoliants (Figure V.2), propagande et influence vis-à-vis de la population menées tant par les communistes que par le gouvernement du Sud dans les hameaux (Figure V.4).

Vi, une dame autochtone, m'a dit : « nous n'avons pas pu mener une existence libre et chercher de quoi vivre. Les autorités nous ont rassemblés dans un lieu clôturé à *An Bình* [à quelque 10 km vers le sud de sa résidence actuelle] » (Enquête de terrain, 2005). Sa famille, comme celle de Mbing, un homme *stiêng* à *Bù Kroai* (Hickey, 1993, p. 100), n'a pu cultiver son champ au bord du ruisseau *Giai* (*suối Giai*) (Figure IV.2). « C'était à cause de la guerre », a souligné M^{me} Vi. Les populations qui n'acceptaient pas d'intégrer les hameaux stratégiques devaient se réfugier dans les forêts denses où se cachait fréquemment la guérilla communiste, ou alors nourrir l'exode vers les centres urbains. Ces mouvements ont certainement exercé une influence sur la culture traditionnelle de la population indigène. Ainsi, en 1963,

« the government ordered ten Stiêng villages near Bu Dop to relocate into a large "strategic hamlet," which necessitated changes not to the villagers' liking. Some recalled in 1967 that in the new settlement they missed their traditional Stiêng longhouses and being near kin and friends. » (Hickey, 1996, p. 103)

L'arrivée des allochtones dans le cadre du *dinh điền*, surtout induite par l'influence de la guerre, a parfois brisé les traditions locales⁵³. La terre cultivée est de plus en plus pauvre et morcelée; les paysans doivent recourir aux parcelles laissées en jachère aux rendements faibles (*ibid.*).

Enfin, la guerre a été une occasion pour les soldats de constater la richesse des ressources naturelles de la région. La connaissance du milieu a favorisé le retour, une fois la paix rétablie, des anciens combattants pour la colonisation et l'exploitation de ce nouvel « eldorado » (Trần Dac Dân, 2002).

⁵³ Par exemple : Dans la région autour du mont de *Bà Rá* (Figure V.1), « *refugees began to experience chronic food shortages and lower living standards. To cope, some Stieng began to vend tobacco, rice, dried fish, and alcohol in their villages, an activity once done exclusively by Vietnamese. At the same time, cash became more commonly used by villagers, not only for purchases but also for borrowing and paying debts.* » (Hickey, 1993, p. 104)

3. Après l'unification du pays en 1975

3.1. Les Nouvelles zones économiques

3.1.1. La mobilisation

Après la réunification du pays, la région de *Sông Bé* (*Bình Dương* et *Bình Phước* actuellement) tout comme certaines zones autour de *Sài Gòn* (*Đông Nai*, *Tây Ninh* et quelques autres provinces situées dans le delta du Mékong) sont devenues le lieu d'accueil des citoyens.⁵⁴

La mobilisation des citoyens avait lieu de façon intensive dans *Sài Gòn* dès 1975. Les attraits principaux renforçant cette mobilisation s'appuyaient sur les principaux points suivants : 1) expliquer l'importance de l'édification des Nouvelles zones économiques (NZE); 2) mettre en évidence les perspectives d'avenir dans les NZE; 3) détailler les aides de l'État dans ces NZE (*Anh Xuân*, 1976b). Les autorités s'appliquaient à organiser fréquemment des réunions afin de divulguer ces contenus et encourager les saïgonnais à s'installer sur ces NZE : « Ses paroles étaient très convaincantes. Il nous a dit que l'État nous aiderait financièrement, nous procurerait des vivres et nous creuserait des puits, nous installerait dans des maisons aux toits en tôle, etc. », a dit M^{me} Hai. N'ayant pas visité le lieu de destination avant de partir, les premiers saïgonnais, comme M^{me} Hai et M. Bi, se sont rendus au *Sông Bé* quelques mois après l'unification du pays en 1975.

Deux ans plus tard, en 1977, la politique des NZE a été expliquée aux cadres des provinces du delta du fleuve Rouge afin de motiver ses populations, dont notamment celle de *Thái Bình*⁵⁵. M. Du, ancien président adjoint d'une coopérative m'a dit :

« D'abord, nous [les cadres] sommes formés : 'Le Sud a été libéré, il faut mobiliser les populations vers les régions *đất rộng - người thưa* (terre large – homme clairsemé)'. Nous devons nous y installer de façon progressive avec les locaux pour qu'ils [anciens ennemis] ne puissent pas nous attaquer » (Enquête de terrain, 2005).

⁵⁴ Voir la section 4 du chapitre III pour plus de détails.

⁵⁵ Cette province est toujours caractérisée par une densité démographique très élevée. En 1977, la densité de population était de 1 123 personnes par km², soit 7,3 ou 17,5 fois la moyenne du pays ou celle de la province de *Sông Bé*.

Il a dû ensuite expliquer aux paysans de sa coopérative que « nous avons déjà chassé l'ennemi, il nous faut dorénavant construire des NZE pour que nos descendants puissent en profiter ». Il a ajouté : « Je devais leur expliquer clairement et patiemment la ligne politique du Parti concernant les NZE ». En octobre 1977, M. Du et les autres cadres sont allés en mission de prospection dans le district de *Đông Phú*. En constatant une diversité floristique, « nous nous sommes parlé : 'Notre vie dépend de la flore; l'endroit où la flore est abondante, c'est l'endroit où la vie sera meilleure' ». ⁵⁶ Dès la fin de la même année, sa famille et 150 foyers de la même commune (*Thái Nguyên*, district de *Thái Thụy*, province de *Thái Bình*) ont migré vers l'actuel district de *Đông Phú*. Ce résultat est un grand succès pour eux. M. Du a fièrement souligné : « car je suis cadre du *Bác Hồ* (oncle Hồ) ».

À *Sông Bé*, les jeunes autorités ont déterminé les axes prioritaires suivants : 1) la construction et la consolidation du pouvoir, la répression des réactions dont particulièrement le FULRO; 2) l'organisation de la sédentarisation des minorités ethniques; 3) l'effort d'atteindre annuellement 450 kg de vivres par personne en 1980; 4) la création d'un réseau commercial étatique s'étendant jusqu'aux communes et aux hameaux; 5) l'établissement des NZE (extrait de la résolution des délégués du premier congrès du PC de *Sông Bé*, 19-30 avril 1978). Ce dernier point a aussi été mis en exergue par le secrétaire général décédé du PC vietnamien, Lê Duẩn, lors de sa visite à la province de *Sông Bé* en 1976 :

« La province de *Sông Bé* accueille et utilise raisonnablement la force de travail venue des autres lieux afin de transformer en peu de temps cette grande et fertile région en une région propice au développement des cultures industrielles à haute valeur économique. Les compatriotes qui participent à la création des NZE doivent s'intégrer dans les nouvelles organisations de travail agricole; la production est planifiée et à grande envergure. Il s'agit d'implanter les NZE non seulement dans les zones de grande production, créant des produits abondants, mais également dans des zones d'habitation où la vie culturelle et spirituelle devient plus élevée. » (Traduit de SGGP, 1976d)

En réalité, la création des NZE était une tâche très dure, comparable à la Deuxième Guerre indochinoise. En fait, les gens qui avaient participé au programme

⁵⁶ En fait, la caractéristique de la couverture végétale des forêts tropicales est toujours considérée comme l'indicateur de sol fertile qu'on peut ou doit défricher (Burbridge et al., 1988, p. 5).

d'établissement des NZE méritaient d'être considérés autant que les combattants qui avaient contribué auparavant à la victoire finale contre l'armée américaine (Ban TGTU, 1979, p. 19). Toutes les idées et propositions autres que celles du Parti ont été critiquées, voire qualifiées de réactionnaires. M^{me} Hai a révélé ses tourments aux officiels du Comité de la NZE : 1) le problème des cartouches qui, lorsqu'on piochait la terre, pouvaient représenter un danger pour les défricheurs; 2) celui de la saison sèche et du manque d'eau chronique qui empêchaient la mise en culture des parcelles, au point qu'il était très difficile de survivre; et 3) enfin celui de la malaria qui posait énormément de problèmes de santé. Alors, « ils n'étaient pas contents en m'accusant 'tu es réactionnaire' », dit-elle. Par contre, tout le monde devait « aplanir tous les obstacles pour atteindre le noble idéal qui est l'édification du socialisme, l'édification des NZE, faisant de la nation un pays plus riche » (M. T., 1976). Durant cette période, les oppositions ouvertes à la politique des NZE étaient sans hésitation interprétées comme une opposition à la révolution et donc non patriotiques.

3.1.2. Les migrants citadins et campagnards : les différences

- Le temps et le lieu d'arrivée

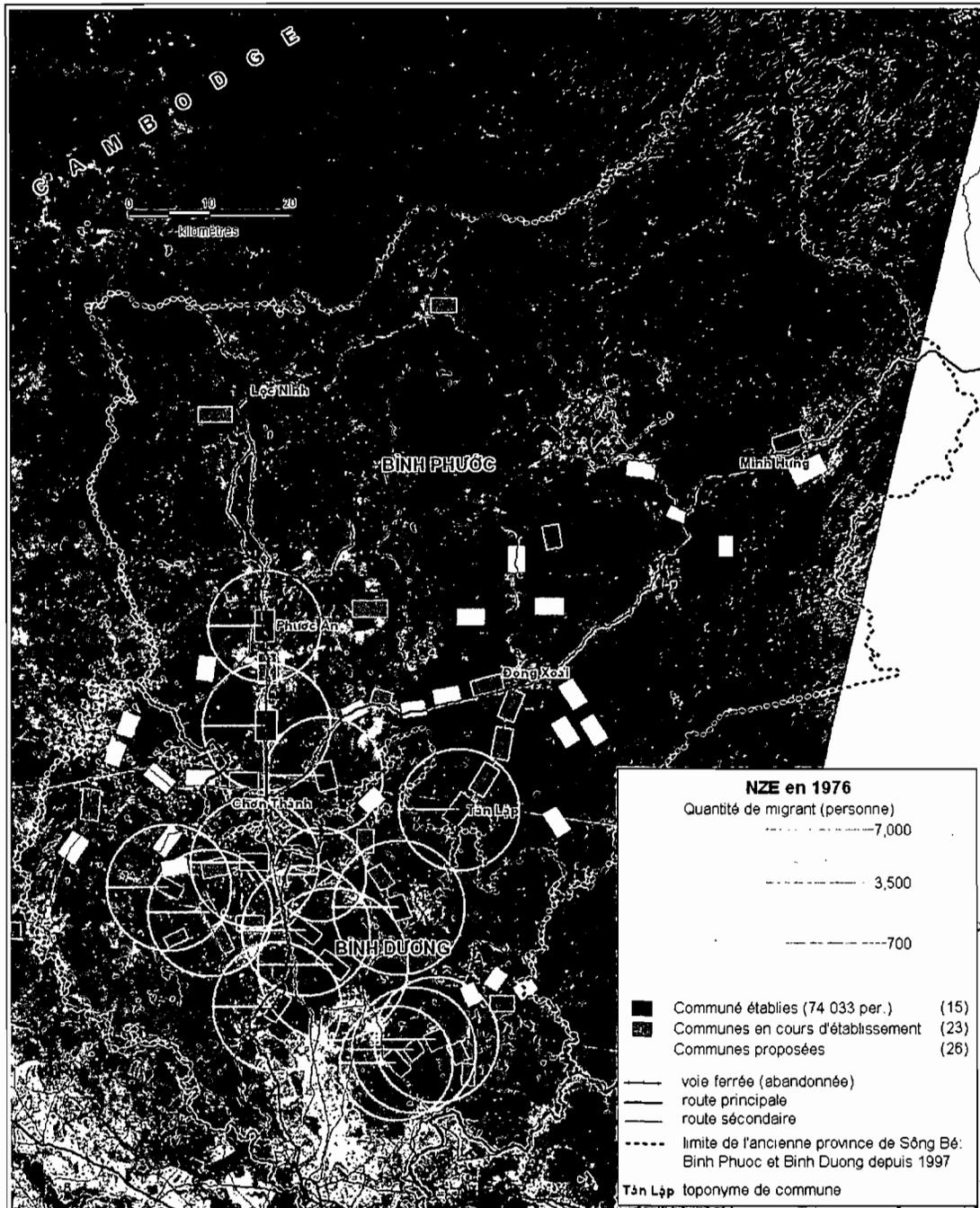
Par ordre du gouvernement central, la province de *Sông Bé* a dû partager les difficultés démographique et sécuritaire avec sa ville voisine de *Sài Gòn*. En 1975, la province a prévu d'accueillir quelque 500 000 citadins, dont principalement des Saïgonnais, soit un tiers du nombre total de personnes qui venaient de la campagne de mobilisation (Anh Xuân, 1976a; Desbarats, 1987). Néanmoins, jusqu'au milieu de l'année 1977, quelque 147 000 citadins, soit près d'un tiers du chiffre prévu, se sont installés dans les NZE se situant surtout dans le sud du *Sông Bé* (*Bình Dương* actuel) (Figure V.5). Parmi eux, près de 135 000 personnes (soit 92 %) étaient originaires de la ville de *Sài Gòn*. (*Sông Bé*, 1977a).

Vers le milieu de l'année 1977, deux ans après l'arrivée des Saïgonnais, plus de trois mille personnes originaires du delta du fleuve Rouge, mais au titre de *tiền trạm*⁵⁷, sont venues dans le *Sông Bé* (*ibid.*). En janvier 1978, les premiers migrants des provinces tonkinoises de *Thái Bình* et de *Hà Sơn Bình* se sont installés officiellement,

⁵⁷ C'étaient des personnes (dirigeants comme M. Du et jeunes volontaires) envoyées en avant-garde dans le front pionnier pour trouver des parcelles de terre et établir l'infrastructure essentielle afin d'accueillir par la suite les migrants ainsi que les membres de leur famille.

surtout dans la partie forestière et « vide » du Nord de la province de *Sông Bé* (*Bình Phước* actuel) (M. V., 1973; *Sông Bé*, 1977b; *Sông Bé*, 1978f).

Figure V.5 : Sông Bé. Les Nouvelles zones économiques, 1976



Note : La position des NZE est superposée sur l'image Landsat MSS (composé des canaux 1, 2 et 3, et prise en 1973).

Source : SGPP, 1976b; VTGEO

- Le rôle

Les citoyens « n'ont rien fait pour le pays, mais l'État leur a offert des terres à cultiver, des maisons, des vivres, leur responsabilité devenant l'édification de nouvelles zones en fermes d'exploitation socialistes afin de reconquérir le cœur du gouvernement » (L. M., 1977). Ces premiers immigrants dans le *Sông Bé* formèrent des *tập đoàn* (groupes de travail) - première étape à l'établissement de la *hợp tác xã* (coopérative) - pour pratiquer une agriculture collective. Les groupes de travail assimilaient toute sorte de gens, mais la nomination des cadres devait être stricte. Ces cadres

« [étaient] issus des groupes de résistants ou [avaient participé] activement aux actions révolutionnaires depuis la libération du pays. Ils étaient l'interface entre les masses paysannes et les ordres du Parti et du gouvernement. Ils devaient également s'occuper des intérêts des groupements paysans et avoir une certaine expérience dans les secteurs de la production et de la gestion économique » (Instruction 29/CT-TW du comité central du Parti de 1977).

L'économie privée ou l'ancienne économie était éliminée. Le nom des NZE était nommé selon le toponyme local, par exemple les NZE de *Bàu Lậy*, *Bàu Tru*⁵⁸ (M. V., 1976).

Quant aux migrants tonkinois, ils mettaient également en place des NZE mais organisaient la production selon un mode collectiviste appliqué au Nord depuis 1954. La coopérative était totalement conduite par le PCV (Thanh Đoài, 1978b). Le nom des coopératives faisait souvent référence à un lieu existant dans la province de départ. Ainsi *Thái Nguyên* et *Thái Thọ*, noms de deux communes de la province de *Thái Bình* où avaient été domiciliés M. Du et ses compatriotes, ont été donnés à deux coopératives de *Đông Phú*. Ce simple procédé toponymique permettait aux nouveaux arrivants de ne pas trop regretter le « pays natal » et de retrouver d'autres membres des villages d'origine. Il en allait de même pour les autres cas où quelques coopératives portaient des noms mixtes, composés par la toponymie de lieux d'origine et d'aires de destination, et voulant ainsi renforcer inconsciemment une liaison forte et étroite entre les deux lieux. Considérons par exemple le nom de la coopérative de *Long Phú* qui est

⁵⁸ La NZE de *Bàu Tru* a principalement accueilli les migrants en provenance du 10^e arrondissement de HCMV, y compris M. Bi.

constitué par les mots *Long* du district d'origine de *Phước Long* et de *Phú*, lieu de destination (Thanh Đoài, 1978b).

Par ailleurs, les autorités locales ont espéré que les paysans tonkinois, avec leurs expériences au niveau de la construction socialiste, jouaient un rôle actif dans l'organisation de la production agricole selon le modèle de coopérative socialiste dans la province de *Sông Bé*. Selon M. Du, les migrants tonkinois ont aidé les autorités du *Sông Bé* à « mobiliser les migrants citadins ainsi que les populations locales à adhérer à la coopérative ». Plus important encore pour M. Du, c'est que « les gens du Nord avaient non seulement l'expérience de la production mais surtout la confiance du Parti ». Les avoir ici, au milieu d'une population d'origine citadine « pervertie » par l'ancien gouvernement du Sud représentait un problème considérable au niveau du contrôle et de la sécurité (M. Du).

Pour distiller la conscience socialiste auprès des « sudistes » d'une part et afin d'aider les immigrants « nordistes » de l'autre, les autorités ont déclenché un mouvement d'alliance entre des provinces du sud et du nord. Tout comme *Lâm Đông* avec *Hà Nội* (Trần Dac Dân, 2002), les liens entre la province de *Sông Bé* et sa conjointe du nord *Hà Sơn Bình* étaient considérés comme forts et fraternels, enveloppés de slogans empreints de beaux sentiments : « *Sông Bé – Hà Sơn Bình* sont des enfants d'un père dans la même maison » (Thanh Đoài, 1978b). L'afflux important des immigrants du Nord comme ceux de *Hà Sơn Bình* a donc été bien apprécié par les autorités locales qui les accueillaient solennellement. Le matin du 19 janvier 1978,

« *Sông Bé* s'est couvert de drapeaux rouges pour accueillir les frères et sœurs de la province nord de *Hà Sơn Bình*. Étaient présents à cette célébration : le secrétaire du comité provincial du Parti, Đỗ Văn Nguyễn, le président provincial Nguyễn Văn Luông et [les autres fonctionnaires de la province d'accueil de *Sông Bé*]. Des milliers de personnes de *Hà Sơn Bình* ont contribué par leur effort voire leur sang à défendre ce territoire. Encore une fois, *Sông Bé* accueille des travailleurs de *Hà Sơn Bình*, volontaires, expérimentés et dont la tradition révolutionnaire est essentielle pour la reconstruction du pays » (Thái Hà, 1978).

Au niveau des aides matérielles, les locaux, aussi bien les *Kinh* que les minorités ethniques, ont aidé les immigrants tonkinois à construire des routes et des maisons, à défricher la terre et à creuser des puits (Thái Hà, 1978; Thanh Đoài, 1978a)

Il semble cependant que cet accueil solennel n'ait été réservé qu'à cette catégorie de migrants venant du Nord. Pour les autres, et notamment les anciens citadins, les conditions étaient autrement plus rudimentaires. Selon MM. Boi et Sin, les dirigeants de HCMV les ont directement menés dans les NZE. Pire encore, « on m'a placé là-bas, à mi-chemin entre ces deux zones. À ce moment-là, je m'en souviens, il pleuvait fortement. Nous avons dû mettre des planches sur deux fûts pour nous mettre à l'abri de la pluie », a fait savoir M^{me} Hai. Elle et sa famille ont dû temporairement se loger auprès d'une famille locale qui était en réalité *Việt Kiều* (Vietnamien résidant à l'étranger) originaire du Cambodge (Enquête de terrain, 2005).

- L'abandon

Selon quelques Saïgonnais (Bi, Sin et Hai) et M. Quang, entre 70 et 80 % des immigrants saïgonnais n'ont pu rester dans les NZE de la province actuelle de *Bình Phước*,⁵⁹ à cause des conditions de vie précaires. Ces difficultés se sont fait bien plus ressentir, car « avant 1975, tous les produits de base, comme le riz et le tissu, ne manquaient pas, mais après la réunification, tout se fait de plus en plus rare », a indiqué M^{me} Hai. Dans la commune actuelle de *Tân Lập*, « des centaines de familles sont arrivées, mais seules quelques dizaines d'entre elles y restent encore aujourd'hui », a souligné M. Bi. Selon M. Sin, plusieurs immigrants saïgonnais sont repartis à *Sài Gòn* après une période d'un à douze mois. Cette durée équivalait en fait à celle où l'État fournissait des vivres aux migrants. Les personnes qui restaient dans les NZE ne vivaient pour l'essentiel que de ces aides et non pas des productions agricoles des coopératives. Leurs moyens de subsistance se basaient essentiellement sur l'exploitation forestière et le commerce. M^{me} Hai est devenue petite commerçante, ses trois enfants ont travaillé pour des organismes étatiques locaux. M. Sin est entré au service forestier et était à l'occasion ferrailleur. M. Bi est devenu à la fois menuisier, charbonnier et parfois participait aux campagnes de déminage afin de récupérer le fer. En fait, au cours des années 1976 et 1977, seulement 3 700 ha de terre furent défrichés pour quelque 150 000 immigrants citadins, contre 15 600 ha en 1978 pour quelques milliers des migrants venant du Nord. (*Sông Bé*, 1978e; Figure V.6).

⁵⁹ Pour l'ensemble des NZE au Sud du pays, « an average estimate of over 50 % return migration seems quite plausible » (Desbarats, 1987, p. 62).

Pour de nombreux paysans tonkinois, *Sông Bé* est devenue une zone de résidence permanente pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, ils restèrent par idéal et fidélité au communisme, surtout pour les cadres comme M. Du : « En 1978, lorsque nous vivions dans la misère au point que ma femme a voulu retourner à *Thái Bình*, j'étais résolu à ne pas abandonner. J'ai promis au Parti qu'à ma mort, c'est ici que je voulais être enterré ». Son camarade communiste, Tiêu, a lui abandonné la NZE, mais est de suite revenu car, toujours selon M. Du, « il est communiste ». En janvier 1978, lors d'une visite du vice-secrétaire du comité provincial du Parti de *Sông Bé*, M. Lê Văn Thâm, les premiers immigrants des provinces de *Thái Bình* et de *Hà Sơn Bình* lui ont promis que, « sous la direction du Parti et de concert avec les compatriotes du Sud, [nous] avons participé à la lutte contre les envahisseurs. Actuellement, nous reconstruisons ensemble, avec les compatriotes de *Sông Bé*, notre pays dans la droite orientation socialiste » (Thái Hà, 1978). Les difficultés initiales étaient évidentes (Nguyễn Kỳ Tâm, 1980). De toute façon, les Tonkinois ont quitté leurs lieux d'origine et tout sacrifié pour que le pays ait un avenir éclatant, comme ces deux vers le montrent : « *Ra đi lòng đã hẹn lòng; khó khăn quyết vượt, gieo mầm tương lai* » (partons, nous nous sommes promis; surmontons toutes les difficultés, semons l'avenir » (Thanh Đoài, 1978a).

Ensuite, les conditions biophysiques étaient très favorables aux cultures vivrières. Bien que les paysans ne pratiquaient qu'une seule saison de riz par an,

« il ne s'agit pas d'un problème. La culture du riz n'est pas pénible en comparaison à chez nous. La pratique du *rẫy* est très simple, et les rendements sont élevés, pouvant atteindre deux tonnes à l'hectare, d'où l'expression *làm chơi ăn thật* (travailler en amateur, gagner en vrai) », a décrit M. Duy.

C'est aussi pourquoi « beaucoup de personnes là-bas viennent ici », a ajouté M^{me} K. Cette Tonkinoise est retournée dans son village natal, à *Thái Bình*, trois fois déjà (1976, 1986 et 2003), mais a décidé à chaque fois de revenir. Ses raisons étaient simples : « Pour la riziculture [dans le delta du fleuve Rouge], on doit trimer dur : labour, hersage, arrachage des jeunes plants de riz pour les repiquer, fumage, et ce la tête toujours baissée et le dos courbé... La culture du *rẫy* [à *Sông Bé*], c'est mieux », a-t-elle indiqué. En fait, en 1977, les rendements des cultures vivrières par habitant de la

province montagneuse peu peuplée de *Sông Bé* était un peu plus élevé que celui des provinces deltaïques engorgées de *Thái Bình* et *Hà Sơn Bình* (Tableau V.1).

Tableau V.1. *Thái Bình, Hà Sơn Bình* et *Sông Bé*. Densité de population et rendement vivrier, 1977

	Province		
	<i>Thái Bình</i>	<i>Hà Sơn Bình</i>	<i>Sông Bé</i>
Densité de population (hab./km ²)	1 123	316	64
Rendement vivrier (kg/hab./an)	315	316	366

Source : TCTK, 1980

Enfin, pour les Tonkinois, le retour vers leur lieu d'origine n'était pas chose facile avec une distance entre *Sông Bé* et le delta du fleuve Rouge de près de 1 800 km, soit plus de 10 fois la distance entre *Sông Bé* et *Sài Gòn*. Le retour devenait même quasi impossible dans un contexte de crise économique généralisée où l'État octroyait subventions et aides alimentaires au compte-goutte, après 1975. Pourtant, c'est bien dans ce contexte qu'au début de l'année 1978, le conflit armé entre le *Việt Nam* et le Cambodge a éclaté dans la région frontalière de *Sông Bé*. Le 16 mars de la même année, l'armée des Khmers rouges a massacré 295 *Việt* et 75 *Stiêng* dans la région de *Bù Đốp* (Nguyễn Văn Diêu & Nguyễn Tuấn Triết, 1985, p. 180). De fait, ce conflit a repoussé plusieurs *Việt*, y compris ceux qui habitaient dans les NZE, vers l'arrière-pays. Selon M. Du, la moitié des migrants avait abandonné les NZE, mais plusieurs personnes y sont retournées après la fin du conflit.

3.1.3. Les actions pionnières des migrants dans les NZE

- Les aides de l'État

Selon le décret n° 272-CP du Conseil des ministres du 9 décembre 1977, les aides de l'État pour les immigrants consistaient à : transporter les personnes; construire les maisons; fournir les outils de production, le matériel individuel, les médicaments. Les migrants citadins ont été plus aidés au départ du fait de leur méconnaissance dans le domaine de la production agricole et de l'utilisation des outils de production (MoLISA, 1978). Dans la province de *Sông Bé*, les services compétents ont fait construire plus de 30 000 maisons et ont fourni des vivres (SGGP, 1976c). Selon MM. Bi et Du, les aides

les plus importantes portaient sur la préparation d'une parcelle agricole de 1 000 m²,⁶⁰ avec la construction d'une petite maison et une aide alimentaire en riz.

Sur la parcelle, les autorités locales construisaient une maison rudimentaire : « Le toit en herbe à pailote, deux cloisons avant et arrière en bambou; les deux dernières cloisons, c'est moi qui les ai faites », s'est rappelée encore M^{me} Hai. Beaucoup d'autres Saïgonnais se trouvaient dans la même situation que M^{me} Hai, voire pire encore : « Oh ! Ce n'était pas une maison, il n'y avait que six piliers sur lesquels se tenaient deux toits ouverts aux vents. Étant donné que la maison était vide depuis longtemps, les herbes avaient déjà recolonisé tout le plancher de la maison » (Anh Xuân & Phi Long, 1976). Autour de ce cabanon, les migrants pouvaient cultiver de petites surfaces.

En ce qui concerne l'aide vivrière, chaque personne recevait 13 kg de riz par mois pour une période moyenne de six mois (SGGP, 1976c). En réalité, cette aide s'étalait sur une durée plus longue, jusqu'à un an dans les NZE en situation plus difficile (par exemple le cas de Sin). Cependant, durant la période de pénurie d'après-guerre, le riz - nourriture traditionnelle des *Việt* - devait parfois être remplacé par d'autres produits, tels que le grain de la larme-de-job. Les aides initiales de l'État ont souvent contribué à alléger la vie pénible des pionniers.

Il faut considérer ces aides, mêmes faibles, comme un effort réel des jeunes autorités de *Sông Bé*⁶¹ et de l'État dans un contexte socio-économique difficile d'après-guerre. « Cette fois-là, l'État aussi avait 'faim'. À *Thái Bình*, nous avons également dû manger des tubercules comestibles, mais ceux de moindre qualité, les autres étant destinés à l'exportation ou gardés comme semence », a confirmé le communiste Du. La motivation des migrants à travailler durement ne provenait pas de la quête de biens matériels et d'argent. Elle était basée sur l'enthousiasme de masse après la grande victoire de 1975, sur le patriotisme et sur la propagande. En 1976, Lê Duẩn, le

⁶⁰ Le seuil de 1 000 m² par foyer était considéré comme une superficie raisonnable, car « si trop large, le jardin limitera une concentration des travaux et des engrais pour la production collective; si trop petite, il aura des impacts sur les activités d'élevage et d'utilisation des travailleurs disponibles de la famille [la superficie sera alors insuffisante pour combler les besoins des paysans] » (Directive du Comité exécutif central du Parti 29/CT-TW, 1977).

⁶¹ La stabilisation sécuritaire et la consolidation du pouvoir, surtout la répression de la révolte de FULRO, étaient une tâche prioritaire pour la jeune autorité de *Sông Bé* après la réunification du pays de 1975.

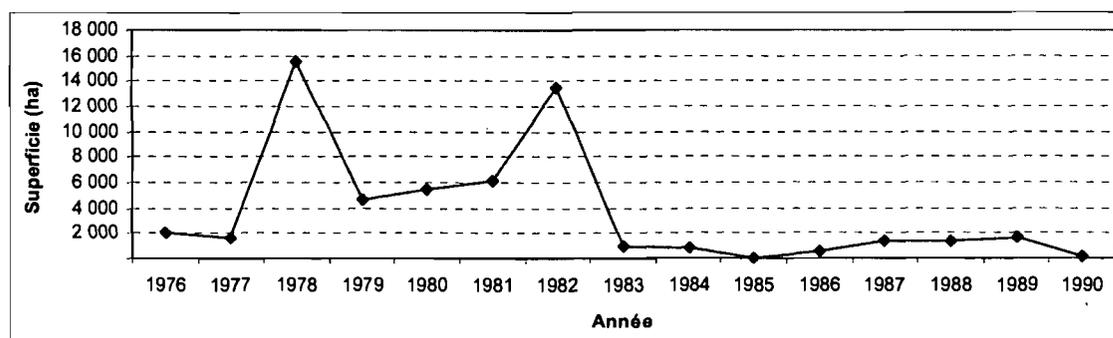
secrétaire général du PCV annonçait solennellement : « Depuis des siècles, avec leurs mains vides, nos ancêtres ont créé de grands travaux afin d'affronter les calamités et ont colonisé de nouvelles zones. [Nous] créerons des ouvrages plus grands encore, pourvu que notre âme soit entretenue par le coeur socialisant. » (SGGP, 1976d)

- La recherche de moyens de subsistance

Dans les NZE, les migrants citadins ont dû cultiver comme les paysans, selon les mêmes méthodes et techniques. Dans la NZE de *Bàu Tru*, commune actuelle de *Tân Lấp*, au milieu de l'année 1976, M. Bi et plus de 4 300 citadins originaires du 10^e arrondissement de HCMV ont défriché puis planté 246 ha de cultures vivrières (M. V., 1976). Cependant, « nous n'avions aucune expérience concernant la production agricole. De plus, lors de la pratique du *rẫy*, nous avons peur des sangsues, des moustiques, de la malaria », a fait remarquer M. Bi. Beaucoup d'entre eux, trop réticents, se sont tournés vers le commerce voire d'autres corps de métiers tels ceux de bûcheron, charbonnier et ferrailleur. Parmi eux, certains (par exemple MM. Bi et Sin) recherchaient les mines, les bombes et autres explosifs dans cette ancienne base de résistance D afin de les détruire et récupérer les métaux en échange d'aliments. Les accidents étaient fréquents (Vãn Vọng, 1999), mais « nous avons dû quand même le faire pour manger », a insisté M. Bi. Alors, les bombes, les mines et autres déchets des guerres ont contribué à nourrir et soutenir de nombreux immigrants comme messieurs Bi et Sin dans les NZE au cours des périodes de pénurie. Encore récemment, le moyen de subsistance d'un certain nombre de pauvres dans la région reste l'exploitation de ces « ressources mortelles ». En 1999, ces travaux à risque rapportaient encore dix mille *đồng* par jour et par personne (*ibid.*), soit la somme dérisoire d'un dollar canadien à l'époque.

En mars 1978, les immigrants tonkinois ont formé 11 coopératives dans les NZE des districts de *Bình Long*, *Phước Long* et *Đông Phú*. Leur première mission était « le défrichement et l'expansion de la terre cultivée » (*Sông Bé*, 1978b). En fait, l'année 1978 a marqué une augmentation subite de la superficie de terre défrichée (Figure V.6).

Figure V.6 : Sông Bé. La superficie défrichée, 1976-1990



Source : TCTK & Bộ NN & CNTP, 1991

Néanmoins, l'expérience de la pratique de la riziculture inondée des paysans provenant du Nord n'a pas suffi à inverser la tendance dans la région des hautes terres de la province de *Sông Bé* où les caractéristiques naturelles sont très différentes de celles du delta. À la fin de l'année 1978, sur plus 19 146 ha de terre défrichée, seuls 262 ha (soit 1,4 %) ont été exploités en rizières inondées (*Sông Bé*, 1979). Dans les NZE, la majorité des immigrants tonkinois ont dû se reporter vers les techniques agricoles traditionnelles des autochtones, c'est-à-dire le *rây*.

Or, au début de l'année 1978, la pratique du *rây* était contrôlée par les autorités de la province de *Sông Bé*. Cette pratique est devenue « très importante et urgente » non seulement pour les citadins du Sud, mais aussi pour les paysans du Nord (*Sông Bé*, 1978d). Les autorités provinciales ont donc dû organiser des cours de pratique du *rây* dans les NZE (*ibid.*). Pendant les cours, selon M. Sin, les populations autochtones étaient invitées à présenter leurs techniques et les outils nécessaires. Certains migrants ont fait les démarches eux-mêmes en allant directement au contact des ethnies locales, comme M. Bi : « Je suis allé au hameau des *Khơ me* pour troquer des poissons secs et de l'huile contre du riz. J'en profitais également pour leur demander comment il fallait s'y prendre afin de défricher la terre de façon plus efficace », a-t-il dit.

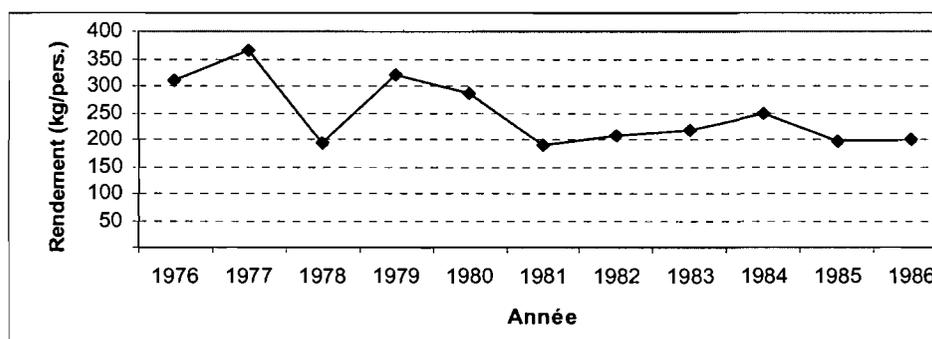
Il était pourtant rare de voir des immigrants défricher la forêt, car l'État ne le leur permettait pas directement et ce labeur était d'une extrême difficulté non seulement pour les autochtones expérimentés (Dieu V, Dieu Kh,...) mais spécialement pour les nouveaux arrivants inexpérimentés (Du, Sin, Thanh,...). Ces derniers choisissaient plutôt des parcelles défrichées sur des forêts de régénération ou de bambou. Hélas, ces lopins, considérés comme abandonnés par les *Việt*, faisaient pourtant parti du cycle de

rotation/reconstitution des sols sur des systèmes de défriche brûlis complexes et élaborés. De ce fait, les ethnies locales, privés de ces stocks fonciers, devaient à nouveau défricher de nouvelles terres aux dépens de toutes sortes de forêts afin de rééquilibrer l'ensemble du système. Jusqu'en 1987, dans le district de *Đông Phú*,

« il existe encore des immigrants organisés qui continuent de récupérer d'ancien *rây* [terre laissée en jachère] des autochtones pour pratiquer leur propre *rây*. [Par conséquent, les autochtones et aussi quelques *Kinh* ont dû couper la forêt afin de gagner en terre agricole], causant la perte de 200 ha de forêts de l'entreprise étatique de *Mã Đà*. » (Lê Duy Khánh, 1987)

Malheureusement, les rendements n'ont pas suffi à répondre aux besoins des habitants. Au cours des années précédentes le *Đổi mới* (1976-1986), le rendement vivrier moyen annuel était fréquemment inférieur au seuil de 300 kg par personne (Figure V.7).

Figure V.7 : Sông Bé. Rendement vivrier par personne, 1976-1986



Source : TCTK & Bộ NN & CNTP, 1991

Outre le problème alimentaire, d'autres difficultés venaient se greffer comme la déficience du système éducatif et de transport. Les enfants de M. Bi n'ont pu aller à l'école secondaire parce que tout simplement il n'y en avait pas. Une fille de M. Du devait parcourir tous les jours 25 km pour se rendre à son école. M. Du nous a expliqué « qu'elle devait partir à l'école dès 4 h et revenir à 14 h. Dans cette commune [*Tân Lập*], il n'y avait seulement que quelques autres écolières comme elle. Du coup, ma fille a dû abandonner ses études, car les conditions d'accès à l'école étaient trop difficiles ». M^{me} Hai a choisi une autre solution pour son fils en cinquième année. Elle l'a envoyé à *Sài Gòn*, étant donné qu'il n'y avait que des classes de troisième année dans sa NZE. De temps en temps elle devait se rendre à *Sài Gòn* afin de visiter et ravitailler son fils. À ce

moment-là, « la route était très modeste. Les bambous barraient parfois toute une partie de la route. La circulation était très dure. Il me fallait plusieurs jours pour effectuer ce voyage », a souligné M^{me} Hai. De plus, l'achat d'un billet de bus était aussi chose compliquée. Selon M. Quang, il fallait faire la queue pendant des heures. Si on voulait acheter un billet plus facile, il fallait avoir des contacts ou payer un prix plus élevé ou encore être en possession d'un *Giấy giới thiệu* (un papier dans lequel une organisation étatique présente une personne quelconque avec son titre, ses souhaits). « Le bus fonctionnait encore au charbon », Quang a ajouté en riant aux éclats⁶².

- La réussite ou l'échec

Vers la fin de 1977, plus de 3 000 foyers, dont des milliers de travailleurs, ont quitté le Nord pour le Sud (MoLISA, 1978, p. 6). Selon le plan du gouvernement central, à la fin du mois de juillet 1977, la seule province de *Sông Bé* aurait dû accueillir 500 000 citadins. Cependant, *Sông Bé* n'a achevé que près d'un tiers du plan, soit 150 736 personnes⁶³ dont près de 135 000 Saïgonnais et quelque 13 000 citadins originaires des centres urbains sud de la même province. (SGGP, 1976c; *Sông Bé*, 1978f; *Sông Bé*, 1978c). Un an plus tard, en 1978, 30 000 personnes, y compris pour la première fois depuis 1975, des Tonkinois, sont revenues dans la province. De 1975 à 1978, les immigrants ont pour leur part produit plus de 32 000 tonnes de vivres (*Sông Bé*, 1979). Leur vie a alors commencé à s'enraciner dans cette nouvelle terre de la province de *Sông Bé*. Plus leur vie s'enracinait profondément, plus la sécurité nationale était garantie. Les autorités l'ont bien compris. En fait, le vice-directeur du Service du défrichement et de l'édification des NZE du *Sông Bé*, M. Lê Phước, a déclaré :

« Le vœu de tous les paysans est de posséder une terre. Une longue cohabitation avec elle a créé chez eux de profonds sentiments. Ils ont dû suer eau et sang pour leur domaine. C'est pourquoi les paysans sont prêts

⁶² Ce phénomène était répandu dans le Sud. Selon M. Trần Văn Khang, ancien directeur de la Compagnie de secteur mixte de la station de l'Ouest : « Après quelques années de réunification du pays, il manquait d'essence pour les véhicules. Aurait-il été raisonnable qu'on les laisse sans aucune utilité ? Un projet scientifique ancien et découvert il y a presque cent ans a permis de transformer les véhicules à essence en véhicule à charbon. Certes les vitesses atteintes sont passées de 70-100 à 20-35 km à l'heure mais bon, l'essentiel est que cela marchait; à partir de véhicules silencieux, nos engins sont devenus des monstres rugissants. Parfois, du feu jaillissait qui allait enflammer les forêts avoisinantes [...] Les visages des voyageurs et des conducteurs étaient toujours noirs comme les hommes du monde des ténèbres. » (Xuân Trung & Quang Thiện, 2005)

⁶³ Notons que le taux d'abandon pour les citadins a pu toucher 80 %. Le vrai chiffre serait donc très faible, soit quelque 30 000 personnes et non 150 736 personnes comme l'indique le rapport officiel.

à lutter, à la vie à la mort, contre leurs ennemis afin de protéger ce sentiment sacré qui les attache à leur terre. » (Lê Phước, 1979)

De 1976 à 1980, les NZE du *Sông Bé* ont accueilli 180 000 personnes dont une grande partie de citadins (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 30). Cependant, ces nouveaux arrivants se sont installés en majorité dans la partie sud de la province (province actuelle de *Bình Dương*). La partie nord (province actuelle de *Bình Phước*) était moins importante. Ainsi, le plus grand district montagneux de *Phước Long* (*Phước Long* et *Bù Đẳng* actuellement) a accueilli 27 000 personnes, soit 15 % des immigrants (*ibid.*, pp. 30-31).

De 1981 à 1986, tout comme la période précédente, la migration organisée restait encore forte, avec 218 000 personnes, soit 80 % de la migration organisée totale pour toute la période de 1981 à 1998 (Tableau V.2). Cependant, le rapport entre les migrations intra- et inter-provinciales fut différent avant et après le *Đổi mới* de 1986 (Figure V.8). Avant le *Đổi mới*, le flux migratoire inter-provincial (soit de longue distance) était plus élevé dans le contexte de la politique de recrutement des gens du Nord pour le développement de l'hévéa (Section 3.2.1). Après le *Đổi mới*, la migration organisée diminua sur le plan de l'envergure et de la distance. Par contre, l'émergence du flux de la migration spontanée a fortement compensé cette diminution (Section 4).

Tableau V.2 : Sông Bé. Migration organisée intra-provinciale et inter-provinciale, 1981-1998

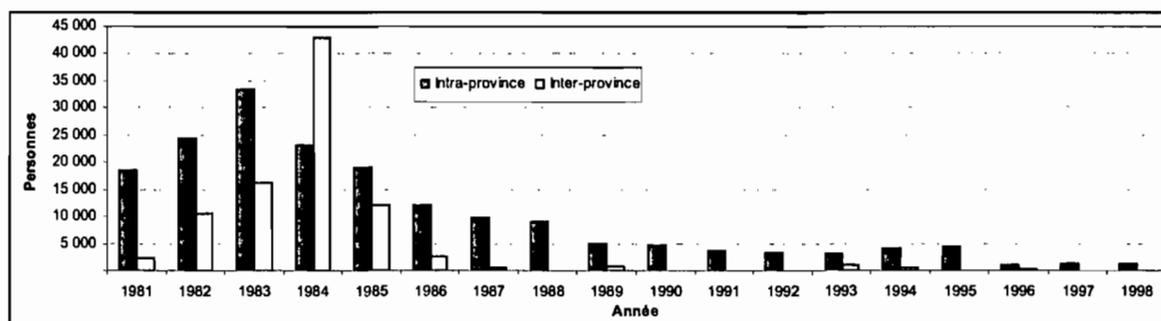
Personne	Année									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Intra-province	18 500	24 313	33 353	23 231	19 063	12 009	9 780	9 071	5 002	4 643
Inter-province	2 408	10 654	16 225	42 885	12 011	2 588	588		660	
Total	20 908	34 967	49 578	66 116	31 074	14 597	10 368	9 071	5 662	4 643

(Cont.)

Personne	Année								Total (1981-1998)
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	
Intra-province	3 500	3 289	2 982	4 006	4 493	1 045	1 331	1 306	180 917
Inter-province			978	567		134			89 698
Total	3 500	3 289	3 960	4 573	4 493	1 179	1 331	1 306	270 615

Source : MADR, 1999, pp. 109-132

Figure V.8 : Sông Bé. Migration organisée intra provinciale et interprovinciale, 1981-1998



Notes : En 1997 et 1998, le nombre des migrants dans la province de *Bình Phước* totalise deux tiers de l'ensemble des migrants pour toute l'ancienne province de *Sông Bé*.

Source : Tableau V.2

Mais, le résultat obtenu n'était pas en accord avec les efforts et les investissements. Dans les régions défrichées, « la qualité de la terre est de plus en plus mauvaise à cause de l'érosion, [au point que] le rendement des cultures baisse. [Les NZE] n'attirent pas les pionniers », a constaté M. Lê Phước (1979). La vie des immigrants dans les NZE ne s'améliorait pas et restait à la limite de la pauvreté. L'image des NZE n'était pas attirante et évoquait plutôt difficultés et peines. En fait, « il y a une période où nous avons évité d'utiliser les trois mots suivants : *kinh tế mới* (nouvelle économique) [...] Il est rare que la province de *Sông Bé* dispose de NZE peuplées et riches, ce qui aurait pu convaincre la population d'appuyer la politique d'édification des NZE », a marqué le chef du Service de la mobilisation des travailleurs et de la population de *Sông Bé* (Nguyễn Hùng Dũng, 1989). Notons que le *Sông Bé* n'était pas la seule province à connaître de tels problèmes et en novembre 1989 le Politburo a même dû créer la résolution n° 22 critiquant les erreurs de gestion et d'administration des NZE, des entreprises étatiques et des coopératives dans l'ensemble des régions montagneuses du pays.

Il est avéré que les NZE n'ont pas été très réussies au plan socio-économique, mais leur succès fut remarquable au niveau de la sécurité et de la défense du territoire de *Bình Phước*. Alimentées par l'arrivée massive des paysans originaires du Nord, fidèles au régime communiste, des coopératives et des entreprises étatiques (EE) se développèrent pour mettre en application la « grande agriculture socialiste », là où les autorités du Sud avaient plutôt appliqué leur politique de propriété privée. Non

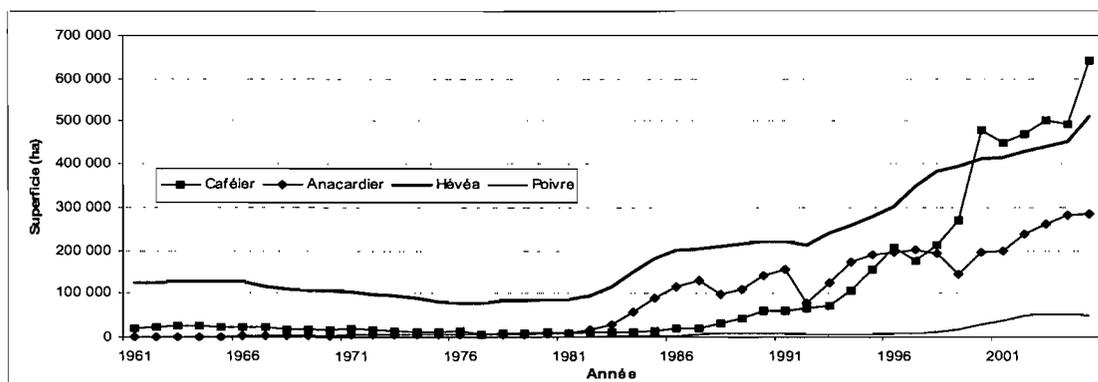
seulement participaient-ils aux activités de production agricole, mais les ouvriers des coopératives et surtout des EE devenaient également membres des milices militaires. Par ailleurs, ces unités socialistes étaient les points d'ancrage sur lesquels la politique de sédentarisation des indigènes a été mise à exécution. Toute cette situation représentait un atout important dans les luttes pour la sécurité du pays (Trần Ngọc Khanh, 1987).

3.2. Le développement agricole – un outil de contrôle du territoire

3.2.1. L'expansion ininterrompue des entreprises d'hévéaculture étatiques

Comme plusieurs cultures pérennes de rente, la superficie d'hévéa a régressé durant la période de la guerre contre les Américains (Nguyễn Văn Tiêm, 1993, p. 63). Elle s'est stabilisée depuis 1976 et a augmenté depuis les années 1980 (Figure V.9). La plupart des aires concernées se trouvent dans le *Nam Bộ* oriental, dont la province de *Bình Phước* fait partie. Depuis sa création en 1997, cette province exploite toujours plus de 20 % de la superficie d'hévéa du pays. Celle-ci est, depuis 2000, en majorité (~ 80 %) sous la gestion des entreprises étatiques agricoles (EEA).

Figure V.9 : *Việt Nam*. Évolution de quelques cultures pérennes, 1961-2005



Source : FAOSTAT

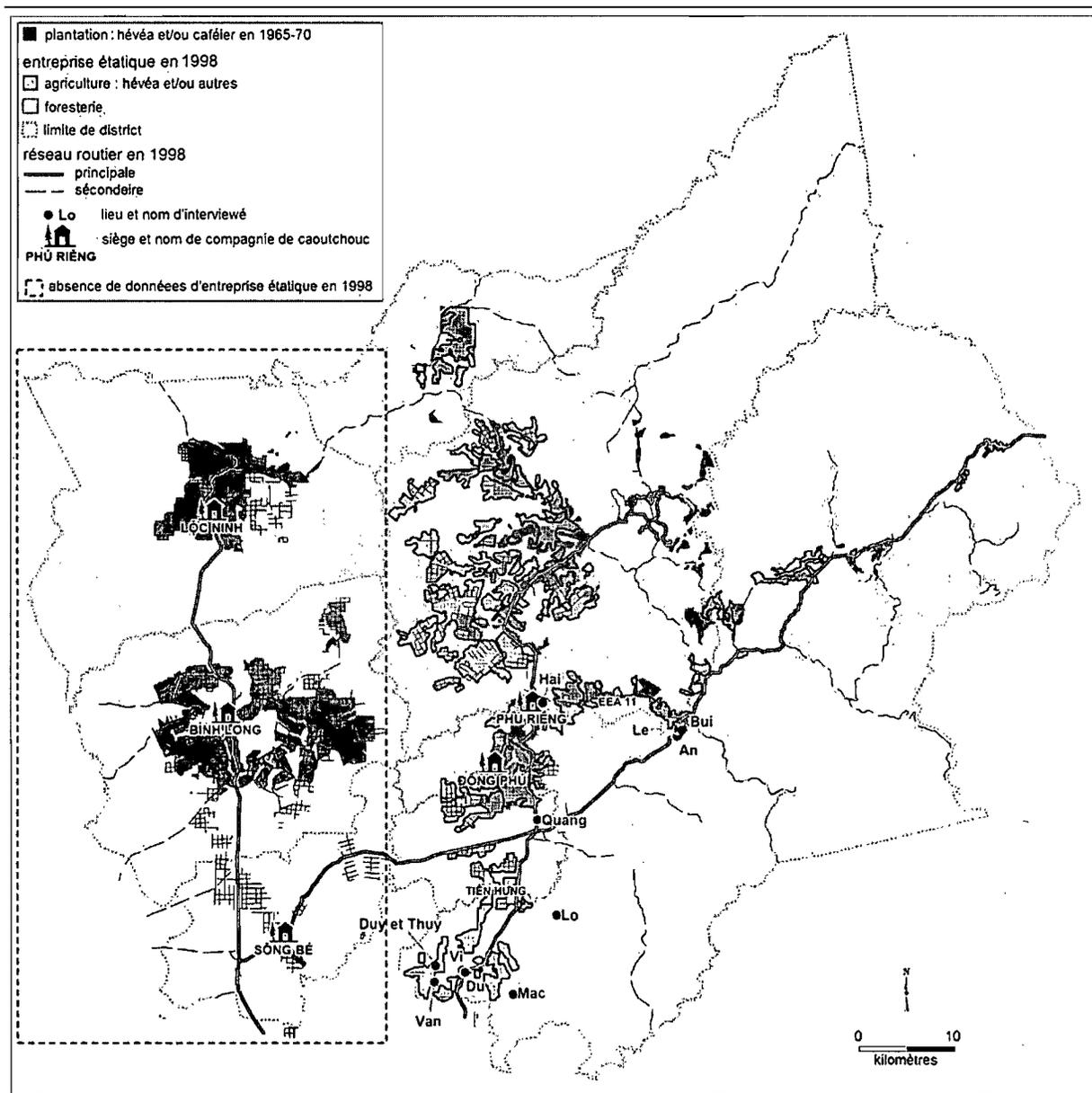
Juste après la réunification de 1975, l'État a consacré un tiers de la superficie du territoire de *Sông Bé*, soit près de 290 000 ha dans lesquels on retrouve les anciennes plantations françaises, à l'hévéaculture (Quỳnh Trang, 1989b). Ces ressources abondantes sont distribuées aux EEA⁶⁴.

⁶⁴ L'État forme les EEA et paye ses ouvriers agricoles, leur fournit des outils de production, planifie la production (élaboration des orientations et des normes, subvention pour les intrants, consommation des produits). L'État les a aidés à construire les infrastructures essentielles (bureau de travail, route, école, clinique...).

À compter des années 1980, la filière caoutchouc a été considérée comme un secteur de production stratégique du pays et été ainsi financée par l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. Pour bien l'administrer, l'Assemblée nationale du *Việt Nam* a voté le 19 février 1981 pour la création d'un organisme au niveau ministériel : l'Office général du caoutchouc (OGC). M. Đỗ Văn Nguyễn, ancien secrétaire du PC de la province de *Sông Bé*, a été nommé au poste de directeur général. Depuis, à partir des anciennes plantations françaises (Figure V.1), le territoire des EEA ainsi que la superficie d'hévéa n'ont pas cessé de s'étendre dans la province de *Bình Phước* (Figures V.10 et V.11). Plusieurs nouvelles parcelles d'hévéa ont été plantées dans la partie sud de la province où se sont installés, après la réunification du pays, les Saïgonnais (comme Bi, Hai) et les Tonkinois (Du, Thuy et Duy). En même temps, le recul de certaines plantations s'est fait au profit des habitations et des infrastructures.

Comme les plantations d'hévéas françaises auparavant, les jeunes entreprises étatiques ont rencontré le même grand problème : le manque de main-d'œuvre aussi bien en termes quantitatif que de qualification. Ainsi, lors de l'arrivée de M. Quang au début des années 1980, « cette région [EEA de *Phú Riềng* ou ancienne plantation française de Michelin] était massivement en pénurie de personnes », a-t-il indiqué. En mars 1980, le gouvernement a consécutivement adopté deux décrets n° 82-CP et 95-CP concernant la politique et le moyen de mobilisation et de recrutement de la main-d'œuvre pour les entreprises étatiques. De 1980 à 1986, la mission des autorités locales était d'embaucher quelque 170 000 ouvriers agricoles du Nord et de planter à nouveau quelque 100 000 ha d'hévéas dans le territoire de *Bình Phước* (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 31). Toujours selon M. Quang, « une partie des soldats de l'armée a aidé les EEA à défricher de nouveaux terrains dans les régions éloignées ». De plus, les soldats ont quitté leur uniforme militaire au profit des blouses ouvrières. Tel est le cas, par exemple, de la Ferme n° 3 de l'actuelle Entreprise de caoutchouc de *Phú Riềng* qui a été formée avec 250 soldats (Tấn Hòa, 2003b).

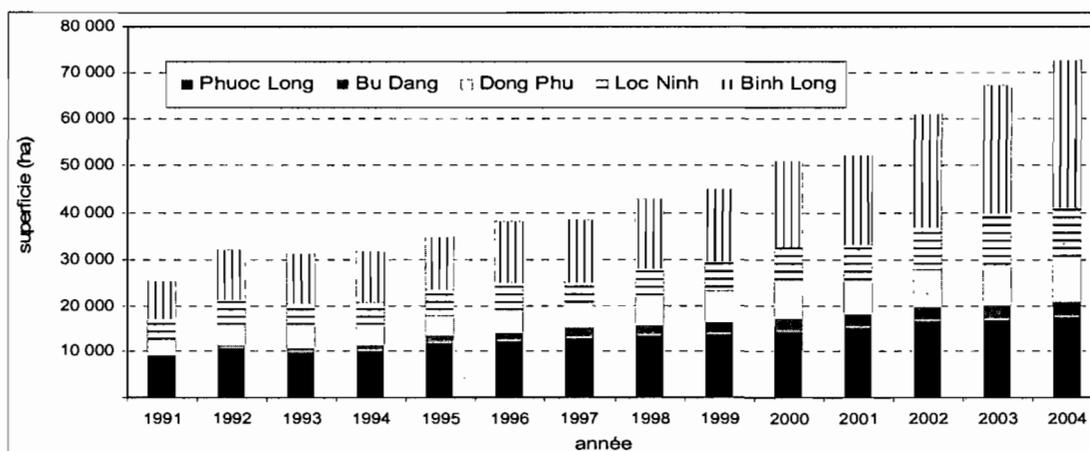
Figure V.10 : *Bình Phước*. Évolution des plantations, de la fin des années 1960 à 1998



Note : Pour la partie ouest de *Bình Phước* (districts de *Bình Long* et *Lộc Ninh*) où, au cours de la période coloniale française, les plantations françaises étaient fortement implantées, je ne possède pas de cartes récentes du territoire des EEA. Selon les données statistiques du BPSO, il est indéniable que la superficie de l'hévéaculture s'étend sans interruption, surtout dans le district de *Bình Long* (Figure V.11) où les premières plantations furent créées au début du XX^e siècle.

Source : *Nha Địa dư Quốc gia; Cục Bản đồ; Tổng cục Địa chính; VTGEO; Enquête de terrain, 2005*

Figure V.11 : Bình Phước. Évolution de la superficie récoltable d'hévéa, 1991-2004



Note : Depuis 1997, le district de *Đồng Phú* est divisé en deux districts : ceux de *Đồng Phú* et *Đồng Xoài*; depuis 2000, *Lộc Ninh* : *Lộc Ninh* et *Bù Đốp*; *Bình Long* : *Bình Long* et *Chơn Thành*.

Source : BPSO

Au début de l'année 1983, la province de *Sông Bé* a accueilli quelques dizaines de milliers de travailleurs (Nguyễn Thanh Bình, 1983). Leur âge devait être inférieur à 40 ans pour les hommes et 35 pour les femmes (décret n° 95-CP, mars 1980). En plus, l'État les encourageait à venir s'installer en compagnie de leur famille. À ce titre, de 1980 à 1986, plus de 20 000 personnes ont suivi les ouvriers qui avaient été recrutés par les EEA (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 31).

Selon M^{me} Thuy et M. Duy, la raison pour laquelle les paysans du Nord se sont déplacés vers les NZE était classique : les difficultés économiques dans le Nord. Mais pour les jeunes paysans nationalistes comme eux à l'époque, « l'esprit était le plus important, la matière était insignifiante », a décrit Duy. En sus de cet élan communiste, Duy et Thuy ont fait ce choix un peu plus par pragmatisme, espérant ainsi intégrer la classe plus « noble » des *công nhân* (ouvrier). « Ces deux mots nous ont impressionnés », a expliqué M. Duy.

Comme monsieur Du et les pionniers qui y étaient venus dès 1975, la condition de vie des ouvriers du caoutchouc était précaire. « À ce moment-là, notre vie était difficile. Partout, c'était la forêt ténébreuse. Il n'y avait pas de routes. La cloison des maisons était faite de bambou, la pluie et le vent pénétraient de partout. Nous tombions souvent malades », ont ajouté Thuy et Duy. En fait, à l'époque, les gens venaient dans le *Bình Phước* avec un rêve : « transformer cette région inculte en un pays plus riche et

prospère grâce à l'hévéa. Malheureusement, la dure réalité des choses venait rapidement ternir cette image et la simple recherche de moyen d'existence devenait une quête ardue » (Lê Trâm, 2005). De nombreuses personnes ont abandonné les EEA. « Les difficultés nous ont découragés. Nous n'avions aucun rêve ici. Environ 20 % des personnes ont quitté cette région [commune de *Tân Lâp*] ⁶⁵ pour rentrer chez elles ou aller vers *Đông Nai* et HCMV », a constaté Duy. Tout comme les anciens pionniers et afin d'améliorer leurs conditions de vie, Thuy et Duy ont dû pratiquer la seule agriculture traditionnelle connue et applicable alors : le *rãy*. À partir d'une petite parcelle de terre d'habitation (trois *sào*, soit 3 000 m²), allouée officiellement par l'EEA de *Tân Lâp*, ils ont commencé à défricher des terres agricoles. « Jusqu'à ce moment-là [vers la fin des années 1980], on pouvait défricher autant de terre qu'on voulait », a souligné Duy, alors que la gestion de la terre des EEA était très relâchée. La majorité des EEA n'était pas certaine de leur superficie allouée (Quỳnh Trang, 1989b).

Quoi qu'il en soit, de 1980 à 1985, notamment après les deux décrets n° 82-CP et n° 95-CP de 1980 du gouvernement, les ouvriers ont contribué à augmenter la terre défrichée pour le développement de l'hévéa (Figure V.6). Cette expansion s'est réalisée en majorité sur les sols fertiles basaltiques et alluviaux anciens à hauteur de 100 à 200 m (Figures IV.4 et V.10).

Cependant, une partie de l'expansion des terrains agricoles s'est faite au détriment des jachères du système d'exploitation *rãy* des ethnies locales, terres alors classées par l'administration locale comme forêts claires ou zones de broussailles. Ceci a obligé alors certaines communautés locales à se déplacer à la recherche de nouvelles terres forestières pour continuer à pratiquer le *rãy*. Pire encore, certains ont estimé « avoir tout perdu au jeu » au moment où la terre « exploitable » était de plus en plus rare et l'hévéaculture en forte extension. Considérons l'exemple d'une famille khmère : « Après deux saisons exploitées en riz, nous quittions notre *rãy*. Un jour de l'année 2002 ou 2003, nous avons cultivé le riz, mais sur un terrain alors reclassé et planifié pour l'hévéaculture : notre *rãy* a été tout simplement confisqué », a dit M^{me} Vi.

⁶⁵ Notons que vers la fin des années 1970, quelque 80 % des immigrants citadins organisés ont abandonné ce même lieu.

Pour les populations autochtones, comme le souligne M^{me} Vi du groupe ethnique khmer, les EEA ouvrent toujours leurs portes pour les accueillir comme ouvriers agricoles. Cela vise à continuer à réaliser les politiques de sédentarisation du gouvernement qui n'a pas réussi à l'époque où la sédentarisation contraignait les populations nomades à la seule riziculture.

Toutefois, le recrutement des autochtones dans l'EEA n'était pas aisé. « Plus l'extension du territoire des EEA se renforce, et plus les populations ethniques sont repoussées vers les marges forestières, milieu des pratiques de leurs us et coutumes. Seule une petite partie des ethnies travaille dans l'EEA », a remarqué M. Quang. Selon M^{me} Vi, une Khmère, personne de son village ne travaille dans l'EEA, car « le salaire est bas et n'est pas insuffisant pour notre vie; de plus, on est plus libre lorsqu'on travaille pour soi-même », décrit-elle. L'anthropologue vietnamien Mạc Đường explique ce phénomène comme ceci : 1) La pratique du *rẫy* est simple et n'exige pas de règles strictes comme celle de l'hévéaculture. 2) Le salaire et les fournitures vivrières ne répondent pas aux besoins des indigènes. 3) Le temps pouvant être consacré à leurs activités culturelles diminue et ce qui met donc en péril leur culture et les systèmes sociaux existants (Mạc Đường, 1991, p. 319). L'auteur a conclu : « L'idée 'ouvrierisation' [c'est-à-dire en faire des ouvriers] de quelque économistes qui ne connaissent pas suffisamment les minorités ethniques [...] est une idée bureaucratique et fautive » (*ibid.* p. 320). En réalité, bien que les EEA leur offrent de nombreuses promotions (formation gratuite, offre d'habitat, prise en charge des personnes à charge, etc.), la proportion des ouvriers provenant des minorités ethniques dans les EEA reste faible, comparativement aux ouvriers *kinh*. Prenons par exemple, la Compagnie de caoutchouc de *Lộc Ninh*. En 2003, c'était la première compagnie de recrutement des ethnies locales à *Bình Phước*. Or, elle n'a accueilli que 309 représentants des minorités ethniques, soit quelque sept pour cent du total de ses ouvriers (Hà Thanh, 2004).

L'expansion territoriale des EEA se faisait non seulement sur l'espace de *rẫy* des populations autochtones, mais aussi sur les terres défrichées par les pionniers venus s'installer depuis 1975. C'est le cas de M^{me} Hai.

« Au début des années 1980, j'avais beaucoup de *rẫy*. Des fonctionnaires de l'EEA m'ont dit que 'si vous voulez pratiquer la riziculture, allez vers la région ouest [provinces frontalières dans la partie ouest du delta du

Mékong]; le café à *Đắk Lắk*; le thé à *Lâm Đông*. L'EEA a pris mon *rẫy* pour le développement du caoutchouc [une production considérée comme stratégique pour le pays depuis 1980 (décret n° 281-HDBT)] », a dit M^{me} Hai.

Depuis lors, elle n'a pas pu pratiquer de *rẫy* et s'est lancée dans le commerce. Un autre cas, celui de M. Lo, est également intéressant : « De 1981 à 1982, j'avais défriché 10 ha de forêt pour le *rẫy* à *Tiến Hưng*, ancien *Tân Hưng*. Mais l'EEA a réquisitionné mon terrain pour le développement de l'hévéa. Alors, j'ai dû partir ailleurs [Figure V.10] là où la terre est inapte à l'hévéa, où le *rẫy* existe ». L'EEA n'a fait que transformer le *rẫy* en plantant de l'hévéa, c'est-à-dire passer de l'époque d'un mode d'utilisation du sol inefficace à celui plus performant 'caoutchouc' en termes économique et environnemental. L'EEA « n'a pas coupé la forêt », a déclaré M. Van. « L'EEA n'a fait qu'exploiter le sol à nu [sans forêt]. Elle a principalement repris la terre [*rẫy*] des populations locales », a rajouté M. Du.

Au cours de la période de défrichement et de construction des lots d'hévéa, les EEA ont un besoin énorme en main-d'œuvre. Pourtant, cette nécessité se fait moins sentir dès le moment où l'hévéa commence à produire du latex. Comme les patrons français auparavant, les EEA préfèrent alors recruter des ouvriers qualifiés pour soigner l'hévéa et exploiter le latex. Par ailleurs, depuis le *Đổi mới*, les subventions de l'État ont été revues à la baisse, de sorte que les EEA ont commencé à éprouver des difficultés financières. Elles ont dû commencer à baisser les salaires de leurs ouvriers, voire tout simplement ne plus les rémunérer (comme Quang, Le, Thuy). Par conséquent, beaucoup d'entre eux ont quitté les EEA ou ont été renvoyés pour cause de *tiñh giảm biên chế* (réduction d'effectif du personnel). Le directeur de l'Entreprise étatique de caoutchouc de *Đông Phú*, Nguyễn Xuân Lan, a averti : « De 315 ouvriers à sa création en 1981, l'Entreprise a recruté en masse des ouvriers pour achever sa mission [...] Au début de l'année 1996, elle a dû réduire l'effectif du personnel de 4 000 à 3 000 ouvriers, en raison du manque de compétence du personnel et de leur santé chancelante » (Nguyễn Xuân Lan, 1996). En 1989, l'Entreprise de caoutchouc de *Lộc Ninh* (ancienne propriété de la Société des caoutchoucs de l'Indochine) a aussi réduit le nombre de travailleurs, de 6 200 à 5 500 personnes (Huy Bình, 1989).

En 1995, M. Quang, un chauffeur, a quitté l'EEA. Il m'a expliqué : « Une fois l'hévéa à maturité, l'EEA n'a plus eu besoin de beaucoup de conducteur. C'est pourquoi l'EEA m'a poussé à quitter l'exploitation. Si je voulais encore y rester, pas de problème, mais... sans rémunération⁶⁶ ». Une grande partie des ouvriers ont quitté les EEA, ont défriché ou ont acheté des terres pour les cultures vivrières et/ou marchandes, comme Thuy et Van dans l'Entreprise de caoutchouc de *Đông Phú*. De même pour de nombreux ouvriers de la Ferme n° 11 de l'Entreprise de caoutchouc de *Phú Riêng* qui se sont réinstallés spontanément dans une zone moins peuplée aux terres abondantes. Cet endroit est actuellement désigné comme le hameau n° 5 de la commune de *Đông Tâm* (Figure V.10). De 30 vers 1990, le nombre de ménages est passé à 324 en 2005, selon MM. An et Le (Enquête de terrain 2005).

La vie des anciens ouvriers que j'ai interviewés paraît correcte, avec quelques hectares exploités en anacardier. Personne ne semble regretter cette décision. M. Van a révélé que

« le mot d'ouvrier semblait impressionner beaucoup, mais ce n'est pas vrai. Auparavant, son revenu était bas. Actuellement, un ouvrier gagne plus d'un million de *đồng* par mois⁶⁷, mais son métier est dur : partir tôt, rentrer tard. De plus, on doit dépenser quelque 300 000 *đồng* par mois pour circuler en moto entre les lots d'hévéas [...] Ici, plus on défriche, plus on a des *có cửa* (avoir des portes ouvertes). Les immigrants organisés qui ne pratiquent pas de *rây* et s'attachent toujours à l'EEA comme ouvriers sont toujours pauvres » (Enquête de terrain, 2005).

C'est pourquoi Van, sa femme et leurs parents qui possèdent quelques hectares de terre ne veulent plus travailler pour les EEA. Cependant, les paysans dont les stocks de terre sont limités, désirent encore y travailler comme les garçons de M. Bi ou de la femme de M. Mac.

3.2.2. Encourager d'abord le développement de l'agriculture vivrière...

Les autorités de l'ancienne province de *Sông Bé* avaient pour objectif non seulement d'étendre les superficies consacrées à l'hévéaculture, mais plus important encore d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en produisant l'équivalent de 300 kg de

⁶⁶ Il travaille actuellement (2005) pour une seule Compagnie de taxi dans la cité municipale de *Đông Xoài*. En même temps, lui et sa femme ont ouvert un dépanneur dans la cité municipale du même nom.

⁶⁷ Épouse de Mac, une ouvrière de l'Entreprise de caoutchouc de *Đông Phú*, gagne quelque 1,5 million de *đồng* par mois (Enquête de terrain, 2005)

vivres par habitant par an. Les moyens d'atteindre cet objectif passaient par : 1) l'expansion des terres agricoles par la mobilisation des autochtones ainsi que d'immigrants citadins et tonkinois; 2) le changement des habitudes alimentaires afin que le riz cesse d'être considéré comme la base de l'alimentation et que d'autres aliments, surtout des tubercules comestibles, en viennent à représenter environ la moitié de la consommation de vivres; et 3) le développement d'autres cultures vivrières que le riz⁶⁸ (*Sông Bé*, 1978g).

La jeune autorité du *Sông Bé* a comme ailleurs conduit les paysans à se joindre à des groupes de travail et des coopératives. En 1978, quelque 80 % de foyers paysans y ont adhéré (*Sông Bé*, 1978a). Mais depuis 1980, ce modèle collectif a rapidement été reconnu comme un échec. Beaucoup de groupes de travail et de coopératives n'existaient que sur papier. À *Đông Xoài*, cœur de l'actuelle province de *Bình Phước*, parmi 22 unités collectives, 18 n'existaient que sur papier (Hồng Quang & Hoàng Lâm, 1987). Dans certains lieux, surtout les communes marginales de la province, par exemple celle de *Thống Nhất*, les coopératives n'ont jamais été établies complètement et l'utilisation traditionnelle de la terre a persisté. La production collective était beaucoup moins efficace que celle des foyers paysans individuels. La vie des coopérateurs et leur famille, comme Hai, K, Bi, Boi, Sin, a principalement dépendu de leur parcelle personnelle, de la forêt, etc. (Lê Duy Khánh, 1987; Enquête de terrain, 2005). L'échec du modèle⁶⁹ est expliqué par un ancien coopérateur à *Bù Đăng* :

« Nous ne savions pas où étaient nos terres. Le décompte des points de travail était arbitraire et ne se basait aucunement sur la contribution réelle des individus. Chaque matin, on frappait fortement des cloches artisanales [souvent des bombes larguées n'ayant pas explosé et par la suite vidées de leur contenu] afin de signaler et de forcer le retour au travail dans les champs. À ce moment-là, nous avions très peur, personne ne voulait y aller [... De plus,] cette façon de cultiver le riz [*rẫy*] suivait le signal de la cloche, alors cela ne produisait rien. Le riz tout comme le climat ne respectent pas le signal de la cloche », a indiqué M. Sin.

⁶⁸ En fait, la capacité d'expansion de la riziculture est très limitée dans cette province de hautes terres. Bien qu'au cours de la période de l'économie socialiste les autorités aient fait de leur mieux pour développer de façon maximale la riziculture, en 1990 sa superficie était encore faible, grimant à environ 27 000 hectares, soit 4 % de la superficie totale du *Sông Bé* (TCTK & Bộ NN & CNTP, 1991).

⁶⁹ Dans les régions montagneuse du pays, le modèle collectif a été officiellement aboli par la résolution nationale n°10 NQ-TW de 1988.

Ce récit de M. Sin met en évidence que la faillite du modèle coopératif fut provoquée par la collectivisation des moyens de production, en particulier la terre et par le mode de gestion bureaucratique.

De la réunification jusqu'au *Đổi mới*, bien que la superficie agricole ait augmenté, le seuil de 300 kg de vivres par habitant n'a jamais été atteint et demeuré l'objectif des autorités provinciales⁷⁰. Même lorsqu'ils atteignaient ce seuil, les paysans demeuraient en difficulté, car ils ne pouvaient combler leurs autres besoins nutritionnels⁷¹, économiques et sociaux (activités culturelles, la santé et l'éducation).

3.2.3 ... ensuite l'anacardier

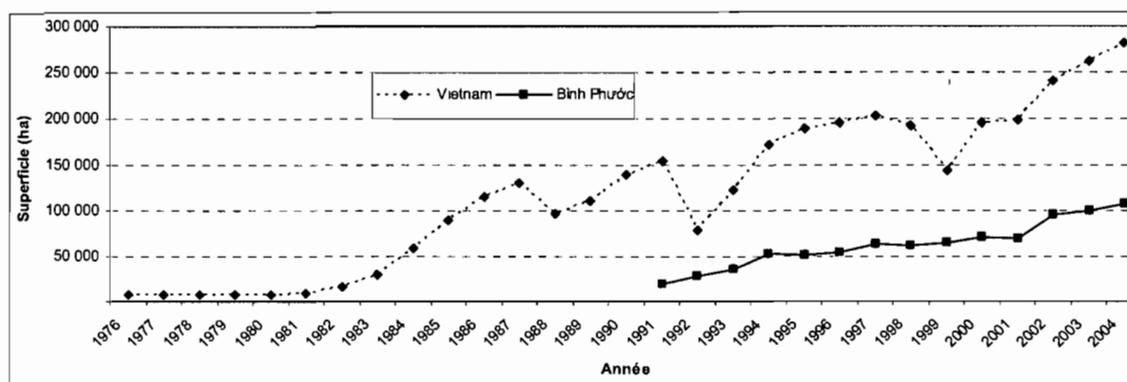
L'anacardier a été importé dans le Sud du pays depuis au moins le XVIII^e siècle (Phạm Đình Thanh, 2003). Il a été considéré comme l'essence forestière permettant de reverdir les sols nus et dégradés (Roussel & Hoang Huu Cai, 1997). Au début des années 1980, le gouvernement vietnamien a commencé à encourager les paysans à le cultiver afin d'en exporter la noix de cajou. Depuis lors, les superficies consacrées à l'anacardier se sont accrues (Figure V.12). En 1988, pour la première fois, quelque 33,6 tonnes de noix de cajou vietnamienne ont été exportées en France, ce qui amorça sa présence sur le marché mondial (Phạm Đình Thanh, 2003).

Bien que les superficies allouées à l'anacardier fluctuent au niveau national, elles ont continué à croître depuis le début des années 1990 dans la province de *Bình Phước* (Figure V.12), où sa culture est particulièrement répandue. En fait, occupant plus de 1,8 % de la superficie totale du pays, la province compte, entre 1991 et 2004, pour 13 à 45 % de la superficie d'anacardier totale du *Việt Nam* (Tableau V.3). En 2004, sa superficie s'élève à près de 110 000 ha (soit 36 % de la superficie des cultures agricoles et 16 % de la superficie totale de la province) et grimpera à quelque 170 000 ha d'ici 2010 (Figure V.12; P. T., 2005).

⁷⁰ Selon le rapport du Comité du Parti communiste de la province de *Sông Bé*, quelques indices importants par habitant pour l'année 1990 étaient : 300 kg de vivres, 10 kg de viandes, 12 kg de sucres, quatre mètres de tissus, six litres de sauce saumure et 12 litres de kérosène pour l'éclairage (par foyer) (*Tinh úy Sông Bé*, 1986)

⁷¹ Par exemple, en 1986 dans le district de *Đông Phú*, il fallait échanger 83 kg de riz paddy ou 83 kg de manioc sec contre un kilogramme du porc (Hồng Quang, 1987).

Figure V.12 : Việt Nam et Bình Phước. Évolution des superficies consacrées à l'anacardier, 1976-2004



Source : FAOSTAT; BPSO

Tableau V.3 : Việt Nam et Bình Phước. Évolution de l'anacardier, 1991-2004

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Việt Nam (ha)	155 000	79 000	122 500	172 700	189 400	194 900	202 500
Bình Phước (ha)	19 625	28 389	37 086	52 826	50 897	54 147	63 620
Proportion (%)	12,7	35,9	30,3	30,6	26,9	27,8	31,4
(Cont.)							
Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Việt Nam (ha)	191 800	143 700	195 600	199 200	240 200	261 500	282 300
Bình Phước (ha)	62 538	64 830	70 524	69 887	95 554	99 539	107 939
Proportion (%)	32,6	45,1	36,1	35,1	39,8	38,1	38,2

Source : FAOSTAT, BPSO

Avec l'ouverture du pays depuis 1986, l'autosuffisance vivrière a cessé d'être la priorité dans la province de *Bình Phước*. Son déficit alimentaire chronique est désormais comblé par le grenier du delta du Mékong.⁷² L'anacardier, une nouvelle culture rentable, connaît un véritable boom au sein de la paysannerie. Selon le secrétaire adjoint du Parti communiste du *Sông Bé*, « la culture de l'anacardier est encouragée et ce dernier devient de plus en plus *cây cho lúa gạo* (arbre fournissant du riz) tant pour les immigrants que pour les autochtones » (Lê Văn Thâm, 1988). Cet arbre, très rustique et récolté rapidement (trois ans contre sept pour la culture « étatique » d'hévéa), ne nécessite pas d'investissements importants. En plus, « ses noix

⁷² Par exemple, en 1997, il y avait souvent huit camions de sept tonnes, appartenant à des commerçants *kinh*, transportant du riz de leur province deltaïque de *Tiền Giang* pour le vendre dans le *Bình Phước* (Văn Phú & Thanh Tuấn, 1997)

ont évidemment une haute valeur commerciale dans le marché international », a confirmé Van. Dans une étude menée dans les districts *Bù Đãng* et *Phước Long*, Dương Văn Hường et ses collègues ont montré que parmi 986 immigrants spontanés interviewés, 761 personnes (soit 77 %) ont cultivé des anacardiers (Dương Văn Hường et al., 2004b, p. 4).

Les paysans préfèrent la culture de l'anacardier à celle du riz. La raison fondamentale en est que la rentabilité du premier surpasse de beaucoup celle du second (Tableau V.4), résultant de la hausse plus rapide du prix de la noix de cajou, comparativement à celle du prix du riz (Tableau V.5). De plus, le rendement de l'anacardier est stable tandis que celui du riz diminue rapidement après quelques années de culture⁷³. La technique de culture de l'anacardier n'est pas compliquée : « Au début, nous avons eu quelques difficultés. Nous avons consulté mes parents et amis. C'est un travail simple et facile à apprendre. On ne doit pas patauger dans la boue comme lors de la culture du riz dans mon village natal [dans le delta du fleuve Rouge] », a indiqué M. Cao.

Tableau V.4 : Communes de *Thống Nhất* et *Đông Tâm*. Revenu de la culture de l'anacardier et du riz, 2005

	Rendement (tonne/ha)	Prix (đồng/kg)	Dépense pour les intrants (million đồng/ha)	Revenu (million đồng/ha)
	min – max			min – max
Riz paddy (*)	0,5 – 3	2 500	0	1,25 – 7,5
Anacardier (**)	0,5 – 2,5	14 000	0 – 5	7 – 30

(*) Actuellement, les paysans que j'ai interviewés ne pratiquent plus de riziculture. Ils estiment ce rendement s'ils pratiquaient du riz. (**) Rendement (noix de cajou) de l'anacardier de quatre ans et plus.

Source : Enquête de terrain, 2005

Alors, l'anacardier est devenu le premier choix pour les paysans bien que, selon les nouveaux arrivants comme M. Le, la culture de riz soit par nature très simple et plus efficace que dans leur lieu d'origine. Ceci est aussi confirmé par d'anciens arrivants comme M^{me} K ou M. Du. L'anacardier est également devenu la culture préférée des autochtones. Or, cet arbre devient un outil de la politique de sédentarisation.

⁷³ C'est une raison principale pour laquelle les populations locales ne pratiquaient auparavant le *rẫy* que d'une à trois années consécutives sur un même endroit.

Tableau V.5 : Communes de *Thống Nhất* et de *Đông Tâm*. Prix du riz et de la noix de cajou, 1991-2005

Prix (<i>đồng</i> par kg)	Année			
	1991	1995	2000	2005
Riz décortiqué (*)	1 500	3 200	3 100	3 500
Noix de cajou	5 500	6 500	8 000	14 000

(*) À partir de 1,6 kg du riz paddy, après débarrasser de son enveloppe, on obtient environ un kg de riz décortiqué.

Source : Phạm Danh, 1991; *Sông Bé*, 1995; *Bình Phước*, 2000b; Enquête de terrain, 2005

3.2.4. La sédentarisation

Tout comme l'établissement des NZE, la sédentarisation des autochtones s'est amorcée dès la réunification de 1975. Elle visait des buts concrets tels : 1) associer les indigènes au développement du pays; 2) dissoudre la structure de la société traditionnelle et au fur et à mesure l'amener vers une nouvelle société; 3) aider les entreprises étatiques à accumuler la terre et à combler leur manque de main-d'œuvre; 4) éviter la dispersion du fonds d'investissement. Au total, elle vise un but fondamental : assurer l'ordre social et renforcer la sécurité du pays (Trần Ngọc Khanh, 1987; Hoàng Lê, 1989, p. 63; Nguyễn Nghĩa Phương & Chu Thái Sơn, 1989; Nguyễn An Vinh et al., 1990, pp. 187-189; Ksor Phước & Tiến Bình, 1999).

En fait, dans les nouveaux emplacements, les activités de production des autochtones étaient exécutées en mode collectif selon le modèle de la production en rizière des migrants tonkinois. Ce modèle avait quelques caractéristiques qui ressemblaient aux coutumes de travail traditionnelles (travailler ensemble pour le défrichage et la récolte – Section 3.3 du Chapitre IV). Cependant, la terre était désormais sous le contrôle de l'État et la distribution des produits se faisait selon les points de travail. Les fonctionnaires communistes ont encouragé les groupes ethniques à se sédentariser avec un slogan connu « *năm gần; ba có* » (cinq proximités; trois possessions)⁷⁴. Parfois, selon le chef du Service de la mobilisation de la main-d'œuvre et de la population de *Sông Bé*, on les a forcés à devenir sédentaires (Nguyễn Hùng Dũng, 1989). La victoire dans la guerre contre les Américains était utilisée comme un

⁷⁴ Les cinq proximités sont : le Parti communiste, les paysans près des autres, le réseau de communication, le marché et l'école; les trois possessions : l'eau, la terre et la rizière.

outil au cours de ces campagnes, car s'il a été possible de battre les Américains, il sera aisé de devenir sédentaire (Nguyễn Minh, 1981).

Mais, la possibilité d'expansion de la rizière demeurait limitée à cause de la nouveauté des techniques de culture pour les autochtones et avant tout des caractéristiques naturelles de la région. Celles-ci permettaient aux autochtones d'avoir une récolte plus facile sur leur *rẫy*. C'est pourquoi les paysans provenant du delta, où est la riziculture intensive bien connue, comme M^{me} K, M. Du et les autres, ont aussi pratiqué la culture traditionnelle de *rẫy* aux dépens des forêts (Enquête de terrain, 2005).

La sédentarisation par la pratique de la riziculture irriguée fut un échec, tel que dans la coopérative *stiêng Bù Du Nga* de la commune de *Đắk O* – un modèle typique non seulement pour la province de *Sông Bé*, mais aussi pour celles du Sud après la réunification⁷⁵. De nombreux paysans nouvellement sédentarisés furent affamés et ont dû recommencer leurs pratiques traditionnelles d'agriculture itinérante (*rẫy*) (Lê Duy Khánh, 1987; Quỳnh Trang, 1989a).

Afin de régler le problème de l'agriculture itinérante en respectant les conditions naturelles et sociales réelles du *Bình Phước*, la politique de la sédentarisation a été confiée à compter de 1987 à des entreprises étatiques (EE) (décret n° 140/QD-UB en novembre 1987). Désormais, on n'attachait plus la population autochtone aux espaces de rizières « mais plutôt au territoire d'une EE [...] Il ne fallait pas qu'ils quittent leur habitation traditionnelle. Il s'agissait de « développer une *kinh tế vườn* (économie de jardin ou de plantation) [au lieu de] déplacer les indigènes des hautes terres vers les basses terres », a confirmé le chef du Comité de la sédentarisation provinciale de *Sông Bé* (Lê Duy Khánh, 1986).

L'idée « moderne » de la *kinh tế vườn* est importée de la communauté *kinh*. Bien plus petit qu'une rizière, c'est un lopin de terre se situant à côté de la maison. On y cultive toutes sortes de végétaux, essentiellement des arbres à forte rentabilité. Mais dans le grand territoire de *Bình Phước*, la taille des jardins est grande, beaucoup plus grande que celle des rizières. Le jardin ne pourrait pas être adjacent à la maison et peut

⁷⁵ De 1979 à 1983, le rendement vivrier oscilla autour de 600 kg par habitant par an. Toutefois, ce résultat a été obtenu principalement grâce à la culture de *rẫy* sur la terre rouge fertile (Mạc Đường, 1985a, p. 213).

se situer loin d'elle. Dans ce cas-ci, les habitants tant autochtones que les immigrants le baptisent du nom traditionnel, le « *rẫy* », bien qu'ils y cultivent des cultures modernes, comme l'hévéa, le caféier, le poivrier et l'anacardier (Enquête de terrain, 2005).

Cette nouvelle approche semble utile à la sédentarisation. En 2004, il n'y avait que moins de 1 000 personnes persistant dans leurs pratiques itinérantes, contre quelques dizaines de milliers immédiatement après 1975 (Nguyễn Thanh Hà et al, 2004, p. 11). De même, il apparaît que la politique de sédentarisation ait eu plus de succès dans la province de *Bình Phước* qu'au sein des autres provinces montagneuses. En effet, en 1997 le taux de sédentarisation au sein des foyers indigènes du *Bình Phước* était de plus de 90 %, alors qu'il avoisinait les 60 % pour l'ensemble du pays (Hà Văn Thành, 1998, p. 29).

Dans le district de *Bù Đẳng*, où les autochtones sont fortement présents, en 1989, quelque 50 % des foyers indigènes étaient classifiés officiellement comme sédentaires. Le reste encore nomade était concentré dans les communes de *Đông Nai* et *Thống Nhất*⁷⁶ (Lâm Sắc, 1989). Dans la dernière commune, précisément aux hameaux n° 2 et 12, avant 1987, les *Stiêng* (Diêu Va, Diêu D,...) logeaient dans les maisons longues et pratiquaient leur *rẫy*. Depuis 1987, les autorités ont initié leur sédentarisation avec des actions concrètes : *tách hộ lập vườn*. C'est-à-dire décomposer une grande famille en transformant la maison longue en des petites en une et deux générations (Hà Văn Thành, 1998), construire des jardins, y compris de nouvelles maisons indépendantes plus petites et remplacer les cultures traditionnelles du *rẫy* par la culture d'anacardier. Le *tách hộ lập vườn* vise à augmenter d'une part le rôle des individus dans la « nouvelle » société et d'autre part à dissoudre la société traditionnelle des *Stiêng* (M. Cho, enquête de terrain, 2005).

Le résultat est que, à compter de 1995 (dix ans après l'amorce de la politique de sédentarisation), les *Stiêng* ont cessé de pratiquer l'agriculture itinérante et commencé à récolter la noix de cajou. La tâche de sédentarisation est bien achevée, bien que les *Stiêng* n'aient pas reçu d'aide des autorités locales (Diêu T, Diêu V, Diêu Kh) à l'inverse des migrants participants aux programmes des NZE. Lors des entrevues

⁷⁶ Ces communes se localisent dans l'Est du *Bình Phước*, à côté de la rivière de *Đông Nai*, et, à l'époque, ont été couvertes par l'abondance des forêts.

effectuées en 2005, soit près de 20 ans après le lancement de la nouvelle approche pour la sédentarisation, les *Stiêng* rencontrés se sont dit fort satisfaits de leur situation actuelle. Diêu V a confirmé : « L'État nous donne de très bons conseils dont plusieurs sont cependant difficiles à mettre en pratique immédiatement. Réalisons-les progressivement ! » En fait, ce « progrès » au sein du hameau *stiêng* fut réalisé de 1987 à 1995 (Enquête de terrain 2005).

Cette réussite peut être expliquée par une bonne gestion par les autorités, précisément l'EE de *Thống Nhất*. Mais la raison fondamentale est que l'anacardier - le *cây cho lúa gạo* (arbre qui fournit du riz) - remplace bien les cultures vivrières, il fait même beaucoup mieux (Tableau V.4). Selon Diêu V qui possède quatre ou cinq ha de l'anacardier :

« Cultiver du riz, puis avoir faim. Oh ! Oh ! Oh ! Auparavant nous avions faim environ cinq, six ou sept mois par an et devions chercher de la *củ chup* (igname) dans la forêt. L'anacardier est mieux que le riz. Son rendement est stable tandis que celui du riz diminue de plus en plus. [En 2005,] un kg de paddy valait quelque 2 000 *đồng*, tandis que la noix de cajou en vaut 15 000⁷⁷. Si l'on cultivait le riz comme auparavant, on ne pourrait pas avoir des maisons en bois comme ça [en montrant sa maison]. Actuellement, personne n'abandonne son jardin [ou plantation] d'anacardiers » (Enquête de terrain, 2005).

4. Les migrations spontanées

4.1. Échapper au contrôle de l'État

De 1976 à 1980, à cause de l'hostilité des Khmers rouges, plus de 10 000 Vietnamiens ont quitté le Cambodge vers la province de *Sông Bé*, principalement les deux districts frontaliers de *Lộc Ninh* et *Phước Long* (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 30). Au sein de ces districts, l'armée des Khmers rouges visait particulièrement les NZE (Leighton, 1978, pp. 448-449). En 1976, M^{me} K et les membres de sa famille ont dû quitter *Bù Đốp* (ancien district de *Lộc Ninh*) vers *Đông Xoài* après que son fils ait ramassé un papier dans lequel les Khmers rouges avaient écrit : « Tuez-les tous, brûlez

⁷⁷ Dans ce hameau n° 2 de la commune de *Thống Nhất*, les *Stiêng* n'utilisent ni engrais, pesticide ou insecticide pour la culture de l'anacardier. Le rendement en noix de cajou y est alors faible, soit 0,5 tonne par ha, comparativement au rendement moyen de la commune, soit plus d'une. Le rendement du riz y était aussi faible, passant d'une tonne par ha sur le *đất già* (vieux sol, c'est-à-dire le sol laissé en longue jachère) à quelque 0,3 sur le *đất non* (jeune sol - sol laissé seulement quelques années en jachère). (Enquête de terrain, 2005)

tout, détruisez tout », dit-elle. Menacées, des milliers de personnes ont fui à titre de réfugiés de guerre.

Mis à part ces réfugiés, la migration spontanée a véritablement débuté seulement après 1980. Les immigrants spontanés étaient les proches parents des immigrants organisés venus après 1975 pour l'établissement des NZE et la construction des EE de caoutchouc.

Le flux de la migration spontanée est devenu de plus en plus vigoureux et a commencé à inquiéter les autorités à compter de 1990, l'arrivée des migrants spontanés exerçant des pressions sur les ressources naturelles, les budgets sociaux (la construction d'infrastructure, la réduction de la pauvreté, la sécurité) (Diệp Viân, 1991). Pour bien évaluer ces problèmes, les autorités locales ont conduit en 1991 une enquête sur la migration spontanée. Cette enquête a été réalisée en particulier dans l'actuel territoire de *Bình Phước* où, à l'époque, selon un fonctionnaire du Service de la migration et de la sédentarisation du *Bình Phước*, une forte migration spontanée avait cours. Les résultats de l'enquête ont montré que 12 714 personnes pouvaient être qualifiées de migrants spontanés et qu'elles étaient concentrées dans le district de *Đông Phú* (7 083 personnes) (Thái Phong, 1991; Tiến Bình, 1992). Mais ceci n'était que la pointe de l'iceberg, car les enquêteurs ne pouvaient se rendre dans toutes les aires éloignées (Thái Phong, 1991).

Malgré certains problèmes quant aux statistiques de population, les sources disponibles pour le *Bình Phước* me permettent tout de même d'évaluer que le nombre de migrants spontanés a atteint environ 200 000 personnes⁷⁸ durant près d'un quart siècle (1980-2004) (Tableau V.6). Depuis le *Đổi mới*, l'ampleur de la migration spontanée s'est grandement accrue. En fait, de 1990 à 2004, le nombre de nouveaux migrants spontanés arrivant chaque année est passé de près de 9 000 à plus de 19 000 personnes, contre 3 333 de 1980 à 1986 et seulement près de 1 000 immigrants organisés de 1997 à 1998 (MADR, 1999). Au cours de la même période, il y a aussi eu émigration du *Bình Phước* vers l'extérieur. Selon le recensement de 1999, de 1994 à 1999, plus de 15 000 personnes ont quitté.

⁷⁸ Ce nombre de personnes est presque équivalent à la population totale du territoire du *Bình Phước* à l'époque, soit plus de 237 000 personnes selon le recensement de 1979.

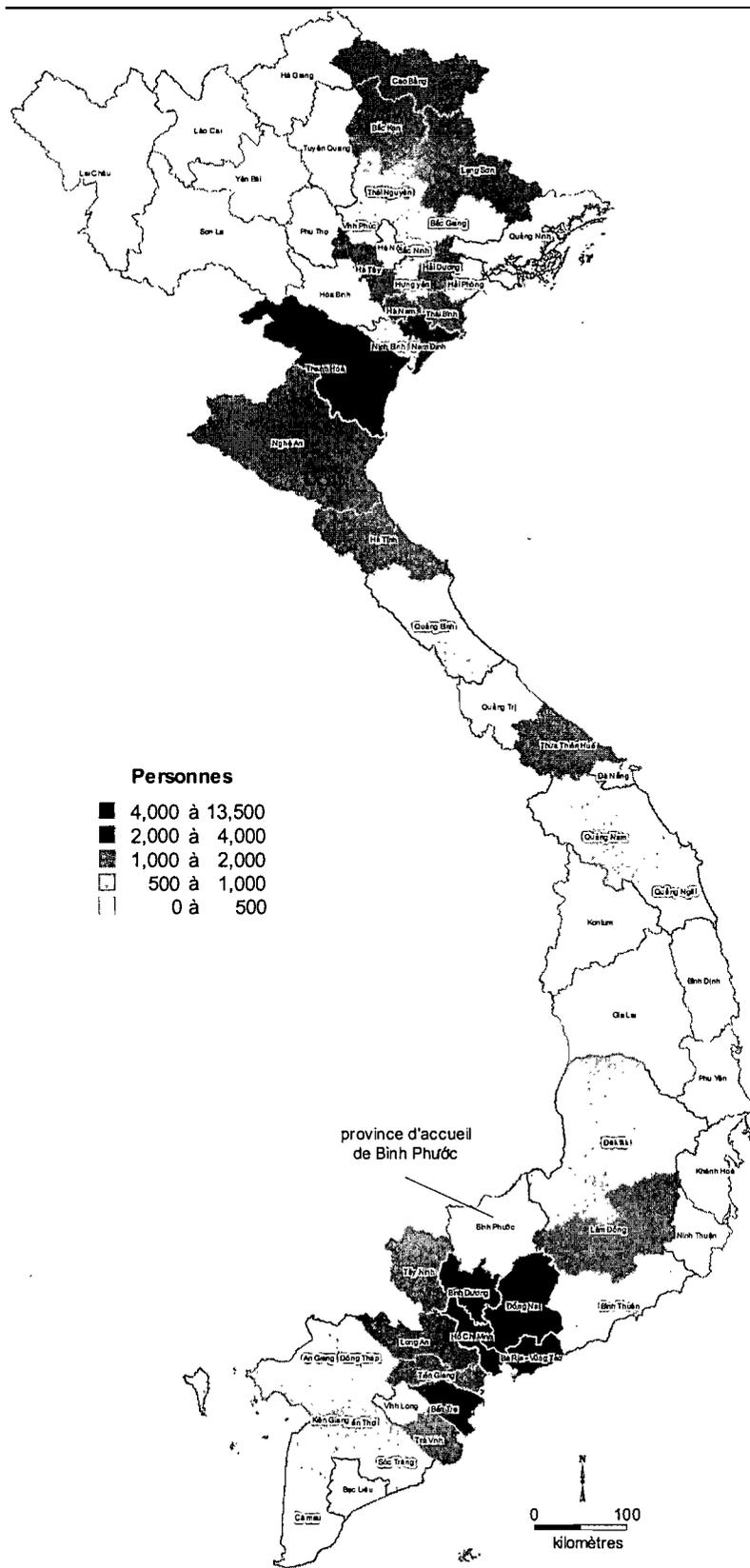
Tableau V.6 : Bình Phước. Migration spontanée, 1980-2004

Années	Migrants (pers.)	Moyenne annuelle (pers. par année)*	Sources
1980-1986	au moins 20 000	Au moins 3 333	
1990-1995	78 404	15 681	Nguyễn Văn Sơn, 1998
1994-1996	37 554	18 777	
1990-1998	141 213	17 652	<i>Bình Phước</i> , 2000a
1994-1999	72 499	14 599	Recensement 1999
1996-1999	57 947	19 316	Nguyễn Hữu Luật & Xuân Nam, 1999
1997-2003	53 339	8 890	Dương Văn Hương et al., 2004a, p. 18
? – 2003	110 566		<i>ibid.</i> , p. 22
? – 2003	Près 133 000		P. T., 2003
Janv.-juin/2004	6 031	12 062	Dan Bao, 2004
1980-2004	~ 200 000	~ 8333	Notre calcul

(*) Notre calcul

Les immigrants sont venus de partout au pays dont les provinces voisines, y compris surtout celle de *Đông Nai* (Figure V.13). Cependant, celles-ci ne sont que des sites de transit pour de nombreux migrants, car ils y sont logés pour une courte période avant de se déplacer vers le *Bình Phước*. Parmi les 38 immigrants spontanés que j'ai interviewés (Annexe 5), 19 personnes avaient d'abord considéré les provinces « transitaires » comme lieu de destination. Ainsi, vers la fin des années 1980, M. Son et les membres de sa famille ont quitté la province de *Quảng Ninh* au Nord pour la province de *Đông Nai* et y sont restés plus de cinq ans. En 1995, ils sont partis pour la commune de *Đông Tâm* du *Bình Phước*. Ces deux déplacements sont expliqués par une même raison : le manque de terre. Personne ne sait si M. Son ainsi que les autres immigrants resteront dans le *Bình Phước* jusqu'à leur mort, comme en témoigne l'expérience des 19 personnes qui ont migré plusieurs fois (selon mes enquêtes). Une fois qu'il a déjà migré, l'humain migrera à nouveau facilement si ses conditions de vie ne sont pas améliorées (Đỗ Thịnh, 1988, p. 24).

Figure V.13 : Origine des migrants entrant à *Bình Phước*, 1994-1999



Source : Recensement, 1999

Par ailleurs, il existe des flux migratoires involontaires entre les districts de la province. Entre 1994 à 1999, ils ont représenté 5 276 personnes, soit 0,8 % de la population totale en 1999 (Recensement de 1999). Ces migrants étaient tant des autochtones que des immigrants venus dans la région dans le cadre du développement des NZE. Dans le hameau n° 5 de la commune de *Đông Tâm*, les nouveaux immigrants étaient en majorité originaires de l'EE n° 11, située dans la commune de *Phú Trung*. Ils sont classifiés comme immigrants spontanés par les chefs du hameau n° 5, bien qu'ils aient été des immigrants organisés pour le développement de l'hévéaculture. « Ils étaient des ouvriers originaires du Nord de l'EE n° 11 et ont profité de leurs temps libres pour défricher la terre dans ce hameau », a jugé An.

4.2. Les causes

La pauvreté est la cause fondamentale poussant les paysans à se déplacer vers la province de *Bình Phước*. Elle est sous-jacente aux causes immédiates et plus concrètes, telles que le manque de terres cultivées, le chômage, l'insuffisance d'infrastructures.

4.2.1. La terre

À la fin des années 1990, parmi 1 690 foyers immigrants spontanés, quelque 1 300, soit 77 % du total, avaient migré vers les provinces de *Lâm Đông*, *Sông Bé*, *Bà Rịa-Vũng Tàu*, *Đông Nai* et *Bình Thuận* et *Đắk Lắk* en raison d'un manque de terres à cultiver dans leurs provinces d'origine (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 22). Au *Đắk Lắk*, au début des années 2000, ce taux était de 74 % (Nguyễn Thị Bích Hà, 2002, p. 98) dans la population en général et de 89 % parmi les représentants des quatre groupes ethniques (*Tày*, *Nùng*, *H'mông* et *Dao*) provenant des provinces montagneuses de *Cao Bằng* et *Lạng Sơn* (Nguyễn Bá Thùy, 2003, p. 79).

En fait, le manque de terres dans les lieux de départ est évidemment la cause immédiate, ressassée également par les immigrants que j'ai interviewés dans le *Bình Phước*. Actuellement, la majorité de ces immigrants possède quelques hectares de terres cultivées dans la province de *Bình Phước* alors qu'ils n'avaient que quelques milliers de m² dans leurs lieux d'origine que sont le delta du fleuve Rouge et les Montagnes du Nord (Annexe 5).

Dans le delta du fleuve Rouge, le problème de l'insuffisance des superficies disponibles se pose depuis fort longtemps (Gourou, 1965). La superficie de terre agricole par ménage est très faible et souvent au dernier rang du pays (Tableau V.7). Bien que les rendements du riz y soient très élevés, atteignant plus de 10 tonnes/ha/an, la province de *Thái Bình* en tête, le delta ne contient pas suffisamment de terres pour combler les besoins de sa grande population. Outre leur besoin vivrier, les paysans doivent également s'acquitter à même leur production agricole des taxes et des frais de services (gestion, hydraulique), de santé et d'éducation. En conséquence, « on y manque des articles de première nécessité », ont insisté Bon et Hoa.

Tableau V.7 : Lieux d'origine et de destination des migrants vers le *Bình Phước*. Superficie moyenne de la terre agricole (m² par ménage), 1994 et 2001

Année	Pays	Provinces d'origine				Provinces de destination
		<i>Cao Bằng</i>	<i>Lạng Sơn</i>	<i>Nam Hà</i> (1994) <i>Hà Nam</i> (2001)	<i>Thái Bình</i>	<i>Sông Bé</i> (1994) <i>Bình Phước</i> (2001)
1994	4 143	4 941	4 190	2 213	2 117	6 103
2001	5 608	6 474	4 792	2 374	2 078	15 249

Source : TCTK, 1995 et 2001

Le lieu d'accueil de paysans tonkinois, la région montagneuse du Nord se caractérise par une grande superficie, mais une médiocre qualité de la terre. Les montagnards du Nord exploitent au maximum la partie plane des vallées pour la riziculture et construisent également des rizières en terrasse sur les pentes, ce qui demande d'énormes efforts. Cependant, l'espace consacré au riz est limité par la géographie et l'approvisionnement en eau. « Même si là-bas nous avons aussi une rizière, elle était petite, nous manquions toujours d'eau et nous dépendions de la pluie », a dit un *Tày*, M. Manh. En conséquence, les Montagnards devaient pratiquer l'agriculture sur les terres en pente pour combler leurs besoins. Bien qu'abondantes, celles-ci étaient peu fertiles et de plus en plus dégradées et impropres à l'agriculture, au contraire des terres au sol rouge au *Bình Phước*. M. Ca, provenant de la province montagneuse de *Bắc Kạn*, a noté :

« Là-bas, la terre de *rẫy* s'étend à l'infini, mais sa qualité est très faible, à cause de la pente prononcée, la forte érosion, le sol infertile. Le rendement du riz n'y était qu'une tonne par ha au maximum alors qu'au moment où je suis venu au *Bình Phước*, il pouvait atteindre facilement deux tonnes par ha. » (Enquête de terrain, 2005)

Pour certains autres, le rendement du riz était même plus élevé : trois tonnes par ha, comme les cas pour Le et Hoa. Ce dernier a ajouté : « Au Nord, nous devons travailler plus fort et investir beaucoup plus pour la riziculture qu'ici » (Enquête de terrain, 2005).

Selon les paysans originaires des Montagnes du Nord, la raison pour laquelle le rendement du riz est faible est que la terre a été utilisée continuellement depuis longtemps, de génération en génération, et surtout que la population a grandement augmenté. Comme a dit M. Ba, un *Dao* provenant de la province montagneuse du Nord de *Lạng Sơn* :

« Au bon vieux temps, les vieux laissaient la terre en jachère pour une période de quelques dizaines années, puis 10 ans et cinq ans au fur et à mesure de la croissance de la population. À notre génération, nous défrichions chaque année. Alors, la terre est devenue mauvaise. À l'époque de mes parents, on plantait dix kg de riz et en récoltait près de 2 000 kg; 20 ans plus tard, à mon époque, on récolte moins de 100 kg. » (Enquête de terrain, 2005)

En revanche, à *Bình Phước*, les immigrants y trouvent la terre très bonne et apte à une variété de cultures, en particulier l'anacardier. Celui-ci donne une valeur ajoutée à la terre, déjà fertile, alors qu'il possède des avantages au plan de l'économie et de la conservation du sol.

De plus, le problème du manque de terres s'est accru avec la suppression du modèle collectif sous le *Đổi mới*. On peut citer à cet effet le cas de Din, un *Tày* originaire de la province montagneuse de *Bắc Kạn*. Cet autochtone n'y possédait que quatre *sào bắc* (1 440 m²) de rizières dont le rendement était d'environ 300 kg par *sào bắc*. Beaucoup de gens (dont sa femme) qui au cours des années 1960 étaient venus de la province de *Thái Bình* ont perdu leurs terres. Cas semblable, dans l'autre province montagneuse de *Cao Bằng*, « plusieurs immigrants de la province du delta du fleuve Rouge de *Hà Nam Ninh* se sont retrouvés *trắng tay* (les mains vides) après la dissolution des coopératives. Ont-ils ensuite acheté des terres? Non, c'était impossible, car personne ne voulait vendre », a exprimé M. Manh qui m'a ensuite demandé : « Les paysans sans terres, que font-ils? » Tandis que la terre est limitée dans le Nord, elle est plus facile à obtenir dans la province de *Bình Phước*.

Avant 1995, les arrivants que j'y ai interviewés pouvaient facilement demander à une EE (et à un autochtone) de donner un lopin de forêt (ou de *rẫy*) pour défricher. Au

fur et à mesure de l'augmentation de la population, il est devenu de plus en plus difficile d'obtenir des terres à cultiver. Depuis 1995, la prise de possession d'une terre par défrichage est devenue très difficile. De nombreux arrivants ont défriché la terre des EE, mais leur terre défrichée a été confisquée (comme dans le cas de Bui), ou ils risquent de la perdre (Bui, Mac, Tuyên, Du, etc.). Pire encore, les défricheurs peuvent être arrêtés et incarcérés, comme un neveu de M. An alors qu'il défrichait de la terre dans le territoire de l'EEF de *Đông Xoài*.

Pour avoir plus facilement une terre cultivée, les « vrais » paysans ont vendu leur patrimoine familial dans une région développée⁷⁹ et s'en sont servi pour s'établir ailleurs. Tel est le cas, par exemple, de M. Son, arrivé vers la fin des années 1980 dans la commune de *Tân Phú* de la province de *Đông Nai*. Sa famille de six personnes y possédait plus de 1,6 ha de terre cultivée, mais « elle est devenue de plus en plus stérile, de sorte que nous avons dû y investir énormément », a confirmé sa femme. Ils ont appris de membres de leur parenté que la terre du district de *Đông Phú* avait un coût raisonnable et une très bonne qualité pour le développement de cultures rentables. En 1995, ils ont vendu un hectare de terre au *Đông Nai* pour 4,5 taëls d'or et puis n'ont payé à des autochtones au *Bình Phước* que trois taëls pour quatre hectares. À l'échelle provinciale de *Bình Phước*, plusieurs paysans (par exemple MM. Mac et Hoa) ont vendu leur terre située dans un lieu « développé » pour en acheter une autre en zone « moins développée ».

Actuellement, il semble qu'apparaît un nouveau flux migratoire de la province de *Bình Phước* vers la province voisine nord de *Đắk Nông*. La raison n'est pas nouvelle : la terre. En fait, pour une terre d'une qualité similaire, le prix au *Đắk Nông* est moins élevé que celui au *Bình Phước*. Selon l'expérience de Son, Cho, An et Kien, on pourrait échanger deux ou trois hectares de terre au *Bình Phước* contre dix ha au *Đắk Nông*. Ces expériences ne sont pas différentes de celles de MM. Son et Duong qui ont vendu leur terre au *Đông Nai* et se sont déplacés au *Bình Phước* il y a plus de dix ans.

⁷⁹ Sous prétexte que le prix de la terre varie d'une province à l'autre. Un lopin de terre qui est petit, pauvre, mais situé dans une région développée peut être échangé pour un autre plus étendu, plus riche, mais situé dans une région éloignée et peu développée.

4.2.2. Le travail

Depuis longtemps, le manque du travail est un autre problème dans le delta tonkinois. Les villageois tonkinois doivent alors chercher des travaux à l'extérieur de leur village. Le manque de travail se manifeste sur deux plans : travail et rémunération. « Là-bas, nous n'avons quasiment rien à faire. Personne ne nous embauche. Par contre, ici, il y a beaucoup de travail. C'est facile de se trouver un travail couvrant au moins 20 jours par mois », a dit Mac. Dans les régions d'origine, même en acceptant une faible rémunération, « personne ne m'engagerait. Par exemple, au Nord, il est difficile de trouver un travail avec une rémunération de 10 000 *đồng* par jours tandis qu'ici, on peut trouver facilement un travail dont la rémunération est très élevée, soit 30 000 *đồng* par jour », a constaté M. Hoa.

Actuellement, les travaux dans la province rurale de *Bình Phước* sont principalement simples et très variés, tels que le creusage de la terre, la récolte et le traitement des produits de la terre, la construction de la maison, la fabrication d'eau-de-vie, le commerce ... Par rapport avec la région rurale du Nord, l'échelle de rémunération dans le *Bình Phước* est assez élevée (Tableau V.8). Cette échelle varie entre 20 000 et 100 000 *đồng* par jour, en fonction de la nature du travail, de la saison et de l'expérience des travailleurs. Selon Hoa, un homme grand et confiant, pour un même travail pendant la saison de récolte des noix de cajou, la rémunération quotidienne est de 60 000 à 70 000 *đồng*, contre 40 000 à 50 000, selon Da, un homme plus petit et timide. Pour les travaux simples, les paysans pourraient gagner de 20 000 à 30 000 *đồng* par jour. Cependant, leur rétribution quotidienne peut doubler au mois de mars (la haute saison de récolte des noix de cajou⁸⁰) et passer à 40 000 jusqu'à 70 000 *đồng* par jour (Enquête de terrain, 2005).

Par ailleurs, certains travailleurs à haut niveau de compétence, par exemple le menuisier et le maçon, peuvent empocher quotidiennement de 50 à 100 000 *đồng* en salaire, tandis que l'équivalent serait d'un maximum de 30 000 dans le village natal de M. Mac au Nord. Les immigrants spontanés peuvent trouver sans effort des emplois bien rémunérés par l'intermédiaire des *cai* (entrepreneurs sous contrat avec les EE),

⁸⁰ De même que la superficie d'anacardier s'est élargie, le développement des services de traitement des noix de cajou s'est accru. Cela crée de nouvelles opportunités d'embauche. Ainsi, de 1994 à 1996, ces services ont demandé près de 10 000 postes (Hoàng Anh, 1996).

mais il leur est beaucoup plus difficile d'être directement employé par les entreprises étatiques). Considérons par exemple certains immigrants spontanés dans le hameau n° 3 de la commune de *Đông Tâm* qui ont été embauchés par les *cai* pour l'exploitation forestière de bambous à longs entrenœuds au sein de l'EE forestière de *Nghĩa Trung* (Enquête de terrain, 2005). Leur salaire est très élevé, jusqu'à 100 000 *đồng* par jour. Néanmoins, selon MM. Hoa, Quy et Da, ce travail est extrêmement dur. Il faut être en très bonne santé, avoir une moto pour aller loin dans la forêt, où l'on peut par ailleurs attraper la malaria. Il est évident que les EE n'accueillent pas directement les immigrants spontanés, mais, par les intermédiaires (les *cai*), elles créent indirectement des opportunités de travail. Alors, les EE attirent de façon involontaire les migrants spontanés. Ce moyen d'embauche existait avant le *Đổi mới* lorsque les EE forestières ont signé des contrats d'exploitation des forêts avec les *cai*. Ainsi, les anciens *cai* Cho et An ont signé un contrat d'exploitation avec une EE forestière et recruté des dizaines de travailleurs. Parmi eux, il y a trois personnes qui restent dans le même hameau que M. An (Enquête de terrain, 2005).

Tableau V.8 : Différence de rémunération entre le lieu de départ dans le delta du fleuve Rouge et le lieu d'accueil de *Bình Phước*, 2000

(*đồng* par jour)

Niveau de travail	<i>Vụ Bản, Nam Định</i> , delta du fleuve Rouge	<i>Đông Phú, Bình Phước</i>
Simple	6 000(*)	20 000
Complexe	25 000	55 000

(*) Au cours de la saison des récoltes, le salaire des journaliers peut atteindre 15 000 *đồng* par jour (M. Bon)

Source : M. Thuy (Enquête de terrain, 2005)

Bref, aucune des personnes interviewées ne manque de travail dans la province de *Bình Phước*. Les paysans travaillent sur leurs propres terres et/ou pour les autres. « Seuls les paresseux sont en chômage », a remarqué M. An. Encore plus optimiste, M. Quan a exposé son opinion : « Jamais on ne manque de travail. On a plutôt peur de manquer de force de travail. Plus nombreuse est la population, plus importante sera la superficie en *rẫy* [terre cultivée], alors plus abondant sera le travail » (Enquête de terrain, 2005).

4.2.3. Les autres causes

- L'infrastructure : Pour les migrants originaires des Montagnes du Nord, la difficulté d'accès aux services de santé et d'éducation est un des facteurs qui les poussent à partir vers la province de *Bình Phước* (Tableau V.9). Voici quelques réponses des migrants spontanés montagnaux à ma question concernant la raison de leur déplacement.

M. Duong : « Je manquais aussi de terre, mais la première raison était la difficulté de circulation. Si nous voulions vendre nos produits, il fallait les emporter loin au marché, six km de chemin montagnard, mais toujours sur nos épaules, un kg tout comme 100 kg de produit. De plus, mes enfants devaient se lever très tôt, à trois heures du matin, et aller à pied à l'école. »

M. Van : « Dans mon village natal, *Cao Bằng*, l'hôpital était très loin de chez moi, 45 km. L'accouchement avait lieu chez soi. Il n'y avait pas d'électricité. En général, ce lieu [d'arrivée] est beaucoup plus favorable que là-bas [lieu d'origine]. »

M. Huan : « Chez moi au Nord, les écoles se situaient loin de la maison : l'école primaire, à six km; l'école secondaire, à sept km; le lycée, à 10 km. Je devais me lever à quatre heures du matin, partir de la maison à cinq heures et marcher pendant deux heures. Je retournais chez moi à 14 heures. Le déplacement en vélo était difficile puisque les routes étaient fort pentues et parfois encombrées de grosses pierres. La distance entre chez nous et l'hôpital était de 10 km. Si quelqu'un était très malade, il fallait le porter à l'épaule. Quelle situation misérable ! Les ondes de télévision du pays ne se rendaient pas jusque chez nous. C'était alors inutile d'avoir une télévision. »

Par contre, aux yeux des arrivants originaires des basses terres, le système d'infrastructures dans leur lieu d'origine était bien meilleur que dans la province de *Bình Phước*⁸¹ (Tableau V.9).

Selon Thuy, un paysan provenant de la province de *Hà Nam Ninh* au coeur du delta du fleuve Rouge, « les infrastructures du Nord étaient parfaites ». Bon, un homme originaire de la même province, a dit :

« Lors de mon arrivée ici [hameau n° 7 de la commune de *Thống Nhất* du district de *Bù Đăng*] en 1998, il y avait pas d'électricité. La circulation

⁸¹ Tous les immigrants originaires des basses terres que j'ai interviewés ont confirmé non seulement que le réseau de communication de leur lieu d'origine était meilleur que celui de *Bình Phước*, mais aussi que les autres infrastructures (pour l'électricité, la santé et l'éducation) étaient également mieux développées.

était très difficile. C'était impossible de se déplacer en voiture. Le chemin [du hameau au centre de la commune] était très glissant quand il pleuvait. En 2003, ce chemin a été réparé et il est actuellement beaucoup mieux ».⁸²

Tableau V.9 : Les infrastructures entre les deux provinces de départ et de destination de *Bình Phước*, 2001

Province	Hameaux possédant l'électricité (%)	Communes possédant une route inter-hameaux bétonnée/asphaltée (%)	Communes possédant une école		Nombre de médecins par 10 000 habitants
			primaire (%)	secondaire (%)	
<i>Cao Bằng</i>	39	0,6	64	6,9	0,1
<i>Thái Bình</i>	100	91,2	99	8,5	1,42
<i>Bình Phước</i>	59	26,7	83	7,1	0,4

Source : TCTK, 2001

- La guerre sino-vietnamienne : Le conflit armé frontalier entre le *Việt Nam* et la Chine à compter de 1979 est une des raisons ayant contribué à pousser les montagnards des provinces nord du pays, dont surtout celles de *Cao Bằng* et *Lạng Sơn*, à se déplacer. La destruction d'infrastructures par le conflit et les menaces pesant sur la sécurité humaine sont des raisons concrètes de leur éloignement de la zone frontalière. Ainsi, le premier fils de Thon a abandonné ses études, car la guerre a anéanti son école. Même si la guerre était finie, « nous avons peur que les hostilités ne reprennent dans quelques années », a dit Ca. M. Huan était encore manifestement effrayé par la guerre lors de notre rencontre et en particulier lorsqu'il me décrivait comment sa famille s'était réfugiée et avait vécu pour un certain temps dans une grotte au *Cao Bằng*.

- Le regroupement des familles est une autre raison, celle-là plus « humaine » que le manque de terre ou de travail, de la migration (Nguyễn Thị Bích Hà, 2002, Nguyễn Bá Thủy, 2003). Dans la province de *Bình Phước*, ce type de migration est présent chez les fonctionnaires, soldats et ouvriers (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 34). Il semble bien que cette raison occupe un poids mineur dans la décision de se déplacer des migrants spontanés. Ceci est également vrai quant aux personnes ayant migré

⁸² Cependant, à mon avis, il demeure encore difficile à circuler. En fait, le matin du 8 mai 2005, la route était en bon état. Mais en après-midi, après une pluie qui dura plus une heure, elle était devenue glissante et dangereuse. Circulant à moto, j'ai dû ralentir grandement. Une section de la route était impraticable et j'ai dû faire un détour par un lot d'anacardier.

spontanément vers l'ancienne province voisine de *Đắk Lắk* (Nguyễn Thị Bích Hà, 2002; Nguyễn Bá Thù, 2003). Pour les migrants dont aucun membre de la famille ne se trouve dans la province de *Bình Phước*, comme Thuy, Hoa, Cao, etc., la parenté est un facteur qui influence, mais de façon moins importante, leur décision de migration. Pour les paysans *kinh*, il est très difficile de quitter leur village natal où ils pratiquent le culte de leur ancêtre. Cependant, Thuy a quitté sans mot dire ses parents, appelé qu'il était par la perspective de devenir *công nhân* (ouvrier). Hoa a dû quitter sa mère veuve en raison du manque de terre cultivée. Pour la même raison, Cao est parti alors que les membres de sa grande famille « pleuraient beaucoup, plus qu'au moment où j'étais parti pour la lutte de 1970. Ils pensent que mon départ est également leur perte pour toujours », a-t-il révélé.

Malgré son faible poids dans la décision de migrer, la présence de parents dans la province de *Bình Phước* est un atout pour les paysans désirant migrer. En fait, les immigrants à *Bình Phước* informent leurs parents des conditions favorables et défavorables par rapport à leur lieu d'origine. Plus important, une fois les nouveaux migrants arrivés, les anciens migrants, bien installés, les aident à s'adapter à la nouvelle situation. Cette aide peut être d'ordre psychologique ou matériel (partage des ressources dont le logis, l'argent, les informations, la terre arable). Les migrants de longue date contribuent donc à diminuer appréciablement les frais de déplacement des nouveaux arrivants et augmentent également leurs chances de succès dans cette nouvelle contrée.

« Nos chances de réussite étaient minces. Les groupes qui sont venus depuis 1997-1998 avaient un point d'appui. Nous leur avons prêté et donné du riz... tandis qu'auparavant nous n'avions rien, nous avons dû nous débrouiller entièrement seuls », a remarqué Thon qui habite dans l'hameau n° 6 de la commune de *Thống Nhất*.

En fait, Thon peut tout de même remercier des membres de sa parenté qui ont immigré dans le district de *Cát Tiên* de la province de *Lâm Đồng*. Ils lui ont parlé de la terre « libre » et fertile dans la commune de *Thống Nhất* de la province de *Bình Phước* au moment où il les a visités vers 1990-1991. Des aides similaires sont très courantes dans la communauté des migrants au *Bình Phước*. Par exemple : Chieu a aidé Hi en le logeant chez lui pendant un mois; M^{me} Tuy a emprunté 3 000 m² de terre de ses parents. Thuy et Duy prêtent actuellement 4 000 m² de terre cultivée à des parents. (Enquête de terrain, 2005).

Par ailleurs, l'aide des anciens migrants est aussi importante pour eux-mêmes. Premièrement, les anciens migrants coopèrent avec les nouveaux pour la production agricole, en particulier afin de défricher la terre. C'est les cas de Mac, Hoi, Linh qui ont travaillé pour leurs parentés. Après quelques années, les anciens ont donné une partie de leurs terres aux nouveaux arrivants. Deuxièmement, ils sont fiers d'aider des congénères puisqu'ils peuvent ainsi remplir leurs obligations morales envers leur village natal (par exemple Thuy, Duy, Manh). Enfin, les nouveaux migrants contribuent à enrichir la vie culturelle et politique des premiers arrivants. Ainsi « au début de mon séjour ici, nous nous réjouissions beaucoup de voir arriver toute personne originaire du Nord. Nous espérons qu'il y ait de nombreux nouveaux arrivants pour que notre région puisse être plus joyeuse », a indiqué Yen. MM. Mac, Manh, Duy et les autres sont des membres des *hội đồng hương* (association des compatriotes) dans laquelle ils s'entraident moralement et partagent des biens matériels⁸³.

Dans la commune éloignée de *Đặng Hà* (sud-est), où quelque trois quarts de la population totale sont des membres des minorités ethniques originaires des Montagnes du Nord (*Tày, Nùng, H'mông* et *Dao*), les personnes-clés de la commune sont en majorité les gens de ces mêmes groupes. Ainsi, un migrant montagnard du Nord, Lục Thanh Tạc, probablement un *Tày*, était le président puis est devenu secrétaire du Parti communiste de la commune (Enquête de terrain, 2005)

4.3. Obstacles

4.3.1. La malaria

Les caractéristiques naturelles de la province de *Bình Phước* (Section 1 du Chapitre IV) en font un endroit très favorable à la reproduction d'insectes et parasites affectant la santé humaine, dont les anophèles transmettant le paludisme (Nguyễn Văn Út, 2003, p. 28). Depuis longtemps, le territoire de *Bình Phước* est connu pour la présence de « paludisme pernicieux qui rend – jusqu'à présent – le séjour difficile à l'Européen » (Baudrit, 1936, p. 33).

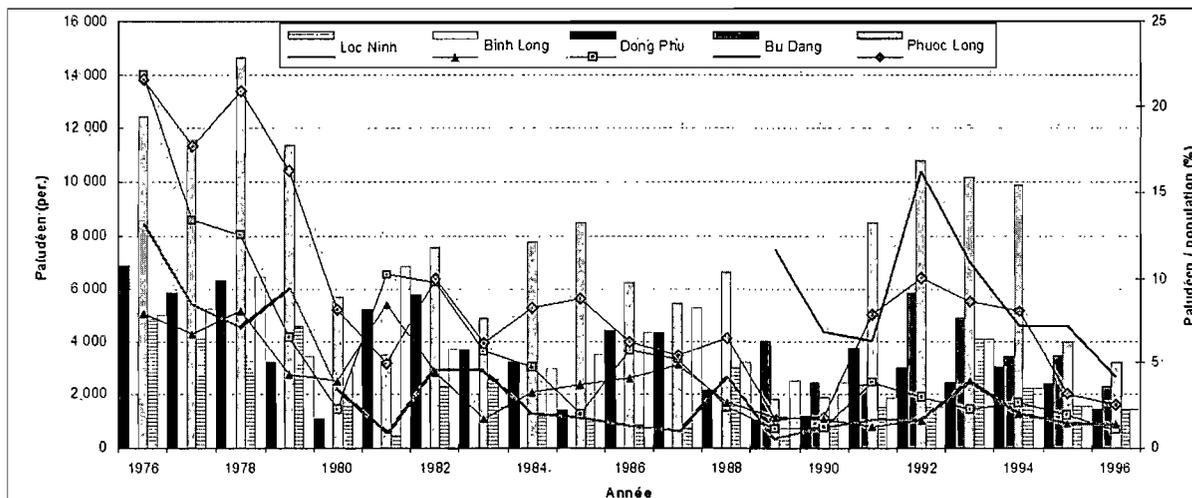
⁸³ L'association dont fait partie M. Duy se compose de plus de 40 membres. Chaque membre y paye sa quote-part de 100 à 200 mille *đồng* par foyer par an. Cette somme est utilisée pour maintenir les activités de l'association, prêter aux membres en cas d'urgence, récompenser les bons élèves (Enquête de terrain, 2005)

À la réunification de 1975, la malaria était toujours présente sur tout le territoire de *Bình Phước* et apeurait les immigrants originaires de la métropole de *Sài Gòn* et des deltas (Nguyễn Văn Út, 2003, p. 81). Après 1980, bien que l'incidence du paludisme ait diminué par rapport à la période précédente (1975-1979), cette maladie menace toujours la santé publique. Elle décourage même, tel qu'énoncé par l'ancien président du Conseil des ministres Đỗ Mười, « la population de partir pour construire de nouvelles terres économiques » (TT.GDSK, 1991).

Comme les données de population, celles relatives au paludisme ne reflètent qu'une partie de l'ampleur du problème paludique. Une des raisons est que de nombreux paludéens ne consultent pas les services de la santé et se traitent chez eux. Si on prend le cas de Hoa,

« parmi les dix fois où j'ai contracté le paludisme, je ne suis allé à la clinique qu'une fois. J'ai acheté des médicaments et me suis traité par moi-même [car,] mon logis était loin de la clinique; il n'y avait pas de moyen de circulation, au point qu'il fallait y aller à pied même si j'étais très malade », a dit-il.

Comme Hoa, de nombreux migrants consultaient les services de santé si leur état de santé était très grave, certains sont même retournés dans leur lieu d'origine où la malaria n'existait pas et les conditions de vie étaient meilleures (par exemple, les femmes des MM. An et Manh). Malgré un voyage coûteux, ces retours temporaires ont sauvé leur santé, voire leur vie. « Ma femme serait morte si elle était restée ici », a indiqué An. De nombreuses personnes malchanceuses ont perdu leur vie en raison du paludisme. M. Lo a perdu son garçon de 17 ans en 1992. À cette époque, une recrudescence de la malaria affectait les districts forestiers de *Phước Long* et *Bù Đăng*, touchant au moins 10 à 15 % de la population totale (Figure V.14). En 1992, les autorités ont créé un programme de prévention contre la malaria. Celui-ci a été subventionné par l'État et des organisations internationales à hauteur de trois milliards de *đồng* par an, soit près de 300 000 \$CAN. Le programme portait sur l'anophèle responsable, les insecticides pouvant le contrer, les médicaments antipaludéens et les activités de propagande (Nguyễn Văn Út, 2003). Depuis lors, l'incidence du paludisme a diminué remarquablement dans les deux districts (*ibid.*, pp. 29-30).

Figure V.14 : *Bình Phước. La malaria, 1976-1996*

Source : Données statistiques de Nguyễn Văn Út, 2003

Pour les migrants dont les activités quotidiennes ont lieu dans le *rẫy* éloigné, le programme de prévention contre le paludisme s'est révélé peu efficace. Selon Thon, un *Nùng*, arrivé dans la commune éloignée de *Thống Nhất* en 1992, « la quasi-totalité des immigrants à cet endroit étaient impaludés. Mais ce n'était pas mon cas, parce qu'il me fallait prendre des médicaments qui préviennent le paludisme. C'est mon expérience depuis mes séjours dans l'armée ». Jusqu'au début des années 2000, parmi 874 immigrants spontanés dans la partie nord-est de la province, 614 personnes, soit plus de 70 %, ont été atteintes par la malaria (Vũ Trọng Khải et al., 2004, p. 7).

Dans une famille, si quelqu'un est malade, la famille perd une source de travail. En plus, s'il doit aller à l'hôpital, sa famille perd une somme importante pour payer le traitement. Ce coût est parfois énorme par rapport au revenu total de sa famille. En fait, en réponse à ma question concernant le paludisme, les immigrants ont fréquemment répété l'expression : « *kinh lắm* (quelle peur !); *te tua* (terrible); ne pas pouvoir marcher à pied, mais devoir marcher à genoux; avoir des bourdonnements à cause de la prise abondante de quinine; ne pas pouvoir ouvrir la bouche pour parler ». Pire encore, au cours des années où tout le pays était en situation difficile, entre autres quant aux services de santé concernant le paludisme, leur famille tombait dans la misère. Ainsi, au début des années 1990,

« alors que le paludisme était fort répandu, l'antipaludéen coûtait trop cher. Son coût a grimpé à 2 500 *đồng* par dose, ce qui était équivalent au coût de se nourrir pour une journée. Les paludéens devaient prendre deux

doses par jour, dépassant de beaucoup nos coûts quotidiens pour l'alimentation», a décrit M. Thon.

La situation a considérablement affaibli la volonté des nouveaux arrivants. Parmi ceux-ci, certains ont abandonné. « Nous étions cinq, mais c'est moi, le seul qui est resté ici. Les autres sont retournés à cause du terrible paludisme », a indiqué un *Tày*, M. Hoi. Comme les parents de Hoi, « les trois membres de ma parenté sont partis », a souligné M. Thon en mettant en relief « [qu']il faut avoir la 'foi', voire une très grande 'foi' ».

Selon les immigrants que j'ai interviewés, dont M^{me} Mui du hameau n° 5 de la commune de *Đông Tâm*, la menace du paludisme est aujourd'hui beaucoup plus faible qu'auparavant. Il est évident que cette menace existe encore, mais elle n'affecte que peu de personnes, surtout ceux dont la vie quotidienne se passe dans la forêt. Afin d'obtenir cette victoire contre le paludisme, il a fallu compter sur : l'intervention zélée des autorités⁸⁴, l'amélioration de la condition économique des paysans et surtout le recul de l'habitat des anophèles, c'est-à-dire la forêt. « Si la forêt est présente, le paludisme le sera aussi », ont souligné un fonctionnaire (Đoàn Tấn Dũng, 1998) et Van. En fait, l'endémie paludique recule de plus en plus au sud-ouest et vers le nord-est (Figure V.15). Cette tendance suit celle de la déforestation et de l'expansion de l'agriculture (Figures VI.3).

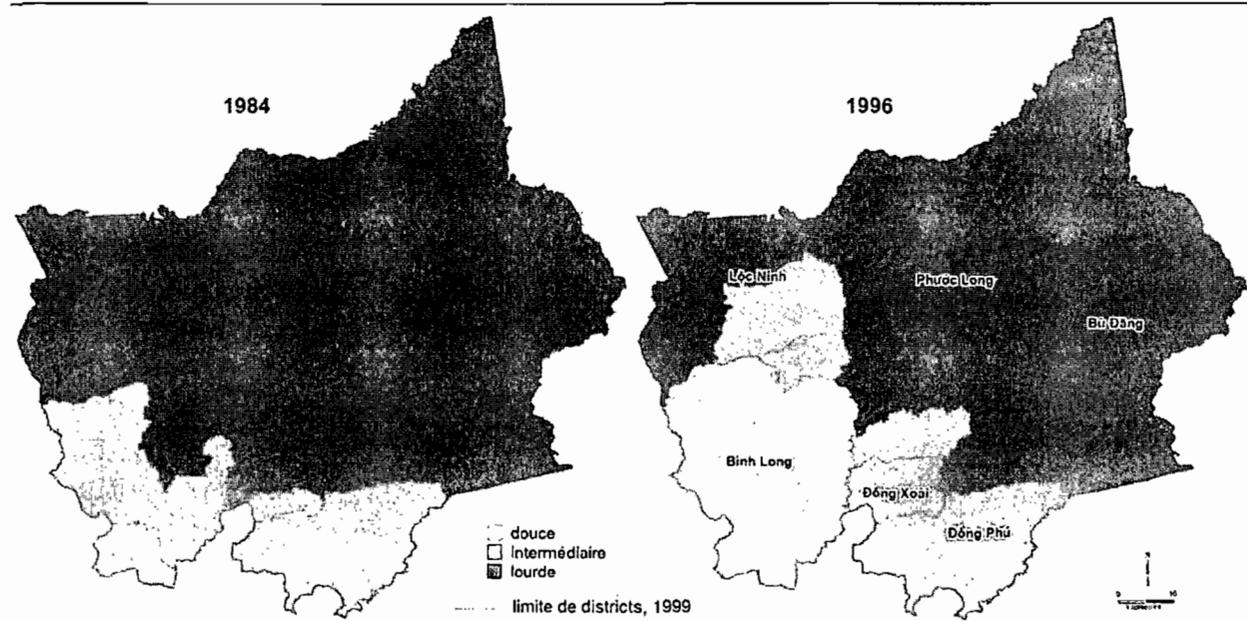
4.3.2. Le *hộ khẩu*

Le *hộ khẩu* (ou *houkou* en chinois) est un outil qui aide les autorités à déterminer le lieu de résidence des habitants et à contrôler leurs déplacements, en particulier vers les villes. Ce système d'enregistrement des membres d'une famille a été importé de la Chine depuis les années 1950 dans le Nord du pays et est appliqué partout au pays depuis 1975. Il s'agissait alors d'un ticket permettant à chaque individu de s'intégrer dans les coopératives et puis de recevoir à ce titre des terres, d'accéder aux services de santé et d'éducation et d'avoir des coupons du *ché độ tem phiêu* (système de rationnement) (Fortunel, 2003, p. 293). Ces coupons et le *hộ khẩu* n'étaient pas

⁸⁴ Depuis 2000, il y a un groupe de médecins hanoïens qui viennent dans le hameau n° 5 de la commune de *Đông Tâm* et aident les paysans locaux à se faire traiter pour le paludisme. « Ils préviennent ou traitent gratuitement le paludisme, voire procurent des vivres (10 000 *đồng* par jour par personne) à des paludéens », a précisé Le.

efficaces en termes économiques (Hardy, 2003, p. 252). Heureusement, depuis le *Đổi mới*, le *chế độ tem phiếu* n'existe plus.

Figure V.15 : Bình Phước. Présence du paludisme, 1984-1996



Source : adapté de Nguyễn Văn Út, 2003

L'efficacité du *hộ khẩu* a beaucoup diminué depuis que les autorités locales ont supprimé le système de rationnement, donc la distribution « de vivres, de biens matériels stratégiques, d'articles de consommation indispensables comme la viande, le sel, les médicaments, les tissus, le vêtement, le combustible » (extrait du rapport du Comité provincial du Parti communiste du IV^e du 28 octobre 1986 au 1 novembre 1986 (*Tinh ủy Sông Bé*, 1986)). Cependant, le *hộ khẩu* joue un rôle important lorsque les paysans veulent accomplir certaines tâches telles que s'inscrire au lycée (par exemple le cas d'un garçon de Duong), obtenir des terres forestières (le cas de M. An), demander un passeport ou un Livret d'utilisation du sol, soit le *sổ đỏ* (certificat rouge). Le *sổ đỏ* est un acte juridique important pour tout le monde. Pour les immigrants au *Bình Phước*, il est plus important encore s'ils le mettent en garantie contre un prêt couvrant leurs coûts de production et de vie.

Au cours des années où les EE se développaient (1975-1990), l'enregistrement de *hộ khẩu* était facile (Nguyễn Văn Sơn, 1998). Au fur et à mesure de l'arrivée massive des migrants, l'enregistrement du *hộ khẩu* est devenu de plus en plus difficile.

La possession du *hộ khẩu* est un privilège pour les migrants dans la « nouvelle » terre de *Bình Phước*.

Cependant, certaines personnes ne veulent qu'habiter de façon temporaire dans le *Bình Phước* quand bien même la nouvelle terre de *Bình Phước* offre énormément d'opportunités. Ce qui veut dire que le *hộ khẩu* du *Bình Phước* n'est pas important pour eux. Ils préfèrent garder leur *hộ khẩu* du lieu d'origine pour de multiples raisons. Premièrement, l'utilisation de nouvelles terres du *Bình Phước* pose des risques latents importants, telles que la confiscation des terres ou la contraction de maladies. Deuxièmement, une fois qu'on possède un *hộ khẩu* du *Bình Phước*, on perd automatiquement des privilèges dans le lieu d'origine, dont en particulier l'accès à l'usage des terres cultivées. Troisièmement, le changement du *hộ khẩu* du lieu d'origine au *Bình Phước* est une procédure administrative compliquée et demande énormément de ressources de la part des migrants. Selon M^{me} Bui, cette procédure est que

« l'intéressé doit demander des papiers dans lesquels les autorités locales attestent sa situation légitime au niveau de la terre et de la justice. Puis, l'intéressé les emporte au Nord [lieu d'origine] et accomplit les procédures de changement du *hộ khẩu*. Si tout va bien, les autorités du lieu d'origine émettent une attestation d'abandon de *hộ khẩu* à l'intéressé. Enfin, il la remet aux services compétents ici [dans le lieu de destination] et attend qu'ils émettent un nouveau *hộ khẩu* de *Bình Phước*. »⁸⁵

Le changement de la situation du *hộ khẩu* demande un délai de traitement qui pourrait durer plusieurs mois en raison de différents facteurs (nature des politiques en place, des dossiers considérés, du volume des demandes). De plus, il exige des frais pour le traitement ainsi que la circulation d'une demande. Selon Bui et An, ces frais pourraient être de quelques millions de *đồng*. Certains ne sont pas étonnés par cette somme, mais elle est considérée chère pour les immigrants pauvres. Les uns l'acceptent à regret alors qu'ils veulent réellement atteindre leurs buts. Les autres pensent que cette somme est acceptable. « Il faut l'accepter. Serait-il raisonnable qu'on travaille avec sans rémunération ? », a souligné Hoa.

⁸⁵ Pour les migrants qui se sont fréquemment déplacés comme M^{me} Bui, la modification du *hộ khẩu* devient beaucoup plus difficile, car ils doivent faire les demandes de modification à toutes les autorités des localités où ils ont séjourné.

De nombreuses personnes ne veulent pas abandonner leurs privilèges dans leur lieu d'origine et/ou ne peuvent pas surmonter les difficultés rencontrées lors du changement du *hộ khẩu*. Alors, ils acceptent d'habiter toute leur vie au *Bình Phước* sans *hộ khẩu*, tels des immigrants temporaires. Cependant, selon la Loi, ces candidats à la migration doivent tous les six mois, faire les deux demandes : celle d'une absence temporaire du lieu d'origine et celle de la présence temporaire dans le lieu de destination (Arrêté 51/CP de 1997). Hélas, cela n'est pas réaliste car fort difficile à faire, particulièrement dans le cas où la distance entre le lieu de départ et d'arrivée est grande. Les migrants qui contreviennent à cette loi sont punis d'une amende administrative. Un policier originaire du Nord a imposé à M. Cho de travailler sans rémunération dans le marché de *Bù Nard*, car il n'avait pas de *hộ khẩu*. Cho a exprimé son insatisfaction au sujet de cette imposition :

« On est malheureux, de sorte qu'on doit venir ici. Je suis en plus invalide. Vous m'obligez deux fois par année à aller là-bas [Nord] pour demander un papier [d'absence temporaire]. Comment puis-je trouver l'argent ? Et vous, vous êtes ici depuis longtemps et puis combien de fois y êtes-vous allé ? », a raconté M. Cho en concluant « qu'enfin, il me laisse passer tranquille ».

Il était un homme chanceux, mais il a longtemps dû habiter dans le district de *Bù Đãng* en tant que migrant spontané illégal. Le policier était un homme gentil, mais il n'a pas respecté son mandat. Alors, cette situation « dépend des *quen biết* (contacts) et/ou des *tình cảm* (sentiments) entre des immigrants et des fonctionnaires compétents », a indiqué Duy. Ceci existe *de facto* de temps en temps, en quelques endroits, ce qui nuit à l'ordre social (Nguyễn Văn Sơn, 1998, p. 39).

En 2001, au *Bình Phước*, il y avait 106 227 personnes qui ne possédaient pas le *hộ khẩu*, soit 16 % de la population totale (Đông Dương, 2001). Une très petite portion de ces personnes était des fonctionnaires provinciaux mobilisés après l'établissement du *Bình Phước* en 1997⁸⁶. Heureusement, l'émission de *hộ khẩu* est réalisée activement par les autorités locales. En fait, en 2003, malgré l'augmentation permanente des immigrants, il n'y avait que quelque 94 000 personnes qui ne possédaient pas le *hộ khẩu* (P. T., 2003).

⁸⁶ Selon un de ces fonctionnaires que j'ai interviewés, il y avait quelque 1 500 fonctionnaires de ce type (Enquête de terrain, 2005)

Chapitre VI

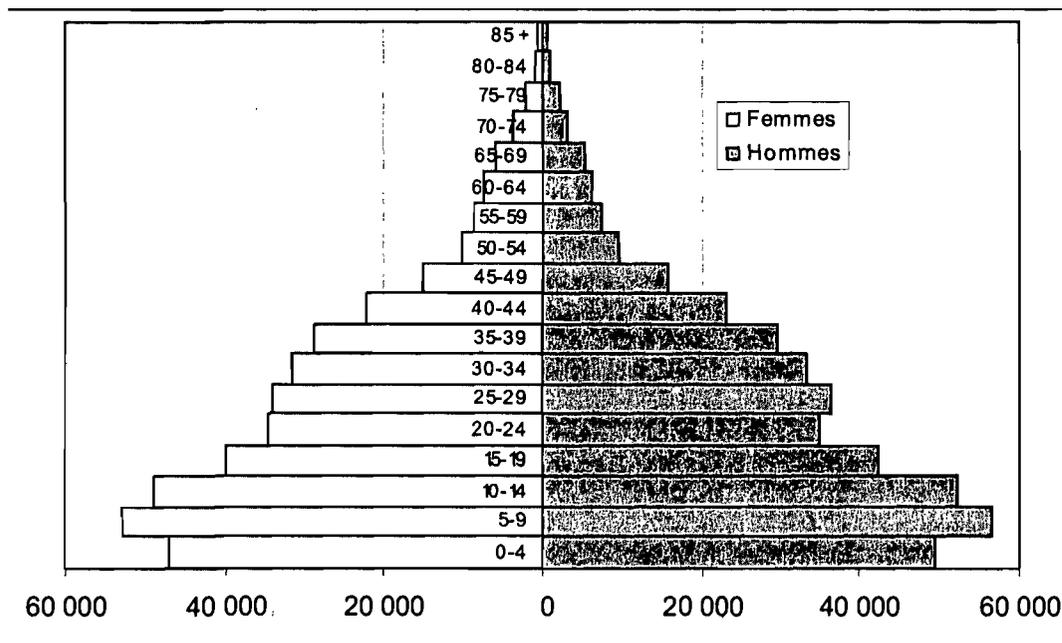
Les bouleversements du milieu et de la société au *Bình Phước*

1. Population et travailleurs

1.1. Une population jeune

Avec sa large base et son sommet étroit, la pyramide des âges en 2004 (Figure VI.1) confirme la croissance rapide de la population. Les personnes de moins de 20 ans (âge adulte) et de moins 45 ans (âge précoce) représentent respectivement 48 % et 87 % de la population totale du *Bình Phước*. En contrepartie, ces mêmes taux avoisinent à l'échelle nationale les 39 % et 78 %.

Figure VI.1 : *Bình Phước*. Pyramide des âges selon le sexe de la population, 2004



Source : BPSO, 2005

La forme évasée de la moitié inférieure de la pyramide illustre l'accélération de la croissance de la population et traduit l'impact de la migration depuis 1975 et en particulier depuis le *Đổi mới*. Les jeunes immigrants, qui sont dans la classe d'âge de 30 à 55 ans, ont enfanté des garçons et des filles qui avaient en 2004 entre cinq et vingt ans. Au plan de l'impact humain sur le territoire, l'augmentation rapide des jeunes effectifs possède une signification exceptionnelle, car les jeunes font la plupart des activités agroforestières.

1.2. L'évolution de population

Avant l'arrivée des Français dans l'actuelle province de *Bình Phước* la population y était vraisemblablement peu nombreuse. Selon Nguyễn An Dương (1997b), au cours du XVIII^e siècle, elle ne comptait que quelque 2 000 habitants. L'établissement du pouvoir français et le développement des plantations de caoutchouc au début du XX^e siècle constituent un facteur important à l'origine de la première phase de croissance rapide de la population (Mạc Đường, 1991, p. 273). En 1926, la population de l'ancienne province de *Sông Bé* était de près de 130 000 habitants (*ibid.*). Cependant, la majorité de la population était concentrée dans la partie sud (actuellement de *Bình Dương*) (Baudrit, 1936). Dans le *Bình Phước*, il n'y avait qu'à peine plus de 10 000 habitants (Nguyễn An Dương, 1997a). Entre 1926 et la fin des années 1960, la population du *Bình Phước* a augmenté par un facteur de dix et atteignait près de 130 000 habitants. Puis, de la fin des années 1960 à 2005 (35 ans), la population de la province a été multipliée cette fois par six, passant maintenant à 795 900.⁸⁷

Au cours des dernières décennies, le taux de croissance de la population a baissé sensiblement : 4,8 % par an de 1979 à 1989 et 3,3 % de 1999 à 2005 (Tableau VI.1). Quoi qu'il en soit, la croissance démographique a entraîné le doublement du poids démographique de la province dans l'ensemble du pays, de 0,5 % en 1979 à un % en 2005 (Tableau VI.1).

Tableau VI.1 : *Bình Phước*. L'évolution de la population, 1965-2005

	1965-1970	1979	1989	1999	2005
Population (habitants)	129 452(*)	237 589	384 283	653 926	795 900
Taux annuel moyen de croissance (%)	-	5,5	4,8	5,3	3,3
Proportion de la population totale du pays (%)	-	0,45	0,6	0,86	0,96

(*) : Cette donnée a été calculée en faisant la moyenne de deux sources imparfaites, l'une pour 1965, l'autre pour 1970.

Source : *Viện quốc gia thống kê*, 1966; *National Geographic Directorate*; GSO; BPSO

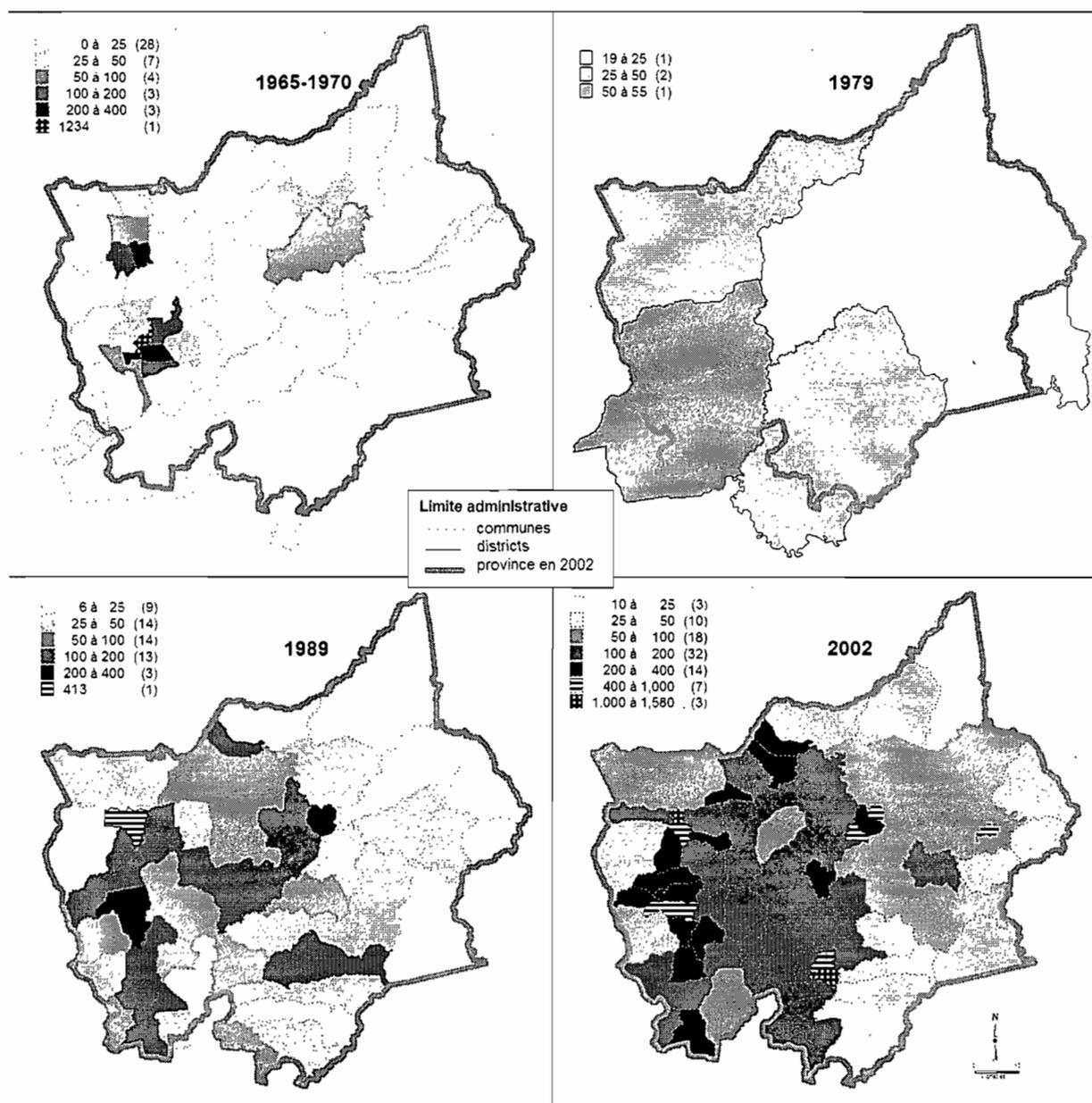
⁸⁷ Il faut être prudent lors de la consultation des données de population vers la fin des années 1960, car le pouvoir n'a recensé que la population sous son contrôle et cette région était en situation de guerre.

Avant le premier recensement de 1979, il n'existait aucun dénombrement précis de la population de la province. À cause de la guerre, les autorités du Sud n'ont recensé que les personnes sous leur contrôle, excluant ainsi toutes celles recensées par les autorités du Nord. Ainsi, pour le district de *Bù Đǎng* où, selon le dernier recensement, la population annuelle se chiffrait à plus de 2 000 habitants au cours des années 1960 (Hồ Việt Nam et al., 2004, p. 7), les autorités du Sud, quant à elles, en dénombrèrent 10 598 en 1965 (*Viện quốc gia thống kê*, 1966).

En 1970, les communes « vides » dont la densité de population comptait moins de 25 habitants au km² représentent 61 % de la population totale; en 1989, 17 %; et en 2002, 3,4 %. Depuis, il y a de plus en plus de centres d'habitat (souvent les chefs-lieux des districts et de la province) dont la densité de population représente plus de 1 000 habitants par km² (Figure VI.2)

La croissance absolue de la population a touché toutes les communes de la province et a contribué à accroître la densité de la population. D'abord, la population s'est fortement concentrée dans quelques communes de la partie occidentale (Figure VI.2), là où avaient été implantées les premières plantations au début du XX^e siècle. Cependant, les fortes densités ont eu tendance à faire progresser la population vers le nord-est de la province, soit vers la partie la plus montagneuse. La représentation diachronique des centres de gravité de la population provinciale - un autre type d'analyse spatiale (Courgeau, 1988, p. 196) - confirme bien le déplacement de la population vers le nord-est, mais de façon assez nuancée. D'abord, le centre de gravité s'est déplacé vers le sud-est (fin des années 1960 à 1989) là où de nombreuses NZE furent établies. Depuis 1989, le centre de gravité a progressé vers le nord-est. Or, ces tendances suivent celles de l'expansion agricole au cours d'une période similaire (Figure VI.3)

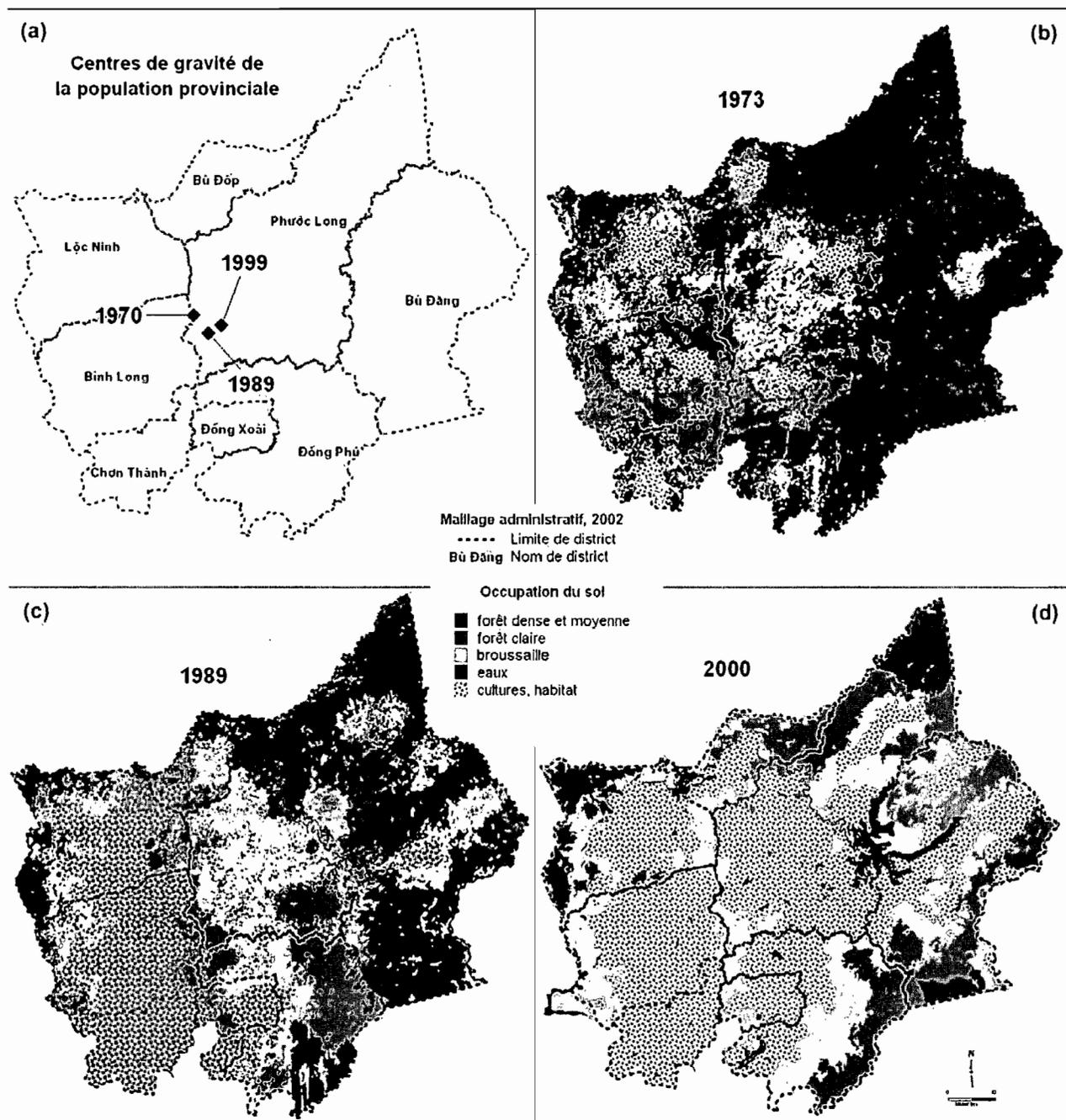
Figure VI.2 : Bình Phước. La distribution de la population par commune, 1965-2002
(Habitants par km²)



Note : Comme en 1979 les données de population à l'échelle des communes n'étaient pas accessibles, nous n'utilisons que les données à l'échelle du district afin de donner une idée générale de la distribution de la population à cette même date.

Source : Viện quốc gia thống kê, 1966; National Geographic Directorate; GSO; BPSO

Figure VI.3 : *Bình Phước*. Le déplacement des centres de gravité de population et l'évolution de l'occupation du sol, 1970-2000



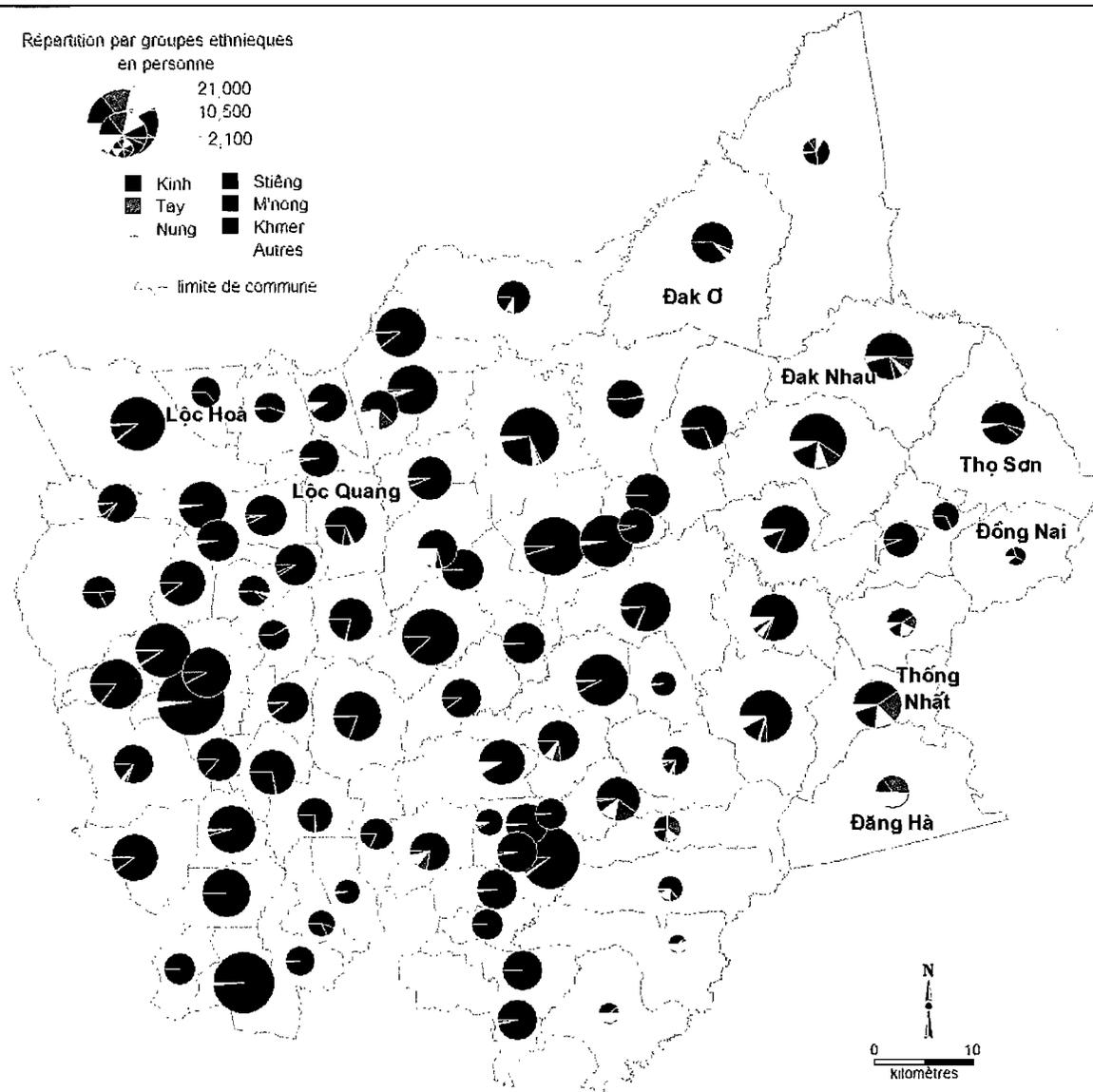
Source : Centre for Remote Sensing, Sub-Institute of Physic, NIAPP, VTGEO

1.3. Le changement de structure de la population

À partir de quelques ethnies avant le XX^e siècle, la province de *Bình Phước* rassemble actuellement (2002) 41 des 54 ethnies du *Việt Nam*. Les immigrants *kinh* et les autochtones *stiêng* forment les groupes les plus importants numériquement. Quoique

ces derniers soient toujours en croissance, les effectifs des *Kinh* s'accroissent beaucoup plus rapidement, renforçant du même coup leur caractère majoritaire (Figure VI.4).

Figure VI.4 : Bình Phước. Répartition des groupes ethniques par commune, 2002

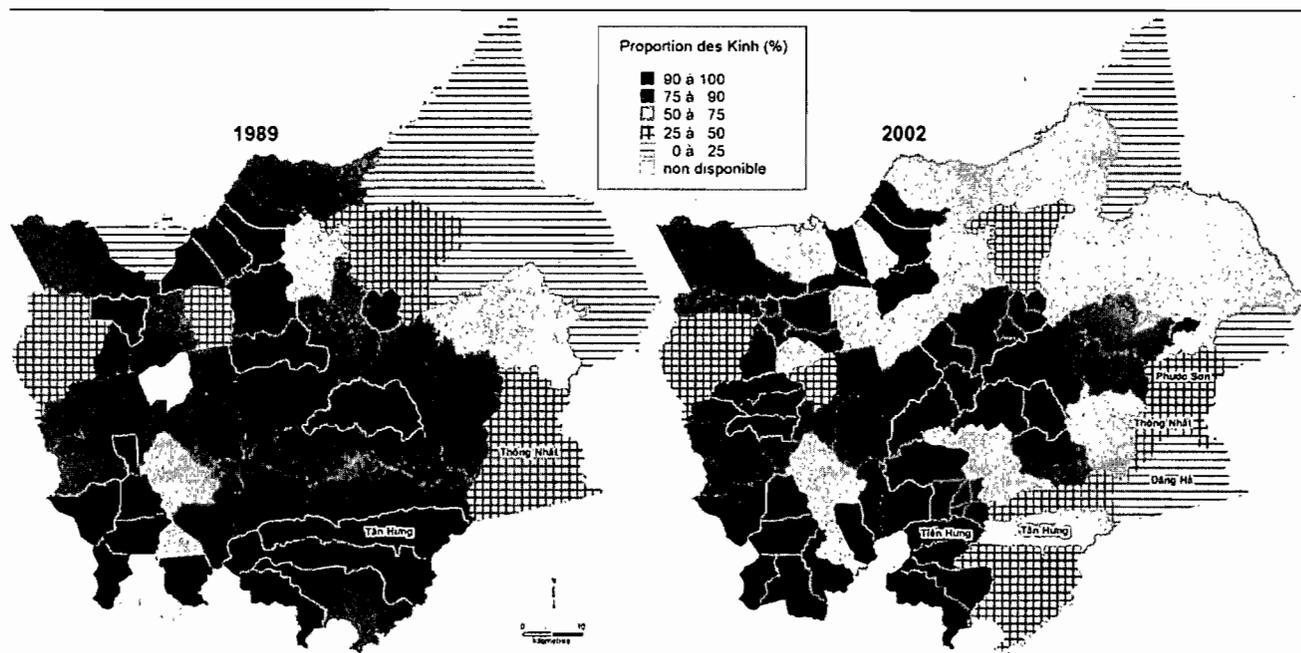


Source : BPSO, VTGEO

La localisation du peuplement *kinh* dépend largement de la localisation des postes militaires et administratifs, de la localisation des plantations d'hévéas, elles-mêmes situées à proximité de routes (Condominas, 1951; Figures VI.5 et VI.6). Tel est le cas du lieu où habite actuellement M^{me} Hai : « Lors de mon arrivée, cette région était déserte. [Après le fort développement de l'EE de *Phú Riềng* depuis le début des années 1980,] la région est devenue plus développée et peuplée », a-t-elle dit. Les minorités

ethniques, tant autochtones qu'allochtones, demeurent dans les régions éloignées (MM. Hoa, Lo, Manh). Par exemple, en 1989, il semble que le taux des *Kinh* soit élevé dans toute la commune de *Tân Hưng*, y compris la partie orientale (Figure VI.5). En réalité, les *Kinh* se concentrent en majorité dans sa partie occidentale, près de la route n° 741 (Figure VI.6). En effet, cette réalité est clairement exposée après la division de la commune de *Tân Hưng* en deux : *Tiến Hưng* et *Tân Hưng* (Figure VI.5). Cette dernière est caractérisée par un faible pourcentage de *Kinh* : « ici [*Tân Hưng*], il y a beaucoup de personnes provenant de la province de *Cao Bằng* [des *Tày* et *Nùng*], tandis que, là-bas [*Tiến Hưng*], c'est le lieu pour les gens provenant des provinces de *Thái Bình*, *Thanh Hóa*, *Hà Tĩnh*, *Quảng Bình*, *Nghệ An* [des *Kinh*] », a remarqué M. Manh.

Figure VI.5: *Bình Phước*. Évolution des *Kinh*, 1989-2002



Source : Tran Thi Que et al., 1996; BPSO

Les migrants *nùng* et *tày*, lesquels proviennent des provinces montagnardes du Nord, surtout celle de *Cao Bằng*, se trouvent principalement dans les communes orientales de la province, notamment celle de *Đặng Hà* (Figure VI.4). En 2002, ces groupes comportait quelque 67 % de la population totale de la commune, tandis qu'ils ne comptait que pour environ 5 % au sein de la population totale de la province. Notons que les *Nùng* et le *Tày* sont arrivés à *Bình Phước* avant 1975, mais ils étaient peu

nombreux⁸⁸ et sont demeurés dans la partie occidentale du *Bình Phước*. Après 1975, ils ont continué d'y migrer, mais ils ont choisi la partie orientale de la province comme lieu de résidence permanente. Leur déplacement en grand nombre vers le *Bình Phước* et les autres provinces montagnardes du Sud était une des raisons de la diminution de population dans certaines régions frontalières du Nord, par exemple le *Cao Bằng* (Tableau VI.2). Or, cette diminution nuisait à la stratégie de renforcement de la sécurité nationale. C'est pourquoi le gouvernement central n'était pas d'accord avec l'émigration des *Tày* et *Nùng* (Nông Thế Cừ, le président adjoint du Conseil populaire de la province de *Cao Bằng*, 1998). Outrepasant les directives du pouvoir, ils quittaient le Nord à titre de migrants spontanés et se justifiaient du fait qu'ils étaient Vietnamiens, tout comme les *Kinh*, ce qu'a souligné M. Van. Selon Diệp Đình Hoa (1995), archéologue et ethnographe vietnamien,

« pendant les guerres, les enfants des ethnies minoritaires comme les *Tày* et les *Nùng* ne craignaient pas de se sacrifier pour protéger le territoire des *Tây Nguyên*. Après la réunification du pays, ils ont eu des difficultés alors qu'ils y arrivaient [dans les Plateaux centraux] pour se construire une nouvelle vie. Il n'y a pas de raison qu'ils puissent donner leur sang pour protéger ce territoire, mais n'aient pas le droit de donner leur sueur pour le mettre en valeur » (pp. 45-46).

En réalité, bien que ces groupes de minorités ethniques ne reçoivent pas d'aide de l'État comme les migrants organisés des basses terres auparavant, le pouvoir les laisse migrer et s'installer dans la province de *Bình Phước* (Enquête de terrain, 2005).

Quant aux *Stiêng*, ils habitent en majorité dans l'actuelle province de *Bình Phước*⁸⁹. On en retrouve également au Cambodge dans des régions adjacentes aux provinces vietnamiennes de *Bình Phước* et *Tây Ninh* (Cừ Long Giang & Toan Anh, 1974, p. 379). Les *Stiêng*, qui ont déjà été majoritaires sur le territoire du *Bình Phước*, ont vu leur poids démographique relatif diminuer considérablement au cours des quatre

⁸⁸ En 1965, dans le Sud, la population des *Nùng* s'élevait à 41 442 habitants; les *Tày*, 5 059. Ces groupes ethniques se sont installés notamment dans les provinces de *Tuyên Đức* (partie nord de l'actuelle province de *Lâm Đồng*) et de *Bình Thuận*. Dans l'actuelle province de *Bình Phước*, on n'a que dénombré 150 *Nùng*, habitant seulement dans la partie occidentale du *Bình Phước* (A2-FBPMGRVNS-29501, 1965). En 2002, selon le BPSO, la province de *Bình Phước* contenait 18 436 *Nùng* et 18 650 *Tày*.

⁸⁹ En 1999, les *Stiêng* comptaient respectivement pour 10 % et 0,09 % de la population totale du *Bình Phước* et du *Việt Nam* (Recensement de 1999).

dernières décennies, passant ainsi de 27 % de la population totale vers la fin des années 1960 à 9 % en 2004 (Tableau VI.3).

Tableau VI.2 : Province de Cao Bằng, Nord du Việt Nam. L'impact du flux d'émigration spontanée sur la population

Districts	Population en 1989 (hab.)	Émigrants spontanés, 1986-1995 (hab.)	Taux (émigrant/population, %)	Population en 1999 (hab.)
<i>Hạ Lang</i>	29 000	11 114	38	25 900
<i>Trùng Khánh</i>	52 000	10 679	21	49 600
<i>Thông Nông</i>	26 000	5 000 à 8 000	19 à 31	22 800
<i>Hà Quảng</i>	38 000	5 000 à 8 000	13 à 21	33 900

Source: Tran Thi Que et al., 1996; Nguyễn Hữu Tiên et al., 1996; *Cartographic publishing house*, 2002

Tableau VI.3 : Bình Phước. Évolution de la population des *Stiêng*

Années	1965-1970	1979	1989	1999	2004
Habitants (1 000 pers.)	35	39	49	64	73
Proportion (%)	27	17	11	10	9

Source : *Nha Tổng giám đốc kế hoạch*, 1965; *National Geographic Directorate*; Recensements 1979 et 1999; Mạc Đường, 1991; Tran Thi Que et al., 1996; BPSO

Après 1975, il existait encore quelques communes dans lesquelles la population était principalement autochtone. Au fur et à mesure de l'arrivée massive des immigrants tant organisés que spontanés, ceci devint de plus en plus rare (Tableau VI.4). De plus en plus, on a pu observer une mosaïque de communautés d'origine ethnique différente à travers le *Bình Phước* (Mạc Đường, 1985a, p. 203)

Tableau VI.4 : Bình Phước. Évolution de la population des *Stiêng*, *Mnông* et *Khơ me* dans quelques communes, 1979-2002

(En pourcentage)

Année	<i>Đắk Nheu</i>	<i>Thọ Sơn</i>	<i>Thống Nhất</i>	<i>Đồng Nai</i>	<i>Đắk Ô</i>	<i>Lộc Hóa</i>	<i>Lộc Quang</i>
1979	99	97	95	97	90	100	73
1989	95	95	51	97	85	86	47
2002	30	40	18	66	36	37	29

Source : Đinh Văn Liên, 1985; Tran Thi Que et al., 1996; BPSO

Vers le début des années 1980 dans le *ấp* (hameau) n° 12 de la commune de *Thống Nhất* « nous [...] étions seulement des *Stiêng*. Actuellement, il y a beaucoup de

Kinh, Tây et Nùng », a dit Diêu Kh. Cependant, il y a une tendance à ce que ces groupes ethniques vivent séparément l'un de l'autre. Ainsi, les communautés autochtones où résident M. Vi, MM. Diêu Kh, Diêu H, etc. sont plutôt isolées. « Ils préfèrent habiter comme cela. Si nous les approchons, ils s'éloignent fréquemment », ont indiqué MM. Lo et Van.

2. Le développement des « régions éloignées »

2.1. Un réseau routier fort développé

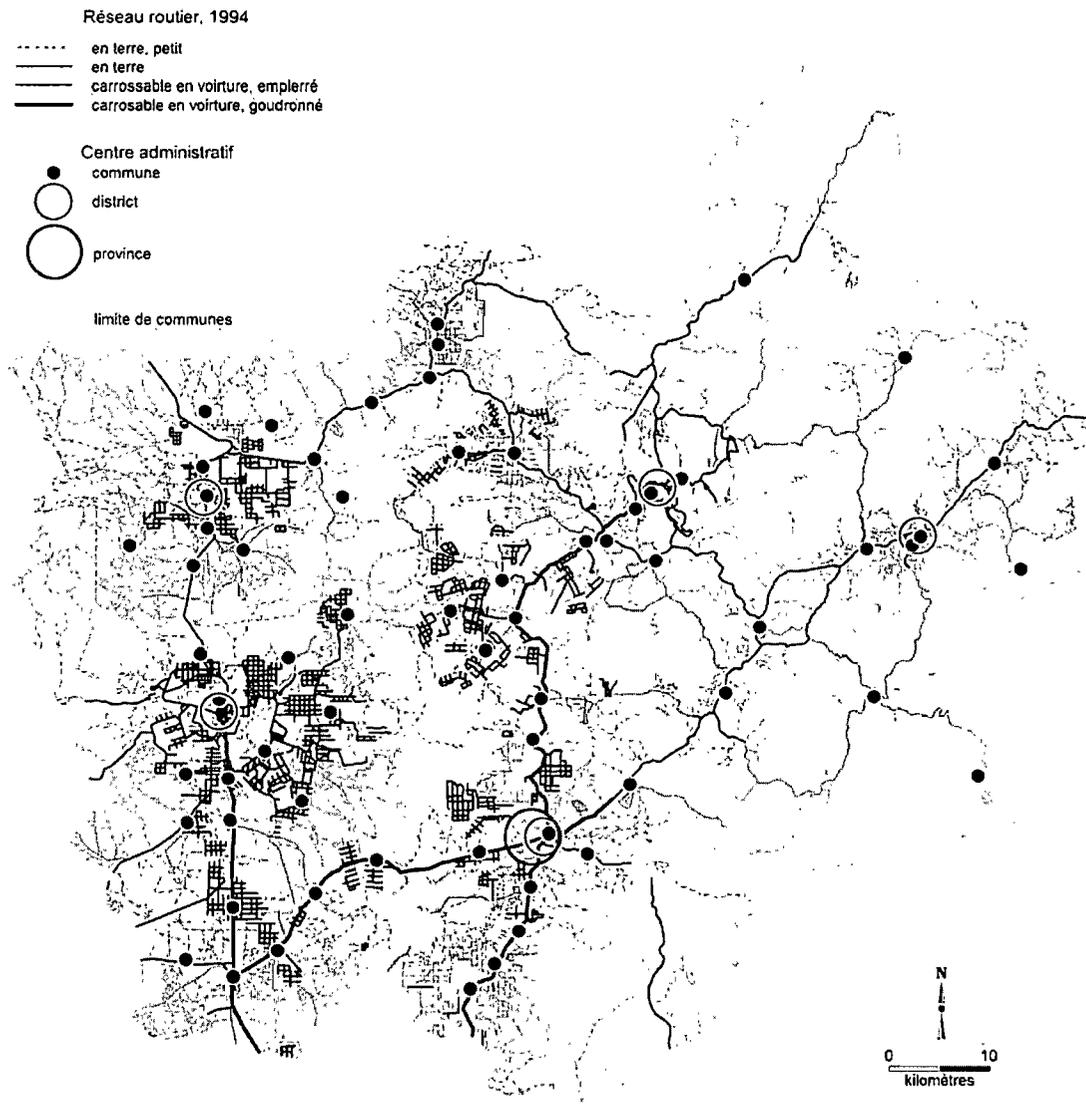
Au cours de la période coloniale française, l'accès du *Bình Phước* s'est grandement amélioré. Malgré la résistance des autochtones, le réseau routier, dont les deux plus importantes étaient les routes n° 13 et n° 14, a sans cesse été développé afin de permettre le contrôle de la région et le développement de plantations d'hévéas.

La Deuxième Guerre indochinoise a nui au réseau routier. Durant cette période, les routes étaient en mauvais état et ne convenaient qu'aux véhicules militaires possédant une grande capacité de mouvement. En fait, après 1975 même la route nationale n° 14, qui passe le chef-lieu de la province de *Đông Xoài*, « était encore petite et il était difficile d'y circuler. Les autorités ont dû prendre mon terrain pour l'élargir », a dit M^{me} K. Les routes locales « étaient très petites et appropriées aux tanks. Les bambous les couvraient », a confirmé M^{me} Hai. Au début des années 1980, dans les nouvelles entreprises de caoutchouc autour de *Đông Xoài*, « seuls les tracteurs pouvaient se déplacer. À une occasion, une voiture de l'entreprise nous a apporté des articles de première nécessité, tels que le riz, la sauce de poisson, etc. On a dû utiliser un tracteur pour l'aider à se déplacer », a raconté M. Quang.

Dès le milieu des années 1990, le réseau routier desservait presque tout le *Bình Phước*, dont la partie occidentale, reliant ensemble tous les centres administratifs (Figure VI.6). Ce réseau a été beaucoup développé depuis 1975. Ainsi, dans le jeune district montagneux de *Bù Đẳng*, selon les données fournies par les cartes (Figure VI.7), la longueur des routes carrossables est passée de 87 km à 208 km entre 1965 et 1994, puis à 352 km en 1998. Cependant, malgré la prolongation des routes, leur qualité laisse toujours à désirer. Vers le début des années 1990, M. Quy a confirmé : « La route

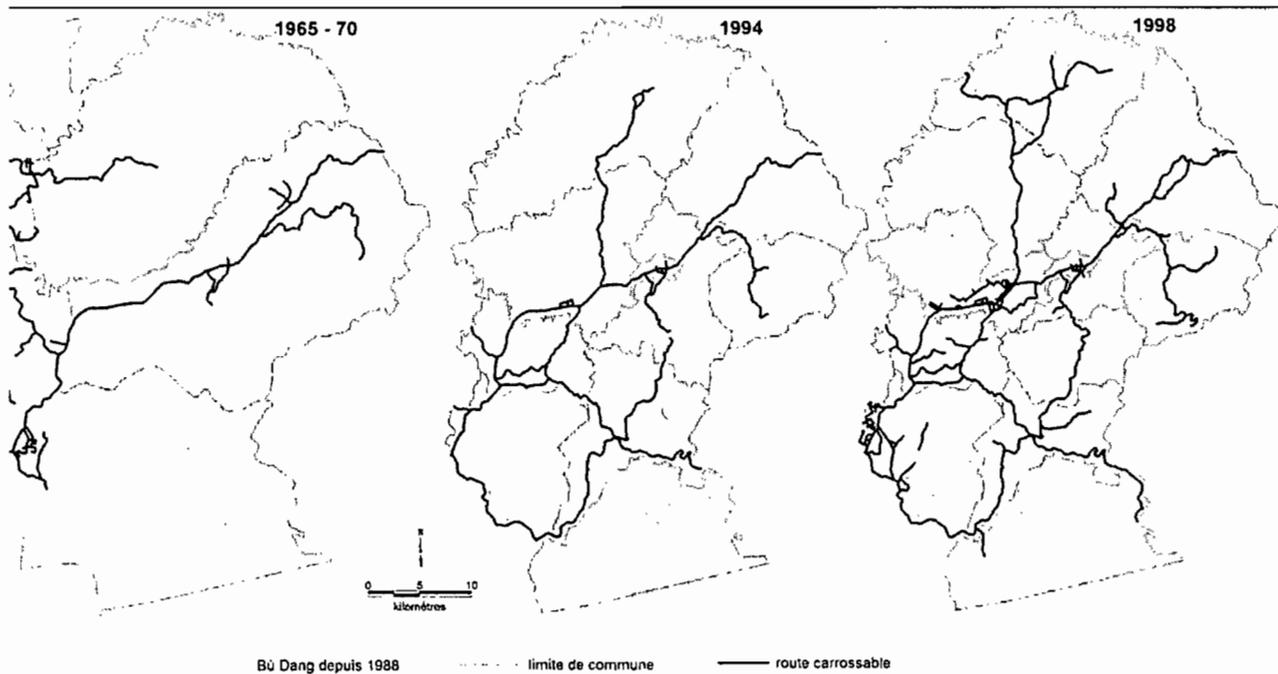
nationale n° 14 était [...] en mauvaise condition⁹⁰. Depuis, elle a été beaucoup améliorée », une situation similaire à ce qui s'est passé ailleurs au pays. Alors, « il ne me faut maintenant que deux journées et une nuit pour aller d'ici [*Bù Đãng*] au Nord au lieu de trois journées et deux nuits au début des années 1990 », a dit M. Huan, originaire de la province montagnaise de *Cao Bằng* (Enquête de terrain, 2005).

Figure VI.6 : *Bình Phước*. Le réseau routier et les centres administratifs, 1994



Source : *Tổng cục Địa chính* (23 feuilles de cartes topographiques 1/50 000), 1995

⁹⁰ Malgré sa piètre qualité, l'état des routes au *Bình Phước* est supérieur à la moyenne du pays. En fait, en 1994, toutes les routes donnant accès au centre des communes étaient asphaltées. Ce taux était de 87,9 % pour l'ensemble du pays, mais, pire encore, de 62,7 % et de 84,5 % dans les provinces montagneuses de *Cao Bằng* et *Lạng Sơn* respectivement (TCTK, 1995).

Figure VI.7 : *Bù Đãng*. L'évolution des réseaux routiers, 1965-1998

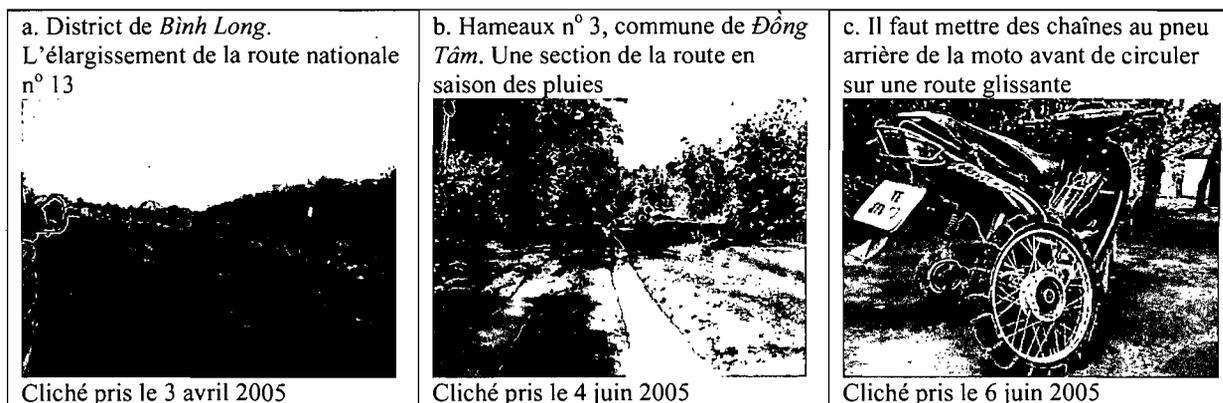
Source : *National Geographic Directorate; Tổng cục Địa chính*

Depuis la création de la province de *Bình Phước* en 1997, le réseau routier s'est encore fortement amélioré à l'aide du financement de l'État. Le fonds d'investissement a été augmenté de plus de 10 fois, passant de 16 milliards de *đồng* en 1997 à 172 milliards en 2003 (Trần Phương, 2003). En 1994, les routes nationales n° 13 et 14 étaient en mauvais état et n'étaient goudronnées que sur quelques sections (Figure VI.6). Par contre, en 2005 elles étaient de très bonne qualité, complètement goudronnées et en phase d'être élargies (Photo VI.1a). La plupart des véhicules pouvaient facilement circuler sur ces routes à une vitesse d'environ 50 km/h⁹¹. Plusieurs routes locales donnant accès même aux communes éloignées de *Bù Gia Mập* et *Đặng Hà* ont également été améliorées. Par exemple, en 1994, la route de *Đặng Hà* à *Thống Nhất* était en terre (Figure VI.6), et même « certaines sections étaient couvertes par des bambous à longs entrenoeuds. En saison des pluies, j'ai perdu quelques heures pour aller de *Đặng Hà* à *Thống Nhất* », a averti M. Yen. En 2005, cette route a été totalement goudronnée, et pendant la saison des pluies l'itinéraire qu'avait emprunté M. Yen m'a pris environ 40 minutes. Notons qu'il existe plus loin des sections de la route sur

⁹¹ En 2005, j'ai emprunté toute la section de la route nationale n° 14 qui traverse la province de *Bình Phước* et celle de la n° 13 qui passe par les districts de *Bình Long* et *Chơn Thành*.

lesquelles il est impossible de circuler en voiture et très difficile en moto (Photo VI.1b). C'est d'ailleurs pourquoi une personne du *ấp* 3 (hameau n° 3) de la commune de *Đông Tâm* n'a pu me conduire plus loin dans son hameau.

Photo VI.1 : *Bình Phước*. Situation des routes



Les chemins en terre qui conduisent aux « *rẫy* » sont fréquemment difficiles à emprunter en saison des pluies. Lorsque la route est glissante, il faut diminuer la vitesse. Parfois on ne peut pas circuler bien qu'on mette des chaînes aux pneus de la moto (M. Xuan) (Photo VI.1c). Alors, quelques personnes (Duoc, Van, les enfants de M^{me} Bui) doivent de temps en temps dormir près de leur « *rẫy* ». Ces personnes risquent d'être atteintes de la malaria. En fait, lors de ma visite en 2005, les enfants de M^{me} Bui étaient encore en crise du paludisme.

L'expansion du réseau routier a favorisé le développement des services de transport et réduit les frais de circulation des marchandises et des passagers. En 1999, après l'asphaltage de la section de la route nationale n° 14 entre *Thọ Sơn* et *Đông Xoài*, on a constaté que

« l'intensité du trafic des véhicules sur de longues distances a doublé. [Auparavant,] il n'y avait que deux bus dans la station de *Bù Đãng* et le tarif pour le transport entre *Bù Đãng* et *Đông Xoài* était de 20 000 *đồng* par passager; actuellement, il y a 17 bus et le tarif est de 13 000 *đồng* pour la même distance. » (Đạt Toàn, 1999)

Dans les communes éloignées (par exemple *Thống Nhất*), alors que le réseau routier était moins développé, « nous avons perdu souvent une journée pour aller au marché, quelle situation misérable ! Actuellement, c'est beaucoup plus pratique », a confirmé Diêu D. Si l'on ne veut pas aller au marché, on peut attendre les commerçants *kinh* qui apportent tous les matins de la nourriture et d'autres articles de première nécessité dans

leur hameau (Diêu D, Diêu K). Par contre, « au moment où la route était en mauvais état, il y avait très peu de *Kinh* venant dans cette région », a jugé M. Cho.

Bien que le développement du réseau routier ait entraîné de bons résultats en termes socio-économiques, son impact sur les forêts a été en fait beaucoup plus négatif, alors que l'accès aux espaces forestiers est devenu plus facile. Par ailleurs, la croissance rapide des voies de communication contribue à augmenter la vitesse d'urbanisation et la valeur de la terre.⁹² Il est évident que cette valeur est toujours élevée dans les régions plus développées et/ou plus urbanisées, par exemple dans le cas des deux provinces de *Đông Nai* et *Bình Phước* (Tableau VI.5).

Tableau VI.5 : *Đông Nai* et *Bình Phước*. Prix de la terre permettant des cultures pluriannuelles, 2008

Prix	<i>Đông Nai</i>		<i>Bình Phước</i>	
	District de <i>Tân Phú</i>	Chief-lieu de <i>Biên Hòa</i>	District de <i>Đông Phú</i>	Chief-lieu de <i>Đông Xoài</i>
1 000 <i>đồng</i> /m ²	10 – 24	30 – 316	8 - 16	20 - 55

Source: Décret n° 2656/QĐ-UBND de la province de *Bình Phước*, décembre 2007; Décret n° 69/2007/QĐ-UBND de la province de *Đông Nai*, décembre 2007.

Plusieurs paysans considèrent cet écart du prix de terre entre des régions comme une opportunité alléchante d'acquérir de nouvelles terres agricoles. Ils vendent leurs terres qui sont pauvres et petites dans les régions développées (par exemple le *Đông Nai*) et puis achètent de nouvelles terres qui sont riches et étendues, mais situées dans des régions peu développées (par exemple le *Bình Phước*). MM. Son, Mac, Hoa, Duong, Cong... ont utilisé un tel stratagème (Enquête de terrain, 2005).

2.2. Le réseau d'électricité

Parallèlement avec le développement du réseau routier, les autorités ont également considéré que l'électrification des régions rurales constituait un objectif important, ceci afin « [d'] apporter la lumière culturelle et de conjurer les ombres de la

⁹² Chez M. Lo, loin de la route n° 741, « ma terre ici avait auparavant une faible valeur. Après la construction par l'État d'une route importante, sa valeur est devenue trois ou quatre fois plus élevée qu'auparavant. Elle est maintenant de trois millions de *đồng* par mètre de long. Elle montera encore après que la route soit asphaltée » a-t-il dit. À côté de la même route n° 741, la valeur de « ma terre est de huit millions de *đồng* par mètre de long après que l'État y a fait des voies de communication et amené l'électricité. Elle ne valait que 0,8 million de *đồng* par mètre de long il y a deux ans », a insisté M. Duy (Enquête de terrain, 2005).

« nuit et la pauvreté » (Tân, 2003). Avant la création du *Bình Phước* en 1997, 16,6 % de la population avait accès à l'électricité. À l'aide des investissements étatiques, ce taux atteignait 52 % à la fin de l'année 2003 (*ibid.*) et continue depuis à croître. Les compagnies d'électricité de l'État construisent le réseau de distribution jusqu'à des centres d'habitation. Les paysans font brancher à leurs frais leur résidence sur ce réseau. Les frais d'installation varient selon la distance entre le réseau de distribution et la résidence, le nombre d'abonnés et la situation économique du ménage (par exemple : Quan a dû payer 1,4 million de *đồng* au lieu de 1,9 million, car sa famille a été classée comme ménage pauvre; Tableau VI.6).

Tableau VI.6 : Frais de branchement au réseau de distribution d'électricité

Ménage	Duong	Cai	Ca	Quan	Sin et son voisin	Mac	Voisins de Vi
Millions <i>đồng</i>	7	3	> 2	1,4	4	0,7	1,5

Source : Enquête de terrain 2005

Bien qu'au départ les frais d'installation soient élevés, les paysans ne doivent payer ensuite que quelque 550 *đồng* par kilowattheure (kWh). Par contre, les ménages étant incapables de payer les frais d'installation peuvent tout de même se brancher, mais ils doivent ensuite payer plus cher leur consommation d'électricité. Pour ces derniers, il est très important d'avoir tout de même accès à l'électricité parce que ceci leur permet de « développer leur savoir » (Van), « pomper de l'eau » (Tuy, Bui) ou simplement pour « produire du vent frais grâce au ventilateur électrique » (Mac). M^mc Bui payait 2 000 *đ*/kWh, Vi 1 500, Manh 1 500 et Diêu Kh 2 300 (Enquête de terrain, 2005). Soit ce sont des personnes dont la maison se trouve très loin du réseau de distribution, soit elles sont pauvres et n'ont pu payer immédiatement le coût de branchement.

Notons que la répartition inégale du réseau d'électricité tout comme d'autres services publics (école, hôpital, routes) entre les lieux peut facilement occasionner des conflits entre différents groupes ethniques (Mạc Đường, 1991, p. 323). Même si l'État peut économiser des frais d'installation et accélérer l'électrification des régions rurales par la construction du réseau par des paysans, le résultat final est un réseau d'électricité de faible qualité et entraînant de grandes pertes d'énergie. Ainsi, les paysans doivent payer les frais de consommation plus élevés, mais la qualité du service est faible. Ainsi,

M^{me} Bui a dû payer un fort prix pour l'électricité, mais le courant était insuffisant pour faire fonctionner sa pompe électrique (Enquête de terrain, 2005).

2.3. Unités administratives

C'est en 1698 que le territoire actuel de Bình Phước a été pour la première fois intégré à la société vietnamienne par les seigneurs *Nguyễn* (Nguyễn Đình Đầu, 1991, p.161; Nguyễn An Dương, 1997b). Afin de « se rapprocher » des citoyens et d'appliquer les lois, les Nguyễn ont divisé cette région en unités administratives en niveaux successifs. Au XIX^e siècle, ils ont commencé à cadastrer en quelques endroits dans la partie ouest (*Bình Long* et *Lộc Ninh*) ainsi qu'au sud de l'actuel district de *Đồng Phú* (*ibid.*). Jusqu'au début du XX^e siècle, la partie nord-est du *Bình Phước* (l'actuel district de *Bù Đẳng*) était encore une région séparée des États « modernes » (Hò Việt Nam et al., 2004, p. 5). Cette région a été enfin intégrée dans l'actuel *Việt Nam* avec l'avancée des Français.

Depuis lors, une multitude de maillages territoriaux ont été créés afin de bien administrer le territoire et exploiter les forêts et les terres rouges du *Bình Phước* (Nguyễn Đình Đầu, 1991; Langlet & Quách, 2001). Suite à la réunification en 1975, alors que plusieurs milliers de personnes immigraient chaque année au *Bình Phước*, les changements au maillage administratif ont été particulièrement importants et rapides.

Au niveau provincial, depuis le milieu du XIX^e siècle, l'actuel territoire de *Bình Phước* a été inclus dans une ou partagé entre deux provinces (Tableau VI.7). Depuis sa création en 1997, le *Bình Phước* a maintenu ses limites territoriales.

Tableau VI.7 : Le territoire du *Bình Phước* depuis 1958

1858	1930	1957	1975(*)	Depuis 1997
<i>Biên Hòa</i>	<i>Biên Hòa</i> et <i>Thủ Dầu Một</i>	<i>Phước Long</i> et <i>Bình Long</i>	<i>Sông Bé</i>	<i>Bình Phước</i>

(*) Dès après le mois d'avril 1975, dans le mouvement de l'unification des provinces, les trois provinces (*Bình Long*, *Phước Long* et *Thủ Dầu Một*) ont été groupées pour créer la province de *Bình Thủ*. Cependant, ce toponyme de *Bình Thủ* a existé pour une très courte période. En juillet de la même année, une nouvelle province a été créée à partir de la province de *Bình Thủ* et les trois communes (An Bình, Bình An et Đông Hoa) du district de *Thủ Đức*, HCMV (Nguyễn Đình Đầu, 1991, p. 236). Comme certaines provinces du Sud (*Đồng Nai*, *Tiền Giang*, *Hậu Giang*, etc.), cette nouvelle province a été baptisée du nom de la rivière qui y passe : *Sông Bé*.

Source : Nguyễn An Dương, 1997b; adapté de Langlet & Quách, 2001

Au niveau des districts et communes, on note entre 1979 et 2004 des dizaines de changements au maillage administratif du territoire⁹³ et un accroissement constant du nombre d'unités administratives (Tableau VI.8).

Tableau VI.8 : Binh Phước. Nombre des unités administratives, 1979-2004

Nombre	1979	1989	1999	2004
districts	4	5	6	8
communes	49	54	80	87

Source : *National Geographic Directorate; GSO; Cartographic publishing house, 2002*

Dans les régions des « terres neuves » comme le *Binh Phước*, la modification et l'augmentation des unités administratives visent, selon le pouvoir, à « gouverner les nouveaux arrivants, bien gérer l'administration civile et assurer l'ordre social et la sécurité » (Décret n° 95-CP du 27 mars 1980). Plusieurs nouveaux arrivants partagent cet avis. « Lorsqu'il y a un grand nombre de nouveaux immigrants, il faudrait établir de nouvelles unités administratives pour mieux administrer la société », a dit M. Lo. Au départ, « nous vivions dans l'anxiété, car le pouvoir était encore simple », a affirmé M. Ca. M. Manh a souligné que la situation était anarchique. M. Van en a parlé avec plus de détails : « Les forts demeurent, les autres devaient quitter. On y appliquait la « *luật rừng* » (« loi de jungle »). La loi était loin chez nous. Si un problème survenait, les autorités ne pouvaient arriver à temps ». Par exemple : un jour au début des années 1990, M. Le a été blessé lors d'un conflit violent avec son voisin. À l'époque, il habitait dans le territoire de la commune fort étendue de *Đông Xoài*, à près de 20 km du centre administratif. Aujourd'hui, sa résidence se trouve dans la commune de *Đông Tâm*⁹⁴ dont le centre administratif n'est qu'à quelques kilomètres de chez lui. « Si notre ancien conflit avait lieu aujourd'hui, nous pourrions plus aisément le régler à l'aide des pouvoirs locaux », a remarqué M. Le. « Après la création des nouvelles communes, tout s'améliore », a conclu M. Manh. Le renforcement de l'application de la loi via la

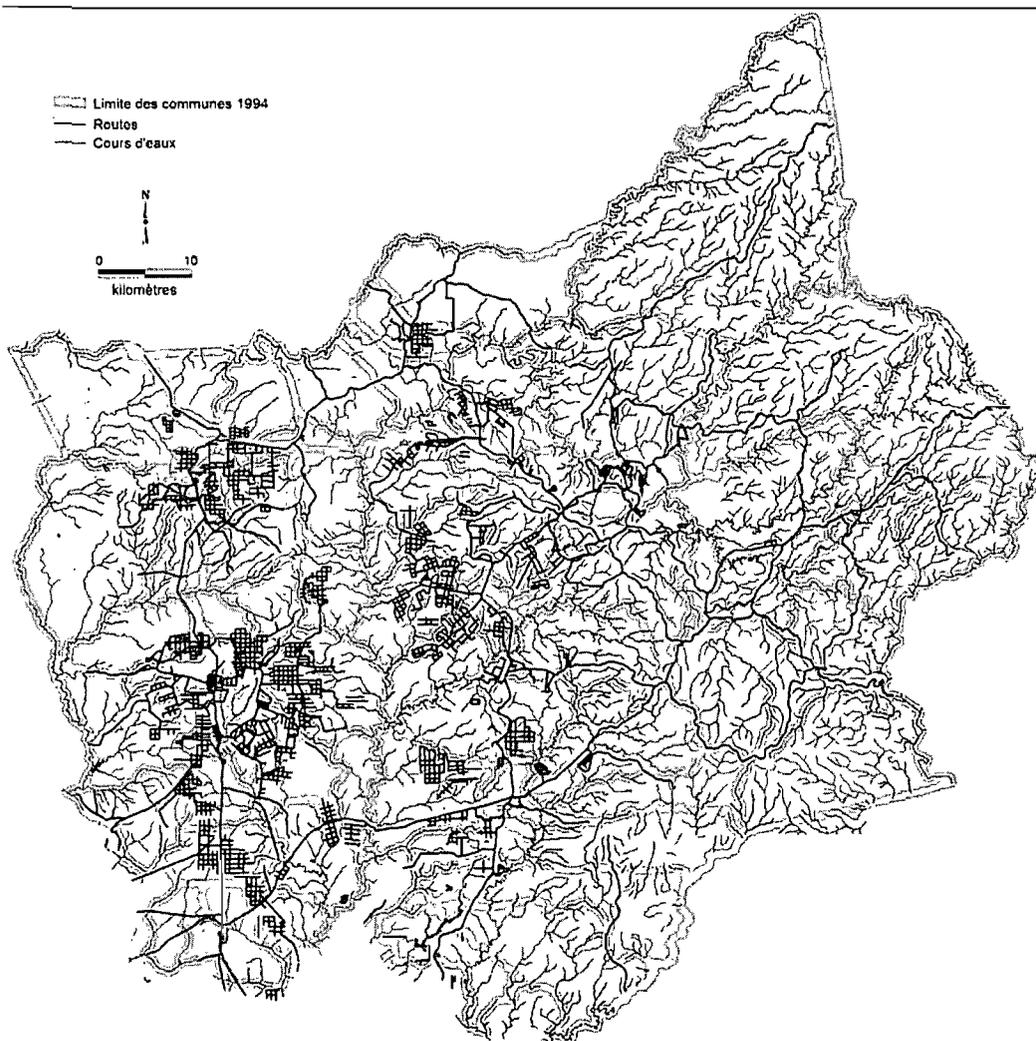
⁹³ Dans le livre intitulé « *Việt Nam - Những thay đổi địa danh và địa giới hành chính (1945-2002)* [Việtnam, les changements des toponymes et des limites administratives (1945-2002)] », Nguyễn Quang Ân (2003) a énuméré les détails des unités administratives à différentes périodes, noté les dates de création, de modification et d'abolition des unités administratives, décrit ses positions géographiques et populations. Il y manque cependant les cartes, de sorte qu'on a des difficultés de savoir la forme des unités administratives et de suivre concrètement leurs changements.

⁹⁴ En août 1994, une partie de la commune de *Đông Xoài* a été détachée pour la création de la commune de *Đông Tâm*. En février 2002, celle-ci a été divisée en deux communes : *Đông Tiến* et *Đông Tâm* (Nguyễn Quang Ân, 2003).

multiplication du maillage administratif améliore la sécurité des migrants et, en conséquence, contribue à retenir les immigrants dans la nouvelle zone de *Bình Phước*.

Quant aux limites territoriales, le maillage administratif de la province de *Bình Phước* a été tracé en suivant des bornes naturelles et humaines faciles à déterminer et par nature peu sujettes à se modifier (par exemple les rivières, les routes)⁹⁵. En 1994, les limites des communes de la province mesuraient plus de 2 191 km dont plus de 1 522 km (69 %) et près de 200 km (9 %) suivaient respectivement les réseaux hydrographique et routier (Figure VI.8).

Figure VI.8 : *Bình Phước*. La limite des communes et les réseaux hydraulique et routier, 1994



Source : *Tổng cục Địa chính* (23 feuilles de cartes topographiques 1/50 000)

⁹⁵ Tout comme dans les pays neufs (par exemple le Canada et les États-Unis), on a divisé le territoire d'une façon efficace, mais brutale, selon un patron en damier (Brunet, 2001, p. 161)

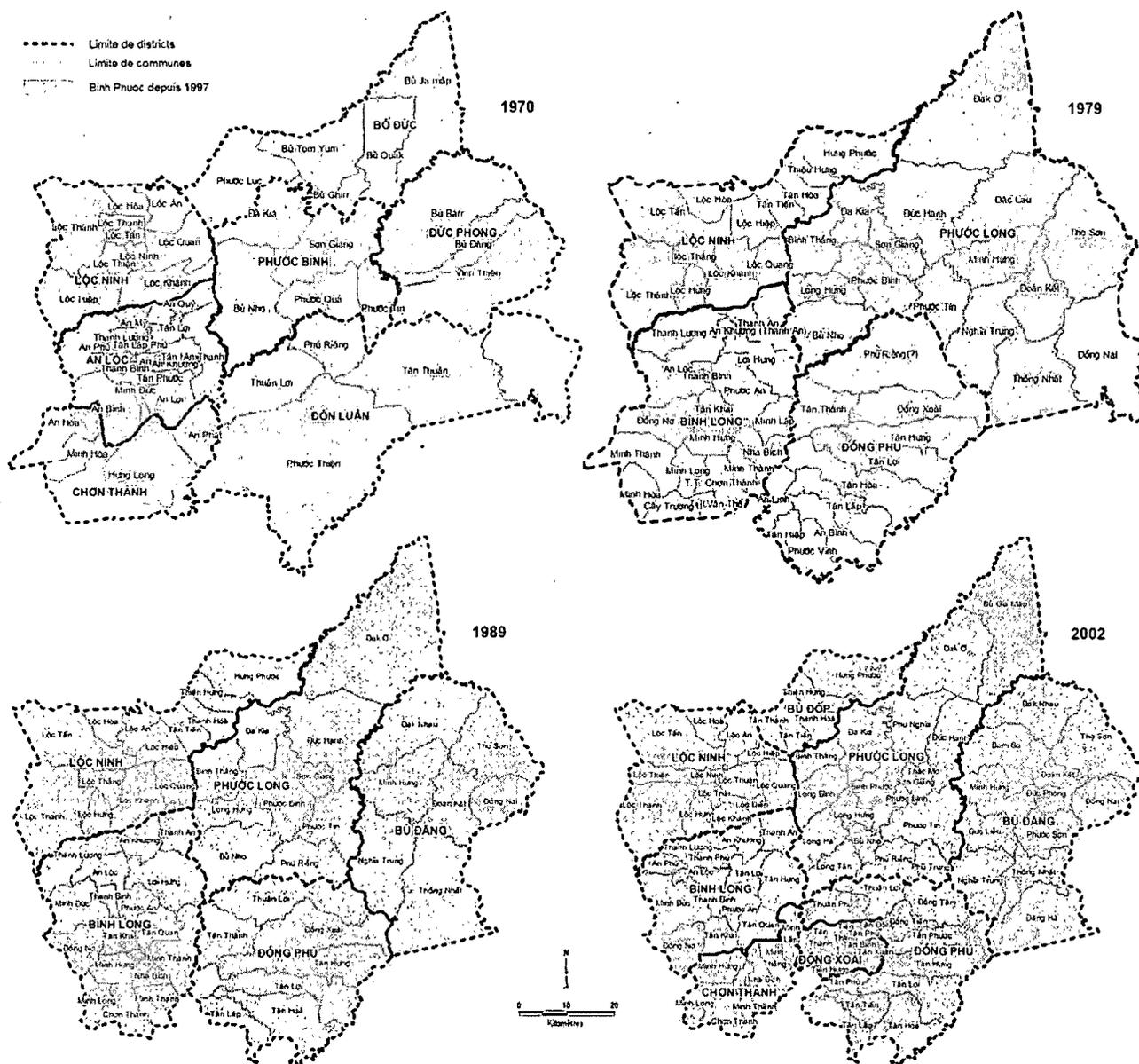
Il existe un contraste plutôt commun : la taille des mailles est inversement proportionnelle à la densité de la population et à la richesse. Les régions marginales, moins mises en valeur au plan économique et peu peuplées, sont moins découpées. Ce sont les districts de *Bù Đãng* et de *Phước Long* (Figures VI.2 et VI.9). À l'inverse, les régions centrales, plus riches et fort peuplées, sont très découpées. Ce sont les communes du district urbain de *Đông Xoài* et des districts de *Lộc Ninh* et de *Bình Long* où ont été établies les premières plantations. Ainsi, alors que la plus grande commune de *Bình Phước*, *Bù Gia Mập*, couvre 350 km² et possède une densité de population de 12 habitants par km² (2002), la plus petite commune, *Tân Bình*, fait 4,9 km² et comporte la plus importante densité de population, soit près de 1 600 habitants par km².

Plus important encore, le changement du maillage administratif a été fortement influencé par l'établissement et le développement des NZE depuis 1975. Jusqu'à la fin de l'année 1980, dans la province de *Sông Bé*, 54 nouvelles communes ont été créées dans le cadre des NZE, alimentées par des milliers immigrants (Mạc Đường, 1985a, p. 201). La commune de *Tân Lập*, une des 54 communes, a été établie « lors de l'arrivée des immigrants organisés [originaires de l'arrondissement n° 10 de HCMV, y compris M. Bi]. Avant 1975, cette région était encore déserte et appartenait autrefois à *An Bình* [commune de *An Bình*, province actuelle de *Bình Dương*] », a mentionné M^{me} Vi. Les limites des districts ont aussi été modifiées selon celles des entreprises étatiques afin d'unifier les maillages administratifs et économique (*Sông Bé*, 1985; Décret 159-CP avril 1981)

Au plan du nom propre du lieu, depuis 1975, les toponymes de nombreuses unités administratives, surtout ceux qui avaient été baptisés par l'ancien régime du Sud, ont été changés par le régime de *Hà Nội*, comme en témoigne les cartes de 1970 et de 1979 (Figure VI.9). De plus, la limite des nouvelles unités administratives n'est plus basée sur celle qui avait été tracée par l'ancien régime (Figure VI.10). Ceci part de l'idée selon laquelle on doit annihiler tout ce qui appartient à l'ancien régime (Đặng Nghiêm Vạn, 1989, p. 70) et « *eradicate capitalistic and neo-colonialistic influences* » (Desbarats, 1987, p. 45). Par ailleurs, cela confirme la volonté et le pouvoir du nouveau régime communiste dans l'édification du socialisme après sa victoire de 1975. Depuis lors, il y a aussi beaucoup de changements du maillage administratif, mais ces changements ne sont plus en rupture avec le passé et les nouvelles unités

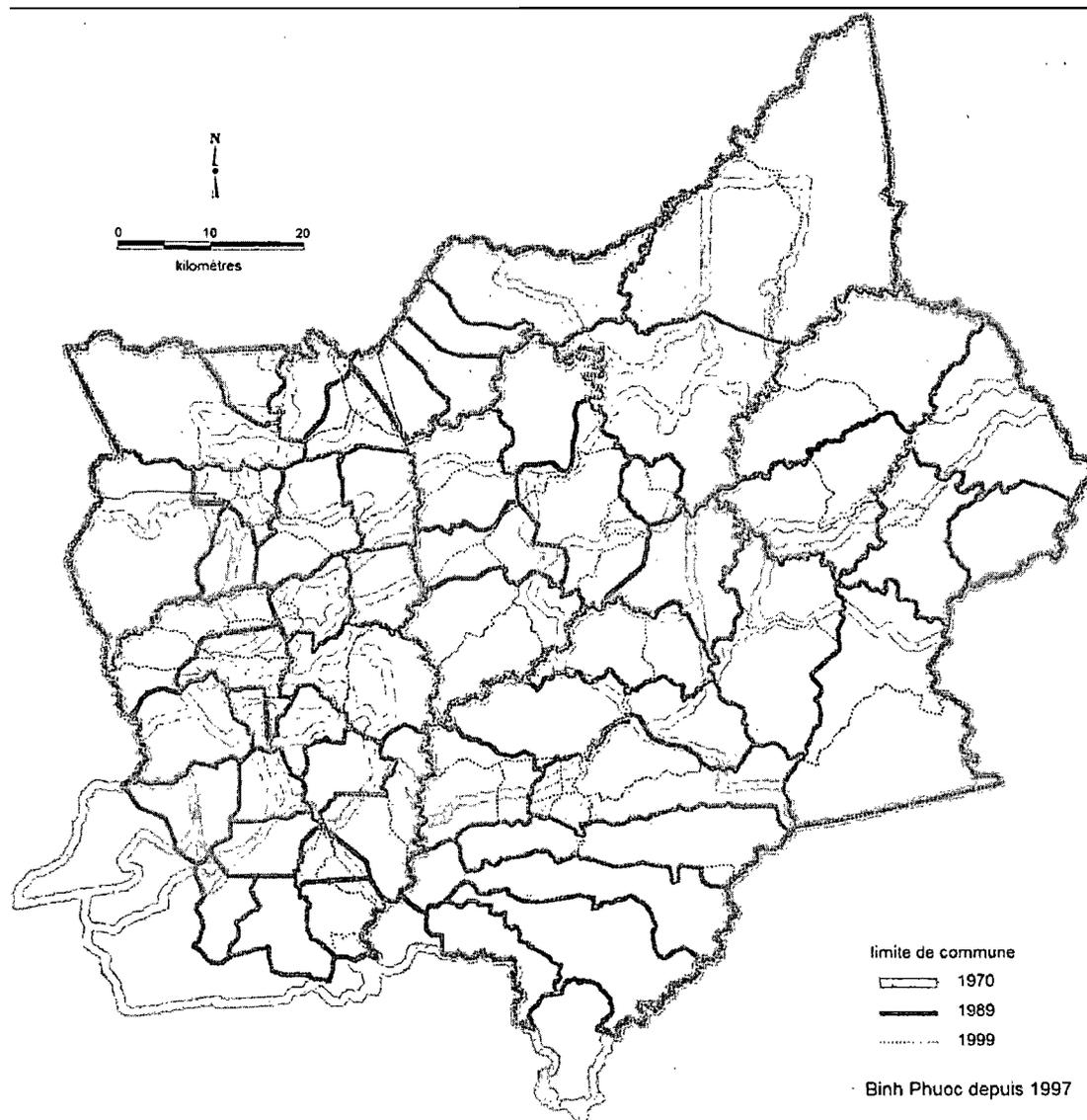
administratives sont souvent basées sur les anciennes unités, tant pour les limites retenues que pour les toponymes choisis (Figures VI.9 et VI.10).

Figure VI.9 : Bình Phước. Les changements du maillage administratif, 1970-2002



Source : National Geographic Directorate; Trần Kim Thạch et al., 1991; Nguyễn Đình Đầu, 1991; Cartographic publishing house, 2002

Figure VI.10 : Évolution du maillage administratif, 1970-1999



Source : *National Geographic Directorate*, 1971; Trần Kim Thạch et al., 1991; Nguyễn Đình Đầu, 1991; *Cartographic publishing house*, 2002

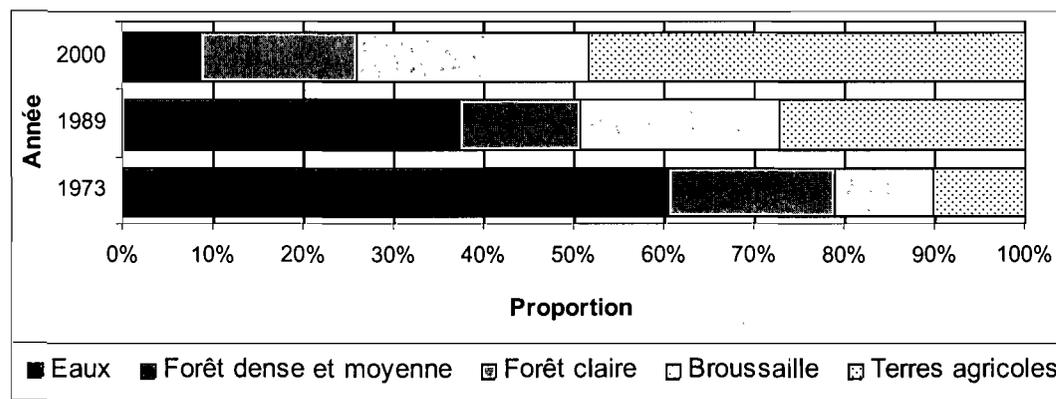
3. Les transformations de l'utilisation du sol

3.1. L'évolution de l'occupation du sol de 1973 à 2000

En 1973, presque 80 % du territoire de la province était encore couvert par divers types de forêts (Figure VI.11). Les forêts de forte et moyenne densité y étaient plus de trois fois plus importantes que les forêts claires. Les broussailles occupaient 11 % du territoire et les terres cultivées, surtout l'hévéaculture, quelque 10 %. Toujours à cette époque, la distribution des types d'occupation du sol variait fortement selon les districts (Figure VI.3b et Tableau VI.9). Premièrement, la forêt dense et la forêt

moyenne se trouvaient principalement dans la partie orientale, soit les districts de *Đông Phú* (71 % de la superficie totale du district), *Đông Xoài* (65 %), *Phước Long* (66 %), *Bù Đốp* (74 %) et surtout *Bù Đăng* (92 %). Une assez grande part du même type de forêt était présente dans le district nord-ouest de *Lộc Ninh* (41 %), dans sa région frontalière avec le Cambodge. Deuxièmement, la forêt claire et les broussailles, lesquelles proviennent de la dégradation des forêts denses et moyennes, étaient largement présentes dans les districts occidentaux de *Lộc Ninh* (39 % de la superficie totale), *Bình Long* (64 %) et *Chơn Thành* (62 %), à des altitudes moins élevées. Troisièmement, les terres agricoles, qui comptent pour un peu plus de 10 % du territoire, apparaissaient essentiellement discontinues et étaient concentrées dans les districts occidentaux.

Figure VI.11 : *Bình Phước*. L'évolution de l'occupation du sol, 1973-2000



Source : calculé à partir des cartes d'occupation du sol de 1973, 1989 et 2000 (Figure VI.3)

La comparaison de la carte de 1973 avec celle de 1989⁹⁶ (Figure VI.3b, c) permet de constater des changements plutôt remarquables dans l'occupation du sol (Tableau VI.9). Tout d'abord, tous les types de forêts ont subi une coupe en règle, mais la régression des forêts denses et moyennes a été plus forte (de 60 à 37 %) et a été particulièrement spectaculaire dans les districts méridionaux de *Đông Phú*, *Đông Xoài* et *Chơn Thành*. Deuxièmement, la part des broussailles, qui résultent de l'exploitation forestière ou de la régénération des terres agricoles en jachère, a doublé, passant de 11 à 22 %. Troisièmement, le territoire cultivé a été multiplié par près de trois. Cette

⁹⁶ Notons que les limites de la période 1973-1989 coïncident assez bien avec la réunification du pays en 1975 et le début du *Đổi mới* en 1986. Cette période (1975-1986) a été caractérisée par la création des NZE, des coopératives agricoles et des entreprises étatiques.

expansion s'est produite en marge des zones cultivées en 1973 ainsi que dans le sud-ouest. Ainsi, dans les districts de *Chon Thành*, *Bình Long* et *Đông Xoài*, la part des terres cultivées a augmenté de 24 à 92 %, de 26 à 74 % et de 14 à 58 % respectivement.

Tableau VI.9 : Bình Phước. Évolution de l'occupation du sol par district, 1973-2000

District	Eau		Forêt dense et moyenne		Forêt claire		Broussailles		Terres agricoles	
	km ²	%	km ²	%	km ²	%	km ²	%	km ²	%
1973										
<i>Đông Phú</i>	0,4	0,0	649	71	124	14	73	8	71	8
<i>Đông Xoài</i>			114	65	31	18	5	3	25	14
<i>Phước Long</i>	1,8	0,1	1 217	66	199	11	331	18	100	5
<i>Lộc Ninh</i>	0,1	0,0	345	41	173	20	165	19	166	20
<i>Chon Thành</i>	0,2	0,1	47	13	180	52	35	10	85	24
<i>Bình Long</i>			77	10	462	59	41	5	205	26
<i>Bù Đăng</i>			1 367	92	41	3	65	4	10	1
<i>Bù Đốp</i>			279	74	27	7	33	9	36	10
Province	2,5	0,0	4 094	60	1 237	18	749	11	698	10
1989										
<i>Đông Phú</i>	4,8	0,5	183	20	348	38	239	26	143	16
<i>Đông Xoài</i>			3	2	38	21	33	19	101	58
<i>Phước Long</i>	2,7	0,1	753	41	307	17	606	33	180	10
<i>Lộc Ninh</i>	0,3	0,0	250	30	63	7	159	19	376	44
<i>Chon Thành</i>			2	1	17	5	9	3	319	92
<i>Bình Long</i>	2,4	0,3	57	7	38	5	104	13	584	74
<i>Bù Đăng</i>			1 049	71	60	4	290	20	83	6
<i>Bù Đốp</i>			212	56	44	12	65	17	55	15
Province	10	0	2 510	37	914	13	1 506	22	1 841	27
2000										
<i>Đông Phú</i>	8	0,9			235	26	362	39	313	34
<i>Đông Xoài</i>	1	0,4				0	49	28	126	72
<i>Phước Long</i>	44	2,4	198	11	287	16	332	18	987	53
<i>Lộc Ninh</i>	5	0,6	203	24	26	3	241	28	374	44
<i>Chon Thành</i>			1	0			10	3	337	97
<i>Bình Long</i>	5	0,6	1	0			200	25	580	74
<i>Bù Đăng</i>	51	3,4	57	4	467	31	457	31	451	30
<i>Bù Đốp</i>	8	2,2	11	3	150	40	82	22	124	33
Province	123	1,8	471	7	1 164	17	1 732	26	3 291	49

Source : Figure VI.3 b, c, d

Tel qu'illustré par la carte de 2000 (Figure VI.3d), l'expansion des terres cultivées s'est poursuivie dans les années 1990. Les terres agricoles ont ainsi atteint 49 % du territoire en 2000, alors qu'elles n'en représentaient que 10 et 27 % en 1973 et 1989 respectivement. Si cette expansion a été plus importante entre 1973 et 1989 dans les districts sud-ouest, elle s'est révélée plus marquée dans la période suivante dans les districts nord-est, d'ailleurs plus montagneux. Ici, la superficie des terres agricoles a triplé. L'analyse des trois cartes montre que si quelques parcelles agricoles se sont transformées en broussailles, la plupart en revanche ont maintenu leur statut agricole au fil du temps. À *Lộc Ninh*, la part des terres agricoles a fortement augmenté entre 1973 et 1989, mais elle semble par la suite avoir stagné à environ 44 % du territoire.

Deuxièmement, entre 1989 et 2000, la déforestation s'est elle aussi poursuivie, cette fois à un rythme encore plus important. Tous les types de forêts ont reculé, de 50 à 24 %. Cependant, cette fois, la part des forêts claires dans la province s'est accrue (de 13 à 17 %) tandis que les forêts dense et moyenne ont fortement reculé, soit de 37 à 7 % du territoire de la province. Notons qu'on ne trouve aucune forêt dans le district de *Đông Xoài*, chef-lieu de la province. La forêt dense et moyenne a fait l'objet d'un véritable massacre dans le district de *Bù Đǎng*; sa part a beaucoup chuté, passant de 71 à 4 %. À l'opposé, le territoire forestier dans le district de *Lộc Ninh* s'est maintenu. Ce secteur frontalier a sans doute bénéficié d'une politique de protection forestière mieux appliquée et plus rigoureuse. De plus, dans les parties montagneuses et difficiles d'accès, l'agrandissement des espaces forestiers a été proportionnellement et en termes absolus plus importants encore. Ainsi, nous trouvons deux zones forestières denses : une dans le nord du district de *Phước Long* et une autre dans le sud du *Bù Đǎng*. Ces deux zones appartiennent aux parcs nationaux de *Bù Gia Mập* et *Cát Tiên* respectivement.

Troisièmement, les superficies couvertes d'eau, qui n'occupent qu'une faible partie du territoire, ont connu un fort accroissement du fait de la construction, terminée en 1996, de la centrale hydro-électrique de *Thác Mơ* et de son réservoir.

3.2. Agriculture vs forêts

« On cultive l'anacardier, la perte de forêts est évidente », Dieu V

Durant les deux périodes (1973 à 1989 et 1989 à 2000), tous les types forestiers ont connu un recul dans la province de *Binh Phước* (Figure VI.12a et Tableau VI.10). Cela a d'abord été réalisé au profit des broussailles (1 508 km², soit 28 % de la superficie des forêts). Cette transformation (des forêts en broussailles) aurait été causée par la coupe commerciale excessive,⁹⁷ par l'exploitation des produits forestiers destinée à satisfaire les besoins quotidiens des populations locales et surtout par leur pratique des cultures sur brûlis (*rã̃y*) (Section 3 du Chapitre V). En fait, ces populations ont rasé les parcelles de forêts pour pratiquer, pendant quelques années, les cultures annuelles (notamment le riz sec) et puis les ont laissées en jachère. Alors, pour une courte période de quelques années, ces parcelles ont été utilisées et classifiées terres agricoles. Au cours de la période de jachère, grâce à la régénération naturelle du couvert végétal, les parcelles sont devenues couvertes de broussailles et, dans très peu cas, de forêts. Au fur et à mesure de l'augmentation de la pression tant démographique qu'économique, la durée des jachères est devenue de plus en plus courte, passant de plus de dix ans à quelques années. La composante arbustive au sein des broussailles est donc devenue moins importante; les broussailles (ou savanes arborées) pouvant ainsi devenir une savane herbeuse (Kestens, 2000, p. 49). Par ailleurs, une fois les cultures pérennes commerciales (hévéea, anacardier, poivrier) bien établies sur une parcelle, la régénération naturelle est bloquée par les activités de gestion de la plantation. Ces parcelles deviennent de façon permanente des terres agricoles.

Les terres agricoles sont passées de 701 km² (soit 10 % de la superficie du territoire) en 1973 à 3 414 km² (soit 50 %) en 2000. Cette expansion s'est faite suite à la conversion de 2 255 km² de forêts et de 540 km² de broussailles (Tableau VI.10). Cette transformation de l'occupation du sol (forêts → broussailles; forêts → terres agricoles; broussailles → terres agricoles) ressemble à celle rapportée dans l'étude de Kestens (2000) menée dans le bassin versant de la Haute Srepok de la province de *Đắk Lắk*.

⁹⁷ Après 1975, les autorités de la province de *Sông Bé* ont considéré que « la forêt est une source principale pour enrichir le *Sông Bé* tandis que l'agriculture ne répond qu'au besoin alimentaire » (Phạm Thành Đông, directeur du Service de la forêt du *Sông Bé*, 1978)

Tableau VI.10 : Binh Phước. La transition des types d'occupation du sol, 1973-2000

1973			2000, converti en					
Type	Superficie (km ²)	%	Forêt (km ²)	%	Broussaille (km ²)	%	Terres agricoles (km ²)	%
Forêt (*)	5 332	79	1 568	29	1 508	28	2 255	42
Broussaille	749	11	48	6	161	21	540	72
Terre agricole (*)	701	10	19	3	63	9	619	88
Total	6 781	100	1 635	24	1 732	26	3 414	50
1973			1989, converti en					
Forêt (*)	5 332	79	3 200	60	969	18	1 163	22
Broussaille	749	11	161	22	348	46	240	32
Terre agricole (*)	701	10	63	9	189	27	448	64
Total	6 781	100	3 424	50	1 506	22	1 851	27
1989			2000, converti en					
Forêt (*)	3 424	50	1 468	43	1 157	34	799	23
Broussaille	1 506	22	107	7	342	23	1 056	70
Terre agricole (*)	1 851	27	60	3	233	13	1 558	84
Total	6 781	100	1 635	24	1 732	26	3 414	50

(*) Afin de simplifier l'évaluation des changements d'utilisation du sol, le nombre de types d'utilisation a été réduit. Ainsi, le type « eaux » a été groupé avec les terres agricoles et les « forêts » incluent les types « forêt dense et moyenne » et « forêt claire ».

Source : Calculé par planimétrie à partir des cartes d'occupation du sol de 1973, 1989 et 2000

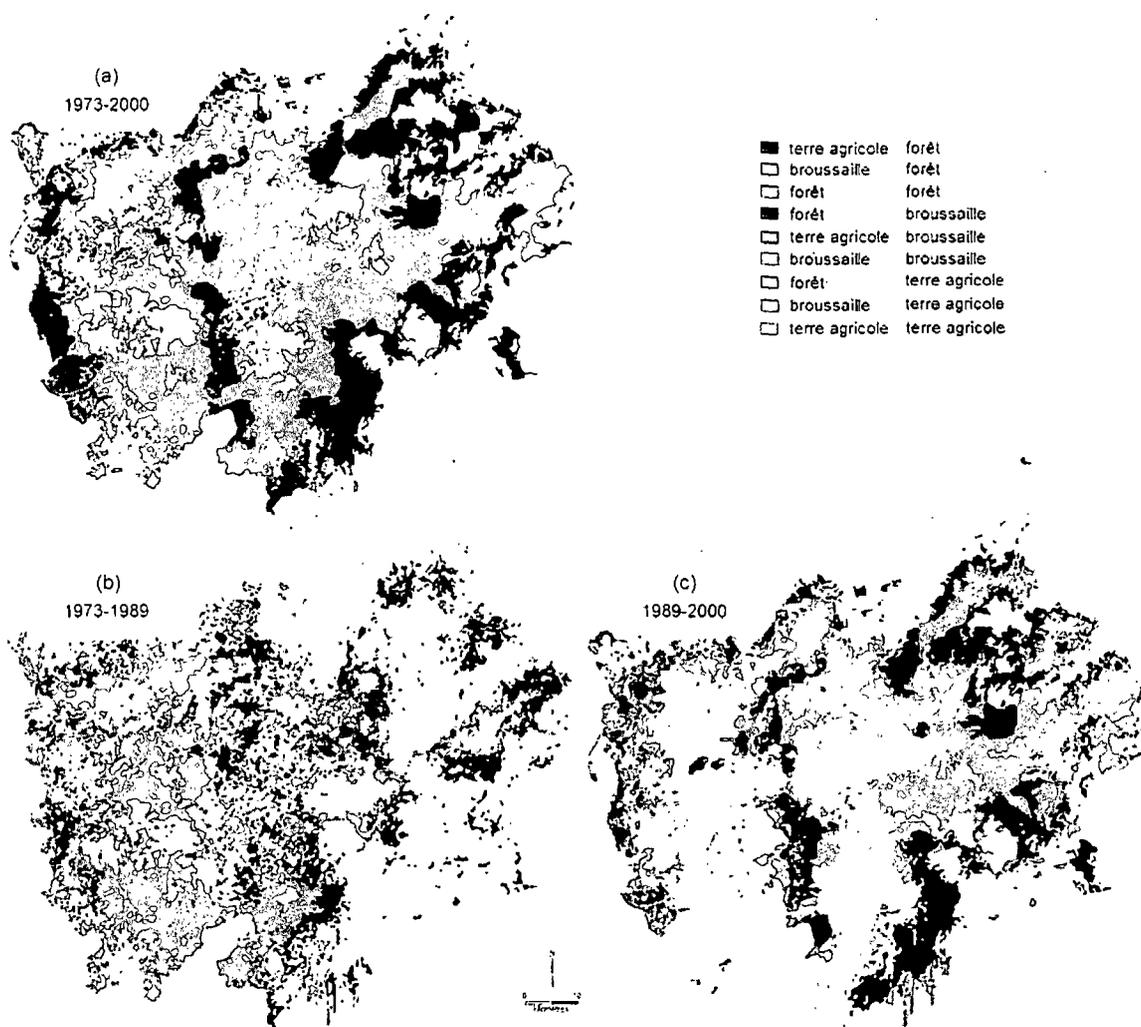
On constate également au cours de la même période la régénération naturelle des broussailles en forêts (48 km²) ainsi que l'afforestation des terres agricoles (19 km²). Cependant, ces transformations n'ont eu lieu que sur de faibles superficies : 67 km², soit 1,8 % de la superficie des forêts converties en broussailles et en terres agricoles (Tableau VI.10).

Tel qu'illustré au Tableau VI.10, le rythme de la conversion des forêts en terres agricoles a varié selon les périodes 1973-1989 et 1989-2000.

- Avant le *Đổi mới*, premièrement, cette transition était plus marquée dans la partie ouest de la province de *Binh Phước* (couleur rouge dans la Figure VI.12b). Ici, dans une région où une partie du territoire est mise en valeur depuis l'époque française (Figure V.1), les immigrants oeuvrant dans le cadre du développement des NZE et des EE (Figure V.10) sont responsables du recul forestier. Les pouvoirs locaux ont bien

reconnu que la culture de *rãy*, l'exploitation irrationnelle des forêts et surtout le défrichement pour le développement des NZE et des EE de caoutchouc ont causé le recul de la forêt⁹⁸ (Trần Bình, 1988). Dans les districts de nord-est de *Phước Long* et *Bù Đãng*, une faible proportion de l'aire forestière a été convertie en terres agricoles et en broussailles.

Figure VI.12 : Bình Phước. La transition des types d'occupation du sol, 1973-1989-2000



Source : Cartographié par le croisement des cartes d'occupation du sol de 1973, 1989 et 2000 (Figure VI.3 b, c, d)

⁹⁸ Tel que calculé en 1982 au *Sông Bé*, parmi 170 000 ha de la superficie forestière perdue, 28 % a été causé par la construction des NZE (Trần Đình Phong, 1982). Au cours des années 1980, dans la région de *Phú Riêng* où se sont installés Hai, Bi, Quang, Thuy, Le, etc. quelque 100 000 ha de terres consacrées aux forêts ont été détruites pour le but de développement des EE de caoutchouc (Trần Bình, 1988)

- Deuxièmement, depuis le *Đổi mới*, la perte forestière au bénéfice des broussailles et des terres agricoles a été plus rapide qu'avant le *Đổi mới*. En fait, au cours des 16 années séparant 1973 et 1989, la part des forêts a reculé de 40 % au profit des terres agricoles (22 %) et des broussailles (18 %). Mais, pendant seulement les 11 années suivantes, elle a grimpé à 57 % (23 % pour les terres agricoles et 34 % pour les broussailles) (Tableau VI.10). Cette fois-ci, les districts de nord-est de *Phước Long* et *Bù Đãng*) sont les plus marqués par la transformation des forêts en terres agricoles (couleur rouge dans la Figure VI.12c).

Au total, les deux périodes montrent un recul net forestier au profit des broussailles et surtout des terres agricoles. Ces dernières progressent de la partie occidentale de la province de *Bình Phước* vers celle orientale. Cette direction de l'expansion agricole coïncide avec celle du déplacement des centres de la population (Figure VI.3).

3.3. La dégradation du sol

Le recul forestier a eu lieu dans toute la région montagneuse du Sud depuis la mise en place des NZE et y a entraîné la dégradation des sols (Nguyễn Nghĩa Phương & Chu Thái Sơn, 1989). C'est la même situation dans la province de *Bình Phước*. Plusieurs régions de terres fertiles de la province ont été dégradées et sont devenues des régions de terres pauvres (Trần Đình Phong, 1982; Nguyễn Văn Trương, 1986).

Depuis le *Đổi mới*, la dégradation des sols continue à avoir lieu dans les régions de la province où est pratiquée l'agriculture par la population locale et les immigrants spontanés. Selon un *Tày*, M. Manh, provenant de la province septentrionale de *Cao Bằng*, ce problème est similaire à celui se produisant dans son berceau du Nord. On le constate facilement par la régression des rendements des cultures. « Nous pouvions auparavant produire deux tonnes de riz par ha, ce ne serait qu'une seule en ce moment », a dit M. Le. Cela est pire encore dans la zone élevée (Yen). Dans une étude de cas à *Đông Tâm* (district de *Đông Phú*) au cours des années 1999 et 2000⁹⁹, Hà Quang Hải et ses collègues ont conclu que, chaque année, cette zone perd en moyenne 208 tonnes de sols par ha (Hà Quang Hải et al., 2001). Par conséquent, toujours selon

⁹⁹ Notons qu'à l'époque cette zone était principalement cultivée pour l'anacardier (Figure VI.3 et enquête de terrain, 2005)

ces auteurs, une grande quantité de nutriments importants est lessivée (Tableau VI.11), causant évidemment la réduction de rendement des cultures.

Tableau VI.11 : Une étude de cas à *Đông Tâm*. Lessivage des nutriments importants

Pédologie	Tonnes par ha par an			
	Carbone provenant des matières organiques	N	P ₂ O ₅	K ₂ O
Sol rouge-jaune sur le basalte	5,6	0,46	0,44	0,21
Sol jaune sur le schiste	7,3	0,61	0,31	0,19

Source : Hà Quang Hải et al., 2001, p. 72

Tout le monde considère la dégradation des sols comme un phénomène normal lorsqu'on cultive la terre de façon permanente. Les paysans comme MM. Sin, Lo, Vi et Du croient que : 1) plus les forêts sont défrichées et mises en culture, plus on perd de nutriments; et 2) leurs techniques de culture sont irrationnelles. En fait, l'enlèvement de la couverture végétale (par exemple des herbes et des feuilles sèches) ainsi que la disposition clairsemée des anacardiens font augmenter l'intensité de l'érosion (*ibid.*, pp. 68-69). Plusieurs immigrants *kinh* mettent souvent en application ces techniques afin de diminuer le risque d'incendie et la concurrence pour les nutriments et la lumière (M. Le). Par contre, les autochtones, dont la technique de culture est souvent considérée en état d'infériorité par rapport à celles des *Kinh*, disposent densément les anacardiens et n'enlèvent pas la couverture végétale. Alors, selon M. Cho, leurs terres demeurent plus fertiles que celles des *Kinh*.

3.4. La question de l'eau

La perte des nutriments pourrait être compensée par l'investissement en engrais. Mais il semble que les paysans et les autorités ne trouvent pas encore une solution adéquate au problème de la sécheresse. Celle-ci représente de pénibles souvenirs pour les paysans. Ils confient la résolution de ce problème à Dieu. Comme plusieurs paysans, Hoa ne sait pas ce qu'il doit faire « s'il n'y a plus assez d'eau, à ce moment-là, on verra », a-t-il dit.

En ce qui concerne la demande d'eau du secteur agricole, en 1998, le manque d'eau a affecté des milliers d'hectares de culture (Quốc Nam, 1998). En 2004, la situation était pire qu'en 1998 alors que des dizaines de milliers d'hectares des cultures

ont été endommagées par la sécheresse (Phuong & Thảo, 2004). Thảo & Vân (2005) rapporte que : « Les rendements de l'anacardier, qui est par nature résistant à la sécheresse, ont baissé de 30 à 50 % environ. En particulier, la sécheresse risque d'entraîner la famine de 2 557 foyers ou 10 855 personnes [...] La saison sèche de 2005 [...] apparaît encore plus grave que celle de 2004. »

Il semble que ce problème est plus grave au sujet des besoins en eau des ménages. En fait, M. Sin m'a dit en montant un ruisseau près chez lui « lors de mon arrivée [au début des années 1990], il n'était jamais asséché au cours de la saison sèche. Actuellement, il est à sec au début de la même saison ». Cette situation est fréquente à travers la province de *Bình Phước* (Phuong & Thảo, 2004). D'ailleurs, les eaux souterraines, qui répondent aux besoins de trois-quatre de la population du *Bình Phước* (Phuong Hà, 2004), sont également en recul. Le niveau de la nappe phréatique s'est abaissé d'environ trois à cinq mètres entre 1997 et 2004 (P. V., 2004b)

Afin de satisfaire les besoins domestiques et parfois d'irrigation des cultures intensives de poivrier et de caféier, les paysans intensifient l'exploitation des eaux souterraines – un moyen irrationnel à notre époque (*ibid.*). Ils doivent investir leurs efforts et leurs fonds pour creuser des puits (ou accroître la profondeur de puits existants). La plupart des paysans pauvres creusent des *giếng khơi* (puits ordinaires/puits de surface) au coût moyen en 2005 de 200 000 *đồng* par m de profondeur. Parmi les personnes interviewées, Diêu D a approfondi de plus d'un mètre son puits, Yên et Du de deux mètres, Hoa de cinq mètres et Mac de quelques mètres (Enquête de terrain, 2005). Cependant, avec un simple puits de surface « nous risquons fortement le manque d'eau au cours de la saison sèche », a dit Hoa. Au pic de la saison sèche, ils ont dû parfois acheter de l'eau pour leur usage domestique. Son prix a augmenté graduellement, de quelque 10 milles *đồng* par m³ en 1997 à 20 en 2004 et puis à 27 en 2005 (Thanh Vân, 1997; P. V., 2004b; Phuong & Thảo, 2004; Thảo & Vân, 2005; Enquête de terrain, 2005). Les paysans plus aisés comme M. Le ont fait creuser un *giếng khoan* (puits foré et pompé). Celui-ci coûte beaucoup plus cher qu'un

giếng khơi. En 2005, M. Le a dû payer 14 millions de *đồng* pour un *giếng khoan* de 80 m.¹⁰⁰

Les paysans, tant autochtones qu'immigrants, les autorités du *Bình Phước* et les scientifiques savent bien que la raison principale de la dégradation des ressources en eau de surface et souterraine est l'expansion agricole aux dépens des forêts (Trần Bình, 1988; Trần Kim Thạch et al., 1991; Hà Quang Hải et al., 2001; P. V., 2004a; Enquête de terrain en 2005). En fait, en plus d'assurer à la conservation des sols, la forêt peut augmenter la capacité de conservation d'eaux du sol de 30 % dans la province de *Bình Phước* (Trần Kim Thạch et al., 1991, p. 56).

La dégradation des sols et le manque d'eau mènent à une réduction des rendements. Afin de compenser, les paysans doivent investir en engrais, pesticides et irrigation. « Je n'épandais jamais d'engrais auparavant, de sorte que les rendements des cultures étaient faibles. Au cours de deux années récentes, les rendements ont augmenté à cause de l'épandage des engrais », a dit Thon. Le, qui était en accord avec Thon, a complété : « Il faut utiliser des herbicides¹⁰¹ pour éliminer le risque d'incendie par les herbes et pour limiter la compétition pour les nutriments avec l'anacardier ». Bien que les engrais et les herbicides exigent évidemment une grande proportion du revenu des paysans pauvres, « ils sont absolument nécessaires si l'on veut récolter des fruits », a conclu Manh. Selon le conseil de l'Organisation d'extension agricole locale, il faudrait engager quelque cinq millions de *đồng* par ha d'anacardier. Toutefois, plusieurs paysans comme MM. Cao et Sin n'investissent que la moitié de la somme et continuent à profiter des nutriments du sol. Ce type d'investissement est bien connu des paysans originaires du Nord et en particulier du delta du fleuve Rouge. Par contre, il est très rare que les autochtones *stiêng* investissent de cette façon dans la fertilité des sols des plantations d'anacardier, en raison de leur culture et de leur faible capacité financière. Au fur et à mesure de la dégradation des sols et de l'abaissement de la nappe

¹⁰⁰ Avant de prendre cette décision, M. Le a essayé d'approfondir son ancien *giếng khơi* (qui a été creusé depuis 1991) de 7 à 11 m, mais il n'avait pas assez d'eau.

¹⁰¹ Notons que les herbicides ont également contribué à réduire les populations de crevettes et de poissons, une des sources importantes de nourriture pour les pauvres. Il était auparavant facile de pêcher du poisson ou de la crevette dans les rivières et étangs selon MM. Diêu K, Manh et Diêu V. Ce dernier m'a dit en riant « actuellement, il est encore facile [d'en pêcher] mais seulement au marché ». D'ailleurs, quelques autres paysans comme M. Cai ont averti : l'usage excessif des herbicides pour l'anacardier entraîne des risques pour la santé humaine et a supprimé des pâturages pour les bovins, résultant ainsi en une faible croissance des cheptels.

phréatique, les paysans doivent multiplier les investissements ou adopter de nouvelles techniques agricoles intensives. Celles-ci pourraient être l'adoption de nouvelles variétés d'anacardier ou le remplacement de l'anacardier par d'autres cultures, tout comme on a remplacé le riz par l'anacardier à la fin des années 1980.

4. Les nouveaux phénomènes sociaux

4.1. La possession de la terre cultivée

Afin de posséder une terre à cultiver, les migrants défrichent eux-mêmes forêts et broussailles (Photo VI.2), ou bien achètent des lopins déjà déboisés. Ces différentes façons coexistent dans le temps et l'espace, parfois au sein d'un même ménage.

Photo VI.2 : *Đông Tâm*. L'expansion des cultures aux dépens des forêts



Source : Cliché pris en juin 2005

L'accès à la terre était difficile dans des zones développées, caractérisées par la forte présence d'infrastructures, des services publics ainsi qu'une forte densité de population. Dans une zone actuelle « développée » de *Tân Lâp*, selon MM. Du et Bi, l'acquisition d'un lopin avant 1990 était chose simple. Depuis 1990, cependant, cela devient de plus en plus difficile. À l'inverse, dans les zones éloignées des districts de *Đông Phú* et surtout de *Bù Đãng*, les immigrants ont pu sans difficulté mettre la main sur des terres cultivables jusqu'à la fin des années 1990 – « prenez tant que vous voulez », a dit An. Le seul facteur limitant était « notre capacité [à défricher] », ont confirmé MM. Hoa, Duy et Quan. Comme les immigrants organisés dans les NZE, les immigrants spontanés ont pris les terres sous forêts en régénération ou en broussailles

laissées en jachère par les autochtones. Ceux-ci n'ont presque jamais offert de résistance, selon MM. Hat, Yen, Hoa, Manh et Lo. Les autochtones se sont plutôt montrés accueillants et bienveillants face aux nouveaux arrivants. Ainsi, Dieu H, un vieux *Stiêng*, a accueilli M. Thon et ses compagnons de voyage et leur a désigné une terre à défricher. Dieu H a confirmé : « Au début, nous n'avons pas vendu de terres et de forêts. Nous les avons volontairement données aux immigrants spontanés. Depuis peu on les vend. » (Enquête de terrain, 2005)

En fait, les immigrants spontanés ont occasionnellement acheté des lopins. Selon MM. Son, Sin et Ca, le prix de la terre était négligeable et il n'y avait aucune mesure des terres, contrat ou cadastre lors de la transaction. « À mon arrivée ici [dans la commune de *Thống Nhất* au début des années 1990], on pouvait aisément échanger une moto [quelques millions de *đồng*] contre quelques ha de *rẫy* [forêts régénérées ou broussailles] », a dit M. Sin. Puis, Sin a commencé à les défricher afin d'y cultiver l'anacardier. Pour faciliter et accélérer le défrichement, les immigrants qui possédaient déjà des lopins pouvaient embaucher des personnes sans terre (ou quasi sans terre). Il s'agissait souvent de membres de leur parenté.¹⁰² Les tâches des ouvriers agricoles étaient diverses, tels que le désherbage, la récolte ou bien encore le défrichement. Ce dernier était rarement confirmé par les immigrants déjà embauchés. Cependant, selon M. Mâu, le directeur adjoint de l'EE de *Thống Nhất*, le défrichement de la terre était une tâche importante des ouvriers (Hoàng Lâm, 1995). Les embauches et défrichements étaient plus fréquents lorsque : 1) l'anacardier était en pleine maturité; le prix des noix de cajou était plus élevé; et « nous avons obtenu une bonne récolte d'anacardier », a dit M. Le; 2) avec la popularisation de l'usage des herbicides depuis environ 1997, la main-d'œuvre a été libérée pour d'autres tâches (MM. Thon, Sin, Thon, Manh, Trung...). M. Trung a d'ailleurs expliqué : « Bien que la terre 'défrichable' ait été énorme, on n'a pas pu cultiver l'anacardier sur une grande surface, car le désherbage [à la main] était un travail pénible », a-t-il dit. Cette difficulté et la forte régénération des mauvaises herbes « nous ont empêchés d'étendre notre terre cultivée. Si j'avais connu plus tôt l'efficacité

¹⁰² Huan a connu une dame et a, de 1993 à 1999, travaillé pour elle. De 1995 à 2002, Mac a collaboré avec son oncle. C'est le même cas pour M^{me} L. Depuis le début des années 1990, Cho a embauché une dizaine de membres de sa parenté, y compris M. Xuan, originaire du delta du fleuve rouge. M. Ca, un *Tày*, a aidé quatre de ses parents à trouver des terres à cultiver (Enquête de terrain, 2005).

des herbicides, je posséderais près de 20 ha de terres cultivées et non [sept ha] comme aujourd'hui », a dit avec regret M. Thon.

Au fur et à mesure que l'accès à de nouvelles terres s'est fait plus difficile, particulièrement depuis le milieu des années 1990, de nombreux paysans ont dû acheter leur lopin de terre. Parmi ces paysans, il y avait des personnes qui avaient été embauchées pour le défrichage ou avaient été elles-mêmes des défricheurs, par exemple MM. Mac, Huan et Hoa. Ce dernier et son frère ont défriché des lopins de terre dans le hameau n° 1 de la commune de *Đông Tâm*, à côté de la route nationale n° 14. En 1996, tandis que son frère y est resté, Hoa a vendu son propre lopin de terre et puis en a acheté un autre à un prix plus raisonnable. Ce nouveau lopin de terre dans lequel on avait déjà planté des anacardiens avant la vente se trouve dans le hameau n° 3 de la même commune, lequel est plutôt isolé. Le prix des lopins de terre varie fortement en fonction des facteurs suivants : le moment de l'achat, sa localisation, le type de sol, les infrastructures avoisinantes, le statut juridique et l'état des cultures. En 2005, dans le hameau n° 5 de la commune de *Đông Tâm*, des champs à proximité des routes ont été vendus pour quelque 70, 30 ou 5 millions de *đồng* par ha selon qu'ils contenaient respectivement des anacardiens de plus de cinq, d'un à deux ans ou rien¹⁰³. Le prix de la terre cultivée sur sol basaltique pourrait être deux fois plus que celle sur sol schisteux (Enquête de terrain, 2005).

Depuis le milieu des années 1990, le nombre de transactions foncières est devenu si important dans la province de *Bình Phước*, et en particulier dans les districts de *Bù Đăng*, *Phước Long* et *Đông Phú*, qu'il est considéré par les autorités locales comme hors de contrôle. Il constitue donc un sujet d'inquiétude important pour ces dernières (Tiến Bình, 1997; Nguyễn Văn Sơn, 1998, pp. 53-56). Récemment, un nouveau moyen d'accéder à la terre est apparu, soit l'achat à crédit dans les régions rurales où se concentrent les minorités ethniques. Les taux d'intérêt sont alors fort élevés (Tấn Hòa, 2005).

¹⁰³ Cette différence de prix dépend non seulement de l'état des cultures qui sont plantées, mais aussi du risque de saisie. Ainsi, plus de 10 ha de terres à nue appartenant à M. An ont été confisqués par les autorités. Selon son expérience, on n'a pas à s'inquiéter de perdre une plantation d'anacardier de plus de sept ans (Enquête de terrain, 2005).

4.2. Le crédit rural

En mettant leurs avoirs en garantie, les paysans peuvent aisément accéder au crédit de leurs concitoyens riches et ainsi régler des faits urgents et importants, par exemple pour le traitement de maladies, des cérémonies, les investissements dans les cultures intensives, voire l'achat d'articles de luxe (MM. Sin et Cho; Đinh Quang, 2004b). Le taux d'intérêt moyen est de cinq pour cent par mois. Celui-ci varie en fonction des cas (le lien entre le prêteur et l'emprunteur, les termes du remboursement, le moment d'emprunt) (Annexe 6). Parfois, le taux est très élevé, voire excessif par rapport aux normes financières. Ce crédit est baptisé par les paysans le *vay lãi* (prêt avec intérêt).

Malheureusement, des imprévus quant aux rendements des anacardiéristes ou du prix sur le marché des noix peuvent mettre en faillite les paysans. Les prêteurs saisissent alors les biens des emprunteurs. Les biens des paysans pauvres ne sont évidemment que la terre cultivée (Nu, Cho). Depuis le début des années 2000, ce problème se répand dans le *Bình Phước* et se retrouvent principalement dans les ménages pauvres et en bonne partie parmi les membres des ethnies minoritaires. Une telle situation mène à nouveau à la déforestation selon le schéma suivant : expansion agricole aux dépens de la forêt → perte des terres en raison de faillite → endettement → nouveau défrichement de terres aux dépens des forêts. Pour briser ce cercle vicieux, les autorités du *Bình Phước* interdisent strictement les transactions ou la mise en garantie de la terre lors de prêts, surtout dans les cas où des autochtones sont impliqués (Tân Hòa, 2005). Cependant, une telle interdiction est difficile à mettre en œuvre. Tel est le cas, par exemple au hameau n° 3 de la commune de *Đông Tâm* où les autorités sont intervenues dans des emprunts hypothécaires, mais les débiteurs autochtones n'ont pas dit la vérité. Ils ont eu peur que « le créancier critique, se venge ou refuse par la suite de prêter », a dit M^{me} Nu. Pour M. Sin, il est normal que l'on perde les terres si l'on ne respecte pas ce type de contrat : « À dire vrai, vous avez signé le papier, vous avez pris l'argent, votre terre doit être saisie à moins que vous ne remboursiez l'argent », a-t-il dit.

Ce phénomène est considéré comme une exploitation qui peut porter préjudice aux relations entre Kinh et autres ethnies (Mạc Đường, 1991, p. 322). D'aucuns considèrent d'ailleurs les prêteurs comme des usuriers et n'ont à leur égard aucune

sympathie. Mais, il existe quelque cas contraires, par exemple M. Duong. Il nomme les prêteurs des « investisseurs » et les respecte.

« Ils donnent de l'argent aux paysans pauvres comme moi au moment où nous en avons besoin. En cas d'urgence, tel que lors de chirurgies à l'estomac ou au foie, je peux sans difficulté emprunter une trentaine de millions de *đồng*. Quoique leur taux d'intérêt soit élevé, cinq pour cent par mois, il me faut leur dire merci, car ils me sauvent la vie; c'est quand même un peu triste. [Pourtant,] même si j'accepte de payer un taux d'intérêt de dix pour cent par mois, les banques n'osent pas me prêter la même somme », a-t-il indiqué.

Outre les « investisseurs », dans le *Bình Phước* des organisations de crédit officielles (ou les banques, selon M. Duong), dont une bonne partie est gérée par l'État, offrent un taux d'intérêt très bas par rapport à celui des « investisseurs ». Les paysans peuvent en profiter s'ils ont acquis légalement leurs biens.

Les paysans classifiés comme pauvres peuvent sans effort accéder aux fonds privilégiés de l'État dont le taux d'intérêt est négligeable à 0,5 % par mois (Annexe 6). Les paysans locaux les baptisent *vay xóa đói giảm nghèo* (prêt pour éliminer la faim et diminuer la pauvreté). Cependant, la somme est faible, soit quelque millions de *đồng* par ménage par année au maximum, ce qui est souvent insuffisant. Afin d'emprunter davantage, les paysans doivent payer des « frais supplémentaires ». Ainsi, pour emprunter trois millions de *đồng* par année, la famille de M. Duong a dû payer 100 000 *đồng*, soit 3,3 % de la somme totale. En plus, les emprunteurs perdent beaucoup de temps à suivre les procédures administratives. Toutes ces contraintes et en particulier le fait qu'ils ont « besoin de plus d'argent [que les fonds offerts] » (M Duong), découragent M. Duong et d'autres comme M. Sin. Ils ne tirent donc pas profit de ce crédit privilégié.

Les paysans peuvent emprunter une somme plus élevée auprès des établissements bancaires sous forme de *vay tín chấp* (prêt hypothécaire). Le taux d'intérêt de ce dernier est d'un pour cent par mois. Bien que ce taux d'intérêt soit le double de celui du *vay xóa đói giảm nghèo*, il demeure quand même très avantageux par rapport au taux d'intérêt offert par les usuriers (cinq pour cent). Le *vay tín chấp* est en réalité un crédit fort apprécié et recherché par les paysans et contribue efficacement à les aider à surmonter des difficultés. Ainsi, « la vie de Huan était auparavant misérable.

Depuis [son accès au prêt hypothécaire], sa vie s'est améliorée, car il ne doit plus emprunter auprès des usuriers », a dit Bon, un voisin de Huan. Comme le *vay xóa đỏi giãm nghèo*, lors du *vay tín chấp*, les paysans perdent aussi du temps, doivent payer des frais supplémentaires et doivent parfois corrompre des agents bancaires (Thái Châu, 2002). Mais plus importante encore, la présentation de biens légitimes valables aux établissements bancaires est une « condition sine qua non » afin d'y accéder. Pour les paysans du *Bình Phước* dont surtout les pauvres, les principales possessions sont la terre et elle doit être légitimée par le *sổ đỏ* (Livret rouge).¹⁰⁴ Cependant, presque tous les paysans que j'ai rencontrés n'en possèdent pas encore et « cela nous tourmente fortement », a averti Manh. Ce problème est assez commun dans le *Bình Phước* tout comme ailleurs dans ce pays (Khiết Hưng, 2006). Ses causes sont les suivantes : 1) manque des ressources (main-d'oeuvre et budget); 2) origine de la terre pas claire; 3) temps de l'utilisation de la terre pas déterminé; 4) aliénation de la terre sans certification par les autorités locales; 5) absence de *hộ khẩu* (Section 4.3.2 du Ch. V); et la plus fondamentale 6) contestation de la propriété des terres des paysans par les entreprises étatiques forestières (EEF) (Tiến Bình, 1997; Bùi Văn Danh & Triệu Đồng, 1999; Enquête de terrain, 2005). Hélas, la terre cultivée par la majorité des paysans immigrés spontanés et autochtones se trouve sur le territoire que les EEF se sont vu alloué depuis 1975. En conséquence, les paysans se retrouvent en conflit perpétuel avec les EEF et ne posséderont jamais le *sổ đỏ* si les EEF ne renoncent pas à une partie de leur domaine.

4.3. Les conflits fonciers

Les EEF occupent une grande partie du territoire de *Bình Phước* (Figure V.10) où ils effectuent des activités de gestion, protection, réhabilitation, plantation et d'exploitation des forêts. Cependant, leur main-d'oeuvre est en faible qualité et quantité.¹⁰⁵ En conséquence, ils ne peuvent remplir toutes leurs tâches, comme en témoigne l'échec des programmes de reboisement 327 et 661. Leurs tâches sont devenues plus difficiles avec l'expansion des terres cultivées. En 2003, près de 120 000

¹⁰⁴ *Sổ đỏ*, c'est un nom populaire attribué au Livret du droit d'utilisation de la terre (*giấy chứng nhận quyền sử dụng đất*) en raison de sa couverture en couleur rouge. Non seulement cela aide les paysans à accéder au crédit à taux d'intérêt raisonnable, le *sổ đỏ* leur permet également d'utiliser la terre de façon plus efficace. De leur côté, les autorités du *Bình Phước* administreront mieux la terre avec le *sổ đỏ* (Bùi Văn Danh & Triệu Đồng, 1999).

¹⁰⁵ Vers la fin des années 1990, un ouvrier de l'EEF s'occupait en moyenne de plus de 1 000 ha de terre (Phạm Nguyên, 2000)

ha, soit un tiers de leur domaine, était occupé et cultivé par des gens locaux, surtout des immigrants spontanés¹⁰⁶ (P. T., 2003).

Dans les régions éloignées, comme les communes de *Thống Nhất* et *Đông Tâm*, les nouveaux arrivants ont pu prendre facilement possession de terres au début des années 1990. Il n'y avait alors aucune mesure les en empêchant prise par les EEF, car ils pensaient que « l'augmentation de population permettra à cette région de devenir plus active. Ils nous ont laissés à défricher », a dit Thon. Les nouveaux arrivants auraient pu payer une somme aux locaux, mais non aux EEF, bien qu'ils aient voulu le faire, car un reçu des EEF peut être utilisé comme preuve de propriété officielle de la terre. Depuis le milieu des années 1990, alors que le recul des forêts au bénéfice de l'agriculture est devenu de plus en plus grave, les EEF et les autorités locales ont commencé à protéger strictement les forêts (Lo, Hoa, Thon). L'auteur d'une coupe illégale de forêts doit reboiser ou payer le coût du reboisement, payer une amende et peut même être poursuivi en justice s'il exploite plus de 0,5 ha de forêts ou a coupé plus de quatre m³ de bois (Phạm Nguyễn, 2000; Nguyễn Vinh, 2001).

Néanmoins, la lutte contre la coupe forestière illégale est fort difficile, car la demande de terres est forte et les paysans sont fortement opposés aux restrictions à l'utilisation des forêts. Ils nient les accusations de destruction des forêts et convertissent souvent les terres de façon progressive, ce qui rend la détection du déboisement plus difficile. De plus, certains n'hésitent pas à profiter d'échappatoires présents dans les lois forestières afin d'étendre leurs terres, par exemple en subdivisant leurs terres en une multitude de petits lots de moins de 0,5 ha.¹⁰⁷ Ils peuvent également menacer, intimider ou agresser les *kiếm lâm* (gardes forestiers). Ces derniers, peu

¹⁰⁶ L'augmentation du nombre d'immigrants spontanés force aussi les autorités de *Bình Phước* à accroître la somme des investissements pour les services sociaux dont l'éducation des enfants (Dan Bao, 2004). Par ailleurs, les immigrants spontanés causent des désordres que l'on ne retrouvait pas avant leur boom, tel que l'écoulement de faux billets et le vol de produits agricoles (*CA Sông Bé*, 1995; Nguyễn Văn Sơn, 1998). Parmi 519 personnes arrêtées dans 322 cas pénaux, 219 étaient les immigrants spontanés, soit quelque 42 % des personnes arrêtées (Dan Bao, 2004). Ce pourcentage est très élevé si l'on sait qu'en 2003 les immigrants spontanés ne comptaient que pour quelque 17 % de la population totale (P. T., 2003; Dương Văn Hường et al., 2004a, p. 22)

¹⁰⁷ Les paysans profitent également du fait que les autorités provinciales ne permettent pas la coupe d'arbres, même si ce sont des arbres plantés par les paysans. Ainsi, s'ils parviennent à défricher une parcelle appartenant aux EEF et à y planter leurs propres arbres, les EEF auront beaucoup de difficulté à reprendre la parcelle. (Đ. D, 2000)

nombreux et mal payés,¹⁰⁸ sont fort conscients des dangers provenant d'une stricte application des règles. Diêu K, un *stiêng*, a été garde forestier de 1996 à 1998 et a dû quitter son poste car ses parents et ses voisins étaient opposés à cet emploi. De plus, « [s]a vie était menacée par quelques immigrants », a-t-il dit. De nombreux autres gardes forestiers ont connu pareille situation, car en plus des 40 heures de travail par semaine, un garde forestier doit participer aux activités de sa communauté (Đoàn Phú, 1997). La demande de terres étant forte, les paysans sont souvent prêts à accepter le risque d'être pris et d'aller en prison. Certains pensent même erronément qu'en acceptant une longue peine de prison, ils pourront conserver leurs terres. (Quỳnh Trang, 1996a; Đ. D, 2000; Đinh Quang, 2004a).

Depuis 1975, toutes les personnes tant immigrantes qu'autochtones sont des citoyens vietnamiens et ainsi égales devant la loi. Aucune loi ne fait la distinction entre une terre défrichée par un immigrant ou par un autochtone. Cependant, selon les immigrants Da, Quan, Cho, Hoa et Son, une telle différence existerait dans les faits. Les autorités seraient ainsi plus sévères envers les immigrants. Ainsi, en 2000, dans la commune de *Phú Trung*, voisine de celle de *Đông Tâm*, la terre défrichée « illégalement » par les paysans a été confisquée. Alors que les immigrants y compris M^{me} Bui ont dû chercher par eux-mêmes de nouvelles terres, « les autorités ont groupé les autochtones dans une zone [hameau n° 1 de la commune de *Đông Tâm*] et leur ont alloué des terres, une maison et une route», a remarqué M^{me} Bui. Les autochtones ont aussi constaté cette partialité des autorités. « Les EE interdisent le défrichement, mais ils seront d'accord si nous défrichons quelque *sào* [quelque mille m²] de nouvelles terres », a indiqué un *Stiêng*, Diêu V. Un autre, Diêu D a confirmé que « c'est facile lorsque les autochtones demandent une terre cultivée ». C'est une « brèche » dont certains malins, y compris les usuriers, profitent pour convertir les terres consacrées à la forêt en terres agricoles. Les *Stiêng* se font ainsi une mauvaise réputation, celle d'être les destructeurs des terres forestières.

Cette partialité peut apparaître justifiée si l'on considère que, depuis la réunification de 1975, toutes les terres forestières de la région montagneuse du Sud dont

¹⁰⁸ Le salaire des gardes forestiers était de 350 000 *đồng* par mois par personne en 1997, puis est passé à 500 000 *đồng* en moyenne en 2002 (Đoàn Phú, 1997; Sương Mai, 2002). Un tel salaire est insignifiant en comparaison à la valeur économique des terres et des produits forestiers.

le *Bình Phước* ont été nationalisées et sont sous la gestion des entreprises étatiques. L'inégale application des règles atténue donc certaines injustices. 1) Les autochtones qui depuis très longtemps avaient la propriété des terres sont devenus tout à coup des étrangers et ont perdu leurs droits sur la terre. 2) Les EE ont recruté des travailleurs étrangers *kinh* alors que les autochtones n'ont pas été recrutés (Hoàng Lê, 1989, p. 63; Đặng Nghiêm Vạn, 1989, pp. 94-95; Nguyễn An Vinh et al., 1990, p. 80; Diệp Đình Hoa, 1995, p. 35). 3) Plusieurs officiels des EE ne s'intéressent qu'aux objectifs économiques et non au sort des autochtones malgré le fait que ces derniers ont participé aux opérations des communistes dans la zone D (Figure V.2). Cette attitude est critiquée par les autres officiels des autorités du *Bình Phước* :

« Les autochtones limitent le défrichage et rendent les forêts aux Entreprises étatiques forestières (EEF) pour qu'elles y fassent des affaires. Qu'est-ce qu'elles redonnent aux autochtones ? Pour la protection d'un ha de forêt par an, les EEF ne les rémunèrent qu'avec un peu plus de 10 kg de riz ! Les autochtones cèdent leurs terres aux Entreprises étatiques agricoles (EEA) pour l'expansion de l'hévéaculture, de manière que les autochtones perdent leurs terres et donc leur travail. Lorsqu'on demande aux EEA de les embaucher, la plupart des directeurs des EEA répondent « nous n'osons pas, nous subissons une perte économique » (Hoàng Lâm, 1996)

Si ces injustices affectaient le groupe *kinh*, ils pourraient être acceptés et considérés simplement comme le résultat d'imperfections des politiques. Mais, comme ces injustices désavantagent les groupes autochtones, elles apparaissent plus graves car on les interprète comme illustrant l'inégalité entre groupes ethniques (Diệp Đình Hoa, 1995). Ces injustices peuvent causer facilement des conflits interethniques. Ceux-ci influencent la solidarité entre les différents groupes ethniques, ce qui est

« un grand sujet et possède une signification stratégique pour notre Parti et notre État. [De plus,] les problèmes ethniques ont actuellement lieu d'une manière acerbe au Rwanda, en Somalie, en Afghanistan, en Yougoslavie et en Tchétchénie de la Fédération de Russie » a conclu l'ancien chef du Parti communiste de la province de *Sông Bé*, M. Nguyễn Minh Triết,¹⁰⁹ (1995).

Afin d'alléger le risque que tels conflits surviennent, d'améliorer les conditions de vie des paysans et aider les EE à accomplir leurs tâches, plusieurs programmes de

¹⁰⁹ Depuis 2006, il est le président du *Việt Nam*.

développement ont été déployés dans le *Binh Phước*. Parmi ceux-ci le programme 327 est particulièrement important.

Ce programme a débuté en 1993 dans la province de *Binh Phước*. Les EE sont devenues des intermédiaires entre l'État et les paysans. Elles représentaient en fait l'État lors de la signature de contrats de protection des forêts et de reboisement avec les gens locaux. Au début de l'année 1994, M. An a signé un contrat de protection de forêts avec l'EE de *Đông Xoài* pour une période pouvant être prolongée à 50 ans; M. Le, un contrat de reboisement de khaya avec la même entreprise pour une période de 10 ans.

Quelques années après la signature des contrats, l'EE de *Đông Xoài* les a résiliés, car « les forêts ont été dévastées », a affirmé An. Plus de 50 ha des forêts artificielles que M. Le et ses voisins avaient plantées « ont été brûlées par la '*cỏ tranh*' (herbe à pailote) et puis été converties en forêt d'anacardier », a expliqué M. Le. Ironiquement, dans cette même zone, où les paysans cultivent actuellement la « forêt d'anacardier », il n'y a plus d'incendie, causé par la « *cỏ tranh* » comme auparavant. Ce phénomène est largement connu dans les régions où on a mis en place le programme 327. Tel qu'exprimé par les dirigeants du district de *Bù Đẳng* : « Autant de forêts allouées [au projet], autant de forêts perdues » (Quỳnh Trang, 1996a). À la fin de l'année 1996, le programme 327 était considéré comme un échec (Quỳnh Trang, 1996b). Un dirigeant du secteur forestier de la province a proposé : « En 1997, il faudrait que la province de *Sông Bé* refuse de mettre en œuvre les activités de reforestation du programme 327 » (*ibid.*)

Du point de vue des autorités, les raisons directes de l'échec sont les suivantes. Premièrement, le budget des EEF n'a pas pu couvrir le salaire de leurs ouvriers et le fonds d'investissement aux paysans (Đoàn Phú, 1997). Deuxièmement, les EEF n'avaient pas assez d'expérience de gestion et de plantation de forêts. Ainsi, elles n'utilisaient pas de cartes lors de l'allocation des forêts; elles reboisaient des terres agricoles toujours occupées par des paysans ou encore ne retiraient pas l'enveloppe de nylon entourant les racines des plantules avant de les planter (Quỳnh Trang, 1996b).

Selon quelques paysans qui ont pris part au programme 327, l'échec de ce programme tient dans les éléments suivants. Tout d'abord, les montants offerts aux paysans ont été largement insuffisants. Non seulement les fonds officiellement alloués

étaient-ils plutôt faibles, mais les EE les ont réduits considérablement par d'importants « frais administratifs ». M. An a signé un contrat de protection de 50 ha de forêts avec une rétribution de 50 000 *đồng* par ha par an.¹¹⁰ En réalité, il n'a reçu qu'un million de *đồng* au lieu des 2,5 millions prévus au programme 327.¹¹¹ C'était pire encore pour M. Le, un jeune immigrant spontané à l'époque. Avec un contrat de reboisement, il a reçu une somme de 260 000 *đồng* par ha par an au lieu de 1 600 000¹¹² (Quỳnh Trang, 1996b).

Deuxièmement, les profits tirés de l'agriculture, et surtout de l'anacardier étaient beaucoup plus élevés que ceux provenant des contrats avec les EE. Ainsi, vers 1995 à *Bình Phước*, les paysans gagnaient des millions de *đồng* s'ils cultivaient un hectare d'anacardiers au lieu de quelques centaines de milliers s'ils réalisaient des contrats avec les EE (Section 3.2.3 du Ch. V).

Troisièmement, les contrats de reboisement ont fréquemment concerné un lopin qui avait été déboisé et était cultivé par les paysans. Ce n'était pas faisable de reboiser, car « nous avons planté des anacardiers. [Par ailleurs, cela] a provoqué des conflits entre nous et les EEF », a dit Dieu D. Il a refusé de participer au programme 327. La plupart des paysans ont fait comme Dieu D ou ont d'abord accepté le programme, mais ont par la suite détruit les arbres (Nguyễn Văn Nguyễn, l'ancien directeur du Service provincial de l'agriculture et du développement rural, 1998). Le refus ou la non-coopération des paysans au programme 327 a été expliqué non seulement par le manque d'intérêt économique, mais par la perte de propriété de la terre. Les paysans ont considéré les contrats de reboisement comme une manière par laquelle les EEF ont repris ce qu'elles avaient perdu (*ibid.*). Plus la forêt de l'EEF croît, plus la capacité des paysans à s'approprier des terres décroît. Par contre, plus les cultures permanentes des paysans se

¹¹⁰ Les autorités locales savaient qu'un investissement de 50 000 *đồng* par ha par an était très bas et clairement insuffisant. Plusieurs paysans ne voulaient pas participer au programme, sauf des divisions de l'armée dans la région frontière de *Lộc Ninh*, car elles étaient riches en main-d'œuvre et contrôlaient la région (Quỳnh Trang, 1996a; Nguyễn Văn Nguyễn, 1998). Cela pourrait expliquer la stabilisation du couvert forestier dans cette région au cours des années 1990 (Section 3.2 de ce chapitre).

¹¹¹ Outre la rétribution pour la protection de forêts, M. An a eu le droit de s'approprier un à cinq ha (soit dix % de la superficie forestière allouée) afin de les cultiver.

¹¹² En outre, lors de la récolte de khayas, la production est divisée selon un ratio de 40:60 en faveur de l'EE. Cependant, il aura fallu attendre 10 ans depuis le début de la plantation de khayas. En comparaison de l'anacardier, cette durée était trop longue pour les paysans pauvres.

développent, plus la capacité de l'EEF de reprendre les terres diminue. C'est pourquoi il est peu probable qu'on saisisse un lopin dans lequel les cultures pluriannuelles ont été plantées depuis longtemps selon MM. Cho et An.

À la fin des années 1990, le programme 327 a été remplacé par le Programme des cinq millions d'hectares de forêt (ou le programme 661 selon le numéro de sa décision). L'objectif le plus important du 661 est la protection de l'environnement via l'expansion de la couverture forestière à 43 % du total du pays (MADR, 2001). Dans le *Bình Phước*, la réalisation du programme 661 est compromise tout comme l'avait été celle du programme 327 (Nguyễn Vinh, 2001). Ceci est dû non seulement aux problèmes décrits précédemment auxquels a fait face le programme 327, mais également à l'accroissement constant de la population rurale.

4.4. L'adaptation des *Stiêng*

L'influence des populations annamites et cambodgiennes qui ont immigré dans le *Bình Phước* s'est fait évidemment sentir parmi les autochtones depuis longtemps (Maître, 1912, p. 86). Les autochtones *stiêng* ont spontanément acquis quelques caractéristiques de la culture des immigrants. Ainsi, le limage des dents et la distension des lobes d'oreille qui étaient auparavant des coutumes répandues ne se trouvent plus parmi les jeunes générations *stiêng*. Actuellement, tous les *Stiêng*, tant les hommes que les femmes, portent la chemise et le pantalon au lieu du torse nu et du langouti. Ce changement d'habillement marque le degré d'intégration de ces derniers dans la communauté *kinh* (Hò Việt Nam, 1995).

Par ailleurs, la société *stiêng* est fortement influencée et changée par des pratiques des nouveaux arrivants, par exemple la construction d'une maison au sol au lieu de celle sur pilotis à Bu Kroai au milieu des années 1960 (Hickey, 1993, p. 80) ou la sédentarisation par la pratique des cultures « modernes » depuis 1975.

En fait, la réussite de la sédentarisation par l'État (Section 3.2.4 du Ch. V) a amené des bouleversements chez les *Stiêng*. Dans les nouvelles zones sédentarisées, les maisons longues traditionnelles (ou *giau*) dans lesquelles habitaient de multiples familles (ou *nak*) et générations (Section 3.1 du Ch. IV) ont disparu.¹¹³ Ces maisons

¹¹³ Il est fort probable que depuis déjà la fin du XX^e siècle on ne trouve plus de maisons longues traditionnelles dans les communautés *stiêng* au *Bình Phước*.

longues ont été remplacées par des maisons plus petites (Photo VI.3); dans chacune ne se trouve qu'une famille représentant une ou deux générations. Elles sont formées de matériaux, tels que la brique, la tuile, la tôle, le ciment. Des motos, des télévisions portant les marques connues (Honda, Sony, LG) y apparaissent de plus en plus. Ce sont des maisons « modernes ». « Nous avons suivi l'exemple des *Kinh* et du guide de l'État en les construisant », ont dit MM. Diêu K, Diêu V, Diêu Hot et Diêu D. Ces deux derniers ont rappelé que « les *Stiêng* et surtout les jeunes préfèrent ce type de maison parce qu'elle permet plus de liberté » (Enquête de terrain, 2005). Plusieurs maisons « modernes » des *Stiêng* sont rassemblées dans la zone sédentaire, mais sont souvent éloignées des communautés des immigrants tant organisés que spontanés. Ces nouveaux groupes sont, selon le toponyme des *Kinh*, appelés *thôn* (hameau ou village) au lieu de celui traditionnel des autochtones *stiêng* : *bon*, *port* ou *wang* (Photo VI.3). Les *thôn* se situent actuellement à proximité des routes plutôt que des sources d'eau et des aires forestières comme auparavant (Section 3.1 du Ch. IV).

Photo VI.3 : Commune de *Thống Nhất*. Un hameau des *Stiêng*



Source : Cliché pris en juin 2005

En même temps avec l'élimination des maisons longues au cours du processus de sédentarisation, l'organisation sociale traditionnelle qui était dirigée par les personnes âgées (*tom giau*) a été peu à peu remplacée par une nouvelle. Celle-ci a été établie par la loi de l'État vietnamien moderne dirigé par le Parti communiste (Đặng

Nghiêm Vạn, 1989, p. 77; Hà Văn Thành, 1998, p. 16; Phạm Công Tâm, 2001, p. 86). Dans la nouvelle société, les *Kinh* et particulièrement les jeunes autochtones occupent des fonctions importantes (par exemple le secrétaire, le président), mais seulement aux bas échelons de l'appareil administratif, soit à ceux de la commune et du hameau (Hà Văn Thành, 1998). Aux échelons plus élevés du district et de la province, les premiers y jouent un rôle dominant. En fait, durant le mandat de 1999 à 2004, parmi les 52 délégués du Conseil populaire de la province de *Bình Phước*, un seul était *Stiêng*, soit 1,9 % du total, tandis que les *Stiêng* représentaient 10 % de la population totale en 1999 et 9 % en 2004. Les autres membres étaient en quasi-totalité des immigrants *kinh* (Annexe 7). Dans le district de *Bù Đãng*, caractérisé par la plus forte présence d'autochtones du *Bình Phước*, aucun autochtone n'a jamais occupé les postes de secrétaire ou président du district depuis 1975. Dans un tel contexte politique et étant donné le fort poids démographique des paysans *kinh*, les autochtones peuvent difficilement être traités avec justice si les personnes au pouvoir s'avèrent partiales.

Le passage des cultures vivrières traditionnelles aux cultures commerciales dont l'anacardier demande que les autochtones *stiêng* s'adaptent à de nouvelles techniques de culture autrefois totalement inconnues chez eux. Il semble fort qu'ils les adoptent rapidement et préfèrent cultiver les cultures commerciales. Néanmoins, ce passage soulève de nouveaux problèmes.

Premièrement, la pratique du *rẫy* et l'exploitation des forêts ont auparavant permis une certaine autosuffisance chez les *Stiêng*. Actuellement, « il n'y a que l'anacardier. S'il n'y en a pas ou s'il ne donne pas de noix de cajou, nous mourrons de faim », a indiqué Dieu B. Dans le contexte où l'espace forestier est de plus en plus strictement limité par la colonisation agricole des immigrants et par les restrictions provenant des EEF, la vie des *Stiêng* dépend totalement du seul anacardier. La monoculture de cette exotique fait augmenter leur vulnérabilité aux conditions naturelles. Celles-ci sont partout dégradées, au point que le rendement de l'anacardier diminue sans cesse. Tandis que les immigrants, surtout les *Kinh* qui maîtrisent un haut niveau de culture intensive, compensent la diminution du rendement par le fumage; la pratique demeure rare chez les *Stiêng* (Dieu K). Les autorités ont organisé des présentations visant à « aider les autochtones à perfectionner la technique de culture de

l'anacardier. Mais, ils n'y ont pas participé en disant qu'une bonne récolte vient naturellement et ne vient pas du fumage », a dit Sin. Selon un *Stiêng*,

« si l'on ne répand pas d'engrais, l'anacardier donne progressivement des fruits, d'année en année. Si l'on répand cette année de l'engrais, mais non les années suivantes à cause d'une raison quelconque, l'anacardier ne donne plus de fruits. De plus, si nous manquons de nourriture, comment pouvons-nous nourrir les anacardiens? Si l'État nous donne une somme, nous la dépensons pour la vie quotidienne », a constaté Dieu V.

Le fort manque d'investissements et de soins accordés aux anacardiens est commun chez les communautés autochtones du *Bình Phước*. Alors, dans les mêmes conditions physiques du milieu, le rendement de l'anacardier des autochtones est beaucoup plus faible que celui des immigrants *kinh* (Tân Hòa, 2003a; Enquête de terrain, 2005). Ainsi, en 2005, Dieu K a récolté 0,4 tonne de noix de cajou par ha, tandis que Sin en a obtenu plus d'une (Enquête de terrain, 2005). C'est une des raisons directes qui explique la plus grande pauvreté des autochtones dans la province déjà pauvre de *Bình Phước*. L'écart de niveau de vie entre les autochtones et les immigrants devient de plus en plus grand, ce qui peut provoquer des conflits et troubles sociaux.

Deuxièmement, la pratique de la coopération dans les tâches agricoles ne se retrouve plus dans les communautés autochtones comme auparavant. Aujourd'hui les activités agricoles reposent sur l'extension des échanges et dépendent grandement du monde extérieur. Les paysans autochtones adoptent de nouvelles pratiques agricoles, utilisant désormais le crédit et devant apprendre à la dure les rouages des marchés agricoles. En fait, les autochtones demandent actuellement l'appui de l'État, des organisations bancaires et des immigrants *kinh* au lieu de recourir seulement à l'aide de leurs parents et/ou leurs voisins comme dans le passé (BSEI, 1910, p. 30). Ils vendent ou troquent leurs noix de cajou contre ce dont ils ont besoin, tels que le sel, les buffles, les vêtements et surtout des vivres de l'extérieur. Alors, la vie des *Stiêng* dépend étroitement des caprices du marché international et des marchands *kinh* avertis et connaisseurs. Parmi ceux-ci, un certain nombre ne sont pas honnêtes. Ils profitent de la bonne foi des autochtones (BSEI, 1910) pour tricher avec les règles commerciales complexes. Les mauvais marchands pourraient utiliser « des balances truquées », a dit Ca, ou « ils m'ont acheté les noix de cajou au prix de 3 000 *đồng* le kg au lieu de

6 000 », a souligné Dieu H. Pire encore, les usuriers saisissent la terre cultivée des autochtones et les repoussent ainsi vers la forêt (Section 4.2 du même chapitre).

Troisièmement, le changement du *rãy* vers les cultures commerciales et le recul forestier contribuent au déclin des pratiques culturelles traditionnelles. Par exemple, dans la communauté *stiêng* de la commune de *Thống Nhất*, « les pratiques rituelles [Section 3.3 du Ch. IV] lors de la culture de *rãy* n'existent plus depuis le début des années 1990 », a révélé Dieu T. Le rôle des *tom giau* (personnes âgées ou patriarches) s'amenuise. Par contre, les jeunes générations avec leur grande capacité d'adaptation et l'appui soutenu de l'État occupent progressivement le rôle déterminant dans la communauté autochtone. Cela peut s'illustrer par l'expérience de terrain suivante. En juin 2005, dans une communauté *stiêng* de la commune de *Thống Nhất*, un fonctionnaire local ne m'a présenté qu'aux jeunes au lieu d'un *tom giau*. Puis, durant une entrevue avec Dieu K, à l'instant où le *tom giau* est passé, j'ai demandé Dieu K de lui dire bonjour, Dieu K m'a répondu : « Ce n'est pas nécessaire. Il ne parle pas vietnamien. Nous le visiterons après notre entrevue si tu veux » (Enquête de terrain, 2005).

Par ailleurs, le développement du service de santé contribue à changer la façon traditionnelle de traiter les maladies chez les *Stiêng*. Auparavant, s'ils étaient malades, ils cherchaient des médicaments dans la forêt et les utilisaient pour traiter la maladie. Dieu T, Dieu V et leurs parents utilisaient des feuilles appelées *bà nang*. Ils collectaient ces feuilles dans les forêts à proximité des cours d'eau. Depuis le milieu des années 1980, « ces feuilles sont moins utilisées en raison du développement des services de santé. Y aller est plus facile qu'aller en forêt. En plus, c'est très difficile de les trouver, parce qu'il n'y a plus de forêts », a dit Dieu V. Par ailleurs, la médecine moderne est plus efficace que celle traditionnelle lors du traitement des maladies. « Les différentes maladies de poumon, de foie, de cœur, d'estomac ... ne seront pas guéries si nous utilisons les feuilles *bà nang*. Nous avons l'habitude d'utiliser [les médicaments modernes et d'aller chez le médecin] », a constaté Dieu Kh.

Au total, de nombreux bouleversements environnementaux et sociaux ont affecté la province de *Bình Phước* au cours de son histoire. Ces bouleversements, qui ont été particulièrement marqués depuis la réunification du pays, se caractérisent par : 1) un

accroissement spectaculaire de la taille de la population rurale, accompagné par une transformation profonde de sa structure ethnique; 2) une intensification du maillage administratif; et 3) un recul des ressources naturelles, en particulier forestières, ainsi qu'un bouleversement de la société *stiêng*, de plus en plus intégrée au pays vietnamien.

Chapitre VII

Conclusion

Les déplacements de population constituent un des processus fondamentaux à l'origine des nombreuses et profondes transformations des environnements physiques et sociaux. L'objectif de cette thèse était d'étudier un cas de migration dans le contexte vietnamien et de clarifier sa relation avec les changements environnementaux susmentionnés. Plus spécifiquement, la thèse visait (1) à analyser les flux de migrations internes, en particulier celles des *Kinh*, et à identifier les motivations des migrants ; (2) à mettre en lumière le rôle des autorités dans l'organisation des migrations, la gestion du territoire et le développement du pays ; (3) tout comme la part de responsabilité des acteurs en cause (États, migrants, autochtones et autres) dans les changements environnementaux.

Il est certain que la thèse n'a pu aborder toutes les facettes du thème choisi. De même, quoique ses objectifs spécifiques ont été atteints, elle comporte certaines lacunes. Il a par exemple été impossible de mettre en lumière et mesurer la totalité des nombreux facteurs participant aux migrations ainsi que des impacts de celles-ci sur l'environnement. Dans certains cas, il s'est avéré nécessaire de revoir à la baisse l'ampleur des analyses à réaliser, en raison du faible nombre d'entrevues conduites dans la région ouest de la province de *Bình Phước* et de la rareté et la faible qualité des données statistiques et cartographiques portant sur l'utilisation du sol et les dynamiques migratoires. Malgré ces quelques difficultés et tel que discuté plus bas, cette thèse apporte une contribution importante à nos connaissances sur les migrations contemporaines au *Việt Nam* et ses impacts sur les environnements sociaux et physiques.

L'histoire de la création du *Việt Nam* est étroitement liée à celle des migrations. Elles ont constitué un moyen privilégié par les communautés vietnamiennes pour étendre leur territoire. Ceci s'est effectué d'abord vers le Sud et le delta du Mékong, puis vers les régions marginales montagneuses à l'Ouest. À ce titre, elles ont donc entraîné d'importants changements dans la répartition de la population.

Dans l'ensemble, ces migrations peuvent être vues comme le fruit d'une certaine collaboration entre les paysans et l'État, qui à maintes reprises a appuyé ces mouvements de population. Les motivations des acteurs en jeu sont diverses et relèvent de considérations tant politiques qu'économiques. Ainsi, les objectifs poursuivis par les gouvernants sont: 1) l'extension du territoire sous leur gouverne; 2) la réduction de la pression démographique dans les basses terres; 3) le développement socio-économique; et 4) la sécurité nationale et le maintien du régime. Les États encouragent et se mobilisent pour aider les paysans pauvres à se déplacer vers les régions marginales. Par «*“planting” or “sowing” peasants, and then “protecting” them, many States have secured their territory [...]this seems to be the case in several countries of Southeast Asia, notably in contemporary Indonesia and Vietnam* » (De Koninck & Déry, 1997, p. 2). Quant aux paysans, ils sont animés du désir d'améliorer leurs conditions de vie, voire de devenir riche. Certains paysans justifient leur migration du fait qu'ils sont de grands patriotes, ou par l'insécurité et les conflits en cours dans leur région d'origine. Pour l'État et les paysans, les résultats « positifs » de cette collaboration ont été l'expansion du territoire, l'implantation du modèle socio-économique des régions centrales dans les régions marginales et l'amélioration subséquente des conditions de vie. Cependant, ces migrations ont également entraîné d'importants problèmes, alors que l'arrivée de nombreux migrants *kinh* a mené à une rapide avancée des terres agricoles aux dépens des forêts ainsi qu'à « l'absorption » et à l'assimilation progressive des communautés autochtones locales, souvent passives devant l'avancement des colons.

Les premiers *Kinh* sont arrivés sur le territoire de *Bình Phước* bien avant l'existence officielle de l'État français en Cochinchine (1862). Ils ne se retrouvaient alors que dans la portion sud du territoire. La présence des *Kinh* s'est accrue progressivement suite à l'arrivée des colons français, venus pacifier le territoire des *Stiêng* puis exploiter ses terres rouges fertiles. La dernière région de « terres neuves » (l'actuel district de *Bù Đẳng*) a vu ses premiers immigrants *kinh* s'installer dans le cadre des opérations de pacification des Français. Suite à la pacification du territoire, les colons français ont recruté des « coolies » *kinh* originaires du delta du Tonkin et de l'Annam afin de développer sur ce nouveau territoire des plantations d'hévéas. Orchestré par l'État colonial, ce mouvement de population a constitué la première

migration organisée au *Binh Phước*. Dans le milieu de travail misérable qu'était alors celui des plantations, des « coolies » ont créé les premières cellules du Parti communiste de cette région marginale.

Au cours de la Deuxième Guerre indochinoise, la région a revêtu une forte importance stratégique. Afin de contrôler les populations locales et les séparer des combattants communistes à éliminer, le gouvernement du Sud est intervenu de diverses façons, notamment à travers l'établissement de hameaux stratégiques. Ces interventions et opérations militaires, de même que l'arrivée de milliers de réfugiés de guerre provenant du Littoral du Centre ont brutalement bouleversé les populations locales.

Suite à la réunification du pays de 1975, dans le cadre de la politique des NZE, des centaines de milliers de Saïgonnais et de réfugiés ont été déplacés vers les provinces voisines à l'ouest, y compris l'actuelle province de *Binh Phước*. L'objectif était alors de pallier les problèmes économiques et sécuritaires que leur présence entraînait. Par la suite, toujours dans le cadre de la politique des NZE, le territoire de *Binh Phước* a accueilli ses paysans originaires du delta tonkinois. Fidèles au régime de *Hà Nội* et possédant l'expérience de la production agricole sous le modèle des coopératives, ces paysans venus du Tonkin ont dû « aider » les citadins et les populations locales à implanter le socialisme au *Binh Phước*. Environ les trois quarts des citadins arrivés de *Sài Gòn* ne se sont pas acclimatés au milieu rural précaire et ont quitté les NZE. Un tel abandon a été largement absent chez les paysans tonkinois en raison de leur idéalisme communiste, de leur important pouvoir politique dans le territoire d'accueil, de la distance les séparant de leur lieu d'origine et des conditions biophysiques favorables à la production agricole qu'offrait la province de *Binh Phước*. Notons néanmoins que ces mêmes conditions biophysiques se sont révélées impropres à la riziculture irriguée parfaitement maîtrisée par les paysans tonkinois. Les tentatives de mise en valeur du territoire selon les modèles typiques des zones d'émigration (gestion de l'eau grâce aux digues et barrages, drainage des marécages, instauration du modèle coopératif) se sont révélées un échec et les migrants ont dû se mettre à la culture traditionnelle du *rẫy*. Cette situation peut paraître paradoxale, car l'objectif initial des autorités était bien la « civilisation » des populations locales par l'intégration aux techniques « avancées » des paysans tonkinois au sein des coopératives. Mais bien au contraire, ces colons ont dû

s'adapter aux conditions biophysiques en imitant les techniques de culture sur brûlis pratiqués par les populations locales.

Jusqu'au milieu des années 1980, bien que le *rẫy* ait été considéré comme une pratique « sauvage », inefficace et destructrice des forêts, il demeurait le seul moyen de combler les besoins en vivres des autochtones et des immigrants. Le recul forestier était évident, car cette pratique simple n'est appropriée que dans un milieu où la densité de population est faible (Robequain et al., 1944, p. 64).

À compter du début des années 1980, le gouvernement a décidé de développer l'industrie du caoutchouc, considéré comme un secteur de production stratégique pour le pays. Ceci a mené à une accélération du recul des forêts. Des milliers d'ouvriers ont alors été embauchés dans les entreprises étatiques (EE). Ces nouveaux ouvriers ont rarement été recrutés au sein des populations autochtones, les employeurs préférant embaucher d'anciens soldats et des paysans tonkinois. Suite au *Đổi mới*, le passage d'un système basé sur les subventions de l'État à un autre reposant sur le marché a mené à une forte réduction du nombre d'ouvriers des EE. Plusieurs ouvriers ainsi licenciés ont cherché à acquérir des terres afin d'y pratiquer une agriculture vivrière et/ou commerciale. Ces anciens ouvriers sont ainsi devenus des migrants spontanés à l'intérieur du territoire de *Bình Phước*.

Plus important encore, l'arrêt du système de *ché độ bao cấp* suite au *Đổi mới* a fortement diminué la capacité de l'État à contrôler les migrations. Entre autres choses, ce système faisait en sorte que l'achat de biens de première nécessité et l'obtention du droit d'utilisation des terres n'étaient possibles que pour ceux respectant les termes de leur permis de résidence (*hộ khẩu*). Suite à l'abolition de ce système, les provinces montagnardes du Sud dont *Bình Phước* sont devenues une destination migratoire fort populaire, en particulier dans le delta du fleuve Rouge et les Montagnes du Nord-Est. Au cours des années 1990, chaque année, la province de *Bình Phước* a accueilli au moins quelque 15 000 immigrants, majoritairement des migrants spontanés. Cet afflux annuel compta pour près de trois pour cent de la population totale du *Bình Phước* en 1995 et pour environ 15 fois plus que le nombre de migrants organisés arrivés entre 1997 et 1998.

Les disparités entre les régions d'accueil et d'origine (terres fertiles et abondantes versus pauvres ou exigües) sont le principal élément motivant la migration vers la province de *Bình Phước*. Les migrants interviewés ont illustré de diverses façons le contraste entre leur terre d'émigration et d'accueil. Pour certains, la première était une région « où le chien mangeait de la pierre, le poulet mangeait du caillou - *chó ăn đá, gà ăn sỏi* », pour d'autres une « région serrée et densément peuplée - *đất chật, người đông* ». La terre d'accueil était quant à elle décrite comme une région où « le travail d'amateur [menait à des] profits bien réels » (*làm chơi, ăn thật*), « une région immense et peu peuplée (*đất rộng, người thưa*) » (Enquête de terrain, 2005). Plus concrètement, le manque d'emploi, la faible qualité des terres dans les montagnes du Nord et la rareté des terres dans les deltas faisaient en sorte que les paysans issus de ces régions risquaient de tomber dans la pauvreté. Celle-ci était la cause principale poussant les paysans à migrer. Par ailleurs, après le *Đổi mới*, la dissolution des coopératives a fait en sorte que plusieurs paysans ayant participé depuis le début des années 1960 à des programmes de NZE ou de sédentarisation dans les Montagnes du Nord se sont retrouvés les mains vides. Ils ont ainsi dû quitter la région. Ces paysans du Nord ont connu la province de *Bình Phước* par l'entremise de parents déjà installés et grâce à eux leur installation dans les plateaux centraux a été facilitée.

Durant les années suivant immédiatement le *Đổi mới*, il était relativement aisé d'acquérir une parcelle de terre dans la province de *Bình Phước*. Cependant, il y existait des obstacles majeurs à la réussite agricole: l'isolement, le manque de premières nécessités, les dures conditions de vie dans un milieu forestier et infesté par les vecteurs de la malaria. Les interventions de l'État visant à améliorer les infrastructures et les services publics ainsi qu'à contrôler la malaria ont permis de réduire ces obstacles. Elles ont de cette façon contribué à accroître le nombre d'immigrants spontanés. Ceux-ci ont pu profiter des infrastructures socio-économiques existantes, ce qui a rendu moins pénible leur établissement et adaptation au nouveau milieu. Cependant, les nouveaux devaient surmonter un autre obstacle : l'accès de plus en plus restreint à la terre. Suite à l'arrivée massive d'immigrants, la population totale de la province a doublé entre 1989 et 2004, d'où l'actuelle rareté de la terre.

Cet accroissement démographique a entraîné d'importants problèmes de nature environnementale et sociale. Tout d'abord, la plupart des immigrants étaient des

paysans manquant de terres et de travail dans leur lieu d'origine. Ils sont venus au *Bình Phước* dans le but d'acquérir des terres, ce qu'ils ont généralement pu accomplir par le défrichement des forêts. Les cultures vivrières et commerciales ont ainsi remplacé la biodiversité faunique et florale des forêts. Ainsi, entre 1973 et 2000, la superficie des terres agricoles a grimpé de 10 à 50 % du territoire alors que celle des forêts a chuté de 79 à 29 %. Plusieurs ont affirmé au cours des années 1980 et depuis que la guerre était la cause directe principale du recul forestier - un jugement fréquent au sein des autorités locales (Trần Bình, l'ancien président adjoint de la province de *Sông Bé*, 1988). Ce jugement est à mon avis erroné. De toute évidence, c'est plutôt l'expansion des terres agricoles des immigrants tant organisés que spontanés qui constitue la principale cause immédiate de la déforestation dans la province de *Bình Phước*. Notons qu'après le *Đổi mới*, la perte forestière au profit de l'agriculture s'est accélérée en raison d'un « boom » démographique causé par l'arrivée massive d'immigrants spontanés. Ce recul important s'est effectué malgré des efforts de reboisement par l'État, efforts rendus futiles par la forte rentabilité de certaines cultures, en particulier l'anacardier.

Au début des années 1980, l'État a commencé à encourager les populations locales à cultiver l'anacardier sur le territoire de *Bình Phước*. Depuis lors, sa superficie s'y est sans cesse étendue et ses racines se sont plongées non seulement dans le sol de la province, mais également dans le cœur de ses habitants. Cet *cây cho lúa cho gạo* (arbre fournissant du riz) a remplacé les cultures traditionnelles sur le *rẫy* par la hausse de sa valeur économique. Alors que la culture du *rẫy* demande une grande superficie pour combler les besoins des ménages, la forte rentabilité de l'anacardier permet d'atteindre les mêmes objectifs sur une surface beaucoup plus restreinte. En se sédentarisant, les autochtones ont vu leur vie dépendre de plus en plus de la culture de l'anacardier. « Personne ne quitte l'anacardier », a confirmé Diêu V. La nécessité de disposer d'importantes superficies pour pratiquer le *rẫy* n'est plus. Cela a rendu plus aisé la gestion et l'exploitation des forêts au sein des EE, du moins pour celles adéquatement gérées. Dans bien des cas, les EE n'ont pas profité de l'occasion de reprendre les terres laissées en friche par les premiers occupants et d'autres personnes, souvent des migrants, les ont occupées. La terre publique se retrouve donc à nouveau occupé illégalement. Une forte proportion des terres officiellement allouées au EE sont dans les faits occupées par des migrants. Au cours des quelques années récentes, les autorités

provinciales ont transféré des espaces sous contrôle des EE vers les populations locales en espérant améliorer les conditions de vie des paysans et assurer une gestion durable des terres. Ce processus d'allocation des terres s'est fait sans la participation des habitants locaux et a été l'occasion pour certains dirigeants d'EE de s'enrichir illégalement. De grandes superficies de terres dans le territoire de l'EE de *Đông Xoài* ont ainsi été anormalement attribuées à certains officiels locaux. Les habitants ont dénoncé ces abus devant les autorités provinciales et des agents de police enquêtaient sur ceux-ci en 2005.

Dans la province, des organismes tant internationaux que nationaux ont mis en place des programmes de conservation et exploitation des ressources forestières, devant contribuer à l'augmentation du niveau de vie des paysans. Cependant, avec leur approche dirigiste (*top-down*) et leur recours à des concepts complexes tels *đa dạng sinh học* (la biodiversité), *phát triển bền vững* (le développement durable), *cách mạng xanh* (révolution verte), ces programmes étrangers se sont révélés incapables de répondre aux besoins réels quotidiens des populations visées, en particulier les *Stiêng*. De plus, le niveau d'éducation et la culture de ces derniers sont différents de ceux des acteurs étrangers. Ainsi, tandis que les autorités et les *Kinh* étaient en accord avec une culture intensive de l'anacardier, les *Stiêng* s'y sont opposés malgré la diminution continue du rendement de leurs anacardiers. Il y a des centaines d'années, les *Stiêng* pratiquaient la culture de *rẫy* en « harmonie » avec la nature ; les forêts ont pu demeurer sur le territoire, du moins jusqu'à l'arrivée des colons. Il faut attirer l'attention sur le fait qu'il « n'est pas toujours vrai que l'aide même avec de bonnes intentions apporte des résultats positifs et ne peut entraîner de problèmes » (Diệp Đình Hoa, 1995, p. 29).

L'arrivée de centaines de milliers de personnes issues d'un groupe solidaire, les *Kinh*, politiquement fort, bien organisé et ayant des appuis solides dans les régions deltaïques, a bouleversé les communautés autochtones. Celles-ci « *are divided among numerous tribes and lack cohesiveness even at the tribal level* » (Condominas, 1951, p. 81). Il y a eu des conflits plus ou moins graves selon la capacité de résistance des populations locales. Mais cette capacité de résistance n'est pas violente comme à l'époque de la colonisation française.

Les populations autochtones ont abandonné la culture de rẫy, ont accepté la riziculture irriguée et ont adopté la culture de l'anacardier. Elles se sont sédentarisées, abandonnant les maisons longues pour des maisons ne pouvant accueillir chacune qu'une famille nucléaire. Des caractéristiques culturelles des autochtones sont progressivement érodées ou supplantées par d'autres issues de la culture dominante *kinh*. Ces emprunts et disparitions s'observent au sujet du choix de la langue dans les communications officielles ou en public, de la tenue vestimentaire (Mạc Đường, 1985a) ainsi que des activités socio-économiques. Ce processus d'acculturation a été particulièrement marqué durant la période post-unification. Il constitue pour les dirigeants de l'État un puissant symbole, celui de l'absorption des cultures minoritaires dans l'ensemble dominant et, partant, de la construction nationale.

Au total, cette thèse n'a pu répondre qu'à une fraction des questions importantes touchant aux migrations au Vietnam. Ces dernières se poursuivant encore aujourd'hui, il apparaît crucial de poursuivre les recherches sur ce phénomène, les dynamiques causales à son origine et leurs conséquences et implications. Plusieurs questions de recherche méritent d'être poursuivies, parmi lesquelles on compte les suivantes.

- De nombreuses personnes quittent actuellement la province de *Bình Phước* pour *Đắk Nông*, la province voisine au nord, afin d'y acquérir des terres à cultiver. Qui sont ces migrants? Leur migration pourrait-elle résulter de l'épuisement des sols et de la dégradation environnementale dans la province de *Bình Phước*, lesquels entraînent une baisse des rendements? L'État encourage-t-il cette migration et, le cas échéant, dans quel but et par quels moyens? Cette migration pourrait-elle mener à une augmentation de la superficie des forêts dans la province de *Bình Phước* comme ceci est survenu au cours des années 1990 et 2000 dans certaines provinces des Montagnes du Nord (Sikor, 2001)?

- Peut-on identifier une culture qui pourrait remplacer l'anacardier comme celui-ci a remplacé les cultures du rẫy? Peut-on favoriser des activités industrielles de base afin d'attirer ou de maintenir la main-d'œuvre rurale?

- Quelles seraient les conséquences d'une forte réduction des rendements ou du prix des noix de cajou? L'expérience de la chute du prix du café dans les provinces des *Tây Nguyên* (Fortunel, 2003) demeure toujours pertinente.

- Quel est l'impact du recul forestier dans la province de *Bình Phước* sur le régime hydrologique des cours d'eau? Ces régimes jouent un rôle important pour des usines hydroélectriques et certaines provinces développées se situant dans le même bassin versant des rivières de *Sông Bé* et *Sài Gòn*. Que font ces provinces en aval pour aider la province moins développée de *Bình Phước* à protéger ses forêts?

Bibliographie

En français et en anglais

- ADB, AusAID, DFID, GTZ, JICA, SCUK, et al. (2003). *Vietnam development report 2004. Poverty*. Hanoi.
- Artemiev, I. (2003). *State forestry enterprise reform in Vietnam*: EASRD, World Bank.
- Arthur, H. W. (1976). *Ecological consequences of the Second Indochina War*. Stockholm: Almqvist & Wiksell.
- Barbieri, M., Allman, J., Pham Bich San, & Nguyen Minh Thang. (1995). La situation démographique du Viet Nam. *Population*, 3, 621-651.
- Baudrit, A. (1936). Le fameux Song-Bé. *Bulletin de la Société des Études Indochinoises*, XI(3), 7-41.
- Bilsborrow, R. E., & DeLargy, P. F. (1991). Land use, migration, and natural resource deterioration: The Experience of Guatemala and the Sudan. Dans K. Davis & M. S. Berstam (Éds.), *Resources, environment, and population: present knowledge, future options* (pp. 125-147). New York, Oxford: The Population Council, Oxford University Press.
- Boothroyd, P., & Pham Xuân Nam. (2000). *Socioeconomic renovation in Viet Nam: the origin, evolution, and impact of Doi moi*. Ottawa, Singapore: IDRC ; Institute of Southeast Asian Studies.
- Boulbet, J. (1975). *Paysans de la forêt*. Paris: École française d'Extrême-Orient.
- Brunet, R. (2001). *Le déchiffrement du Monde. Théorie et pratique de la géographie*. Paris: Belin.
- BSEI. (1910). Monographie de la province de Thu Dâu Môt. *Bulletin de la Société des Études Indochinoises*, 38, 15-44.
- Burbridge, P. R., Norgaard, R. B., & Hartshorn, G. S. (1988). *Environmental guidelines for resettlement projects in the humid tropics*. Vol. 9: FAO.
- Cadwallader, M. (1989). A synthesis of macro and micro approaches to explaining migration: evidence from inter-state migration in the United States. *Geografiska Annaler*, 72 B, 85-94.
- Carr, D. L. (2004). Proximate population factors and deforestation in tropical agricultural frontiers. *Population and Environment*, 25(6), 586-612.
- Cartographic publishing house. (2002). *Administrative atlas*. Hanoi: Cartographic publishing house.
- Castella, J. C., Boissau, S., Nguyen Hai Thanh, & Novosad, P. (2002). Impact of forestland allocation on agriculture and natural resources management in Bac Kan Province, Viet Nam. Dans J. C. Castella & D. D. Quang (Éds.), *Doi Moi in the Mountains. Land use changes and farmers' livelihood strategies in Bac Kan province, Viet Nam* (pp. 197-220). Ha Noi: The Agricultural Publishing House.
- CDEC. (1970). *NLF report on ethnic minorities of South Vietnam - Circa 1965* (No.: 2321522005): The Vietnam Center and Archive, Texas Tech University.
- Chesneaux, J. (1971). L'implantation géographique des intérêts coloniaux au Vietnam et ses rapports avec l'économie traditionnelle. Dans J. Chesneaux, G. Boudarel & D. Hémerly (Éds.), *Tradition et révolution au Vietnam* (pp. 74-88). Paris: Anthoropos.
- Chopra, K., & Gulati, S. C. (1997). Environmental degradation and population movements: The role of property rights. *Environmental and Resource Economics*, 9, 383-408.

- Clarke, J. (1995). Population and the environment: complex interrelationships. Dans B. Cartledge (Éd.), *Population and the Environment* (pp. 6-31). Oxford: Oxford University Press.
- Cleary, M. (2005). Managing the forest in colonial Indochina c.1900–1940. *Modern Asian Studies*, 39(2), 257-283.
- Condominas, G. (1951). Aspects of a minority problem in Indochina. *Pacific Affairs*, 24(1), 77-82.
- Condominas, G. (1971). Vietnamiens et Montagnards du Centre et Sud-Vietnam. Dans J. Chesneaux, G. Boudarel & D. Hémerly (Éds.), *Tradition et révolution au Vietnam* (pp. 135-146). Paris: Anthropos.
- Condominas, G. (1978). L'Asie du Sud-Est. Dans P. Jean (Éd.), *Ethnologie régionale II. Asie, Amérique, Mascareignes* (pp. 283-375). Paris: Encyclopédie de la Pléiade.
- Courgeau, D. (1988). *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale : migrations internes, mobilité temporaire, navettes*. Paris: Éditions de l'Institut national d'études démographiques.
- Cutts, M., & Office of the United Nations High Commissioner for Refugees. (2000). *The state of the world's refugees, 2000: fifty years of humanitarian action*. Geneva, New York: Unhcr, Oxford University Press.
- Dang Nghiê m Van. (1998). *Ethnological and religious problems in Vietnam*. Ha Noi: Social Sciences Publishing House.
- Dang Nghiê m Van, Chu Thai Son, & Luu Hùng. (2000). *Les ethnies minoritaires du Viêtnam*. (3^e éd.). Hanoi: Editions Thê Gioi.
- Dang Nguyen Anh. (2001). *Migration in Vietnam: Theoretical approaches and evidence from a survey*. Hanoi: Transport Communication Publishing House
- Dang Nguyen Anh, Goldstein, S., & McNally, J. (1997). Internal migration and development in Vietnam. *International Migration Review*, 31(2), 312-337.
- Dang Nguyen Anh, Tacoli C., & Hoang Xuan Thanh. (2003). *Migration in Vietnam: A review of information on current trends and patterns, and their policy implications*. Communication présentée Regional Conference on Migration, Development and Pro-Poor Policy Choices in Asia, Dhaka, Bangladesh.
- Dào Thê Tuân. (1998). Les transformations rurales au Vietnam. Dans Lê van Cuong & J. Mazier (Éds.), *L'économie vietnamienne en transition. Les facteurs de la réussite*. Paris et Montréal: L'Harmattan.
- De Barthélemy, M. (1904). *Au pays moi*. Paris: Librairie Plon.
- De Koninck, R. (1981). Enjeux et stratégies spatiales de l'État en Malaysia. *Hérodote*, 21, 84-115.
- De Koninck, R. (1994). La véritable nature du défi forestier tropical. Dans R. De Koninck (Éd.), *Le défi forestier en Asie du Sud-Est* (Vol. 7), (pp. 1-15). Québec: Université Laval.
- De Koninck, R. (1996). The peasantry as the territorial spearhead of the state in Southeast Asia: the case of Vietnam *Sojourn*. *Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 11(2), 231-258.
- De Koninck, R. (1997). *Le recul de la forêt au Vietnam*. Ottawa, Canada: CRDI.
- De Koninck, R. (2000). The theory and practice of frontier development: Vietnam's contribution. *Asia Pacific Viewpoint*, 41(1), 7-21.
- De Koninck, R. (2005a). *L'Asie du Sud-Est*. (2^e éd.). Paris: Armand Colin.
- De Koninck, R., Gendron, B., Pham Thanh Hai. (2005b). La redistribution de la population au Viêtnam : contribution à sa représentation cartographique. Dans R. De Koninck, F. Durand & F. Fortunel (Éds.), *Agriculture, environnement et sociétés sur les hautes terres du Viêtnam* (pp. 37-49). Toulouse, Bangkok: Editions Arkuiris, IRASEC.

- De Koninck, R., & Déry, S. (1997). Agriculture expansion as a tool of population redistribution in Southeast Asia. *Journal of Southeast Asian Studies*, 28(1), 1-26.
- De Koninck, R., Trân Dac Dân, Roche, Y., & Lundqvist, O. (1996). Les fronts pionniers du Centre du Viêt-Nam : évolution démographique et empreinte toponymique. *Annales de Géographie*, 1996, 395-412.
- Déry, S. (2004). *La colonisation agricole au Viêt Nam : contribution à l'étude de la construction d'un État moderne, du bouleversement à l'intégration des Plateaux centraux*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Desbarats, J. (1987). Population redistribution in the socialist republic of Vietnam. *Population and Development Review*, 13(1), 43-76.
- Dô Quy Toàn, & Iyer, L. (2004). *Rural Vietnam in transition*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Donnell, J. C. (1980). Vietnam 1979: year of calamity. *Asian Survey*, XX(1), 19-32.
- Fall, B. B. (1967). *The two Viet-Nams: a political and military analysis*. (2^e éd.). New York, Praeger.
- FAO. (2001). *Global forest resources assessment 2000. Main report*. Rome: FAO.
- Fontana, A., & Frey, J. H. (1998). Interviewing. The art of science. Dans N. K. Denzin & Y. S. Lincoln (Éds.), *Collecting and interpreting qualitative materials* (pp. 47-78). Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications.
- Fortunel, F. (2003). *L'État, les paysanneries et les cultures commerciales pérennes dans les plateaux du Centre Viet Nam*. Thèse non publiée, Toulouse.
- Geist, H. J., & Lambin, E. F. (2001). *What drives tropical deforestation? A meta-analysis of proximate and underlying causes of deforestation based on sub-national case study evidence*. Louvain-la-Neuve: LUC International Project Office.
- Gendreau, F., Dô Tiên Dung, & Pham Dô Nhât Tân. (2000). Les migrations internes. Dans P. Gubry (Éd.), *Population et développement au Vietnam* (pp. 195-217). Paris: Karthala-CEPED.
- Gerber, T. (1951). Coutumier stiêng. *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, XLV, 227-270.
- Goodman, A. E., & Franks, L. M. (1974). *Between war and peace: a profile of migrants to Saigon*. New York, Asia Society, SEADAG.
- Gourou, P. (1965). *Les paysans du delta tonkinois: étude de géographie humaine*. Paris: Mouton.
- GSO. (2002). *Statistical yearbook 2001*. Hanoi: Statistical Publishing House.
- GSO. (2003). *Statistical yearbook 2002*. Hanoi: Statistical Publishing House.
- GSO, ICARD, & NCCR North-South. (2004). *Socioeconomic atlas of Vietnam. A depiction of the 1999 population and housing census*. Cartographic Publishing House, Swiss National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South, Geographica Bernensia.
- Hall, D. G. E. (1961). *A history of South-East Asia*. London: Macmillan & Co. Ltd.
- Hardy, A. (1993). *Politiques et expériences en matière de migration au Vietnam pendant le XXème siècle*. Thèse non publiée, Université de Paris 7.
- Hardy, A. (1998). *A history of migration to upland areas in 20th century Vietnam*. PhD, Australian National University.
- Hardy, A. (2003). *Red Hills. Migrants and the State in the Highlands of Vietnam*. Singapore: NIAS Press.
- Henry, Y. (1932). *L'économie agricole de l'Indochine*. Hanoi.

- Herring, G. C. (2002). *America's longest war: the United States and Vietnam, 1950-1975*. (4^e éd.). Boston: McGraw-Hill.
- Hickey, G. C. (1982a). *Free in the forest: ethnohistory of the Vietnamese central highlands, 1954-1976*. New Haven: Yale University Press.
- Hickey, G. C. (1982b). *Sons of the mountains: ethnohistory of the Vietnamese central highlands to 1954*. New Haven and London: Yale University Press.
- Hickey, G. C. (1993). *Shattered world: adaptation and survival among Vietnam's highland peoples during the Vietnam War*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Hoang Ngoc Lung. (1980). *Indochina monographs: strategy and tactics* Washington, D. C.: U.S Army Center of Military History.
- Jamieson, N. L., Lê Trong Cuc, & Terry Rambo, A. (1998). *The development crisis in Vietnam's Mountains*. Honolulu, Hawaii: East-West Center.
- Jones, G. W. (1982). Population trends and policies in Vietnam. *Population and Development Review*, 8(4), 783-810.
- Kestens, Y. (2000). *Les conséquences de la déforestation sur le cycle hydrologique : une étude de cas, bassin versant de la Haute Srepok, Vietnam*. Thèse non publiée, Université Laval
- Lambin, E. F., Geist, H. J., & Lepers, E. (2003). Dynamics of land use and land cover change in tropical regions. *Annual review of the environment and resources*, 28, 205-241.
- Lang, C. (2001). Deforestation in Vietnam, Laos and Cambodia. Dans D. K. Vajpeyi (Éd.), *Deforestation, environment, and sustainable development: a comparative analysis* (pp. 111-137). Westport, Connecticut and London: Praeger Publishers
- Langlet, P., & Quách, T. T. (2001). *Atlas historique des six provinces du Sud du Vietnam : du milieu du XIX^e au début du XX^e siècle*. Paris: Les Indes savantes.
- Le Petit Robert. (2001). Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française (Version 2.1) [Le CD-ROM du Petit Robert. Version électronique du nouveau Petit Robert]. Paris: Dictionnaires Le Robert/VUEF.
- Lê Thành Khôi. (1981). *Histoire du Viêt Nam : des origines à 1858*. Paris: Sudestasia.
- Lê Van Cuong, Trần Hai Hac, & Trần Thi Anh Đào. (1998). L'économie vietnamienne de 1976 à 1994. Dans Lê Van Cuong & J. Mazier (Éds.), *L'économie vietnamienne en transition. Les facteurs de la réussite*. Paris et Montréal: L'Harmattan.
- Lee, E. S. (1966). A theory of migration. *Demography*, 3, 47-57.
- Leighton, M. K. (1978). Perspectives on the Vietnam-Cambodia border conflict. *Asian Survey*, 18(5), 448-457.
- Lewis, G. J. (1982). *Human migration: a geographical perspective*. London: Croom Helm.
- Locke, C., Adger, W. N., & Kelly, P. M. (2000). Changing places: Migration's social and environmental consequences. *Environment*, 42(7), 24-35.
- Maître, H. (1912). *Les jungles moi*. Paris: Emile Larose.
- Manap, A. (1989). *Agroforestry: Its role and impact in Southeast Asia*. Communication présentée Symposium on agroforestry systems and technologies, Bogor, Indonesia.
- Marsh, S. P., & MacAulay, T. G. (2002). Land reform and the development of commercial agriculture in Vietnam: policy and issues. *Agribusiness Review* 10(1).
- Marshall, C., & Rossman, G. B. (1999). *Designing qualitative research*. (3^e éd.). Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications.
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J. E. (1993). Theories of international migration: A review and appraisal. *Population and Development Review*, 19, 431-466.

- Masson, A. (1972). *Histoire du Vietnam*. (4^e éd.). Paris: Presses universitaires de France.
- Michaud, J. (2004). French missionary expansion in colonial upper Tonkin. *Journal of Southeast Asian Studies*, 35(2), 287-310.
- Moïse, E. E. (1998). *Limited war: Vietnam in comparative perspective*. Récupéré le 26 septembre 2005 de <http://www.clemson.edu/caah/history/FacultyPages/EdMoise/limit.html>
- MSTE. (1992). *Red data book of Vietnam*. Vol. 1. Ha Noi: Maison d'Édition de Science et Techniques.
- MSTE. (1999). *Root causes of biodiversity loss in Vietnam*. Ha Noi: MSTE.
- Murray, M. J. (1980). *The development of capitalism in colonial Indochina (1870-1940)*. Berkeley: University of California Press.
- Myers, N. (1991a). Tropical forests: present status and future outlook. *Climatic Change*, 19, 3-32.
- Myers, N. (1991b). The world's forests and human populations: The environmental interconnections. Dans K. Davis & M. S. Bernstam (Éds.), *Resources, environment and population: Present Knowledge, Future Options* (pp. 237-251). New York/Oxford: The Population Council/Oxford University Press.
- Nair, P. K. R. (1993). *An introduction to agroforestry*. Kluwer Academic.
- Nguyễn Duc Nhuận. (1984). Contraintes démographiques et politiques de développement au Viet-Nam 1975-1980. *Population*, 2, 313-337.
- Nguyễn Duc Nhuận. (1987a). Population : les données du premier recensement de la RSV en 1979. Dans Nguyễn Duc Nhuận, Vo Nhân Tri, Lê Thanh Khôi, Phan Thi Dac, Trinh Van Thao & Nguyễn Khắc Viên (Éds.), *Le Viet Nam post-révolutionnaire : population, économie, société, 1975-1985* (pp. 194-221). Paris: L'Harmattan.
- Nguyễn Duc Nhuận. (1987b). Pressions démographiques et mutations sociales au Viet Nam (1975-1985). Dans Nguyễn Duc Nhuận, Vo Nhân Tri, Lê Thanh Khôi, Phan Thi Dac, Trinh Van Thao & Nguyễn Khắc Viên (Éds.), *Le Viet Nam post-révolutionnaire : population, économie, société, 1975-1985* (pp. 7-42). Paris: L'Harmattan.
- Nguyễn Khắc Viên. (1999). *Vietnam, une longue histoire*. Paris: Éditions de l'Harmattan.
- Nguyen Van San, & Gilmour, D. (2000, Nov 4-5, 1999). *Forest rehabilitation policy and practice in Viet Nam*. Communication présentée Forest Rehabilitation Policy and Practice in Vietnam, Hoa Binh, Vietnam.
- Noin, D., & Thumerelle. (1995). *L'étude géographique des population*. (2^e éd.). Paris: Masson.
- Ogden, P. (1989). *Migration and geographical change*. London: Cambridge University Press.
- Papin, P. (2003). *Viêt-nam : parcours d'une nation*. Paris: La documentation française.
- Pham Thanh Hai. (2000). *Agroforesterie et développement durable. Le cas du district de Ha Hoa dans la province vietnamienne de Phu Tho*. Thèse non publiée, Université Laval.
- Phan Huy Lê, Nguyễn Quang Ngọc, & Nguyễn Đình Lê. (1997). *The country life in the Red River delta*. Hanoi: The gioi Publishers.
- Pingali, P. L., & Vo Tong Xuan. (1992). Vietnam: decollectivization and rice productivity growth. *Economic Development and Cultural Change*, 40(4), 697-718.
- Plane, D. A., & Rogerson, P. A. (1994). *The geographical analysis of population: with applications to planning and business*. New York, Toronto: J. Wiley.
- Pouvatchy, J. R. (1986). Cambodian-Vietnamese relations. *Asian Survey*, 26(4), 440-451.
- Quốc Khanh. (2005). *Fermes d'État : dissolution au bout de trois ans de déficit*. Récupéré le 21 avril 2006 de

http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?CATEGORY_ID=16&NEWSPAPER_ID=&TOPIC_ID=51&REPLY_ID=22871

- Rambo, A. T. (1995). Defining highland development challenges in Vietnam: Some themes and issues emerging from the conference. Dans A. T. e. a. Rambo (Éd.), *The challenges of highland development in Vietnam* (pp. xi-xxvii). Honolulu, Hanoi, Berkeley: EWC, CRES, CSS.
- Raulin, H. P. (1947). Les techniques de la percussion et de la production du feu chez les Stiêng. *Société des Études Indochinoises*, XXII, 111-121.
- Robequain, C., Ward, I. A., Andrus, J. R., Greene, K. R. C., & Institute of Pacific Relations. (1944). *The economic development of French Indo-China*. London ; New York: Oxford University Press.
- Robinson, V. (1996). Introduction: The geographical contribution to the study of human migration. Dans V. Robinson (Éd.), *Geography and migration* (pp. xiii-xxviii). Glos: Edward Elgar Publishing Limited.
- Roche, Y., & De Koninck, R. (2001). Les enjeux de la déforestation au Vietnam. *Vertigo*, 3(1).
- Roussel, A., & Hoang Huu Cai. (1997). Expansion et développement agricoles : le cas de la province Đông Nai. *Agriculture et développement*, 15, 145-154.
- Salemink, O. (2003). *The ethnography of Vietnam's Central Highlanders: a historical contextualization, 1850-1990*. Honolulu: University of Hawai'i Press.
- Sikor, T., & O'Rourke, D. (1996). Economic and environmental dynamics of reform in Vietnam. *Asian Survey*, 36(6), 601-617.
- Sikor, T. (2001). The allocation of forestry land in Vietnam: did it cause the expansion of forests in the northwest? *Forest Policy and Economics*, 2, 1-11
- Smolsky, T. (1928). *Note sur le mouvement de la population en Indochine*. Hà Nội: Imprimerie d'Extrême-Orient.
- Sunderlin, W. D., & Huynh Thu Ba. (2005). *Poverty alleviation and forests in Vietnam*. Bogor Barat: CIFOR.
- Thomas, F. (2000). Forêts de Cochinchine et « bois coloniaux », 1862-1900. *Autrepart*, 15, 49-72.
- Trần Dac Dân. (2002). *Les fronts pionniers des paysans du delta tonkinois sur les plateaux centraux du Viêt nam*. Thèse non-publiée, Université Laval.
- Tran Thi Que, Nguyen Thi Hong Phan, & Tran Dang Tuan. (1996). *Population data of sparsely populated areas in Vietnam*. Hanoi: Statistical Publishing House.
- Tran Tu Binh, Spragens, J. J., & Marr, D. M. (1985). *Red Earth: A Vietnamese memoir of life on a colonial rubber plantation*. Ohio University.
- Viollis, A. (1949). *Indochine S.O.S.* Paris: Les éditeurs français réunis.
- Vo Thành Sơn. (2001). *La production vivrière et la déforestation dans une région de montagnes au Viêt nam : le cas du district Na Hang dans la province de Tuyên Quang*. Thèse non publiée, Université Laval.
- Vu Tu Lap, & Taillard, C. (1994). *Atlas du Viet nam*. Montpellier: Reclus.
- Vuong Xuân Tinh. (2001). *Changing land policies and its impacts on land tenure of ethnic minorities in Vietnam*. Communication présentée Enabling Policy Frameworks for Successful Community Based Resource Management Initiatives, Honolulu: East-West Center and Regional Community Forestry Training Center.
- Weeks, J. R. (2002). *Population: an introduction to concepts and issues*. Belmont: Wadsworth/Thomson Learning.

- Wiesner, L. A. (1988). *Victims and survivors: displaced persons and other war victims in Vietnam, 1954-1975*. New York: Greenwood Press.
- Willis, K. G. (1974). *Problems in migration analysis*. Hants: Saxon house, D.C. Heath Ltd.
- World Bank. (1998). *Vietnam. Advancing rural development from vision to action: World Bank in Vietnam*.
- World Bank. (2003). *Vietnam development report 2004. Poverty*. (No. 27130-VN).
- Zasloff, J. J. (1962). Rural resettlement in South Vietnam: the agrovillage program. *Pacific Affairs*, 35(4), 327-340.
- Zhang, H. X., Kelly, P. M., Locke, C., Winkels, A., & Adger, W. N. (2001). *Structure and implications of migration in a transitional economy: beyond the planned and spontaneous dichotomy in Vietnam* (CSERGE Working Paper GEC 01-01): University of East Anglia, University College London.
- Zweers, J., Tirith, H., Ketya, S., Sidedine, L., Sareth, K., Sophea, M., et al. (2001). *Child work and child labour at the Chub rubber plantation in Cambodia*. Phnom Penh: Center for Advanced Study.

En vietnamien

- A2-FBPMGRVNS-29071¹¹⁴. (1973). *Tài liệu của Phủ thủ tướng, Phủ quốc vụ khanh đặc trách chương trình khẩn hoang lập ấp. Kết quả công tác khẩn hoang lập ấp năm 1972-1975*.
- A2-FBPMGRVNS-29073. (1975). *Hồ sơ về việc lựa chọn địa điểm định cư đồng bào nạn nhân chiến cuộc và đồng bào nghèo đói tại cao nguyên năm 1967-1975*.
- A2-FBPMGRVNS-29501. (1965). *Báo cáo kết quả thống kê dân số thương và đồng bào thiếu số năm 1964-1965 của các tỉnh*.
- Anh Xuân. (1976a, 18 septembre). Kinh tế mới, con đường dẫn tới đất nước giàu mạnh, đời sống ấm no. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- Anh Xuân. (1976b, 19 septembre). Kinh tế mới, con đường dẫn tới đất nước giàu mạnh, đời sống ấm no. Ý nghĩa của cuộc vận động xây dựng vùng kinh tế mới. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- Anh Xuân, & Phi Long. (1976, 3 octobre). "Hay" và "chưa hay" ở vùng kinh tế mới. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- Anonyme. (2006). Sỡ thu hồi đất sử dụng kém hiệu quả tại các nông - lâm trường quốc doanh. *Nhân Dân*.
- Bá Tiến, Xuân Nhàn, & Nguyễn Thịnh. (2003). Tây Nguyên - đoạn trường di dân tự do. Hoà hoãn và... chung sống. *Lao Động*, 278.
- Ban TGTU. (1979). *Tài liệu vấn đáp về việc khai hoang mở rộng diện tích, xây dựng vùng kinh tế mới, trong giai đoạn cách mạng mới*. Hà Nam Ninh: Ban Tuyên giáo Tỉnh ủy.
- Bình Phước. (2000a, 8 mars). Dân di cư tự do - cần có sự can thiệp hợp lý. *Bình Phước*.
- Bình Phước. (2000b, 20 décembre). Tình hình giá cả thị trường khu vực chợ Đồng Phú, thị xã Đồng Xoài. *Bình Phước*.
- Bộ Lâm nghiệp. (1983). *Báo cáo kết quả điều tra tài nguyên rừng tỉnh Sông Bé*. Hà Nội: Viện Điều tra Quy hoạch Rừng.

¹¹⁴ A2 : Centre d'archives nationales n° 2 du Việt Nam; FBPMGRVNS : *Phòng Phủ Thủ tướng Chính phủ Việt Nam Cộng hòa* [Fonds du Bureau du premier ministre du gouvernement du RVS]; 29071 : numéro du dossier.

- Bộ tư lệnh quân khu VII, Tỉnh ủy Sông Bé, & Tỉnh ủy Đồng Nai. (1997). *Hào khí Đồng Nai. Lịch sử chiến khu Đ*. Biên Hòa: NXB Đồng Nai.
- Brockerhoff, M. (1998). Các mô hình và chính sách di dân trong nước tại các nước Đông Nam Á. Dans Đỗ Văn Hòa, Nguyễn Văn Hợp, Bùi Trọng Khanh, Đỗ Thị Ngọc Lan & P. Guest (Éds.), *Chính sách di dân châu Á* (pp. 6-32). Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Bùi Minh Đạo. (2003). *Một số vấn đề giảm nghèo ở các dân tộc thiểu số Việt Nam*. Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Bùi Văn Danh, & Triệu Đồng. (1999, 28 avril). Được cấp giấy chứng nhận quyền sử dụng đất là nguyện vọng chính đáng của nhân dân. *Bình Phước*.
- CA Sông Bé. (1995, 8 décembre). Thực trạng di dân tự do ở Sông Bé. *Sông Bé*.
- Chu Hữu Quý. (2002). Mười năm phát triển kinh tế và xã hội miền núi. Dans Lê Trọng Cúc, Chu Hữu Quý, Võ Quý, Ngô Đức Thịnh & Đặng Kim Sơn (Éds.), *Phát triển bền vững vùng miền núi Việt Nam: 10 năm nhìn lại và những vấn đề đặt ra* (pp. 38-97). Hà Nội: FF, CRES, ICARD.
- Cừu Long Giang, & Toan Ánh. (1974). *Cao nguyên miền thượng*. Sài Gòn.
- Đ. D. (2000, 20 mai). Diễn đàn cử tri: Chuyện trồng rừng và giữ rừng. *Bình Phước*.
- DADRBP. (1999). *Rà soát bổ sung quy hoạch ngành nông nghiệp & PTNT tỉnh Bình Phước giai đoạn 1998-2010*. Đồng Xoài: Sở Nông nghiệp và Phát triển Nông thôn tỉnh Bình Phước.
- Dan Bao. (2004, 16 juillet). Đề hạn chế tình trạng di dân tự do, ngoài sự nỗ lực của địa phương, Bình Phước rất cần sự hỗ trợ của trung ương. *Bình Phước*.
- Đảng Cộng sản Việt Nam. (1961). *Nghị quyết hội nghị Trung ương lần thứ 5 tháng 7 năm 1961 về vấn đề phát triển nông nghiệp trong kế hoạch 5 năm lần thứ nhất 1961-1965*. Hà Nội: NXB Sự thật.
- Đảng Cộng sản Việt Nam. (1963). *Nghị quyết hội nghị Trung ương lần thứ 8 tháng 4 năm 1963 và kế hoạch phát triển kinh tế quốc dân 5 năm lần thứ nhất 1961-1965*. Hà Nội: NXB Sự thật.
- Đặng Nghiêm Vạn. (1989). Những vấn đề xã hội hiện nay ở Tây Nguyên. Dans Đặng Nghiêm Vạn & Chu Thái Sơn (Éds.), *Tây Nguyên trên đường phát triển* (pp. 67-151). Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Đặng Vỹ. (2004). "Vụ việc" Tây Nguyên: bài học cho cán bộ cơ sở. Récupéré le 2 février 2007 de <http://www.vnn.vn/chinhtri/doinoi/2004/05/152426/>
- Đào Thế Tuấn (2003). Lời giới thiệu. Dans Gourou P. (2003), *Người nông dân châu thổ Bắc Kỳ*. Hà Nội: Hội Khoa học Lịch sử Việt Nam, Viện Viễn đông Bác cổ Pháp, NXB Trẻ.
- Đạt Toàn. (1999, 6 janvier). Quốc lộ 14 niềm vui và nỗi lo. *Bình Phước*.
- Đầu Tư. (2002). *Đắc Lắc, "trọng điểm" phá rừng*. Récupéré le 12 mars 2003 de www.vir.com.vn
- Diệp Đình Hoa. (1995). *Sự biến động của cộng đồng dân tộc do tác động của hồ Hòa Bình*. Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Diệp Viên. (1991, 8 mai). Tình hình dân ngoài tỉnh tự động đến định cư ở Đồng Phú hiện nay. *Sông Bé*.
- Đình Quang. (2004a, 3 décembre). Công tác bảo vệ rừng ở Bù Đăng còn lăm cam go. *Bình Phước*.
- Đình Quang. (2004b, 8 octobre). Đến năm 2006 sẽ không còn hộ đồng bào dân tộc thiểu số thiếu đất sản xuất. *Bình Phước*.
- Đình Văn Liên. (1985). Đặc điểm môi sinh và dân số của người Stiêng. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 41-64). Sông Bé: NXB Tổng hợp Sông Bé.

- Đỗ Long, & Vũ Dũng. (2002). *Tâm lý nông dân trong thời kỳ đầu phát triển kinh tế thị trường*. Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Đỗ Thịnh. (1988). *Một số vấn đề tổ chức di dân nông nghiệp có hiệu quả kinh tế xã hội*. Trường Đại học Kinh tế Quốc dân.
- Đỗ Văn Hòa. (2002). Tác động của chính sách định canh định cư, di dân và phát triển vùng kinh tế mới đến phát triển bền vững vùng kinh tế - xã hội ở miền núi. Dans Lê Trọng Cúc, Chu Hữu Quý, Võ Quý, Ngô Đức Thịnh & Đặng Kim Sơn (Éds.), *Phát triển bền vững vùng miền núi Việt Nam: 10 năm nhìn lại và những vấn đề đặt ra* (pp. 298-313). Hà Nội: FF, CRES, ICARD.
- Đỗ Văn Hòa, & Trịnh Khắc Thâm. (1999). *Nghiên cứu di dân ở Việt Nam*. Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Doãn Mậu Diệp, & Trịnh Khắc Thâm. (1996). *Di dân tự do đến Đồng Nai và Vũng Tàu*. Hà Nội: NXB Chính trị Quốc gia.
- Đoàn Phú. (1997, 17 décembre). Tiếng vọng từ rừng. *Bình Phước*.
- Đoàn Tấn Dũng. (1998, 25 novembre). Tình hình bệnh sốt rét ở tỉnh Bình Phước. *Bình Phước*.
- Đông Dương. (2001, 23 juin). Giải pháp nào để quản lý dân không hộ khẩu? *Bình Phước*.
- Dương Văn Hường et al. (2004a). *Phân bố di dân theo nơi ở tại tỉnh Bình Phước*. HCMV: Cục hợp tác xã và phát triển nông thôn, MADR.
- Dương Văn Hường et al. (2004b). *Việc làm và thời gian tìm việc của người dân tự do tại Bình Phước*. HCMV: Cục hợp tác xã và phát triển nông thôn, MADR.
- Guest, P. (1998). *Động lực di dân nội địa ở Việt Nam*. Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Hà Quang Hải, Huỳnh Tiến Đạt, Nguyễn Văn Đệ, Lê Minh Huệ, Vũ Chí Hiếu, Thái Lê Nguyên, et al. (2001). *Nghiên cứu xói mòn, đề xuất các giải pháp phục hồi sinh thái vùng đất trống, đồi trọc tỉnh Bình Phước*. T. P. Hồ Chí Minh: Trung tâm Tài nguyên & Môi trường, Sở KH CN & MT Bình Phước.
- Hà Thanh. (2004, 2 janvier). Mùa xuân của công nhân dân tộc thiểu số. *Bình Phước*.
- Hà Văn Thành. (1998). *Thực trạng và giải pháp phát triển kinh tế-xã hội đồng bào dân tộc ít người tỉnh Bình Phước*. Đại học Quốc gia T. P. Hồ Chí Minh.
- Hồ Sĩ Thành. (2003). *Chiến khu Đ*. T. P. Hồ Chí Minh: NXB Trẻ.
- Hồ Viết Nam. (1995, 9 juin). Nông thôn vùng đồng bào dân tộc huyện Bù Đăng sau 2 năm thực hiện nghị quyết TW 5. *Sông Bé*.
- Hồ Viết Nam, Nguyễn Xuân Hòa, & Lê Ngọc Thu. (2004). Truyền thống cách mạng của huyện Bù Đăng anh hùng 1930 - 2004. Bù Đăng: Ban thường vụ huyện ủy Bù Đăng.
- Hoàng Anh. (1996, 18 octobre). Nông nghiệp và nông thôn Sông Bé sau 3 năm thực hiện nghị quyết TW5. *Sông Bé*.
- Hoàng Dong. (2001). Di dân, định canh định cư, phát triển vùng kinh tế mới trong tiến trình dựng nước và giữ nước. Dans Cục Định canh Định Cư và Vùng Kinh tế mới (Éd.), *Di dân, kinh tế mới, định canh định cư - Lịch sử và truyền thống* (pp. 11-87). Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Hoàng Lâm. (1995, 9 juin). Rừng là vàng. Phải bắt đầu từ "chọn mặt" để "gửi vàng". *Bình Phước*.
- Hoàng Lâm. (1996, 6 septembre). Một bộ phận đồng bào dân tộc Stiêng vẫn đói cơm, đói chữ. Vì sao? *Sông Bé*.
- Hoàng Lê. (1989). Thực hiện định canh định cư và tiếp nhận thêm lao động để phát triển kinh tế ở Gia Lai - Kon Tum. Dans Đặng Nghiêm Vạn & Chu Thái Sơn (Éds.), *Tây Nguyên trên đường phát triển* (pp. 55-66). Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.

- Hoàng Oanh. (2004). *Di dân tự do - bài toán khó giải của Bình Thuận*. Récupéré le 1 septembre 2006 de <http://www.binhthuan.gov.vn/home.asp?idnews=113426>
- Hồng Quang. (1987, 2 août). Vì sao diện tích vụ mùa nay ở Đồng Phú bị giảm? *Sông Bé*.
- Hồng Quang, & Hoàng Lâm. (1987, 10 octobre). Bài học rút ra xung quanh việc đầu tư cho sản xuất ở Đồng Phú. *Sông Bé*.
- Huy Bình. (1989, 29 avril). CTCS Lộc Ninh sau 9 tháng giảm biên chế cấp nông trường. *Sông Bé*.
- Khiết Hưng. (2006). *Càng thiếu minh bạch, thị trường bất động sản càng què quặt*. Récupéré le 5 septembre 2006 de <http://www.tuoitre.com.vn/Tianyon/Index.aspx?ArticleID=153149&ChannelID=204#top>
- Khổng Diễm. (1991). *Những đặc điểm trong quá trình di dân ở nước ta*. Hà Nội: MoLISA.
- Khổng Diễm. (1995). *Dân số và dân số tộc người ở Việt Nam*. Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Khổng Diễm. (2002). Một số vấn đề về dân số với phát triển các dân tộc thiểu số và miền núi Việt Nam. Dans Lê Trọng Cúc, Chu Hữu Quý, Võ Quý, Ngô Đức Thịnh & Đặng Kim Sơn (Éds.), *Phát triển bền vững vùng miền núi Việt Nam: 10 năm nhìn lại và những vấn đề đặt ra* (pp. 140-160). Hà Nội: FF, CRES, ICARD.
- Ksor Phước, & Tiến Bình. (1999, 31 mars). Chính sách đối với các vùng sâu, vùng xa, vùng đồng bào dân tộc phải kiên trì, không thể nóng vội. *Bình Phước*.
- L. M. (1977, 24 novembre). Cung cách làm ăn của diêm 6. *Sông Bé*.
- Lâm Sắc. (1989, 29 juillet). Bà con dân tộc ít người cần được quan tâm chăm lo nhiều hơn nữa. *Sông Bé*.
- Lê Bá Thảo. (1998). *Việt Nam. Lãnh thổ và các vùng địa lí*. Hà Nội: NXB Thế giới.
- Lê Bá Thảo. (2004). *Thiên nhiên Việt Nam*. (3^e éd.). Hà Nội: NXB Giáo dục.
- Lê Duy Đại. (1991). *Dân cư Tây Nguyên dưới góc độ nghiên cứu dân số học tộc người*. Viện Khoa học Xã hội Nhân văn.
- Lê Duy Khánh. (1986, 30 octobre). Góp ý với đại hội Đảng. Công tác định canh, định cư nên làm như thế nào. *Sông Bé*.
- Lê Duy Khánh. (1987, 5 et 12 décembre). Vài nét về tình hình lâm nghiệp Đồng Phú và những kiến nghị. *Sông Bé*.
- Lê Ngọc Vĩnh. (200?). *Quan hệ biện chứng giữa dân số và phát triển kinh tế - xã hội trong thời kỳ Đổi mới ở Việt Nam hiện nay*. Học viện Chính trị Quốc gia Hồ Chí Minh.
- Lê Phước. (1979, 30 août). Tăng cường quản lý chất lượng khai hoang, xây dựng đồi ruộng theo hướng thâm canh, chuyên canh sản xuất lớn xã hội chủ nghĩa. *Sông Bé*.
- Lê Trâm. (2005, 2 mars). Công ty cao su Bình Long. Đưa chữ về với công nhân. *Bình Phước*.
- Lê Trọng Cúc. (2002). Mười năm phát triển miền núi Việt Nam. Các vấn đề kinh tế-xã hội, văn hóa và môi trường. Dans Lê Trọng Cúc, Chu Hữu Quý, Võ Quý, Ngô Đức Thịnh & Đặng Kim Sơn (Éds.), *Phát triển bền vững miền núi Việt Nam: 10 năm nhìn lại và những vấn đề đặt ra* (pp. 11-37). Hà Nội: FF, CRES, ICARD.
- Lê Văn Tâm. (2006). *Chiến khu Đ - Mảnh đất anh hùng*. Récupéré le 4 novembre 2006 de <http://hdnd.dongnai.gov.vn/anpham/05-2006/mlnews.2006-06-10.4309061689>
- Lê Văn Thâm. (1988, 17 décembre). Bù Đẳng vững bước đi lên. *Sông Bé*.
- Lưu Huỳnh Thống. (1991). Lịch sử đấu tranh cách mạng Sông Bé 1920-1945. Dans Nguyễn Bá Thọ, Trần Bạch Đằng, Trần Kim Thạch, Nguyễn Đình Đầu, Mạc Đường, Nguyễn Việt Tá, Sơn Nam & Lưu Huỳnh Thống (Éds.), *Địa chí tỉnh Sông Bé* (pp. 395-561). Thủ Dầu Một: NXB Tổng hợp Sông Bé.

- M. T. (1976, 18 juillet). Sáng 17-7 gần 1 000 đồng bào các quận 10, 11, Phú Nhuận, Gò Vấp lên đường đi lập nghiệp. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- M. V. (1973). Hội nghị qui hoạch và xây dựng vùng kinh tế mới tỉnh Sông Bé. Tỉnh Sông Bé đã cất gần 30 000 căn nhà xây dựng 38 xã cho trên 10 vạn đồng bào các vùng kinh tế mới. *Sài Gòn Giải Phóng*, 401.
- M. V. (1976, 5 [?] août). Trên vùng kinh tế mới Bầu Lầy, Bầu Ké (Sông Bé) sẽ hoàn thành mỗi vùng trên 1 000 căn nhà trong tháng 8 này. *Sài Gòn giải phóng*.
- Mạc Đường. (1985a). Những biến đổi xã hội ở vùng dân tộc tỉnh Sông Bé từ sau cách mạng tháng Tám năm 1945 cho đến nay. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 182-221). Thủ Dầu Một: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Mạc Đường. (1985b). Vấn đề dân cư và dân tộc ở Sông Bé qua các thời kỳ lịch sử. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 11-40). Thủ Dầu Một: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Mạc Đường. (1991). Miền núi tỉnh Sông Bé. Lịch sử phát triển xã hội và đời sống các dân tộc. Dans Nguyễn Bá Thọ, Trần Bạch Đằng, Trần Kim Thạch, Nguyễn Đình Đầu, Mạc Đường, Nguyễn Viết Tá, Sơn Nam & Lưu Huỳnh Thông (Éds.), *Địa chí tỉnh Sông Bé* (pp. 249-328). Thủ Dầu Một: NXB tổng hợp Sông Bé.
- MADR. (1999). *Những tư liệu cơ bản về di dân phát triển vùng kinh tế mới, định canh, định cư*. MADR.
- MADR. (2001). *Đối tác dự án trồng mới 5 triệu héc-ta rừng. Báo cáo tổng hợp*. Hà Nội: MADR.
- MoLISA. (1978). *Chế độ đối với lao động đi xây dựng vùng kinh tế mới*. Hà Nội: NXB Lao Động.
- Nguyễn An Dương. (1997a, 24 mai). Nếp sống văn hóa của đồng bào Stiêng ở Bình Phước. *Bình Phước*.
- Nguyễn An Dương. (1997b, 24 mai). Tiến tới kỷ niệm 300 năm thành lập tỉnh. Bình Phước xưa và nay. *Bình Phước*.
- Nguyễn An Vinh, Ngô Đức Thịnh, Thế Văn, Đặng Nghiêm Vạn, Đỗ Hữu Bá, Lưu Hùng, et al. (1990). *Vấn đề phát triển kinh tế xã hội các dân tộc thiểu số ở Đắk Lắk*. Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Nguyễn Anh Dũng. (1981). *Chính sách ngụ binh ư nông các thời Lý - Trần - Lê sơ. Thế kỷ XI - thế kỷ XV* Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Nguyễn Bá Thủy. (2003). *Di dân tự do của các dân tộc Tày, Nùng, H'mông, Dao từ Cao Bằng, Lạng Sơn vào Đắk Lắk*. Trung tâm KHXH & NVQG.
- Nguyễn Công Tạn. (1999). Bảo vệ vốn rừng và việc lựa chọn cơ cấu cây lâm nghiệp trong dự án trồng mới 5 triệu ha rừng. *Forestry science-technology and economic management*, 11, 2-5.
- Nguyễn Công Thục. (2002). *Phong trào đấu tranh chống phá "áp chiến lược" của Mỹ - ngụy ở miền Nam Việt Nam*. Viện Lịch sử Quân sự Việt Nam.
- Nguyễn Danh Phiệt. (1994a). Di dân của người Việt từ đầu thế kỷ X đến đầu thế kỷ XV. Dans Đặng Thu (Éd.), *Di dân của người Việt từ thế kỷ thứ X đến giữa thế kỷ XIX* (pp. 29-60). Hà Nội: Trung tâm Nghiên cứu Dân số và Phát triển, Trung tâm Khoa học Xã hội và Nhân văn Quốc gia.
- Nguyễn Danh Phiệt. (1994b). Khái quát về nguồn gốc người Việt, quá trình di dân và hình thành không gian lãnh thổ Việt Nam trước thế kỷ X. Dans Đặng Thu (Éd.), *Di dân của người Việt từ thế kỷ X đến giữa thế kỷ XIX* (pp. 5-28). Hà Nội: Trung tâm Nghiên cứu Dân số và Phát triển, Trung tâm Khoa học Xã hội và Nhân văn Quốc gia.

- Nguyễn Đình Đầu. (1991). Địa lý lịch sử Sông Bé. Dans Nguyễn Bá Thọ, Trần Bạch Đằng, Trần Kim Thạch, Nguyễn Đình Đầu, Mạc Đường, Nguyễn Viết Tá, Sơn Nam & Lưu Huỳnh Thống (Éds.), *Địa chí tỉnh Sông Bé* (pp. 144-247). Thủ Dầu Một: NXB tổng hợp Sông Bé.
- Nguyễn Đình Đầu. (1992). *Chế độ công điền công thổ trong lịch sử khẩn hoang lập ấp ở Nam Kỳ lục tỉnh*. Hà Nội: Hội sử học Việt Nam.
- Nguyễn Hồng Minh. (1993). *Tổng luận khoa học di dân tự do*. Hà Nội: Bộ Lao động - Thương binh và Xã hội.
- Nguyễn Hùng Dũng. (1989, 28 janvier). Năm mới nói chuyện xây dựng mạnh giàu ở vùng kinh tế mới. *Sông Bé*.
- Nguyễn Hữu Luật, & Xuân Nam. (1999, 2 juin). Bình Phước khắc phục tình trạng di dân tự do, ổn định và phát triển KT-XH. *Bình Phước*.
- Nguyễn Hữu Tiên, Dương Ngọc Thi, Ngô Văn Hai, & Trịnh Khắc Thâm. (1998). *Một số vấn đề về định canh định cư và phát triển nông thôn bền vững*. Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Nguyễn Hữu Tiên, Nguyễn Lâm Toán, & Phạm Văn Khiên. (1996). *Điều tra cơ bản và xác định các giải pháp giải quyết tình trạng dân di cư tự do đến Tây Nguyên và một số tỉnh khác*. Hà Nội: MADR.
- Nguyễn Huy Phồn. (1998). Một số nhận xét về biến động tài nguyên rừng Việt Nam giai đoạn 1976-1995. *Tap chí khoa học*, IV, 38-45.
- Nguyễn Kỳ Tâm. (1980, 19 juin). Cuộc sống của gia đình kinh tế mới. *Sông Bé*.
- Nguyễn Minh. (1981, 2 avril). Thọ Sơn từng bước đi lên. *Sông Bé*.
- Nguyễn Minh Triết. (1995, 2 juin). Lời khai mạc kỳ họp bất thường Hội đồng nhân dân tỉnh Sông Bé khóa V. *Sông Bé*.
- Nguyễn Nghĩa Phương, & Chu Thái Sơn. (1989). Mấy nhận thức về lực lượng sản xuất và quan hệ sản xuất ở Lâm Đồng. Dans Đặng Nghiêm Vạn & Chu Thái Sơn (Éds.), *Tây Nguyên trên đường phát triển* (pp. 283-307). Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Nguyễn Quang Ân. (2003). *Việt Nam: những thay đổi địa danh và địa giới hành chính 1945-2002*. Hà Nội: NXB Thông tấn.
- Nguyễn Sinh Cúc. (1995). *Nông nghiệp Việt Nam*. Hà Nội: NXB Thống kê.
- Nguyễn Thanh Bình. (1983, 21 avril). Phát huy thắng lợi, tăng cường đoàn kết nhất trí, tự lực vươn lên giành nhiều thắng lợi trong thời kỳ mới. *Sông Bé*.
- Nguyễn Thanh Hà et al. (2004). *Hệ thống định chế và bộ máy quản lý cần thiết đối với vấn đề di dân tự do ở Việt Nam nói chung và Bình Phước nói riêng*. Đồng Xoài: Sở Khoa học và Công nghệ Bình Phước.
- Nguyễn Thế Huệ. (1994). Di dân của người Việt nửa đầu thế kỷ XIX. Dans Đặng Thu (Éd.), *Di dân của người Việt từ thế kỷ X đến giữa thế kỷ XIX* (pp. 137-164). Hà Nội: Trung tâm Nghiên cứu Dân số và Phát triển, Trung tâm Khoa học Xã hội và Nhân văn Quốc gia.
- Nguyễn Thế Huệ. (2000). *Dân số các dân tộc miền núi và trung du Bắc bộ từ sau Đổi mới*. Hà Nội: NXB Văn hóa Dân tộc.
- Nguyễn Thị Bích Hà. (2002). *Phân tích thực trạng di dân đến Đăk Lăk và ảnh hưởng của nó tới sự phát triển kinh tế - xã hội*. Trường Đại học Sư phạm Hà Nội.
- Nguyễn Thịnh. (2003). Tiếng gọi nơi hoang dã. *Lao Động*, 278.
- Nguyễn Tiến Mạnh, & Ngô Văn Hải. (1998). Phân tích đánh giá và một số kiến nghị nhằm bổ xung hoàn thiện hệ thống chính sách di dân xây dựng vùng kinh tế mới, *Hội nghị chính sách di dân tự phát*. Hồ Chí Minh: Ủy ban các vấn đề xã hội của Quốc hội.
- Nguyễn Trần Trọng, & Nguyễn Đăng Kiều. (1982). *Những vấn đề kinh tế chủ yếu về khai hoang nhân dân xây dựng vùng kinh tế mới ở nước ta*. Hà Nội: NXB Nông nghiệp.

- Nguyễn Văn Diệu, & Nguyễn Tuấn Triết. (1985). Phong trào đấu tranh chống đế quốc của đồng bào Stiêng và các dân tộc ít người ở Sông Bé. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 145-181). Sông Bé: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Nguyễn Văn Nguyễn. (1998, 7 février). Tình hình sản xuất lâm nghiệp và các giải pháp để đẩy mạnh sản xuất trong thời gian tới. *Bình Phước*.
- Nguyễn Văn Nhập. (1976, 7 novembre). Quận Gò Vấp làm tốt việc đưa bà con đi Tây Ninh lập nghiệp. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- Nguyễn Văn Sơn. (1998). *Di dân tự do đến Sông Bé. Thực trạng và giải pháp*. Bình Dương: Công an tỉnh Bình Dương.
- Nguyễn Văn Thanh. (2001). Đổi mới cơ chế quản lý di dân và xây dựng các vùng kinh tế mới. Dans Cục Định canh Định Cư và Vùng Kinh tế mới (Éd.), *Di dân, kinh tế mới, định canh định cư - Lịch sử và truyền thống* (pp. 138-151). Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Nguyễn Văn Tiêm. (1993). *Những vấn đề kinh tế chủ yếu để nâng cao hiệu quả kinh tế sản xuất cao su ở miền Đông Nam bộ*. Đại học Kinh tế Quốc dân.
- Nguyễn Văn Tốt. (1976, 7 novembre). Nhiệt liệt hoan nghênh bà con thành phố Hồ Chí Minh lên Tây Ninh xây dựng cuộc sống mới. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- Nguyễn Văn Trương. (1986, 25 octobre). Rừng trong tâm nhìn của thời đại. *Sông Bé*.
- Nguyễn Văn Út. (2003). *Nghiên cứu các yếu tố ảnh hưởng đến đặc điểm dịch tễ sốt rét và hiệu quả các biện pháp can thiệp ở tỉnh Sông Bé qua các chương trình thanh toán và phòng chống sốt rét (1976-1996)*. Đại học Y Dược thành phố Hồ Chí Minh.
- Nguyễn Viết Phỏ, Nguyễn Văn Quý, Đoàn Văn Tước, Nguyễn Văn Hải, Vũ Văn Tuấn, & Hoàng Bá Đạt. (1988). *Đánh giá tài nguyên và điều kiện thiên nhiên về khí tượng thủy văn phục vụ sản xuất và quốc phòng, trọng tâm là phục vụ nông nghiệp*. Vol. 1 (số liệu khí hậu). Hà Nội: Chương trình tiên bộ khoa học kỹ thuật cấp Nhà nước 42A.
- Nguyễn Việt Tiến, Nguyễn Văn Tân, & Vũ Anh Tú. (2001). Nghiên cứu sử dụng đất bền vững ở Tây Nguyên. Dans MSTE (Éd.), *Tài nguyên và môi trường. Tuyển tập hội nghị khoa học* (pp. 34-41). Hà Nội: NXB Khoa học Kỹ thuật.
- Nguyễn Vinh. (2001, 19 septembre). Gian nan chuyện trồng rừng. *Bình Phước*.
- Nguyễn Xuân Lan. (1996, 5 avril). Phương thức và hiệu quả khoán vườn cây ở CTCS Đồng Phú. *Sông Bé*.
- Nha Tổng giám đốc kế hoạch. (1965). *Dân số Việt Nam theo đơn vị hành chính trong năm 1965*. Sài Gòn: Viện Quốc gia Thống kê.
- Nông Thế Cừ. (1998). Di dân tự phát ở Cao Bằng - Nguyên nhân và giải pháp, *Hội nghị chính sách di dân tự phát*. Hồ Chí Minh: UB các vấn đề xã hội của Quốc hội.
- P. T. (2003, 2 juillet). Gần 133 ngàn người di cư tự do đến Bình Phước. *Bình Phước*.
- P. T. (2005, 28 mars). Điều phủ xanh đất trống đồi trọc và những giá trị kinh tế. *Bình Phước*.
- P. V. (2004a, 10 mars). Bình Phước đang phải đối mặt với hạn hán. *Bình Phước*.
- P. V. (2004b, 17 mars). Nước ngầm - Nguồn tài nguyên vô giá đang bị cạn kiệt. *Bình Phước*.
- Phạm Công Tâm. (2001). *Đổi mới việc thực hiện chính sách dân tộc trên địa bàn tỉnh Bình Dương và Bình Phước*. Học viện Chính trị Quốc gia Hồ Chí Minh.
- Phạm Đại Đồng, & Nguyễn Thị Thiêng. (2000). *Thống kê dân số (Statistique démographique)*. Hà Nội: UBQG Dân số / Trường Đại học Kinh tế Quốc dân.
- Phạm Danh. (1991, 8 mai). Giá cả trong tuần: 1/5-7/5/1991. *Sông Bé*.
- Phạm Đình Thanh. (2003). *Hạt điều. Sản xuất và chế biến*. Hồ Chí Minh: NXB Nông nghiệp.
- Phạm Đỗ Nhật Tân. (1992). *Hoàn thiện việc di dân nông nghiệp có tổ chức đi xây dựng các vùng kinh tế mới*. Đại học Kinh tế Quốc dân.

- Phạm Nguyên. (2000, 12 février). Đôi điều ghi nhận từ ban quản lý rừng phòng hộ Tà Thiết. *Bình Phước*.
- Phạm Quang Khánh. (1995). *Tài nguyên đất vùng Đông Nam Bộ*. Hà Nội: NXB Nông Nghiệp.
- Phạm Thành Đông. (1978, Tết du cheval). Rừng vàng Sông Bé. *Sông Bé*.
- Phan An. (1985). Tổ chức xã hội của người Stiêng. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 89-128). Sông Bé: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Phan An, & Nguyễn Thị Hòa. (1985). Hôn nhân và gia đình của người Stiêng. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 129-144). Sông Bé: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Phan Đại Doãn. (1994). Công cuộc di dân thế kỷ XV. Dans Đặng Thu (Éd.), *Di dân của người Việt từ thế kỷ X đến giữa thế kỷ XIX* (pp. 61-81). Hà Nội: Trung tâm Nghiên cứu Dân số và Phát triển, Trung tâm Khoa học Xã hội và Nhân văn Quốc gia.
- Phan Đại Doãn, & Cao Văn Biền. (1994). Công cuộc di dân thế kỷ XVI-XVII. Dans Đặng Thu (Éd.), *Di dân của người Việt từ thế kỷ X đến giữa thế kỷ XIX* (pp. 83-113). Hà Nội: Trung tâm Nghiên cứu Dân số và Phát triển, Trung tâm Khoa học Xã hội và Nhân văn Quốc gia.
- Phan Ngọc Chiến. (1985). Kinh tế nông nghiệp của người Stiêng trước và sau 1975. Dans Mạc Đường (Éd.), *Vấn đề dân tộc ở Sông Bé* (pp. 65-88). Sông Bé: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Phương Hà. (2004, 18 mars). Sau mùa khô 2004: Nguy cơ số hộ tái nghèo tăng cao ở Bù Gia Mập. *Bình Phước*.
- Phương, T., & Thảo, P. (2004, 16 avril). Khốc liệt mùa khô 2004 (?). *Bình Phước*.
- Quốc Nam. (1998, 15 avril). Nắng hạn gây ảnh hưởng nghiêm trọng tới sản xuất nông nghiệp trên địa bàn tỉnh. *Bình Phước*.
- Quỳnh Trang. (1989a, 17 juin). Công tác định canh định cư chưa đạt hiệu quả cao. *Sông Bé*.
- Quỳnh Trang. (1989b, 12 août). Đất quy hoạch trồng cao su - Vấn đề cần xem lại. *Sông Bé*.
- Quỳnh Trang. (1996a, 13 septembre). Phá rừng, lấn chiếm đất rừng vẫn là một thực trạng đầy thách thức. *Sông Bé*.
- Quỳnh Trang. (1996b, 20 septembre). Uẩn khúc trong quá trình thực hiện chương trình 327. *Sông Bé*.
- SGGP. (1976a, 7 novembre). Bản đồ Tây Ninh và các vùng kinh tế mới. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- SGGP. (1976b, 3 octobre). Bản đồ tỉnh Sông Bé và các vùng kinh tế mới. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- SGGP. (1976c, 3 octobre). Báo Sài Gòn Giải Phóng phỏng vấn đồng chí Bí thư tỉnh ủy tỉnh Sông Bé. Tiếp nhận nửa triệu dân thành phố Hồ Chí Minh là một trách nhiệm lớn của tỉnh Sông Bé. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- SGGP. (1976d, 2 septembre). Đồng chí Lê Duẩn đã tới thăm và nói chuyện với hội nghị cán bộ toàn quốc, thăm Côn Đảo và một số địa phương khác ở miền Nam. *Sài Gòn Giải Phóng*.
- Son Nam. (1991). Truyền thống văn hóa. Dans Nguyễn Bá Thọ, Trần Bạch Đằng, Trần Kim Thạch, Nguyễn Đình Đầu, Mạc Đường, Nguyễn Việt Tá, Sơn Nam & Lưu Huỳnh Thống (Éds.), *Địa chí tỉnh Sông Bé* (pp. 329-394). Thủ Dầu Một: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Sông Bé. (1977a, 22 septembre). 97 % đồng bào đi lập nghiệp quyết tâm bám đất xây dựng quê hương mới. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1977b, 7 mai). Đồng chí Đỗ Văn Nguyên, bí thư tỉnh ủy Sông Bé, trả lời phỏng vấn của phóng viên Đài tiếng nói Việt Nam II. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1978a, 2 mars). 1978: Vận động tổ chức 80 % số hộ nông dân vào làm ăn tập thể. *Sông Bé*.

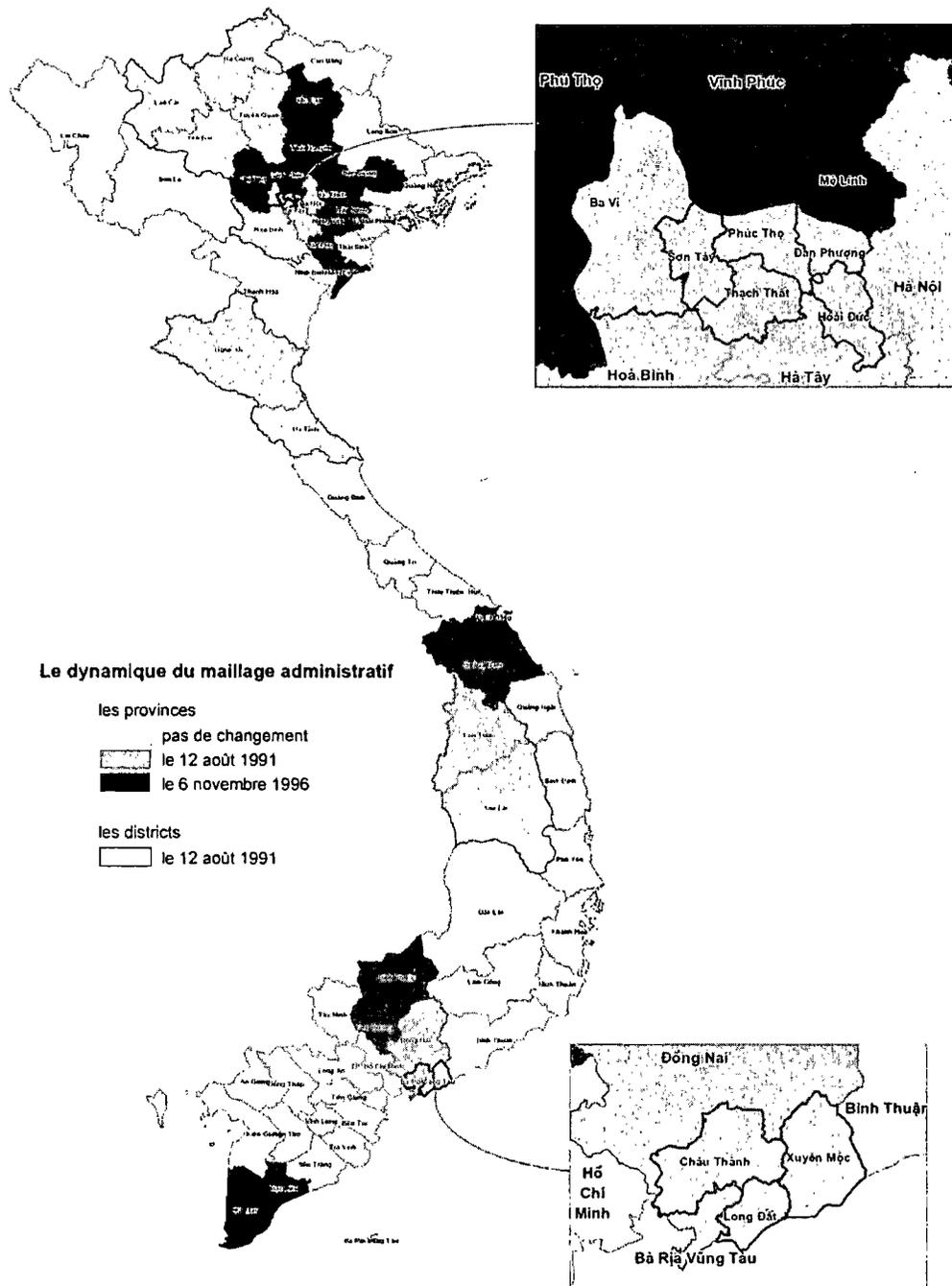
- Sông Bé. (1978b, 9 mars). Đồng bào 2 tỉnh Hà Sơn Bình và Thái Bình đến Sông Bé lập nghiệp đã tổ chức hoàn chỉnh 11 hợp tác xã. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1978c, 16 mars). Đồng bào các xã kinh tế mới trong tỉnh yên tâm xây dựng quê hương mới. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1978d, 23 février). Hướng dẫn cách làm rẫy cho lao động "kinh tế mới". *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1978e, 12 janvier). Tinh tạo mọi điều kiện thuận lợi đón bà con Hà Sơn Bình đến xây dựng vùng kinh tế mới. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1978f, 2 mars). Xã luận. Phân bổ lại lao động, khai thác tài nguyên làm giàu cho tỉnh. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1978g, 8 juin). Xây dựng Đảng. Nét mới về lãnh đạo phong trào cách mạng trong quần chúng của huyện ủy Phước Long. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1979, 6 décembre). Trên vùng đất mới. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1985, 2 mars). Mô hình kinh tế của các huyện nằm trong vùng chuyên canh cao su. *Sông Bé*.
- Sông Bé. (1995, 24 février). Huyện Bù Đăng giải quyết tình hình thiếu đói cho đồng bào dân tộc. *Sông Bé*.
- Sương Mai. (2002, 19 juin). Tâm sự của những người giữ rừng. *Bình Phước*.
- Tân. (2003, 31 décembre). Điện lực Bình Phước với cột mốc 100 % xã đã có điện. *Bình Phước*.
- Tấn Đức. (2006). Vì sao chưa có doanh nghiệp tư nhân lớn? *Thời báo Kinh tế Sài Gòn*.
- Tấn Hòa. (2003a, 17 octobre). Hướng đi nào cho sự phát triển kinh tế ở xã Phú Nghĩa. *Bình Phước*.
- Tấn Hòa. (2003b, 5 septembre). Nông trường 3: Đơn vị dẫn đầu của công ty cao su Phú Riềng. *Bình Phước*.
- Tấn Hòa. (2005, 1 avril). Báo động về tình trạng cho vay nặng lãi, xiết nợ và lừa đảo ở nông thôn. *Bình Phước*.
- TCTK. (1980). *Số liệu thống kê Cộng hòa Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam 1977*. Hà Nội: NXB Thống kê.
- TCTK. (1995). *Kết quả tổng điều tra nông thôn và nông nghiệp năm 1994*. Vol. 2: Tổng cục Thống kê.
- TCTK. (2001). *Kết quả tổng điều tra nông thôn, nông nghiệp và thủy sản năm 2001* (CD-ROM). Hà Nội: TCTK.
- TCTK. (2006). *Điều tra biến động dân số và kế hoạch hóa gia đình 1/4/2005: Những kết quả chủ yếu*. Hà Nội: NXB Thống kê.
- TCTK, & Bộ NN & CNTP. (1991). *Số liệu nông nghiệp Việt Nam 35 năm (1956-1990)*. Hà Nội.
- Thái Châu. (2002, 30 octobre). Kiên quyết xử lý nghiêm những đối tượng ăn chặn tiền vay ngân hàng của nông dân. *Bình Phước*.
- Thái Hà. (1978, 16 février). Thăm tình kết nghĩa keo sơn Sông Bé - Hà Sơn Bình. *Sông Bé*.
- Thái Phong. (1991, 8 mai). Trên một vạn người mới nhập cư trái phép ở Sông Bé. *Sông Bé*.
- Thanh Đoàn. (1978a, 23 mars). Hợp tác xã Thanh Oai. *Sông Bé*.
- Thanh Đoàn. (1978b, 16 mars). Trên vùng kinh tế mới của Hà Sơn Bình ở Phước Long. Hợp tác xã Long Phú. *Sông Bé*.
- Thanh Vân. (1997, 2? mai, n° 28). Nước mưa - nguồn lợi thiên nhiên quý giá. *Bình Phước*.
- Thảo, P., & Vân, T. (2005, 15 avril). Mùa khô 2004-2005 và nguy cơ tái đói nghèo. *Bình Phước*.
- Tiến Bình. (1992, 14 août). Dân "di cư tự do". Một bài toán nan giải. *Sông Bé*.
- Tiến Bình. (1997, 3 décembre). Tranh chấp đất đai và những nỗi đau. *Bình Phước*.

- Tỉnh ủy Sông Bé. (1986, 3 novembre). Phương hướng, nhiệm vụ kinh tế - xã hội trong những năm 1986-1990. *Sông Bé*.
- Trần An Phong et al. (1995). *Đánh giá hiện trạng sử dụng đất theo quan điểm sinh thái và phát triển lâu bền*. Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Trần Bình. (1988, 6 février). Nhìn lại công tác trồng cây gây rừng ở tỉnh ta 10 năm qua. *Sông Bé*.
- Trần Đình Hoan. (2001). 30 năm di dân phát triển vùng kinh tế mới và những đổi mới cơ bản trong giai đoạn tới. Dans Hoàng Dong & Đỗ Văn Hòa (Éds.), *Di dân, kinh tế mới, định canh định cư - lịch sử và truyền thống* (pp. 102-115). Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Trần Đình Phong. (1982, 28 octobre). Vài suy nghĩ về quản lý và bảo vệ rừng. *Sông Bé*.
- Trần Đức Viên. (2002). Chính sách đất đai và vấn đề quản lý rừng cộng đồng. Dans Lê Trọng Cúc, Chu Hữu Quý, Võ Quý, Ngô Đức Thịnh & Đặng Kim Sơn (Éds.), *Phát triển bền vững vùng miền núi Việt Nam: 10 năm nhìn lại và những vấn đề đặt ra* (pp. 472-490). Hà Nội: FF, CRES, ICARD.
- Trần Kim Thạch, Lê Công Kiệt, & Nguyễn Thị Ngọc Lan. (1991). Sông Bé nhìn từ cạnh khía tự nhiên. Dans Nguyễn Bá Thọ, Trần Bạch Đằng, Trần Kim Thạch, Nguyễn Đình Đầu, Mạc Đường, Nguyễn Viết Tá, Sơn Nam & Lưu Huỳnh Thống (Éds.), *Địa chí tỉnh Sông Bé* (pp. 6-141). Thủ Dầu Một: NXB Tổng hợp Sông Bé.
- Trần Ngọc Khanh. (1987, 28 novembre). Quy định tạm thời về chính sách định canh định cư nhằm ổn định đời sống, phát triển kinh tế-xã hội toàn diện ở miền núi, vùng đồng bào dân tộc (kể cả đồng bào Kinh). *Sông Bé*.
- Trần Phương. (2003, 31 décembre). Giao thông Bình Phước hội nhập và phát triển. *Bình Phước*.
- TT.GDSK. (1991, 1 mai). Phòng bệnh sốt rét năm 1991. *Sông Bé*.
- Tương Lai. (1989). Cách mạng tư tưởng - văn hóa và chiến lược con người ở Tây Nguyên. Dans Đặng Nghiêm Vạn & Chu Thái Sơn (Éds.), *Tây Nguyên trên đường phát triển* (pp. 152-221). Hà Nội: NXB Khoa học Xã hội.
- Tương Lai. (1998). *Về di dân ở Việt Nam trong quá khứ và hiện nay*. Communication présentée Hội thảo quốc gia tăng cường năng lực xây dựng chính sách di dân nội địa Việt Nam, T. P. Hồ Chí Minh.
- Ủy ban Dân tộc. (2002). *Miền núi Việt Nam: Thành công và phát triển trong những năm Đổi mới*. Hà Nội: NXB Nông nghiệp.
- Văn Phú, & Thanh Tuấn. (1997, 3 août). Hạt gạo miền Tây lên miền Đông. *Bình Phước*.
- Văn Vọng. (1999, 17 mars). Những thảm họa sau chiến tranh. *Bình Phước*.
- Viện quốc gia thống kê. (1966). *Dân số Việt Nam theo đơn vị hành chính trong năm 1965*. Sài Gòn: Việt Nam Cộng hòa, Phủ Thủ tướng, Nha tổng giám đốc kế hoạch.
- Vũ Trọng Khải et al. (2004). *Một số đặc trưng của hộ gia đình di cư tự do*. T. P. Hồ Chí Minh.
- Vương Xuân Tình (2002). An toàn lương thực của các dân tộc thiểu số ở vùng cao Việt Nam dưới tác động của các yếu tố xã hội và văn hóa. Dans Lê Trọng Cúc, Chu Hữu Quý, Võ Quý, Ngô Đức Thịnh & Đặng Kim Sơn (Éds.), *Phát triển bền vững vùng miền núi Việt Nam: 10 năm nhìn lại và những vấn đề đặt ra* (pp. 185-206). Hà Nội: FF, CRES, ICARD.
- Xuân Trung, & Quang Thiện. (2005). "Đêm trước" Đổi mới: "Vòng kim cô". Récupéré le 18 décembre de <http://www.tuotire.com.vn/Tianyong/Index.aspx?ArticleID=111252&ChannelID=89>
- Yên, H. (2004). Năm 2010 sẽ chấm dứt tình trạng di cư tự do, Sơ kết thực hiện chỉ thị 660/TTg về giải quyết tình trạng di cư tự do đến Tây Nguyên và một số tỉnh khác. Hà Nội.
- Zingerli, C., Castella, J. C., Phạm Hùng Mạnh, & Phạm Văn Cự. (2002). Phát triển nông thôn và bảo tồn đa dạng sinh học tại Vườn Quốc gia Ba Bè: Sự bất đồng trong chính sách.

Dans J. C. Castella & Đ. Đ. Quang (Éds.), *Đổi mới ở vùng miền núi. Chuyển đổi sử dụng đất và chiến lược sản xuất của nông dân tỉnh Bắc Kạn, Việt Nam* (pp. 247-274). Hà Nội: NXB Nông nghiệp.

Annexes

Annexe 1. Vietnam. Évolution du maillage administratif provincial, 1990-1997



Source : MSTE; Cabinet de l'Assemblée nationale, 2002; Nguyễn Quang Ân, 2003

À l'aide d'une carte administrative existante, j'ai pu suivre les deux décisions du Gouvernement concernant la modification du maillage administratif, résumées dans le Tableau suivant :

Tableau : Les décrets de modification du maillage administratif, 1991 et 1996

Avant le 12 août 1991	Deux décrets		Note
	12 août 1991	6 novembre 1996	
Nghệ Tĩnh	Nghệ An et Hà Tĩnh		
Hoàng Liên Sơn	Yên Bái et Lào Cai		
Hà Tuyên	Hà Giang et Tuyên Quang		
Gia Lai – Kon Tum	Gia Lai et Kon – Tum		
Hà Sơn Bình	Hoà Bình – Hà Tây		
Vũng Tàu – Côn Đảo	Bà Rịa – Vũng Tàu		
Đồng Nai	Transférer les districts de Long Đất, de Châu Thành et de Xuyên Mộc à la province de Bà Rịa – Vũng Tàu		
Hà Nội	Transférer : - le district de Mê Linh à la province de Vĩnh Phú - les six districts (Sơn Tây, Hoài Đức, Phúc Thọ, Đan Phượng, Ba Vì, Thạch Thất) à la province de Hà Tây		- Vĩnh Phú est divisée en Phú Thọ et Vĩnh Phúc dans la deuxième décision au 6 novembre 1996 - Nombre du district de Hà Nội a diminué de 15 à 9
Bắc Thái		Bắc Kạn et Thái Nguyên	
Hà Bắc		Bắc Giang et Bắc Ninh	
Hải Hưng		Hải Dương et Hưng Yên	
Minh Hải		Bạc Liêu et Cà Mau	
Nam Hà		Hà Nam et Nam Định	
Quảng Nam – Đà Nẵng		Quảng Nam et Đà Nẵng	
Sông Bé		Bình Dương et Bình Phước	
Vĩnh Phú		Phú Thọ et Vĩnh Phú	

Source : Cabinet de l'Assemblée nationale, 2002; Nguyễn Quang Ân, 2003

Annexe 2. Questionnaire pour les autorités

1. Nom....., Age..... Fonction....., de puis.....

2. Que savez-vous la dynamique socio-économique et politique :

- lois sur la gestion des ressources (forêt, eau, terre), la propriété foncière, la population
- conflits d'utilisation des ressources
- développement des infrastructures (fonds d'investissement, type, localisation, temps)
- changement du maillage administratif
- évolution démographique
- évolution des produits d'agro-foresterie, d'aquaculture et leurs liens aux marchés, au gouvernement et à des autres organisations

3. Migrations, causes, impacts et solutions

4. Des données/informations des rapports et des cartes disponibles sur les sujets : administration, population, utilisation des terres, économie, infrastructures, éducation, santé, plans de développement, sécurité, etc.

5. Tracer sur une carte l'évolution d'utilisation des terres, surtout celle du développement des nouvelles zones de sédentarisation (habitat, commerce, agriculture, ...); les contextes dans lesquels cette évolution se roule.

6. Rôle et coordination des acteurs (autorités, entreprises étatiques/individuelles, ONG, les peuples, ...) dans le processus du développement local.

7. Projets du développement dans l'avenir

Section 2 : Expérience de la migration

Question	Réponses
201.	
a. Est que le lieu de résidence précédent posait problème ?	
b. Localisation ?	1. Hameau : 2. Village : 3. Commune : 4. District : 5. Province :
202.	
a. Combien de fois avez-vous changé de résidence ? Pourquoi ?	
b. Quand êtes vous arrivés ici ?	
203.	
Quelles étaient les raisons principales de la migration ? Description !	1. Revenu 2. Famille 3. Travail 4. Manque de la terre 5. Conseil du Gouvernement 6. Conseil de la communauté 7. Dispute 8. Religion ...
204.	
Qui a organisé et/ou appuyé votre déplacement ? De quelle façon ?	1. Vous même 2. Gouvernement 3. Famille 4. Communauté ...
205.	
Vous êtes-vous déplacé ici tout seul ou avec quelqu'un? Pourquoi ?	1. Tout seul 2. Avec des membres de la famille 3. Avec des voisins 4. Avec des amis 5. ...
206.	
Qui a mis la décision de migrer ? Le rôle des autres ?	1. Vous-même 2. Épouse/époux 3. Autres membres de la famille 4. Voisins 5. Amis 6. Autorités locales 7. ...

207.	
a. Possédiez-vous des informations sur ce lieu avant de partir ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. par les autorités 2. par communication publique 3. par des amis 4. par des voisins 5. par des membres de la famille 6. par des vos parents 7. Avez-vous visité cet endroit avant 8. Avez-vous habité ici avant 9. Connaissiez-vous quelqu'un ici 10. ...
Comment ?	
208.	
Avez-vous reçu de l'aide (de voisin/amis ...) pour installer ici ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. des voisins 2. d'amis 3. des membres de la famille 4. des vos parents 5. de l'État 6. ...
Comment ?	
209.	
Quel type d'aide que avez-vous reçu ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Argent liquide 2. Logement 3. Nourriture 4. Transport 5. Recherche d'un travail 6. Recherche d'une maison 7. Recherche de la terre pour le logement ou la culture 8. ...

Section 3 : Impacts économiques

Question	Réponses
301	
Que faisiez-vous avant de venir ici ?	
Que faites-vous maintenant ?	
Lequel est mieux ? pour quoi ?	
Quel était votre revenu (ou celui de votre foyer) ?	...../an ou ...../mois

Quel est votre revenu (ou celui de votre foyer) maintenant ?	..... /an ou ...../mois
Mis à part votre revenu monétaire, combien de kg de paddy récoltiez-vous auparavant ?	..... kg/an
Mis à part votre revenu monétaire, combien de kg de paddy récoltiez-vous maintenant ?	..... kg/an
Est-ce que vous recevez (ou envoyez) régulièrement de l'argent de (ou à) votre famille du lieu d'origine ? si oui De qui ? (à qui ?) Combien par an ? De quelle façon ?	
302	
Est-ce que vous avez reçu des aides du Gouvernement pour votre migration ? si oui De quelle façon et combien ?	Crédit 327 Fonds de pauvreté ...
Est-ce que le gouvernement vous aide encore ? si oui : Par quelle modalité, combien, pour quel but et condition ?	Crédit Programmes 327, 661 Fonds de pauvreté ...
303	
Combien d'hectare de terres agricoles (ou forestières ou aquacoles) possédiez-vous avant d'arriver ici ?	
Est-ce que vous avez obtenu un droit d'utilisation de la terre avant d'arriver ici ? si oui de quelle façon ? si non, pourquoi ?	Accordé par le gouvernement Achat du droit Assigné par l'autorité locale Coupe de la forêt Donné par les autochtones ou les autres ...
Combien d'hectares de terres agricoles (ou forestières ou aquacoles) possédez-vous maintenant ?	
Est-ce que vous avez le droit de l'utilisation de terres maintenant ? Si oui, par quelle façon ? Si non, pourquoi ?	Accordé par le Gouvernement Achat du droit Assigné par l'autorité locale Coupe de la forêt Donné par les autochtones, les anciens migrants,

Comment comparez-vous la situation de l'utilisation des terres maintenant et avant en terme de : superficie, qualité, droits ?	
304	
Est-ce que vous avez eu un droit d'accès à d'autres ressources naturelles avant d'arriver ici ? Si oui, lequel ? Si non, pourquoi ?	forestière aquatique minérale ...
Est-ce que vous avez un droit d'accès à d'autres ressources naturelles maintenant ? Si oui, lequel ? Si non, pourquoi ?	forestière, aquatique, minérale, ...
Comparaison entre maintenant et avant !	
305	
Avant d'arriver ici : Combien de fois par mois/semaine alliez-vous au marché ? combien km de chez vous ? Quels produits y vendriez-vous et/ou y achetez-vous ? Était-il facile de les acheter et/ou les vendre ?	
Maintenant : Combien de fois par mois/semaine allez-vous au marché ? Combien km de chez vous ? Quels produits y vendez-vous et/ou y achetez-vous? Est-il facile de les acheter et/ou vendre ?	
Comparaison entre maintenant et avant	

Section 4 : Impacts sociaux

Questions	Réponses
401. Éducation	
Avant d'arriver ici : Avez-vous des difficultés pour aller à l'école ? Si oui, les quelles ? pourquoi ?	
Maintenant : Avez-vous des difficultés pour aller à l'école ? Si oui, lesquelles ? pourquoi ?	
Comparaison entre maintenant et avant	
402. Accès au service de la santé	
Avant d'arriver ici : Quand vous (ou quelqu'un dans votre famille) étiez malades, que faisiez-vous vous ? Si non « par vous-même » : la distance entre chez vous et le lieu de traitement ? le prix et l'attitude des médecins ?	Par vous-même Par la clinique (quel type : commune, district, province) Par le médecin traditionnel ...
Maintenant : Quand vous (ou quelqu'un dans votre famille) êtes malades, que faites-vous ? Si non « par vous-même » : la distance entre chez vous et le lieu de traitement ? Le prix et l'attitude des médecins ?	Par vous-même Par le clinique (quel type : commune, district, province) Par le médecin traditionnel ...
Comparaison entre maintenant et avant	
403. Infrastructures	
Avant d'arriver ici : De quel type l'infrastructure profitez-vous ? Si existence, qualité et prix ?	électricité, communications, ... Ligne électrique Ligne téléphonique Aqueduc Routes Maison culturelle Théâtre ...

Maintenant : De quel type de l'infrastructure profitez-vous ? Si existence, qualité et prix ?	Ligne électrique Ligne téléphonique Aqueduc Routes Maison culturelle Théâtre ...
Comparaison entre maintenant et avant	
404. Relations sociales	
Avant d'arriver ici : Comment étaient les relations entre votre famille et vos voisins (autorités locales, autochtones, autres communautés, autres organisations) ? Donnez des exemples et expliquez !	conflits disputes entente mutuelle assistance mutuelle ...
Maintenant : Comment sont les relations entre votre famille et vos voisins (autorités locales, autochtones, autres communautés, autres organisations) ? Donnez des exemples et expliquez !	conflits disputes entente mutuelle assistance mutuelle ...
Comparaison entre maintenant et avant	

Section 5 : Impacts environnementaux

Questions	Réponses
501. Terre agricole	
La disponibilité des terres lorsque vous êtes arrivés ici ? Description	1. Accès facile 2. Accès raisonnable 3. Non facile 4. devoir acheter le terrain
La situation présente ? Expliquez	1. Meilleure 2. La même 3. Moins bonne 4. Ne sait pas

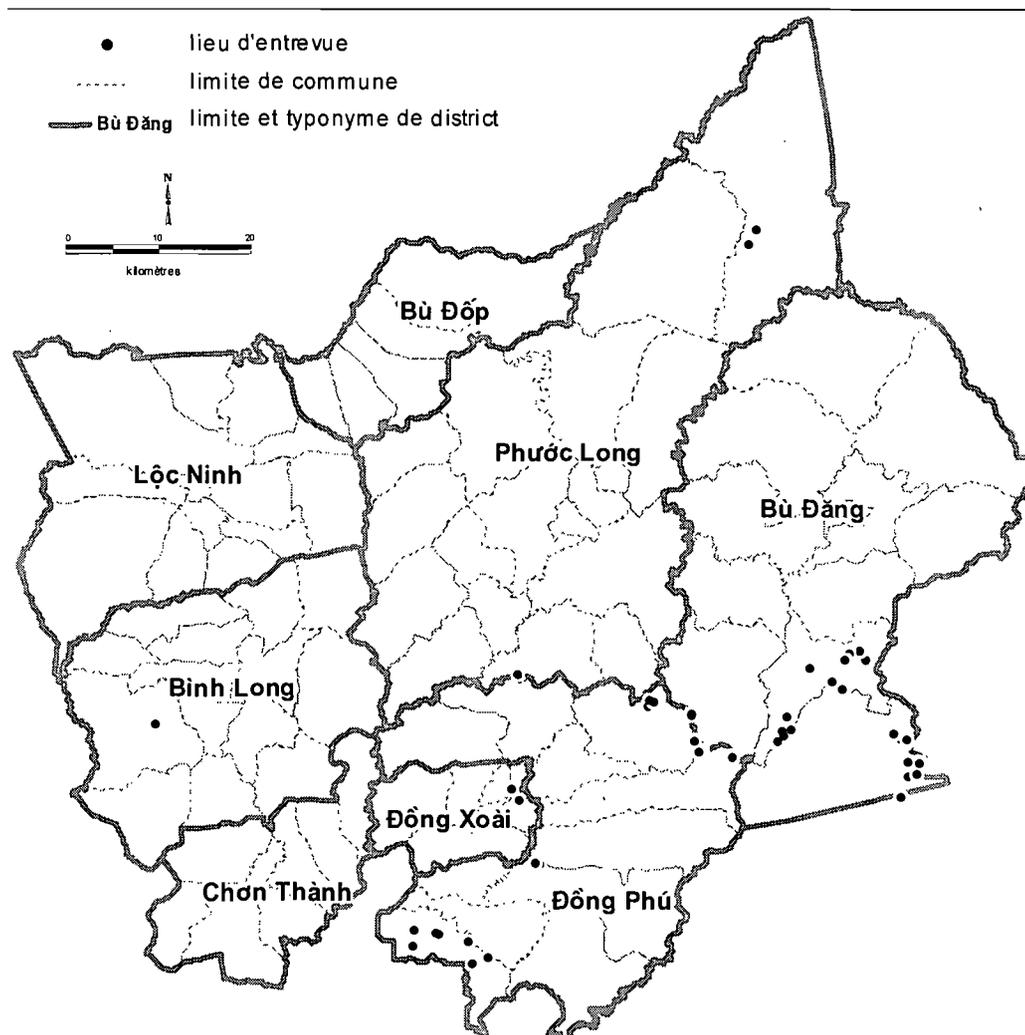
La qualité du sol agricole lorsque vous êtes arrivés ? Description	<ol style="list-style-type: none"> 1. Très bonne 2. Bonne 3. Ordinaire 4. Mauvaise 5. Très mauvaise
La qualité présente ? Expliquez	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure 2. La même 3. Moins bonne 4. Ne sait pas
Quelles sont les causes principales des changements, s'il y a lieu ? Description	<ol style="list-style-type: none"> 1. Croissance de la population 2. Manque d'investissement 3. Manque de technologies pertinentes 4. Dégradation environnementale 5. ...
502. Ressource d'eau	
La disponibilité de l'eau pendant la saison sèche lorsque vous êtes arrivés ? Description !	<ol style="list-style-type: none"> 1. facile d'accès 2. Suffisante pour tous 3. Insuffisante pour tous 4. Manque
La situation présente ? Expliquez	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure 2. La même 3. Moins 4. Ne sait pas
La qualité de l'eau pendant la saison sèche lorsque vous êtes arrivés ? Description	<ol style="list-style-type: none"> 1. Très bonne 2. Bonne 3. Ordinaire 4. Mauvaise 5. Très mauvaise
Quelles sont les causes principales des changements ? Description	<ol style="list-style-type: none"> 1. Croissance de la population 2. Manque d'investissement 3. Manque de technologies pertinentes 4. Dégradation environnementale ...
La qualité de l'eau pendant la saison de pluie lorsque vous êtes arrivés ? Description	<ol style="list-style-type: none"> 1. Très bonne 2. Bonne 3. Ordinaire 4. Mauvaise 5. Très mauvaise
La situation présente ? Expliquez	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure 2. La même 3. Moins bonne 4. Ne sait pas
Quelles sont les causes principales des changements ? Description	<ol style="list-style-type: none"> 1. Croissance de la population 2. Manque d'investissement 3. Manque de technologies pertinentes 4. Dégradation environnementale 5.

503. Ressource forestière	
L'état de la superficie forestière quand vous êtes arrivés ? Description	1. Beaucoup 2. Moyenne 3. Insuffisante 4. Rien
La situation présente ? Expliquez	1. Meilleure 2. La même 3. Moins bonne 4. Ne sait pas
La situation présente en terme de qualité ? Description	1. Très riche 2. Moyenne 3. Pauvre
Quelles sont les causes principales des changements ? Description	1. Expansion de la terre agricole 2. Commerce 3. Feux de forêt 4. Maladie forestière 5. Bois de chauffage/faire du charbon 6. Changement de propriétaire 7.
504. Sanitaire/éducation	
La situation sanitaire quand vous êtes arrivés ? Description !	1. Mauvaise 2. Acceptable 3. Bonne
La situation présente ? Expliquez	1. Meilleur 2. Même 3. Moins bonne 4. Ne sait pas
Quelles sont les causes principales des changements ? Description	1. Investissement de l'État 2. Croissance de la population 3. Pauvreté 4. Administration
505. Héritage culturel et de religieux	
Est-ce qu'il y a une diversité : histoire, cultures, religions ? Description	Nombreuses; quelques; Non
Le changement présentement Expliquez	1. Beaucoup 2. La même 3. Moins 4. Ne pas savoir
c. Quelles sont les causes principales des changements? Description	1. Manque de communication 2. Manque de ressources 3. Dégradation environnementale 4. Croissance de la population 5. ...

Section 6 : Plan d'avenir et propositions

Questions	Réponses
Souhaitez-vous quitter cette localité dans l'avenir ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Non 2. Lieu initial 3. Autre lieu 4. Ne sait pas
Pourquoi ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure économie/commerce 2. Meilleur travail ou opportunité de travail 3. Meilleure opportunité d'éducation/santé 4. Meilleurs services sociaux 5. Meilleure valeur culturelle 6. Meilleures conditions environnement naturel 7. Regrouper la famille 8. ...
Si vous déménagerez, quel lieu préférez-vous ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rural 2. Urbain 3. Ne sait pas
<p>Pourquoi ?</p> <p>Est-ce que vous avez des demandes à l'État et aux autres organisations pour aider les migrants ? Si oui, lesquelles ?</p> <p>Pourquoi ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. allocation de terres 2. finance/crédit 3. technique et savoir 4. procédures administratives 5. informations concernant la possibilité migratoire 6. résolution des conflits 7. intégration dans la nouvelle communauté 8. ...

Annexe 4. Enquêtes de terrain, 2005



Source : BPSO; MSTE; Enquête de terrain, 2005

Annexe 5. Les personnes interviewées et leur histoire de migration

1. Les notables :

M. Doa, Département de la sédentarisation et des nouvelles zones économiques du MADR

M. Nung, Département de la sédentarisation et des nouvelles zones économiques du *Bình Phước*

M. Phu, fonctionnaire du Service des statistiques du *Bình Phước*

MM. Nang et Lang, Département des sciences et des technologies du *Bình Phước*

M. Quyên, commune de Thống Nhất

M. Luc, commune de Đăng Hà

2. Les paysans et notables

Abréviation: n. d. : non disponible; c. : commune; d. : district; p. province

(*) : Les personnes considérées à la fois notables et paysans

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
1	Bi	1925	Kinh	6	organisée	d. 10, HCMV	menuiserie	1975	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	saisonnier, sans terres cultivées	Il était petit commerçant
2	Vi	1953	Khmer	7	autochtone	c. An Bình, d. Phú Giáo, p. Bình Dương (poussé dans un hameau stratégique)	Culture itinérante	1977	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	saisonnier, sans terres	
3	Du	1930	Kinh	6	organisée	c. Thái Nguyên, d. Thái Thụy, p. Thái Bình	Champ de la coopérative agricole	1978	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	4 ha d'anacardier ; commerce	

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
4	Tuy	1955	Kinh	5	spontanée	c. Cát Nê, d. Đại Từ, p. Thái Nguyên	0,25 ha de rizière et vers 0,12 ha de théier	1993	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	quelques ha d'anacardier ; saisonnier	
5	Mac	1978	Kinh	3	spontanée	c. Binh Son, d. Luc Nam, p. Bac Giang	sans terre, sans-emploi	2002	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	près de 2 ha d'anacardier ; saisonnier	1995 - 2002 : travaillé pour son oncle maternel dans la c. Tân Tiên du même district de <i>Đông Phú</i>
6	Van	1972	Kinh	4	spontanée	c. Mỏ Cày, d. Mỏ Cày, p. Bến Tre	sans terre, sans-emploi	1989	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	3 ha d'anacardier	1989 : habite chez sa tante dans le d. Phu Giao, p. Binh Duong
7	Thuy et Duy	1965	Kinh	4	organisée	c. Đại Thắng, d. Vụ Bản, p. Nam Định	Vers 0,2 ha de rizière, tissage	1988	Tân Lập, <i>Đông Phú</i>	instituteur; 1,4 ha d'anacardier et de poivrier	Ils ont été recrutés pour l'entreprise étatique de Tân Lập
8	Manh	1960	Tày	4	spontanée	c. Canh Tân, d. Thạch An, Cao Bằng	employé de la Station émettrice Cao Bằng, 0,3 ha de riziculture	1993	Tân Hưng, <i>Đông Phú</i>	3 ha d'anacardier et de manioc; petit commerce	
9	Lo	1951	Kinh	10	organisée, spontanée	c. Thái Nguyên, d. Thái Thụy, p. Thái Bình	champ de la coopérative agricole	1985	Tân Hưng, <i>Đông Phú</i>	3 ha d'anacardier ; saisonnier	1978 : migré dans la c. Phu Tuc, d. Kronpa, p. Gia Lai dans un cadre du programme des NZE; 1981 : déplacé dans la c. Tiên Hưng du d. <i>Đông Phú</i>

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
10	Le (*)	1964	Kinh	5	spontanée	c. Thọ Tiến, d. Thiệu Sơn, p. Thanh Hóa	quelques milliers m ² de terres cultivées	1989	Đông Tâm, Đông Phú	7 ha d'anacardier, 1 ha d'hévéa	1988-1989 : il a travaillé pour l'entreprise étatique agricole n° 11 dans la c. Phu Trung, d. Phuoc Long, p. Binh Phuoc
11	Bui	1955	Mường	6	Spontanée	c. Binh Châu, d. Lac Son, p. Hoa Binh	quelques milliers m ² de rizière	2000	Đông Tâm, Đông Phú	7 ha d'anacardier	venir à la c. Phu Tuc, p. Dong Nai en 1995; 3 mois dans la c. Tân Thuong, d. Di Linh, p. Lâm Đông; 1995-1997 : c. Tra Giang, d. ra My, p. Quang Nam; 1997-2000 : c. Phu Trung, d. Phuoc Long, p. Binh Phuoc (9 ha de l'anacardier, mais sur la terre de l'entreprise étatique)
12	An (*)	1945	Kinh	4	spontanée	c. Binh Đại, d. Binh Đại, p. Bến Tre	commerce	1986	Đông Tâm, Đông Phú	3 ha d'anacardier et d'arbres fruitiers; vente d'alcool; élevage de cochon	1987-1989 : il exploitait des bambous; il possédait 11 ha de terres cultivées.
13	Hoa	1972	Kinh	4	spontanée	c. Ngọc Phục, d. Thường Xuân, p. Thanh Hóa	0,05 ha de rizière, saisonnier, élevage	1996	Đông Tâm, Đông Phú	3 ha d'anacardier, menuiserie	1993-1996 : p. Ba Ria-Vung Tau

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
14	Quy	1953	Kinh	5	spontané	quartier Trần Hưng Đạo, ville de Qui Nhơn, p. Bình Định	sans-emploi	1990	Đông Tâm, Đông Phú	saisonnier, sans terres cultivées	vers de la fin des années 1970 à 1981 : d. Sa Thây, p. Kon Tum; 1981-1989 : c. Bảo Bình, d. Xuân Lộc, p. Đông Nai
14a	Da	1975	Kinh	n.d.	spontané	delta du fleuve Rouge	sans terre	1997	Đông Tâm, Đông Phú	saisonnier, sans terres cultivées	
15	Son (*)	1957	Tày	6	spontané	c. Tà Lài, d. Tân Phú, p. Đông Nai	1,6 ha de terres cultivées	1995	Đông Tâm, Đông Phú	4 ha d'anacardier	né au d. Mong Cai, p. Quang Ninh; vers la fin des années 1980, sa famille a déplacé dans la c. Tà Lài, d. Tân Phú, p. Đông Nai
16	Duong	1958	Cao Lan	6	spontané	c. Hòa Phúc, d. Bình Long, p. Thái Nguyên	près de 0,3 ha de terres cultivées	1994	Đông Tâm, Đông Phú	2 ha de l'anacardier	1992, il et ses membres de sa famille ont déplacée dans la c. Xuân Bắc, d. Xuân Lộc, p. Đông Nai. Ils ont eu 1 ha de la terre cultivée, mais mauvaise qualité. Ils y sont restés pour deux ans.
17	Hat	~ 1945	Nùng	6	spontané	c. Yên Bình, d. Hữu Lũng, p. Lạng Sơn	0,4 ha de terres cultivées	1994	Đông Tâm, Đông Phú	5,5 ha d'anacardier et de rizière	1990, il a migré dans la c. Suối Nho, d. Định Quán, p. Đông Nai. Il a possédé 9 000 m ² de la terre cultivé, mais faible qualité

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
18	Dieu K	1962	Stiêng	12	autochtone				Đông Tâm, Đông Phú	plus de 3 ha d'anacardier ; garde de 20 ha de forêts	sédentarisé depuis longtemps
19	Dieu D	1966	Stiêng	4	autochtone				Thống Nhất, Bù Đăng	2 ha d'anacardier	sédentarisé depuis des années 90
20	Dieu V	1957	Stiêng	7	autochtone				Thống Nhất, Bù Đăng	4,5 ha d'anacardier	sédentarisé depuis le milieu des années 90
21	Dieu T	1978	Stiêng	5	autochtone				Thống Nhất, Bù Đăng	1,5 ha d'anacardier	sédentarisé depuis le milieu des années 90
22	Dieu Kh	1961	Stiêng	6	autochtone			1980	Thống Nhất, Bù Đăng	5 ha d'anacardier	À cause de la guerre, ses parents ont dû déplacer vers la province de Đồng Nai vers les années 1960.
23	Sin	1956	Kinh	4	organisée, spontanée	c. 4, d. 4, HCMV	diversité	1990	Thống Nhất, Bù Đăng	3 ha d'anacardier	1975 - 1979 : se déplacer de HCMV à la c. Doan Ket, d. Bu Dang, p. Binh Phuoc dans un programme de NZE; 1979-1983 : entrer dans l'armée; 1983-1990 : HCMV

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
24	Huan	1969	Nùng	4	spontanée	c. Phước Cát, d. Cát Tiên, p. Lâm Đồng	saisonnier, sans terre	1999	Thống Nhất, <i>Bù Đăng</i>	1,5 ha d'anacardier	1991 : quitter son origine de la c. Đại Sơn, d. Phục Hòa, p. Cao Bằng où chaque personne a eu 500 m ² de la terre cultivée; 1991 - 1993 : c. Phuoc Cat, d. Cat Tiên, p. Lâm Đồng; 1993 - 1999 : c. Phuoc Son, d. Bu Dang, p. Binh Phuoc
24a	Xuan	197?	Kinh	5	spontanée	c. Tân Hồng, d. Bình Giang, p. Hải Dương	0,5 ha de terres cultivées	1995	Thống Nhất, <i>Bù Đăng</i>	quelque ha	1994: visite de son parent (M. Cho)
25	Bon	1939	Kinh	3	spontanée	c. Bình Nghĩa, d. Bình Lục, p. Hà Nam	0,1 ha de terres cultivées	1998	Thống Nhất, <i>Bù Đăng</i>	1,2 ha d'anacardier ; vente d'alcool; élevage de cochon	
26	Cho (*)	1959	Kinh	6	spontanée	HCMV	petit commerce	1987	Thống Nhất, <i>Bù Đăng</i>	commerce, entreprise	né à la c. Tân Hồng, d. Bình Giang, p. Hai Duong; 1978-1982 : soldat; 1982-1985 : HCMV; 1985-1987 : c. Nghia Trung, d. Bu Dang, p. Binh Phuoc

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
27	Cai	1952	Kinh	5	spontané e	Buôn Gor, d. Cát Tiên, p. Lâm Đồng	menuiserie	1996	Thống Nhất, <i>Bù Đǎng</i>	4 ha d'anacardier ; menuiserie	origine de la c. Việt Hùng, d. Truc Ninh, p. Nam Dinh où il a eu 400 m ² de la terre cultivée; 1995 : chef-lieu Di Linh, d. Di Linh, p. Lâm Đồng; 1995-1996 : d. Đạ Tẻh, p. Lâm Đồng; 1996 : c. Gia Viễn, d. Cát Tiên, p. Lâm Đồng
28	Ca	1951	Tày	7	spontané e	c. Ra Bản, d. Chợ Đồn, p. Bắc Kạn;	1 ha de terres cultivées	1994	Thống Nhất, <i>Bù Đǎng</i>	30 ha d'anacardier	1992-1993 : d. Bao Lộc, p. Lâm Đồng
29	Dieu H (*)	1944	Stiêng	8	autochtone				Thống Nhất, <i>Bù Đǎng</i>	14 ha d'anacardier	sédentarisé depuis 1990
30	Huong	1957	H'mông	6	spontané s	c. Cao Minh, d. Trang Dinh, p. Lang Son	1,2 ha de terres cultivées	1993	Đǎng Hà, <i>Bù Đǎng</i>	1,3 ha de rizières; 3 ha d'anacardier	
31	Van	1965	Tày	5	spontané s	c. Trung Phúc, d. Trùng Khánh, Cao Bằng	0,25 ha de la terre cultivée	1996	Đǎng Hà, <i>Bù Đǎng</i>	2 ha de la terre cultivée	1996 : visite d'un oncle à Lâm Đồng

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
32	Hi	1960	Nùng	6	spontanés	c. Ngọc Động, d. Quảng Nguyên, p. Cao Bằng	0,2 ha de rizière, 1 ha d'essart	1999	Đặng Hà, Bù Đăng	0,5 ha de rizière et 0,2 ha d'anacardier	
33	Din	1955	Tày	5	spontanée	c. Lãng Ngâm, d. Ngâm Sơn, p. Bắc Kạn	0,15 ha de rizière	1991	Đặng Hà, Bù Đăng	plus de un ha de rizière	sa femme avait immigré à Bắc Kạn de la province tonkinoise de Thái Bình dans un programme de NZE
34	Yen	1950	Kinh	4	Spontanée	c. Yên Lợi, d. Ý Yên, p. Nam Định	0,2 ha de rizière donnant deux récoltes par an	1991	Đặng Hà, Bù Đăng	près de six ha d'anacardier ; commerce; maçonnerie	c. Yên Lợi, d. Ý Yên, p. Nam Định
35	Ba	~ 1975	Dao	3	spontanée	c. Vĩnh Yên, d. Bình Gia, p. Lạng Sơn	n. d.	1997	Đặng Hà, Bù Đăng	2 ha d'anacardier	terre d'anacardier se situe 30 km chez lui
36	Nui	1960	Kinh	6	spontanée	c. Trục Đại, d. Trục Ninh, p. Nam Định	0,2 ha de rizière donnant deux récoltes par an	2002	Thông Nhất, Bù Đăng	élevage de cochon, maçonnerie, vente d'alcool	2002 : c. Ealê, d. Easup, p. Dak Lak, 0,5 ha de terres cultivées
37	Thon (*)	1957	Nung	6	spontanée	c. Cách Linh, d. Phục Hòa, p. Cao Bằng	employé, 0,2 ha de terres cultivées	1992	Thông Nhất, Bù Đăng	6,5 ha d'anacardier, 0,5 ha de caféier	1993 : c. Dak Nhau et Bom Bo, d. Bu Dang, p. Binh Phuoc

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
38	Cao	1952	Kinh	5	organisée	c. Phú Điền, d. Nam Sách, p. Hải Dương	0,3 ha de rizière donnant trois récoltes par an	1997	Thống Nhất, <i>Bù Đăng</i>	4 ha d'anacardier	ses deux fils sont électriciens à Hà Nội
39	Tu	1954	Kinh	5	organisée	c. Tứ Trung, d. Vĩnh Tường, p. Vĩnh Phúc	0,21 ha de rizière	1991	Thống Nhất, <i>Bù Đăng</i>	10 ha d'anacardier	
40	K	1920	Kinh	n.d.	spontanée	d. Bù Đốp, p. <i>Bình Phước</i>	culture itinérante	1976	Tân Xuân, <i>Đồng Xoài</i>	commerce	c. Thai Xuyen, d. Thai Thuy, p. Thai Binh; 1942 - 1970 : p. Kompon cham, Cambodge; 1970-1971: p. Tây Ninh; 1971-1972 : d. Lộc Ninh, p. Binh Phuoc; 1972-1976: Bu Dốp
41	Hai	1936	Kinh	5	organisée	d. 10, HCMV	sans travail	1975	Phu Rieng, Phuoc Long	commerce	d. 10, HCMV
42	Tha	~ 1940	Kinh		spontanée	p. Thanh Hóa	n. d.	1991	Minh Đức, <i>Bình Long</i>	quelque ha de poivrier et d'arbres fruitiers	p. Thanh Hoa; 1973-1977 : d. Đông Anh, p. Hà Nội
43	Quang	1964	Kinh	4	organisée	p. Thanh Hóa	dépendance de la famille	Vers 1980	Tân Đông, <i>Đồng Xoài</i>	conducteur de taxi, commerce	1981-1996 : conducteur de tracteur à chenilles pour l'entreprise étatique au d. Đông Phu, p. Binh Phuoc

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
45	Bu	~ 1955	Nung	6	spontanée	p. Lạng Sơn	Rizière	1993	Bù Gia Mập, Phước Long	10 ha d'anacardier	2 fils sont salariés
47	Hoi	1969	Tày	4	spontanée	c. Trung Phúc, d. Trung Khanh, p. Cao Bang	0,2 ha de rizière	1994	Đặng Hà, Bù Đăng	0,2 ha de mûrier, 0,2 ha de rizière, 3 ha d'anacardier	
48	Linh	~ 1975	Kinh	3	spontanée	p. Hà Nam Ninh	dépendance de la famille	1993	Đặng Hà, Bù Đăng	commerce; 0,2 ha d'anacardier	p. Hà Nam Ninh
49	Nu	~ 1965	Kinh	n.d.	organisée, spontanée	c. Chon Thanh, d. Binh Long, p. Binh Phuoc	n. d.	2004	Đông Tâm, Đông Phú	quelques ha d'anacardier	Après 1975, elle est arrivée dans la c. Chon Thanh, d. Binh Long, p. Binh Phuoc dans le cadre du programme des NZE
51	Cong	~ 1960	Kinh	6	organisée	n. d.	n. d.	1982	Thống Nhất, Bù Đăng	10 ha d'anacardier et d'hévéa à Đak Nông	
52	Lo	~ 1945	H'mông	n.d.	Spontanée	c. Cao Minh, d. Trang Dinh, p. Lang Son		1993	Đặng Hà, Bù Đăng	quelque ha d'anacardier	
54	Kien	~ 1960	Kinh	n.d.	spontanée	p. Thái Bình	n. d.	1995	Đặng Hà, Bù Đăng	commerce; 6 ha d'anacardier à Đak Nông	1986-1995: c. Dak Lua, d. Tân Phu, p. Đông Nai
55	Ma	~ 1945	Nùng	n.d.	spontanée	d. Hữu Lũng, p. Lạng Sơn	près de 0,2 ha de terres cultivées	1996	Đông Tâm, Đông	3 ha d'anacardier	

No.	Nom fictif	Date de naissance	Ethnie	# membres	type de migration	Lieu d'origine		Lieu d'habitation actuel			Note
						Adresse	Source de subsistance	Date d'arrivée	Adresse	Source de subsistance	
<i>Phú</i>											
56	Bang	1955	H'mông	7	Spontané e	c. Cao Minh, d. Trang Dinh, p. Lang Son	n.d.	1991	Đặng Hà, <i>Bù Đãng</i>	12 ha de terres cultivées	1990-1991: Bao Lôc, Lâm Đông; parenté avec M. Huong

Annexe 6. *Bù Đãng*. Type de crédit

Type de crédit	Caractéristiques
<i>Vay lãi</i> (prêt avec intérêt)	Permet l'emprunt de quelques dizaines millions de <i>đồng</i> , dépendant des biens. Taux d'intérêt moyen : 5 % par mois. S'il y a une relation spéciale entre les prêteurs et les emprunteurs (parenté, ami), le taux s'abaisse à deux ou trois % par mois (Bon, Sin, Dieu H). Dans le cas d'urgence, le taux est parfois très élevé, par exemple, M. Cai a dû payer 12 % par mois; M. Bon, 8 %.
<i>Vay xóa đói giảm nghèo</i> (prêt pour éliminer la faim et diminuer la pauvreté)	Permet l'emprunt de quelques millions de <i>đồng</i> . Taux d'intérêt : 0,5 % par mois.
<i>Vay tín chấp</i> (prêt hypothécaire)	Permet l'emprunt de quelques dizaines millions de <i>đồng</i> , selon les avoirs en garantie. M. Cai pourrait emprunter 60 millions de <i>đồng</i> maximum, car il possède un Livret du droit d'utilisation de la terre (<i>sổ đỏ</i>) de quatre ha de terre cultivée. Taux d'intérêt : un % par mois.

Source: Enquête de terrain, 2005

Annexe 7. Bình Phước. Les délégués du Conseil populaire de la province, 1999-2004

Nom et prénom	Date de naissance	Lieu d'origine	Nom et prénom	Date de naissance	Lieu d'origine
1 Bùi Mạnh Hùng	1956	Thái Bình	27 Nguyễn Thanh Lâm	1950	Bình Dương
2 Bùi Thế Thành	1950	Hải Dương	28 Nguyễn Thanh Vân	1958	Bình Dương
3 Bùi Văn Danh	1955	Bình Dương	29 Nguyễn Thị Bảy	1964	Nghệ An
4 Đặng Thế Lương	1954	Thừa thiên	30 Nguyễn Thị Đào	1952	Quảng Ngãi
5 Điểu Văn Việt	1958	Bình Phước	31 Nguyễn Thị Hằng	1973	Thái Bình
6 Đinh Thị Hương	1970	Thái Bình	32 Nguyễn Thị Kim	1951	Hà Sơn Bình
7 Đỗ Hữu Xuân	1958	Bình Dương	33 Nguyễn Tuấn	1961	Hà Tây Bình
8 Đỗ Thị Thanh Bình	1952	Hà Nam	34 Nguyễn Văn Lê	?	Dương
9 Dương Thị Tuyết	1950	Hà Tây	35 Nguyễn Văn Đường	1955	Quảng Ngãi
10 Hà Văn Thành	1960	Bình Dương	36 Nguyễn Văn Lợi	1961	HCMV
11 Hoàng Lâm	1949	Thanh Hóa	37 Nguyễn Văn Thòa	1946	Thái Bình
12 Huỳnh Nga	1948	HCMV	38 Nguyễn Văn Xây	1949	Bình Dương
13 Lê Đức Lê	1944	Tiền Giang	39 Nguyễn Văn Xuân	1944	Bình Dương
14 Lê Vinh Đóm	1955	Tây Ninh	40 Nguyễn Việt Cường	1945	HCMV
15 Ma Ly Phước	1965	Quảng Đức	41 Phạm Thị Mỹ Lệ	1058	An Giang
16 Nguyễn Thăng	1950	Thái Bình	42 Quách Văn Lai	1945	Thanh Hóa
17 Nguyễn Chí Cường	195?	Thừa thiên	43 Thượng tọa Thích Thuận Thanh	1936	Bình Dương
18 Nguyễn Đắc Khải	1947	HCMV	44 Trần Ái Lan	1950	Sóc Trăng
19 Nguyễn Hữu Luật	1947	Quảng Ngãi	45 Trần Ngọc Thuận	1960	Quảng Bình
20 Nguyễn Hữu Quân	1947	Quảng Trị	46 Trần Quang Ty	1959	Bình Dương
21 Nguyễn Huy Phong	1957	Bình Dương	47 Trần Thu Thủy	1970	Thái Bình
22 Nguyễn Minh Đượ	1956	Bình Dương	48 Trần Văn Gôm	1954	Bình Dương
23 Nguyễn Nam Yên	1945	Nam Định	49 Trịnh Lương Sơn	1947	Quảng Ngãi
24 Nguyễn Quang Toán	1959	Quảng Ngãi	50 Võ Sá	?	HCMV
25 Nguyễn Quốc Chính	1952	Nam Định	51 Võ Văn Chương	1950	Quảng Nam
26 Nguyễn Tấn Hưng	1955	Bình Phước	52 Nguyễn Thế Lịch	1953	Bắc Ninh

Dépôt des thèses

- 1 FEV. 2010